REVUE DE PRESSE

Négociations conventionnelles

Total retombées : 264



Contacts Presse

Agence Wellcom
Paula Martins – paula.martins@wellcom.fr
Audrey Houssais – audrey.houssais@wellcom.fr
Thomas Alves-Chaintreau – thomas.alveschaintreau@wellcom.fr
Tél.: 01 46 34 60 60

#Les100jours

Total de retombées : 11

Les belles retombées

La température monte

Négociations médecins / Assurance maladie : le recours à l'arbitre de plus en plus probable

Au terme de treize séances de négociations entre les syndicats et la caisse, l'essentiel des propositions sont sur la table mais le cadre financier est sans doute trop contraint pour emporter la signature d'un nombre suffisant de syndicats.

Les faits — L'Assurance maladie a annulé la prochaine séance de discussion avec les syndicats de médecins libéraux programmée le 29 juin après que deux syndicats (sur cinq) ont quitté la table des négociations.

Et de trois. Au cours de la dernière séance de négociation le 22 juin dernier, Le Bloc puis la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) ont annoncé qu'il quittait la table des négociations. Un scénario identique s'était produit peu après le début des discussions avec le départ du Syndicat des médecins libéraux (SML) avant que ce syndicat ne décide de revenir la fois suivante et un quatrième syndicat, la Fédération des médecins de France (FMF), menace de faire de même au cours de la prochaine séance, initialement programmée le 29 juin mais annulée par le directeur général de l'Assurance maladie.

Si pour l'heure, seul MG France (un syndicat qui représente les seuls généralistes) n'a pas menacé de claquer la porte c'est sans doute parce que c'est en direction des généralistes que l'essentiel des propositions ont été faites à ce stade. La revalorisation de la consultation du médecin généraliste à hauteur de 2 euros était plus ou moins acquise dès le début des discussions conventionnelles.

Désertification médicale. MG France souhaite toutefois un vrai coup de pouce pour aider les médecins à se dégager du temps médical en mettant en place un « forfait structure ». Le syndicat vient d'écrire au Président de la République pour solliciter la création d'un fonds d'investissement fléché sur les soins primaires dans le prochain budget de la Sécurité sociale afin d'enrayer une désertification médicale qui n'est plus l'apanage des campagnes mais devient « la règle » dans les banlieues mais aussi dans certains cœur de ville encore protégés par l'abondance de l'offre hospitalière (notamment à Paris). Financer un emploi d'assistant pour trois médecins mobiliserait 0,3% de l'objectif des dépenses d'assurance maladie a calculé le syndicat.

Contenu sponsorisé
Garnier Skin Active Biphase Micellaire
Découvrez l'expérience de Sananas.
Lire la suite

l'Opinion

Honoraires, pratique : le plan du SML pour les spécialités cliniques et techniques



Après avoir suscité le mécontentement, les négociations conventionnelles reprennent ce jeudi matin, à la CNAM, avec une séance spécifique consacrée aux spécialités cliniques, techniques et aux médecins à expertise particulière (MEP).

Pour le syndicat et l'assurance-maladie, un des enjeux sera notamment de relancer le chantier de la classification commune des actes médicaux (CCAM), avec son versant clinique d'une part (réforme des consultations en jachère depuis des années) et d'autre part son volet technique (prise en compte de l'évolution des techniques et du coût de la pratique dans la valorisation des actes).

Valoriser les actes d'urgence, la prévention, les réunions...

Sans attendre, le Syndicat des médecins libéraux (SML) expose ses solutions. Le syndicat du Dr Eric Henry appelle de ses vœux des investissements pour valoriser les actes d'urgence, les activités non programmées et, plus largement, la pratique chirurgicale avec assistance technique (aide opératoire, infirmier anesthésiste).

Côté consultations, le SML réclame [égalité tarifaire (C=CS) et la mise en musique de la réforme de la nomenclature clinique « toujours pas engagée ». Le syndicat réclame à cet égard sa demande d'une rémunération [à la] des consultations « recours au C2, au C3, majoration tarifaire des consultations techniques complexes,

Pour toutes les spécialités enfin, le SML exige « [égalité active] secteur 1 et [le secteur 2 » s'agissant du financement de l'ASV à hauteur des deux tiers et des maternité. Enfin, le syndicat estime qu'il faudrait rémunérer le temps passé pour des réunions de concertation (travail de synthèse, parcours thérapeutiques) et pour la prescription (consultation spécifique).

Source : Lequotidiendumedecin.fr

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services ou des offres adaptés à vos centres d'intérêts | Poursuivre - En savoir plus
- Masquer

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN

le généraliste.fr

Négociations conventionnelles : pas de répit pour les syndicats !

12.06.2016



GARO/PHANIE

Les syndicats ont profité d'une pause dans le cycle des négociations conventionnelles pour se retrouver ce mercredi... Et parler convention ! Cette réunion à laquelle participaient la CSMF, MG France, la FMF, le SML et le Bloc s'inscrit dans le droit fil des Assises de la médecine libérale du 11 février. Organisée en marge de la Grande conférence de santé de Manuel Valls, cette rencontre avait débouché sur la liste d'une dizaine de préoccupations d'ordre conventionnel que les syndicats entendaient aborder, d'une même voix, devant Nicolas Revel.

Après le 1er round de discussions à l'Assurance maladie, les syndicats ont donc préparé la suite des négociations. Et, de l'avis de tous, tout s'est très bien passé ce matin. Une unanimité à laquelle ils n'avaient pas habitué la profession, reconnaissent-ils d'ailleurs. La revalorisation du C et les modalités de mise en œuvre ont notamment été abordées au cours de leurs échanges.

Si les syndicats sont d'accord pour un C à 25 euros, reste à savoir s'il convient d'aligner le C sur le Cs ou d'accorder la MPC aux généralistes. La première solution aurait, pour corollaire, le maintien du différentiel de

le MEDECIN généraliste

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN.fr

Honoraires, pratique : le plan du SML pour les spécialités cliniques et techniques

Cyrille Dupuis | 30.03.2016



Crédit Photo : S. TOUBON

Après avoir ausculté le médecin traitant, les négociations conventionnelles reprennent ce jeudi matin, à la CNAM, avec une séance spécifique consacrée aux spécialités cliniques, techniques et aux médecins à expertise particulière (MEP).

Pour les syndicats et l'assurance-maladie, un des enjeux sera notamment de relancer le chantier de la classification commune des actes médicaux (CCAM), avec son versant clinique d'une part (réforme des consultations en jachère depuis des années) et d'autre part son volet technique (prise en compte de l'évolution des techniques et du coût de la pratique dans la valorisation des actes).

Valoriser les actes d'urgence, la prévention, les réunions…

Sans attendre, le Syndicat des médecins libéraux (SML) expose ses solutions. Le syndicat du Dr Éric Henry appelle de ses vœux des investissements pour valoriser les actes d'urgence, les activités non programmées et, plus largement, la pratique chirurgicale avec assistance technique (aide opératoire, infirmier anesthésiste).

Côté consultations, le SML réclame l'équité tarifaire (C=CS) et la mise en musique de la réforme de la nomenclature clinique « toujours pas engagée ». Le syndicat relance à cet égard sa demande d'une hiérarchisation lisible des consultations - recours au C2, au C3, majoration tarifaire des consultations techniques complexes.

Pour toutes les spécialités enfin, le SML exige « l'équité entre le secteur I et le secteur II » s'agissant du financement de l'ASV à hauteur des deux tiers et des congés maternité. Enfin, le syndicat estime qu'il faudrait rémunérer le temps passé pour des réunions de concertation (travail de synthèse, parcours thérapeutique) et pour la prévention (consultation spécifique).

Source : Lequotidiendumedecin.fr

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services ou des offres adaptés à vos centres d'intérêts | Poursuivre - En savoir plus

- Masquer

Suivez Capital.fr : Abonnez-vous à la Newsletter Se connecter

Ma recherche DIAPORAMAS VIDÉOS QUIZ

Bourse | Stats éco | Finances perso | Immobilier | Carrière | Retraite | Enquêtes | Art de vivre

ABONNEMENT MAGAZINES

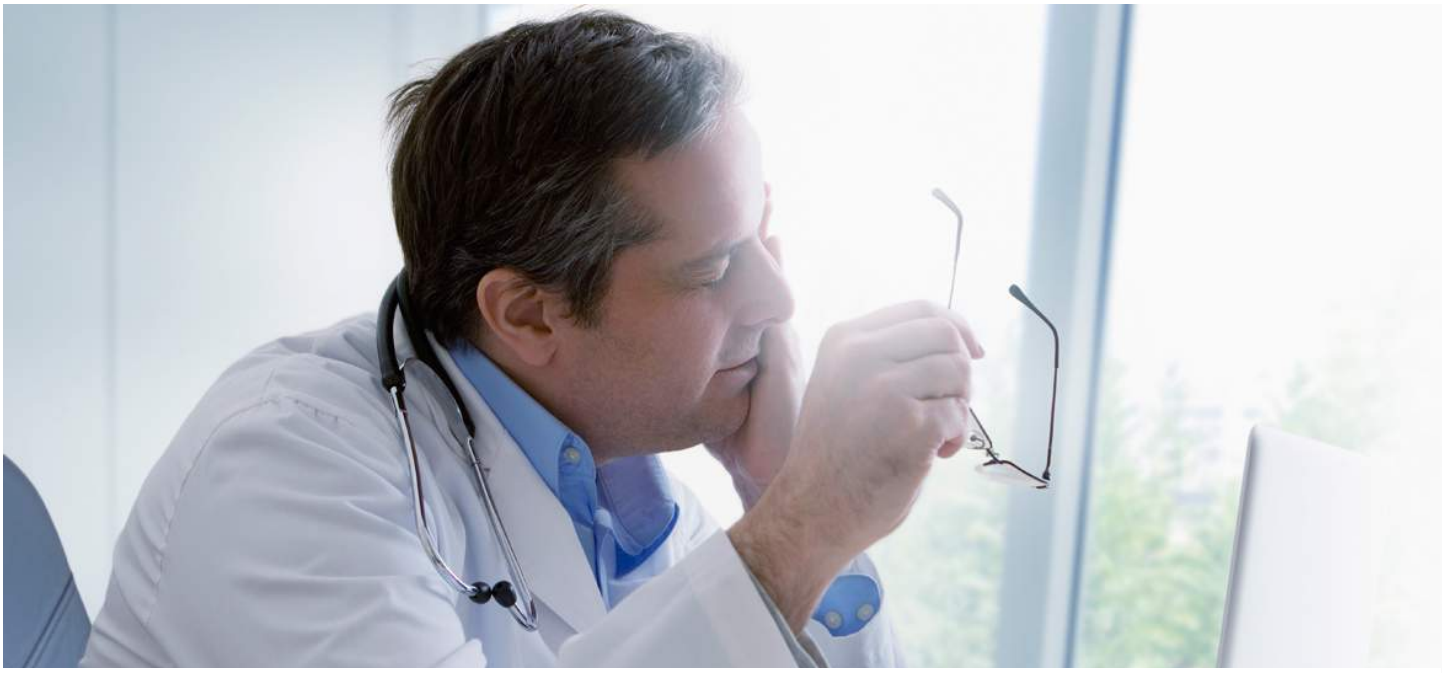
A LA UNE

SANTÉ

© Capital

Publié le 03/05/2016 à 14:41

MÉDECINS : UN BILAN DE SANTÉ PRÉOCCUPANT



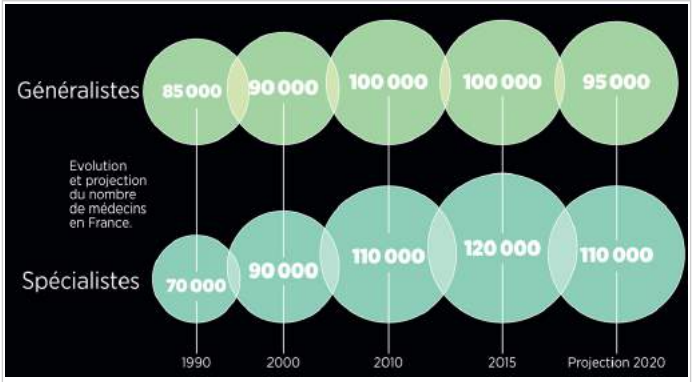
©ImageSsource/REA

Remontés contre le projet de loi santé de Marisol Touraine (en particulier contre le tiers payant généralisé), les médecins sont prêts à en découdre.

Une belle occasion s'offre à eux : depuis fin février, ils négocient la convention qui va les lier pendant cinq ans avec la Caisse d'assurance-maladie. "Nos honoraires doivent être revalorisés !", prévient le Dr Eric Henry, président du Syndicat des médecins libéraux. Les praticiens, qui figurent parmi les moins bien payés d'Europe, exigent à la fois une hausse de la consultation (de 23 à 25 euros pour les généralistes) et un ajustement des rémunérations forfaitaires que leur verse la Sécu. La ministre de la Santé a déjà promis qu'ils toucheront plus, mais sans s'avancer sur les modalités de l'augmentation. Il faut dire que les

marges de manœuvre du gouvernement sont extrêmement étroites. Pour tenir le plan de baisse des dépenses de François Hollande, la Sécu doit faire chaque année 3 milliards d'euros d'économies. Or la seule hausse de 2 euros de la consultation lui coûterait 580 millions par an...

LES MÉDECINS VONT MANQUER DANS LES PROCHAINES ANNÉES



Source : Drees 2016

Tous droits réservés

MIEUX VAUT NE PAS ÊTRE MYOPE !

Nombre de jours pour obtenir un rendez-vous chez un :

Généraliste : **6**
Cardiologue : **42**
Dermatologue : **50**
Gynécologue : **57**
Ophtlalmologue : **111**

Source : Ifop pour Jalma (2014)

En vidéo *: Médecine connectée : bientôt, on consultera son médecin à distance. Découvrez toutes les conséquences pour le patient et le médecin.*

LES PLUS LUS : A LA UNE

Le top 100 des plus grandes fortunes de France en 2015



Assurance chômage : les mesures drastiques sur la table des négociations



Hypérions : le projet délirant d'une ferme écolo en plein coeur de la ville



RECEVEZ NOS NEWSLETTERS
LA MATINALE ÉCO
Je m'abonne

ATTRACTIVITÉ DES SPÉCIALITÉS

Les plus prisées :

Ophtalmologie
Cardiologie
Dermatologie

Les moins prisées :

Médecine générale
Médecine du travail
Santé publique

LES GÉNÉRALISTES TRAVAILLENT EN MOYENNE 57 HEURES PAR SEMAINE



*** Encadrement d'étudiants, gardes, soins en hôpital, maison de retraite ... Source : Dress (2016)**

Tous droits réservés

NOS VOISINS EUROPÉENS PAIENT MIEUX LEURS MÉDECINS

Revenus annuels en euros des généralistes libéraux dans différents pays européens, entre 2011 et 2013 en fonction des pays.

TESTEZ VOS CONNAISSANCES



QUIZ : Saurez-vous retrouver l'ancien nom de ces marques et entreprises ?
15 questions

...Voir tous nos quiz

L'ECONOMIE EN IMAGES



Dans les entrailles du navire Mistral

12 photos

...Voir tous nos diaporamas

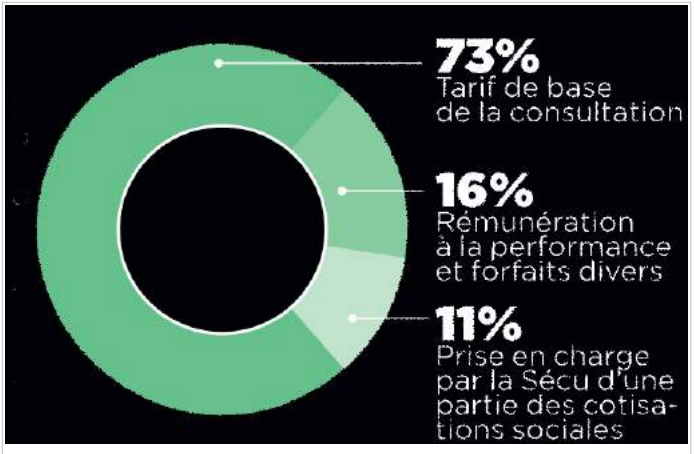
Luxembourg : **156.198**
Allemagne : **138.000**
Pays-Bas : **177.700**
France : **82.020**

Source : OCDE (2015)

En vidéo : ***Découvrez comment nous pouvons surveiller notre santé à tout moment grâce aux objets connectés.***

LES GÉNÉRALISTES TOUCHENT EN MOYENNE 31,49 EUROS PAR CONSULTATION...

Répartition moyenne des rémunérations des généralistes, en 2014, en %.



Source : Assurance-maladie

Tous droits réservés

... ILS EXIGENT LA REVALORISATION DE LEURS HONORAIRES



Source : Assurance-maladie

Tous droits réservés

LES SPÉCIALISTES GAGNENT MIEUX LEUR VIE

Revenu moyen en euros des médecins libéraux, en 2011.

Généralistes : **82.020**
Spécialistes : **133.460**

Source : Dress (2016)

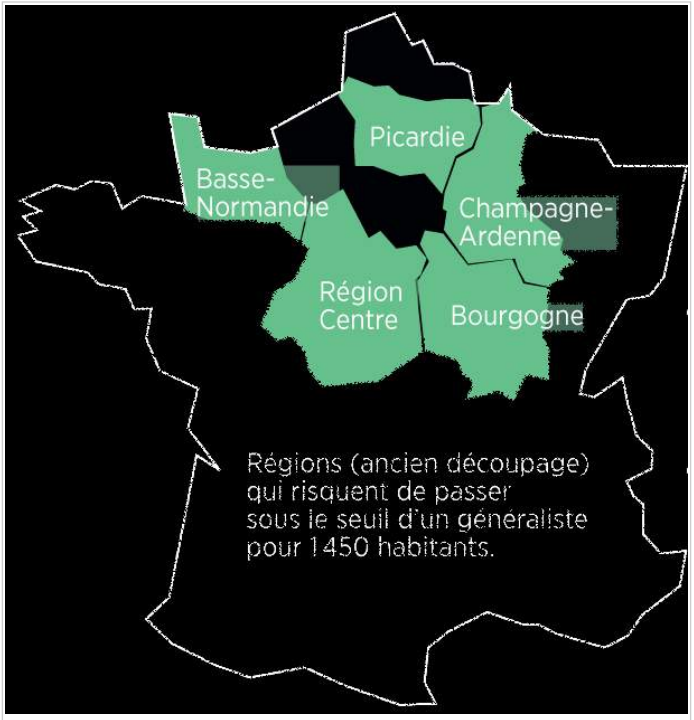
LES CHIRURGIENS SONT LES CHAMPIONS DES DÉPASSEMENTS D'HONORAIRES

Part des médecins qui peuvent pratiquer les dépassements d'honoraires, en 2011.

Généralistes : 10,6%
Pneumologues : 18,1%
Pédiatres : 33,7%
Ophtalmologues 55,6%
Chirurgiens : 79,2%

Source : INSEE (2015)

LE NORD DE LA FRANCE N'A PAS ASSEZ DE GÉNÉRALISTES



Source : Drees

Tous droits réservés

Philippine Robert

SERVICES RECOMMANDÉS PAR CAPITAL.FR

Comparateur Assurances santé

Comparateur Assurances accidents

LA RÉDACTION VOUS SUGGÈRE AUSSI

- Mutuelles santé : celles qui remboursent bien, celles qui vous grugent
- Marisol Touraine renforce la lutte contre les déserts médicaux
- Bientôt, avec la médecine 3.0, nous n'aurons plus besoin d'aller chez le "docteur" !
- La recherche médicale française multiplie les prouesses

MOTS CLÉS

Etat Français Santé

Controverse

Acupuncteurs, homéopathes, médecins du sport… Sont-ils un obstacle à l'accès aux soins ?

Les « médecins à expertise particulière » ne sont ni exclusivement généralistes ni vraiment spécialistes. L'Assurance-maladie les évalue à un peu moins de 7000 sur l'ensemble du territoire et leur rôle dans l'évolution de l'accès aux soins fait débat, certains regrettant qu'ils reçoivent peu de patients ou n'assurent pas de gardes

Les faits — La prochaine séance de négociation entre médecins et Assurance-maladie se tient jeudi prochain. Au programme des discussions : les spécialités techniques, les missions de coordination entre médecins et la télémédecine.

Sur un peu plus de 60 000 médecins généralistes en 2015, l'Assurance-maladie estime à 6 794 le nombre des « médecins à expertise particulière » (MEP), c'est-à-dire ayant fait valoir une qualification spécifique non reconnue comme une spécialité à part entière (acupuncture, homéopathie, allergologie, médecine du sport, échographie ou encore médecine thermale). En réalité, les syndicats de médecins estiment que ce chiffre est largement sous-estimé parce que cette mention est facultative et que beaucoup d'entre eux ne tiennent pas forcément à être identifiés par leur seule « expertise ». Corinne Le Sauder, présidente de la FMF-UMEP (la structure qui les représente au sein du syndicat FMF) assure que « près de 70 % des médecins généralistes ont une expertise particulière à des degrés variables » et que très peu d'entre eux ont une compétence exclusive.

Selon un ancien responsable syndical, leur développement représente un danger pour la médecine généraliste dite « de premier recours ». De même, pour Martial Olivier-Koehret, ancien président du premier syndicat chez les médecins généralistes, MG-France, et désormais président de l'association Soins coordonnés, « il y a un vrai sujet » derrière le développement de cette médecine d'expertise. Martial Olivier-Koehret interprète le phénomène comme le prolongement de la « stratégie de différenciation » qui a été à l'origine de l'émergence des médecins spécialistes de ville entre les années 190 et 1950. Une stratégie qui leur a permis « d'obtenir une restriction de leur activité à un certain nombre d'actes, mieux rémunérés ».

Appliquée aux médecins généralistes, cette stratégie permettrait aux médecins qui font valoir une expertise particulière de ne recevoir d'une partie des patients. « Ils travaillent plus souvent sur rendez-vous et font moins de gardes », affirme le président de Soins coordonnés. Dans un contexte de démographie médicale déclinante, « pour que la population soit mieux soignée, nous avons plutôt intérêt à soutenir au contraire les médecins généralistes « de plein exercice » qui sont « en bout de chaîne et qui reçoivent tout le monde », assure-t-il.

320 patients par médecin. De fait, alors qu'un médecin généraliste compte en moyenne 864 patients l'ayant choisi comme médecin traitant, l'Assurance-maladie n'en recense que

320 pour les médecins à expertise particulière. Un chiffre qui ne surprend pas Éric Henry, président du syndicat SML (et lui-même « MEP »), dans la mesure où ces médecins « reçoivent souvent les patients plus longuement » et font de la place dans leur plannings pour d'autres patients adressés par leurs collègues.

Valet de nuit hêtre
Ce valet de nuit est tout aussi pratique que décoratif !
59 €

Voir le site

Proposé par laredoute.fr

Son homologue de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, relativise : certains « MEP » ont presque autant de patients suivis que la moyenne des autres généralistes. C'est le cas des médecins du sport et dans une moindre mesure des homéopathes. À l'autre extrémité, certaines « expertises » sont en train de devenir des spécialités à part entière. C'est le cas des angiologues (spécialistes des vaisseaux), tandis que d'autres peinent à le devenir, comme les allergologues, « à cause du lobby des médecins ORL » assure Martial Olivier-Koehret.

Ces médecins peuvent-ils contribuer à restreindre l'accès à la médecine de premier recours ? Corinne Le Sauder assure au contraire que leur spécialité les aide parfois à faire face à la diversité des cas qui se présentent dans leur cabinet – diversité à laquelle leur formation à l'hôpital ne les prépare pas toujours – et fait parfois d'eux les médecins de « dernier recours » ; ceux qu'on va voir lorsqu'on n'a pas trouvé de réponse ailleurs.

Le représentant des généralistes Claude Leicher note toutefois que leur développement poseraient effectivement un problème si les patients n'avaient plus d'autres médecins généralistes à qui s'adresser. Mais « cela fait partie de la liberté de choix que les Français tiennent à conserver », concède-t-il.

L'actualité en vidéo sur lopinion.fr : Barnabé Wayser (Guard Indust

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN .fr

Les syndicats de médecins spécialistes réclament un espace de liberté tarifaire pour tous

Henri de saint Roman | 06.04.2016



Crédit Photo : S. TOUBON

À la veille d'une nouvelle séance de négociations conventionnelles, jeudi 7 avril, trois syndicats de médecins spécialités relancent l'idée d'un espace de liberté tarifaire pour tous.

La FMF propose la création du CATS, le contrat d'accès pour tous en santé. « Il s'agit d'une simplification du contrat d'accès aux soins » (CAS) assure son président le Dr Jean-Paul Hamon. Concrètement, ce CATS serait accessible à tous les médecins, sans exclusive, et leurs charges sociales seraient assumées par l'assurance-maladie au prorata de leur activité en tarif opposable.

Stimuler la pratique du tarif opposable

Le SML a lui aussi le CAS dans son collimateur. Son président, le Dr Éric Henry, milite pour sa disparition au profit d'un secteur unique, « avec espace de liberté tarifaire et d'épanouissement à tarif opposable stimulé ». En clair, un secteur comportant une dose de liberté tarifaire pour tous, mais dans lequel les actes à tarif opposable seraient dopés par la prise en charge par l'Assurance-maladie de l'ASV et des charges sociales à due concurrence du montant de ces actes.

L'UMESPE avait déjà proposé, à la mi-mars, une refonte du CAS, suite aux critiques exprimées par le terrain. Le syndicat, dirigé par le Dr Patrick Gasser, suggérait l'ouverture d'un espace de liberté tarifaire pour tous. « L'expérience du CAS est en demi-teinte, jugeait alors le syndicat, il s'est éteint avec la convention de 2011, et est à reconstruire. »

Reste à savoir si cette belle unanimité syndicale sera suffisante pour emporter l'adhésion de l'Assurance-maladie.

Source : Lequotidiendumedecin.fr

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services ou des offres adaptés à vos centres d'intérêts | Poursuivre - En savoir plus

- Masquer

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN .fr

Tâches administratives, gestion des patients complexes

La CNAM veut forfaitiser la coordination des soins

Marie Foult | 18.04.2016

Embaucher une secrétaire, mieux gérer les cas complexes, organiser les parcours… La CNAM envisage un financement forfaitaire unifié pour aider les praticiens libéraux à gagner du temps médical. La profession affiche sa vigilance.



Crédit Photo : PHANIE

Comment rémunérer la coordination et l'organisation des soins à l'heure du virage ambulatoire ?

La CNAM a levé le voile sur ses intentions, lors de la dernière séance de négociations conventionnelles largement consacrée aux charges et contraintes administratives de l'exercice libéral. Le directeur de l'assurance-maladie, Nicolas Revel, a proposé d'accompagner financièrement la mise en place d'« organisations nouvelles » (secrétariat, regroupement, services support) à la faveur d'une valorisation forfaitaire unifiée de la pratique.

L'objectif est de mieux structurer la prise en charge en ville tout en prenant en compte les attentes prioritaires des médecins. « Libérer du temps médical en allégeant les tâches administratives et disposer d'outils ou de services pour mieux prendre en charge les patients complexes », résume la caisse dans un document de travail.

Profil de la patientèle

L'aide au financement d'un secrétariat classique est la première piste alors que 44 % des généralistes n'en ont aucun (encadré). La CNAM propose de contribuer à ce poste de secrétariat grâce au premier étage de la nouvelle rémunération forfaitaire "médecin traitant" évoquée lors de la séance du 23 mars. Une rémunération unique (se substituant aux forfaits existants) avait été envisagée avec deux échelons : un premier niveau pondéré par les caractéristiques de la patientèle (âge, pathologies lourdes, précarité) ; un second ciblé sur les charges de coordination administrative, médicale et médico-sociale.

C'est cette deuxième strate forfaitaire qui pourrait financer de nouveaux services support aidant le médecin dans la gestion des cas complexes, au sein d'un cabinet ou de façon mutualisée. L'assurance-maladie cite le cas d'une coordinatrice locale, intervenant à la demande du médecin traitant, pour évaluer les difficultés d'un retour à domicile après une hospitalisation pour AVC, et mettre en place des solutions adaptées. « Ces structures de coordination auront vocation à s'articuler avec les plateformes territoriales d'appui prévues dans la loi de santé », précise la CNAM.

40 000 euros par médecin

Qu'en pensent les syndicats ? Lors des Assises de la médecine libérale, tous avaient plutôt retenu la piste d'un forfait « structure » (intégrant le volet organisationnel issu de la ROSP actuelle). « Nous réclamons un forfait structure pour pouvoir travailler dans les mêmes conditions que nos confrères européens », insiste le Dr Jean-Paul Hamon, président de la FMF. Un forfait estimé par le syndicat à 40 000 euros par médecin. « Cela fait des années que MG France réclame des moyens spécifiques pour l'organisation du cabinet du généraliste, le moins bien loti. Un forfait structure se chiffre aux alentours de 36 000 euros par médecin, si l'on y inclut un secrétariat équivalent temps plein », évalue aussi le Dr Claude Leicher (MG France).

Le Dr Jean-Paul Ortiz, président de la CSMF, défend la création d'un « forfait assistance » digne de ce nom mais ne veut pas déshabiller Pierre pour habiller Paul. « Il est fondamental de structurer l'organisation du cabinet mais ce n'est pas en recyclant d'anciens forfaits qu'on évoluera », met-il en garde. Le Dr Éric Henry (SML) craint lui aussi un jeu de dupes, alors que la CNAM n'a avancé aucun montant tarifaire. « Nicolas Revel [le DG de la CNAM] veut tout mélanger, les éléments d'organisation du cabinet et les plateformes territoriales d'appui. Va-t-on s'y retrouver ? ».

Source : Le Quotidien du médecin n°9489

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services ou des offres adaptés à vos centres d'intérêts | Poursuivre - En savoir plus

- Masquer

Playlists La boutique Abonnez-vous : à partir de 1€
Rechercher Newsletter S'inscrire Connexion
En naviguant sur notre site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer une navigation optimale. OK En savoir plus

Région

Les négociations entre l'Assurance-maladie et les médecins se crispent sur les arrêts maladie

Publié le 02/05/2016 à 22H49 Partager Réagir

Social. Alors que la Caisse nationale d'assurance-maladie et les médecins négocient les termes de la convention pluri-annuelle, plusieurs points crispent les discussions. À commencer par la question de la rémunération sur objectifs de santé publique qui pourraient être assujettis à la pertinence des arrêts de travail délivrés. La suggestion fait fulminer la profession qui menace de se déconventionner en masse si cela est appliqué. Explications.



Les négociations sur la convention médicale coincent sur la question de la « pertinence » des arrêts maladie (photo d'illustration)

La convention médicale, en France, c'est l'alpha et l'oméga de l'équité face aux soins dans le secteur conventionné. Ces textes visent à cadrer les tarifs des médecins libéraux en échange de quoi une partie de leurs cotisations et des charges est prise en charge. Revue tous les cinq ans, cette convention est le fruit de négociations entre les **syndicat**s des professionnels de santé et la Caisse nationale d'assurance-maladie (Cnam). Des négociations qui, parfois, s'avèrent houleuses.

C'est le cas cette année. Alors que les échanges ont démarré jeudi 28 avril, ils ont rapidement achoppé sur la question des arrêts maladie. L'Assurance-maladie veut favoriser la *« pertinence »* des prescriptions d'arrêts de travail en incluant de nouveaux critères dans la rémunération sur objectifs de santé publique (Rosp), une prime reversée aux médecins pour améliorer leurs pratiques *(lire par ailleurs)*. La proposition, qui était présentée ce jeudi 28 avril, prévoit notamment la création d'un « malus » pour les médecins qui ne respecteraient pas les objectifs. Ils risqueraient désormais de ne pas toucher entièrement le montant de la prime.

PLUS DE 13 MILLIARDS D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES

Pour la Cnam, qui regrette que cette idée soit sortie de son contexte, *« c'est une proposition d'intégration d'un nouvel indicateur dans le volet « pertinence des soins » qui vise à encourager les médecins à utiliser un logiciel pour établir des arrêts de travail. Les durées sont plus conformes aux recommandations mais les médecins resteraient libres de donner les durées qu'ils souhaiteraient. Il y*

VIDÉO : Tendances - Mag - Prati



Publicité



NORMANDIE SPORTS L'ESSENTIEL

aurait rémunération pour une meilleure utilisation de ces référentiels. Mais il n'y a encore rien d'acté. »

La mesure pourrait ainsi s'inscrire dans un plan plus global d'action de la Cnam pour tenter de stopper la hausse des dépenses liées aux arrêts maladie (renforcement de l'accompagnement des médecins prescrivant trop d'arrêts, meilleur ciblage des contrôles…) qui plombent les comptes de la Sécurité sociale.

Entre les lignes, la Cnam semble vouloir dire stop aux arrêts maladie dit de complaisance. Car les indemnités journalières (IJ) représentent une somme rondelette déboursée chaque année. En 2014, elles ont coûté plus de 13,3 milliards d'euros. En cadrant plus les praticiens - invités à prescrire cinq jours d'arrêt de travail pour une grippe saisonnière, trois pour une angine… et à privilégier les déclarations dématérialisées plus précises -, la Cnam pourrait ainsi réduire les dépenses.

Une logique qui agace profondément chez les médecins. Le docteur Bruno Burel, l'un des responsables régionaux normands du Syndicat des médecins libéraux, s'emporte : *« Si c'est pour lutter contre les arrêts maladie de complaisance, des dispositions existent déjà. Et il fallait y penser aussi avant de supprimer le jour de carence dans la fonction publique ; s'ils le remettent, les IJ vont diminuer ! »* Pis encore, pour lui, une telle mesure *« risque d'augmenter les dépenses en indemnités journalières ».* En clair, l'informatisation de la distribution des arrêts maladie risquerait d'arrêter des personnes qui n'ont pas besoin de l'être. *« On n'arrête pas tous les patients de la même façon : cela dépend des symptômes, de la constitution… Pour une angine, certains vont avoir besoin d'une semaine, d'autres de deux jours, et d'autres encore… de rien ! C'est le terrain qui prime. Mais, là, c'est l'exemple type de la technocratie… »*

Oui, mais, tout de même, difficile de nier que certains arrêts maladie ne sont pas réellement justifiés : *« Oui, des arrêts de complaisance ça existe. Mais il y a des commissions qui travaillent sur ce problème, qui convoquent les médecins lorsqu'il y a un doute. Pourquoi ennuyer l'intégralité des médecins libéraux quand plus de 95 % font très bien leur travail ! »*, tance le responsable régional. *« On va encore emboliser le temps des médecins »*, s'agace-t-il, alors que la loi Touraine sur la généralisation du tiers payant continue de hérisser le poil de la profession.

« CE SONT LES PATIENTS QUI VONT EN PÂTIR »

Assurance-maladie et syndicats ont jusqu'à la fin de l'été pour signer une nouvelle convention ; plusieurs réunions sont prévues jusqu'en juillet. S'il n'y a pas de terrain d'entente, la Cnam peut toutefois dégainer son règlement conventionnel arbitral. Un 49-3 de la convention médicale. *« Ce sera « débrouillez-vous sans nous ! ». Ces négociations, tout le monde y allait avec l'esprit d'avancer. Mais, le risque, c'est que les médecins décident de claquer la porte et se déconventionnent ! Et là, ce sont les patients qui vont en pâtir »*, prévient Bruno Burel. La nouvelle convention devrait entrer en vigueur en 2017 et pour cinq ans.

A. Q. (AVEC AFP)

a.quindroit@presse-normande.com

L'enjeu de la Rosp

En 2015, près de 90 000 médecins - sur 120 000 libéraux (4 800 en Normandie dont la moitié de généralistes) - ont perçu 4 500 euros en moyenne au titre de la Rosp. La Rosp ? L'acronyme de Rémunération sur objectifs de santé publique.

Cette prime vient, selon l'Assurance-maladie, compléter le paiement à l'acte, qui reste le socle de la rémunération en médecine libérale conventionnée. Ce dispositif *« vise à favoriser la qualité de la pratique médicale en valorisant l'atteinte d'objectifs déterminés par les partenaires conventionnels et évalués au moyen d'indicateurs calculés sur l'ensemble de la patientèle « consommante et fidèle » du médecin »*, indique la définition officielle.

Les indicateurs sont rediscutés lors des négociations conventionnelles avec les professionnels. Cette rémunération repose sur le suivi d'indicateurs couvrant deux grandes dimensions : l'organisation du cabinet et la qualité de la pratique médicale.



Eure : une automobiliste tuée et un blessé grave dans un accident
Un accident de la route a fait un mort et une blessé très grave ce lundi à 8 h 26 à hauteur de la commune de Carsix, près de Bernay. De nombreux…

Il y a 41 Minutes



Le temps pour ce lundi 9 mai : la pluie arrive en Normandie
ROUEN (NORMANDIE). Le temps ce lundi sera marqué par des averses orageuses sur une partie de l'Hexagone et par des pluies soutenues sur le Languedoc-Roussillon,…

Il y a 3 Heures



Au Havre, de grosses branches tombent sur les rails du tram et paralysent la circulation
Depuis 17 h 30 ce dimanche 8 mai 2016, une grande partie d'un peuplier d'Italie fatigué est tombée sur les rails du tramway, avenue Foch au Havre…

08/05/2016 19:02



Le Havre : un hommage au douanier havrais tué à Toulon
LE HAVRE (Normandie) - Ce dimanche, les cérémonies commémoratives du 8 mai 1945 ont été marquées par un hommage rendu à Pascal Robinson, le…

08/05/2016 18:37

1 2 3 4

Voir toutes les brèves

Publicité



EN IMAGE



MATCH DE RUGBY STADE ROUENNAIS RUGBY - BAGNERES DE BIGORRE

Toutes les images

LE BUZZ DU JOUR

2 Près de 5 000 coureurs attendus à Rouen au départ de la Wings for Life Run

1 Linky, Gazpar : faut-il se méfier des nouveaux compteurs en cours d'installation en Normandie ?

Photos Vidéos Newsletters Alertes actualité Archives Contactez-nous Abonnez-vous à partir de 8€/mois

FRANCE-GUYANE
www.franceguyane.fr

Vaccination BCG : la Guyane prioritaire

Martinique Guadeloupe

« Fashion by Saint-Lucia Hot...

Standing ovation pour Joey...

Accéder à martinique.franceantilles.fr

Identifiez-vous

Region de Cayenne
24°C/29°C

Suivez-nous :

Rechercher sur le site

ACTUALITÉS SPORT BOURSE LOISIRS MÉTÉO ANNONCES OPINIONS NOUVOO CRÉOLA



L'info de vos régions Ile de Cayenne Saint Laurent et Ouest Dans vos communes Guyane Kourou Amazonie et Caraïbes Ailleurs

Arrêts maladie : la proposition qui fâche

R.F. Mardi 03 mai 2016



La Sécu veut inciter les médecins à réduire le nombre d'arrêts maladie (photo d'archives)

Recommander Partager 39 personnes le recommandent.

Offrir des bonus ou malus aux médecins, en fonction de la durée des arrêts maladie qu'ils signent. Sans surprise, une majorité de médecins guyanais se dit heurtée par la proposition de l'Assurance-maladie, qui devrait revoir sa copie.

Près de 5,75 millions d'euros. C'est ce qu'a déboursé la Sécurité sociale de Guyane en matière d'arrêts maladie l'an passé. À l'échelle nationale, ce montant s'élève à plus de 6 milliards. Les arrêts coûtent cher à l'Assurance-maladie.

Les syndicats de médecins étaient réunis, en fin de semaine, au siège de la Caisse nationale d'Assurance-maladie (Cnam) pour une nouvelle séance de négociation sur la convention médicale (1). Séance électrique. Pour plus de « pertinence » dans les prescriptions d'arrêts, l'Assurance-maladie aimerait inclure de nouveaux critères (lire ci-contre) dans la Rémunération sur objectifs de santé publique (Rosp), sorte de prime octroyée aux médecins pour améliorer leurs pratiques. À noter qu'en 2015, 117 médecins installés en Guyane ont perçu 3 670 euros (2) en moyenne au titre de la Rosp.

ATTEINTE À LA LIBERTÉ DES MÉDECINS

Cette mesure est « strictement irréalisable et pas souhaitable! C'est une nouvelle liberté des médecins qui est atteinte » , bondit Stanley Carroll. Le président de la CSMF Guyane (Confédération des syndicats médicaux français) rappelle le caractère très personnel de la décision d'un arrêt. «



L'info en continu

PLANETE SPORTS - 05h20
Natation: le plongeon pour débuter l'Euro, en pensant à Rio

PLANÈTE SPORTS - 05h16
Boxe: et si Mayweather sortait déjà de sa retraite dorée?

PLANÈTE SPORTS - 05h15
Fifa: le Conseil se penche sur la mise en oeuvre des réformes et le Kosovo

INTERNATIONAL - 05h14
Fifa: le destin de Platini entre les mains du TAS

FRANCE - 04h55
Hollande concède qu'il peut être "insupportable" d'entendre dire que "ça va mieux"

1/3

Articles les plus...

Lus Commentés

Mort pour avoir voulu protéger une jeune femme
5484

Tentative de meurtre à Balata
4074

Un enseignant abattu à son domicile
3369

Certains ont besoin de trois jours pour se remettre d'une angine ; d'autres d'une semaine. La liberté de prescription est déjà très entamée. Le peu qu'il nous reste, on veut nous le prendre! » s'alarme-t-il.
Même son de cloche pour Maurice Lambert, qui déplore que l'administration oublie « qu'on travaille avec des humains! Une personne n'est pas une dépression, une personne n'est pas une diarrhée » .
Le patricien saint-laurentais évoque lui aussi une atteinte aux libertés. « C'est une espèce de carotte qu'on veut nous donner. C'est aberrant! »

PLUS DE CONCERTATION

Jean-Charles Gardrat, généraliste à Rémire-Montjoly, le perçoit comme « une agression supplémentaire contre (la) profession » . C'est aussi remettre en cause l'honnêteté du médecin, complète-t-il. Il souligne toutefois que les codifications peuvent servir « d'outil » ou de « repères » au professionnel.
Stanley Carroll précise par ailleurs : « On dit que les arrêts maladies, c'est quelque chose d'assez conséquent. Mais si on prend la Guyane, les médecins conseil (chargés des contrôles) disent que le nombre d'arrêts abusifs est marginal. »
Président régional du SML (Syndicat des médecins libéraux), Jacques Breton modère le débat en évoquant une présentation maladroite. « C'est une mesure qui peut se comprendre mais, comme d'habitude, elle n'est pas très bien présentée et braque la profession. » Jacques Breton préconise plus de concertation. Que les médecins du public et du privé soient associés aux discussions, avec ceux de la Sécurité sociale.
(1) Texte qui régit, pour cinq ans, les relations entre les praticiens libéraux et la Sécu et fixe leurs honoraires. Assurance-maladie et syndicats ont jusqu'à la fin août pour signer une nouvelle convention.
(2) La moyenne nationale est de 4 500 euros

Pas tous gênés par la mesure...

Si la mesure horripile les médecins, elle divise aussi. De nombreux généralistes souhaitent même rester anonymes, pour ne pas « se mettre à dos » la profession.
« On déteste ça, qu'on vienne contrôler notre exercice. Mais il faut bien que la Sécu essaie de trouver une solution (aux arrêts abusifs, ndlr). On n'aime pas mais on n'arrive pas, par notre contrôle propre, à faire comme il faudrait » , commente un généraliste cayennais, qui se dit partagé par le sujet. « Épidermiquement, je déteste. Dès que la Sécu veut codifier de manière comptable, ça reste une ineptie totale. Mais je reconnais qu'il y a des abus. »
Un autre médecin kouroucien : « Ça ne me dérange pas trop dans la mesure où mes patients sont plutôt issus d'une population populaire, qui ne travaille pas. » D'autant, selon lui, que tout « est déjà très bien codifié. La Caisse propose déjà un logiciel qui aide à déterminer la durée en fonction de la pathologie. Je ne suis pas vindicatif. Mais je comprends mes confrères qui ne veulent pas d'une mesure coercitive. »

REPÈRES

Cinq jours pour une grippe...

L'Assurance-maladie propose d'introduire de nouveaux indicateurs permettant la rémunération des médecins atteignant certains objectifs, en matière de prescription de médicaments, d'organisation ou de prévention. Parmi eux, des indicateurs relatifs à la pertinence des prescriptions d'arrêt de travail (indemnités journalières) au regard des préconisations existantes. Les médecins étant par exemple invités à prescrire cinq jours d'arrêt pour une grippe, trois pour une angine, ou vingt et un jours pour une entorse grave.

S'inspirer des arrêts maladies en ligne

Pour juger de l'efficience de cette méthode, la Cnam se base surtout sur les taux d'arrêts dématérialisés, satisfaisants. Prescrits en ligne, ces arrêts sont « plus souvent conformes aux référentiels existants, probablement du fait de la possibilité de choisir parmi les durées standards proposées par l'outil » , constate la Cnam.

L'idée des malus abandonnée

Il était aussi question de malus. Jusqu'ici, la Rosp « récompense » . La Cnam proposait alors de prendre en compte les objectifs de santé publique non atteints. Avec pour conséquence directe une diminution des montants versés aux médecins. Colère des syndicats. Le directeur général de la Cnam s'est dit prêt à abandonner l'idée.

Sur le même sujet

Casse auto : un nouvel acteur obtient l'agrément

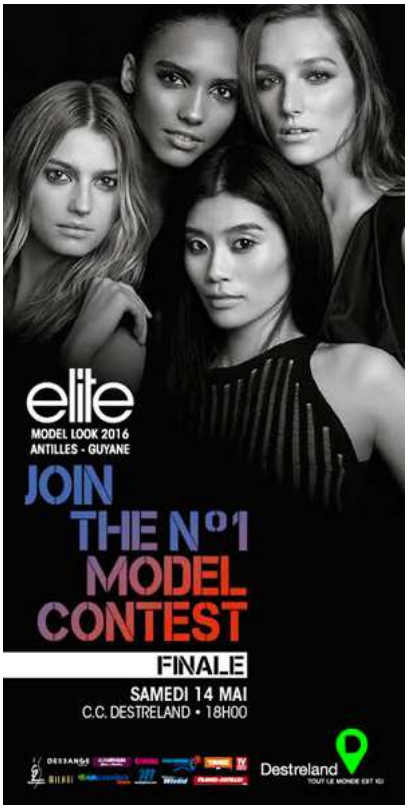
THÈMES : SANTE

600 experts planchent sur le zika

THÈMES : SANTE

Un iguane fait sauter la centrale de Petit-Saut
2326

Mothmora champion du monde
1751



Articles les plus...

Partagés sur Facebook

Un enseignant abattu à son domicile
26

Un iguane fait sauter la centrale de Petit-Saut
11

Coupure d'électricité dans toute la Guyane
8

Mort pour avoir voulu protéger une jeune femme
8

Rues inondées et invasion de cancrelats à Cayenne
7

Diaporamas


Reggae pluvieux mais reggae heureux


Tanya Saint-Val, passionnée

Négociations conventionnelles : pas de répit pour les syndicats !

12.05.2016



GARO/PHANIE

Les syndicats ont profité d'une pause dans le cycle des négociations conventionnelles pour se retrouver ce mercredi… Et parler convention ! Cette réunion à laquelle participaient la CSMF, MG France, la FMF, le SML et le Bloc s'inscrit dans le droit fil des Assises de la médecine libérale du 11 février. Organisée en marge de la Grande conférence de santé de Manuel Valls, cette rencontre avait débouché sur la liste d'une dizaine de préoccupations d'ordre conventionnel que les syndicats entendaient aborder, d'une même voix, devant Nicolas Revel.

Après le 1er round de discussions à l'Assurance maladie, les syndicats ont donc préparé la suite des négociations. Et, de l'avis de tous, tout s'est très bien passé ce matin. Une unanimité à laquelle ils n'avaient pas habitué la profession, reconnaissent-ils d'ailleurs. La revalorisation du C et les modalités de mise en œuvre ont notamment été abordées au cours de leurs échanges.

Si les syndicats sont d'accord pour un C à 25 euros, reste à savoir s'il convient d'aligner le C sur le Cs ou d'accorder la MPC aux généralistes. La première solution aurait, pour corollaire, le maintien du différentiel de

rémunération entre généralistes et spécialistes, sauf à ce que le C2 soit désindexée de la valeur du C, décrypte Claude Leicher.

Il a, plus largement, été question de hiérarchie entre les consultations, ajoute Luc Duquesnel. Au-delà de la revalorisation de la consultation de base, il faut construire différents « niveaux de consultation », poursuit le chef de file de l'Unof : entre les visites à domicile, les consultations complexes, celles au cours desquelles un dossier médical est ouvert…

Jean-Paul Hamon détaille : « par exemple, dans l'hypothèse basse d'un C à 25 euros, le C2 resterait à 46 et la C lourde à 70 ». Et le président de la FMF d'ajouter que le « C de coordination à 30 euros (…) serait applicable dans les deux sens », autrement dit bénéficierait aux médecins traitant et correspondant.

« Le programme qu'on a écrit tient la route », assure Éric Henry qui affirme, « l'unité syndicale est toujours là ». Pour le chef de file du SML, « on est sur la même voie » et il considère qu' « on peut espérer trouver une convergence avec l'Assurance maladie et signer un accord ». Premiers éléments de réponse le 25 mai, date de la prochaine rencontre entre les syndicats et Nicolas Revel.

Source : Legeneraliste.fr

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services ou des offres adaptés à vos centres d'intérêts | Poursuivre - En savoir plus

- Masquer

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN.fr

Les syndicats précisent leurs exigences tarifaires

De 25 à 75 euros : la profession avance quatre niveaux de consultation

Marie Foult | 17.05.2016

Les syndicats médicaux se sont à nouveau réunis pour **partager leurs revendications tarifaires**. Fruit de leur réflexion, une grille à quatre niveaux de consultations – de 25 à 75 euros – accessible à l'ensemble des médecins libéraux. La CNAM suivra-t-elle ?

L'unité syndicale n'a toujours pas volé en éclats et les libéraux comptent bien le faire savoir à Nicolas Revel, patron de la CNAM, lors de la reprise des négociations le 25 mai.

La semaine dernière, après le premier round conventionnel, les leaders des syndicats se sont retrouvés pour affiner leurs revendications communes notamment tarifaires. Celles-ci, beaucoup plus abouties que les pistes issues des Assises de la médecine libérale en février, portent sur l'élaboration d'une nouvelle grille simplifiée de consultations.

Les libéraux se sont accordés sur le principe d'un schéma en quatre niveaux pour l'ensemble des médecins – généralistes et spécialistes. Le premier échelon porterait le tarif de la consultation de base à 25 euros (minimum). Cet alignement tarifaire supposerait de faire le deuil de l'actuelle MPC, majoration forfaitaire transitoire de deux euros applicable aux spécialistes cliniciens (mais dont les généralistes sont privés).

Un second seuil, fixé à 30 euros, valoriserait les actes de coordination et de suivi entre le médecin traitant et les spécialistes correspondants (applicable dans les deux sens).

Le troisième niveau, à 46 euros soit le tarif du C2 actuel, pourrait rémunérer des avis ponctuels de consultant mais également des consultations lourdes de sortie d'hospitalisation, des bilans annuels pour des patients en ALD ou des actes à contenu défini. Les généralistes pourraient accéder à cet étage tarifaire, permettant de réduire le différentiel de rémunération qu'entretient l'actuelle cotation C2 (seuls 100 000 actes ainsi facturés par les généralistes et MEP en 2014 contre près de 15 millions de C2 toutes spécialités).

Enfin, le quatrième niveau correspondrait aux consultations longues, les deuxièmes avis de spécialistes mais aussi les consultations d'annonce de maladies graves. Sur ce dernier tarif – 70 ou 75 euros – les syndicats n'ont pas accordé leurs violons. « Les patients ne s'attendent pas à ce prix-là pour une consultation d'annonce, nous devons travailler sur ce niveau de consultation et sur le contenu », souligne le Dr Claude Leicher, préident de MG France.

Ni division, ni dispersion

Plutôt habile, cette grille de consultations permet à la profession d'afficher le même front uni avec des actes aux tarifs valorisés (selon leur contenu) accessibles à la fois aux généralistes et aux spécialistes. Le découplage de la valeur du C et du C2 va dans le sens de cette équité.

Nul doute que la CNAM va faire ses calculs, échafauder diverses hypothèses financières. « Il faut encore réfléchir et enrichir ces propositions », précise toutefois le Dr Jean-Paul Ortiz, président de la CSMF, qui a communiqué vendredi dernier sur ces quatre niveaux tarifaires. « Nous sommes dans une écoute mutuelle et respectueuse », assure le Dr Jean-Paul Hamon, à la tête de la FMF. « Seule l'action commune sera payante », prévient le Dr Éric Henry, président du SML. « Se disperser et se diviser montrerait une incapacité à signer la convention, or ce n'est pas ce que nous voulons ».

La température monte

Négociations médecins / Assurance maladie : le recours à l'arbitre de plus en plus probable

Au terme de treize séances de négociations entre les syndicats et la caisse, l'essentiel des propositions sont sur la table mais le cadre financier est sans doute trop contraint pour emporter la signature d'un nombre suffisant de syndicats.

Les faits — L'Assurance maladie a annulé la prochaine séance de discussion avec les syndicats de médecins libéraux programmée le 29 juin après que deux syndicats (sur cinq) ont quitté la table des négociations.

Et de trois. Au cours de la dernière séance de négociation le 22 juin dernier, Le Bloc puis la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) ont annoncé qu'il quittait la table des négociations. Un scénario identique s'était produit peu après le début des discussions avec le départ du Syndicat des médecins libéraux (SML) avant que ce syndicat ne décide de revenir la fois suivante et un quatrième syndicat, la Fédération des médecins de France (FMF), menace de faire de même au cours de la prochaine séance, initialement programmée le 29 juin mais annulée par le directeur général de l'Assurance maladie.

Si pour l'heure, seul MG France (un syndicat qui représente les seuls généralistes) n'a pas menacé de claquer la porte c'est sans doute parce que c'est en direction des généralistes que l'essentiel des propositions ont été faites à ce stade. La revalorisation de la consultation du médecin généraliste à hauteur de 2 euros était plus ou moins acquise dès le début des discussions conventionnelles.

Désertification médicale. MG France souhaite toutefois un vrai coup de pouce pour aider les médecins à se dégager du temps médical en mettant en place un « forfait structure ». Le syndicat vient d'écrire au Président de la République pour solliciter la création d'un fonds d'investissement fléché sur les soins primaires dans le prochain budget de la Sécurité sociale afin d'enrayer une désertification médicale qui n'est plus l'apanage des campagnes mais devient « la règle » dans les banlieues mais aussi dans certains cœur de ville encore protégés par l'abondance de l'offre hospitalière (notamment à Paris). Financer un emploi d'assistant pour trois médecins mobiliserait 0,3% de l'objectif des dépenses d'assurance maladie a calculé le syndicat.

Contenu sponsorisé
Garnier Skin Active Biphase Micellaire
Découvrez l'expérience de Sananas.
Lire la suite
by

Mais pour toutes les autres organisations autour de la table qui comptent également des spécialistes dans leurs rangs, le bilan des propositions de la caisse semble trop maigre pour emporter une signature. Certes l'Assurance maladie a accepté de revoir l'architecture de la tarification en proposant plusieurs niveaux de consultation selon leur contenu comme le prévoyait la plateforme commune présentée en février dernier par l'ensemble des syndicats. Une proposition qui dans les faits consistera à recycler des majorations déjà existantes mais qui est loin d'être anecdotique pour le président du SML, Éric Henry car elle constitue la clef pour améliorer la qualité d'accueil du patient en améliorant le financement de la coordination des soins. L'idée est notamment de pouvoir financer le temps que passera un médecin pour adresser son patient à un confrère ou une consœur et d'inventer un tarif permettant de rémunérer une consultation « longue » et complexe ce que l'actuelle tarification ne permet pas de faire ou difficilement.

Mais encore faut-il pouvoir financer des mesures significatives alors que la hausse des dépenses d'assurance maladie est plafonnée à 1,75% en 2016 et pour les années suivantes. C'est la grande crainte du syndicat Le Bloc qui représente les spécialités techniques (essentiellement trois spécialités : les chirurgiens, les anesthésistes et les obstétriciens maladie pour leurs tarifs « qui n'ont pas été revus depuis dix ans » rappelle Xavier Gc syndicat. L'Assurance maladie a bien annoncé une nette revalorisation de quelques ta techniques très rarement pratiqués alors que les 5 actes les plus fréquents seraient re

Espagne : le contre-effet Brexit
01:33

Geste politique. La CSMF estime que pour l'heure les propositions de l'Assurance m encore soldé », la plupart des mesures nouvelles étant en partie « recyclées » sans fin mesures « sans spécialité perdante ni baisse tarifaire ». Mais accorder des mesures d' budgétaire globale ce qu'a exclut à plusieurs reprise la ministre. Une autre solution pc de l'hôpital en accroissant le budget dévolu aux dépenses de ville. Or c'est précisément en ce moment que se construisent les bases du prochain budget de la Sécurité sociale. Les syndicats réclament donc un geste politique en faveur de la médecine libérale et financer le

« virage ambulatoire » souhaité par les pouvoirs publics pour désengorger les hôpitaux.

En théorie, MG France (qui représente plus de 30% des voix dans le collège des généralistes) pourrait signer seul une convention qui ne concernerait que sa seule spécialité. Une telle situation s'est déjà produite entre 1998 et 2005. MG France avait alors signé seul rejoint ensuite par la FMF tandis que les spécialistes disposaient d'un règlement conventionnel minimal. Toutefois le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, estime qu'une telle option à laquelle il s'opposerait remettrait en cause la « convention unique ». Il la juge par ailleurs juridiquement impossible. Il reste encore une grande partie de l'été pour trouver une issue mais une solution de plus en plus probable à un an des élections est le recours au filet de sécurité : une convention d'attente faite sur mesure par un « arbitre » qui a été désigné à l'avance, en l'occurrence l'ancien directeur de l'Assurance maladie Bertrand Fragonard.

L'actualité en vidéo sur lopinion.fr : Espagne : le contre-effet Brexit

Espagne : le contre-effet Brexit
01:33

SML

SYNDICAT DES MÉDECINS LIBÉRAUX

Conférence du 15 juin

Total de retombées : 4

Les belles retombées

La CSMF veut une convention à 1,5 milliard, le SML note les propositions de la CNAM



Deux des cinq syndicats de médecins libéraux représentatifs – la CSMF et le SML – ont posé ce mercredi leurs conditions pour la suite des négociations conventionnelles, dont la prochaine séance, consacrée à la ROSP (rémunération sur objectifs de santé publique), est prévue ce jeudi à la CNAM.

Dans un document qualifié avec ambition de « New Deal », le Dr Jean-Paul Ortiz, président de la CSMF, a énuméré dix priorités, pour un coût global évalué à 1,5 milliard d...

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services ou des offres adaptés à vos centres d'intérêts | Poursuivre - En savoir plus

- Masquer

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN

Dépassements d'honoraires : et si le CAS était ouvert demain aux généralistes ?

15.06.2018



GARO/PHANIE

Il faut revisiter le Contrat d'accès aux soins (CAS) pour offrir un espace de liberté tarifaire à tous les médecins. C'est en substance ce que le SML et la CSMF ont soutenu, mercredi matin, rappelant leurs exigences et revendications dans le cadre des négociations conventionnelles. Pour l'un comme pour l'autre, il est en effet nécessaire de mettre en place un nouveau contrat, à la place de celui issu de l'avenant 8.

Du côté du SML, Eric Henry propose de «...

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services ou des offres adaptés à vos centres d'intérêts | Poursuivre - En savoir plus

le généraliste

HOSPIMEDIA
L'actualité des territoires de santé

- Présentation du service
- La rédaction
- Nos offres d'abonnement
- Nous contacter

03 20 32 99 99 (tel:0320329999)
(http://twitter.com/hospimedia)
(https://www.linkedin.com/company/hospimedia)
(https://www.facebook.com/hospimedia)

Articles

Des syndicats de libéraux posent leurs conditions pour signer la convention avec l'Assurance maladie

15/06/16 - 18h05
Alors qu'un accord devra être trouvé avant fin juillet, deux organisations syndicales représentatives des médecins libéraux ont souhaité prendre la parole ce 15 juin sur les négociations conventionnelles avec l'Assurance maladie. Tour à tour, le Syndicat des médecins libéraux (SML) et la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) se sont exprimés pour rappeler leurs "*conditions*". Un moyen de faire pression avant la prochaine réunion et de laisser planer une…

Vous devez être **abonné** pour lire la suite

Je suis abonné

Testez-nous gratuitement **pendant 7 jours**

Votre adresse email professionnelle tester

Votre adresse email ne sera jamais communiquée à un tiers.

Chaque jour, nos journalistes assurent une couverture en temps réel de ce qui fait l'actualité du secteur hospitalier.

Cet article a été traité par notre rédaction le **15/06/2016**.

Nos autres contenus sur ce sujet :

- Dialogue social — L'Uncam propose de hiérarchiser les consultations et les actes cliniques en quatre niveaux
- Dialogue social — L'Assurance maladie envisage une consultation de base à 25€ pour les généralistes
- Dialogue social — L'Uncam formule des propositions pour favoriser la démographie médicale et le compagnonnage
- Dialogue social — L'Assurance maladie lance des pistes de réflexion pour faire évoluer le contrat d'accès aux soins
- Dialogue social — À quoi servent les négociations conventionnelles entre les médecins et l'Assurance maladie ?

Mots clés associés : Associations | Démographie | Fédérations | Finances | Professionnels de santé | Syndicats

A propos **d'HOSPIMEDIA**

Dépassements d'honoraires : et si le CAS était ouvert demain aux généralistes ?

15.06.2016



GARO/PHANIE

Il faut revisiter le Contrat d'accès aux soins (CAS) pour offrir un espace de liberté tarifaire à tous les médecins. C'est en substance ce que le SML et la CSMF ont soutenu, mercredi matin, rappelant leurs exigences et revendications dans le cadre des négociations conventionnelles. Pour l'un comme pour l'autre, il est en effet nécessaire de mettre en place un nouveau contrat, à la place de celui issu de l'avenant 8.

Du côté du SML, Eric Henry propose de «...

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services ou des offres adaptés à vos centres d'intérêts | Poursuivre - En savoir plus

- Masquer

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN.fr

La CSMF veut une convention à 1,5 milliard, le SML note les propositions de la CNAM

Marie Foult | 15.06.2016



Crédit Photo : S. TOUBON

Deux des cinq syndicats de médecins libéraux représentatifs – la CSMF et le SML – ont posé ce mercredi leurs conditions pour la suite des négociations conventionnelles, dont la prochaine séance, consacrée à la ROSP [rémunération sur objectifs de santé publique], est prévue ce jeudi à la CNAM.

Dans un document qualifié avec ambition de « New Deal », le Dr Jean-Paul Ortiz, président de la CSMF, a énuméré dix priorités, pour un coût global évalué à 1,5 milliard d...

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services ou des offres adaptés à vos centres d'intérêts | Poursuivre - En savoir plus

- Masquer

pourquoi docteur
Comprendre pour agir Toggle navigation

Mardi 21 juin 2016

Rechercher Newsletter Connexion

ACCUEIL
QUESTION D'ACTU
VU DANS LA PRESSE
ENQUÊTES
SANTÉTV
NOUS LES FEMMES
CONGRÈS
LES GESTES SANTÉ
SEXO

Suivez-nous

Consultez

Réagissez à cet article

Réactions 0

Partager

0

0

Noter cet article

1 2 3 4 5

Mardi 21 juin

Newsletter

Abonnez-vous à la newsletter

ihg.com dès 57€ Réserver

VU DANS LA PRESSE ENQUÊTES SANTÉTV NOUS LES FEMMES CONGRÈS LES GESTES SANTÉ CHARTE ÉDITORIALE CONDITIONS D'UTILISATION

Envoyer à un ami
Votre Nom :
Votre Email :
Email de votre ami:
Nom de votre ami:
Laisser votre message:
Combien font 7 + 4 ? :
Fermer Envoyer

Fermer X
NEWSLETTER pourquoi docteur
Recevez toutes les semaines les meilleures infos santé
E-mail
JE M'INSCRIS
je suis déja inscrit

Prochaine réunion mercredi

Convention médicale : le compte n'y est pas pour les syndicats

par Bruno Martrette

+A -A

Hospimedia
Publi L'information des décideurs du sanitaire et du médico-social

Mots-clés :

CSMF syndicats médicaux forfait structure convention médicale

Après de multiples réunions entre l'Assurance maladie et les syndicats de la médecine libérale, le compte n'y est pas, selon eux. Il n'y a pas d'accord sur la nouvelle convention médicale.



Photo prise lors du discours de clôture des Assises de la Médecine Libérale

Fermer X
NEWSLETTER pourquoi docteur
Recevez toutes les semaines les meilleures infos santé
E-mail
JE M'INSCRIS
je suis déja inscrit

La convention médicale est un ensemble régit les liens entre les médecins libéraux maladie. La dernière est entrée en vigueur en septembre 2011 pour une durée de cinq ans. Ainsi, depuis mai, les séances pour conclure un nouveau texte s'intensifient au siège de la CNAM. Au rythme d'une rencontre par semaine. Mais alors qu'une signature doit être trouvée avant mi-juillet, les

Hospimedia
Publ L'information des décideurs du sanitaire et du médico-social

« C'est une évidence : après de multiples réunions, le compte n'y est toujours pas », écrit la CSMF dans son dernier communiqué. Le premier syndicat de médecins libéraux dénonce notamment « un retard pris dans la valorisation de la médecine libérale. Le gouvernement ignore le malaise profond de la médecine libérale », conclut-il.

Un forfait structure a minima pour les syndicats

Le son de cloche est identique du côté du syndicat le plus contestataire. La Fédération des médecins de France (FMF) est plus que tout déçue par l'enveloppe proposée pour le « forfait structure ». Cette somme doit permettre de financer l'équipement du cabinet médical et d'embaucher du personnel afin de soulager les médecins des tâches administratives. L'assurance maladie n'y est pas opposée, et propose même une aide de 1 700 euros par an et par praticie
La FMF estimait, elle, que ce forfait ne dev
inférieur à 50 000 € par an, « même si le f

Fermer X
NEWSLETTER pourquoi docteur
Recevez toutes les semaines les meilleures infos santé
E-mail

structure pourrait être variable en fonctio
d'installation et du mode d'exercice isolé
précise-t-elle.

Nicolas Revel a également proposé d'augmenter la consultation du généraliste de 23 à 25 euros. Une première depuis six ans pour les omnipraticiens. Le syndicat MG France, principal syndicat de généralistes, y était favorable depuis longtemps. Mais pour la FMF et

Hospimedia
Publ L'information des décideurs du sanitaire et du médico-social

proposaient respectivement 30 et 40 euros (minimum) pour la consultation de base.

Des négociations prolongées

Pour comprendre l'écart important entre les demandes des syndicats et les sommes proposées, il faut rappeler le contexte. La croissance des dépenses de santé pour 2016 a été plafonnée par le gouvernement à 1,75 %. C'est un Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) historiquement bas. Résultat, la marge de manœuvre de Nicolas Revel, directeur général de la CNAM, est très mince pour revaloriser l'exercice des médecins.

Afin de tenter de trouver un accord, *Le Parisien* indique que Nicolas Revel vient de demander aux syndicats de médecins deux séances de négociations supplémentaires, fin juillet.

LIENS SUR LE MÊME THÈME

- Consultation à 25 euros : le compte n'y est pas
- Consultation à 25 euros : "on se moque des médecins"
- Consultation à 25 euros : les généralistes enfin entendus

Fermer X
NEWSLETTER pourquoi docteur
Recevez toutes les semaines les meilleures infos santé
E-mail
JE M'INSCRIS
je suis déjà inscrit

Vous aimez cet article ? Abonnez-vous à la newsletter !
Adresse mail
Abonnez-vous

NOUS VOUS RECOMMANDONS



Hospimedia
Publ L'information des décideurs du sanitaire et du médico-social


Médicaments chers : le Ciss propose ses solutions


Test rapide : l'Europe s'attaque à l'antibiorésistance

Noter cet article
1 2 3 4 5
OK

Partager

SML

SYNDICAT DES MÉDECINS LIBÉRAUX

Consultations à 25 €

Total de retombées : 18

Les beaux papiers



BFMTV
NEWS 24/7

JIM.fr
Journal International de Médecine

Publié le 01/08/2016

Négociations conventionnelles : pas de triomphalisme syndical



Paris, le lundi 1er août 2016 - Si du côté du Syndicat des médecins généralistes, MG France, on se félicite de l'obtention du passage à 25 euros de la consultation et du fait que « *le gouvernement a décidé finalement de ne pas procéder à une revalorisation en deux temps, geste qui aurait provoqué une grave crise avec notre profession, car elle aurait signifié le refus de l'équité que nous exigions* », le ton n'est pas aussi optimiste partout.

Le Syndicat des médecins libéraux (SML) se déclare ainsi « *encore loin d'une quelconque signature* » et rassemblera son Assemblée générale le jeudi 25 août, avant de se prononcer. Il déplore toujours « *la stigmatisation des médecins du secteur 2, ainsi que la non-reconnaissance des médecins spécialistes de tous secteurs* ». Par ailleurs, le SML tire également la sonnette d'alarme « *vis-à-vis des forfaits actuellement développés par la CNAM, qui entraîneront la profession vers une dépendance aux subventions, et ce, au détriment des patients !* »

« *Pas de communiqué triomphant* », non plus pour Jean-Paul Hamon, président de la Fédération des médecins de France (FMF), car, selon lui, « la convention proposée aux médecins libéraux n'a pas pris la mesure du désastre démographique libéral en cours ». Au menu des récriminations : « *une consultation de base qui reste de 15 euros inférieure à la moyenne européenne* » et « *des spécialités cliniques qui sont particulièrement oubliées* ». *Déplorant n'avoir « pas obtenu le moindre espace de liberté tarifaire* », la FMF stigmatise également la création d'un quatrième secteur d'exercice qui s'accompagne d'une « *spoliation des patients dans leurs remboursements* ». Le syndicat consultera ses adhérents pour décider d'une signature à cette convention et tiendra à ce sujet, le 21 août à Paris, une assemblée générale.

Benoît Thelliez

DATE : 28/07/2016

Consultation à 25 euros : les médecins libéraux se donnent un mois pour signer

07h21, le 28 juillet 2016, modifié à 09h39, le 28 juillet 2016

AA



Le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel.@ JOE RAEDLE / GETTY IMAGES NORTH AMERICA / AFP

66 partages

Si deux syndicats ont signé dès la conclusion de l'accord, deux autres veulent d'abord consulter leurs instances avant de signer le 26 août prochain.

Les négociations se sont achevés mercredi soir tard dans la nuit mais un accord a été trouvé. Médecins libéraux et Assurance maladie ont réussi à s'entendre sur une nouvelle convention quinquennale, qui encadre les tarifs de la majorité des soins. Si deux syndicats ont signé le document dans la foulée, trois syndicats autres attendent d'avoir consulté leurs troupes avant une éventuelle signature d'ici fin août.

Signature finale le 26 août. "La négociation est close", a déclaré devant la presse le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, vers minuit à l'issue de la réunion concluant cinq mois de travaux. Soulignant un effort "extrêmement important et qui n'a pas de précédent", il a souhaité "voir rassemblés les cinq syndicats le 26 août" pour la séance de signature.

En face, le président du syndicat MG France, Claude Leicher, se veut également optimiste. "Il y a à la fois de la satisfaction d'avoir gagné cette bataille et d'avoir mis la pression jusqu'au bout. Il a fallu se battre de façon un peu exagéré parce que c'est une mesure que les patients approuvent déjà. Ils viennent nous voir avec des chèques de 25 euros parce qu'ils disent 'il n'y a que chez vous que ça n'augmente pas et une consultation chez le médecin n'est pas cher payé à ce tarif-là'. Je rappelle que le tarif de la consultation était bloqué à 23 euros depuis 2011", a-t-il détaillé sur Europe 1.

Consultation de leurs instances. Seuls MG France, premier syndicat de généralistes, et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) ont signé un "protocole d'accord de fin de négociations", tandis que la CSMF, la FMF et le SML (généralistes et spécialistes) attendaient de consulter leurs instances ou leur base dans les prochaines semaines. Sans signatures suffisantes le 26 août, un règlement arbitral serait confié au haut fonctionnaire Bertrand Fragonard.

CE QUE PRÉVOIT L'ACCORD

La consultation à 25 euros. Principale avancée obtenue mercredi par la profession : l'augmentation à 25 euros de la consultation chez le généraliste. Cette dernière est fixée à 23€ depuis 2011 et augmentera dès le 1er mai 2017, et non en deux fois comme le proposait initialement l'Assurance-maladie. La consultation des enfants jusqu'à 6 ans augmente par ailleurs à 30 euros chez les généralistes. Le coût de cette revalorisation restera dans le budget de 400 millions qui avait été arrêté pour 2017 par l'Assurance-maladie.

Quatre niveaux de consultation. L'accord proposé prévoit également d'instaurer une hiérarchisation des consultations en quatre niveaux à partir de novembre 2017 :
- le premier repose sur la consultation de référence à 25 euros
- le deuxième niveau désigne les consultations coordonnées, par exemple lorsqu'un médecin traitant adresse un patient à un spécialiste. Pour ce dernier, la consultation passerait de 28 à 30 euros en juillet 2017
- le troisième niveau concerne les actes complexes, comme le dépistage de mélanome, à 46 euros. Un tarif qui s'appliquera aussi à des nouveautés (1ère consultation de contraception et de prévention des MST chez le généraliste et le gynécologue).
- le quatrième niveau désigne les actes très complexes, à 60 euros, comme lors d'une consultation initiale d'information et de mise en place d'une stratégie thérapeutique pour les patients atteints de cancer ou de pathologie neurologique grave.

Une incitation pour lutter contre les déserts médicaux. Une aide de 50.000 euros est prévue pour les médecins s'installant dans les zones en tension s'ils s'engagent à y rester au moins trois ans et à exercer en groupe.

Nouvelle incitation à limiter les dépassements d'honoraires. Le contrat d'accès aux soins, qui incite les médecins signataires à limiter leurs dépassements d'honoraires en échange d'une prise en charge de leurs cotisations sociales, sera rebaptisé option tarifaire maîtrisée (Optam). Une option spécifique sera réservée aux chirurgiens et gynécologues - obstétriciens, pour la rendre plus attractive.

francetvinfo

DATE : 28/07/2016

Les médecins obtiennent la consultation à 25 euros

Médecins libéraux et Assurance-maladie ont achevé le 27 juillet leurs négociations sur une nouvelle convention quinquennale. De nombreuses revendications ont été acquises pour les généralistes et les spécialistes, notamment sur l'augmentation de leur rémunération. Trois syndicats sur cinq réservent leur éventuelle signature jusqu'à la fin août. Pour l'instant rien n'est donc définitif.



"La négociation est close", a déclaré devant la presse le directeur général de l'Assurance-maladie, Nicolas Revel, vers minuit à l'issue de la réunion concluant **cinq mois de travaux**. Soulignant un effort *"extrêmement important et qui n'a pas de précédent"*, il a souhaité *"voir rassemblés les cinq syndicats le 26 août"* pour la séance de signature.

Seuls MG France, premier syndicat de généralistes, et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) ont signé un *"protocole d'accord de fin de négociations"*, tandis que la CSMF, la FMF et le SML (généralistes et spécialistes) attendaient de consulter leurs instances ou leur base dans les prochaines semaines.

"On est content d'avoir mené la négociation jusqu'au bout et d'avoir réussi", s'est réjoui Claude Leicher, le président de MG France. *"C'est la première fois que nos spécialités"* obtiennent gain de cause sur *"un certain nombre de points revendiqués depuis plusieurs années"*, s'est félicité le co-président du Bloc, Philippe Cuq. Mais il faudra au minimum l'accord d'un autre syndicat pour valider la convention qui définit pour les cinq prochaines années les conditions d'exercice et les honoraires des 115.000 médecins libéraux.

"Tout n'est pas réglé", a regretté pour sa part le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, tout en reconnaissant que "*des sommes non négligeables*" ont été mises sur la table. Sans signatures suffisantes le 26 août, un règlement arbitral serait confié au haut fonctionnaire Bertrand Fragonard. *"Ce serait un gâchis incompréhensible que cette convention se transforme en règlement arbitral, qui serait évidemment très en-deçà"*, a affirmé M. Revel.

Principale avancée obtenue mercredi par la profession : **l'augmentation à 25 euros de la consultation chez le généraliste**, bloquée à 23 euros depuis 2011, dès le 1er mai 2017 et non plus en deux étapes jusqu'en décembre de la même année, comme proposé précédemment par l'Assurance-maladie.

Des négociations fructueuses pour les médecins et spécialistes
En comptant les complémentaires santé, l'enveloppe globale atteindrait *"pas loin de 1,3 milliard d'euros"*, le **double de la précédente convention**.
L'union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire doit valider formellement son investissement le 16 septembre.

"Un résultat inespéré" à l'heure où *"le pays connaît de grandes difficultés économiques"*, a salué Claude Leicher, chiffrant les hausses d'honoraires obtenues à *"16.000 euros par an"* et par généraliste.

C'est également, selon lui, la fin de l'*"injustice"* connue par ses confrères par rapport aux spécialistes. Ces derniers n'ont pas été oubliés par le projet. L'avis ponctuel de consultant, demandé à un spécialiste par un médecin traitant, passerait par exemple à 50 euros, contre 46 actuellement. Cet acte augmenterait de deux euros en octobre 2017, puis de deux autres en juin 2018.

La convention prévoit aussi une **hiérarchisation des consultations selon leur complexité** avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros ou encore une aide de **50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux**.

La FMF discutera le texte final en conseil d'administration le 30 juillet et lors d'une assemblée générale, tandis que la CSMF et le SML consulteront leur base le 25 août, veille de la séance de signature.

LADEPECHE.fr

DATE : 28/07/2016

Publié le 28/07/2016 à 07:51

Hausse du prix de la consultation : 25 euros à partir du 1er mai 2017

Actu Santé

Partager Tweeter Partager Commenter



Photo DDM

Hier les syndicats des différentes professions médicales et l'Assurance Maladie ont terminé leurs négociations autour d'une nouvelle convention quinquennale de santé. Après 5 mois de discussions, les partenaires sociaux ont acté la hausse de plusieurs tarifs.



L'Assurance maladie a proposé mercredi aux syndicats de médecins libéraux de revaloriser la consultation chez le généraliste à 25 euros (contre 21 actuellement), en une seule fois, à compter du 1er mai 2017, pour emporter leur adhésion à une nouvelle convention quinquennale. Un résultat «inespéré» à l'heure où «le pays connaît de grandes difficultés économiques» et qui met fin selon lui à l'«injustice» connue par les généralistes par rapport aux spécialistes depuis des années, selon Claude Leicher, président du premier syndicat des généralistes. Autre revendication satisfaite mercredi, l'avis ponctuel de consultant, demandé à un spécialiste par un médecin traitant, passerait à 50 euros (contre 46 actuellement).

Les syndicats à l'affût

Lors de la précédente rencontre, jeudi dernier, le directeur général de l'Assurance maladie Nicolas Revel avait proposé une revalorisation en deux étapes, un euro le 1er avril 2017 et un autre le 1er décembre. Une proposition qu'avait refusé d'entériner le principal syndicat des médecins généralistes libéraux, MG France.

En revanche, le premier syndicat de la profession, la CSMF (spécialistes et généralistes), a réservé sa réponse et s'est montré critique. Un «manque de moyens» et de «vision d'avenir» l'avait conduit à rejeter samedi la mouture proposée la semaine dernière par l'Assurance maladie.

Après cinq mois de travaux, la CSMF, la FMF, le SML (généralistes et spécialistes), MG France (généralistes) et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) attendaient les derniers ajustements sur cette convention, à la base des conditions d'exercice et des honoraires des 115 000 médecins libéraux.

Le Bloc semblait déjà prêt à parapher le texte, jeudi dernier. Maintenant que MG France est prêt à signer, il ne manquerait plus que l'un des trois autres syndicats pour obtenir 30 % des voix et valider une convention.

Selon M. Ortiz, «60 millions d'euros» supplémentaires ont été mis sur la table mercredi par rapport aux 920 millions proposés la semaine dernière par l'Assurance maladie.

En comptant les complémentaires santé, l'enveloppe globale passerait à «1,3 milliard d'euros» en 2019, le double de la précédente convention, selon M. Leicher. La convention prévoit aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité, avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros. Une aide de 50 000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux est aussi prévue.

Les syndicats ont jusqu'au 26 août pour valider un accord. L'Assurance Maladie doit le formaliser le 16 septembre. D'ici là, rien n'empêche les syndicats de tenter de négocier un nouvel accord.

Aide financière pour les victimes de Dentexia

La ministre de la Santé Marisol Touraine a annoncé mercredi le déblocage d'une «aide financière» pour les anciens patients mal soignés par les centres dentaires low-cost Dentexia, aujourd'hui liquidés, afin de leur permettre de reprendre des soins.

La ministre, qui a reçu mercredi les premières recommandations de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas), a annoncé dans un communiqué qu'une «aide financière sera versée aux patients connaissants, en raison de l'importance des soins à réaliser et de leurs ressources, des difficultés à assumer ces frais». Le dispositif, qui «sera opérationnel avant la rentrée», sera financé par une «mobilisation exceptionnelle du fonds d'action sociale de l'assurance maladie», a-t-elle précisé.

Marisol Touraine a également demandé aux agences régionales de santé d'adapter les modalités d'accueil des patients concernés» pour «permettre une reprise des soins le plus rapidement possible» dans les services d'odontologie. Elle a par ailleurs nommé un «conseiller en charge de la reprise des soins» qui devra «renforcer le dialogue avec les professionnels et assurer des échanges avec le collectif de patients».

«On ne peut que se féliciter qu'il y ait eu une réponse institutionnelle permettant la reprise des soins pour les ex-patients de Dentexia», «c'est une grande victoire», a réagi Abdel Aouacheria, porte-parole du «Collectif contre Dentexia» qui regroupe quelque 2 200 «victimes» de ces centres dentaires à bas coût.

Pour rappel, l'entreprise Dentexia proposait des soins dentaires imbattables. Du low-cost dentaire donc, qui avait été à l'origine de bon nombre de manquements médicaux.

LeParticulier.fr

DATE : 28/07/2016

La consultation du généraliste passe à 25 € en mai 2017

a+ Augmenter la taille du texte a- Diminuer la taille Poser une question sur le forum Ajouter aux favoris Réagir



28/07/16 à 15:27 par ALEXANDRE (Stéphanie)

À partir du 1er mai 2017, consulter un généraliste devrait coûter 25 € au lieu de 23 €. Les négociations avec les syndicats ne sont pas encore achevées.

Le tarif applicable pour consulter un généraliste dans le parcours de soins, actuellement fixé à 23 €, devrait passer à 25 €, en une seule fois, le 1er mai 2017. "C'est un signe de reconnaissance dont nous avions besoin, le gouvernement a été sage de l'accorder", a indiqué MG France, premier syndicat de généralistes.

Un accord partiellement approuvé

Pour l'heure, seuls MG France et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) ont signé l'accord proposé l'Assurance maladie. Quant aux trois autres instances représentatives des généralistes et spécialistes (CSMF, la FMF et le SML), elles rendront leur verdict d'ici fin août.

Stéphanie Alexandre

l'Humanité.fr

DATE : 28/07/2016

Assurance maladie : toujours pas d'accord en vue

CHARLOTTE COLLARD JEUDI, 28 JUILLET, 2016 HUMANITE.FR



afp

Principal point de désaccord, l'annonce de l'application en une fois de la revalorisation à 25 euros de la consultation chez le médecin généraliste n'a toutefois pas suffi à débloquer la situation.

Après cinq mois de travaux, la perspective d'un accord sur la nouvelle convention quinquennale couvrant près de 115 000 médecins libéraux se rapproche, mais reste incertaine. Les syndicats de la profession étaient reçus hier au siège de la Caisse nationale d'Assurance maladie (CNAM) pour un dernier round de négociations. Principale avancée dans le dénouement du conflit, l'application immédiate de l'augmentation de deux euros de la consultation chez le médecin généraliste, qui passe ainsi à 25 euros, et ce dès le 1er mai 2017. Il s'agissait d'un point de désaccord majeur, puisque quatre des cinq syndicats refusaient jusque là un projet de texte dans lequel la revalorisation devait être appliquée en deux temps. Cette concession n'a toutefois pas suffi à emporter l'adhésion de tous. A l'issue des douze heures de négociations, seuls les syndicats MG France, premier syndicat de généralistes, et Bloc, représentant des chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes, ont signé un « protocole d'accord de fin de négociations ».Le premier syndicat de la profession, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), qui réunit

spécialistes et généralistes, s'est montré critique à l'égard de la nouvelle version de convention quinquennale. « Il y a encore beaucoup de choses à revoir, même s'il y a des avancées » a déclaré son président, Jean-Paul Ortiz. « On se félicite du 25 euros au 1er mai, mais pour nous cela n'est qu'un des points durs », a-t-il ajouté. Parmi ces autres « points durs » figure notamment la revalorisation de l'acte de consultant. Certes, celui-ci sera revalorisé à 50 euros, au lieu des 48 prévus initialement. Toutefois, selon la CSMF, «cette revalorisation intervient trop tard, au 1er octobre 2018 ».

Il ne manque que l'accord d'un syndicat supplémentaire afin de valider cette convention quinquennale, au coût global d'1,3 milliard d'euros, dont 400 millions dédiés à la revalorisation de la consultation généraliste. La CSMF, la Fédération des médecins de France (FMF) et le SML (syndicat des médecins libéraux), qui n'ont pas signé le protocole d'accord, soumettront le texte au vote lors d'assemblées générales qui auront lieu d'ici le 25 août, soit la veille de la date prévue pour la signature finale. En l'absence de signature le 26 août, un règlement arbitral devrait intervenir.

DATE : 28/07/2016

Consultation des généralistes : 25 euros au 1er mai 2017

28 juillet 2016

"La négociation est close", a déclaré hier soir, vers minuit, Nicolas Revel, le directeur général de l'assurance maladie, à l'issue de la réunion concluant cinq mois de travaux pour parvenir à un accord sur la nouvelle convention médicale avec les syndicats de médecins libéraux.

Son ultime proposition : valoriser la consultation des généralistes de 23 à 25 euros en une seule fois, le 1er mai 2017. En fin de semaine dernière, il avait proposé une hausse en deux étapes : 1 euro au 1er avril 2017 et un autre euro le 1er décembre, rappelle le site du Parisien/Aujourd'hui.

Soulignant un effort "extrêmement important et qui n'a pas de précédent", Nicolas Revel a souhaité "voir rassemblés les cinq syndicats, le 26 août", pour la séance de signature. Seuls MG-France, (généralistes) et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) ont signé le protocole d'accord de fin de négociations. "Oui, MG-France va signer, [...] nous avons gagné la bataille de la revalorisation dans le contexte d'un pays qui connaît des difficultés financières et économiques, c'est inespéré !", s'est réjoui hier Claude Leicher, président du principal syndicat de généralistes, MG France dans Les Echos.

Les regards sont désormais tournés vers la CSMF. Son président, Jean-Paul Ortiz, s'est montré critique, affirmant qu'"il y a encore beaucoup de choses à revoir, même s'il y a des avancées", rapporte le site du Figaro.

Trois syndicats, la CSMF, la FMF et le SML vont désormais consulter leurs instances ou leurs bases pour se prononcer. Les syndicats de médecins ont jusqu'au 25 août pour donner leur accord. S'ils ne le font pas, un règlement arbitral, moins avantageux pour eux, sera alors confié au président du Haut Conseil de la famille, Bertrand Fragonard, rappelle le site de Libération.

Pour parvenir à un accord, l'assurance maladie a mis sur la table "960 millions d'euros (1,3 milliard en comptant la part des complémentaires santé)", indiquent Les Echos.

DATE : 28/07/2016

Consultation à 25 €, déserts médicaux... : ce que propose la nouvelle convention médicale

Edité par **Ambre LEPOIVRE**
le 28 juillet 2016 à 11h14

TEMPS DE LECTURE
4min



Image d'illustration / Crédits : PHILIPPE HUGUEN / AFP

A lire aussi



La consultation chez le médecin généraliste bientôt à 25 euros ?

généralistes ,syndicats ,médecin

SANTÉ

Les négociation sur la convention médicale régissant les liens entre les 115.000 médecins libéraux et l'assurance-maladie se sont achevées mercredi soir. En attendant la signature définitive du projet, en voici les principales propositions.

"La négociation est close", a déclaré le directeur général d'Assurance-maladie, Nicolas Revel. La réunion pour la convention médicale quinquennale a eu lieu mercredi soir. Celle-ci définit et régit les liens entre les 115.000 médecins libéraux et Assurance-maladie. M. Revel a souligné un effort "extrêmement important et qui n'a pas de précédent". Il souhaite cependant "voir rassemblés les cinq syndicats le 26 août" pour la séance de signature.

En effet, seuls MG France, premier syndicat de généralistes, et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) ont signé un "protocole d'accord de fin de négociations", tandis que la CSMF, la FMF et le SML (généralistes et spécialistes) attendent de consulter leurs instances ou leur base dans les prochaines semaines.

Hausse du prix des consultations

Lors de la réunion, des changements notables ont été proposés par la profession. La consultation chez le généraliste devrait passer de 23 à 25 € dès le 1er mai 2017. "Un résultat inespéré" à l'heure où "le pays connaît de grandes difficultés économiques", a salué Claude Leicher, président de MG France. Ce dernier chiffre les hausses d'honoraires obtenues à "16 000 € par an" et par généraliste. Ce serait également, selon lui, la fin de l'"injustice" connue par ses confrères face aux spécialistes.

Mais ceux-ci n'ont pas été oubliés par le projet. L'avis ponctuel de consultant, demandé à un spécialiste par un médecin traitant, passerait à 50 €, contre 46 actuellement. Cet acte augmenterait de deux euros en octobre 2017, puis de deux autres en juin 2018.

La convention prévoit aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 €.

Lutte contre les déserts médicaux

Une aide de 50 000 € pourrait être mise en œuvre afin d'inciter les médecins à s'installer dans les zones manquant de praticiens. Afin d'obtenir ce versement, ils devraient alors s'engager à y rester au moins trois ans et à exercer en groupe.

Le coût de la revalorisation restera dans le budget de 400 millions qui avait été arrêté pour 2017 par l'Assurance-maladie. Un encadrement respecté grâce au "rééchelonnement d'autres mesures", a expliqué M. Revel.

Des projets en attente de validation des autres syndicats

"On est contents d'avoir mené la négociation jusqu'au bout et d'avoir réussi", s'est réjoui Claude Leicher. "C'est la première fois que nos spécialités" obtiennent gain de cause sur "un certain nombre de points revendiqués depuis plusieurs années", s'est félicité le co-président du Bloc, Philippe Cuq.

Mais il faudra au minimum l'accord d'un autre syndicat pour valider la convention. La FMF discutera le texte final en conseil d'administration le 30 juillet et lors d'une assemblée générale "sans doute le 21 août". La CSMF et le SML consulteront leur base le 25 août, veille de la séance de signature.

Sans signatures suffisantes le 26 août, un règlement arbitral sera confié au haut fonctionnaire Bertrand Fragonard. "Ce serait un gâchis incompréhensible que cette convention se transforme en règlement arbitral, qui serait évidemment très en-deçà", a affirmé M. Revel.

VIDEO. *La consultation chez le médecin bientôt à 25 euros ? Des négociations vont s'ouvrir avec l'Assurance maladie*



NUMEDIA

DATE : 28/07/2016

Hausse du prix de la consultation des généralistes : 25 € dès le 1er mai 2017

PAR VINCENT LAZARO-ELYSÉE LE 28 JUILLET 2016 | MIS À JOUR LE 28 JUILLET 2016 SANTÉ



le comparateur assurance.com
Le partenaire pour une mutuelle moins chère
Cliquez ici

L'assurance maladie a proposé une hausse du prix de la consultation des généralistes ce mercredi 27 Juillet sans doute pour remplir l'enveloppe à 3 milliards, somme que réclame le syndicat des médecins.



En effet il s'est tenu une négociation entre les syndicats de médecins libéraux et l'Assurance maladie pour la revalorisation du prix de la consultation chez les généralistes de 23 à 25 euros. Pendant que le syndicat généraliste MG France se réjouit de l'annonce, le syndicat de libéraux CSMF par contre nous tient encore dans le suspense et ne se prononcera que le 25 Août prochain a confirmé son président, le Dr Jean-Paul Ortiz.

16 000 euros en plus par an et par médecin

La consultation des généralistes passera de 23 à 25 euros dès le 1er mai 2017, et non en deux étapes comme l'avait communiqué Nicolas Revel, directeur de l'Assurance maladie. « *Il s'agit d'une mesure d'équité de traitement entre tous les médecins, c'est historique, s'est félicité le Dr Leicher, président de MG France auprès de nos confrères du Quotidien du Médecin. Cela fait dix ans que nous attendions cela* ».

Le président du premier syndicat chez les généralistes continue en déclarant à la presse que toutes les revalorisations obtenues sont estimées à « *16.000 euros par an* » et par médecin. Un résultat assez étonnant, car le pays connaît de grandes difficultés économiques. Autre revendication concluante mercredi dernier : les actes de consultant. La CNAM propose qu'elle passe à 50 euros en deux ans, ce qui n'enchante pas tellement la CSMF trouvant l'échéance trop lointaine

Hausse du prix de la consultation des généralistes : Deux syndicats sur cinq ont déjà passé le cap

Au total, près de 900 millions d'euros ont été renégociés pour la prochaine convention médicale. En effet, après cinq mois de durs labeurs, la CSMF, la FMF, le SML, MG France et le BLOC (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) attendaient les derniers ajustements sur cette convention de la hausse du prix de la consultation des généralistes.

Malgré que le projet reste en cours, le MG France a d'ores et déjà annoncé qu'il signera cette nouvelle convention. Le BLOC devrait lui aussi apposer sa signature dès ce soir même. De l'autre côté la CSMF, la FMF, et le SML vont plutôt consulter leurs instances avant de signer, ou pas.

RÉPONSECONSO
Pour une consommation responsable

DATE : 28/07/2016



MÉDECINS GÉNÉRALISTES : LA CONSULTATION À 25 EUROS AU 1ER MAI 2017

Publié le 28 juillet 2016 à 12:17 | AUJOURD'HUI | 70 vues

Deux syndicats de médecins (sur les cinq existants) ont signé un protocole d'accord de fin de négociations de la convention médicale. La consultation des généralistes passera à 25 euros en mai 2017, si un troisième syndicat vote en faveur de cette proposition le 26 août prochain. Sinon c'est le président du Haut Conseil de la famille qui tranchera.

Mercredi 27 juillet a eu lieu la dernière négociation entre médecins libéraux et Assurance Maladie, après cinq mois de travaux pour trouver un accord sur la nouvelle convention médicale. « La négociation est close », a déclaré hier soir, vers minuit, Nicolas Revel, le directeur général de l'Assurance Maladie, à l'issue de la réunion, rapporte la **mutualité française**.

L'accord trouvé : une hausse du prix de la consultation des médecins généralistes dès le 1er mai 2017, passant de 23 à 25 euros en une seule fois. La proposition d'augmenter le tarif en deux étapes, 1 euro en avril 2017 et 1 autre en décembre, a donc été réfutée. Ce sont 960 millions d'euros qui ont été mis sur la table par l'Assurance Maladie pour parvenir à cette fin.

Deux syndicats ont signé la proposition

2 syndicats sur 5, MG France, premier syndicat de généralistes, et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) ont accepté de signer la convention qui encadre les tarifs de la majorité des soins. Les 3 autres (CSMF, FMF, SML) préfèrent consulter leurs instances, avant une signature fin août.

Les syndicats de médecins ont jusqu'au 26 août pour donner leur accord, sinon Bertrand Fragonard, le président du Haut Conseil de la famille se chargera de trancher l'affaire, ce qui sera moins avantageux pour eux, rappelle le site **BFMbusiness**. « Ce serait un gâchis incompréhensible que cette convention se transforme en règlement arbitral, qui serait évidemment très en-deçà », a estimé Nicolas Revel. Il faut en effet l'accord de trois syndicats au minimum pour valider définitivement cette convention qui définit, pour 5 ans, les honoraires des médecins libéraux et de leurs conditions d'exercice.

Roumaissa Benahmed

DATE : 28/07/2016

28/07 2016

CONVENTION MÉDICALE: L'UNCAM PROPOSE DE PORTER LA CONSULTATION DES MÉDECINS GÉNÉRALISTES À 25 EUROS DÈS LE 1ER MAI 2017

Retour

PARIS, 27 juillet 2016 (APM) - L'Union nationale des caisses d'assurance maladie (Uncam) a proposé mercredi aux syndicats de médecins libéraux de porter le tarif de la consultation de référence des médecins généralistes de 23 € à 25 € via une majoration spécifique, en une seule fois à partir du 1er mai 2017, au cours d'une réunion de négociation de la future convention médicale.

Les partenaires conventionnels, qui s'étaient séparés jeudi après trois jours de négociations sans aboutir à un accord sur le texte, se sont retrouvés mercredi à 14h30 au siège de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (Cnamts) afin d'essayer de lever les points de blocages pointés par les syndicats.

Le directeur général de l'Uncam, Nicolas Revel, désireux de mener à son terme sa première grande négociation conventionnelle avec une profession de santé, a fait de nouvelles propositions mercredi, en particulier sur le calendrier d'application des mesures.

Après avoir initialement proposé une revalorisation des consultations des généralistes en deux étapes (24 € euros en avril 2017 puis 25 € au 1er avril 2018), Nicolas Revel avait concédé de les rapprocher (24 € euros en avril 2017 puis 25 € au 1er décembre 2017), avant de consentir mercredi l'application de la majoration spécifique de 2 € en une seule fois, au 1er mai 2017.

Cette modification du calendrier au bénéfice des généralistes entraîne toutefois un nouvel étalement des revalorisations envisagées pour d'autres spécialistes, afin de tenir l'enveloppe prévue pour 2017, que Nicolas Revel évalue à 400 millions d'euros. Les syndicats n'ont pas été opposés au principe d'un tel rééchelonnement, a fait savoir le directeur général de l'Uncam lors d'une suspension de séance.

Il a souligné que cette enveloppe de 400 millions d'euros pour 2017 était "calibrée" en fonction de l'évolution de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) programmée par le gouvernement pour 2017, en plein accord avec le mandat qui lui a été confié.

Jusqu'à présent, Nicolas Revel jugeait "incontournable" le principe d'une programmation des revalorisations en plusieurs étapes, rappelle-t-on.

L'Uncam est également prête à revaloriser de 4 € (au lieu de 2 € initialement) l'acte de consultant (C2) en deux étapes, soit 48 € au 1er juillet 2017 et 50 € au 1er octobre 2018.

Au terme des dernières propositions faites aux syndicats, l'enveloppe financière globale dévolue en année pleine aux revalorisations des médecins s'élèverait à 1,3 milliard d'euros en dépenses remboursables, incluant la participation des complémentaires, indique-t-on de source syndicale. Nicolas Revel a indiqué que l'enveloppe atteignait désormais 960 millions en dépenses remboursées en année pleine.

=3Un protocole d'accord qui devrait être signé dès ce soir par MG France et Le Bloc

Le directeur général de l'Uncam proposera, à l'issue de la réunion de mercredi dans la soirée, un protocole d'accord de fin de négociation qui devrait être signé par MG France et Le Bloc, a-t-il indiqué, tandis que les autres syndicats, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), le Syndicat des médecins libéraux (SML) et la Fédération des médecins de France (FMF), devraient soumettre le texte à leurs instances respectives d'ici au 26 août, date limite pour la signature de la nouvelle convention.

Le président de la CSMF, le Dr Jean-Paul Ortiz, s'est félicité de cette avancée, mais a estimé qu'il restait encore de nombreux "points durs" à négocier.

De son côté, le Dr Claude Leicher, président de MG France, a indiqué qu'en l'état de ce calendrier, son syndicat "va signer" la convention.

Le Dr Eric Henry, président du SML, a quant à lui rapporté des "discussions âpres" sur les revalorisations pour les spécialités cliniques (psychiatres, dermatologues, pédiatres) et réclamé une équité tarifaire pour ces spécialités moins favorisées.

L'union syndicale Le Bloc, qui regroupe les spécialistes des plateaux techniques lourds, avait déjà dit jeudi qu'elle signerait le texte sur la base des revalorisations prévues.

Nicolas Revel, qui a prévenu de longue date que ses marges de manoeuvre étaient contraintes du fait notamment d'une évolution de l'Ondam fixée à 1,75% en 2016 et 2017, avait souligné jeudi l'ampleur de l'effort consenti, qui représente quasiment le double du coût financier global de la convention actuelle (636,6 millions d'euros d'honoraires remboursables).

Les discussions se poursuivaient mercredi vers 18h30.

vg/gb/APM polsan

DATE : 29/07/2016

La Sécu soigne les médecins

Par Eric Favereau — 29 juillet 2016 à 20:11



Manifestation à Paris, le 6 janvier 2015, pour la défense de la médecine générale.
Photo Albert Facelly

Fruit d'une négociation habile de cinq mois, l'accord entre les syndicats et l'assurance maladie devrait être signé fin août.

La Sécu soigne les médecins

Ce n'est pas la révolution de la médecine de ville, on reste dans la logique du paiement à l'acte, mais c'est au minimum une surprise ! Car voilà un accord que bien peu attendaient, les tensions dans le monde de la santé étant fortes, les rancœurs des médecins tenaces et le contexte politique âpre. Pourtant, au dernier jour d'une interminable négociation dans la nuit de mercredi à jeudi, deux syndicats ont donné leur aval au texte proposé par l'assurance maladie, base d'une nouvelle convention médicale fixant pour les cinq années à venir les conditions d'exercice de la médecine libérale, mais aussi le niveau des honoraires. Formellement, il faut la signature d'un troisième syndicat pour qu'elle entre en vigueur, mais cela devrait se trouver sans trop de mal avant le 26 août, date butoir.

Dialogue permanent

Comment expliquer cet accord surprise ? De fait, on le doit en grande partie à un étonnant trio qui s'est constitué tout au long de ces cinq mois de pourparlers. Trois personnages clés qui se respectent autant qu'ils s'écoutent. Et c'est à souligner, alors que ces derniers temps, les négociations sociales sont souvent des jeux de dupes.

Dans ce trio, il y a d'abord Nicolas Revel. Haut fonctionnaire, ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée au début du quinquennat de François Hollande, il est depuis deux ans à la tête de l'assurance maladie. Puis le docteur Jean-Paul Ortiz, néphrologue à Perpignan. Visage tendu, voix chaleureuse, il préside depuis deux ans la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), la première organisation de médecins libéraux, plutôt classée à droite. Enfin, Claude Leicher, généraliste dans un petit village de la Drôme. Ce vieux routier du syndicalisme est impressionnant. Il connaît tous les arcanes du système de santé, préside MG France depuis 2009, le plus important syndicat de généralistes, plutôt à gauche. Et entre ce trio, cela a plutôt bien marché. Non pas qu'ils soient d'accord sur tout, leurs intérêts ne convergeant pas toujours, mais le dialogue n'a jamais cessé. Ils se respectent, s'apprécient même. *«Le syndicalisme médical a souvent engendré des fortes personnalités,* analyse Didier Tabuteau, qui dirige la chaire santé de Sciences-Po. *Et là, c'est le cas, la configuration était positive.»*

Nicolas Revel, dont c'est les premières grandes tractations, se révèle fin négociateur. Son rôle n'est pas simple. Il débarque dans le monde compliqué de l'administration de la santé. Le contexte ne lui est pas favorable : le fonctionnement de la médecine libérale autour d'une convention médicale (fruit d'un accord entre syndicats et Sécurité sociale) peut apparaître de plus en plus archaïque. A quoi rime, en effet, une convention nationale alors que les conditions d'exercice entre un généraliste de la Creuse n'ont rien à voir avec celles d'un médecin d'une grande ville française ?

De plus, le paysage politique est à l'affrontement. Les maladresses répétées de Marisol Touraine, la ministre de la Santé, ainsi que sa loi, qui prévoit notamment l'obligation du tiers payant, ont braqué la médecine de ville, y compris dans ses composantes les plus sociales. Enfin, les candidats de droite pour la présidentielle promettent aux médecins monts et merveilles. De quoi donner envie à ces derniers d'attendre le changement de majorité.

Il n'empêche, Nicolas Revel veut un accord. Il réussit au passage à arracher aux pouvoirs publics un peu d'argent. *«Le défi de cette convention était de rendre possible le virage vers la médecine ambulatoire,* analyse Claude Leicher. *Et cela devait s'appuyer sur la revalorisation de la médecine générale.»*

«Geste significatif»

Les syndicats se mettent ainsi d'accord sur une revendication centrale : la consultation du généraliste à 25 euros, soit deux euros de plus. Ce qui représente quand même, sur une année, près de 500 millions d'euros. Pendant cinq mois, ils discutent toutes les semaines. *«Les 25 euros, on en a fait la mesure symbole. Que la consultation d'un médecin généraliste passe au prix d'une consultation spécialiste, il le fallait pour revaloriser la médecine de base,* insiste Claude Leicher. *On savait bien que cela voulait dire qu'il y aurait moins d'argent pour le reste, c'est-à-dire pour les médecins spécialistes.»*

Un risque de fracture existe donc avec les spécialistes. *«La grande habileté de Nicolas Revel a été d'intégrer les chirurgiens, et de faire en leur faveur un geste significatif. Car ils veulent rester dans un cadre conventionnel»,* note-t-il. *«Revel a eu de grandes qualités d'intelligence et de négociateur»,* poursuit Jean-Paul Ortiz. A deux reprises, la CSMF claque la porte. Mais les contacts sont maintenus. *«Depuis des années, on ne pouvait pas dire qu'on était très écoutés par les pouvoirs publics ou par l'assurance maladie,* explique-t-il. *Là, on l'était.»*

Bref, durant les négociations, cela avance, petit à petit, mais se cristallise toujours sur la consultation à 25 euros, l'assurance maladie voulant que cela se fasse en deux temps. Refus catégorique des syndicats. Et ce n'est que le dernier jour que la Sécu lâche. MG France crie victoire. *«C'est vrai qu'au final, les généralistes bénéficient de 70 % de l'enveloppe globale,* fait remarquer Claude Leicher. *Mais l'Etat a mis près de 1,3 milliard*

d'euros. En ces temps de rigueur, c'est une belle victoire pour tous.»

Pour Jean-Paul Ortiz, la tâche est plus complexe, car la CSMF regroupe aussi bien des généralistes que des spécialistes. Qui plus est, dans ses troupes, il y a beaucoup de médecins spécialistes obsédés par la liberté des honoraires. Comment tenir les deux bouts, Quelle attitude adopter ? Il se dit partagé : *«Dans l'accord, il y a des avancées, mais on reste sur un projet de convention à l'ancienne, avec du bricolage,* analyse-t-il. *Néanmoins, pour la première fois apparaît le début de la hiérarchisation de la consultation, et c'est une bonne nouvelle car on sort du tarif unique. Notre déception est que cela reste trop limité.»* Le médecin ne ferme pas la porte à une signature.

«Gain de cause»

Nicolas Revel se veut prudent : *«Cette convention n'a rien de révolutionnaire, elle ne bouleverse pas les règles du jeu. On s'est certes fixés sur les 25 euros, mais il y a plein d'autres choses.»* Comme le forfait «structure», qui vise à permettre aux médecins de recruter une secrétaire. *«Cela ne va pas assez loin»,* répète Jean-Paul Ortiz. *«C'est une mesure intelligente»,* conclut Claude Leicher.

On en est là. Le dernier rendez-vous de la Confédération des syndicats médicaux français est prévu le 25 août. Deux syndicats se sont déjà engagés à signer le document. *«J'espère que tous vont le faire»,* insiste Nicolas Revel. *«C'est la première fois que nos spécialités (la chirurgie,*

l'anesthésie et l'obstétrique) obtiennent gain de cause», se félicite Philippe Cuq, le coprésident du Bloc, un syndicat de chirurgiens (une organisation qui est d'ores et déjà signataire, avec MG France, du protocole). La CSMF, la Fédération des médecins de France (FMF) et le Syndicat des médecins libéraux (SML) attendent de consulter leurs instances ou leur base dans les prochaines semaines, avant de se prononcer. ◆►

*IMAZPRESS
l'image au service de l'info

DATE : 01/08/2016

LES MÉDECINS APPLAUDISSENT CETTE REVALORISATION

CONSULTER UN MÉDECIN COÛTERA BIENTÔT 25 EUROS EN MÉTROPOLE

Posté par IPR il y a 11 heures



Une consultation chez le généraliste devrait désormais s'élever à 25 euros en décembre 2017 en France métropolitaine. Cette revalorisation est réclamée par les médecins libéraux qui estiment qu'au vu de l'inflation, cette augmentation est logique et décente.

"Le pain et la place de cinéma ont augmenté alors que la consultation est restée au même prix" déplore Humbert Gojon au micro de Rtl Réunion. Ce professionnel de santé est aussi président du syndicat des médecins libéraux de La Réunion. Selon lui, cette augmentation de la consultation chez le généraliste est "logique et décente". A La Réunion, le tarif conventionnel des médecins généralistes est à 27,60 euros depuis 2013, mais à l'échelle nationale, cette revalorisation devrait faire passer la consultation de 23 à 25 euros. Humbert Gojon la justifie par "l'inflation" et un exemple français parmi les plus bas d'Europe. "Par rapport aux prix pratiqués dans les pays étrangers, nous somme en deça et cela devient ridicule !" s'agace le président du syndicat.

Il évoque notamment les spécialités qui peuvent entraîner des "frais énormes", pouvant concerner "jusqu'à 70 % du chiffre d'affaires". Une aberration selon lui. Entre "frais d'emploi de la secrétaire", "charges personnelles d'assurance maladie", "taxes professionnelles diverses", "matériel pour le cabinet", les chiffres grimperaient rapidement.

Cette réforme devra néanmoins attendre décembre 2017 et se faire en deux temps. Elle passerait ainsi de 23 à 24 euros au 1er avril 2017, puis à 25 euros au 1er décembre. Le mois d'avril 2018 était initialement proposé : ce qui ne plaît pas particulièrement aux syndicats des médecins. Ils réclament son application en une seule et unique fois.

JIM.fr

DATE : 01/08/2016

Publié le 01/08/2016

Négociations conventionnelles : pas de triomphalisme syndical



Paris, le lundi 1er août 2016 - Si du côté du Syndicat des médecins généralistes, MG France, on se félicite de l'obtention du passage à 25 euros de la consultation et du fait que « *le gouvernement a décidé finalement de ne pas procéder à une revalorisation en deux temps, geste qui aurait provoqué une grave crise avec notre profession, car elle aurait signifié le refus de l'équité que nous exigions* », le ton n'est pas aussi optimiste partout.

Le Syndicat des médecins libéraux (SML) se déclare ainsi « *encore loin d'une quelconque signature* » et rassemblera son Assemblée générale le jeudi 25 août, avant de se prononcer. Il déplore toujours « *la stigmatisation des médecins du secteur 2, ainsi que la non-reconnaissance des médecins spécialistes de tous secteurs* ». Par ailleurs, le SML tire également la sonnette d'alarme « *vis-à-vis des forfaits actuellement développés par la CNAM, qui entraîneront la profession vers une dépendance aux subventions, et ce, au détriment des patients !* »

« *Pas de communiqué triomphant* », non plus pour Jean-Paul Hamon, président de la Fédération des médecins de France (FMF), car, selon lui, « la convention proposée aux médecins libéraux n'a pas pris la mesure du désastre démographique libéral en cours ». Au menu des récriminations : « *une consultation de base qui reste de 15 euros inférieure à la moyenne européenne* » et « *des spécialités cliniques qui sont particulièrement oubliées* ». *Déplorant n'avoir « pas obtenu le moindre espace de liberté tarifaire* », la FMF stigmatise également la création d'un quatrième secteur d'exercice qui s'accompagne d'une « *spoliation des patients dans leurs remboursements* ». Le syndicat consultera ses adhérents pour décider d'une signature à cette convention et tiendra à ce sujet, le 21 août à Paris, une assemblée générale.

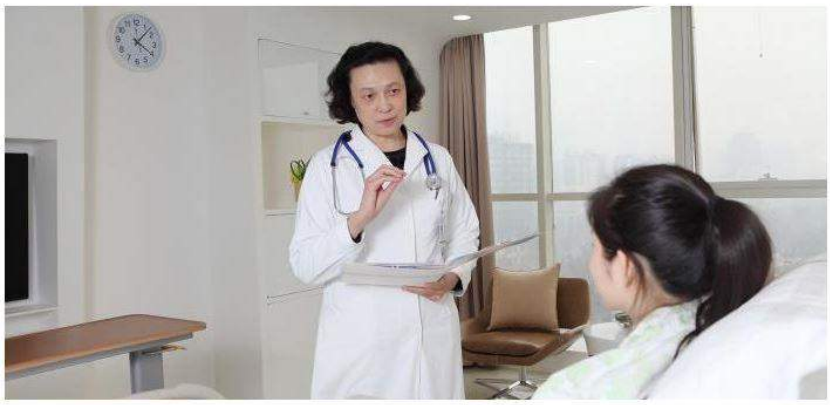
Benoît Thelliez

NUMEDIA

DATE : 01/08/2016

Hausse du prix de la consultation des généralistes : pas de signature du premier syndicat

PAR VINCENT LAZARO-ELYSÉE LE 01 AOÛT 2016 SANTÉ





Après la réunion qui s'est tenue à Paris sur les négociations conventionnelles concernant la hausse de la consultation des généralistes le 27 juillet dernier, le premier syndicat des médecins CSMF n'a pas toujours signé.

FORMATIONS QSE ADAPTÉES

qse-developpement.com

ISO 9001, ISO 14001 versions 2015 autres normes et outils associés.

Il a été convenu à cette réunion que la consultation des généralistes passera de 23 à 25 dès le 1er mai 2017 et non plus en deux étapes. Malgré les compromis de l'assurance maladie pour arriver à un accord avec les cinq principaux syndicats de la profession, le président du CSMF trouve que le compte n'y est pas.

Négociations conventionnelles : les raisons apportées par CSMF sur sa non-signature

Pour l'instant, deux des cinq syndicats ont signé dont MG France et le BLOC qui regroupe les chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes. Les trois autres avec en tête CSMF, la FMF et SML ont jusqu'au 25 août pour donner leur réponse. Pour le président du syndicat CSMF le Dr Jean Paul Ortiz, la grille tarifaire en dépit de la hausse de la consultation des généralistes, ne permet pas de créer des consultations complexes.

Il ajoute que la convention doit concerner l'ensemble des médecins notamment les spécialistes. Aussi, les autres spécialités comme la branche médico-technique ne pourront pas non plus bénéficier de cette hausse du prix de la consultation. Par ailleurs, le syndicat reconnaît qu'il y a eu certes des avancées notables depuis ces six derniers mois de négociation, mais qu'il reste encore des zones d'ombres à éclaircir.

Moins d'un mois pour signer les négociations conventionnelles

« *Le texte présenté hier par l'Assurance Maladie reprend un certain nombre de points que nous avons proposé, mais le compte n'y est pas* » précise le Dr Jean Paul Ortiz. Les syndicats qui n'ont pas encore signé ont jusqu'au 25 août pour donner leur réponse. Ils doivent au préalable consulter leurs instances avant signer ou pas.

L'important est de prendre la meilleure décision possible qui répond à leurs revendications. Le Dr Jean Paul Ortiz affirme par ailleurs : « *Je suis très amusé de voir que certains syndicats ont signé des deux mains un texte qui contient sous un autre nom ce qu'ils ont décrié pendant des années* »

FranceSoir

DATE : 27/07/2016

MÉDECINS GÉNÉRALISTES: L'ASSURANCE MALADIE PROPOSE LA CONSULTATION À 25 EUROS AU 1ER MAI

Publié le : Mercredi 27 Juillet 2016 - 20h01
Dernière mise à jour : Mercredi 27 Juillet 2016 - 20h01

Face au refus des syndicats de médecins d'une revalorisation progressive du prix de la consultation, l'Assurance maladie a proposé mercredi que son montant soit fixé à 25 euros à compter de mai 2017.



Le coût de la revalorisation en une seule fois restera dans le budget de 400 millions qui avait été arrêté pour 2017 par l'Assurance-maladie.
©Philippe Huguen/AFP

A+ A-

L'Assurance maladie a proposé ce mercredi 27 aux syndicats de médecins libéraux de revaloriser la consultation chez le généraliste à 25 euros en une seule fois, à compter du 1er mai 2017, espérant emporter leur adhésion à une nouvelle convention quinquennale.

"En l'état, MG France va signer", a déclaré devant la presse Claude Leicher, président du premier syndicat chez les généralistes, estimant les différentes revalorisations obtenues à *"16.000 euros par an"* par médecin. Un résultat *"inespéré"* à l'heure où *"le pays connaît de grandes difficultés économiques"* et qui met fin selon lui à *l'"injustice"* connue par les généralistes par rapport aux spécialistes depuis des années.

Lors de la précédente rencontre, jeudi dernier, le directeur général de l'Assurance maladie Nicolas Revel avait proposé une revalorisation en deux étapes, un euro le 1er avril 2017 et un autre le 1er décembre. La consultation chez le généraliste est fixée à 23 euros depuis 2011.

Le coût de la revalorisation en une seule fois restera dans le budget de 400 millions qui avait été arrêté pour 2017 par l'Assurance-maladie, en raison du *"rééchelonnement d'autres mesures"*, a expliqué devant la presse M. Revel.

Il soumettra dans la soirée aux syndicats "un protocole d'accord de fin de négociations", qui devrait être signé par deux d'entre eux, MG France et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes), a-t-il anticipé. Les trois autres syndicats négociateurs, la CSMF, la FMF et le SML (généralistes et spécialistes), dont les dirigeants se sont montrés critiques, consulteront leur base dans les prochaines semaines.

"Il y a encore beaucoup de choses à revoir, même s'il y a des avancées", a déclaré devant la presse le président du premier syndicat de la profession, la CSMF (spécialistes et généralistes), Jean-Paul Ortiz. "*On se félicite du 25 euros au 1er mai, mais pour nous cela n'est qu'un des points durs"*, a-t-il ajouté.

Autre revendication satisfaite mercredi, l'avis ponctuel de consultant, demandé à un spécialiste par un médecin traitant, passerait à 50 euros, contre 46 actuellement. Mais cet acte n'augmenterait que de deux euros en juillet 2017, puis de deux autres en octobre 2018, une date beaucoup trop lointaine pour la CSMF, a insisté M. Ortiz. *"La CSMF ne signera pas le texte aujourd'hui"*, a-t-il dit, estimant que son assemblée générale du 25 août serait celle *"de la dernière chance"*.

L'Assurance-maladie a mis sur la table *"40 millions d'euros"* de plus par rapport à la somme proposée la semaine dernière, portant son effort à *"960 millions d'euros"* quand toutes les mesures seront appliquées, en 2019, a précisé Nicolas Revel.

En comptant les complémentaires santé, l'enveloppe globale passerait à "1,3 milliard d'euros" en 2019, le double de la précédente convention, selon M. Leicher.

L'union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire doit valider formellement son investissement le 16 septembre. La convention prévoit aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros ou encore une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux.

Rédigé après cinq mois de travaux, le texte définit les conditions d'exercice et honoraires des 115.000 médecins libéraux. Si le Bloc et MG France signaient, il ne manquerait plus qu'un autre syndicat pour obtenir 30% des voix et valider une convention.

"Manques de moyens" et de *"vision d'avenir"* avaient conduit la CSMF, premier syndicat de la profession, à rejeter samedi, lors d'une première assemblée générale, la précédente mouture de l'Assurance maladie. La FMF discutera le texte final en conseil d'administration le 30 juillet, tandis que le SML consultera ses troupes en AG le 25 août, soit un jour avant la date limite pour un accord.

En cas d'échec, un règlement arbitral, moins avantageux, selon l'Assurance maladie, serait confié au haut fonctionnaire Bertrand Fragonard.

DATE : 27/07/2016

Consultation de généraliste : hausse en vue

Par Eric Favereau — 27 juillet 2016 à 20:51

Ce devrait être tout bon. Mercredi après-midi, dans l'ultime rencontre entre les syndicats de médecins et l'assurance maladie, celle-ci a finalement accepté que la consultation pour un médecin généraliste passe de 23 à 25 euros, en une seule fois, et cela au 1er mai 2017.

En présentant cette dernière concession, Nicolas Revel, directeur général de l'assurance maladie, devrait arriver à recueillir l'accord de MG France, le syndicat le plus important chez les généralistes. Et arriver au final à décrocher l'aval d'au moins trois syndicats au total. Cela faisait près de cinq mois que la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), la Fédération mutuelles de France (FMF), le Syndicat des médecins libéraux (SML), MG France et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) discutaient pour fixer les règles à venir entre les médecins libéraux et l'assurance maladie. Les négociations portaient notamment sur les conditions d'exercice et les honoraires des 115 000 médecins libéraux en France. É.F.

DATE : 28/07/2016

Consultation à 25 euros: 2 syndicats sur 5 signent un protocole d'accord

© 28/07/2016 à 08h46



Deux syndicats sur cinq ont signé un protocole d'accord à l'issue des négociations sur la nouvelle convention quinquennale. Les autres se donnent un mois.

La consultation à 25 euros chez les généralistes pourrait être entérinée avant la rentrée. Médecins libéraux et Assurance maladie ont achevé tard mercredi soir leurs négociations sur **la nouvelle convention quinquennale**. "La négociation est close", a déclaré vers minuit le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, qui souhaite "voir rassemblés les cinq syndicats le 26 août" pour la séance de signature.

S'exprimant à l'issue d'une réunion concluant cinq mois de travaux, il a souligné un effort "extrêmement important et qui n'a pas de précédent".

Pour l'instant, seuls deux syndicats sur cinq ont signé un "protocole d'accord de fin de négociations", à savoir MG France, premier syndicat de généralistes, et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes). La CSMF, la FMF et le SML (généralistes et spécialistes) souhaitent d'abord consulter leurs instances ou leur base dans les prochaines semaines.

Trois signataires minimum

"On est contents d'avoir mené la négociation jusqu'au bout et d'avoir réussi", s'est réjoui Claude Leicher, le président de MG France. Le co-président du Bloc, Philippe Cuq, semblait également satisfait: "C'est la première fois que nos spécialités" obtiennent gain de cause sur "un certain nombre de points revendiqués depuis plusieurs années", a-t-il déclaré.

Mais il faudra au minimum l'accord d'un autre syndicat pour valider la convention qui définit pour les cinq prochaines années les conditions d'exercice et les honoraires des 115.000 médecins libéraux.

"Tout n'est pas réglé", a regretté pour sa part le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, tout en reconnaissant que "des sommes non négligeables" avaient été mises sur la table. La CSMF souhaite que la consultation chez le généraliste, à 23 euros aujourd'hui et qui n'a pas augmenté depuis 2011, **passe à 30 euros**.

Sans signatures suffisantes le 26 août, un règlement arbitral serait confié au haut fonctionnaire Bertrand Fragonard. "Ce serait un gâchis incompréhensible que cette convention se transforme en règlement arbitral, qui serait évidemment très en-deçà", a estimé Nicolas Revel.

Le SML quitte les négociations conventionnelles

Total de retombées : 18

Les belles retombées

assurance maladie: SML quitte les négociations

- Home ECONOMIE Flash Eco
- Par lefigaro.fr avec AFP)
  - Mis à jour le 01/06/2016 à 20:54
  - Publié le 01/06/2016 à 20:53

Le SML, syndicat des médecins libéraux, a annoncé à l'AFP avoir quitté mercredi la table des négociations de la future convention, en raison du "refus" de l'Assurance maladie de fournir "le montant de l'enveloppe" dont elle dispose pour cette négociation.

"On est là pour signer une convention et savoir où l'on va. Il n'est pas possible que l'Assurance maladie ne nous dise pas de quelle enveloppe elle dispose" a fustigé Eric Henry, président du Syndicat des médecins libéraux (SML).

Le représentant, qui a quitté la réunion de négociation après une vingtaine de minutes, a précisé qu'il reviendrait lors de la prochaine rencontre, programmée le 8 juin, en exigeant des réponses à ses questions sous peine de quitter une nouvelle fois la salle

LE FIGARO

Assurance maladie : le Syndicat des médecins libéraux claque la porte des négociations

par Rédaction de France Info mercredi 1 juin 2016 17:05, mis à jour le mercredi 1 juin 2016 à 17h05

J'aime Partager 2 Tweeter G+1 2 Share

Le Syndicat des médecins libéraux (SML) a quitté ce mercredi la table des négociations sur la future convention médicale avec l'Assurance maladie, a appris France Info.

Le syndicat participait à une séance de négociation sur la future convention médicale, un texte qui régit les relations entre les médecins libéraux et l'Assurance maladie pour les 5 ans à venir, ainsi que les honoraires des praticiens.

Mardi soir, l'Assurance maladie a annoncé qu'elle était prête à proposer une augmentation du prix de la consultation de 23 à 25 euros, ce qui est insuffisant pour le président du Syndicat des médecins libéraux, le docteur Eric Henry.

"Nous demandons depuis dix semaines : "Qu'est-ce que la Caisse d'assurance maladie, qu'est-ce que le ministère de la Santé, mettent comme somme financière pour réorganiser la médecine en France ?", a expliqué le praticien. "Notre but, c'est de trouver une convention qui redonne du respect aux soignants que nous sommes", a-t-il martelé.

franceinfo:

Honoraires : les négos se corsent, les spécialistes toussent, le SML claque la porte

Christophe Gattuso | 01.06.2016



Crédit Photo : Phanie

La séance de négociation conventionnelle consacrée au médecin traitant, ce mercredi après-midi, a pris un tour inattendu dans un climat de tension croissante entre les syndicats et l'assurance-maladie.

Les premières pistes de revalorisation des généralistes avancées par la CNAM, privilégiant le passage progressif de la consultation à 25 euros pour les seuls médecins de famille à tarifs opposables (secteur I et signataires du contrat d'accès aux soins), via une majoration,...

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN .fr

u Se connecter F 1.7M T 1.9M G 108K Recevoir nos alertes :
z Rechercher m Newsletter Saisissez votre email OK

Société

Médecins: La consultation des généralistes pourrait passer à 25 euros

SANTE L'Assurance-maladie propose d'augmenter le prix de la consultation de base des médecins généralistes à 25 euros, contre 23 actuellement...

b 0 contribution
Réagissez àcet article

F 1,5K G 0 n 0 P 0 T



Le 09 septembre 2011. Illustration d'une consultation chez un medecin generaliste en Essonne . Tension . /// V. WARTNER / 20 MINUTES - V. WARTNER / 20 MINUTES

20 Minutes avec AFP

D Publié le 01.06.2016 à 08:00
Mis à jour le 02.06.2016 à 10:14

De 23 euros à 25 euros. C'est une piste de l'Assurance-maladie qui propose d'augmenter le prix de la consultation de base des médecins généralistes pour un budget global compris entre 570 et 737 millions d'euros, selon les pistes détaillées dans un document consulté mardi par l'AFP.

>> A lire aussi: Avec la généralisation du tiers payant retoquée, que devrez-vous vraiment payer en consultation ?

Celui-ci a servi de base à la nouvelle séance de négociation mercredi entre les syndicats de médecins libéraux et l'Assurance-maladie autour de la future convention médicale, texte qui régit pour cinq ans les relations entre les deux parties et fixe les honoraires des praticiens. Cette réunion a été marquée par le départ du SML, syndicat des médecins libéraux, qui est parti en raison du « refus » de l'Assurance maladie de fournir « le montant de l'enveloppe » dont elle dispose pour cette négociation.

PUBLICITÉ



Un « équilibre global » financier doit être trouvé

Dans ce contexte, l'hypothèse d'une revalorisation de deux euros de la consultation de base « n'est pas définitive », explique l'Assurance-maladie, puisqu'un « équilibre global » financier doit être trouvé pour toutes les mesures que comprendra le texte. Mais elle ne sera pas compatible avec l'instauration d'un « tarif sensiblement majoré pour les consultations longues et complexes », que les syndicats réclament en plus d'une revalorisation de la consultation de base, rappelle-t-elle d'emblée.

> **>> A lire aussi: «Mes patients ne m'ont fait aucune remarque», raconte un généraliste qui a fait passer sa consultation à 25 euros**

Dans le cas d'une augmentation à 25 euros, les deux pistes suggérées par les syndicats « n'ont ni les mêmes coûts ni les mêmes impacts en termes de bénéficiaires », souligne l'Assurance-maladie, qui les a chiffrées. La moins onéreuse, privilégiée par l'Assurance-maladie, consiste à mettre « en place une majoration [de deux euros] qui permettra aux médecins généralistes de secteur 1 (pratiquant des tarifs sécu) et secteur 2 adhérant au CAS (contrat d'accès aux soins, qui permet d'encadrer les dépassements d'honoraires) de bénéficier, selon un calendrier à définir, d'une valeur de la consultation équivalente à celle des autres spécialistes » (25 euros).

Cette mesure coûterait 570 millions d'euros en « remboursable »

Au total, cette mesure coûterait 570 millions d'euros en « remboursable », l'Assurance-maladie n'en remboursant qu'une partie. L'autre solution consiste à supprimer une cotation de 2 euros (la MPC) dont profitent seulement les spécialistes

(hors généralistes) pratiquant des tarifs sécu, leur consultation de base passant directement à 25 euros -comme pour les généralistes.

Mais cela profiterait surtout aux spécialistes pratiquant des dépassements d'honoraires pour lesquels l'actuelle MPC ne s'applique pas, et qui verront donc leur consultation de base augmenter de deux euros, pour un budget global en remboursable de 737 millions d'euros, souligne l'Assurance-maladie.

t Mots-clés :

- médecins,
- consultation,
- assurance maladie,
- Santé

b 0 contribution

Réagissez àcet article

PARTAGEZ CET ARTICLE

1,5K 0 0 0

F G n P T

SUIVEZ 20MINUTES

1.7M 1.9M 108K

F J'AIME T G

AILLEURS SUR LE WEB Contenus Sponsorisés par Taboola

Incroyable ! Cette Lampe Militaire est Enfin Disponible pour les Français.
Lampe-Torche-Militaire.Fr

DIJON (21000) - 120M2
159900 € - logicimmo.com

Vous payez plus de 2 500€ d'impôts ? Conseils et astuces pour réduire vos impôts !
Finanzen

L'astuce qu'ils cachent pour regrouper leurs crédits
DevisProx - Rachat de Crédit

Un des syndicats de médecins libéraux quitte les négociations avec l'Assurance maladie

France L'Express - 2016/06/01 - 8:43pm

Paris, 1 juin 2016 - Le SML, syndicat des médecins libéraux, a annoncé à l'AFP avoir quitté mercredi la table des négociations de la future convention en raison du "refus" de l'Assurance maladie de fournir "le montant de l'enveloppe" dont elle dispose pour cette négociation.

En lire plus à la source de actualités

Tags: France

Related articles

Montpellier: Anga, la bistronomie côté Sud
Pénurie de carburant: "pas loin d'un retour à la normale" pour Total
S'expatrier, c'est commencer par désapprendre
Roland-Garros: Djokovic fête encore sa victoire avec les ramasseurs de balle
Collection Marcie-Rivière: le raffinement éclectique d'un couple de collectionneurs humanistes
Canal+: comment Maïtena Biraben et Ali Baddou ont appris leur renvoi
Charge policière à Rennes: "C'était hyper dangereux"
Roland-Garros: quatrième finale pour Novak Djokovic
Le Pérou choisit dimanche de rouvrir ou non la page Fujimori
JO-2016: le CIO veut "attraper le plus de dopés possible avant les Jeux"
Crue de la Seine: au Louvre, "la Vénus de Milo" est au milieu des caisses
Qui sont les "bastions" CGT moteurs des grèves et blocages'
Cogolin: deux ex-élus frontistes veulent la mise sous tutelle de la ville
SNCF: Pepy souhaite la suspension de la grève au nom de la "solidarité" avec les Français
Après l'élan d'En Marche!, le soufflé Macron est-il retombé'
Inondations: le RER C totalement fermé à partir de 20h vendredi
Copa America 2016: un beau et sulfureux Centenaire avec les stars Messi et Suarez
Intempéries: au moins 600 millions d'euros de dommages
JoeyStarr raconte comment il a retrouvé sa mère qu'il croyait morte
Equipe de France: pourquoi les sifflets contre Giroud sont injustes
ProA: Jerry Boutsiele signe à Cholet
Athlétisme: le sprinteur jamaïcain Nesta Carter positif aux JO de Pékin
VIDEO. En plein procès, un père meurtri se jette sur le tueur présumé de sa fille
Dopage: deux chevaux des Emirats contrôlés à l'EPO, une première
Mélenchon lance son offensive contre Hollande et Valls: "le temps du PS est fini"
Six nations: RBS se désengage, un nouveau sponsor-titre recherché
Crue de la Seine: des évacuations possibles dans l'Ouest de Paris
JO-2008: le Jamaïcain Nesta Carter aurait été contrôlé positif
Inondations: "Il n'y a pas de risque de submersion du métro de Paris"

Mise en place du tiers payant : les principaux syndicats de médecins vont boycotter la réunion interministérielle du 15/06

par **Rédaction de France Info** mercredi 1 juin 2016 17:55

J'aime Partager 1 Tweeter G+1 0 Share

Quelques heures après que le Syndicat des médecins libéraux a quitté la table des négociations sur la convention entre les médecins et l'Assurance maladie pour les cinq années à venir, les principaux syndicats de médecins ont décidé de boycotter la réunion interministérielle prévue le 15 juin sur la mise en place du tiers payant, a annoncé ce mercredi la Fédération des médecins de France (FMF) dans un communiqué.

"La FMF avec le Bloc, le SML et la CSMF, a décidé de boycotter la réunion ministérielle du 15 juin sur la mise en place du tiers payant", précise le communiqué.

Sur les négociations sur la convention entre les médecins et l'Assurance maladie, "la FMF a décidé d'attendre la tenue de son CA [comité d'administration-ndlr] à Paris le 5 juin avant de décider de poursuivre ou pas cette négociation qui traîne en longueur et qui n'ouvre pas de perspectives de revalorisation de la médecine libérale et qui ne prend pas la mesure du désastre démographique libéral", écrit le syndicat.

Assurance maladie : le Syndicat des médecins libéraux claque la porte des négociations

par **Rédaction de France Info** mercredi 1 juin 2016 17:05, mis à jour le mercredi 1 juin 2016 à 17h05

J'aime Partager 3 Tweeter G+1 2 Share

Le Syndicat des médecins libéraux (SML) a quitté ce mercredi la table des négociations sur la future convention médicale avec l'Assurance maladie, a appris France Info.

Le syndicat participait à une séance de négociation sur la future convention médicale, un texte qui régit les relations entre les médecins libéraux et l'Assurance maladie pour les 5 ans à venir, ainsi que les honoraires des praticiens.

Mardi soir, l'Assurance maladie a annoncé qu'elle était prête à proposer une augmentation du prix de la consultation de 23 à 25 euros, ce qui est insuffisant pour le président du Syndicat des médecins libéraux, le docteur Eric Henry.

"Nous demandons depuis dix semaines : 'Qu'est-ce que la Caisse d'assurance maladie, qu'est-ce que le ministère de la Santé, mettent comme somme financière pour réorganiser la médecine en France ?", a expliqué le praticien. "Notre but, c'est de trouver une convention qui redonne du respect aux soignants que nous sommes", a-t-il martelé.

Assurance maladie : le Syndicat des médecins libéraux claque la porte des négociations

par **Rédaction de France Info** mercredi 1 juin 2016 17:05, mis à jour le mercredi 1 juin 2016 à 17h05

J'aime Partager 2 Tweeter G+1 2 Share

Le Syndicat des médecins libéraux (SML) a quitté ce mercredi la table des négociations sur la future convention médicale avec l'Assurance maladie, a appris France Info.

Le syndicat participait à une séance de négociation sur la future convention médicale, un texte qui régit les relations entre les médecins libéraux et l'Assurance maladie pour les 5 ans à venir, ainsi que les honoraires des praticiens.

Mardi soir, l'Assurance maladie a annoncé qu'elle était prête à proposer une augmentation du prix de la consultation de 23 à 25 euros, ce qui est insuffisant pour le président du Syndicat des médecins libéraux, le docteur Eric Henry.

"Nous demandons depuis dix semaines : 'Qu'est-ce que la Caisse d'assurance maladie, qu'est-ce que le ministère de la Santé, mettent comme somme financière pour réorganiser la médecine en France ?", a expliqué le praticien. "Notre but, c'est de trouver une convention qui redonne du respect aux soignants que nous sommes", a-t-il martelé.

C'est la meilleure !

“Un gentleman, c’est celui qui est capable de décrire Sophia Loren sans faire de geste.”. "Dans la flatterie, aucune précaution à prendre, aucune limite à respecter. On ne va jamais trop loin !". Rappel: TOUJOURS croiser les informations et ne pas prendre pour argent comptant ce qui est rapporté par les grands médias

Assurance maladie : le Syndicat des médecins libéraux claque la porte des négociations

0
G+1
0
J’aime
Tweeter

A voir également !
Article de Rédaction de France Info

Share

Ce blog est privé. L’accès aux articles est réservé aux membres enregistrés.
Si vous êtes déjà inscrit, connectez-vous.
(L’inscription sur ce blog entraine l’acceptation de son contenu sans conditions.)

Si vous êtes nouveau, inscrivez-vous.

L’adresse mail doit-être valide. Vous recevrez sur celle-ci vos cordonnées de connexion.
Nous ne faisons pas de spam. Vos coordonnées sont juste nécessaires à votre enregistrement.
Votre adresse IP est géolocalisée. Si la ville est/ou le CP est



10

‹ › Tout le flash

- LE FLASH eco 17h50SNCF: la CGT-cheminots et SUD-rail poursuivent la grève, malgré l'appel de Pepy

assurance maladie: SML quitte les négociations

- Home ECONOMIE Flash Eco
- - Par lefigaro.fr avec AFP)
  - Mis à jour le 01/06/2016 à 20:54
  - Publié le 01/06/2016 à 20:53



Publicité

Le SML, syndicat des médecins libéraux, a annoncé à l'AFP avoir quitté mercredi la table des négociations de la future convention, en raison du "refus" de l'Assurance maladie de fournir "le montant de l'enveloppe" dont elle dispose pour cette négociation.

"On est là pour signer une convention et savoir où l'on va. Il n'est pas possible que l'Assurance maladie ne nous dise pas de quelle enveloppe elle dispose", a fustigé Eric Henry, président du Syndicat des médecins libéraux (SML).

Le représentant, qui a quitté la réunion de négociation après une vingtaine de minutes, a précisé qu'il reviendrait lors de la prochaine rencontre, programmée le 8 juin, en exigeant des réponses à ses questions sous peine de quitter une nouvelle fois la salle

LE FIGARO PREMIUM
1 mois d'essai offert
sans engagement

- Les auteurs



10

‹ › Tout le flash

- LE FLASH eco 17h02Euro 2016: Hollande met en garde les syndicats

assurance maladie: SML quitte les négociations

- Home ECONOMIE Flash Eco
- Par lefigaro.fr avec AFP)
- Mis à jour le 01/06/2016 à 20:54
- Publié le 01/06/2016 à 20:53



Publicité



Apprenez une langue sans efforts avec Babbel !

Test de niveau OFFERT !

Le SML, syndicat des médecins libéraux, a annoncé à l'AFP avoir quitté mercredi la table des négociations de la future convention, en raison du "refus" de l'Assurance maladie de fournir "le montant de l'enveloppe" dont elle dispose pour cette négociation.

"On est là pour signer une convention et savoir où l'on va. Il n'est pas possible que l'Assurance maladie ne nous dise pas de quelle enveloppe elle dispose", a fustigé Eric Henry, président du Syndicat des médecins libéraux (SML).

Le représentant, qui a quitté la réunion de négociation après une vingtaine de minutes, a précisé qu'il reviendrait lors de la prochaine rencontre, programmée le 8 juin, en exigeant des réponses à ses questions sous peine de quitter une nouvelle fois la salle

LE FIGARO PREMIUM
1 mois d'essai offert
sans engagement

- Les auteurs
- Sur le même sujet
- Réagir (0)
- Partager
  -
  -
  -
  -
- Imprimer

Collector Square
Expertisés, expédiés en 24h.
Voir tous les sacs

lefigaro.fr avec AFP)

A découvrir sur le web

Sponsorisés par Outbrain



Défiscalisation : l'astuce des cadres pour effacer leurs impôts

Ooreka.fr



Découvrez la gamme Hybride Toyota avec les Essais Alternatifs

Toyota



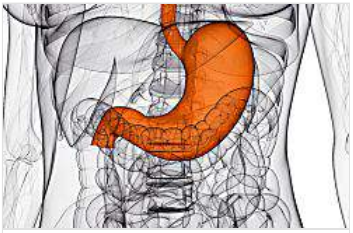
Défiscalisation ISF 2016: Les 4 investissements pour réduire son impôt

Sicavonline



Les russes sont vraiment particuliers, la preuve avec ces 15 photos

Les Dérapages



Maigrir du Ventre ? un (1) Truc Radical pour Perdre du Poids un peu chaque…

Maigrir avec sa Tête



Nouvelle Fiat 500C n'est pas seulement belle, elle est aussi fonctionnelle

Fiat

Recommandés pour vous

Les libéraux boudent les ouvertures de la Cnamts sur le C à 25€

01.06.2016



VOISIN/PHANIE

Ça y est, l'Assurance maladie semble consentir à revaloriser le tarif de la consultation. Lors de la séance de négociations conventionnelles du 1er juin, elle a en effet mis sur la table le passage à 25 euros de la consultation. Mais cette hausse de 2 euros, réclamée de longue date par les syndicats, ne les satisfait guère. Il faut dire que, dans l'esprit de la CNAM, entre revalo et création de consultations longues majorées – une autre demande formulée par l'ensemble des…

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services ou des offres adaptés à vos centres d'intérêts | Poursuivre - En savoir plus

- Masquer

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN.fr

Honoraires : les négos se corsent, les spécialistes toussent, le SML claque la porte

Christophe Gattuso | 01.06.2016



Crédit Photo : Phanie

La séance de négociation conventionnelle consacrée au médecin traitant, ce mercredi après-midi, a pris un tour inattendu dans un climat de tension croissante entre les syndicats et l'assurance-maladie.

Les premières pistes de revalorisation des généralistes avancées par la CNAM, privilégiant le passage progressif de la consultation à 25 euros pour les seuls médecins de famille à tarifs opposables (secteur I et signataires du contrat d'accès aux soins), via une majoration,...

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services ou des offres adaptés à vos centres d'intérêts | Poursuivre - En savoir plus

- Masquer



> Santé

Médecins - assurance maladie. Le SML quitte la table des négociations

Publié le 01 juin 2016 à 19h18
Modifié le 01 juin 2016 à 19h23



YVON CORRE

VOIR **LES COMMENTAIRES**



Photo archives Jean-François Colleter

Le syndicat des médecins libéraux (SML) a décidé, ce mercredi, de quitter la table ***des négociations conventionnelles*** *qui se tiennent, depuis une dizaine de semaines, avec la Caisse nationale d'assurance-maladie (Cnam).*

Le président du SML, le Morbihannais Éric Henry, estime que ces négociations ne sont ni claires, ni transparentes. Le SML voulait, notamment, avoir l'assurance que le système de retraite actuel des médecins conventionnés soit sanctuarisé.

En clair que les deux tiers de leur cotisation continueront à être pris en charge par la caisse. "Nous n'avons eu aucun écrit sur point. Pour l'instant, on nous a seulement fait qu'une promesse orale", déplore le Dr Henry.

"Pas d'équité tarifaire"

Autre point d'achoppement : le passage de 23 à 25 € du tarif de la consultation. Une augmentation qui ne concernera que les médecins du secteur 1. Seront exclus les médecins du secteur 2. "On n'est pas dans l'équité tarifaire, alors que tous les syndicats l'avaient demandée. Pour nous, ce n'est pas acceptable."

Le Dr Henry déplore enfin qu'aucune enveloppe financière n'ait été mise sur la table pour le virage ambulatoire, c'est-à-dire le développement de l'hospitalisation à domicile. "Si ce n'est que l'enveloppe du passage de 23 à 25 euros, on peut arrêter la négociation." À noter que le SML est le seul des cinq syndicats présents à ces négociations à les quitter.

Retrouvez **plus d'articles**

Médecins Assurance maladie SML Négociations

Un des syndicats de médecins libéraux quitte les négociations avec l'Assurance maladie

- Entreprise

Par AFP , publié le 01/06/2016 à 20:43 , mis à jour à 20:43

- 30 partages

Paris, 1 juin 2016 - Le SML, syndicat des médecins libéraux, a annoncé à l'AFP avoir quitté mercredi la table des négociations de la future convention en raison du "refus" de l'Assurance maladie de fournir "le montant de l'enveloppe" dont elle dispose pour cette négociation.

"*On est là pour signer une convention et savoir où l'on va. Il n'est pas possible que l'Assurance maladie ne nous dise pas de quelle enveloppe elle dispose*", a fustigé Eric Henry, président du Syndicat des médecins libéraux (SML).

Le représentant, qui a quitté la réunion de négociation après une vingtaine de minutes, a précisé qu'il reviendrait lors de la prochaine rencontre, programmée le 8 juin, en exigeant des réponses à ses questions sous peine de quitter une nouvelle fois la salle.

Depuis février, les cinq syndicats représentatifs de la profession (SML, CSMF, FMF, MG France et le Bloc) sont en négociation avec l'Assurance maladie pour redéfinir d'ici à l'été le texte régissant les relations entre les médecins et la Sécu et notamment leurs tarifs de consultation.

Le SML appelle aussi l'Assurance maladie à mettre en place "*une équité tarifaire*" entre médecins exerçant en secteur 1 (pratiquant des tarifs sécu) et secteur 2 (avec dépassements d'honoraires).

"*Nous demandons que le prix de la consultation de base soit le même dans chaque cabinet que vous soyez généraliste, spécialiste ou chirurgien et qu'il passe de 23 à 25 euros*", ce qu'a refusé l'Assurance maladie, a expliqué le Dr Henry.

Dans un document remis mercredi aux syndicats, l'Assurance maladie a notamment proposé d'augmenter le prix des consultations de 23 à 25 euros, selon un schéma qui bénéficierait aux généralistes de secteur 1 et secteur 2 adhérant au CAS (contrat d'accès aux soins, qui permet d'encadrer les dépassements d'honoraires), mais pas aux spécialistes du secteur 2 n'adhérant pas au CAS.

"*On veut clairement casser le secteur 2, on est en train de le massacrer*", a fustigé le responsable syndical.

Enfin, troisième condition réclamée par le syndicat, que la Sécu s'engage "*par écrit*" sur la pérennisation des cotisations retraites des médecins dont elle assure en grande partie la charge.

De son côté, la FMF a annoncé dans un communiqué "*attendre*" la tenue de son Comité d'administration prévue dimanche pour "*décider de poursuivre ou pas cette négociation qui traine en longueur et n'ouvre pas de perspectives de revalorisation de la médecine libérale*".

Le syndicat précise en outre qu'il boycottera la réunion ministérielle consacrée à la mise en place du tiers payant le 15 juin.

Derniéres magazine d'actualité français, Le Nouvel Observateur analyse en continu l'actualité politique, sociale, culturelle, en France et dans le mond

Vues:
3

Assurance maladie : le Syndicat des médecins libéraux claque la porte des négociations

2016.06.01. 17:05 in category (0)

Le Syndicat des médecins libéraux (SML) a quitté ce mercredi la table des négociations sur la future convention médicale avec l'Assurance maladie, a appris France Info.

Le syndicat p .....
lire la page source: franceinfo - 2 days ago

Vols France Israel
Partez à prix doux vers L'Israël Réservez un vol EL AL aujourdhui!

Vote!

Share |

nouvelles similaires

- Dans les 2 dernières heures
- L'inquiétante baisse des généralistes ladepeche-actu (Aujourd'hui) - Dans son 10e atlas annuel, le conseil de l'ordre des médecins s'inquiète d'une forte baisse du nombre de médecins généralistes en France, que rien ne semble pouvoir enrayer. La situation...
  - Ces départements qui deviennent des déserts médicaux
  - En 2025, la France aura perdu un médecin généraliste sur quatre en 20 ans - Le Monde
  - Démographie médicale en France: hémorragie des généralistes, spécialistes en hausse
- Older News
- Réforme du mode de scrutin : les libéraux font des concessions Dernière heure, actualité, vidéos, faits divers - TVA Nouvelles (Hier) - Après s'être attiré les critiques de l'opposition, les libéraux ont accepté de céder leur majorité au sein d'un comité parlementaire chargé de modifier le mode de scrutin électoral....
  - Réforme électorale fédérale : les libéraux cèdent leur majorité à un comité
  - Réforme électorale fédérale : les libéraux font un compromis

Publié le 02/06/2016

Négociations conventionnelles : insatisfaction générale après la proposition d'augmentation du C de 2 euros



Paris, le jeudi 2 juin 2016 – La proposition (non définitive), dévoilée par la presse (et relayée par JIM) quelques heures avant la tenue d'une nouvelle réunion entre l'Assurance maladie et les médecins libéraux, d'une augmentation du C de 2 euros sous conditions promettait de susciter des réactions contrastées chez les syndicats. Les prévisions n'ont pas été déjouées.

Le gouvernement veut casser le secteur 2

Sans surprise, ce sont les organisations défendant historiquement le secteur 2 qui ont été les plus virulentes, le Syndicat des médecins libéraux (SML) en tête. On le sait, la piste privilégiée par l'Assurance maladie consisterait à permettre l'application du C à 25 euros à tous les médecins de secteur 1 et adhérents au Contrat d'accès aux soins (CAS) ce qui continuera à empêcher les patients des praticiens de secteur 2 de bénéficier d'un remboursement sur la base de 25 euros. Une telle distinction entre les praticiens révolte le patron du SML, le docteur Eric Henry. « *Nous demandons que le prix de la consultation de base soit le même dans chaque cabinet que vous soyez généraliste, spécialiste ou chirurgien et qu'il passe de 23 à 25 euros* » a indiqué le praticien qui a encore regretté cette volonté affichée de « *casser le secteur 2* ». Pour manifester clairement son refus, Eric Henry a quitté hier la table des négociations, après que le patron de l'Assurance maladie n'ait pu lui donner d'indication précise sur le montant de l'enveloppe dont il dispose pour conduire ces discussions. Le patron du SML souhaitait également un engagement écrit de Nicolas Revel concernant la pérennisation du système de retraite des médecins. Cependant, le SML pourrait être de retour à la table des discussions la semaine prochaine lors d'une rencontre qui sera consacrée aux actes cliniques et techniques des spécialistes. Les revalorisations de ces derniers pourraient néanmoins être très restreintes en raison de l'effort fait pour l'augmentation du C a déjà prévenu l'Assurance maladie, ce qui n'a fait que renforcer l'ire du SML. Sans se montrer aussi vif, le président du Bloc, le docteur Philippe Cuq partage les inquiétudes du patron du SML concernant l'avenir du secteur 2.

La CSMF ne signera pas dans ces conditions

Outre cette « *marginalisation* » regrettée des praticiens de secteur 2, les représentants des syndicats ont jugé les premières propositions largement insuffisantes. A l'instar du président de la Fédération des médecins de France (FMF) hier sur RTL, la Confédération des syndicats de médecins de France (CSMF) a fustigé la petitesse du geste. « *La CNAM ne propose que deux euros de plus pour les médecins généralistes, sans aucune visibilité sur le calendrier de mise en place, et rien pour les autres médecins spécialistes ! Pire, avec ces deux euros, elle exclut la mise en place d'une grille tarifaire à quatre niveaux et envisage même de diminuer la rémunération de certaines spécialités* », s'indigne l'organisation dans un communiqué. Pour elle, cette première piste confirme que « *le gouvernement n'a décidemment pas compris ni le malaise de la profession, ni les enjeux majeurs de la médecine libérale et du système de santé* ». Si bien sûr, d'autres discussions doivent avoir lieu, pour l'heure, la CSMF exclut clairement un accord.

Même MG France est sans enthousiasme

De son côté, la Fédération des médecins de France (FMF), dont le président n'a pas caché sa colère sur les ondes de RTL face à "l'aumône" représentée par ces deux euros, indique attendre la tenue de son Comité d'administration prévue dimanche pour « *décider de poursuivre ou pas cette négociation qui traine en longueur et n'ouvre par de perspectives de revalorisation de la médecine libérale* ». Enfin, MG France qui aurait pu se montrer le seul satisfait de cette annonce, reste sur la réserve, estimant que l'augmentation de deux euros du C ne saurait être suffisante. Le syndicat estime par ailleurs que « *l'équité* » tant recherchée avec les spécialistes ne serait pas encore parfaite, notamment avec les pédiatres, seule spécialité qui a pour l'heure fait l'objet d'une proposition de revalorisation de la part de l'Assurance maladie.

Boycott de la réunion sur le tiers payant

On le voit, les discussions ont pris un tournant résolument différent et la prochaine rencontre, mercredi prochain, qui doit être consacrée plus certainement aux spécialistes pourrait ne pas totalement apaiser ce climat. Les syndicats souhaitent en outre plus que jamais afficher un front commun et ont projeté de se rencontrer le 15 juin pour discuter une nouvelle fois de la marche à suivre. Ils seront ce jour là attendus au ministère de la Santé pour évoquer la mise en place du tiers payant ; réunion que tous, à l'exception pour l'heure de MG France, ont prévu de boycotter.

Les syndicalistes négociateurs (qui représentent des électeurs influents) devraient être confortés dans leurs positions par le climat pré-électoral actuel très propice aux "cadeaux" et au recul des pouvoirs publics comme on l'a vu très récemment avec les chercheurs, les intermittents du spectacle, les salariés de la SNCF, les routiers, les étudiants et aujourd'hui même, les maires de Fraance (pour ne citer que quelques exemples).

Aurélie Haroche

Copyright © http://www.jim.fr

SUR UN THÈME PROCHE

Dernière heure : l'Assurance maladie prête au C à 25 euros… non sans conditions

La CSMF propose des tarifs de consultation entre 25 et 75 euros

Négociations conventionnelles : l'union est-elle possible ?

Augmentation du prix d'une consultation chez le médecin à 25 euros

Le jeudi 2 juin 2016 à 09:47



Dans le cadre des négociations pour la nouvelle convention médicale, chargée de fixer les honoraires et les relations entre les médecins et la Sécurité sociale (http://www.lecomparateurassurance.com/103354-institution-organisme/106163-securite-sociale-wwwsecurite-socialefr), l'Assurance Maladie (http://www.lecomparateurassurance.com/103354-institution-organisme/106153-assurance-maladie-wwwamelifr) a proposé l'augmentation des tarifs de consultation (http://www.lecomparateurassurance.com/6-actualites-assurance/107935-medecins-generalistes-deux-syndicats-veulent-augmenter-prix-consultation) chez les médecins généralistes de 23 à 25 euros.

L'Assurance Maladie a indiqué lors d'une réunion avec les syndicats ce mercredi 1er juin l'éventualité **d'augmenter de deux euros les tarifs de consultation** chez un généraliste, passant de **23 à 25 euros**, une mesure qui répond en partie aux demandes de la CMSF, le premier syndicat des médecins libéraux. La hausse du prix ne devrait rien changer pour les patients car cette augmentation serait **prise en charge par l'Assurance Maladie**, pour une dépense annuelle de **570 millions d'euros**.

Des syndicats pas tout à fait satisfaits

La mesure ne répond qu'en partie aux demandes des médecins, qui souhaitaient également un « *tarif sensiblement majoré pour les consultations longues et complexes*. » De plus, l'Assurance Maladie souhaite une **application progressive** de cette augmentation alors que les médecins en demandent **l'application immédiate**. Lors de la réunion du 1er juin, Eric Henry, le représentant du SML, le syndicat des médecins libéraux, a d'ailleurs quitté la table.

Une autre mesure, celle de **l'instauration d'un malus (/103342-flash-news/108191-secu-veut-recompenser-medecins-delivrant-moins-arrets-travail)** si les praticiens ne respectaient pas les critères de l'Assurance Maladie dans le cadre des arrêts maladie, avait déjà échauffé les esprits.

Avis clients MerciHenri.com : 8.9 / 10 (228 avis clients sur Avis-Vérifiés (http://www.avis-verifies.com/avis-clients/mercihenri.com))

◀ Retour à la liste (/103342-flash-news)



(http://www.lecomparateurassurance.com/5-devis-mutuelle/10591-mutuelle-sante)

▲Retour en haut

MERCIHENRI.COM
COMPARATEUR
D'ASSURANCES AVISÉ

▲Retour en haut

MerciHenri.com - Copyright © 2011-2016 - Tous droits réservés.

> Santé

Médecins - assurance maladie. Le SML quitte la table des négociations

Publié le 01 juin 2016 à 19h18
Modifié le 01 juin 2016 à 19h23



YVON CORRE

VOIR **LES COMMENTAIRES**



Photo archives Jean-François Colleter

Le syndicat des médecins libéraux (SML) a décidé, ce mercredi, de quitter la table ***des négociations conventionnelles*** *qui se tiennent, depuis une dizaine de semaines, avec la Caisse nationale d'assurance-maladie (Cnam).*

Le président du SML, le Morbihannais Éric Henry, estime que ces négociations ne sont ni claires, ni transparentes. Le SML voulait, notamment, avoir l'assurance que le système de retraite actuel des médecins conventionnés soit sanctuarisé.

En clair que les deux tiers de leur cotisation continueront à être pris en charge par la caisse. "Nous n'avons eu aucun écrit sur point. Pour l'instant, on nous a seulement fait qu'une promesse orale", déplore le Dr Henry.

"Pas d'équité tarifaire"

Autre point d'achoppement : le passage de 23 à 25 € du tarif de la consultation. Une augmentation qui ne concernera que les médecins du secteur 1. Seront exclus les médecins du secteur 2. "On n'est pas dans l'équité tarifaire, alors que tous les syndicats l'avaient demandée. Pour nous, ce n'est pas acceptable."

Le Dr Henry déplore enfin qu'aucune enveloppe financière n'ait été mise sur la table pour le virage ambulatoire, c'est-à-dire le développement de l'hospitalisation à domicile. "Si ce n'est que l'enveloppe du passage de 23 à 25 euros, on peut arrêter la négociation." À noter que le SML est le seul des cinq syndicats présents à ces négociations à les quitter.

Retrouvez **plus d'articles**

Médecins Assurance maladie SML Négociations

L'accès au site est payant,
nous vous offrons 3 articles ce mois-ci.

Pour lire plus d'articles :

JE M'ABONNE POUR 1€

Je m'inscris gratuitement
6 articles offerts par mois

Déjà abonné ?

Assurance maladie : le Syndicat des médecins libéraux claque la porte des négociations

Auteur: La rédaction | 2 juin 2016

L'actualité France-Monde

Le Syndicat des médecins libéraux (SML) a quitté ce mercredi la table des négociations sur la future convention médicale avec l'Assurance maladie. Le syndicat participait à une séance de négociation sur la future convention médicale, un texte qui régit les relations entre les médecins libéraux et l'Assurance maladie pour les 5 ans à venir, ainsi que les honoraires des praticiens.

Mardi soir, l'Assurance maladie a annoncé qu'elle était prête à proposer une augmentation du prix de la consultation de 23 à 25 euros, ce qui est insuffisant pour le président du Syndicat des médecins libéraux, le docteur Eric Henry. « Nous demandons depuis dix semaines : 'Qu'est-ce que la Caisse d'assurance maladie, qu'est-ce que le ministère de la Santé, mettent comme somme financière pour réorganiser la médecine en France ? », a expliqué le praticien. « Notre but, c'est de trouver une convention qui redonne du respect aux soignants que nous sommes », a-t-il martelé.

← Article précédent Article suivant →

Réagissez
à cet article

Réactions 0

Partager

Noter cet article
1 2 3 4 5

Newsletter
Abonnez-vous
à la newsletter

Rechercher

ACTU

'RESSE

ENQUÊTES

SANTÉTV

NOUS LES FEMMES

CONGRÈS

LES GESTES SANTÉ

SEXO

Suivez-nous

Consultez

J'ai mal...

Médicaments

Maladies

ACCUEIL
MÉDICAMENTS
MALADIES
J'AI MAL À ...
QUESTION

pourquoi docteur

juin 2016

Fermer X
NEWSLETTER
pourquoi docteur
Recevez toutes les semaines les meilleures infos santé
E-mail
JE M'INSCRIS
je suis déja inscrit

▼ Publicité ▼

D'ACTU
VU
DANS
LA
PRESSE
ENQUÊTES
SANTÉTV
NOUS
LES
FEMMES
CONGRÈS
LES
GESTES
SANTÉ
CHARTE
ÉDITORIALE
CONDITIONS
D'UTILISATION



Envoyer à un ami
Votre Nom :
Votre Email :
Email de votre ami:
Nom de votre ami:
Laisser votre message:
Combien font 3 + 7 ? :
Fermer
Envoyer

Au siège de l'Assurance maladie

Consultation à 25 euros : deux syndicats menacent de quitter la table

par Bruno Martrette

Publié le 02.06.2016

Mots-clés :

tarifs médicaux consultation FMF CSMF Jean-Paul Ortiz Jean-Paul Hamon

Alors que la consultation des généralistes devrait passer à 25 euros, les syndicats ne sont pas satisfaits. Le SML a quitté les négociations conventionnelles et la FMF pourrait bien suivre



GILE MICHEL/SIPA

Ce mercredi, jour de séance conventionnelle au siège de l'Assurance maladie (CNAM) (1), son directeur, Nicolas Revel, a réservé aux syndicats d médecins avec qui il négocie actuellement la prochaine convention médicale, une surprise de taille.

Dans un document préparatoire transmis aux cinq organisations représentatives des praticiens libéraux, il propose de revaloriser la consultation des généralistes de 23 à 25 euros. Il s'agissait d'ur

revendication de longue date du 1er syndicat de la profession MG France. Pourtant, au lieu d'entraîne l'adhésion, cette proposition a provoqué l'ire des autres syndicalistes.

Le clash a débuté avec le SML (Syndicat d Médecins Libéraux) qui a décidé de quitter réunion de négociation, en partie parce Nicol Revel a refusé de lui indiquer le montant l'enveloppe dont dispose la CNAM pour revaloris l'ensemble des tarifs des médecins.

La FMF espérait 40 euros....

Le deuxième syndicat de la profession, la FM (2), va lui attendre la tenue de son Cons d'Administration le 5 juin, avant de décider poursuivre ou pas cette négociation. « Elle traîne longueur et n'ouvre aucune des perspectives revalorisation de la médecine libérale. Les autorit ne prennent pas la mesure du désast démographique libéral », déplore l'organisation.

Il faut dire que ces syndicalistes réclament eux u consultation de base à 40 euros. Son président, Dr Jean-Paul Hamon, qualifie donc la somn proposée de « piécette ». Réponse de la CNAM, mesure coûtera pas moins de 569,2 M€ par a dont 70 % à charge de la Sécurité sociale !

Le compte n'y est pas

Enfin, le 1er syndicat de médecins libéraux, CSMF, n'a pas mieux accueilli l'annonce. « On moque des médecins », estimait hier le Dr Jea Paul Ortiz, président du syndicat. Contacté p *Pourquoidocteur*, il confiait : « Je constate que forfait "médecin traitant" pour les patients en Al (3) est de 40 euros. On est donc très loin du comp et dans du recyclage. Revaloriser la consultation e fondamental. Notre cible, c'est 30 euro Aujourd'hui, il nous faut 25 euros dans l'immédi mais aussi une grille tarifaire à 4 niveaux ». « CNAM propose soit l'un soit l'autre. Il nous faut l deux pour valoriser les consultations lourdes, q nécessitent du temps », concluait-il.

Ce jeudi, le syndicat annonce dans un communiq que « si le gouvernement ne revoit pas sa copie, négociation conventionnelle se fera sans la CSMF La prochaine séance prévue le mercredi 8 ju s'annonce en tout cas animée...

(1) Caisse Nationale de l'Assurance Maladie
(2) Fédération des Médecins de France
(3) Affection Longue Durée

Le SML quitte une 2ème fois les négociations

Total de retombées : 21

Les belles retombées

Négociation sous tension entre médecins et assurance-maladie

SOCIAL

La prochaine séance de négociation de la future convention médicale, prévue le 13 juillet, sera décisive.

Leïla de Comarmond
@leiladeco

C'est là que la discussion devait véritablement s'engager. Le directeur général de la Caisse nationale d'assurance-maladie, Nicolas Revel, ayant transmis la veille un document listant ses propositions pour la future convention médicale. Mais, encore une fois, la réunion de négociation qui s'est déroulée jeudi a tourné au psychodrame.

Le syndicat des chirurgiens, qui avait claqué la porte le 23 juin, n'est pas revenu et deux autres syndicats de médecins libéraux ont fait comme lui : la CSMF – première organisation de médecins – et le SML. Le président de la FMF est aussi sorti, mais en laissant sur place des observateurs. Au final, seul le principal syndicat de généralistes, MG France, a poursuivi les discussions sur la convention qui régira pendant les cinq prochaines années les relations entre les médecins et l'assurance-maladie. Il faut dire que sur les quelque 750 millions d'euros que l'Assurance-maladie est prête à mettre en jeu, 450 millions iront financer l'augmentation du tarif de la consultation.



Seul le principal syndicat de généralistes, MG France, a poursuivi les discussions. Photo Grey/Hans

Le syndicat conteste le calendrier proposé, qui reporterait les 25 euros au 1er avril 2018. « 25 euros c'est maintenant », aurait répété Jean-Paul Ortiz, « à défaut de consultation », a affirmé à la sortie de la réunion Claude Leicher, le président de MG France.

Dernière ligne droite

Quant aux spécialistes, ils estiment lésés, car la mesure n'absorbe les deux tiers du budget que l'assurance-maladie est prête à mettre sur la table. « La CSMF n'acceptera pas d'accompagner la disparition de spécialités uniques en médecine libérale », a affirmé son président, Jean-Paul Ortiz. « Il faut un signal fort

Les spécialistes s'estiment lésés, car les deux tiers de l'effort promis iront aux généralistes.

Henry du SML, tandis que Jean-Paul Hamon, de la FMF, estimait que le directeur général de la CNAM « n'a pas pris la mesure de l'urgence de la désertification médicale qui se prépare ». « Nous sommes dans la dernière ligne droite, cela conditionne encore plus de tensions », a voulu rejoindre Nicolas Revel, tout en estimant qu'« il y a

Ces départs ne signifient en tout cas pas l'arrêt des discussions. Syndicats médicaux et assurance-maladie doivent se retrouver le 13 juillet. Tous seront-ils présents ? Le directeur général de la CNAM a promis qu'il « formulerait en réunion ce qu'on a qui réintervient des propositions complémentaires », notamment sur la revalorisation des actes techniques. Un nouveau « et décisif » rendez-vous a déjà été pris pour trois jours de discussion le 19 juillet afin de tenter de trouver un compromis. En l'absence d'accord, une séance de rattrapage pourrait avoir lieu, juste avant le 26 août, date à laquelle le dossier sera renvoyé au ministre. Reste à l'Assurance-maladie elle-même à

Les Echos

Plusieurs syndicats de médecins quittent les négociations avec l'Assurance-maladie

Mis à jour le 07/07/2016 à 15:33

Jugeant «inacceptable» le calendrier d'augmentation de leurs tarifs proposé par l'Assurance-maladie, la CSMF majoritaire et le SML ont claqué la porte. Seul MG France poursuit les discussions. Le patron de l'Assurance-maladie, quant à lui, juge «incontournable» une revalorisation en deux temps.

Les propositions de l'Assurance-maladie (http://plus.lefigaro.fr/tag/assurance-maladie) n'ont pas eu les effets escomptés. Alors que cette dernière proposait de revaloriser la consultation des généralistes à 25 euros (http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2016/05/31/20002-20160531ARTFIG00372-medecins-la-secu-propose-d-augmenter-le-tarif-a-25-euros.php), avec une première hausse en avril 2017 puis une autre l'année suivante, les syndicats de médecins (http://plus.lefigaro.fr/tag/medecins) libéraux ont jugé le calendrier «inacceptable» (http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2016/07/06/20002-20160706ARTFIG00373-medecins-la-consultation-a-25euros-confirmee.php). Conséquence: plusieurs d'entre eux, dont le principal, la CSMF, ont décidé jeudi de quitter les négociations en cours.

» LIRE AUSSI: les médecins entament une dure négociation avec la Sécu (http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2016/02/23/20002-20160223ARTFIG00367-les-medecins-entament-une-dure-negociation-avec-la-secu.php)

«Nous avons décidé de quitter la table des négos», a déclaré le président de la CSMF (généralistes et spécialistes), Jean-Paul Ortiz. «Il n'y a quasiment rien pour les spécialités libérales», a-t-il déploré, alors que l'essentiel du budget envisagé par la Sécu vise les généralistes. Il a été suivi par le SML. Le Bloc, qui représente les chirurgiens, avait boycotté la séance de jeudi. La FMF a pour sa part laissé «une délégation technique» assister à la séance même si son président, Jean-Paul Hamon, a décidé de partir, dénonçant «une provocation» de l'Assurance maladie.

» LIRE AUSSI: Nicolas Revel, patron de l'Assurance-maladie: «Nous parlerons de tout, mais il faudra faire des choix» (http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2016/02/23/20002-20160223ARTFIG00371-nicolas-revel-nous-parlerons-de-tout-mais-il-faudra-faire-des-choix.php)

LE FIGARO

CSMF, SML et FMF claquent la porte de l'Assurance maladie

07.07.2016



GARO/PHANIE

Qu'ils aient quitté les négociations ou qu'ils soient restés autour de la table, tous les syndicats sont d'accord sur un point : les propositions chiffrées de l'Assurance maladie ne sont pas acceptables. Consacrant une enveloppe de 743,3 millions d'euros à la prochaine convention, la cnamts prévoit d'en affecter près des deux tiers au passage – progressif — du C à 25 euros. Elle entrevoit également une hiérarchie des consultations, rémunérées, selon leur niveau, 25, 30, 46...

le généraliste.fr

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN .fr

Négos, rien ne va plus : la CSMF, le SML et la FMF claquent la porte, Le BLOC absent

Marie Foult | 07.07.2016



Coup de théâtre lors des négociations conventionnelles entre les syndicats médicaux et l'Assurance-maladie ce jeudi, avec le départ ou l'absence de la quasi-totalité des délégations.

La CSMF, après avoir réclamé une suspension de séance, a décidé de quitter la table des négociations moins d'une heure après le début de la réunion, estimant que le compte n'y est pas dans les dernières propositions de la caisse.

Le premier syndicat de médecins a été suivi par le Syndicat des médecins libéraux (SML), mais aussi par le président de la FMF, le Dr Jean-Paul Hamon, qui a laissé sur place uniquement une délégation technique.

Le BLOC, majoritaire dans les spécialités sur plateaux techniques lourds, avait carrément décidé de boycotter la réunion du jour, douché par l'absence de mesures significatives pour les disciplines de bloc opératoire. MG France se retrouve donc quasiment seul, à ce stade des négociations.

« Les propositions faites par la CNAM, et notamment l'étalement de la revalorisation de la consultation, qui ne sera portée à 25 euros qu'en 2018, sont inacceptables », s'est emporté le Dr Jean-Paul Ortiz, président de la CSMF. Malgré un effort de 743 millions d'euros en année pleine pour l'Assurance-maladie, le leader confédéral dénonce un projet de convention « sans ambition », « à l'ancienne », oubliant quasi totalement les médecins spécialistes. « La crise de la médecine libérale n'a toujours pas été entendue par le gouvernement », tonne le Dr Ortiz.

« Il n'y a toujours pas d'équité tarifaire entre les médecins et le secteur II est toujours stigmatisé », a regretté de son côté le Dr Éric Henry, président du SML qui réclame aussi un signal fort pour les spécialistes.

Scission ?

Dans la même veine, la FMF se désole du manque de souffle de cette convention, alors que la médecine libérale connaît une crise démographique sans précédent. « De plus, on ne connaît toujours pas l'enveloppe consacrée au forfait structure, tout ceci est provocation », assène le Dr Jean-Paul Hamon, président de la FMF.

Seul MG France, premier syndicat de généralistes, continuait les discussions à la mi-journée, a constaté « le Quotidien » sur place. Le Dr Claude Leicher, son président, avait rappelé avant la séance la nécessité que le maximum de l'enveloppe soit consacré aux médecins généralistes, ce qui pourrait ouvrir la voie à la signature d'une convention spécifique à la médecine générale en solution de repli.

La prochaine séance de négociations est programmée mercredi 13 juillet. Les syndicats qui ont quitté la table aujourd'hui n'excluaient pas de revenir si les propositions de la CNAM évoluent.

Dans un entretien avec « Les Échos », le directeur général de l'Assurance-maladie assure ce jeudi que la « négociation n'est pas terminée mais que les évolutions seront forcément limitées ».

Source : Lequotidiendumedecin.fr

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services ou des offres adaptés à vos centres d'intérêts | Poursuivre - En savoir plus

- Masquer

Négociation sous tension entre médecins et assurance-maladie

LEÏLA DE COMARMOND (HTTP://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/INDEX.PHP?ID=35) | Le 07/07 à 20:40



Négociation sous tension entre médecins et assurance-maladie - *Garo/Phanie*

La prochaine séance de négociation de la future convention médicale, prévue le 13 juillet, sera décisive.

C'est là que la discussion devait véritablement se nouer, le directeur général de la Caisse nationale d'assurance-maladie, Nicolas Revel, ayant transmis la veille un document listant ses propositions pour la future convention médicale. Mais encore une fois, la réunion de négociation qui s'est déroulée jeudi a tourné au psychodrame.

Le syndicat des chirurgiens qui avait claqué la porte le 23 juin n'est pas revenu, et deux autres syndicats de médecins libéraux ont fait comme lui : la CSMF - première organisation de médecins - et le SML. Le président de la FMF est aussi sorti, mais en laissant sur place des observateurs. Au final, seul le principal syndicat de généralistes MG France a poursuivi les discussions sur la convention qui régira pendant les cinq prochaines années les

relations entre les médecins et l'Assurance-maladie. Il faut dire que sur les quelque 750 millions d'euros que l'Assurance-maladie est prête à mettre au pot, 450 millions iront financer l'augmentation du tarif de la consultation des généralistes. Reste que le syndicat conteste le calendrier proposé, qui renverrait les 25 euros au 1er avril 2018. *« 25 euros, c'est maintenant »,* sinon *« cela veut dire qu'il n'y aura pas de convention »*, a affirmé à la sortie de la réunion Claude Leicher, le président de MG France.

Quant aux spécialistes, ils s'estiment lésés, car la mesure va absorber les deux tiers du budget que l'Assurance-maladie est prête à mettre sur la table. *« La CSMF n'acceptera pas d'accompagner la disparition de spécialités entières en médecine libérale »*, a affirmé son président, Jean-Paul Ortiz. *« Il faut un signal fort pour les spécialistes »,* a abondé Eric Henry, du SML tandis que Jean-Paul Hamon, de la FMF estimait que le directeur général de la CNAM *« n'a pas pris la mesure de l'ampleur de la désertification médicale qui se prépare ».*

« Nous sommes dans la dernière ligne droite, cela conduit forcément à plus de tensions », a voulu relativiser Nicolas Revel, tout en estimant qu'*« il y a des limites aux postures »*.

Ces départs ne signifient en tout cas pas l'arrêt des discussions. Syndicats médicaux et assurance-maladie doivent se retrouver le 13 juillet. Tous seront-ils présents ? Le directeur général de la CNAM a promis qu'il *« formulera en réunion pour ceux qui veulent venir des propositions complémentaires »*, notamment sur la revalorisation des actes techniques. Un nouveau - et décisif - rendez-vous a déjà été pris pour trois jours de discussion le 19 juillet afin de tenter de trouver un compromis. En l'absence d'accord, une séance de rattrapage pourrait avoir lieu juste avant le 26 août, date à laquelle le dossier sera renvoyé au médiateur Bertrand Fragonard si elle échoue.

Leïla de Comarmond

@leiladeco (https://twitter.com/leiladeco) Suivre

(javascript:;void(0);)

l'express L'Expansion

DATE : 07/07/2016

Négociations médecins/Assurance maladie: plusieurs syndicats claquent la porte

Économie / Actualité économique / Par AFP , publié le 07/07/2016 à 12:11 , mis à jour à 15:44

6 partages

Partager Tweeter LinkedIn



Paris - "Un gâteau" de 750 millions d'euros mangé par les généralistes, au grand dam des spécialistes. Trois syndicats de médecins libéraux sur cinq ont quitté jeudi les négociations avec l'Assurance maladie, les deux tiers de l'enveloppe sur la table concernant l'augmentation de la consultation à 25 euros chez le généraliste.

A peine une heure après le début de la séance de jeudi, le principal syndicat de la profession, la CSMF, représentant à la fois généralistes et spécialistes, a claqué la porte.

Une mauvaise nouvelle pour la suite, la CSMF étant l'organisation la plus représentative et la plus à même, avec MG France (médecins généralistes), de signer un accord.

"*Les propositions de l'Assurance maladie sont inacceptables. Il n'y a quasiment rien pour les spécialités libérales*", a déploré son président, Jean-Paul Ortiz.

Il a été rejoint par le SML (généralistes et spécialistes) et a emboité le pas au Bloc (chirurgiens), qui ne s'est tout bonnement pas présenté au rendez-vous. Si des représentants de la FMF (généralistes et

spécialistes) sont restés, son président, Jean-Paul Hamon, est parti lui aussi.

En revanche, MG France, principale organisation de médecins généralistes, a décidé de poursuivre les discussions. "*On a besoin d'une convention*", a plaidé son président, Claude Leicher. Ce texte, discuté depuis fin février, doit régir pour cinq ans les relations entre médecins et sécu et fixer leurs honoraires.

"*On essayera jusqu'au bout de trouver un accord*", a-t-il ajouté, en reconnaissant que "*80% des mesures visent*" sa profession et les médecins ne pratiquant pas de dépassements d'honoraires.

Mercredi, l'Assurance maladie a dévoilé une trame chiffrée à environ 750 millions d'euros pour l'ensemble des mesures proposées. "*Un niveau d'engagement extrêmement important*", a redit son directeur général, Nicolas Revel, à l'issue de la réunion.

Proche du "*milliard*", selon lui, si l'on tient compte du financement des mutuelles, mais encore loin des 1,2 à 5 milliards réclamés par les syndicats.

Sur ce total, quelque 450 millions doivent financer l'augmentation en deux temps de la consultation de base chez les généralistes à 25 euros, contre 23 actuellement, comme le demandaient tous les syndicats.

Problème, le calendrier proposé, qui prévoit une revalorisation d'un euro en avril 2017, puis une seconde un an plus tard, ne satisfait personne.

Or "*le principe du phasage est absolument incontournable au regard de ce que coûte cette mesure*", a affirmé M.Revel, précisant que la première augmentation interviendrait "*dès l'entrée en vigueur de la convention*".

"*Cela veut dire qu'il n'y aura pas de convention*", a rétorqué Claude Leicher. "*25 euros, c'est maintenant*".

Alors que cette consultation pourrait enfin s'aligner sur celle des spécialistes, réparant "*l'inégalité*" dénoncée depuis longtemps par MG France, les spécialistes se sentent lésés.

- "*Un signal fort pour les spécialistes*" -

"*La CSMF n'acceptera pas d'accompagner la disparition de spécialités entières en médecine libérale*", a ainsi prévenu Jean-Paul Ortiz, tiraillé en interne entre généralistes et spécialistes.

Pour ces derniers, des revalorisations sont prévues, notamment grâce à la création de consultations "*complexes*" à 46 euros, et "*très complexes*" à 60 euros, pour un total de 52 millions d'euros. Pas assez, selon Jean-Paul Ortiz. "*La consultation à 60 euros, c'est seulement 10 consultations par an et par spécialiste*", soulève-t-il.

"*Il faut un signal fort pour les spécialistes*", a abondé Eric Henry (SML).

Tous s'impatientent par ailleurs de l'absence d'engagement chiffré pour la mise en place d'un forfait destiné notamment à l'embauche de secrétaire.

Une question que M. Revel "*ne peut pas trancher à ce stade*", mais pour laquelle MG France a réclamé 500 millions d'euros à François Hollande, dans une lettre pour l'heure restée sans réponse.

Entendant les "*souhaits de rééquilibrage*" des spécialistes, M. Revel promet de faire de "*nouvelles propositions*" pour la prochaine réunion, le 13 juillet.

Mais il continue de rappeler que ses marges de manoeuvre sont très limitées, avec un plan de plus de 3 milliards d'euros d'économies à respecter rien qu'en 2016.

Les négociateurs ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante.

Et il sera "*très en deçà des propositions soumises à signature*", a prévenu M.Revel.

Le Mag'

Négociations médecins/Assurance maladie: plusieurs syndicats claquent la porte

jeudi 7 juillet 2016 10:52

Tags : social sécu budget



"Un gâteau" de 750 millions d'euros mangé par les généralistes, au grand dam des spécialistes. Trois syndicats de médecins libéraux sur cinq ont quitté jeudi les négociations avec l'Assurance maladie, les deux tiers de l'enveloppe sur la table concernant l'augmentation de la consultation à 25 euros chez le généraliste.

A peine une heure après le début de la séance de jeudi, le principal syndicat de la profession, la CSMF, représentant à la fois généralistes et spécialistes, a claqué la porte.

Une mauvaise nouvelle pour la suite, la CSMF étant l'organisation la plus représentative et la plus à même, avec MG France (médecins généralistes), de signer un accord.

"Les propositions de l'Assurance maladie sont inacceptables. Il n'y a quasiment rien pour les spécialités libérales", a déploré son président, Jean-Paul Ortiz.

Il a été rejoint par le SML (généralistes et spécialistes) et a emboité le pas au Bloc (chirurgiens), qui ne s'est tout bonnement pas présenté au rendez-vous. Si des représentants de la FMF (généralistes et spécialistes) sont restés, son président, Jean-Paul Hamon, est parti lui aussi.

En revanche, MG France, principale organisation de médecins généralistes, a décidé de poursuivre les discussions. "On a besoin d'une convention", a plaidé son président, Claude Leicher. Ce texte, discuté depuis fin février, doit régir pour cinq ans les relations entre médecins et sécu et fixer leurs honoraires.

"On essayera jusqu'au bout de trouver un accord", a-t-il ajouté, en reconnaissant que "80% des mesures visent" sa profession et les médecins ne pratiquant pas de dépassements d'honoraires.

Mercredi, l'Assurance maladie a dévoilé une trame chiffrée à environ 750 millions d'euros pour l'ensemble des mesures proposées. "Un niveau d'engagement extrêmement important", a redit son directeur général, Nicolas Revel, à l'issue de la réunion.

Proche du "milliard", selon lui, si l'on tient compte du financement des mutuelles, mais encore loin des 1,2 à 5 milliards réclamés par les syndicats.

Sur ce total, quelque 450 millions doivent financer l'augmentation en deux temps de la consultation de base chez les généralistes à 25 euros, contre 23 actuellement, comme le demandaient tous les syndicats.

Problème, le calendrier proposé, qui prévoit une revalorisation d'un euro en avril 2017, puis une seconde un an plus tard, ne satisfait personne.

Or "le principe du phasage est absolument incontournable au regard de ce que coûte cette mesure", a affirmé M.Revel, précisant que la première augmentation interviendrait "dès l'entrée en vigueur de la convention".

"Cela veut dire qu'il n'y aura pas de convention", a rétorqué Claude Leicher. "25 euros, c'est maintenant".

Alors que cette consultation pourrait enfin s'aligner sur celle des spécialistes, réparant "l'inégalité" dénoncée depuis longtemps par MG France, les spécialistes se sentent lésés.

- "Un signal fort pour les spécialistes" -

"La CSMF n'acceptera pas d'accompagner la disparition de spécialités entières en médecine libérale", a ainsi prévenu Jean-Paul Ortiz, tiraillé en interne entre généralistes et spécialistes.

Pour ces derniers, des revalorisations sont prévues, notamment grâce à la création de consultations "complexes" à 46 euros, et "très complexes" à 60 euros, pour un total de 52 millions d'euros. Pas assez, selon Jean-Paul Ortiz. "La consultation à 60 euros, c'est seulement 10 consultations par an et par spécialiste", soulève-t-il.

"Il faut un signal fort pour les spécialistes", a abondé Eric Henry (SML).

Tous s'impatientent par ailleurs de l'absence d'engagement chiffré pour la mise en place d'un forfait destiné notamment à l'embauche de

Les cookies assurent le bon fonctionnement de nos services. En utilisant ces derniers, vous acceptez l'utilisation des cookies. En savoir plus ×

Une question que M. Revel "ne peut pas trancher à ce stade", mais pour laquelle MG France a réclamé 500 millions d'euros à François Hollande, dans une lettre pour l'heure restée sans réponse.



Entendant les "souhaits de rééquilibrage" des spécialistes, M. Revel promet de faire de "nouvelles propositions" pour la prochaine réunion, le 13 juillet.

Mais il continue de rappeler que ses marges de manoeuvre sont très limitées, avec un plan de plus de 3 milliards d'euros d'économies à



respecter rien qu'en 2016.

Les négociateurs ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante.

Et il sera "très en deçà des propositions soumises à signature", a prévenu M.Revel.

Par Estelle EMONET, Aurélie CARABIN, © 2016 AFP

Dossiers Carte Blanche relatifs


Burn-out, dépression... le travail ce n'est pas toujours la santé
lundi 8 décembre 2014 19:15


3ème plan autisme : vers un dépistage précoce
mardi 7 mai 2013 09:20


Et si c'était une otite sero-muqueuse ?
mardi 7 janvier 2014 19:15


16e Journée nationale de l'audition
mardi 12 mars 2013 11:47


L'estime de soi a une origine culturelle chez les jeunes
mardi 4 mars 2014 19:15

Articles relatifs


Budget Sécu: familles, médicaments et hôpitaux au régime pour réduire le déficit
mercredi 8 octobre 2014 06:36


Le budget de la Sécu voté sans encombre en 1ère lecture à l'Assemblée
mardi 27 octobre 2015 07:53


Le budget de la Sécu et son volet controversé sur l'épargne seront votés mardi
vendredi 25 octobre 2013 20:22


Budget Sécu: un nouveau vote crucial à l'Assemblée dans un contexte tendu
mardi 28 octobre 2014 07:36


Le budget de la Sécu voté à l'Assemblée avec moins de difficultés que prévu
mardi 28 octobre 2014 17:11

Les derniers articles du Mag'


La patronne de la start-up de tests sanguins Theranos interdite d'exercer
vendredi 8 juillet 2016 10:16


Les ondes peuvent avoir un impact sur les fonctions cognitives des enfants
vendredi 8 juillet 2016 09:05


Vincent Lambert sous la tutelle de son épouse? La justice tranche
vendredi 8 juillet 2016 06:14


Fièvre jaune : l'OMS lance une campagne de vaccination en Angola et RD Congo
jeudi 7 juillet 2016 17:44


Chocolats Kinder: substances potentiellement cancérigènes (ONG)
jeudi 7 juillet 2016 17:12


Négociations médecins/Assurance maladie: plusieurs syndicats claquent la porte
jeudi 7 juillet 2016 10:52

Les cookies assurent le bon fonctionnement de nos services. En utilisant ces derniers, vous acceptez l'utilisation des cookies. En savoir plus ×

A plus petit

Suivez-nous sur les réseaux sociaux.

Recherche d'un article















Les cookies assurent le bon fonctionnement de nos services. En utilisant ces derniers, vous acceptez l'utilisation des cookies. En savoir plus ×



Kelly RIBEIRO,
votre conseiller de proximité

Votre conseiller de proximité est l'interlocuteur le plus proche de chez vous. Afin de bénéficier de son savoir-faire et d'une étude sur mesure en assurances santé & prévoyance, il se déplace sur simple demande à votre domicile sans engagement, gratuitement, et sur rendez-vous.

- Demande de rappel

×

Message

Nous nous engageons à vous rappeler le plus vite possible.
Pour être rappellé à un moment précis, merci de l'indiquer dans le message.
Nom :

Mon nom

Prénom :

Mon prénom

Ville / C.P :

00000

59000

Téléphone :

00 00 00 00 00

Message :

Laissez un message

Annuler Valider

© Ma santé facile, 2016. Contact | Plan du site | Respect de la vie privée et Mentions légales

×

Titre de la modale

Fermer

Les cookies assurent le bon fonctionnement de nos services. En utilisant ces derniers, vous acceptez l'utilisation des cookies. En savoir plus ×

PARIS NORMANDIE.fr

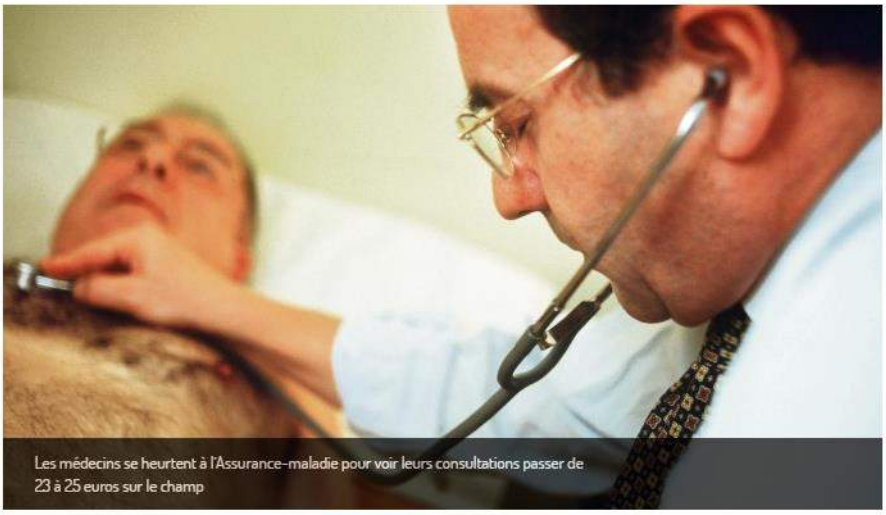
DATE : 7/7/2016

Honoraires des médecins : la négociation avec l'Assurance maladie désertée par trois syndicats

Publié 07/07/2016 à 22H50

Partager Réagir

Santé. « Un gâteau » de 750 millions d'euros mangé par les généralistes, au grand dam des spécialistes. Trois syndicats de médecins libéraux sur cinq ont quitté jeudi les négociations avec l'Assurance maladie.



Les médecins se heurtent à l'Assurance-maladie pour voir leurs consultations passer de 23 à 25 euros sur le champ

À peine une heure après le début de la séance de jeudi, le principal syndicat de la profession, la CSMF, représentant à la fois généralistes et spécialistes, a claqué la porte. Une mauvaise nouvelle pour la suite, la CSMF étant l'organisation la plus représentative et la plus à même, avec MG France (médecins généralistes), de signer un accord.

« Les propositions de l'Assurance-maladie sont inacceptables. Il n'y a quasiment rien pour les spécialités libérales », a déploré son président, Jean-Paul Ortiz. Il a été rejoint par le SML (généralistes et spécialistes) et a emboîté le pas au Bloc (chirurgiens), qui ne s'est tout bonnement pas présenté au rendez-vous. Si des représentants de la FMF (généralistes et spécialistes) sont restés, son président, Jean-Paul Hamon, est parti lui aussi. En revanche, MG France, principale organisation de médecins généralistes, a décidé de poursuivre les discussions. *« On a besoin d'une convention »*, a plaidé son président, Claude Leicher. Ce texte, discuté depuis fin février, doit régir pour cinq ans les relations entre médecins et sécu et fixer leurs honoraires.

Mercredi, l'Assurance-maladie a dévoilé une trame chiffrée à environ 750 millions d'euros pour l'ensemble des mesures proposées. *« Un niveau d'engagement extrêmement important »*, a redit son directeur général, Nicolas Revel, à l'issue de la réunion. Proche du *« milliard »*, selon lui, si l'on tient compte du financement des mutuelles, mais encore loin des 1,2 à 5 milliards réclamés par les syndicats. Sur ce total, quelque 450 millions doivent financer l'augmentation en deux temps de la consultation de base chez les généralistes à 25 euros, contre 23 actuellement, comme le demandaient tous les syndicats.

DE 23 À 25 EUROS

Problème, le calendrier proposé, qui prévoit une revalorisation en deux phases, d'un euro en avril 2017, puis une seconde un an plus tard, ne satisfait personne. Or *« le principe du phasage est absolument incontournable au regard de ce que coûte cette mesure »*, a affirmé Nicolas Revel, précisant que la première augmentation interviendrait *« dès l'entrée en vigueur de la convention »*. *« Cela veut dire qu'il n'y aura pas de convention »*, a rétorqué Claude Leicher. *« 25 euros, c'est maintenant »*. Alors que cette consultation pourrait enfin s'aligner sur celle des spécialistes, réparant *« l'inégalité »* dénoncée depuis longtemps par MG France, les spécialistes se sentent lésés.

« La CSMF n'acceptera pas d'accompagner la disparition de spécialités entières en médecine libérale », a ainsi prévenu Jean-Paul Ortiz, tiraillé en interne entre généralistes et spécialistes.

Pour ces derniers, des revalorisations sont prévues, notamment grâce à la création de consultations *« complexes »* à 46 euros, et *« très complexes »* à 60 euros, pour un total de 52 millions d'euros. Pas assez, selon Jean-Paul Ortiz. *« La consultation à 60 euros, c'est seulement 10 consultations par an et par spécialiste »*, soulève-t-il. Tous s'impatientent par ailleurs de l'absence d'engagement chiffré pour la mise en place d'un forfait destiné notamment à l'embauche de secrétaire. Une question que Nicolas Revel *« ne peut pas trancher à ce stade »*, mais pour laquelle MG France a réclamé 500 millions d'euros à François Hollande, dans une lettre pour l'heure restée sans réponse.

le quotidien de la Vienne Centre Presse

DATE : 8/7/2016

08/07/2016 04:31 | IG | | Imprimer |

PARTAGER

Les médecins en veulent plus

Les négociations entre l'Assurance-maladie et les médecins coincent. Ils ont jusqu'au 26 août pour s'entendre sur le renouvellement de leur convention.

Trois syndicats de médecins sur cinq ont quitté la table des négociations avec l'Assurance-maladie. Ces partenaires qui ont entamé des discussions fin février ont jusqu'au 26 août pour se mettre d'accord sur la nouvelle convention quinquennale qui les lie (lire ci-dessous). Si aucun accord n'est trouvé, un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante.

L'Assurance-maladie propose 750 millions d'euros. Mercredi, l'Assurance-maladie a proposé 750 millions d'euros pour financer la revalorisation des consultations des médecins libéraux, fixées aujourd'hui à 23 € - 24 € à partir d'avril 2017 et 25 € en avril 2018 - mais aussi des mesures comme le passage de la consultation à 30 € des 2 à 6 ans chez un médecin généraliste ou une aide de 50.000 € à destination des médecins s'installant dans les zones fragiles. Pour le directeur général de l'Assurance-maladie, Nicolas Revel, cette enveloppe est même proche du *« milliard »* si l'on tient compte du financement des mutuelles. Mais elle est encore loin des 1,2 à 5 milliards réclamés par les syndicats.

Les spécialistes se sentent lésés. *« Les propositions de l'Assurance-maladie sont inacceptables. Il n'y a quasiment rien pour les spécialités libérales »*, a déploré le président du CSMF Jean-Paul Ortiz, qui a quitté les négociations, tout comme le SML (généralistes et spécialistes) et le Bloc (chirurgiens). Si des représentants de la FMF (généralistes et spécialistes) sont restés, son président Jean-Paul Hamon est parti lui aussi. En revanche, MG France, principale organisation de médecins généralistes, a décidé de poursuivre les discussions. *« On a besoin d'une convention »*, a plaidé son président Claude Leicher.

Des spécialités menacées. Outre le fait que les syndicats de médecins ne veulent pas attendre pour obtenir une revalorisation, la création de consultations *« complexes »* à 46 € et *« très complexes »* à 60 € à destination des spécialistes ne les satisfait pas non plus. Le CSMF a peur que des spécialités entières disparaissent, se fondant dans la médecine libérale. Le directeur général de l'Assurance-maladie a promis de revenir avec de nouvelles propositions pour les spécialistes au prochain tour de négociation, le 13 juillet.

JIM.fr

DATE : 8/7/2016

Publié le 08/07/2016

Négociations conventionnelles : le temps des menaces



Paris, le vendredi 8 juillet 2016 – Sans surprise, la séance de discussions entre les représentants de l'Assurance maladie et ceux des syndicats de médecins libéraux a tourné court hier. Alors que le Bloc ne s'était pas déplacé, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et le Syndicat des médecins libéraux (SML) ont de nouveau claqué la porte. Laissant une présence "technique", le patron de la Fédération des médecins de France (FMF) a également quitté la table.

Revalorisation du C en deux temps non négociable

Le directeur de l'Assurance maladie n'est pas surpris par cette réaction qui fait souvent partie du jeu des négociations. Il affirme par ailleurs que sa proposition n'est pas figée. Néanmoins plusieurs points apparaissent peu négociables et notamment la revalorisation en deux temps du C, qui est considérée comme un véritable affront par tous les syndicats y compris par le plus "docile", MG France. Par ailleurs, la marge financière de l'UNCAM apparaît restreinte : il n'y a pas « *deux enveloppes, une du PLFSS et une autre du chef de l'Etat* » a insisté Nicolas Revel, cité par le Quotidien du médecin. Ce dernier a par ailleurs assumé le fait que la convention favorise les médecins généralistes. Cependant, il assure que des gestes supplémentaires seront prochainement annoncés concernant notamment les actes techniques et signale qu'aucune décision définitive n'a été prise en ce qui concerne le fameux forfait structure.

La menace du règlement arbitral

Tout en voulant se montrer conciliant, Nicolas Revel n'est pas parfaitement avenant avec les syndicats qu'il a invités à « *prendre leur responsabilité* », en rappelant qu'aucune convention n'avait auparavant supposé un tel effort financier. Enfin, il a clairement mis en garde contre un achoppement des discussions en assurant que le règlement arbitral serait bien moins généreux que les propositions faites cette semaine (une technique de négociation que l'on apprend dans toutes les écoles de commerce !). La prochaine rencontre est prévue ce 13 juillet, tandis que trois séances suivront la semaine suivante. Faute d'accord, un dernier round sera organisé après la mi août.

Léa Crébat

LADEPECHE.fr

DATE : 8/7/2016

Publié le 08/07/2016 à 08:28

Trois syndicats de médecins désertent la négociation

Actu Santé - Assurance maladie

Partager Tweeter Partager Commenter



Trois syndicats de médecins désertent la négociation

Trois syndicats de médecins libéraux ont quitté hier les négociations avec l'Assurance maladie.

L'origine de leur indignation ? Les propositions soumises par l'Assurance maladie aux syndicats de médecins, évaluées à 750 millions d'euros en année pleine. Parmi ces propositions, l'augmentation de la consultation à 25 euros chez le généraliste.

L'origine de leur indignation ? Les propositions soumises par l'Assurance maladie aux syndicats de médecins, évaluées à 750 millions d'euros en année pleine. Parmi ces propositions, l'augmentation de la consultation à 25 euros chez le généraliste.

À peine une heure après le début de la séance d'hier, le principal syndicat de la profession, la CSMF, représentant à la fois généralistes et spécialistes, a claqué la porte.

«Les propositions de l'Assurance maladie sont inacceptables», a déploré son président, Jean-Paul Ortiz. Il a été rejoint par le SML (généralistes et spécialistes) et a emboîté le pas au Bloc (chirurgiens), qui ne s'est tout simplement pas présenté au rendez-vous. Si des représentants de la FMF (généralistes et spécialistes) sont restés, son président, Jean-Paul Hamon, est parti lui aussi.

En revanche, MG France, principale organisation de médecins généralistes, a décidé de poursuivre les discussions. «On a besoin d'une convention» a plaidé son président, Claude Leicher.

Ce texte, discuté depuis fin février, doit fixer les honoraires des médecins. Les négociateurs ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personne indépendante.

La Dépêche du Midi

Le Télégramme

DATE : 8/7/2016

Assurance-maladie. Trois syndicats désertent la négociation

Publié le 08 juillet 2016 VOIR LES COMMENTAIRES



Le prix de la consultation chez les généralistes pourrait enfin s'aligner sur celle des spécialistes, réparant « l'inégalité » dénoncée, depuis longtemps, par MG France.

Trois syndicats de médecins libéraux sur cinq ont quitté, hier, les négociations avec l'Assurance- maladie, les deux tiers de l'enveloppe sur la table concernant l'augmentation de la consultation à 25 euros chez le généraliste.

Les négociations mises à mal

À peine une heure après le début de la séance, le principal syndicat de la profession, la CSMF, représentant à la fois généralistes et spécialistes, a claqué la porte. Une mauvaise nouvelle pour la suite, la CSMF étant l'organisation la plus représentative et la plus à même, avec MG France (médecins généralistes), de signer un accord. « Les propositions de l'Assurance-maladie sont inacceptables. Il n'y a quasiment rien pour les spécialités libérales », a déploré son président, Jean-Paul Ortiz. Il a été rejoint par le SML (généralistes et spécialistes) et a emboité le pas au Bloc (chirurgiens), qui ne s'est tout bonnement pas présenté au rendez-vous. Si des représentants de la FMF (généralistes et spécialistes) sont restés, son président, Jean-Paul Hamon, est parti lui aussi.

Une convention nécessaire

En revanche, MG France, principale organisation de médecins généralistes, a décidé de poursuivre les discussions. « On a besoin d'une convention », a plaidé son président, Claude Leicher. Ce texte, discuté depuis fin février, doit régir pour cinq ans les relations entre médecins et Sécu et fixer leurs honoraires. « On essayera jusqu'au bout de trouver un accord », a-t-il ajouté. Problème, le calendrier proposé, qui prévoit une revalorisation en deux phases, d'un euro en avril 2017, puis une seconde

un an plus tard, ne satisfait personne. Or « le principe du phasage est absolument incontournable au regard de ce que coûte cette mesure » (750 millions d'euros), a affirmé Nicolas Revel, directeur général de l'Assurance-maladie. « Cela veut dire qu'il n'y aura pas de convention », a rétorqué Claude Leicher. « 25 euros, c'est maintenant ». Les négociateurs ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante. Et il sera « très en deçà des propositions soumises à signature », a prévenu Nicolas Revel.

Négociation sous tension entre médecins et assurance-maladie

SOCIAL

La prochaine séance de négociation de la future convention médicale, prévue le 13 juillet, sera décisive.



Seul le principal syndicat de généralistes, MG France, a poursuivi les discussions. *Photo Garo/Phanie*

Leïla de Comarmond
@leiladeco

C'est là que la discussion devait véritablement se nouer, le directeur général de la Caisse nationale d'assurance-maladie, Nicolas Revel, ayant transmis la veille un document listant ses propositions pour la future convention médicale. Mais, encore une fois, la réunion de négociation qui s'est déroulée jeudi a tourné au psychodrame.

Le syndicat des chirurgiens, qui avait claqué la porte le 23 juin, n'est pas revenu et deux autres syndicats de médecins libéraux ont fait comme lui : la CSMF – première organisation de médecins – et le SML. Le président de la FMF est aussi sorti, mais en laissant sur place des observateurs. Au final, seul le principal syndicat de généralistes, MG France, a poursuivi les discussions sur la convention qui régira pendant les cinq prochaines années les relations entre les médecins et l'assurance-maladie. Il faut dire que sur les quelque 750 millions d'euros que l'assurance-maladie est prête à mettre au pot, 450 millions iront financer l'augmentation du tarif de la consultation des généralistes. Reste que le syndicat conteste le calendrier proposé, qui renverrait les 25 euros au 1er avril 2018. « *25 euros, c'est maintenant* », sinon « *cela veut dire qu'il n'y aura pas de convention* », a affirmé à la sortie de la réunion Claude Leicher, le président de MG France.

Dernière ligne droite

Quant aux spécialistes, ils s'estiment lésés, car la mesure va absorber les deux tiers du budget que l'assurance-maladie est prête à mettre sur la table. « *La CSMF n'acceptera pas d'accompagner la disparition de spécialités entières en médecine libérale* », a affirmé son président, Jean-Paul Ortiz. « *Il faut un signal fort pour les spécialistes* », a abondé Eric Henry, du SML, tandis que Jean-Paul Hamon, de la FMF, estimait que le directeur général de la CNAM « *n'a pas pris la mesure de l'ampleur de la désertification médicale qui se prépare* ». « *Nous sommes dans la dernière ligne droite, cela conduit forcément à plus de tensions* », a voulu relativiser Nicolas Revel, tout en estimant qu'« *il y a des limites aux postures* ».

Les spécialistes s'estiment lésés, car les deux tiers de l'effort promis iront aux généralistes.

Ces départs ne signifient en tout cas pas l'arrêt des discussions. Syndicats médicaux et assurance-maladie doivent se retrouver le 13 juillet. Tous seront-ils présents ? Le directeur général de la CNAM a promis qu'il « *formulera en réunion pour ceux qui veulent venir des propositions complémentaires* », notamment sur la revalorisation des actes techniques. Un nouveau – et décisif – rendez-vous a déjà été pris pour trois jours de discussion le 19 juillet afin de tenter de trouver un compromis. En l'absence d'accord, une séance de rattrapage pourrait avoir lieu juste avant le 26 août, date à laquelle le dossier sera renvoyé au médiateur Bertrand Fragonard si elle échoue. ■

Novancia se rapproche de l'ESCP Europe

ENSEIGNEMENT

Etudiants et anciens de l'ESCP Europe regrette de ne pas avoir été consultés.

L'assemblée générale de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris-Ile-de-France (CCIR) a adopté jeudi à l'unanimité le transfert du bachelor de l'école de commerce Novancia vers l'ESCP Europe, une des plus prestigieuses écoles de management au monde. Jusqu'ici, le campus parisien de l'ESCP Europe ne disposait pas de bachelor, diplôme de niveau bac + 3 très prisé à l'international. Quant aux autres cursus de Novancia, ils seront répartis dans les autres écoles gérées par la CCIR, ce qui entraînera à terme la disparition de l'école de commerce.

« *Nous avons une excellente école, l'ESCP Europe, et un excellent bachelor à Novancia, alors pourquoi ne pas les mettre ensemble ? C'est une réflexion très rationnelle* », a justifié Jean-Paul Vermès, président de la CCIR. Si la chambre doit faire face à une forte baisse des crédits alloués par l'Etat, son président le martèle : « *Ce n'est absolument pas une histoire financière.* » Beaucoup de détails restent à régler, dont la répartition des 150 salariés de Novancia à l'ESCP Europe ou dans d'autres services de la CCIR. Mais l'ESCP est sûre de récupérer les locaux de Novancia, situés à Montparnasse.

Face à cette décision, étudiants et anciens élèves de l'ESCP Europe ont fait part de leur mécontentement. S'ils n'ont rien contre l'idée d'accueillir un bachelor, ils déplorent de ne pas avoir été consultés sur les modalités.

Les transferts de cursus entraîneront à terme la disparition de Novancia.

Arnaud Nourry, PDG d'Hachette Livre et président de l'association des anciens élèves d'ESCP Europe, s'insurge de ne pas avoir pu consulter le dossier, dénonçant « *une opacité qui ne laisse pas augurer une bonne coopération* ». De son côté, Jean-Paul Vermès tente l'apaisement : « *Nous avons le même objectif, faire grandir l'école* », tout en rappelant qu'il n'a « *de comptes à rendre qu'à l'Etat* ».

De leur coté, des étudiants d'ESPC Europe, dont la pétition dénonçant l'absence de concertation a recueilli 1.936 signatures, ont indiqué qu'ils allaient « *se mobiliser dans les jours à venir* ». — **A. Ro.**

L'image de Paris s'améliore

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN.fr

DATE : 8/7/2016

Négos : le SML est pessimiste sur la signature d'une convention mais « négociera jusqu'au bout »

Marie Foult | 11.07.2016

Inscrivez-vous gratuitement

- A +



Crédit Photo : S. TOUBON

Le Syndicat des médecins libéraux (SML) a tenu ce week-end son assemblée générale, après une réunion de négociation conventionnelle houleuse, jeudi dernier. Le syndicat avait quitté la séance, estimant que les propositions de Nicolas Revel demeuraient insuffisantes.

Le président du SML, le Dr Éric Henry, explique au « Quotidien » qu'il reviendra à la CNAM. « J'ai rencontré personnellement le directeur, Nicolas Revel, en fin de semaine, qui m'a...

Pour lire la suite, inscrivez-vous **gratuitement**

l'express L'ENTREPRISE

DATE : 12/07/2016

Le principal syndicat de médecins libéraux absent mercredi de la réunion avec l' Assurance maladie

Entreprise / Par AFP , publié le 12/07/2016 à 15:58 , mis à jour à 15:58

Paris, 12 juil 2016 - Après avoir claqué la porte de la précédente séance de négociation avec l'Assurance maladie, le principal syndicat de médecins libéraux, la CSMF, a décidé de ne pas participer non plus à celle de mercredi, estimant que "rien de concret" n'avait été proposé pour la future convention.

"*Nous n'avons rien de concret. Il n'y a pas de propositions par rapport à un certain nombre de points durs*" comme l'alignement "*dès maintenant*" de la consultation de base du généraliste au niveau de celle du spécialiste à 25 euros (contre 23 actuellement), a expliqué mardi à l'AFP le président du premier syndicat de la profession (généralistes et spécialistes), Jean-Paul Ortiz.

Jeudi dernier, la CSMF, la plus à même avec MG France (premier syndicat des généralistes) de signer un accord, avait rapidement quitté la table de négociations, jugeant les propositions de l'Assurance maladie "*inacceptables*". Elle avait été rejointe par le SML (généralistes et spécialistes), alors que le Bloc (chirurgiens) avait boycotté la réunion.

Le directeur général de la Cnamts, Nicolas Revel, leur avait présenté le budget global de ses propositions estimé à environ 750 millions d'euros dont près des deux tiers consacrés à la revalorisation à 25 euros de la consultation chez les généralistes d'ici à 2018.

M. Revel avait prévenu à l'issue de la séance qu'il ferait des "*propositions complémentaires*" ce mercredi.

"*Nous ne viendrons pas, nous n'avons pour l'instant rien de précis. Nous n'allons pas perdre notre temps*", a déclaré Philippe Cuq, coprésident du Bloc.

Le SML a en revanche indiqué qu'il reviendra à la table des négociations, même si la convention telle qu'elle a été présentée la semaine dernière ne lui "*convient en rien parce qu'elle donne tout au médecin traitant*", a précisé son président Eric Henry.

S'il juge la négociation "*mal partie*", il souhaite continuer les discussions avec l'Assurance maladie.

MG France avait quant à lui expliqué jeudi qu'il poursuivrait les discussions pour "*essayer jusqu'au bout de trouver un accord*". Des représentants de la FMF seront également présents.

La dernière ligne droite des négociations, ouvertes en février avec cinq syndicats, est attendue la semaine prochaine avec trois réunions programmées le 19, 20 et 21 juillet.

Les négociateurs ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante.

DATE : 07/07/2016

Négociations Assurance maladie : le principal syndicat claque la porte

10h55, le 07 juillet 2016, modifié à 11h33, le 07 juillet 2016



© FRED DUFOUR / AFP

44 partages

Pour expliquer son claquage de porte, la CSMF a estimé qu'il n'y avait "quasiment rien pour les spécialités libérales".

Le principal syndicat de médecins libéraux, la CSMF, a décidé jeudi de quitter les négociations en cours avec l'Assurance maladie, rejoint par le SML, jugeant "inacceptables" les propositions mises sur la table pour la revalorisation des tarifs.

"Rien pour les libéraux". "Nous avons décidé de quitter la table des négos", a déclaré le président de la CSMF (généralistes et spécialistes), Jean-Paul Ortiz. "Il n'y a quasiment rien pour les spécialités libérales", a-t-il déploré, alors que l'essentiel du budget envisagé par la Sécu vise les généralistes.

MG France reste. En revanche, MG France, principal syndicat de médecins généralistes, a décidé de poursuivre les discussions. "On a besoin d'une convention, on essaiera jusqu'au bout de trouver un accord", a plaidé le président de MG France, Claude Leicher, en reconnaissant que "80% des mesures visent" sa profession. Le Bloc, qui représente les chirurgiens, avait boycotté la séance de jeudi. La FMF a pour sa part laissé "une délégation technique" assister à la séance même si son président, Jean-Paul Hamon, a

décidé de partir, dénonçant "une provocation" de l'Assurance maladie.

750 millions d'euros sur la table. Les cinq syndicats négocient depuis fin février avec l'Assurance maladie pour une nouvelle convention quinquennale, texte qui fixe les honoraires des médecins et régit leurs relations avec la Sécu. Mercredi, l'Assurance maladie a mis sur la table une enveloppe d'environ 750 millions d'euros, dont près des deux tiers concernent l'augmentation, d'ici à 2018, de la consultation de base chez les généralistes à 25 euros, contre 23 actuellement. Ils ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord.

SUR LE MÊME SUJET :

Négociations tarifaires: l'Assurance maladie propose près de 750 millions d'euros par an aux médecins

Par **Rédaction Europe1.fr** avec AFP

Bure: évacuation des militants opposés au site de stockage de déchets radioactifs

Jeudi, 07 juillet 2016

Plusieurs dizaines d'opposants ont été évacués jeudi matin d'un bois situé près du site de Bure (Meuse) où un site souterrain de stockage des déchets radioactifs doit voir le jour.Le projet, baptisé Cigéo, se situe à la frontière entre la Meuse et la Haute-Marne. Il vise à stocker […]









Assurance maladie: pourquoi les médecins claquent la porte des négociations

13:20 07 juillet 2016 Source: Challenges



Plusieurs syndicats de médecins libéraux ont décidé jeudi de quitter les négociations en cours avec l'Assurance maladie, jugeant "inacceptables" les propositions pour la revalorisation des tarifs.

"Nous avons décidé de quitter la table des négos", a déclaré le président de la CSMF (généralistes et spécialistes), Jean-Paul Ortiz. "Il n'y a quasiment rien pour les spécialités libérales", a-t-il déploré, alors que l'essentiel du budget envisagé par la Sécu vise les généralistes. Il a été suivi par le SML. Plusieurs syndicats de médecins libéraux, dont le principal, la CSMF, ont ainsi décidé jeudi 7 juillet de quitter les négociations en cours avec l'Assurance maladie, jugeant "inacceptables" les propositions mises sur la table pour la revalorisation des tarifs.

L'assurance accélère sa croissance dans le monde

Le chiffre d'affaires mondial des assureurs augmente plus vite que le PIB, en raison d'un développement rapide dans les pays émergents, estime Swiss Re 20% de croissance pour l'assurance vie en Chine

ACTUALITÉS À LA UNE



Un tour de magie en direct tourne à la catastrophe à la télévision polonaise (VIDEO)



Avec Vertuo, Nespresso allonge son café



Vanessa Paradis au secours de Johnny Depp



Faits divers - Smail et Nacera, en quête de réparation

En revanche, MG France, principale organisation de médecins généralistes, a décidé de poursuivre les discussions. "On a besoin d'une convention, on essaiera jusqu'au bout de trouver un accord", a plaidé le président de MG France, Claude Leicher, en reconnaissant que "80% des mesures visent" sa profession. Le Bloc, qui représente les chirurgiens, avait boycotté la séance de jeudi.

Nouvelle convention quinquennale en négociation

La FMF a pour sa part laissé "une délégation technique" assister à la séance même si son président, Jean-Paul Hamon, a décidé de partir, dénonçant "une provocation" de l'Assurance maladie.

Les cinq syndicats négocient depuis fin février avec l'Assurance maladie pour une nouvelle convention quinquennale, texte qui fixe les honoraires des médecins et régit leurs relations avec la Sécu. Mercredi, l'Assurance maladie a mis sur la table une enveloppe d'environ 750 millions d'euros, dont près des deux tiers concernent l'augmentation, d'ici à 2018, de la consultation de base chez les généralistes à 25 euros, contre 23 actuellement, pour l'aligner sur celle des spécialistes.

Ils ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante.

(avec AFP)

Echec de la négociation sur l'assurance-chômage : « Un moindre mal ! »



Se retourner une fois de plus vers l'Etat pour faire aboutir la réforme du régime d'assurance-chômage est un véritable échec. La démocratie sociale en ressort affaiblie, explique un collectif d'acteurs du social et de l'emploi.Les partenaires sociaux ont constaté, le 16juin, leur désaccord et ont renvoyé à l'Etat le soin de décider de l'orientation à

— Partager dans le Soc. Réseaux

+ d'infos + d'infos

VOIR AUSSI:



Echec de la négociation sur l'assurance-chômage : « Un moindre mal ! »



L'assurance accélère sa croissance dans le monde



Contrôle renforcé, prescription améliorée: les pistes de l'Assurance maladie pour faire des économies



Les médecins américains copieusement "arrosés" par l'"industrie pharmaceutique

+ d'infos + d'infos + d'infos + d'infos

ACTUALITÉS À LA UNE



L'UFC-Que choisir attaque des fabricants de crèmes solaires pour enfants



Terrorisme: un jihadiste français placé sur la liste noire de l'ONU arrêté



Laeticia Hallyday : elle pose seins nus en couverture du magazine Lui



La femme de Michel Rocard se confie à Match

LES DERNIÈRES NOUVELLES

- Le secrétaire d'État au Budget s'en prend encore à Emmanuel Macron
- Faits divers - La fille de Liliane Bettencourt mise en examen
- Vers la fin des kiosques hausmanniens chers aux Parisiens?

Négociations sur la visite chez le médecin : le principal syndicat claque la porte

par **Rédaction de France Info** jeudi 7 juillet 2016 10:59

J'aime Partager 10 Tweeter G+1 0 Share 1



L'Assurance maladie propose d'augmenter la consultation de 23 à 25 euros chez le généraliste d'ici 2018 © MaxPPP

La CSMF, principal syndicat de médecins libéraux, a claqué la porte des discussions ce jeudi jugeant les propositions de l'Assurance maladie "inacceptables". Elles portent notamment sur le tarif de la consultation médicale.

Médecins et Assurance maladie ont lancé en février dernier des négociations en vue d'une nouvelle convention fixant les règles de leurs relations. Le ton est monté ce jeudi entre le principal syndicat de médecins libéraux, la CSMF, et la Sécurité sociale. Le bât blesse sur la revalorisation d'une visite chez un généraliste, actuellement à 23 euros.

Un calendrier et un montant critiqués

L'Assurance maladie propose d'augmenter la consultation des médecins généralistes de 23 à 25 euros, en deux étapes, avec un euro de plus en 2017 et la seconde hausse en 2018. Un accord avec les syndicats doit nécessairement être signé avant le 26 août, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personne indépendante. Mais la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) n'a apprécié ni le montant, ni le calendrier proposés pour la revalorisation. Le syndicat a claqué la porte des négociations ce jeudi. *"Nous sommes très loin de pouvoir arriver à une signature conventionnelle parce que aujourd'hui le texte est inacceptable"*, a déclaré Jean-Paul Ortiz, président de la CSMF sur France Info, rappelant que "la valeur de la consultation du généraliste est bloquée depuis le 1er janvier 2011"

> *"On repousse une maigre augmentation à avril 2018, rien sur les spécialistes en particulier les spécialités cliniques : pédiatrie, endocrinologie, qui sont aujourd'hui en train de disparaître de la médecine libérale française !"*

L'Assurance maladie doit faire trois millions d'euros d'économies. *"Le gouvernement n'a toujours pas compris la crise que connaît aujourd'hui la médecine libérale", a ajouté le syndicaliste. "Les jeunes médecins s'installent tard, à presque 40 ans, vous trouvez ça normal ? Que la médecine libérale attire si peu les jeunes générations ?". "Il faut que nous arrivions à avoir une convention novatrice"*, a conclu le président de la CSMF.
Déjà début juin, le Syndicat des médecins libéraux (SML) avait protesté contre les projets de la Sécurité sociale. Ce jeudi, il a suivi la décision du CSMF, de quitter la table des négociations.

FranceSoir

DATE : 07/07/2016

ASSURANCE MALADIE: LES MÉDECINS LIBÉRAUX CLAQUENT LA PORTE DES NÉGOCIATIONS

Publié le : Jeudi 07 Juillet 2016 - 12:27
Dernière mise à jour : Jeudi 07 Juillet 2016 - 12:31

Jugeant "inacceptables" les propositions de l'Assurance maladie, et dénonçant une enveloppe consacrée trop largement à leur goût à la médecine générale, les syndicats de médecins libéraux ont quitté les négociations en cours, ce jeudi.



Nous avons décidé de quitter la table des négos", a déclaré le président de la CSMF (généralistes et spécialistes), Jean-Paul rtiz.
Kaiser/Caro Fotos/Sipa

A+ A-

Plusieurs syndicats de médecins libéraux, dont le principal, la CSMF, ont décidé ce jeudi 7 de quitter les négociations en cours avec l'Assurance maladie, jugeant "*inacceptables*" les propositions mises sur la table pour la revalorisation des tarifs.

"*Nous avons décidé de quitter la table des négos*", a déclaré le président de la CSMF (généralistes et spécialistes), Jean-Paul Ortiz. "*Il n'y a quasiment rien pour les spécialités libérales*", a-t-il déploré, alors que l'essentiel du budget envisagé par la Sécu vise les généralistes. Il a été suivi par le SML.

En revanche, MG France, principale organisation de médecins généralistes, a décidé de poursuivre les discussions. "*On a besoin d'une convention, on essaiera jusqu'au bout de trouver un accord*", a plaidé le président de MG France, Claude Leicher, en reconnaissant que "*80% des mesures visent*" sa profession.

Le Bloc, qui représente les chirurgiens, avait boycotté la séance de ce jeudi. La FMF a pour sa part laissé "*une délégation technique*" assister à la séance même si son président, Jean-Paul Hamon, a décidé de partir, dénonçant "*une provocation*" de l'Assurance maladie.

es cinq syndicats négocient depuis fin février avec l'Assurance maladie pour une nouvelle convention quinquennale, texte qui fixe les honoraires des médecins et régit leurs relations avec la Sécu.

ercredi 6, l'Assurance maladie a mis sur la table une enveloppe d'environ 750 millions d'euros, dont près des deux ers concernent l'augmentation, d'ici à 2018, de la consultation de base chez les généralistes à 25 euros, contre 23 ctuellement, pour l'aligner sur celle des spécialistes.

Ils ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante.

Auteur : La rédaction de FranceSoir.fr avec AFP

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous permettre de partager du contenu via les boutons de partage de réseaux sociaux, pour vous proposer des publicités ciblées adaptées à vos centres d'intérêts et pour nous permettre de mesurer l'audience. **Pour en savoir plus et paramétrer les cookies**

Confidentialité

Trois syndicats de médecins quittent les négociations

Trois syndicats de médecins libéraux sur cinq ont quitté, ce jeudi 7 juillet, la table des négociations autour de la nouvelle convention avec l'Assurance maladie, les deux tiers du budget alloué au financement des propositions étant destinés à l'augmentation de la consultation à 25 euros pour les généralistes.



La rédaction d'Allodocteurs.fr

Mis à jour le 07/07/2016 | 17:36,
publié le 07/07/2016 | 17:36

A peine une heure après le début de la séance de négociation entre l'Assurance maladie et les médecins, ce jeudi 7 juillet 2016, la Confédération des syndicat médicaux français (CSMF), représentant à la fois généralistes et spécialistes, claque la porte.

En cause, une trop grande partie du budget alloué aux seuls généralistes. Il faudrait, en effet, 450.000 millions sur les 750.000 millions proposés par l'Assurance maladie pour financer la hausse de la consultation des généralistes à 25 euros.

Des spécialistes lésés

"Les propositions de l'Assurance maladie sont inacceptables, il n'y a quasiment rien pour les spécialités", a déploré Jean-Paul Ortiz président de la CMSF. De fait, les spécialistes se sentent lésés. "La CMSF n'acceptera pas d'accompagner la disparition de spécialités entières en médecine libérale".

La désertion de cette organisation, la plus représentative et la plus susceptible -avec MG France (médecins généralistes)- de signer un accord n'augure pas une suite facile des négociations. D'autant que, le syndicat des médecins généralistes et spécialistes (SML) lui a emboîté le pas.

Le Bloc syndicat des chirurgiens, lui ne s'est même pas présenté au rendez-vous. Quant au FMF, syndicat représentant de généralistes et spécialistes, son président Jean-Paul Hamon a lui aussi claqué la porte. Certains représentants sont cependant restés pour discuter.

Des généralistes déçus
Les médecins généralistes qui demandaient depuis longtemps la revalorisation du prix de leur consultation pour réparer une inégalité entre généralistes et spécialistes ne sont pas satisfaits non plus.

En effet, si l'Assurance maladie accepte de revaloriser la consultation à 25 euros, cette augmentation s'étalera sur deux ans avec une hausse de 1 euro en avril 2017 et une autre un an après. "Une provocation", s'est indigné Jean-Paul Hamon. Pour Claude Leicher, président de MG France : "25 euros c'est aujourd'hui".

Vers une convention uniquement pour les généralistes ?
Finalement, personne n'est convaincu. Tous les syndicats s'étonnent par ailleurs de l'absence d'engagement chiffré pour la mise en place d'un forfait destiné notamment à l'embauche de secrétaires médicales, qui constituait une revendication forte de leur part.

"Nous travaillons d'abord à partir des enveloppes existantes et nous verrons s'il est possible d'y consacrer des moyens supplémentaires, dans la limite de l'équilibre global de la négociation", avait prévenu la veille Nicolas Revel.

Seule MG France, principale organisation de médecins généralistes, a décidé de poursuivre les négociations. "On a besoin d'une convention", a plaidé Claude Leicher. "On essaiera de trouver un accord jusqu'au bout".

Il reconnaît que 80 % des mesures visent "sa profession" et les médecins ne pratiquant pas de dépassement d'honoraires. Il évoque même la possibilité de signer une convention uniquement pour les médecins généralistes, comme solution de dernier recours.

FRANCETV INFO VOUS RECOMMANDE

Les médecins généralistes veulent la consultation à 25 euros

Généralistes : la consultation à 25 euros effective en 2018 ?

Généralistes : la consultation à 25 euros effective en 2018 ?

Le dossier médical partagé devrait enfin voir le jour

Accès aux soins : une carte de France de la "fracture sanitaire"

SUJETS ASSOCIÉS

Patient - **Droits et démarches** - **Santé**

LE FIGARO.fr économie

DATE : 7/7/2016

Assurance maladie : le principal syndicat claque la porte

Par Lefigaro.fr avec AFP | Mis à jour le 07/07/2016 à 11:28 / Publié le 07/07/2016 à 11:00

LE FIGARO PREMIUM
1 mois d'essai offert

4 commentaires

Le principal syndicat de médecins libéraux, la CSMF, a décidé aujourd'hui de quitter les négociations en cours avec l'Assurance maladie, rejoint par le SML, jugeant "inacceptables" les propositions mises sur la table pour la revalorisation des tarifs.

"Nous avons décidé de quitter la table des négos", a déclaré le président de la CSMF (généralistes et spécialistes), Jean-Paul Ortiz. "Il n'y a quasiment rien pour les spécialités libérales", a-t-il déploré, alors que l'essentiel du budget envisagé par la Sécu vise les généralistes. En revanche, MG France, principal syndicat de médecins généralistes, a décidé de poursuivre les discussions.

Plusieurs syndicats de médecins quittent les négociations avec l'Assurance-maladie

Mis à jour le 07/07/2016 à 15:33



Les médecins souhaitent une augmentation rapide du tarif de la consultation. *Crédits photo : Jean-Christophe MARMARA/Le Figaro*

Jugeant «inacceptable» le calendrier d'augmentation de leurs tarifs proposé par l'Assurance-maladie, la CSMF majoritaire et le SML ont claqué la porte. Seul MG France poursuit les discussions. Le patron de l'Assurance-maladie, quant à lui, juge «incontournable» une revalorisation en deux temps.

Les propositions de l'Assurance-maladie (http://plus.lefigaro.fr/tag/assurance-maladie) n'ont pas eu les effets escomptés. Alors que cette dernière proposait de revaloriser la consultation des généralistes à 25 euros (http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2016/05/31/20002-20160531ARTFIG00372-medecins-la-secu-propose-d-augmenter-le-tarif-a-25-euros.php), avec une première hausse en avril 2017 puis une autre l'année suivante, les syndicats de médecins (http://plus.lefigaro.fr/tag/medecins) libéraux ont jugé le calendrier «inacceptable» (http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2016/07/06/20002-20160706ARTFIG00323-medecins-la-consultation-a-25euros-confirmee.php). Conséquence: plusieurs d'entre eux, dont le principal, la CSMF, ont décidé jeudi de quitter les négociations en cours.

» LIRE AUSSI: les médecins entament une dure négociation avec la Sécu (http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2016/02/23/20002-20160223ARTFIG00367-les-medecins-entament-une-dure-negociation-avec-la-secu.php)

«Nous avons décidé de quitter la table des négos», a déclaré le président de la CSMF (généralistes et spécialistes), Jean-Paul Ortiz. «Il n'y a quasiment rien pour les spécialités libérales», a-t-il déploré, alors que l'essentiel du budget envisagé par la Sécu vise les généralistes. Il a été suivi par le SML. Le Bloc, qui représente les chirurgiens, avait boycotté la séance de jeudi. La FMF a pour sa part laissé «une délégation technique» assister à la séance même si son président, Jean-Paul Hamon, a décidé de partir, dénonçant «une provocation» de l'Assurance maladie.

» LIRE AUSSI: Nicolas Revel, patron de l'Assurance-maladie: «Nous parlerons de tout, mais il faudra faire des choix» (http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2016/02/23/20002-20160223ARTFIG00371-nicolas-revel-nous-parlerons-de-tout-mais-il-faudra-faire-des-choix.php)

En revanche, MG France, principale organisation de médecins généralistes, a décidé de poursuivre les discussions. «On a besoin d'une convention, on essayera jusqu'au bout de trouver un accord», a plaidé le président de MG France, Claude Leicher, en reconnaissant que «80% des mesures visent» sa profession. Mais il faudra davantage de soutien à l'Assurance maladie pour que les négociations aboutissent.

De son côté, le patron de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, a prévenu que la revalorisation de la consultation des généralistes à 25 euros en deux temps était «incontournable». «Le principe du phasage est absolument incontournable au regard de ce que coûte cette mesure», a-t-il estimé. «Deux euros d'un coup ça ne laisserait plus beaucoup d'espace pour faire quoi que ce soit d'autre en 2017.» Il a toutefois promis de nouvelles propositions lors de la prochaine séance de négociation avec les syndicats de médecins.

Les deux parties ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante.

lefigaro.fr

AFP agence

le généraliste.fr

CSMF, SML et FMF claquent la porte de l'Assurance maladie

07.07.2016



GARO/PHANIE

Qu'ils aient quitté les négociations ou qu'ils soient restés autour de la table, tous les syndicats sont d'accord sur un point : les propositions chiffrées de l'Assurance maladie ne sont pas acceptables. Consacrant une enveloppe de 743,3 millions d'euros à la prochaine convention, la cnamts prévoit d'en affecter près des deux tiers au passage – progressif — du C à 25 euros. Elle entrevoit également une hiérarchie des consultations, rémunérées, selon leur niveau, 25, 30, 46...

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services ou des offres adaptés à vos centres d'intérêts | Poursuivre - En savoir plus

- Masquer

Le Point Économie

DATE : 7/7/2016

Honoraires des médecins : trois syndicats refusent la négociation avec l'Assurance maladie

Les syndicats de médecins spécialistes libéraux se sentent oubliés par le projet de réforme de l'Assurance maladie et demandent un rééquilibrage.

SOURCE AFP

Publié le 07/07/2016 à 16:14 | Le Point.fr



ABONNEZ-VOUS À PARTIR DE 1€

« Un gâteau » de 750 millions d'euros mangé par les généralistes, au grand dam des spécialistes. Trois syndicats de médecins libéraux sur cinq ont quitté jeudi les négociations avec l'Assurance maladie, les deux tiers de l'enveloppe sur la table concernant l'augmentation de la consultation à 25 euros chez le généraliste.

À peine une heure après le début de la séance de jeudi, le principal syndicat de la profession, la CSMF, représentant à la fois généralistes et spécialistes, a claqué la porte. Une mauvaise nouvelle pour la suite, la CSMF étant l'organisation la plus représentative et la plus à même, avec MG France (médecins généralistes), de signer un accord. « Les propositions de l'Assurance maladie sont inacceptables. Il n'y a quasiment rien pour les spécialités libérales », a déploré son président, Jean-Paul Ortiz.

Il a été rejoint par le SML (généralistes et spécialistes) et a emboîté le pas au Bloc (chirurgiens), qui ne s'est tout bonnement pas présenté au rendez-vous. Si des représentants de la FMF (généralistes et spécialistes) sont restés, son président, Jean-Paul Hamon, est parti lui aussi.

Le calendrier de la discorde

En revanche, MG France, principale organisation de médecins généralistes, a décidé de poursuivre les discussions. « On a besoin d'une convention », a plaidé son président, Claude Leicher. Ce texte, discuté depuis fin février, doit régir pour cinq ans les relations entre médecins et sécu et fixer leurs honoraires. « On essayera jusqu'au bout de trouver un accord », a-t-il ajouté, en reconnaissant que « 80 % des mesures visent » sa profession et les médecins ne pratiquant pas de dépassements d'honoraires.

Mercredi, l'Assurance maladie a dévoilé une trame chiffrée à environ 750 millions d'euros pour l'ensemble des mesures proposées. « Un niveau d'engagement extrêmement important », a redit son directeur général, Nicolas Revel, à l'issue de la réunion. Proche du « milliard », selon lui, si l'on tient compte du financement des mutuelles, mais encore loin des 1,2 à 5 milliards réclamés par les syndicats. Sur ce total, quelque 450 millions doivent financer l'augmentation en deux temps de la consultation de base chez les généralistes à 25 euros, contre 23 actuellement, comme le demandaient tous les syndicats.

Problème, le calendrier proposé, qui prévoit une revalorisation en deux phases, d'un euro en avril 2017, puis une seconde un an plus tard, ne satisfait personne. Or « le principe du phasage est absolument incontournable au regard de ce que coûte cette mesure », a affirmé Nicolas Revel, précisant que la première augmentation interviendrait « dès l'entrée en vigueur de la convention ».

« Cela veut dire qu'il n'y aura pas de convention », a rétorqué Claude Leicher. « Vingt-cinq euros, c'est maintenant. » Alors que cette consultation pourrait enfin s'aligner sur celle des spécialistes, réparant « l'inégalité » dénoncée depuis longtemps par MG France, les spécialistes se sentent lésés.

Des marges de manœuvre limitées

« La CSMF n'acceptera pas d'accompagner la disparition de spécialités entières en médecine libérale », a ainsi prévenu Jean-Paul Ortiz, tiraillé en interne entre généralistes et spécialistes. Pour ces derniers, des revalorisations sont prévues, notamment grâce à la création de consultations « complexes » à 46 euros, et « très complexes » à 60 euros, pour un total de 52 millions d'euros. Pas assez, selon Jean-Paul Ortiz. « La consultation à 60 euros, c'est seulement 10 consultations par an et par spécialiste », soulève-t-il. « Il faut un signal fort pour les spécialistes », a abondé Éric Henry (SML).

Tous s'impatientent par ailleurs de l'absence d'engagement chiffré pour la mise en place d'un forfait destiné notamment à l'embauche de secrétaire. Une question que Nicolas Revel « ne peut pas trancher à ce stade », mais pour laquelle MG France a réclamé 500 millions d'euros à François Hollande, dans une lettre pour l'heure restée sans réponse.

Entendant les « souhaits de rééquilibrage » des spécialistes, Nicolas Revel promet de faire de « nouvelles propositions » pour la prochaine réunion, le 13 juillet. Mais il continue de rappeler que ses marges de manœuvre sont très limitées, avec un plan de plus de 3 milliards d'euros d'économies à respecter rien qu'en 2016.

Les négociateurs ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante. Et il sera « très en deçà des propositions soumises à signature », a prévenu Nicolas Revel.

Le SML quitte une 3ème fois négociations et demande des avancées

Total de retombées : 11

Les belles retombées

Médecins : la négociation dans la dernière ligne droite

LEILA DE COMARMOND | Le 13/07 à 00:00

L'Assurance-maladie a étoffé ses propositions pour la future convention, un rendez-vous crucial avec les syndicats médicaux qui aura lieu la semaine prochaine.

Quatre mois après le début des discussions sur la nouvelle convention médicale, la négociation a enfin vraiment démarré entre l'Assurance-maladie et les syndicats de médecins. Le 7 juillet, après une succession de nombreuses réunions thématiques, le directeur général de la CNAM, Nicolas Revel, avait transmis un document synthétisant ses premières propositions aux représentants des médecins libéraux. Il a remis une nouvelle version sur table mercredi, où il ajoute quelque 86 millions d'euros à l'enveloppe de 743 millions déjà promise sur trois ans.

Les trois quarts de cet effort supplémentaire bénéficieront aux spécialistes, avec une hausse du tarif de certaines majorations de consultations (pour coordination, rendez-vous en urgence…). Ceux-là même qui s'estiment les parents pauvres de la future convention, car l'augmentation de la consultation des généralistes de 23 à 25 euros

LesEchos.fr

Assurance maladie : 86 millions d'euros sur la table

Mercredi 13/07/2016 à 14H02



L'Assurance-maladie a mis mercredi près de 86 millions d'euros supplémentaires sur la table des négociations tarifaires avec les syndicats de médecins libéraux, portant à au moins 829 millions d'euros l'enveloppe globale. *"Le total en remboursable (Assurance maladie + mutuelles NDLR) atteindrait le milliard d'euros. Nous n'y étions pas la semaine dernière, nous y sommes"*, a déclaré à l'issue de la séance Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

L'Assurance-maladie a présenté mercredi, comme promis, de nouvelles propositions aux syndicats, évaluées à 857 millions d'euros et portant l'enveloppe globale à environ 829 millions d'euros pour l'Assurance maladie.

Avec la participation des mutuelles, le budget dépasse très légèrement le milliard d'euros. "Les propositions sont de nature à ce que tous les syndicats participent aux travaux de la semaine prochaine", a estimé M. Revel, à propos de trois séances programmées le 19, 20 et 21 juillet, présentées comme la dernière ligne droite de la négociation débutée en février. "C'est une semaine très importante", a estimé Nicolas Revel. "Ça bouge. Tout mouvement est positif", a réagi de son côté Eric Henry, président du SML (spécialistes), en quittant en cours de séance les discussions.

Deux autres des cinq syndicats représentatifs n'avaient pas fait le déplacement. Parmi les propositions figure notamment la revalorisation des "consultations complexes". Ces dernières seraient portées à 48 euros, contre 46 euros proposés la semaine dernière. En outre, la majoration de coordination accordée par les spécialistes et généralistes passerait de 5,5 à 6 euros. L'aide à l'installation dans des zones sous-dotées de 50 000 euros, destinée aux jeunes médecins exerçant en groupe serait étendue également à ceux s'installant seuls.

Enfin, la prise en charge de patients atteints d'un handicap mental lourd et sévère devrait également être revalorisée. Il y a une semaine l'Assurance maladie avait présenté aux cinq syndicats représentatifs le budget global de ses propositions estimé à près de 750 millions d'euros dont près des deux tiers consacrés à la revalorisation à 25 euros de la consultation chez les généralistes d'ici à 2018. Une augmentation prévue en deux temps : un euro au 1er avril 2017, puis un euro l'année suivante, à laquelle s'oppose MG France, principal syndicat des généralistes, qui exige une revalorisation immédiate en une seule fois.

La Provence.com

L'augmentation de la consultation à 25 euros

Sur l'augmentation de la consultation généraliste à 25 euros, proposée pour 2018, **« si le calendrier ne bouge pas, il n'y aura pas de convention. Nous ne signerons pas une augmentation en deux fois »**, a redit à son arrivée au siège de la Cnamts, le président du premier syndicat des généralistes, MG France, Claude Leicher. Des représentants de la FMF étaient également présents.

En revanche, le président du SML, qui avait quitté la table des discussions la semaine dernière, est revenu brièvement pour **« voir les nouvelles propositions »** promises par le directeur général de la Cnamts, Nicolas Revel, avant de quitter la séance.

750 millions de budget pour l'Assurance maladie

Il y a une semaine l'Assurance maladie avait présenté aux cinq syndicats représentatifs le budget global de ses propositions estimé à environ 750 millions d'euros dont près des deux tiers consacrés à la revalorisation à 25 euros de la consultation chez les généralistes d'ici à 2018. Une augmentation prévue en deux temps : 1 euro au 1er avril 2017, puis 1 euro l'année suivante.

Boycott des séances par deux syndicats

La CSMF, premier syndicat de la profession (généralistes et spécialistes) avait claqué la porte de la négociation jeudi jugeant les propositions de la Cnamts **« inacceptables »**. Il a fait savoir qu'il ne reviendrait pas mercredi, tout comme Le Bloc (chirurgien) qui depuis plus d'une semaine boycotte les séances. **« Pour nous la difficulté c'est le montant financier; pour les spécialistes elle est double, c'est le montant et la répartition »**, a résumé Claude Leicher.

La CSMF, a prévu en revanche de revenir aux trois prochaines séances programmées les 19, 20 et 21 juillet et annoncées comme la dernière ligne droite des négociations débutée fin février pour une nouvelle convention quinquennale.

Faute d'accord conclu avant le 28 août, un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante.

ouest france.fr

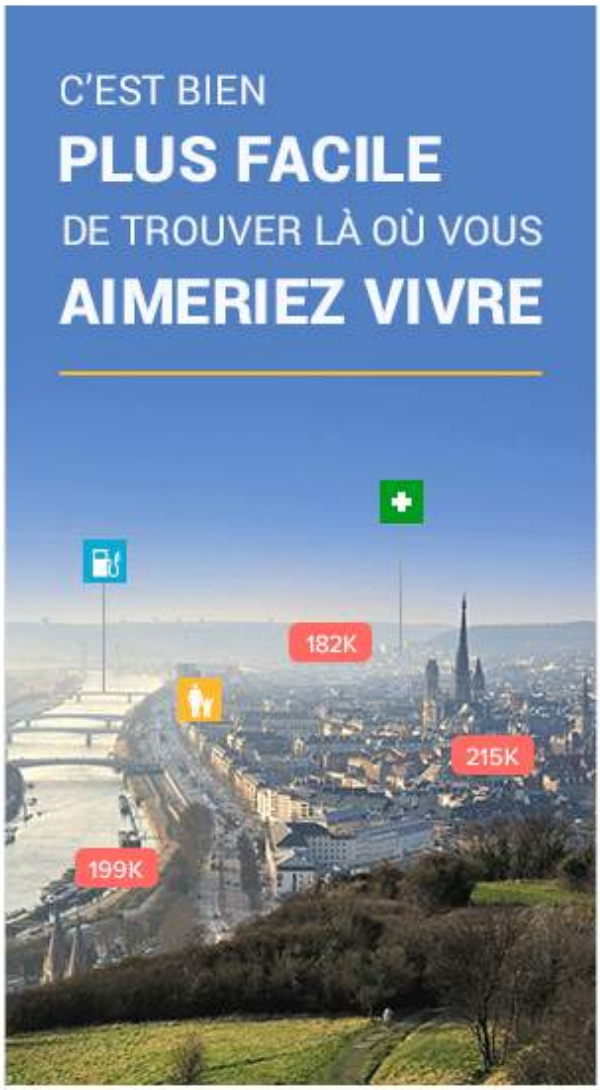
DATE : 13/07/2016

Négociations médecins: l'assurance maladie met 86 millions d'euros de plus sur la table

AFP le 13/07/2016 à 13:28

0

Partager 0 Tweet g+1



L'assurance maladie a mis mercredi près de 86 millions d'euros supplémentaires sur la table des négociations tarifaires avec les syndicats de médecins libéraux, portant à au moins 829 millions d'euros l'enveloppe globale.

"Le total en remboursable (assurance maladie + mutuelles) atteindrait le milliard d'euros. Nous n'y étions pas la semaine dernière, nous y sommes", a déclaré à l'issue de la séance le directeur général de la Cnamts, Nicolas Revel.

L'assurance maladie a présenté mercredi comme promis de nouvelles propositions aux trois syndicats de médecins présents: MG France (généralistes), SML et FMF (spécialistes) évalué à 85,7 millions d'euros portant l'enveloppe globale à environ 829 millions d'euros pour l'assurance maladie. Avec la participation des mutuelles, le budget dépasse très légèrement le milliard d'euros.

"Les propositions sont de nature à ce que tous les syndicats participent aux travaux de la semaine prochaine", a estimé M. Revel à propos de trois séances programmées les 19, 20 et 21 juillet, présentées comme la dernière ligne droite de la négociation débutée fin février.

"C'est une semaine très importante", a estimé M. Revel.

"Ca bouge. Tout mouvement est positif", a réagi de son côté Eric Henry, président du SML, en quittant en cours de séance les discussions.

Parmi les propositions figure notamment la revalorisation des "consultations complexes". Ces dernières seraient portées à 48 euros, contre 46 euros proposés la semaine dernière.

En outre, la majoration de coordination assurée par les spécialistes et généralistes passerait de 3 à 5 euros.

L'aide à l'installation dans des déserts médicaux de 50.000 euros, destinée aux jeunes médecins exerçant en groupe serait étendue également à ceux s'installant seuls.

Enfin, la prise en charge de patients atteints d'un handicap mental lourd et sévère devrait également être revalorisée", a ajouté Eric Henry.

Il y a une semaine, l'assurance maladie avait présenté aux cinq syndicats représentatifs le budget global de ses propositions estimé à près de 750 millions d'euros dont près des deux tiers consacrés à la revalorisation à 25 euros de la consultation chez les généralistes d'ici à 2018. Une augmentation prévue en deux temps: un euro au 1er avril 2017, puis un euro l'année suivante, à laquelle s'oppose MG France, principal syndicat des généralistes, qui exige une revalorisation immédiate en une seule fois.

"Compte tenu du poids de ces mesures, on est obligé de le faire en deux temps. Les mesures doivent se lisser sur 2017 et 2018, même si on peut discuter du délai entre les deux temps", a redit M. Revel.

"Il y a un principe de réalité financier", a-t-il insisté.

La CSMF, principal syndicat de la profession, et Le Bloc (chirurgiens) étaient absents mercredi. Le semaine dernière, la CSMF avait déploré le manque de mesures pour les spécialistes et quitté la séance alors que Le Bloc boycotte depuis plus d'une semaine les négociations.

Copyright © 2016 AFP. Tous droits de reproduction et de représentation réservés.

La Provence .com

DATE : 13/07/2016

Assurance maladie : 86 millions d'euros sur la table

Mercredi 13/07/2016 à 14H02

1 Partages | Partager | Tweeter | Partager | 1 réaction



L'Assurance maladie a mis mercredi près de 86 millions d'euros supplémentaires sur la table des négociations tarifaires avec les syndicats de médecins libéraux, portant à au moins 829 millions d'euros l'enveloppe globale. "*Le total en remboursable (Assurance maladie + mutuelles NDLR) atteindrait le milliard d'euros. Nous n'y étions pas la semaine dernière, nous y sommes*", a déclaré à l'issue de la séance Nicolas Revel, directeur général de la Cnamts (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés).

L'Assurance maladie a présenté mercredi, comme promis, de nouvelles propositions aux syndicats, évaluées à 85,7 millions d'euros et portant l'enveloppe globale à environ 829 millions d'euros pour l'Assurance maladie.

Avec la participation des mutuelles, le budget dépasse très légèrement le milliard d'euros. "*Les propositions sont de nature à ce que tous les syndicats participent aux travaux de la semaine prochaine*", a estimé M. Revel à propos de trois séances programmées le 19, 20 et 21 juillet, présentées comme la dernière ligne droite de la négociation débutée fin février. "*C'est une semaine très importante*", a estimé Nicolas Revel. "*Ca bouge. Tout mouvement est positif*", a réagi de son côté Eric Henry, président du SML (spécialistes), en quittant en cours de séance les discussions.

Deux autres des cinq syndicats représentatifs n'avaient pas fait le déplacement. Parmi les propositions figure notamment la revalorisation des "*consultations complexes*". Ces dernières seraient portées à 48 euros, contre 46 euros proposés la semaine dernière. En outre, la majoration de coordination assurée par les spécialistes et généralistes passerait de 3 à 5 euros. L'aide à l'installation dans des déserts médicaux de 50.000 euros, destinée aux jeunes médecins exerçant en groupe serait étendue également à ceux s'installant seuls.

Enfin, la prise en charge de patients atteints d'un handicap mental lourd et sévère devrait également être revalorisée. Il y a une semaine l'Assurance maladie avait présenté aux cinq syndicats représentatifs le budget global de ses propositions estimé à près de 750 millions d'euros dont près des deux tiers consacrés à la revalorisation à 25 euros de la consultation chez les généralistes d'ici à 2018. Une augmentation prévue en deux temps: un euro au 1er avril 2017, puis un euro l'année suivante, à laquelle s'oppose MG France, principal syndicat des généralistes, qui exige une revalorisation immédiate en une seule fois.

"*Compte tenu du poids de ces mesures, on est obligés de le faire en deux temps. Les mesures doivent se lisser sur 2017 et 2018, même si on peut discuter du délai entre les deux temps*", a redit Nicolas Revel. "*Il y a un principe de réalité financier*", a-t-il insisté. La CSMF, principal syndicat de la profession, et Le Bloc (chirurgiens) étaient absents mercredi. Le semaine dernière la CSMF avait déploré le manque de mesures pour les spécialistes et quitté la séance alors que Le Bloc boycotte depuis plus d'une semaine les négociations.

AFP

LA TRIBUNE

DATE : 13/07/2016

L'Assurance maladie ajoute 86 millions d'euros de plus pour satisfaire les médecins spécialistes

Par latribune.fr | 13/07/2016, 15:18 | 396 mots



L'aide à l'installation dans des déserts médicaux de 50.000 euros, destinée aux jeunes médecins exerçant en groupe serait étendue également à ceux s'installant seuls, précise le syndicat, selon les propositions de l'Assurance maladie. (Crédits : Reuters)

L'Assurance maladie a fait un geste pour les spécialistes, leur proposant notamment des revalorisations tarifaires dans le cadre des négociations sur la nouvelle convention médicale. L'enveloppe globale représente environ 829 millions d'euros.

Après la défection de deux syndicats de médecins le CSMF et Le Bloc (chirurgiens), l'Assurance maladie lâche du lest dans les négociations sur la nouvelle convention médicale. Mercredi 13 juillet, elle a ajouté près de 86 millions d'euros supplémentaires sur la table des négociations tarifaires avec les syndicats de médecins libéraux, portant à au moins 829 millions d'euros l'enveloppe globale.

SUR LE MÊME SUJET



Les médecins

spécialistes accusent l'Assurance maladie de les...



Marisol Touraine veut simplifier la rémunération des médecins

Abonnez-vous à partir de 1€

Revalorisations tarifaires

Voici quelques unes des propositions de L'Assurance maladie aux syndicats présents mercredi, MG France (généralistes), SML et FMF (spécialistes):

- De nouvelles revalorisations tarifaires, notamment des *"consultations complexes"*. Ces dernières seraient portées à 48 euros, contre 46 euros proposés la semaine dernière.
- La majoration de coordination assurée par les spécialistes et généralistes passerait de 3 à 5 euros, selon le Syndicat des médecins libéraux.
- L'aide à l'installation dans des déserts médicaux de 50.000 euros, destinée aux jeunes médecins exerçant en groupe serait étendue également à ceux s'installant seuls, précise le syndicat

Le Syndicat des médecins libéraux, satisfait de l'avancée des négociations

"Ça bouge. Tout mouvement est positif", a estimé Eric Henry, président du SML, en quittant en cours de séance les discussions pour une nouvelle convention quinquennale, rapporte l'AFP. Le 11 juillet, lors de son assemblée générale, l'organisation syndicale avait pourtant indiqué être pessimiste sur la signature d'une convention.

Le Syndicat des médecins libéraux, satisfait de l'avancée des négociations

"Ça bouge. Tout mouvement est positif", a estimé Eric Henry, président du SML, en quittant en cours de séance les discussions pour une nouvelle convention quinquennale, rapporte l'AFP. Le 11 juillet, lors de son assemblée générale, l'organisation syndicale avait pourtant indiqué être pessimiste sur la signature d'une convention.

Mais les nouvelles annonces vont dans le sens d'un geste de l'Assurance maladie vers les spécialistes, qui s'étaient senti exclus lors de la dernière séance de négociation, la semaine dernière.

Ainsi, l'Union nationale des médecins spécialistes confédérés, rattaché à la CSMF, avait estimé que les proposition formulées par l'Assurance maladie la semaine dernière étaient "une insulte à la médecine spécialisée". *"Il n'y a quasiment rien pour les spécialités libérales"*, s'était plaint Jean-Paul Ortiz président de la CSMF.

Trois nouveaux jours de négociations en juillet

Trois nouvelles séances, annoncées comme la dernière ligne droite des négociations, sont programmées les 19, 20 et 21 juillet. Les négociations entre l'Assurance maladie et les médecins sont censées aboutir avant la date butoir fixée au 26 août, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante. ■

LE FIGARO.fr économie

DATE : 13/07/2016

Médecins: l'Assurance maladie met 86M€ de plus sur la table

Par Lefigaro.fr avec AFP | Mis à jour le 13/07/2016 à 13:34 / Publié le 13/07/2016 à 13:03

LE FIGARO PREMIUM 1 mois d'essai offert

0 commentaire

L'Assurance maladie a mis mercredi près de 86 millions d'euros supplémentaires sur la table des négociations tarifaires avec les syndicats de médecins libéraux, portant à au moins 829 millions d'euros l'enveloppe globale. "Ca bouge. Tout mouvement est positif", a annoncé Eric Henry, président du SML, en quittant en cours de séance les discussions pour une nouvelle convention quinquennale. L'Assurance maladie a proposé aux syndicats présents mercredi, MG France (généralistes), SML et FMF (spécialistes) de nouvelles revalorisations tarifaires, notamment des "consultations complexes". Ces dernières seraient portées à 48 euros, contre 46 euros proposés la semaine dernière.

En outre, la majoration de coordination assurée par les spécialistes et généralistes passerait de 3 à 5 euros, selon le SML. L'aide à l'installation dans des déserts médicaux de 50.000 euros, destinée aux jeunes médecins exerçant en groupe serait étendue également à ceux s'installant seuls, précise-t-il. Enfin, la prise en charge de patients atteints d'un handicap mental lourd et sévère devrait également être revalorisé", a ajouté Eric Henry. L'ensemble de ces nouvelles propositions présente un coût supplémentaire pour l'Assurance maladie de 85,7 millions d'euros portant l'enveloppe globale à environ 829 millions d'euros. Avec la participation des mutuelles, le budget dépasse très légèrement le milliard d'euros.

Il y a une semaine, l'Assurance maladie avait présenté aux cinq syndicats représentatifs le budget global de ses propositions estimé à près de 750 millions d'euros dont près des deux tiers consacrés à la revalorisation à 25 euros de la consultation chez les généralistes d'ici à 2018. Une augmentation prévue en deux temps: 1 euro au 1er avril 2017, puis 1 euro l'année suivante.
Les syndicats de médecins spécialistes avaient déploré le manque de mesures les concernant. La CSMF, principal syndicat de la profession, avait quitté la séance, alors que Le Bloc (chirurgiens) boycotte depuis plus d'une semaine les négociations. Tout deux étaient absents mercredi. Trois nouvelles séances, annoncées comme la dernière ligne droite des négociations, sont programmées les 19, 20 et 21 juillet.

Le Point Santé

DATE : 13/07/2016

Tarifs des médecins : l'Assurance maladie fait un geste

L'Assurance maladie a mis près de 86 millions d'euros supplémentaires sur la table des négociations tarifaires avec les syndicats.

SOURCE AFP

Publié le 13/07/2016 à 15:19 | Le Point.fr



ABONNEZ-VOUS À PARTIR DE 1€

L'Assurance maladie a fait un nouveau geste mercredi à destination des médecins libéraux, augmentant de plus de 86 millions d'euros le budget total mis sur la table de ses négociations tarifaires avec les syndicats, avant des rendez-vous déterminants la semaine prochaine. « Le total en remboursable (Assurance maladie + mutuelles) atteindrait le milliard d'euros. Nous n'y étions pas la semaine dernière, nous y sommes », a déclaré, à l'issue de la séance, le directeur général de la Cnamts, Nicolas Revel.

Comme promis, l'Assurance maladie a présenté mercredi de nouvelles propositions aux syndicats de médecins présents à l'ouverture, MG France (généralistes), SML et FMF (généralistes et spécialistes), évaluées à 85,7 millions d'euros. Ainsi, l'enveloppe globale que l'assurance maladie propose de consacrer à la convention, texte qui régit pour cinq ans ses relations avec les médecins et fixe leurs honoraires, se gonfle à environ 829 millions d'euros. En tenant compte de la participation des mutuelles, le budget dépasse très légèrement le milliard d'euros.

Une majoration de coordination

La semaine dernière, près de 750 millions d'euros avaient déjà été mis sur la table, mais n'avaient satisfait personne, poussant même la CSMF, le principal syndicat de la profession (généraliste et spécialistes), à claquer la porte, Le Bloc (chirurgiens) n'ayant, lui, pas fait le déplacement. En cause, un montant insuffisant. Et surtout déséquilibré, car consacré aux deux tiers à la hausse de la consultation à 25 euros, contre 23 actuellement, chez les généralistes, pour l'aligner sur celle des spécialistes.

Tendant la main aux spécialistes, le patron de l'Assurance maladie a abattu de nouvelles cartes, notamment l'augmentation de la majoration de coordination à 5 euros contre 3 actuellement. C'est elle qui permet à un spécialiste de facturer sa consultation 28 euros, au lieu de 25, lorsqu'un patient lui est adressé par un médecin traitant. Avec la majoration proposée, une telle consultation atteindrait ainsi 30 euros. En outre, la Cnamts propose d'augmenter « l'avis ponctuel de consultant », un acte qui doit être explicitement demandé par un médecin traitant à un médecin spécialiste, à 48 euros, contre 46 euros actuellement.

« Ça bouge ! »

Ces « propositions sont de nature à ce que tous les syndicats participent aux travaux de la semaine prochaine », a estimé Nicolas Revel à propos de trois séances programmées les 19, 20 et 21 juillet, présentées comme la dernière ligne droite de la négociation débutée fin février. Tiraillée entre généralistes et spécialistes, la CSMF, organisation la plus à même, avec MG France, de signer une nouvelle convention quinquennale, ne s'était pas remise autour de la table mercredi, comme Le Bloc (chirurgiens). Elle prévoit néanmoins d'assister aux futurs travaux.

« Ce n'est pas le 1,2 milliard qu'on a demandé, mais ça bouge. Tout mouvement est positif », a réagi de son côté Éric Henry, président du SML (spécialistes). Présent en début de séance, il a écourté sa participation au débat. Reste un autre point de crispation : les modalités proposées pour l'augmentation de la consultation chez le généraliste, prévue en deux étapes, avec un euro supplémentaire en 2017, un autre en 2018. « Nous ne signerons pas une augmentation en deux fois », a redit mercredi le président du premier syndicat des généralistes, MG France, Claude Leicher.

Les dates des deux étapes peuvent se rediscuter, mais « le principe de ces deux temps me paraît devoir s'imposer compte tenu » du coût de la mesure, a répété Nicolas Revel. Non conviés aux discussions, les principaux syndicats d'internes, l'Isni et l'Isnar-IMG, se sont inquiétés dans deux communiqués distincts d'un éventuel échec de la négociation et de « l'irresponsabilité » des syndicats de séniors. Syndicats et Assurance maladie ont jusqu'au 26 août pour se mettre d'accord. Faute de quoi un règlement arbitral, confié à une personnalité indépendante, interviendra. Dans ce cas de figure, les aides à l'installation de 50 000 euros proposées par l'assurance maladie dans les déserts médicaux « pourraient disparaître », s'inquiètent les internes.

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN.fr

DATE : 13/07/2016

C2 à 48 euros et majoration de coordination portée à 5 euros : la CNAM fait un geste pour les spécialistes

Christophe Gattuso, Marie Foult | 13.07.2016



Crédit Photo : S. TOUBON

L'assurance-maladie a présenté de nouvelles propositions de revalorisations tarifaires, essentiellement à destination des médecins spécialistes, ce mercredi, lors d'une nouvelle séance de négociation conventionnelle désertée par de nombreux syndicats (CSMF, BLOC) et quittée prématurément par le SML.

Le directeur général de la CNAM, Nicolas Revel, a semble-t-il entendu la colère des spécialistes. Dans un document remis en séance, il a proposé de porter le C2 à 48 euros (au lieu de 46 euros) et d'augmenter de deux euros les majorations de coordination des médecins spécialistes (MCS) et des généralistes (MCG), qui passeraient toutes deux à 5 euros.

« Nous proposons de valoriser l'acte de spécialiste correspondant qui ne serait donc plus à 28 mais à 30 euros et l'acte de consultant à 48 euros », a déclaré Nicolas Revel à l'issue de la séance.

Ces éléments de revalorisation représentent un montant supplémentaire d'une centaine de millions d'euros. *« Cela porte l'enveloppe globale au milliard d'euros symbolique* (avec la part des complémentaires NDLR) *»*, a ajouté le directeur général de la CNAM.

SUR LE MEME SUJET

Convention : la CSMF boycotte la reprise des « négos » mercredi

Dr Patrick Gasser (UMESPE) : « Si les spécialistes sont oubliés, ils se mobiliseront »

Négos : le SML est pessimiste sur la signature d'une convention mais « négociera jusqu'au bout »

MOTS CLÉS

- Négociations conventionnelles
- Assurance maladie-Dépenses de santé
- CSMF
- Le BLOC
- SML
- FMF
- MG France
- Convention
- Politique de santé
- Syndicats

CRÉER UNE ALERTE

Le patron de l'assurance-maladie a rappelé que les revalorisations du C, de la MCS et de la MCG avaient toutes vocation à intervenir en deux temps, au regard de leur coût. Il s'est toutefois dit prêt à ce que ces deux étapes (initialement le 1er avril 2017 et 1er avril 2018 pour la hausse du C) soient rapprochées.

Les handicaps lourds mieux reconnus ?

La majoration spécifique mise en place pour les médecins traitants qui adresseraient un patient en urgence (dans les 48 heures) vers un spécialiste serait revue à la hausse de deux euros, pour atteindre 5 euros.

La CNAM s'engage par ailleurs à travailler sur plusieurs autres sujets lors des trois dernières séances programmées les 19, 20 et 21 juillet : la télémédecine, le tarif de la visite selon son contenu, les consultations pour handicap lourd et sévère.

Nicolas Revel souhaite aussi élargir l'obtention des aides (50 000 euros en deux fois) aux médecins qui s'installent seuls en zones sous-denses (et non plus obligatoirement en groupe).

Le travail se poursuit également sur les actes techniques comme sur le forfait structure, même si aucune enveloppe n'a été donnée sur ces deux points. Nicolas Revel souhaite enfin créer un « observatoire conventionnel », afin de suivre l'application des principales mesures de l'accord.

Ces nouvelles propositions ont été formulées aux représentants des praticiens libéraux, alors que la CSMF et Le BLOC, qui représente les spécialistes en plateaux techniques lourds, manquaient à l'appel. La CSMF a en effet boycotté la réunion conventionnelle du jour. Le Dr Patrick Gasser, président de l'UMESPE, sa branche spécialiste, a fait valoir que le projet de Nicolas Revel était une *« insulte »* pour les spécialistes, réclamant C=CS= 25 euros.

Les jeunes redoutent un échec

Quant au Dr Philippe Cuq, coprésident du BLOC, il avait rappelé que *« tant qu'il n'y aura rien de précis, le BLOC ne fera pas partie de cette convention »*.

Le SML, MG France et la FMF (sauf son président le Dr Jean-Paul Hamon) étaient donc les seuls présents ce mercredi. Le SML, plutôt pessimiste quant à une signature prochaine, a quitté la salle de réunion au bout d'une petite heure. *« La CNAM a apporté de petites modifications, ce qui est une bonne chose, tout mouvement est positif »*, a réagi le Dr Éric Henry, président du SML.

Plusieurs syndicats de jeunes (l'ISNI et l'ISNAR-IMG), qui ne participent pas aux discussions, se sont inquiétés ce mercredi de la mauvaise tournure des négociations. Ils redoutent l'application d'un règlement arbitral qui empêcherait notamment la mise en place des aides à l'installation. *« Si les seniors sont incapables de trouver un accord, la nouvelle génération, elle, est prête à prendre le relais »*, a tancé l'ISNAR-IMG.

L'issue de la négociation demeure incertaine. *« Nous finalisons les propositions que nous présenterons au début de la semaine prochaine »*, a déclaré Nicolas Revel, qui a annoncé trois jours plein de travail les 19, 20, 21 juillet pour *« tenter d'aboutir à un accord majoritaire »*.

LesEchos.fr

DATE : 15/07/2016

Médecins : la négociation dans la dernière ligne droite

LEÏLA DE COMARMOND | Le 15/07 à 06:00

L'Assurance-maladie a étoffé ses propositions pour la future convention, un rendez-vous crucial avec les syndicats médicaux qui aura lieu la semaine prochaine.

Quatre mois après le début des discussions sur la nouvelle convention médicale, la négociation a enfin vraiment démarré entre l'Assurance-maladie et les syndicats de médecins. Le 7 juillet, après une succession de nombreuses réunions thématiques, le directeur général de la CNAM, Nicolas Revel, avait transmis un document synthétisant ses premières propositions aux représentants des médecins libéraux. Il a remis une nouvelle version sur table mercredi, où il ajoute quelque 86 millions d'euros à l'enveloppe de 743 millions déjà promise sur trois ans.

Les trois quarts de cet effort supplémentaire bénéficieront aux spécialistes, avec une hausse du tarif de certaines majorations de consultations (pour coordination, rendez-vous en urgence...). Ceux-là même qui s'estiment les parents pauvres de la future convention, car l'augmentation de la consultation des généralistes de 23 à 25 euros

absorbe près de 450 millions, soit plus de la moitié de l'effort financier.

Ces annonces ont - un peu - détendu l'atmosphère. *« Ca bouge »*, a noté Eric Henry, le président du Syndicat des médecins libéraux, précisant : « [Nicolas Revel] *commence à entendre les difficultés sur le terrain alors qu'au départ, on avait un projet de convention très administré. »*

Mais cela ne l'a pas empêché de quitter la réunion avant la fin, comme la semaine dernière. Il est parti aussitôt après la présentation des nouvelles propositions de l'Assurance-maladie. Seuls MG France et la FMF sont restés jusqu'au bout, la CSMF - premier syndicat de médecins libéraux - et le Bloc (chirurgiens) ayant boudé la rencontre.

Le directeur général de la CNAM. veut croire que les dernières propositions qu'il a formulées seront *« de nature à faire participer tous les syndicats pleinement »* à la prochaine séance de négociation, mardi. Le rendez-vous s'étalera sur trois jours. Il aura pour objectif d'aboutir à un projet définitif de nouvelle convention médicale qui sera soumis dans la foulée à signature auprès des syndicats médicaux.

Un nouveau projet de texte

Pour préparer l'ultime séance de négociation, le directeur général de la CNAM s'est engagé à transmettre dimanche ou lundi un nouveau projet de texte. Y figureront des propositions de hausse de la tarification des actes techniques qui concernent en particulier les chirurgiens. L'Assurance-maladie fera-t-elle aussi un geste dans son nouveau projet sur le calendrier d'augmentation de la consultation généraliste à 25 euros ? A voir. Mais ce sera à coup sûr un des enjeux du rendez-vous de mardi. La proposition est pour l'instant de 1 euro le 1er avril 2017 et 1 euro un an après.

Le patron de la CNAM a fait une ouverture mercredi sur le sujet. S'il a totalement exclu de renoncer à procéder en deux étapes, *« on peut réfléchir à une durée plus courte [entre les deux augmentations tarifaires] »*, a-t-il déclaré. Mais il a aussi rappelé le *« principe de réalité financière »*, refusant d'envisager un assouplissement de l'Ondam pour financer la nouvelle convention.

C'est pour l'éviter que *« les dépenses supplémentaires doivent se lisser sur 2017 et 2018 »*. Et pour boucler son équilibre financier, Nicolas Revel a sa variable d'ajustement : le futur forfait structure demandé par les syndicats médicaux pour tous les médecins, généralistes comme spécialistes, dont il a accepté la création mais dont les paramètres et le coût restent pour l'instant en blanc. *« J'ai besoin d'une visibilité complète, je réserve la détermination de ce chiffre pour la dernière ligne droite »*, a-t-il précisé.

L. de C., Les Echos

l'express L'ENTREPRISE

DATE : 13/07/2016

Tarifs des médecins: l'assurance maladie fait un geste pour les spécialistes

Entreprise / Par AFP , publié le 13/07/2016 à 19:57 , mis à jour à 19:57

Paris, 13 juil 2016 - L'assurance maladie a fait un nouveau geste mercredi à destination des médecins libéraux, augmentant de plus de 86 millions d'euros le budget total mis sur la table de ses négociations tarifaires avec les syndicats, avant des rendez-vous déterminants la semaine prochaine.

"*Le total en remboursable (assurance maladie + mutuelles, ndlr) atteindrait le milliard d'euros. Nous n'y étions pas la semaine dernière, nous y sommes*", a déclaré à l'issue de la séance le directeur général de la Cnamts (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés), Nicolas Revel.

Comme promis, l'assurance maladie a présenté mercredi de nouvelles propositions aux syndicats de médecins présents à l'ouverture, MG France (généralistes), SML et FMF (généralistes et spécialistes), évaluées à 85,7 millions d'euros.

Ainsi, l'enveloppe globale qu'elle propose pour la convention - qui régit pour cinq ans ses relations avec les médecins et fixe leurs honoraires - se gonfle à environ 829 millions d'euros. En tenant compte de la participation des mutuelles, le budget dépasse très légèrement le milliard d'euros.

La semaine dernière, près de 750 millions d'euros avaient déjà été mis sur la table mais n'avaient satisfait personne, poussant même la CSMF, le principal syndicat de la profession (généralistes et spécialistes) à claquer la porte, le Bloc (chirurgiens) n'ayant, lui, pas fait le déplacement.

En cause, un montant insuffisant. Et surtout déséquilibré car consacré au deux tiers à la hausse de la consultation à 25 euros, contre 23 actuellement, chez les généralistes, pour l'aligner sur celle des spécialistes.

Tendant la mains aux spécialistes, le patron de l'Assurance maladie a abattu de nouvelles cartes, notamment l'augmentation de la majoration de coordination à 5 euros contre 3 actuellement.

C'est elle qui permet à un spécialiste de facturer sa consultation 28 euros au lieu de 25 lorsqu'un patient lui est adressé par un médecin traitant. Avec la majoration proposée, une telle consultation atteindrait ainsi 30 euros.

En outre, la Cnamts propose d'augmenter "*l'avis ponctuel de consultant*", un acte qui doit être explicitement demandé par un médecin traitant à un médecin spécialiste, à 48 euros, contre 46 euros actuellement.

- 'Ça bouge' -

Ces "*propositions sont de nature à ce que tous les syndicats participent aux travaux de la semaine prochaine*", a estimé M. Revel à propos de trois séances prévues les 19, 20 et 21 juillet, présentées comme la dernière ligne droite de la négociation débutée fin février.

Tiraillée entre généralistes et spécialistes, la CSMF, organisation la plus à même, avec MG France, de signer une nouvelle convention quinquennale, n'était pas revenue autour de la table mercredi, comme le Bloc.

La semaine prochaine, "*nous irons a priori défendre les intérêts de la profession, mais nous attendons avant le nouveau texte*", a indiqué à l'AFP le président de la CSMF Jean-Paul Ortiz, jugeant ces nouvelles propositions "*très insuffisantes*".

"*C'est pas le 1,2 milliard qu'on a demandé mais ça bouge. Tout mouvement est positif*", a réagi de son côté Eric Henry, président du SML. Présent en début de séance, il a écourté sa participation au débat.

Reste un autre point de crispation : les modalités proposées pour l'augmentation de la consultation chez le généralistes, prévue en deux étapes, avec un euro supplémentaire en 2017, un autre en 2018.

"*Nous ne signerons pas une augmentation en deux fois*", a redit mercredi Claude Leicher, président du premier syndicat des généralistes, MG France.

"*Nous ne pouvons pas accepter un quelconque calendrier. Nous attendons depuis 2011 !*", a partagé M. Ortiz.

Les dates des deux étapes peuvent se rediscuter, mais "*le principe de ces deux temps me paraît devoir s'imposer compte tenu*" du coût de la mesure, a répété Nicolas Revel.

Non conviés aux discussions, les principaux syndicats d'internes, l'Isni et l'Isnar-IMG, se sont inquiétés dans deux communiqués distincts d'un éventuel échec de la négociation et de l'"*irresponsabilité*" des syndicats de médecins seniors.

Syndicats et assurance maladie ont jusqu'au 26 août pour se mettre d'accord. Faute de quoi, un règlement arbitral, confié à une personnalité indépendante, interviendra.

Dans ce cas, les aides à l'installation de 50.000 euros proposées par l'assurance maladie dans les déserts médicaux "*pourraient disparaître*", s'inquiètent les internes.

l'express L'ENTREPRISE

DATE : 13/07/2016

Négociations médecins: l'Assurance maladie met 86 millions d'euros de plus sur la table

Entreprise / Par AFP , publié le 13/07/2016 à 14:06 , mis à jour à 14:06

Paris, 13 juil 2016 - L'Assurance maladie a mis mercredi près de 86 millions d'euros supplémentaires sur la table des négociations tarifaires avec les syndicats de médecins libéraux, portant à au moins 829 millions d'euros l'enveloppe globale.

"*Le total en remboursable (Assurance maladie + mutuelles NDLR) atteindrait le milliard d'euros. Nous n'y étions pas la semaine dernière, nous y sommes*", a déclaré à l'issue de la séance Nicolas Revel, directeur général de la Cnamts (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés).

L'Assurance maladie a présenté mercredi, comme promis, de nouvelles propositions aux syndicats, évaluées à 85,7 millions d'euros et portant l'enveloppe globale à environ 829 millions d'euros pour l'Assurance maladie. Avec la participation des mutuelles, le budget dépasse très légèrement le milliard d'euros.

"*Les propositions sont de nature à ce que tous les syndicats participent aux travaux de la semaine prochaine*", a estimé M. Revel à propos de trois séances programmées le 19, 20 et 21 juillet, présentées comme la dernière ligne droite de la négociation débutée fin février.

"*C'est une semaine très importante*", a estimé M. Revel.

"*Ca bouge. Tout mouvement est positif*", a réagi de son côté Eric Henry, président du SML (spécialistes), en quittant en cours de séance les discussions. Deux autres des cinq syndicats représentatifs n'avaient pas fait le déplacement.

Parmi les propositions figure notamment la revalorisation de "*l'avis ponctuel de consultant*", un acte qui doit être explicitement demandé par un médecin traitant à un médecin spécialiste. Dans ce cas, la consultation serait portée à 48 euros, contre 46 euros actuellement.

En outre, la majoration de coordination assurée par les spécialistes et généralistes passerait de 3 à 5 euros.

L'aide à l'installation dans des déserts médicaux de 50.000 euros, destinée aux jeunes médecins exerçant en groupe serait étendue également à ceux s'installant seuls.

Enfin, la prise en charge de patients atteints d'un handicap mental lourd et sévère devrait également être revalorisée.

Il y a une semaine l'Assurance maladie avait présenté aux cinq syndicats représentatifs le budget global de ses propositions estimé à près de 750 millions d'euros dont près des deux tiers consacrés à la revalorisation à 25 euros de la consultation chez les généralistes d'ici à 2018. Une augmentation prévue en deux temps: un euro au 1er avril 2017, puis un euro l'année suivante, à laquelle s'oppose MG France, principal syndicat des généralistes, qui exige une revalorisation immédiate en une seule fois.

"*Compte tenu du poids de ces mesures, on est obligés de le faire en deux temps. Les mesures doivent se lisser sur 2017 et 2018, même si on peut discuter du délai entre les deux temps*", a redit M. Revel.

"*Il y a un principe de réalité financier*", a-t-il insisté.

La CSMF, principal syndicat de la profession, et Le Bloc (chirurgiens) étaient absents mercredi. Le semaine dernière la CSMF avait déploré le manque de mesures pour les spécialistes et quitté la séance alors que Le Bloc boycotte depuis plus d'une semaine les négociations.

ouest france
Justice et Liberté

DATE : 13/07/2016

Médecins. Nouvelle séance de négociation avec la Sécu

Santé - Publié le 13/07/2016 à 11:29

écouter



Facebook Twitter Google+

Lire le journal numérique

Alors que l'augmentation de la consultation à 25 euros est en question, la Sécurité Sociale propose de faire passer cette augmentation en deux temps. Une proposition qui déplaît aux syndicats de médecins.

Une nouvelle séance de négociation tarifaire entre médecins libéraux et Assurance maladie qui doit leur présenter de nouvelles propositions s'est ouverte mercredi, en l'absence de trois syndicats sur cinq, dont le principal représentant de la profession, la CSMF.

L'augmentation de la consultation à 25 euros

Sur l'augmentation de la consultation généraliste à 25 euros, proposée pour 2018, **« si le calendrier ne bouge pas, il n'y aura pas de convention. Nous ne signerons pas une augmentation en deux fois »**, a redit à son arrivée au siège de la Cnamts, le président du premier syndicat des généralistes, MG France, Claude Leicher. Des représentants de la FMF étaient également présents.

En revanche, le président du SML, qui avait quitté la table des discussions la semaine dernière, est revenu brièvement pour **« voir les nouvelles propositions »** promises par le directeur général de la Cnamts, Nicolas Revel, avant de quitter la séance.

750 millions de budget pour l'Assurance maladie

Il y a une semaine l'Assurance maladie avait présenté aux cinq syndicats représentatifs le budget global de ses propositions estimé à environ 750 millions d'euros dont près des deux tiers consacrés à la revalorisation à 25 euros de la consultation chez les généralistes d'ici à 2018. Une augmentation prévue en deux temps : 1 euro au 1er avril 2017, puis 1 euro l'année suivante.

Boycott des séances par deux syndicats

La CSMF, premier syndicat de la profession (généralistes et spécialistes) avait claqué la porte de la négociation jeudi jugeant les propositions de la Cnamts **« inacceptables »**. Il a fait savoir qu'il ne reviendrait pas mercredi, tout comme Le Bloc (chirurgien) qui depuis plus d'une semaine boycotte les séances. **« Pour nous la difficulté c'est le montant financier; pour les spécialistes elle est double, c'est le montant et la répartition »**, a résumé Claude Leicher.

La CSMF, a prévu en revanche de revenir aux trois prochaines séances programmées les 19, 20 et 21 juillet et annoncées comme la dernière ligne droite des négociations débutée fin février pour une nouvelle convention quinquennale.

Faute d'accord conclu avant le 26 août, un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante.

SUD OUEST

DATE : 13/07/2016

Tarifs des consultations : l'Assurance maladie accepte les conditions des médecins

A LA UNE / POLITIQUE / SANTÉ / Publié le 13/07/2016 . Mis à jour à 15h36 par Sudouest.fr avec l'AFP

S'ABONNER À PARTIR DE 1€ 5 COMMENTAIRES



Les tarifs de consultations médicales devraient augmenter chez les spécialistes et les généralistes dans les années à venir. Cependant, des points de discorde subsistent avec les syndicats

L'Assurance maladie a ajouté, mercredi, près de 86 millions d'euros sur la table des négociations tarifaires avec les syndicats de médecins libéraux, portant à au moins **829 millions d'euros** l'enveloppe globale.

En clair, cela signifie que l'Assurance maladie lâche du lest face aux revendications syndicales.

Les différents syndicats de médecins réclament une **revalorisation des tarifs de consultations**, pour un budget qui devrait atteindre selon eux 1,2 milliards d'euros par an.

La rédaction vous conseille

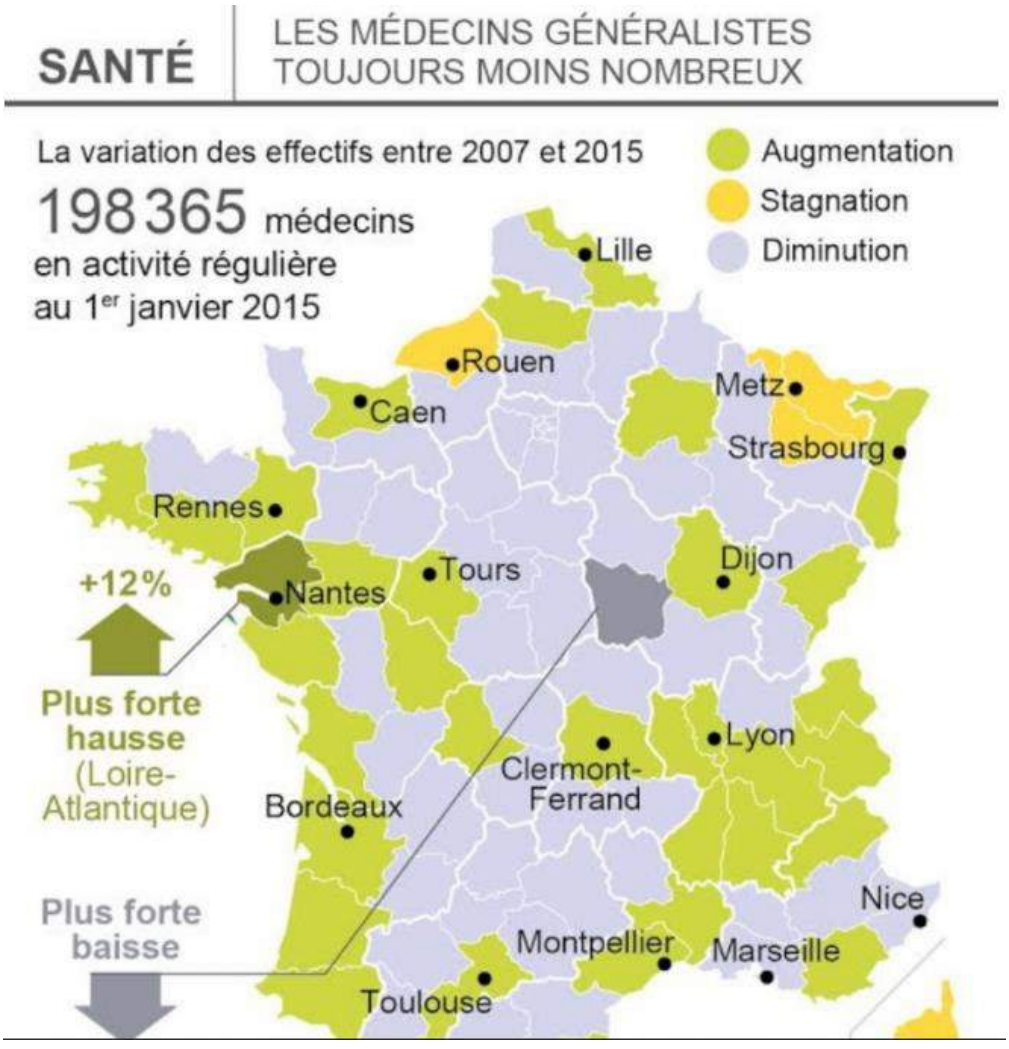
- Gironde : l'anti fraude de la Sécu contre attaque

La semaine dernière, près de 750 millions d'euros avaient déjà été mis sur la table mais n'avaient satisfait personne, poussant même la CSMF, le principal syndicat de la profession (généralistes et spécialistes) à claquer la porte, le Bloc (chirurgiens) n'ayant, lui, pas fait le déplacement.

Avec cette nouvelle proposition de l'Assurance maladie, le budget total en "remboursable" (le tarif remboursé par l'assurance maladie + les mutuelles) **atteindrait un milliard d'euros.**

Que devrait financer ce nouveau budget ?

- **Le passage à 25 euros**, contre 23 actuellement, du tarif de consultation chez les généralistes, pour l'aligner sur celle des spécialistes.
- **L'augmentation** de la "majoration de coordination" (le tarif supplémentaire que vous payez chez un spécialiste si vous n'êtes pas d'abord passé chez votre généraliste) à 5 euros contre 3 actuellement : la consultation à 28 euros atteindrait ainsi 30 euros.
- **L'augmentation** de "l'avis ponctuel de consultant" (une consultation chez un spécialiste explicitement demandée par votre médecin généraliste). Il passerait de 46 euros actuellement à 48 euros.
- L'**aide à l'installation** dans des déserts médicaux de **50 000 euros**, destinée aux jeunes médecins exerçant en groupe serait étendue à ceux s'installant seuls.
- **La revalorisation** de la prise en charge de patients atteints d'un handicap mental lourd et sévère





Source : Atlas 2015 de la démographie médicale (Conseil national de l'ordre des médecins)

La crispation toujours présente

Plusieurs syndicats n'ont pas assisté aux négociations mercredi.

"C'est pas le 1,2 milliard qu'on a demandé mais ça bouge**. Tout mouvement est positif"**, a réagi de son côté Eric Henry, président du SML (spécialistes). Présent en début de séance, il a écourté sa participation au débat.

Non conviés aux discussions, **les principaux syndicats d'internes,** l'Isni et l'Isnar-IMG, se sont inquiétés dans deux communiqués distincts d'un éventuel échec de la négociation et de l'"irresponsabilité" des syndicats de médecins seniors.

Syndicats et assurance maladie ont jusqu'au 26 août pour se mettre d'accord. Faute de quoi**, un règlement arbitral**, confié à une personnalité indépendante, interviendra.

Fin des réunions de négociations

Total de retombées : 15

Les belles retombées

Les Echos.fr

DATE : 27/07/2016

Tarifs des médecins : Ultime séance de négociations

LES ECHOS | Le 27/07 à 06:00

L'Assurance-maladie devrait proposer mercredi d'ultimes ajustements à son projet de convention quinquennale, toujours rejeté par les médecins libéraux. « *C'est la der des ders, après, tout le monde part en vacances* », a résumé Eric Henry, le président du SML, l'un des syndicats de médecins. En année pleine, l'ensemble des mesures proposées jusqu'à présent représente 1,25 milliard d'euros dont 920 millions pour l'Assurance- maladie et 350 millions pour les complémentaires santé.

Service

Les Echos

Tarifs des consultations. L'heure de vérité pour les médecins libéraux et la Sécu



Les médecins libéraux vont-ils refuser des revalorisations de 325 milliard d'euros ? Leurs syndicats se retrouvent mercredi 27 juillet au siège de l'Assurance maladie pour une ultime réunion sur une nouvelle convention quinquennale instaurant la consultation à 25 euros chez les généralistes.

Après cinq mois de travaux, la CSMF, la FMF, le SML (généralistes et spécialistes), MG France (généralistes) et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) attendent les derniers ajustements sur ce texte à la base des conditions d'exercice et des honoraires des 115.000 médecins libéraux.

«Le gouvernement doit prendre les décisions nécessaires» s'il souhaite obtenir la signature de MG France, a redit mercredi son président Claude Leicher. Traduction : le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, doit obtenir le feu vert pour augmenter la consultation chez les généralistes de 23 euros à 25 non une seule fois, et non en deux étapes, comme prévu actuellement.

Ce découpage d'un euro en avril 2017 puis d'un autre en décembre de la même année, permettrait d'absorber le coût de la mesure, de 445 millions d'euros en année pleine, tout en instaurant d'autres revalorisations et en respectant les contraintes budgétaires, insiste l'Assurance maladie.

Car la convention mise sur la table prévoit aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 38, 46 et 68 euros ou encore une aide de 50 000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, pour un impact global de 400 millions d'euros environ en 2017.

Une fois toutes ces mesures appliquées, la facture s'élève à près de 920 millions d'euros pour l'Assurance maladie, à 11 milliard en comptant la participation des complémentaires santé. Leur représentant, l'union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire doit en outre valider formellement le 16 septembre un investissement supplémentaire de 150 millions d'euros.

Au total, l'investissement est quasiment doublé par rapport à la précédente convention.

- 'L'opposition à la loi santé continue'

Le texte «comporte des éléments réellement novateurs et positifs», admet Claude Leicher. Mais la consultation à 25 euros en une fois, réclamée par son syndicat depuis octobre 2014 pour aligner le tarif des généralistes, inchangé depuis 2011, sur celui des spécialistes, pourrait ne pas suffire à remporter l'adhésion des autres syndicats.

Face à l'accent mis sur les généralistes et autres médecins pratiquant les tarifs de la sécurité sociale, les spécialistes,

PARIS NORMANDIE

QUOTIDIEN NORMAND

JIM.fr

DATE : 27/07/2016

Publié le 27/07/2016

Négociations conventionnelles : la réunion de la dernière chance ?



Paris, le mercredi 27 juillet 2016 – Les syndicats représentant les médecins libéraux et les responsables de l'Assurance maladie se retrouvent aujourd'hui pour une ultime séance de négociations en vue de l'établissement d'une nouvelle convention, avant que chacun ne parte en vacances, comme l'a résumé le patron du Syndicat des médecins libéraux (SML). Une proposition de texte très légèrement modifiée par rapport à celle transmise vendredi devrait être présentée aux syndicats, mais cette dernière ne comportera pas d'évolutions sur le fond. Cependant, des ajustements seront possible en séance a indiqué l'Assurance maladie.

Le C à 25 € en une ou deux étapes ?

Pour emporter l'adhésion des syndicats, il faudrait que ces amendements concernent, au moins, le calendrier de la revalorisation du C, dont la plupart des syndicats, MG France et la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) en tête, refusent qu'elle soit scindée en deux étapes. Mais à l'heure où l'enveloppe mise sur la table par l'Assurance maladie s'élève déjà entre 910 et 920 millions d'euros (soit bien au-delà du budget de la précédente convention qui avait atteint 663 millions, en comptabilisant la part des mutuelles), il est peu probable qu'une telle annonce soit possible de la part de l'Assurance maladie.

Appréciations différentes chez les spécialistes

La revalorisation du C ne constitue en outre pas l'unique point de blocage. Chez les spécialistes de secteur 2, la déception est vive. « *Le syndicat déplore toujours la stigmatisation des médecins du secteur 2* » relève ainsi le SML dans un communiqué

alors que ces praticiens ne bénéficieront pas de la plupart des augmentations prévues et notamment de celle du C. Du côté de l'Union des médecins spécialistes confédérés (UMESPE), branche spécialiste de la CSMF on regrette également des revalorisations trop « *dissymétriques* ».

Cependant, l'ensemble des représentants des spécialistes ne partage pas cette appréciation négative. Le Bloc, satisfait des avancées obtenues en ce qui concerne les actes techniques est ainsi le seul syndicat à projeter une signature en l'état. Néanmoins, cette attitude pourrait créer des divisions en son sein. En tout état de cause, les anesthésistes n'ont pas tous la même vision des propositions de la CNAM, quand le Bloc se réjouit des promesses réalisées, le Syndicat national des médecins anesthésistes réanimateurs (SNARF) s'est pour sa part affligé de la tournure « *catastrophique* » des négociations. Outre le C et le sort des spécialistes, le montant du "forfait structure" qui a été un des points cruciaux des discussions demeure également un point de discorde possible. Le fait que le montant maximum (4 900 euros par an et par médecin) ne pourra être atteint qu'en 2019 à la condition que différents critères soient remplis déçoit les syndicats et en particulier la Fédération des médecins de France (FMF) ou la CSMF.

La fin de l'été sera chaude

Dans ce contexte, la signature de l'ensemble des syndicats, à l'exception du Bloc est aujourd'hui compromise. Nous l'avons évoqué en début de semaine, au-delà des propositions de l'Assurance maladie, les rapports difficiles avec le ministère de la Santé pourraient avoir une influence décisive. Si la FMF ou le SML se montrent ainsi très hostiles à l'idée de parapher un texte soutenu par Marisol Touraine, MG France considère pour sa part qu'un tel argument ne doit pas jouer. Cité par le Figaro, son président Claude Leicher considère qu'il serait impensable de refuser une augmentation du C pour « *faire payer notre mauvaise humeur au gouvernement* ». S'il apparaît donc que l'opposition des uns et des autres n'est sans doute pas totalement figée, puisque beaucoup admettent que l'effort financier est important, une signature aujourd'hui semble peu probable. La FMF a ainsi déjà prévu de consulter ses troupes ce week-end, tandis que la CSMF et le SML tiendront des assemblées générales le 25 août, soit à la veille de l'ultimatum fixé par les pouvoirs publics pour l'établissement de la nouvelle convention.

Dernière heure : Lors de la séance de négociations conventionnelles du jour, l'Assurance maladie aurait proposé de revaloriser le C à 25 euros en une seule fois dès le 1er mai 2017 et non plus en 2 étapes comme elle l'avait indiqué précédemment. Une avancée saluée par MG France et la CSMF.

Aurélie Haroche

Le Parisien

DATE : 27/07/2016

Consultation à 25 euros : les médecins libéraux se donnent un mois pour signer



Nouvelle réunion entre syndicats de médecins et l'Assurance maladie. (AFP/FRANCK FIFE)

Médecins libéraux et Assurance maladie ont achevé tard mercredi soir leurs négociations sur une nouvelle convention quinquennale sans entériner la consultation à 25 euros chez les généralistes, trois syndicats sur cinq réservant leur éventuelle signature jusqu'à la fin août.



"La négociation est close", a déclaré devant la presse le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, vers minuit à l'issue de la réunion concluant cinq mois de travaux.

Soulignant un effort "extrêmement important et qui n'a pas de précédent", il a souhaité "voir rassemblés les cinq syndicats le 26 août" pour la séance de signature.

Seuls MG France, premier syndicat de généralistes, et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) ont signé un "protocole d'accord de fin de négociations", tandis que la CSMF, la FMF et le SML (généralistes et spécialistes) attendaient de consulter leurs instances ou leur base dans les prochaines semaines.

"On est contents d'avoir mené la négociation jusqu'au bout et d'avoir réussi", s'est réjoui Claude Leicher, le président de MG France.

"C'est la première fois que nos spécialités" obtiennent gain de cause sur "un certain nombre de points revendiqués depuis plusieurs années", s'est félicité le co-président du Bloc, Philippe Cuq.

Mais il faudra au minimum l'accord d'un autre syndicat pour valider la convention qui définit pour les cinq prochaines années les conditions d'exercice et les honoraires des 115.000 médecins libéraux.

"Tout n'est pas réglé", a regretté pour sa part le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, tout en reconnaissant que "des sommes non négligeables" ont été mises sur la table.

Sans signatures suffisantes le 26 août, un règlement arbitral serait confié au haut fonctionnaire Bertrand Fragonard.

"Ce serait un gâchis incompréhensible que cette convention se transforme en règlement arbitral, qui serait évidemment très en-deçà", a affirmé M. Revel.

Principale avancée obtenue mercredi par la profession : l'augmentation à 25 euros de la consultation chez le généraliste, bloquée à 23 depuis 2011, dès le 1er mai 2017 et non plus en deux étapes jusqu'en décembre de la même année, comme proposé précédemment par l'Assurance maladie.

- 1,3 milliard d'euros -

Le coût de cette revalorisation restera dans le budget de 400 millions qui avait été arrêté pour 2017 par l'Assurance-maladie, grâce au "rééchelonnement d'autres mesures", a expliqué M. Revel, contraint de respecter les objectifs d'économies fixés par le gouvernement.

Il a ajouté "40 millions d'euros" à la somme proposée la semaine dernière, portant l'effort de la Sécu à "960 millions d'euros" quand toutes les mesures seront appliquées, en 2019.

En comptant les complémentaires santé, l'enveloppe globale serait "pas loin de 1,3 milliard d'euros", le double de la précédente convention. L'union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire doit valider formellement son investissement le 16 septembre.

"Un résultat inespéré" à l'heure où "le pays connaît de grandes difficultés économiques", a salué Claude Leicher, chiffrant les hausses d'honoraires obtenues à "16.000 euros par an" et par généraliste.

C'est également, selon lui, la fin de l'"injustice" connue par ses confrères par rapport aux spécialistes.

Ces derniers n'ont pas été oubliés par le projet. L'avis ponctuel de consultant, demandé à un spécialiste par un médecin traitant, passerait par exemple à 50 euros, contre 46 actuellement.

Cet acte augmenterait de deux euros en octobre 2017, puis de deux autres en juin 2018.

La convention prévoit aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros ou encore une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux.

La FMF discutera le texte final en conseil d'administration le 30 juillet et lors d'une assemblée générale "sans doute le 21 août", tandis que la CSMF et le SML consulteront leur base le 25 août, veille de la séance de signature.

AFP

Le Point

DATE : 27/07/2016

La consultation chez un généraliste à 25 euros au 1er mai 2017 ?

L'Assurance maladie a proposé cette hausse aux syndicats. La consultation n'avait pas augmenté depuis 2011, se stabilisant à 23 euros.

SOURCE AFP

Publié le 27/07/2016 à 17:38 | Le Point.fr



ABONNEZ-VOUS À PARTIR DE 1€

Aller chez le médecin va-t-il coûter plus cher ? L'Assurance maladie a proposé mercredi aux syndicats de médecins libéraux de revaloriser la consultation chez le généraliste à 25 euros, en une seule fois, à compter du 1er mai 2017, ont indiqué MG France et la CSMF en marge de la réunion sur la prochaine convention médicale.

Lors de la précédente rencontre, le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, avait proposé une revalorisation en deux étapes, un euro le 1er avril 2017 et un autre le 1er décembre. La consultation chez le généraliste est fixée à 23 euros depuis 2011. « MG France a gagné », a tweeté le premier syndicat de médecins généralistes. « Il y a encore beaucoup de choses à revoir, même s'il y a des avancées », a pour sa part déclaré devant la presse le président de la CSMF (spécialistes et généralistes), Jean-Paul Ortiz. « On se félicite du 25 euros au 1er mai, mais, pour nous, cela n'est qu'un des points durs », a-t-il ajouté.

Assemblée générale le 25 août

Autre revendication satisfaite mercredi, l'avis ponctuel de consultant, demandé à un spécialiste par un médecin traitant, passerait, selon lui, à 50 euros (contre 46 actuellement). Mais cet acte n'augmenterait que de deux euros en juillet 2017, puis de deux autres en octobre 2018, une date beaucoup trop lointaine pour la CSMF, a insisté Jean-Paul Ortiz. « La CSMF ne signera pas le texte aujourd'hui », a-t-il dit, rappelant que son syndicat tiendrait une « assemblée générale » le 25 août, celle « de la dernière chance ». « Je veux donner le plus de temps possible à la Cnamts (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, NDLR) et au gouvernement pour répondre à nos demandes », a ajouté le responsable.

Selon lui, « 60 millions d'euros » supplémentaires ont été mis sur la table mercredi par rapport aux près de 920 millions proposés la semaine dernière par l'Assurance maladie. La CSMF, la FMF, le SML (généralistes et spécialistes), MG France (généralistes) et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) étaient conviés mercredi au siège de l'Assurance maladie pour une ultime séance de négociation autour d'une nouvelle convention quinquennale, texte définissant les conditions d'exercice et les honoraires des 115 000 médecins libéraux. Ils ont jusqu'au 26 août pour valider un accord, sans quoi un règlement arbitral interviendra.

LesEchos.fr

DATE : 27/07/2016

Tarifs des médecins : Ultime séance de négociations

LES ECHOS | Le 27/07 à 06:00 | 0 0 in 2 0

L'Assurance-maladie devrait proposer mercredi d'ultimes ajustements à son projet de convention quinquennale, toujours rejeté par les médecins libéraux. *« C'est la der des ders, après, tout le monde part en vacances »*, a résumé Eric Henry, le président du SML, l'un des syndicats de médecins. En année pleine, l'ensemble des mesures proposées jusqu'à présent représente 1,25 milliard d'euros dont 920 millions pour l'Assurance- maladie et 350 millions pour les complémentaires santé.

Service
TRÉSORERIE EXPRESS

Les Echos.fr

DATE : 27/07/2016

Tarifs des médecins : les généralistes grands gagnants

LEÏLA DE COMARMOND | 27/07/2016 |

L'Assurance-maladie a proposé que le prix de la consultation soit revalorisé à 25 euros en une seule fois le 1er mai 2017.

« Oui, MG France va signer, [...] nous avons gagné la bataille de la revalorisation dans le contexte d'un pays qui connaît des difficultés financières et économiques, c'est inespéré. » Claude Leicher, le président du premier syndicat de médecins généralistes, MG France, avait le sourire ce mercredi. Il venait d'apprendre que l'Assurance-maladie acceptait une revalorisation du tarif de la consultation des médecins de premier recours de 23 à 25 euros en une seule fois le 1er mai 2017.

Le directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), Nicolas Revel, s'est fait prié. Jeudi dernier, à l'issue d'une négociation marathon de trois jours, il n'avait concédé que de placer les deux hausses consécutives d'un euro en 2017 et non en partie sur 2018 (au 1er avril et au 1er décembre). Il avait gardé son annonce pour l'ultime séance de négociation de ce mercredi.

Pas encore suffisant

Le directeur général de la CNAM a fait un grand pas pour valider la nouvelle convention médicale mais ce n'est pas encore suffisant. Il lui faut en effet obtenir le paraphe de syndicats représentant au moins 30 % chez les généralistes, ce qui est a priori acquis puisque MG France en représente 31 %, mais aussi de syndicats représentant au moins 30 %

des spécialistes, hors le Bloc, favorable à ses propositions, ne pèse que 24 %.

À LIRE AUSSI

f des médecins : les principales ures du projet de convention

Le directeur général de la CNAM a annoncé un effort financier de 40 millions supplémentaires, portant l'effort total de l'assurance maladie à 960 millions d'euros (1,35 milliard avec la part des complémentaires santé) à terme. Mais cela ne pouvait suffire à boucler le financement de la convention sans dépasser les limites imposées par le respect de l'objectif national de dépenses d'assurance-maladie en 2017.

Des « plus » et des « moins »

Il a donc rogné sur les autres mesures annoncées. Mais suffisamment habilement pour mettre les trois syndicats de médecins restant devant un choix cornélien. Plutôt que de revenir sur certaines revalorisations déjà promises, ce qui aurait précipité l'échec des discussions, il a cumulé des « plus » et des « moins ».

Du côté des moins, il a décalé le calendrier d'application d'un certain nombre de revalorisations tarifaires. Ainsi, l'entrée en vigueur des 30 euros de majoration pour consultation très complexe a été reportée d'avril à octobre 2017. Mais en même temps, Nicolas Revel a annoncé de nouvelles mesures en faveur de certaines populations : les médecins de secteur 2 sans accord de plafonnement de leurs dépassements, largement oubliés du projet de convention (au grand dam du SML), les cardiologues, etc.

« *Nous sommes en partie entendus* », notait Jean-Paul Ortiz, le président de la CSMF, premier syndicat de médecins, tout en pointant les revendications insatisfaites, notamment sur le calendrier. Les discussions se poursuivait en soirée. Il faudra de toute façon attendre le 25 août avant de savoir si une convention peut voir le jour, car ni la CSMF, ni la FMF, ni le SML n'avaient l'intention de se prononcer à l'issue de la négociation.

DATE : 27/07/2016

Consultation à 25 euros : les médecins libéraux se donnent un mois pour signer

Par AFP — 27 juillet 2016 à 14:25 (mis à jour le 28 juillet 2016 à 10:04)



Nouvelle réunion entre syndicats de médecins et l'Assurance maladie Photo FRANCK FIFE. AFP

Médecins libéraux et Assurance maladie ont achevé tard mercredi soir leurs négociations sur une nouvelle convention quinquennale sans entériner la consultation à 25 euros chez les généralistes, trois syndicats sur cinq réservant leur éventuelle signature jusqu'à la fin août.

«La négociation est close», a déclaré devant la presse le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, vers minuit à l'issue de la réunion concluant cinq mois de travaux.

Soulignant un effort «extrêmement important et qui n'a pas de précédent», il a souhaité «voir rassemblés les cinq syndicats le 26 août» pour la séance de signature.

Seuls MG France, premier syndicat de généralistes, et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) ont signé un «protocole d'accord de fin de négociations», tandis que la CSMF, la FMF et le SML (généralistes et spécialistes) attendaient de consulter leurs instances ou leur base dans les prochaines semaines.

«On est contents d'avoir mené la négociation jusqu'au bout et d'avoir réussi», s'est réjoui Claude Leicher, le président de MG France.

«C'est la première fois que nos spécialités» obtiennent gain de cause sur «un certain nombre de points revendiqués depuis plusieurs années», s'est félicité le co-président du Bloc, Philippe Cuq.

Mais il faudra au minimum l'accord d'un autre syndicat pour valider la convention qui définit pour les cinq prochaines années les conditions d'exercice et les honoraires des 115.000 médecins libéraux.

«Tout n'est pas réglé», a regretté pour sa part le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, tout en reconnaissant que «des sommes non négligeables» ont été mises sur la table.

Sans signatures suffisantes le 26 août, un règlement arbitral serait confié au haut fonctionnaire Bertrand Fragonard.

«Ce serait un gâchis incompréhensible que cette convention se transforme en règlement arbitral, qui serait évidemment très en-deçà», a affirmé M. Revel.

Principale avancée obtenue mercredi par la profession : l'augmentation à 25 euros de la consultation chez le généraliste, bloquée à 23 depuis 2011, dès le 1er mai 2017 et non plus en deux étapes jusqu'en décembre de la même année, comme proposé précédemment par l'Assurance maladie.

- 1,3 milliard d'euros -

Le coût de cette revalorisation restera dans le budget de 400 millions qui avait été arrêté pour 2017 par l'Assurance-maladie, grâce au «rééchelonnement d'autres mesures», a expliqué M. Revel, contraint de respecter les objectifs d'économies fixés par le gouvernement.

Il a ajouté «40 millions d'euros» à la somme proposée la semaine dernière, portant l'effort de la Sécu à «960 millions d'euros» quand toutes les mesures seront appliquées, en 2019.

En comptant les complémentaires santé, l'enveloppe globale serait «pas loin de 1,3 milliard d'euros», le double de la précédente convention. L'union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire doit valider formellement son investissement le 16 septembre.

«Un résultat inespéré» à l'heure où «le pays connaît de grandes difficultés économiques», a salué Claude Leicher, chiffrant les hausses d'honoraires obtenues à «16.000 euros par an» et par généraliste.

C'est également, selon lui, la fin de l'«injustice» connue par ses confrères par rapport aux spécialistes.

Ces derniers n'ont pas été oubliés par le projet. L'avis ponctuel de consultant, demandé à un spécialiste par un médecin traitant, passerait par exemple à 50 euros, contre 46 actuellement.

Cet acte augmenterait de deux euros en octobre 2017, puis de deux autres en juin 2018.

La convention prévoit aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros ou encore une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux.

La FMF discutera le texte final en conseil d'administration le 30 juillet et lors d'une assemblée générale «sans doute le 21 août», tandis que la CSMF et le SML consulteront leur base le 25 août, veille de la séance de signature. ◆►

Libération

DATE : 27/07/2016

Le 1er mai 2017, il faudra débourser deux euros de plus pour une consultation

Par Eric Favereau — 27 juillet 2016 à 17:43



Chez un médecin généraliste, à Godewaersvelde, dans le Nord, le 25 septembre 2012. Photo Philippe Huguen. AFP

En acceptant cette revendication des généralistes, l'assurance maladie ouvre la voie à un accord pour la signature d'une nouvelle convention.

Le 1er mai 2017, il faudra débourser deux euros de plus pour une consultation

Ce devrait être tout bon. Ce mercredi après-midi, dans l'ultime rencontre entre les syndicats de médecins et l'assurance maladie, celle-ci a finalement accepté que la consultation pour un médecin généraliste passe de 23 à 25 euros, en une seule fois, et cela au 1er mai 2017. En présentant cette dernière concession, Nicolas Revel, directeur général de l'assurance maladie, devrait arriver à recueillir l'accord de MG France, le syndicat le plus important chez les généralistes. Et arriver au final à décrocher l'aval d'au moins trois syndicats au total.

Hiérarchisation des consultations

C'est un résultat inespéré. Cela faisait près de cinq mois que la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), la Fédération mutuelles de France (FMF), le Syndicat des médecins libéraux (SML) représentant généralistes et spécialistes), MG France (généralistes uniquement) et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) discutaient pour fixer les règles à venir entre les médecins libéraux et l'assurance maladie. Les négociations portaient notamment sur les conditions d'exercice et les honoraires des 115 000 médecins libéraux en France. Et jusqu'à cette dernière concession, cela bloquait.

Nicolas Revel avait certes proposé un passage, mais en deux étapes, pour arriver à la consultation à 25 euros. L'une en avril 2017 puis une autre en décembre de la même année. Le texte proposait également une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros, ou encore une aide de 50 000 euros pour

l'installation dans les déserts médicaux, pour un impact global de 400 millions d'euros environ en 2017.

Investissement doublé

«Tout cela va dans le bon sens, mais la consultation tout de suite à 25 euros est devenue symbolique, on ne pourra pas signer sans», nous disait alors le docteur Claude Leichner, président de MG France. Il a obtenu gain de cause. Dans ces conditions, on voit mal comment cette nouvelle convention ne sera pas signée par au moins trois syndicats. Globalement, l'assurance maladie ne s'est pas montrée pingre, avec une facture s'élevant à près de 920 millions d'euros et même 1,1 milliard en comptant la participation des complémentaires santé. Au total, c'est un investissement qui est quasiment doublé par rapport à la précédente convention. En ces temps de rigueur budgétaire, ce n'est pas négligeable.

Les syndicats ont jusqu'au 25 août pour signer. S'ils ne le font pas, ce sera un règlement arbitral – moins avantageux selon l'assurance maladie –, qui sera alors confié au haut fonctionnaire Bertrand Fragonard. ◂▸

PARIS NORMANDIE.fr

DATE : 27/07/2016

Tarifs des consultations. L'heure de vérité pour les médecins libéraux et la Sécu

Publié 27/07/2016 à 15H01

Partager Réagir



Les médecins libéraux vont-ils refuser des revalorisations de 1,25 milliard d'euros ? Leurs syndicats se retrouvent mercredi 27 juillet au siège de l'Assurance maladie pour une ultime réunion sur une nouvelle convention quinquennale instaurant la consultation à 25 euros chez les généralistes.

Après cinq mois de travaux, la CSMF, la FMF, le SML (généralistes et spécialistes), MG France (généralistes) et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) attendent les derniers ajustements sur ce texte à la base des conditions d'exercice et des honoraires des 115.000 médecins libéraux.

«Le gouvernement doit prendre les décisions nécessaires» s'il souhaite obtenir la signature de MG France, a redit mercredi son président Claude Leicher. Traduction : le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, doit obtenir le feu vert pour augmenter la consultation chez les généralistes de 23 euros à 25 «en une seule fois», et non en deux étapes, comme prévu actuellement.

Ce découpage d'un euro en avril 2017 puis d'un autre en décembre de la même année, permettrait d'absorber le coût de la mesure, de 445 millions d'euros en année pleine, tout en instaurant d'autres revalorisations et en respectant les contraintes budgétaires, insiste l'Assurance maladie.

Car la convention mise sur la table prévoit aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros ou encore une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, pour un impact global de 400 millions d'euros environ en 2017.

Une fois toutes ces mesures appliquées, la facture s'élève à près de 920 millions d'euros pour l'Assurance maladie, à 1,1 milliard en comptant la participation des complémentaires santé. Leur représentant, l'union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire doit en outre valider formellement le 16 septembre un investissement supplémentaire de 150 millions d'euros.

Au total, l'investissment est quasiment doublé par rapport à la précédente convention.

– 'L'opposition à la loi santé continue'

Le texte «comporte des éléments réellement novateurs et positifs», admet Claude Leicher. Mais la consultation à 25 euros en une fois, réclamée par son syndicat depuis octobre 2014 pour aligner le tarif des généralistes, inchangé depuis 2011, sur celui des spécialistes, pourrait ne pas suffire à remporter l'adhésion des autres syndicats.

Face à l'accent mis sur les généralistes et autres médecins pratiquant les tarifs de la sécurité sociale, les spécialistes,

en particulier ceux pratiquant des dépassements d'honoraires non encadrés par un contrat d'accès aux soins, se sentent «stigmatisés», selon Eric Henry, le président du SML.

«Manques de moyens» et de «vision d'avenir» ont aussi conduit la CSMF, premier syndicat de la profession, à rejeter samedi en assemblée générale la dernière mouture proposée la veille par l'Assurance maladie, selon son président Jean-Paul Ortiz. Comme le SML, il réclame par exemple que l'avis ponctuel de consultant de 46 euros, réclamé par un médecin traitant à un spécialiste, soit porté à 50, et non à 48 euros, comme le propose M. Revel.

Tous ont pourtant reconnu les «avancées» déjà concédées. Mais «l'opposition à la loi santé» de la ministre Marisol Touraine «continue» et pourrait barrer la voie à un accord, explique Jean-Paul Hamon, le président de la FMF, en référence à la réforme qui a poussé quelque 20.000 médecins à battre la pavé l'année dernière. «On ne veut pas faire plaisir» à la ministre en signant, ni «priver les médecins d'oxygène», explique-t-il pour résumer son dilemme.

Seul le Bloc semble pour l'heure prêt à parapher le texte. En supposant que MG France fasse de même, il ne manquerait plus que la signature de l'un des trois autres syndicats pour obtenir 30% des voix dans tous les collèges (généralistes, spécialistes, chirurgiens) et valider une convention.

La FMF discutera le texte final en conseil d'administration le 30 juillet, tandis que la CSMF et le SML consulteront leurs troupes en assemblée générale le 25 août, soit un jour avant la date limite pour un accord. En cas d'échec, un règlement arbitral, moins avantageux, selon l'Assurance maladie, sera confié au haut fonctionnaire Bertrand Fragonard.

pourquoi docteur
Comprendre pour agir

DATE : 27/07/2016

Négociations conventionnelles : 3 syndicats ne signent toujours pas

par Anne-Laure Lebrun

Alors que l'Assurance maladie a fait de nouvelles propositions, et revu le calendrier, seuls 2 syndicats de médecins libéraux sur 5 ont annoncé qu'ils signeront la convention.



GILE MICHEL/SIPA

Publié le 27.07.2016 à 18h57

Mots-clés : négociations conventionnelles | tarifs médicaux | syndicats médicaux

Ce mercredi s'est tenue l'ultime séance de négociations entre les syndicats de médecins libéraux et l'Assurance maladie. Si des avancées ont été trouvées au cours des dernières semaines, ce derner "round" n'a pas convaincu tous les représentants syndicaux présents autour de la table. Seuls MG France et le BLOC se seraient engagés à signer la convention en l'état.

Le premier syndicat de libéraux, la CSMF, a lui déjà annoncé qu'il ne signerait pas la convention. Le syndicat ne se prononcera qu'après son assemblée générale, organisée le 25 août prochain, a précisé son président, le Dr Jean-Paul Ortiz.

LA CITATION DU JOUR

"La revalorisation du C à 25 euros en 1 étape était l'un des points durs. Nous l'avons obtenu.
Nous avons aussi obtenu que l'acte de consultant soit revalorisé, non pas à 48, mais à 50 euros. Cependant cette revalorisation intervient trop tard, au 1er octobre 2018. Et il y a d'autres points durs.
Il n'est pas acceptable que les autres revalorisations se fassent 1 euro par 1 euro. Pour la cardiologie, nous demandons une revalorisation de 2 euros, comme pour les autres spécialités."

Dr Jean-Paul Ortiz,
président de la CSMF,
sur *Egora.fr*
(séance du 27 juillet 2016).



Consultation à 25 euros en une seule fois

Pourtant Nicolas Revel, directeur de l'Assurance maladie, a cédé à plusieurs demandes des médecins. D'abord, la consultation des généralistes passera de 23 à 25 euros en une seule fois le 1er mai 2017, et non en deux étapes (en 2017 puis en 2018) comme cela avait proposé début juillet. « Il s'agit d'une mesure d'équité de traitement entre tous les médecins, c'est historique, s'est félicité le Dr Leicher, président de MG France auprès de nos confrères du Quotidien du Médecin. Cela fait dix ans que nous attendions cela ».

Autre revalorisation : les actes de consultant. Alors que la CNAM proposait de les porter à 48 euros la semaine dernières, elles atteindront finalement 50 euros en deux temps : 48 en 2017 puis 50 en 2018. Si cette disposition est saluée par la CSMF, l'avancée en deux fois le refroidit. Le Dr Jean-Paul Ortiz aimerait qu'elle intervienne le plus tôt possible.

En outre la hausse des consultations complexes, et son calendrier n'est pas encore fixé. Elles pourraient être revalorisées à 46 pour les consultations complexes, et 60 pour les très complexes. Dans tous les cas, l'enveloppe allouée ne dépassera pas 400 millions d'euros l'an prochain, a rappelé le directeur de l'Assurance maladie.

2 syndicats sur 5 prêts à signer

Au total, près de 900 millions d'euros ont été mis sur la table des négociations pour la prochaine convention médicale. « Ce projet représente 16 000 euros d'honoraires en plus par an et par généraliste », selon le Dr Leicher, président de MG France rapporte le *Quotidien du Médecin* sur Twitter.

Si le projet reste en l'état, MG France a d'ores et déjà annoncé qu'il signera cette nouvelle convention. Le BLOC devrait lui aussi apposer sa signature ce soir. De son côté la CSMF laissera l'été passer pour réfléchir. La FMF, et le SML devraient également consulté leurs instances avant de signer, ou pas, le 28 août prochain, date butoir.





JIM.fr

DATE : 28/07/2016

Publié le 28/07/2016

Convention : MG France et le Bloc prêts à signer, les autres font durer le suspens



Paris, le jeudi 28 juillet 2016 – Coup de théâtre au cœur de l'après-midi hier, comme nous l'avions rapidement annoncé en dernière heure: l'Assurance maladie a finalement cédé sur la revalorisation du C. Elle ne sera pas conduite en deux étapes comme le souhaitaient initialement les pouvoirs publics mais interviendra dès le 1er mai 2017, date à laquelle le tarif de la consultation atteindra donc 25 euros. En dépit de cette annonce dont l'ensemble des observateurs estiment qu'elle concerne un point crucial, les discussions se sont poursuivies jusqu'à tard hier soir. Ce n'est qu'après minuit que les représentants de l'Assurance maladie et des syndicats se sont en effet séparés pour ne se retrouver qu'à la fin du mois d'août.

C 2 à 50 euros en juin 2018

L'enveloppe allouée par l'Assurance maladie s'élève finalement à 960 millions d'euros, soit un effort financier inédit, d'autant plus qu'il intervient dans un contexte financier difficile. Cependant, la revalorisation du C en une seule étape n'outrepasse pas les objectifs fixés par l'Assurance maladie pour 2017 en raison notamment du « *rééchelonnement d'autres mesures* » a précisé le patron de la CNAM, Nicolas Revel. Outre cette victoire concernant le C, plusieurs autres demandes des syndicats ont été entendues et notamment le passage du C2 à 50 euros (et non 48). Cette augmentation se fera pour sa part en deux temps, pour atteindre 48 euros en 2017 et 50 euros en juin 2018. Par ailleurs, les quatre niveaux de consultation sont officiellement créés. Outre le tarif de base du C, des consultations coordonnées auront un niveau de 30 euros à partir de juillet 2017. Différents actes entreront par ailleurs dans le champ des consultations complexes, avec un tarif de 46 euros (tels le dépistage d'un mélanome ou la première prescription de contraception). Enfin, une consultation d'annonce ou de mise en place d'un traitement pour un cancer ou une maladie neurologique grave bénéficiera d'un tarif de 60 euros qui entrera en vigueur à partir de novembre 2017. On sait également que les actes techniques ont bénéficié de différentes réévaluations grâce à une évolution de leurs modulateurs. Enfin, un forfait structure atteignant autour de 4 000 euros à partir de 2019, mais nécessitant de répondre à différents critères a été créé.

Des spécialités techniques satisfaites

La CNAM caressait l'espoir, ténu, de pouvoir rallier l'ensemble des syndicats dès hier soir. La signature du Bloc paraissait déjà acquise comme l'avait annoncée l'organisation, satisfaite des avancées concernant les actes techniques pour les praticiens qu'elle représente (les anesthésistes, les gynécologues obstétriciens et les chirurgiens). La mise en place d'une option spécifique réservée à ces spécialités techniques dans le cadre de la nouvelle option tarifaire maîtrisée (OPTAM) n'a pu que conforter le Bloc dans sa volonté d'adhérer au projet de la CNAM. « *Pour la première fois les spécialistes que nous représentons (chirurgiens, anesthésistes et gynécologues-obstétriciens) ont obtenu un certain nombre de points importants, le BLOC souhaite accompagner ce projet* » s'est félicité le co-président de cette organisation, Philippe Cuq.

De l'argent, mais pas d'idées fortes

Du côté de MG France, la refonte du calendrier de revalorisation du C a éliminé ses dernières préventions contre le texte. Le patron de MG France, signataire du projet dès la fin de la séance a été le plus dithyrambique face au travail réalisé. Saluant la fin de « *l'injustice » entre généralistes et spécialistes, il s'est félicité d'un résultat « inespéré* ». Il a encore affirmé que le gain lié à l'ensemble des augmentations représenterait 16 000 euros par an et par généraliste. Ce calcul laisse dubitatif Jean-Paul Hamon à la tête de la Fédération des médecins de France (FMF) sur Twitter. Bien moins enthousiaste, le second syndicat chez les généralistes, se réserve jusqu'à la fin août pour prendre sa décision. Une première consultation des adhérents de la FMF aura lieu ce week-end et une nouvelle probablement le 21 août. Si l'organisation admet que l'effort financier est important, elle regrette un projet sans véritable structuration et idée conductrice. Elle attendait un véritable « *plan Marshall* » pour la médecine libérale et ne retrouve pas dans le projet de l'Assurance maladie cette ambition qui aurait pu permettre aux jeunes de retrouver le goût de l'exercice libéral. Elle se montre par ailleurs déçue par la faiblesse

du forfait structure. Enfin, rappelons que l'opposition à Marisol Touraine est très forte au sein de cette formation.

Des spécialistes de secteur 2 oubliés

Du côté de la Confédération des syndicats médicaux français (CMSF), on réserve également sa réponse au dernier jour fixé pour l'établissement de la nouvelle convention soit le 26 août. Si elle se réjouit de l'avancée en ce qui concerne le C et le C2, la CSMF déplore qu'il faille attendre 2018 pour atteindre les 50 euros pour le C2. Elle regrette encore que le champ des consultations complexes et très complexes demeure trop restreint. L'organisation majoritaire chez les spécialistes se montre également déçue des trop timides avancées pour ces derniers, notamment ceux installés en secteur 2 qui n'adhéreraient pas à l'OPTAM. C'est le même diagnostic, avec plus de sévérité, qui s'impose du côté du SML : « *La dermatologie, la pédiatrie et la psychiatrie sont les grands perdants de cette convention* », juge ainsi le président du SML qui pour l'heure juge peu probable la signature de son syndicat, qui sera également décidée le 25 août prochain.

Gâchis ?

Les seules signatures du Bloc et de MG France ne suffiront pas à la promulgation d'une nouvelle convention et signifieraient le déclenchement d'un règlement arbitral qui serait nécessairement moins favorable aux praticiens. « *Ce serait un gâchis incompréhensible que cette convention se transforme en règlement arbitral* » a prévenu Nicolas Revel. Rendez-vous à la fin du mois d'août.

Aurélie Haroche

LA CROIX

DATE : 28/07/2016

Consultation à 25 euros : les médecins libéraux se donnent un mois pour signer

afp, le 28/07/2016 à 10h04



Nouvelle réunion entre syndicats de médecins et l'Assurance maladie / AFP/Archives

Médecins libéraux et Assurance maladie ont achevé tard mercredi soir leurs négociations sur une nouvelle convention quinquennale sans entériner la consultation à 25 euros chez les généralistes, trois syndicats sur cinq réservant leur éventuelle signature jusqu'à la fin août.

"La négociation est close", a déclaré devant la presse le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, vers minuit à l'issue de la réunion concluant cinq mois de travaux.

Soulignant un effort "extrêmement important et qui n'a pas de précédent", il a souhaité "voir rassemblés les cinq syndicats le 26 août" pour la séance de signature.

Seuls MG France, premier syndicat de généralistes, et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) ont signé un "protocole d'accord de fin de négociations", tandis que la CSMF, la FMF et le SML (généralistes et spécialistes) attendaient de consulter leurs instances ou leur base dans les prochaines semaines.

"On est contents d'avoir mené la négociation jusqu'au bout et d'avoir réussi", s'est réjoui Claude Leicher, le président de MG France.

"C'est la première fois que nos spécialités" obtiennent gain de cause sur "un certain nombre de points revendiqués depuis plusieurs années", s'est félicité le co-président du Bloc, Philippe Cuq.

Mais il faudra au minimum l'accord d'un autre syndicat pour valider la convention qui définit pour les cinq prochaines années les conditions d'exercice et les honoraires des 115.000 médecins libéraux.

"Tout n'est pas réglé", a regretté pour sa part le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, tout en reconnaissant que "des sommes non négligeables" ont été mises sur la table.

Sans signatures suffisantes le 26 août, un règlement arbitral serait confié au haut fonctionnaire Bertrand Fragonard.

"Ce serait un gâchis incompréhensible que cette convention se transforme en règlement arbitral, qui serait évidemment très en-deçà", a affirmé M. Revel.

Principale avancée obtenue mercredi par la profession : l'augmentation à 25 euros de la consultation chez le généraliste, bloquée à 23 depuis 2011, dès le 1er mai 2017 et non plus en deux étapes jusqu'en décembre de la même année, comme proposé précédemment par l'Assurance maladie.

- 1,3 milliard d'euros -

Le coût de cette revalorisation restera dans le budget de 400 millions qui avait été arrêté pour 2017 par l'Assurance-maladie, grâce au "rééchelonnement d'autres mesures", a expliqué M. Revel, contraint de respecter les objectifs d'économies fixés par le gouvernement.

Il a ajouté "40 millions d'euros" à la somme proposée la semaine dernière, portant l'effort de la Sécu à "960 millions d'euros" quand toutes les mesures seront appliquées, en 2019.

En comptant les complémentaires santé, l'enveloppe globale serait "pas loin de 1,3 milliard d'euros", le double de la précédente convention. L'union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire doit valider formellement son investissement le 16 septembre.

"Un résultat inespéré" à l'heure où "le pays connaît de grandes difficultés économiques", a salué Claude Leicher, chiffrant les hausses d'honoraires obtenues à "16.000 euros par an" et par généraliste.

C'est également, selon lui, la fin de l'"injustice" connue par ses confrères par rapport aux spécialistes.

Ces derniers n'ont pas été oubliés par le projet. L'avis ponctuel de consultant, demandé à un spécialiste par un médecin traitant, passerait par exemple à 50 euros, contre 46 actuellement.

Cet acte augmenterait de deux euros en octobre 2017, puis de deux autres en juin 2018.

La convention prévoit aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros ou encore une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux.

La FMF discutera le texte final en conseil d'administration le 30 juillet et lors d'une assemblée générale "sans doute le 21 août", tandis que la CSMF et le SML consulteront leur base le 25 août, veille de la séance de signature.

L'ALSACE.fr

DATE : 28/07/2016

La consultation chez le généraliste à 25 euros en mai 2017?

L'Assurance maladie avait proposé une revalorisation en deux étapes. Mais les syndicats de médecins libéraux ont semble-t-il eu gain de cause : elle va dire oui à la hausse des prix en une seule fois.

Hier 16:47 par **AFP** , actualisé à 17:31 Vu 347 fois

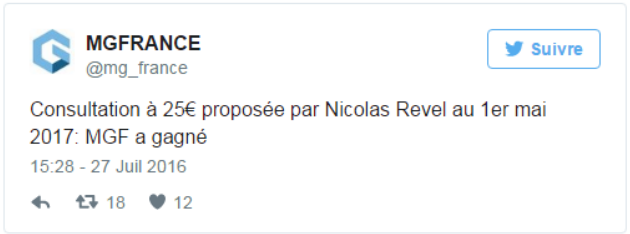


La consultation chez le généraliste devrait être bientôt plus chère de deux euros. Photo Julio PELAEZ

L'Assurance maladie a proposé ce mercredi aux syndicats de médecins libéraux de revaloriser la consultation chez le généraliste à 25 euros, en une seule fois, à compter du 1er mai 2017. Ce sont MG France et la CSMF qui ont dévoilé cette information en marge de la réunion sur la prochaine convention médicale.

Pas de hausse en deux temps

Lors de la précédente rencontre, le directeur de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, avait proposé une revalorisation en deux étapes, un euro le 1er avril 2017 et un autre le 1er décembre. La consultation chez le généraliste est fixée à 23 euros depuis 2011. «MG France a gagné», a tweeté le premier syndicat de médecins généralistes.



«Il y a encore beaucoup de choses à revoir, même s'il y a des avancées» a pour sa part déclaré devant la presse le président de la CSMF (spécialistes et généralistes), Jean-Paul Ortiz.
«On se félicite du 25 euros au 1er mai, mais pour nous cela n'est qu'un des points durs», a-t-il ajouté.

"Pas de signature aujourd'hui"

Autre revendication satisfaite ce mercredi, l'avis ponctuel de consultant, demandé à un spécialiste par un médecin traitant, passerait selon lui à 50 euros (contre 46 actuellement). Mais cet acte n'augmenterait que de deux euros en juillet 2017, puis de deux autres en octobre 2018, une date beaucoup trop lointaine pour la CSMF, a insisté M. Ortiz.

«La CSMF ne signera pas le texte aujourd'hui» a-t-il dit, rappelant que son syndicat tiendrait une «assemblée générale» le 25 août, celle «de la dernière chance».

La CSMF, la FMF, le SML (généralistes et spécialistes), MG France (généralistes) et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) ont jusqu'au 26 août pour valider un accord, sans quoi un règlement arbitral interviendra.

lejdc.fr

DATE : 28/07/2016

Consultation à 25 euros : les médecins libéraux se donnent un mois pour signer



Nouvelle réunion entre syndicats de médecins et l'Assurance maladie - FRANCK FIFE/AFP

Recommander Partager Soyez le premier de vos amis à recommander ça.

Médecins libéraux et Assurance maladie ont achevé tard mercredi soir leurs négociations sur une nouvelle convention quinquennale sans entériner la consultation à 25 euros chez les généralistes, trois syndicats sur cinq réservant leur éventuelle signature jusqu'à la fin août.

"La négociation est close", a déclaré devant la presse le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, vers minuit à l'issue de la réunion concluant cinq mois de travaux.

Soulignant un effort "extrêmement important et qui n'a pas de précédent", il a souhaité "voir rassemblés les cinq syndicats le 26 août" pour la séance de signature.

Seuls MG France, premier syndicat de généralistes, et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) ont signé un "protocole d'accord de fin de négociations", tandis que la CSMF, la FMF et le SML (généralistes et spécialistes) attendaient de consulter leurs instances ou leur base dans les prochaines semaines.

"On est contents d'avoir mené la négociation jusqu'au bout et d'avoir réussi", s'est réjoui Claude Leicher, le président de MG France.

"C'est la première fois que nos spécialités" obtiennent gain de cause sur "un certain nombre de points revendiqués depuis plusieurs années", s'est félicité le co-président du Bloc, Philippe Cuq.

Mais il faudra au minimum l'accord d'un autre syndicat pour valider la convention qui définit pour les cinq prochaines années les conditions d'exercice et les honoraires des 115.000 médecins libéraux.

"Tout n'est pas réglé", a regretté pour sa part le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, tout en reconnaissant que "des sommes non négligeables" ont été mises sur la table.

Sans signatures suffisantes le 26 août, un règlement arbitral serait confié au haut fonctionnaire Bertrand Fragonard.

"Ce serait un gâchis incompréhensible que cette convention se transforme en règlement arbitral, qui serait évidemment très en-deçà", a affirmé M. Revel.

Principale avancée obtenue mercredi par la profession : l'augmentation à 25 euros de la consultation chez le généraliste, bloquée à 23 depuis 2011, dès le 1er mai 2017 et non plus en deux étapes jusqu'en décembre de la même année, comme proposé précédemment par l'Assurance maladie.

- 1,3 milliard d'euros -

Le coût de cette revalorisation restera dans le budget de 400 millions qui avait été arrêté pour 2017 par l'Assurance-maladie, grâce au "rééchelonnement d'autres mesures", a expliqué M. Revel, contraint de respecter les objectifs d'économies fixés par le gouvernement.

Il a ajouté "40 millions d'euros" à la somme proposée la semaine dernière, portant l'effort de la Sécu à "960 millions d'euros" quand toutes les mesures seront appliquées, en 2019.

En comptant les complémentaires santé, l'enveloppe globale serait "pas loin de 1,3 milliard d'euros", le double de la précédente convention. L'union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire doit valider formellement son investissement le 16 septembre.

"Un résultat inespéré" à l'heure où "le pays connaît de grandes difficultés économiques", a salué Claude Leicher, chiffrant les hausses d'honoraires obtenues à "16.000 euros par an" et par généraliste.

C'est également, selon lui, la fin de l'"injustice" connue par ses confrères par rapport aux spécialistes.

Ces derniers n'ont pas été oubliés par le projet. L'avis ponctuel de consultant, demandé à un spécialiste par un médecin traitant, passerait par exemple à 50 euros, contre 46 actuellement.

Cet acte augmenterait de deux euros en octobre 2017, puis de deux autres en juin 2018.

La convention prévoit aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros ou encore une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux.

La FMF discutera le texte final en conseil d'administration le 30 juillet et lors d'une assemblée générale "sans doute le 21 août", tandis que la CSMF et le SML consulteront leur base le 25 août, veille de la séance de signature.

AFP

Le Monde.fr

DATE : 28/07/2016

Honoraires, aides, déserts médicaux : les principaux points de la nouvelle convention des médecins

Le Monde.fr avec AFP | 28.07.2016 à 03h42 • Mis à jour le 28.07.2016 à 06h31

Abonnez vous à partir de 1 € Réagir Classer Partager (215) Tweeter

Consultation chez le généraliste à 25 euros en mai 2017, valorisation des actes complexes ou aide à l'installation dans les déserts médicaux : l'Assurance-maladie a finalisé, mercredi 27 juillet, un projet de convention quinquennale avec les syndicats de médecins libéraux.

« La négociation est close », a déclaré devant la presse le directeur général de l'Assurance-maladie, Nicolas Revel, vers minuit à l'issue de la réunion concluant cinq mois de travaux. Soulignant un effort *« extrêmement important et qui n'a pas de précédent »*, il a souhaité *« voir rassemblés les cinq syndicats le 26 août »* pour la séance de signature.

Seuls MG France, premier syndicat de généralistes, et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) ont signé un *« protocole d'accord de fin de négociations »*, tandis que la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), la Fédération des médecins de France (FMF) et le Syndicat des médecins libéraux (SML) attendaient de consulter leurs instances ou leur base dans les prochaines semaines. Voici les principales mesures.

Prix de la consultation

La consultation chez le généraliste passera de 23 à 25 euros en mai 2017. L'avis ponctuel de consultant, un acte qui doit être explicitement demandé par un médecin traitant à un médecin spécialiste, passe de 46 à 48 euros en octobre 2017, puis à 50 euros en juin 2018.

L'Assurance-maladie retient une hiérarchisation des consultations en quatre niveaux, le premier reposant sur la consultation de référence à 25 euros. S'y ajoutent, au deuxième palier, les consultations coordonnées, par exemple lorsqu'un médecin traitant adresse un patient à un spécialiste. Pour ce dernier, la consultation passerait de 28 à 30 euros en juillet 2017.

La consultation des enfants jusqu'à 6 ans augmente par ailleurs à 30 euros chez les généralistes.

Le troisième niveau de consultation, prévu pour novembre 2017, concerne les actes complexes, comme le dépistage de mélanome, à 46 euros. Un tarif qui s'appliquera aussi à des nouveautés (première consultation de contraception et de prévention des maladies sexuellement transmissibles chez le généraliste et le gynécologue).

Le quatrième englobe les actes très complexes, à 60 euros, comme lors d'une consultation initiale d'information et de mise en place d'une stratégie thérapeutique pour les patients atteints de cancer ou de pathologie neurologique grave. Cette valorisation interviendrait également en novembre 2017.

Encadrement des dépassements d'honoraires

Le contrat d'accès aux soins, qui incite les médecins signataires à limiter leurs dépassements d'honoraires en échange d'une prise en charge de leurs cotisations sociales, sera rebaptisé option tarifaire maîtrisée (Optam).

Une option spécifique sera réservée aux chirurgiens et gynécologues-obstétriciens, pour la rendre plus attractive.

Lutte contre les déserts médicaux

Une aide de 50 000 euros est prévue pour les médecins s'installant dans les zones en tension, manquant de praticiens, s'ils s'engagent à y rester au moins trois ans et à exercer en groupe.

Forfaits annexes

Les diverses rémunérations forfaitaires actuellement octroyées aux médecins, pour la prise en charge de patients atteints d'affection de longue durée (ALD) ou de personnes âgées, par exemple, seront remplacées par un forfait unique dédié au suivi de la patientèle du médecin traitant, tenant également compte de la précarité des malades. Ce « forfait patientèle » pourrait atteindre 15 000 euros par médecin et par an.

Enfin un forfait structure, permettant au médecin de recruter une secrétaire, s'élèverait autour de 4 000 euros en 2019.

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN.fr

DATE : 28/07/2016

MG France et le BLOC signent un protocole de fin de négos, un accord majoritaire renvoyé au 26 août

Christophe Gattuso, Marie Foult | 28.07.2016

Inscrivez-vous gratuitement

- A +



Crédit Photo : M. Foult

L'assurance-maladie a achevé jeudi au petit matin les négociations entamées en février dernier avec les syndicats de médecins libéraux dans le but de conclure la future convention médicale.

Malgré ses nouvelles propositions de revaloriser la consultation à 25 euros en une seule fois, à compter du 1er mai 2017, par le biais d'une majoration applicable aux généralistes aux tarifs opposables, et de porter à terme le C2 (acte de consultant à 50 euros), la CNAM n'est pas parvenue à emporter l'adhésion des cinq syndicats représentatifs de la profession.

SUR LE MEME SUJET

Le C à 25 euros au 1er mai 2017, le C2 à 50 euros : les nouvelles propositions de la CNAM

Signature de la convention : rappel des règles du jeu

Seuls MG France et le BLOC ont signé le relevé de conclusions proposé par l'assurance-maladie à l'issue de près de douze heures de discussions.

MOTS CLÉS

- Convention
- Médecin libéral
- Assurance maladie-Dépenses de santé
- Médecin
- Politique de santé

CRÉER UNE ALERTE

Satisfaction mesurée de la CNAM

« La négociation est close. Deux syndicats nous ont fait part de leur accord, MG France et le BLOC, a confié Nicolas Revel, les traits tirés, à l'issue de l'ultime séance. *Il nous reste à convaincre au moins un autre syndicat* (pour que la convention s'applique, NDLR) *et je souhaite toujours pouvoir rassembler les cinq syndicats autour de cette convention, qui est de nature à apporter de vraies réponses aux problématiques qui se posent aux médecins libéraux. J'appelle les syndicats à procéder à une analyse rationnelle des avancées de ce texte. »*

Le Dr Claude Leicher, président de MG France a salué le passage du C à 25 euros, bloqué à 23 euros depuis janvier 2011, *« une mesure d'équité tarifaire entre tous les médecins »*, estimant que les différentes revalorisations d'honoraires obtenues correspondaient à *«16 000 euros par an par généraliste »*.

Le BLOC a pour sa part paraphé pour la première fois un accord conventionnel qui apporte selon le syndicat de substantielles avancées pour les spécialistes des plateaux techniques (revalorisations de plus de 250 actes, hausse du modificateur K de 11,5 à 20 %, urgences nocturnes et diurnes portées à 80 euros, nouvelle option de maîtrise tarifaire...).

« Pour la première fois les spécialistes que nous représentons (chirurgiens, anesthésistes et gynécologues-obstétriciens) ont obtenu un certain nombre de points importants, le BLOC souhaite accompagner ce projet », a réagi son coprésident, le Dr Philippe Cuq, qui a cependant qualifié cette convention de *« complexe »*.

Un investissement à 1,3 milliard d'euros

En dépit de l'enveloppe allouée à cette convention d'un montant global supérieur à 1,3 milliard d'euros en année pleine à partir de 2019 (960 millions pour la seule assurance-maladie), et de plusieurs autres petites concessions de la CNAM (sur le CS psy, la consultation des cardiologues), les trois syndicats polycatégoriels ont refusé d'approuver le projet de convention, empêchant de fait l'application immédiate de cet accord. La CSMF, la FMF et le SML soumettront ce texte à leurs instances d'ici au 25 août, à la veille de la date butoir pour clôturer ces négociations.

Les principales avancées ayant ciblé les généralistes, certaines spécialités s'estiment mises sur la touche. *« La dermatologie, la pédiatrie et la psychiatrie sont les grands perdants de cette convention »*, analyse le Dr Éric Henry, président du SML, qui a regretté la stigmatisation du secteur II et s'est déclaré pessimiste sur une éventuelle signature de son syndicat.

La CSMF, qui avait posé plusieurs exigences, attendra le dernier moment pour se prononcer. *« Même s'il y a des avancées, il y a encore beaucoup de choses à revoir,* affirme, Jean-Paul Ortiz. *Je regrette que les consultations complexes et très complexes restent trop marginales et qu'il n'y ait pas un plan d'investissement pour la médecine libérale. Je veux donner le plus de temps possible à la CNAM et au gouvernement pour répondre à nos demandes. »*

La FMF a de son côté signifié sa frustration. *« Il n'y a aucune proposition structurante dans cette convention qui pourrait inciter les jeunes à s'installer »,* a déploré le Dr Jean-Paul Hamon, président de la fédération à l'issue de cette négociation.

Dernier acte le 26 août

La convention prévoit une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros, la création d'un forfait structure et l'aménagement du forfait patientèle ou encore la mise en place d'une aide à l'installation en zone sous dense de 50 000 euros.

Les syndicats sont invités à la CNAM le 26 août à 9 h 30 pour une signature définitive.

Si aucun autre syndicat n'approuve le projet de convention d'ici au 26 août, un règlement arbitral, moins avantageux pour les médecins, serait élaboré par le haut fonctionnaire Bertrand Fragonard.

« Compte tenu du travail réalisé avec les syndicats depuis cinq mois, et même s'il reste quelques points de divergence, il y a beaucoup de volets d'amélioration pour la médecine libérale et ce serait un gâchis incompréhensible d'aboutir à un règlement arbitral qui serait très en deçà de cette convention », a conclu Nicolas Revel.

Le SML votera non à la Convention

Total de retombées : 22

Les belles retombées

Convention tarifaire des médecins: le syndicat SML appelle à voter contre

Le SML, syndicat de médecins généralistes et spécialistes, appelle ses représentants départementaux à voter contre la signature de la nouvelle convention tarifaire lors de leur assemblée générale le 25 août.
Cette convention négociée par les syndicats avec l'Assurance maladie "n'inscrit pas l'exercice de la médecine libérale dans une dynamique positive. Elle laisse au bord de la route de nombreux médecins, en particulier ceux exerçant en secteur 2 (honoraires libres)", estime le président du SML, Eric Henry, auprès de l'AFP.
Il appelle en conséquence les quelque 130 représentants départementaux de son syndicat, qui se réuniront le 25 août en assemblée générale à Paris, à se prononcer contre la signature de la nouvelle convention qui fixe les honoraires des médecins et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pendant cinq ans.
Le 27 juillet, un protocole d'accord avait été signé par deux syndicats de médecins libéraux sur cinq - MG France (généralistes) et Le Bloc (chirurgiens) - au terme de cinq mois de négociations, mais une troisième signature est nécessaire pour valider le texte.
Le SML ainsi que la CSMF et la FMF (spécialistes et généralistes) avaient indiqué qu'ils rendraient leur décision après avoir consulté leurs instances ou leurs bases soit le 21 août pour la FMF et le 25 août pour la CSMF.
Faute d'un nombre suffisant d'accords le 26 août, date limite pour signer, un règlement arbitral interviendra.
"Ce texte est une juxtaposition de mesures disparates dépourvue de ligne logique", qui "crée et octroie de petits avantages sans satisfaire le plus grand nombre", ajoute dans un communiqué le SML.
Le syndicat estime par ailleurs que le texte "fait preuve de dédain face à une profession dont l'exercice est déjà entravé par l'application de la loi de santé".
La nouvelle convention prévoit notamment la revalorisation de la consultation chez le généraliste à 25 euros, une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros ou encore une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux. Des mesures qui au total coûteraient près de 980 millions d'euros à l'Assurance maladie.
est/cel/sd

CONVENTION MÉDICALE
S.B. le 19-08-2016
RÉAGISSEZ

Le SML appelle à ne pas voter la convention

Le Dr Eric Henry, président du SML et les secrétaires généraux du syndicat inviteront leur assemblée générale à ne pas signer ce texte lors de leur assemblée générale du 26 [...] Lire

Consultation à 25 euros : le syndicat SML appelle à voter contre

Le SML, syndicat de médecins généralistes et spécialistes, appelle ses représentants départementaux à voter contre la signature de la nouvelle convention tarifaire lors de leur assemblée générale le 25 août.

BD / AFP | Publié le 22 août 2016 à 06:53

Partager | Tweeter | Partager



© Maxppp Photo d'illustration

Si le syndicat de médecins FMF a annoncé qu'il signerait la nouvelle convention tarifaire qui prévoit notamment une revalorisation de la consultation à 25 euros chez le médecin généraliste, le SML est d'un avis différent et appelle à voter contre.

Le 27 juillet, un protocole d'accord avait été signé par deux syndicats sur cinq - MG France (généralistes) et Le Bloc (chirurgiens). Une troisième signature était indispensable pour valider le texte. Visiblement, cette condition ne pourra pas être remplie.

Cette convention négociée par les syndicats avec l'Assurance maladie *"n'inscrit pas l'exercice de la médecine libérale dans une dynamique positive. Elle laisse au bord de la route de nombreux médecins, en particulier ceux exerçant en secteur 2 (honoraires libres)"*, estime le président du SML, Éric Henry. Il appelle donc les quelque 130 représentants départementaux de son syndicat, qui se réuniront le 25 août en assemblée générale à Paris, à se prononcer contre la signature de la nouvelle convention qui fixe les honoraires des médecins et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pendant cinq ans.

arte

DATE : 21/08/2016

21 août 2016 ***Médecine***

Consultation à 25 euros: feu vert à l'adoption de la nouvelle convention



FRANCK FIFE - AFP/Archives

Le nouveau tarif de la consultation médicale, qui doit être revalorisé à 25 euros, est en passe d'être validé après l'annonce dimanche par le syndicat FMF qu'il signerait le texte négocié durant cinq mois avec l'Assurance maladie.

"On va signer le texte. 52,95% des adhérents de la FMF (Fédération des médecins de France) ont voté pour la signature de la nouvelle convention", a déclaré dimanche à l'AFP son président, Jean-Paul Hamon, à l'issue d'une assemblée générale du syndicat.

La nouvelle convention qui régit les relations des 115.000 médecins libéraux avec l'Assurance maladie et fixe leurs honoraires pour cinq ans, va donc pouvoir être validée.

En effet, le 27 juillet un protocole d'accord avait été établi avec seulement MG France, premier syndicat chez les généralistes et Le Bloc (spécialistes). Une troisième signature était indispensable pour permettre une validation du texte négocié depuis fin février avec les cinq syndicats représentatifs de la profession.

"On ne saute pas de joie. Cette convention est loin de nous satisfaire, elle n'est pas structurante, mais en la signant nous pensons être en mesure de peser davantage dans les discussions" sur sa mise en oeuvre, a expliqué Jean-Paul Hamon.

Du côté de l'Assurance maladie en revanche, on ne cache pas son soulagement: "C'est une très bonne nouvelle que la négociation puisse aboutir à un accord, fruit d'un travail collectif entre l'Assurance maladie et tous les syndicats", s'est félicité le directeur général de la Cnamts, Nicolas Revel, joint par l'AFP.

- Décision du premier syndicat attendue -

L'enjeu désormais est de savoir si le texte obtiendra le soutien de la CSMF, premier syndicat de la profession, généralistes et spécialistes confondus, qui a décidé de remettre sa décision entre les mains de ses adhérents convoqués en assemblée générale le 25 août. Les adhérents du SML se prononceront le même jour, et c'est le 25 août également qu'aura lieu la signature de l'accord, avancée d'une journée pour des raisons juridiques.

Si le président du SML, Eric Henry, a demandé jeudi à ses représentantes départementaux de voter contre le texte, la CSMF s'est refusée à donner des consignes, laissant planer le doute sur sa décision jusqu'au dernier moment, alors qu'elle reconnait "des débats intenses" au sein du syndicat sur la question.

"Quelle que soit la décision de la FMF, si la nouvelle convention n'est pas signée par la CSMF, elle aura beaucoup de mal à vivre sur le terrain", a argué il y a quelques jours, le président de la CSMF Jean-Paul Ortiz, interrogé par l'AFP.

"Je souhaite que le maximum de syndicats signent, car au-delà de la négociation, c'est en s'impliquant dans sa mise en œuvre que les partenaires conventionnels pourront pleinement faire vivre ce nouveau cadre", acquiesce Nicolas Revel.

"Ne pas signer c'est sortir des instances conventionnelles et ne pas assumer le fruit d'un travail collectif", a-t-il insisté, estimant que le texte "se traduira par des revalorisations tarifaires importantes et légitimes pour les médecins, mais aussi par des avancées nécessaires et attendues par les patients".

Revalorisation de deux euros de la consultation chez le généraliste qui passerait à 25 euros au 1er mai 2017, hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros ou encore une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux sont quelques-unes des mesures comprises dans la nouvelle convention.

L'investissement a été évalué à 960 millions d'euros pour l'Assurance maladie en année pleine. Un chiffre, qui en comptant les complémentaires santé, approcherait les 1,3 milliard d'euros, soit le double de la précédente convention, avait souligné la Cnamts.

"On a des suppléments par-ci par-là, mais presque rien pour les médecins de secteur 2 (honoraires libres)", déplore Jean-Paul Ortiz, "ce qui montre une lecture très idéologique" de la médecine, selon lui.

DATE : 21/08/2016

La consultation médicale à 25 euros approuvée grâce à l'accord d'un troisième syndicat

Par France Inter , Jade Peychieras @jadepeychieras Publié le dimanche 21 août 2016 à 17h11

Le syndicat de médecins FMF signera la nouvelle convention tarifaire, qui prévoit notamment une revalorisation de la consultation à 25 euros chez le généraliste.



La consultation chez le généraliste devrait passer de 23 à 25 euros en mai 2017 © Maxppp / Alexandre MARCHI/L'EST REPUBLICAIN

La nouvelle convention tarifaire des médecins, qui prévoit une revalorisation de la consultation à 25 euros, est en passe d'être validée après l'annonce dimanche par le syndicat FMF qu'il signerait le texte négocié durant cinq mois avec l'Assurance maladie. *"On va signer le texte : 52,95% des adhérents de la FMF (Fédération des médecins de France) ont voté pour la signature de la nouvelle convention"*, a déclaré dimanche à l'AFP son président, Jean-Paul Hamon, à l'issue d'une assemblée générale du syndicat. La nouvelle convention qui régit les relations des 115.000 médecins libéraux avec l'Assurance maladie et fixe leurs honoraires pour cinq ans, va donc pouvoir être validée.

En effet, le 27 juillet un protocole d'accord avait été établi avec seulement MG France, premier syndicat chez les généralistes et Le Bloc (spécialistes). Une troisième signature était indispensable pour permettre une validation du texte, négocié depuis fin février avec les cinq syndicats représentatifs de la profession. *"On ne saute pas de joie. Cette convention est loin de nous satisfaire, elle n'est pas structurante, mais en la signant, nous pensons être en mesure de peser davantage dans les discussions"* sur sa mise en oeuvre, a expliqué Jean-Paul Hamon.

Du côté de l'Assurance maladie en revanche, on ne cache pas son soulagement: *"C'est une très bonne nouvelle que la négociation puisse aboutir à un accord, fruit d'un travail collectif entre l'Assurance maladie et tous les syndicats"*, s'est félicité le directeur général de la Cnamts (Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés), Nicolas Revel.

Décision du premier syndicat attendue

L'enjeu, désormais, est de savoir si le texte obtiendra le soutien de la CSMF, premier syndicat de la profession, généralistes et spécialistes confondus, qui a décidé de remettre sa décision entre les mains de ses adhérents, convoqués en assemblée générale le 25 août. Les adhérents du SML se prononceront le même jour, et c'est le 25 août également qu'aura lieu la signature de l'accord, avancée d'une journée pour des raisons juridiques.

Si le président du SML, Eric Henry, a demandé jeudi à ses représentants départementaux de voter contre le texte, la CSMF s'est refusée à donner des consignes, laissant planer le doute sur sa décision jusqu'au dernier moment, alors qu'elle reconnaît *"des débats intenses"* au sein du syndicat sur la question. *"Quelle que soit la décision de la FMF, si la nouvelle convention n'est pas signée par la CSMF, elle aura beaucoup de mal à vivre sur le terrain"*, a argué il y a quelques jours le président de la CSMF Jean-Paul Ortiz, interrogé par l'AFP. *"Je souhaite que le maximum de syndicats signent, car au-delà de la négociation, c'est en s'impliquant dans sa mise en oeuvre que les partenaires conventionnels pourront pleinement faire vivre ce nouveau cadre"*, acquiesce Nicolas Revel. *"Ne*

pas signer, c'est sortir des instances conventionnelles et ne pas assumer le fruit d'un travail collectif", a-t-il insisté, estimant que le texte *"se traduira par des revalorisations tarifaires importantes et légitimes pour les médecins, mais aussi par des avancées nécessaires et attendues par les patients"*.

Revalorisation de deux euros de la consultation chez le généraliste -qui passerait ainsi à 25 euros au 1er mai 2017 -, hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros, ou encore une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, sont quelques-unes des mesures comprises dans la nouvelle convention. L'investissement a été évalué à 960 millions d'euros pour l'Assurance maladie en année pleine. Un chiffre qui, en comptant les complémentaires santé, approcherait les 1,3 milliard d'euros, soit le double de la précédente convention, avait souligné la Cnamts. *"On a des suppléments par-ci par-là, mais presque rien pour les médecins de secteur 2 (honoraires libres)"*, déplore Jean-Paul Ortiz, *"ce qui montre une lecture très idéologique"* de la médecine, selon lui.

LA CROIX

DATE : 21/08/2016

Consultation à 25 euros: feu vert à l'adoption de la nouvelle convention

afp, le 21/08/2016 à 16h03



Nouvelle réunion entre syndicats de médecins et l'Assurance maladie / AFP/Archives

Le nouveau tarif de la consultation médicale, qui doit être revalorisé à 25 euros, est en passe d'être validé après l'annonce dimanche par le syndicat FMF qu'il signerait le texte négocié durant cinq mois avec l'Assurance maladie.

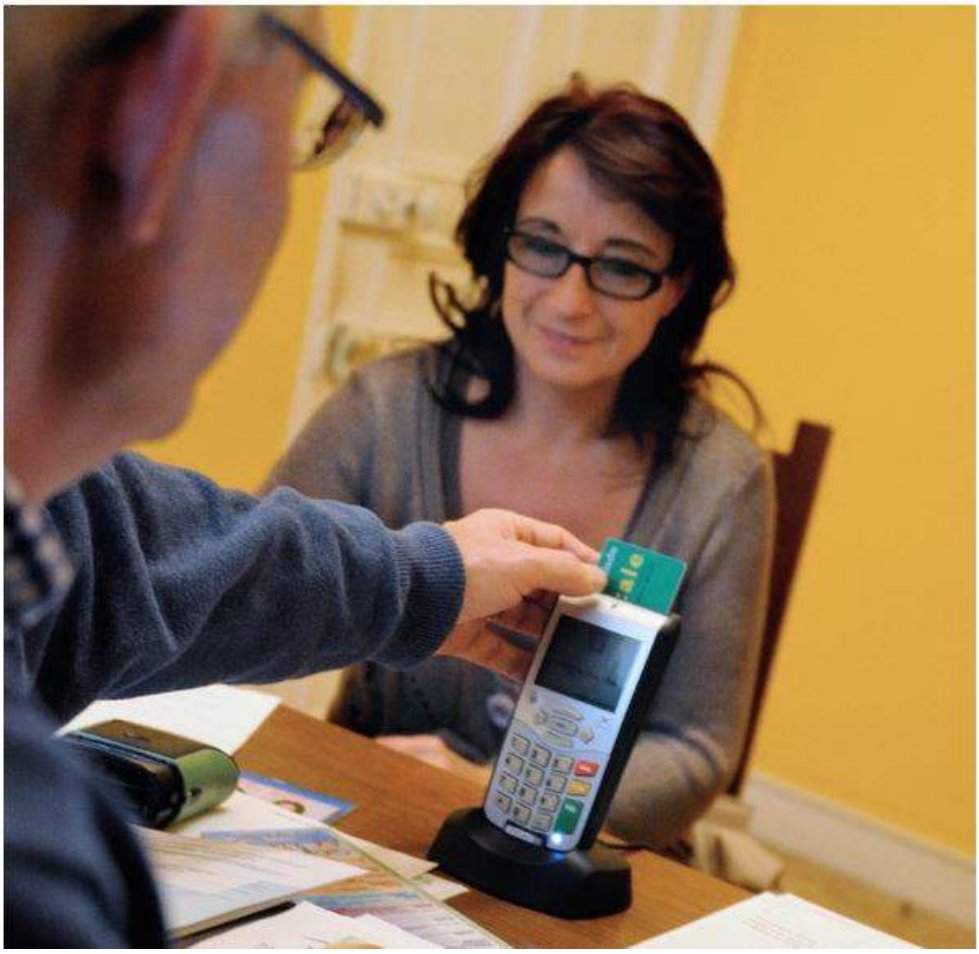
"On va signer le texte. 52,95% des adhérents de la FMF (Fédération des médecins de France) ont voté pour la signature de la nouvelle convention", a déclaré dimanche à l'AFP son président, Jean-Paul Hamon, à l'issue d'une assemblée générale du syndicat.

La nouvelle convention qui régit les relations des 115.000 médecins libéraux avec l'Assurance maladie et fixe leurs honoraires pour cinq ans, va donc pouvoir être validée.

En effet, le 27 juillet un protocole d'accord avait été établi avec seulement MG France, premier syndicat chez les généralistes et Le Bloc (spécialistes). Une troisième signature était indispensable pour permettre une validation du texte négocié depuis fin février avec les cinq syndicats représentatifs de la profession.

"On ne saute pas de joie. Cette convention est loin de nous satisfaire, elle n'est pas structurante, mais en la signant nous pensons être en mesure de peser davantage dans les discussions" sur sa mise en oeuvre, a expliqué Jean-Paul Hamon.

- Décision du premier syndicat attendue -





La nouvelle convention régit les relations des 115.000 médecins libéraux avec l'Assurance maladie et fixe leurs honoraires pour cinq ans / AFP/Archives

Du côté de l'Assurance maladie en revanche, on ne cache pas son soulagement: "C'est une très bonne nouvelle que la négociation puisse aboutir à un accord, fruit d'un travail collectif entre l'Assurance maladie et tous les syndicats", s'est félicité le directeur général de la Cnamts, Nicolas Revel, joint par l'AFP.

La revalorisation de deux euros de la consultation chez le généraliste qui passerait à 25 euros au 1er mai 2017, n'est qu'une des mesures comprises dans la nouvelle convention / AFP/Archives

L'enjeu désormais est de savoir si le texte obtiendra le soutien de la CSMF, premier syndicat de la profession, généralistes et spécialistes confondus, qui a décidé de remettre sa décision entre les mains de ses adhérents convoqués en assemblée générale le 25 août. Les adhérents du SML se prononceront le même jour, et c'est le 25 août également qu'aura lieu la signature de l'accord, avancée d'une journée pour des raisons juridiques.

Si le président du SML, Eric Henry, a demandé jeudi à ses représentantes départementaux de voter contre le texte, la CSMF s'est refusée à donner des consignes, laissant planer le doute sur sa décision jusqu'au dernier moment, alors qu'elle reconnait "des débats intenses" au sein du syndicat sur la question.

"Quelle que soit la décision de la FMF, si la nouvelle convention n'est pas signée par la CSMF, elle aura beaucoup de mal à vivre sur le terrain", a argué il y a quelques jours, le président de la CSMF Jean-Paul Ortiz, interrogé par l'AFP.

"Je souhaite que le maximum de syndicats signent, car au-delà de la négociation, c'est en s'impliquant dans sa mise en œuvre que les partenaires conventionnels pourront pleinement faire vivre ce nouveau cadre", acquiesce Nicolas Revel.

"Ne pas signer c'est sortir des instances conventionnelles et ne pas assumer le fruit d'un travail collectif", a-t-il insisté, estimant que le texte "se traduira par des revalorisations tarifaires importantes et légitimes pour les médecins, mais aussi par des avancées nécessaires et attendues par les patients".

Revalorisation de deux euros de la consultation chez le généraliste qui passerait à 25 euros au 1er mai 2017, hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros ou encore une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux sont quelques-unes des mesures comprises dans la nouvelle convention.

L'investissement a été évalué à 960 millions d'euros pour l'Assurance maladie en année pleine. Un chiffre, qui en comptant les complémentaires santé, approcherait les 1,3 milliard d'euros, soit le double de la précédente convention, avait souligné la Cnamts.

"On a des suppléments par-ci par-là, mais presque rien pour les médecins de secteur 2 (honoraires libres)", déplore Jean-Paul Ortiz, "ce qui montre une lecture très idéologique" de la médecine, selon lui.

afp

Libération

DATE : 21/08/2016

Un troisième syndicat de médecins d'accord pour la consultation à 25 euros

Par AFP — 21 août 2016 à 13:04 (mis à jour à 15:32)



PARTAGER

Un bureau de médecin à Godewaersvelde, le 25 septembre 2012 Photo PHILIPPE HUGUEN. AFP

Cette annonce ouvre la voie à la validation du texte négocié durant cinq mois avec l'Assurance maladie.

Un troisième syndicat de médecins d'accord pour la consultation à 25 euros

Le syndicat de médecins FMF a annoncé dimanche qu'il signerait la nouvelle convention tarifaire qui prévoit notamment une revalorisation de la consultation à 25 euros chez le généraliste, ouvrant la voie à la validation du texte négocié durant cinq mois avec l'Assurance maladie .

«On va signer le texte. 52,95% des adhérents de la FMF ont voté pour la signature de la nouvelle convention», a déclaré son président, Jean-Paul Hamon, à l'issue d'une assemblée générale de son syndicat. Le 27 juillet, un protocole d'accord avait été signé par deux syndicats sur cinq - MG France (généralistes) et Le Bloc (chirurgiens). Une troisième signature était indispensable pour valider le texte.

La nouvelle convention qui régit les relations des 115 000 médecins libéraux avec l'Assurance maladie et fixe leurs honoraires pour cinq ans,

va donc pouvoir être validée. En effet, le 27 juillet un protocole d'accord avait été établi avec seulement MG France, premier syndicat chez les généralistes et Le Bloc (spécialistes). Une troisième signature était indispensable pour permettre une validation du texte, négocié depuis fin février avec les cinq syndicats représentatifs de la profession. *«On ne saute pas de joie. Cette convention est loin de nous satisfaire, elle n'est pas structurante, mais en la signant, nous pensons être en mesure de peser davantage dans les discussions»* sur sa mise en oeuvre, a expliqué Jean-Paul Hamon.

Du côté de l'Assurance maladie en revanche, on ne cache pas son soulagement : *«C'est une très bonne nouvelle que la négociation puisse aboutir à un accord, fruit d'un travail collectif entre l'Assurance maladie et tous les syndicats»,* s'est félicité le directeur général de la Cnamts, Nicolas Revel, joint par l'AFP.

L'avis du premier syndicat de médecins toujours attendu

L'enjeu, désormais, est de savoir si le texte obtiendra le soutien de la CSMF, premier syndicat de la profession, généralistes et spécialistes confondus, qui a décidé de remettre sa décision entre les mains de ses adhérents, convoqués en assemblée générale le 25 août. Les adhérents du SML se prononceront le même jour, et c'est le 25 août également qu'aura lieu la signature de l'accord, avancée d'une journée pour des raisons juridiques.

Si le président du SML, Eric Henry, a demandé jeudi à ses représentants départementaux de voter contre le texte, la CSMF s'est refusée à donner des consignes, laissant planer le doute sur sa décision jusqu'au dernier moment, alors qu'elle reconnaît *«des débats intenses»* au sein du syndicat sur la question. *«Quelle que soit la décision de la FMF, si la nouvelle convention n'est pas signée par la CSMF, elle aura beaucoup de mal à vivre sur le terrain»,* a argué il y a quelques jours le président de la CSMF Jean-Paul Ortiz, interrogé par l'AFP.

«Je souhaite que le maximum de syndicats signent, car au-delà de la négociation, c'est en s'impliquant dans sa mise en oeuvre que les partenaires conventionnels pourront pleinement faire vivre ce nouveau cadre», acquiesce Nicolas Revel. *«Ne pas signer, c'est sortir des instances conventionnelles et ne pas assumer le fruit d'un travail collectif»,* a-t-il insisté, estimant que le texte *«se traduira par des revalorisations tarifaires importantes et légitimes pour les médecins, mais aussi par des avancées nécessaires et attendues par les patients»*.

Revalorisation de deux euros de la consultation chez le généraliste, qui passerait à 25 euros au 1er mai 2017, hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros, ou encore une aide de 50 000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, sont quelques-unes des mesures comprises dans la nouvelle convention.

L'investissement a été évalué à 960 millions d'euros pour l'Assurance maladie en année pleine. Un chiffre qui, en comptant les complémentaires santé, approcherait les 1,3 milliard d'euros, soit le double de la précédente convention, avait souligné la Cnamts. *«On a des suppléments par-ci par-là, mais presque rien pour les médecins de secteur 2 (honoraires libres)»*, déplore Jean-Paul Ortiz, *«ce qui montre une lecture très idéologique»* de la médecine, selon lui. ◆

AFP

L'INDÉPENDANT

DATE : 21/08/2016

La consultation chez le médecin généraliste bi euros

Le 21 août à 17h15 par Afp | Mis à jour le 21 août



PHOTO/Archives L'Indépendant

La nouvelle convention tarifaire des médecins, qui prévoit une revalorisation de la consultation à 25 euros, est en passe d'être validée après l'annonce dimanche par le syndicat FMF qu'il signerait le texte négocié durant cinq mois avec l'Assurance maladie.

"On va signer le texte: 52,95% des adhérents de la FMF (Fédération des médecins de France) ont voté pour la signature de la nouvelle convention", a déclaré dimanche à l'AFP son président, Jean-Paul Hamon, à l'issue d'une assemblée générale du syndicat. La nouvelle convention qui régit les relations des 115.000 médecins libéraux avec l'Assurance maladie et fixe leurs honoraires pour cinq ans, va donc pouvoir être validée.

En effet, le 27 juillet un protocole d'accord avait été établi avec seulement MG France, premier syndicat chez les généralistes et Le Bloc (spécialistes). Une troisième signature était indispensable pour permettre une validation du texte, négocié depuis fin février avec les cinq syndicats représentatifs de la profession. *"On ne saute pas de joie. Cette convention est loin de nous satisfaire, elle n'est pas structurante, mais en la signant, nous pensons être en mesure de peser davantage dans les discussions"* sur sa mise en oeuvre, a expliqué Jean-Paul Hamon. Du côté de l'Assurance maladie en revanche, on ne cache pas son soulagement: *"C'est une très bonne nouvelle que la négociation puisse aboutir à un accord, fruit d'un travail collectif entre l'Assurance maladie et tous les syndicats"*, s'est félicité le directeur général de la Cnamts, Nicolas Revel, joint par l'AFP.

- **Décision du premier syndicat attendue**

L'enjeu, désormais, est de savoir si le texte obtiendra le soutien de la CSMF, premier syndicat de la profession, généralistes et spécialistes confondus, qui a décidé de remettre sa décision entre les mains de ses adhérents, convoqués en assemblée générale le 25 août. Les adhérents du SML se prononceront le même jour, et c'est le 25 août également qu'aura lieu la signature de l'accord, avancée d'une journée pour des raisons juridiques. Si le président du SML, Eric Henry, a demandé jeudi à ses représentants départementaux de voter contre le texte, la CSMF s'est refusée à donner des consignes, laissant planer le doute sur sa décision jusqu'au dernier moment, alors qu'elle reconnaît *"des débats intenses"* au sein du syndicat sur la question.

"Quelle que soit la décision de la FMF, si la nouvelle convention n'est pas signée par la CSMF, elle aura beaucoup de mal à vivre sur le terrain", a argué il y a quelques jours le président de la CSMF Jean-Paul Ortiz, interrogé par l'AFP. *"Je souhaite que le maximum de syndicats signent, car au-delà de la négociation, c'est en s'impliquant dans sa mise en oeuvre que les partenaires conventionnels pourront pleinement faire vivre ce nouveau cadre"*, acquiesce Nicolas Revel. *"Ne pas signer, c'est sortir des instances conventionnelles et ne pas assumer le fruit d'un travail collectif"*, a-t-il insisté, estimant que le texte *"se traduira par des revalorisations tarifaires importantes et légitimes pour les médecins, mais aussi par des avancées nécessaires et attendues par les patients"*.

Revalorisation de deux euros de la consultation chez le généraliste, qui passerait à 25 euros au 1er mai 2017, hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros, ou encore une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, sont quelques-unes des mesures comprises dans la nouvelle convention. L'investissement a été évalué à 960 millions d'euros pour l'Assurance maladie en année pleine. Un chiffre qui, en comptant les complémentaires santé, approcherait les 1,3 milliard d'euros, soit le double de la précédente convention, avait souligné la Cnamts. *"On a des suppléments par-ci par-là, mais presque rien pour les médecins de secteur 2 (honoraires libres)"*, déplore Jean-Paul Ortiz, *"ce qui montre une lecture très idéologique"* de la médecine, selon lui.

Boursorama

DATE : 22/08/2016

Consultation à 25 euros, lutte contre les déserts médicaux... Ce que prévoit la nouvelle convention tarifaire des médecins

Boursorama avec AFP le 22/08/2016 à 09:14, mis à jour à 11:38

2

Partager 0 Tweet g+1

Le syndicat FMF a annoncé dimanche qu'il signerait la nouvelle convention tarifaire des médecins. Une annonce qui ouvre la voie à la validation du texte négocié durant cinq mois avec l'Assurance maladie.



La nouvelle convention tarifaire des médecins, qui prévoit une revalorisation de la consultation à 25 euros, est en passe d'être validée après l'annonce dimanche par le syndicat FMF qu'il signerait le texte. (Illustration) (AFP / PHILIPPE HUGUEN)

"On va signer le texte. 52,95% des adhérents de la FMF (Fédération des médecins de France) ont voté pour la signature de la nouvelle convention", a déclaré dimanche 21 août son président, Jean-Paul Hamon, à l'issue d'une assemblée générale du syndicat. L'accord d'un troisième syndicat de médecins, après celui de MG France, premier syndicat chez les généralistes et Le Bloc (spécialistes), va permettre de valider la nouvelle convention tarifaire des médecins.

Le texte, qui régit les relations des 115.000 médecins libéraux avec l'Assurance maladie et fixe leurs honoraires pour cinq ans, était négocié depuis fin février avec les cinq syndicats représentatifs de la profession.

"On ne saute pas de joie. Cette convention est loin de nous satisfaire, elle n'est pas structurante, mais en la signant nous pensons être en mesure de peser davantage dans les discussions" sur sa mise en œuvre, a expliqué Jean-Paul Hamon. Du côté de l'Assurance maladie en revanche, on ne cache pas son soulagement : "C'est une très bonne nouvelle que la négociation puisse aboutir à un accord, fruit d'un travail collectif entre l'Assurance maladie et tous les syndicats", s'est félicité le directeur général de la Caisse nationale de l'Assurance maladie des travailleurs salariés (Cnamts), Nicolas Revel.

QUELLES MESURES ?

Parmi les mesures comprises dans la nouvelle convention, la revalorisation de deux euros de la consultation chez le généraliste qui passerait à 25 euros au 1er mai 2017 fait grand bruit. Mais c'est loin d'être la seule :

• Hiérarchisation des consultations selon leur complexité : 25 euros par défaut, 30 euros pour les moins de 6 ans et pour la consultation coordonnée (lorsque le patient est adressé à un spécialiste), 46 euros pour les actes complexes (dépistage de mélanome, première consultation de contraception...) et 60 euros pour les actes très complexes (cancers, maladies neuro-dégénératives).

• Encadrement des dépassements d'honoraires.

• Aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux.

• Réforme des rémunérations forfaitaires.

L'investissement a été évalué à 960 millions d'euros pour l'Assurance maladie en année pleine. Un chiffre qui, en comptant les complémentaires santé, approcherait les 1,3 milliard d'euros, soit le double de la précédente convention, selon la Cnamts.

LA DÉCISION DE LA CSMF ATTENDUE

L'enjeu désormais est de savoir si le texte obtiendra le soutien de la CSMF, premier syndicat de la profession, généralistes et spécialistes confondus, qui a décidé de remettre sa décision entre les mains de ses adhérents, convoqués en assemblée générale le 25 août. Les adhérents du SML se prononceront le même jour, et c'est le 25 août également qu'aura lieu la signature de l'accord, avancée d'une journée par l'Assurance maladie pour des raisons juridiques.

Si le président du SML Éric Henry a demandé jeudi à ses représentantes départementaux de voter contre le texte, la CSMF s'est refusée à donner des consignes, laissant planer le doute sur sa décision jusqu'au dernier moment, alors qu'elle reconnait "des débats intenses" au sein du syndicat sur la question. "Quelle que soit la décision de la FMF, si la nouvelle convention n'est pas signée par la CSMF, elle aura beaucoup de mal à vivre sur le terrain", a argué il y a quelques jours le président de la CSMF Jean-Paul Ortiz.

"Je souhaite que le maximum de syndicats signent, car au-delà de la négociation, c'est en s'impliquant dans sa mise en œuvre que les partenaires conventionnels pourront pleinement faire vivre ce nouveau cadre", acquiesce Nicolas Revel. "Ne pas signer c'est sortir des instances conventionnelles et ne pas assumer le fruit d'un travail collectif", a-t-il insisté, estimant que le texte "se traduira par des revalorisations tarifaires importantes et légitimes pour les médecins, mais aussi par des avancées nécessaires et attendues par les patients". "On a des suppléments par-ci par-là, mais presque rien pour les médecins de secteur 2" (honoraires libres), déplore Jean-Paul Ortiz, "ce qui montre une lecture très idéologique" de la médecine, selon lui.

Challenges

DATE : 22/08/2016

Feu vert pour la consultation médicale à 25 euros

Par Challenges.fr
Voir tous ses articles

Publié le 22-08-2016 à 10h14

Le syndicat FMF a annoncé dimanche qu'il signerait le texte négocié durant cinq mois avec l'Assurance maladie.



La consultation médicale va passer à 25 euros PHILIPPE HUGUEN / AFP

Recommander 51 personnes le recommandent. Inscription pour voir ce que vos amis recommandent. G+1 4

La nouvelle convention tarifaire des médecins, qui prévoit une revalorisation de la consultation à 25 euros, est en passe d'être validée après l'annonce dimanche 21 août par le syndicat FMF qu'il signerait le texte négocié durant cinq mois avec l'Assurance maladie.

"On va signer le texte. 52,95% des adhérents de la FMF (Fédération des médecins de France) ont voté pour la signature de la nouvelle convention", a déclaré dimanche à l'AFP son président, Jean-Paul Hamon, à l'issue d'une assemblée générale du syndicat.

La nouvelle convention qui régit les relations des 115.000 médecins libéraux avec l'Assurance maladie et fixe leurs honoraires pour cinq ans, va donc pouvoir être validée.

PARTAGER

RÉAGIR 0

RECEVOIR LES ALERTES

Votre adresse e-mail OK

À LIRE AUSSI

Pourquoi il ne faut pas augmenter les consultations médicales

Rémunérations: les médecins généralistes ont-ils raison de se plaindre?

En effet, le 27 juillet un protocole d'accord avait été établi avec seulement MG France, premier syndicat chez les généralistes et Le Bloc (spécialistes). Une troisième signature était indispensable pour permettre une validation du texte négocié depuis fin février avec les cinq syndicats représentatifs de la profession.

"On ne saute pas de joie. Cette convention est loin de nous satisfaire, elle n'est pas structurante, mais en la signant nous pensons être en mesure de peser davantage dans les discussions" sur sa mise en oeuvre, a expliqué Jean-Paul Hamon.

Du côté de l'Assurance maladie en revanche, on ne cache pas son soulagement: "C'est une très bonne nouvelle que la négociation puisse aboutir à un accord, fruit d'un travail collectif entre l'Assurance maladie et tous les syndicats", s'est félicité le directeur général de la Cnamts, Nicolas Revel, joint par l'AFP.

Décision du premier syndicat attendue

L'enjeu désormais est de savoir si le texte obtiendra le soutien de la CSMF, premier syndicat de la profession, généralistes et spécialistes confondus, qui a décidé de remettre sa décision entre les mains de ses adhérents convoqués en assemblée générale le 25 août. Les adhérents du SML se prononceront le même jour, et c'est le 25 août également qu'aura lieu la signature de l'accord, avancée d'une journée pour des raisons juridiques.

Si le président du SML, Eric Henry, a demandé jeudi à ses représentantes départementaux de voter contre le texte, la CSMF s'est refusée à donner des consignes, laissant planer le doute sur sa décision jusqu'au dernier moment, alors qu'elle reconnait "des débats intenses" au sein du syndicat sur la question.

"Quelle que soit la décision de la FMF, si la nouvelle convention n'est pas signée par la CSMF, elle aura beaucoup de mal à vivre sur le terrain", a argué il y a quelques jours, le président de la CSMF Jean-Paul Ortiz, interrogé par l'AFP.

"Je souhaite que le maximum de syndicats signent, car au-delà de la négociation, c'est en s'impliquant dans sa mise en oeuvre que les partenaires conventionnels pourront pleinement faire vivre ce nouveau cadre", acquiesce Nicolas Revel.

"Ne pas signer c'est sortir des instances conventionnelles et ne pas assumer le fruit d'un travail collectif", a-t-il insisté, estimant que le texte "se traduira par des revalorisations tarifaires importantes et légitimes pour les médecins, mais aussi par des avancées nécessaires et attendues par les patients".

Revalorisation de deux euros de la consultation chez le généraliste qui passerait à 25 euros au 1er mai 2017, hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros ou encore une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux sont quelques-unes des mesures comprises dans la nouvelle convention.

L'investissement a été évalué à 960 millions d'euros pour l'Assurance maladie en année pleine. Un chiffre, qui en comptant les complémentaires santé, approcherait les 1,3 milliard d'euros, soit le double de la précédente convention, avait souligné la Cnamts.

"On a des suppléments par-ci par-là, mais presque rien pour les médecins de secteur 2 (honoraires libres)", déplore Jean-Paul Ortiz, "ce qui montre une lecture très idéologique" de la médecine, selon lui.

(Avec AFP)

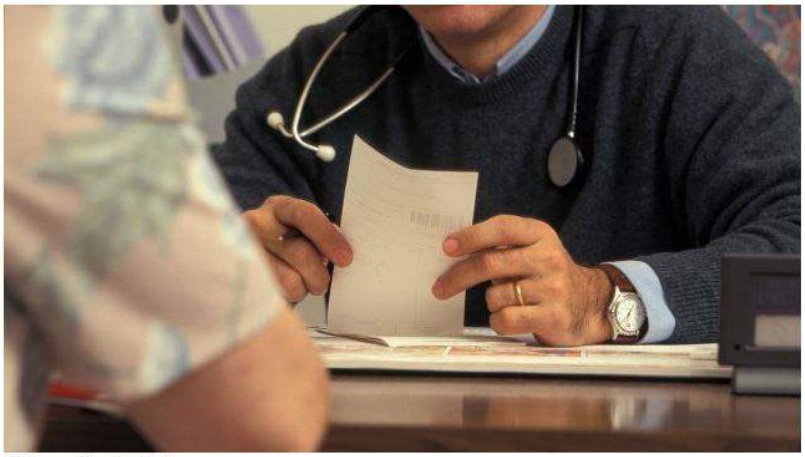
DATE : 22/08/2016

Consultation à 25 euros : le syndicat SML appelle à voter contre

Le SML, syndicat de médecins généralistes et spécialistes, appelle ses représentants départementaux à voter contre la signature de la nouvelle convention tarifaire lors de leur assemblée générale le 25 août.

BD + AFP | Publié le 22 août 2016 à 08:53

Partager Tweeter Partager



© Maxppp Photo d'illustration

Si le syndicat de médecins FMF a annoncé qu'il signerait la nouvelle convention tarifaire qui prévoit notamment une revalorisation de la consultation à 25 euros chez le médecin généraliste, le SML est d'un avis différent et appelle à voter contre.

Le 27 juillet, un protocole d'accord avait été signé par deux syndicats sur cinq - MG France (généralistes) et Le Bloc (chirurgiens). Une troisième signature était indispensable pour valider le texte. Visiblement, cette condition ne pourra pas être remplie.

Cette convention négociée par les syndicats avec l'Assurance maladie "*n'inscrit pas l'exercice de la médecine libérale dans une dynamique positive. Elle laisse au bord de la route de nombreux médecins, en particulier ceux exerçant en secteur 2 (honoraires libres)*", estime le président du SML, Éric Henry. Il appelle donc les quelque 130 représentants départementaux de son syndicat, qui se réuniront le 25 août en assemblée générale à Paris, à se prononcer contre la signature de la nouvelle convention qui fixe les honoraires des médecins et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pendant cinq ans.

Le SML ainsi que la CSMF et la FMF (spécialistes et généralistes) avaient indiqué qu'ils rendraient leur décision après avoir consulté leurs instances ou leurs bases soit le 21 août pour la FMF et le 25 août pour la CSMF. Faute d'un nombre suffisant d'accords le 26 août, date limite pour signer, un règlement arbitral interviendra.

Le SML justifie sa position en expliquant que le texte "*fait preuve de dédain* *face à une profession dont l'exercice est déjà entravé par l'application de la loi de santé*".

La nouvelle convention prévoit notamment la revalorisation de la consultation chez le généraliste à 25 euros, une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros ou encore une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux. Des mesures qui au total coûteraient près de 960 millions d'euros à l'Assurance maladie.

francetvinfo

DATE : 22/08/2016

Médecins généralistes : la consultation passera à 25 euros le 1er mai 2017

Après cinq mois de négociations avec l'Assurance-maladie, la Fédération des médecins de France (FMF) a annoncé dimanche 21 août qu'elle signerait la nouvelle convention tarifaire. Cette dernière prévoit notamment une revalorisation des tarifs des généralistes.



A partir du 1er mai 2017, la consultation passera de 23 à 25 euros pour les médecins généralistes. La nouvelle convention tarifaire des médecins, négociée avec l'Assurance-maladie, est en passe d'être signée par le syndicat de la Fédération des médecins de France. Cette convention régit les relations des 115.000 médecins libéraux avec l'Assurance-maladie et fixe leurs honoraires pour cinq ans.

"On va signer le texte : 52,95% des adhérents de la FMF ont voté pour, a déclaré à l'AFP son président Jean-Paul Hamon. *On ne saute pas de joie. Cette convention est loin de nous satisfaire, elle n'est pas structurante, mais en la signant, nous pensons être en mesure de peser davantage dans les discussions sur sa mise en œuvre."*

Du côté de l'Assurance-maladie en revanche, on ne cache pas son soulagement : *"C'est une très bonne nouvelle que la négociation puisse aboutir à un accord, fruit d'un travail collectif entre l'assurance maladie et tous les syndicats"*, s'est félicité le directeur général Nicolas Revel, joint par l'AFP.

Décision du premier syndicat attendue

Pour pouvoir être validée, la convention doit recueillir les signatures d'au moins trois des cinq syndicats représentatifs de la profession. En juillet dernier, MG France, syndicat des généralistes et Le Bloc, syndicat des spécialistes, avaient déjà donné leur accord. Il ne manquait plus qu'une signature, ce sera donc celle de la FMF.

L'enjeu, désormais, est de savoir si le texte obtiendra le soutien de la CSMF, premier syndicat de la profession, généralistes et spécialistes confondus, qui a décidé de remettre sa décision entre les mains de ses adhérents, convoqués en assemblée générale le 25 août. Les membres d'un autre

syndicat, le SML (syndicat des médecins libéraux) se prononceront le même jour.

Si le président du SML, Eric Henry, a demandé à ses représentants départementaux de voter contre le texte, la CSMF s'est refusée à donner des consignes, laissant planer le doute sur sa décision jusqu'au dernier moment, alors qu'elle reconnaît "des débats intenses" au sein du syndicat sur la question.

"Quelle que soit la décision de la FMF, si la nouvelle convention n'est pas signée par la CSMF, elle aura beaucoup de mal à vivre sur le terrain", a argué il y a quelques jours le président de la CSMF Jean-Paul Ortiz.

Les mesures phares du projet

Outre la revalorisation du prix de la consultation, cette convention comporte plusieurs autres mesures.

Parmi elles, la hiérarchisation des consultations à 25, 30, 46 ou 60 euros en fonction de leur complexité. En clair, plus l'acte médical est délicat à réaliser plus les tarifs seront élevés.

La convention vise aussi à encadrer les dépassements d'honoraires afin d'éviter des abus. Elle prévoit également une aide de 50.000 pour favoriser l'installation des médecins dans les déserts médicaux.

L'ensemble de ces mesures coûterait chaque près de 1,3 milliard d'euros à l'Assurance-maladie et aux complémentaires santé. C'est deux fois plus que pour la précédente convention.

le généraliste.fr

DATE : 22/08/2016

Convention médicale : que vont faire la CSMF et le SML ?

22.08.2016

Inscrivez-vous gratuitement

- A +



VOISIN/PHANIE

En votant pour la signature de la prochaine convention, la FMF a assuré, dimanche 21 août, l'entrée en vigueur du texte le 1er janvier prochain. Le syndicat présidé par Jean-Paul Hamon est en effet la troisième organisation syndicale à s'être exprimée favorablement, après MG France et le Bloc dès juillet. Si ce nombre – et par là même celui de médecins représentés dans chacun des trois collèges- est, au regard des règles régissant la convention médicale, suffisant pour voir le...

Le Télégramme

DATE : 22/08/2016

Généralistes. La consultation va passer à 25 euros

Publié le 22 août 2016 à 00h00 VOIR LES COMMENTAIRES

La consultation chez le médecin généraliste va passer à 25 euros, au lieu de 23, à l'heure actuelle. Cette disposition de la nouvelle convention tarifaire a été validée, hier, par la Fédération des médecins de France (FMF). Selon le syndicat, cette hausse devrait être effective à partir du 1e r mai 2017, au moment de l'entrée en vigueur de la convention.

La convention tarifaire en passe d'être validée. La nouvelle convention tarifaire des médecins, qui prévoit une revalorisation de la consultation à 25 euros, est en passe d'être validée après l'annonce, hier, par le syndicat FMF qu'il signerait le texte négocié durant cinq mois avec l'Assurance-maladie. « On va signer le texte : 52,95 % des adhérents de la FMF (Fédération des médecins de France) ont voté pour la signature de la nouvelle convention », a ainsi déclaré, hier, son président, Jean-Paul Hamon, à l'issue d'une assemblée générale du syndicat. La nouvelle convention, qui régit les relations des 115.000 médecins libéraux avec l'Assurance-maladie et fixe leurs honoraires pour cinq ans, va donc pouvoir être appliquée. En effet, le 27 juillet, un protocole d'accord avait été établi avec seulement MG France, premier syndicat chez les généralistes et Le Bloc (spécialistes). Une troisième signature était indispensable pour permettre une validation du texte, négocié depuis fin février avec les cinq syndicats représentatifs de la profession. « On ne saute pas de joie. Cette

convention est loin de nous satisfaire, elle n'est pas structurante, mais en la signant, nous pensons être en mesure de peser davantage dans les discussions » sur sa mise en oeuvre, a expliqué Jean-Paul Hamon. **Une « bonne nouvelle » selon l'Assurance-maladie.** Du côté de l'Assurance-maladie, en revanche, on ne cache pas son soulagement : « C'est une très bonne nouvelle que la négociation puisse aboutir à un accord, fruit d'un travail collectif entre l'Assurance-maladie et tous les syndicats », s'est félicité le directeur général de la Cnamts, Nicolas Revel. **La CSMF signera-t-elle ?** L'enjeu, désormais, est de savoir si le texte obtiendra le soutien de la CSMF (Confédération des syndicats médicaux français), premier syndicat de la profession, généralistes et spécialistes confondus, qui a décidé de remettre sa décision entre les mains de ses adhérents, convoqués en assemblée générale, le 25 août. Les adhérents du SML (Syndicat des médecins libéraux) se prononceront le même jour, et c'est le 25 août également qu'aura lieu la signature de l'accord. Si le président du SML, Éric Henry, a demandé, jeudi, à ses représentants départementaux de voter contre le texte, la CSMF s'est refusée à donner des consignes, laissant planer le doute sur sa décision jusqu'au dernier moment. « Quelle que soit la décision de la FMF, si la nouvelle convention n'est pas signée par la CSMF, elle aura beaucoup de mal à vivre sur le terrain », a argué, il y a quelques jours, le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz. « Ne pas signer, c'est sortir des instances conventionnelles et ne pas assumer le fruit d'un travail collectif », a souligné, de son côté, le directeur général de la Cnamts. Il a estimé que le texte « se traduira par des revalorisations tarifaires importantes et légitimes pour les médecins, mais aussi par des avancées nécessaires et attendues par les patients ». **Que prévoit encore la nouvelle convention ?** Outre la revalorisation de deux euros de la consultation chez le généraliste, qui passerait donc à 25 euros au 1 e r mai 2017, la nouvelle convention prévoit la hiérarchisation des consultations, selon leur complexité, avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros. L'avis ponctuel de consultant, demandé à un spécialiste par un médecin traitant, passerait à 50 euros, contre 46 actuellement. Cet acte augmenterait de deux euros en octobre 2017, puis de deux autres euros en juin 2018. La convention promet aussi une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux. L'investissement a été évalué à 960 millions d'euros pour l'Assurance-maladie en année pleine. Un chiffre qui, en comptant les complémentaires santé, approcherait les 1,3 milliard d'euros, soit le double de la précédente convention, avait souligné la Cnamts.

nice-matin

DATE : 22/08/2016

#FRANCE #SANTÉ

La consultation médicale chez le généraliste va passer de 23 à 25 euros

PAR AFP

il y a 1 jour

La nouvelle convention tarifaire des médecins, qui prévoit une revalorisation de la consultation à 25 euros, est en passe d'être validée après l'annonce dimanche par le syndicat FMF qu'il signerait le texte négocié durant cinq mois avec l'Assurance maladie.

"On va signer le texte: 52,95% des adhérents de la FMF (Fédération des médecins de France) ont voté pour la signature de la nouvelle convention", a déclaré dimanche à l'AFP son président, Jean-Paul Hamon, à l'issue d'une assemblée générale du syndicat.

La nouvelle convention qui régit les relations des 115.000 médecins libéraux avec l'Assurance maladie et fixe leurs honoraires pour cinq ans, va donc pouvoir être validée.

En effet, le 27 juillet un protocole d'accord avait été établi avec seulement MG France, premier syndicat chez les généralistes et Le Bloc (spécialistes). Une troisième signature était indispensable pour permettre une validation du texte, négocié depuis fin février avec les cinq syndicats représentatifs de la profession.

"*On ne saute pas de joie. Cette convention est loin de nous satisfaire, elle n'est pas structurante, mais en la signant, nous pensons être en mesure de peser davantage dans les discussions*" sur sa mise en oeuvre, a expliqué Jean-Paul Hamon.

Du côté de l'Assurance maladie en revanche, on ne cache pas son soulagement: "*C'est une très bonne nouvelle que la négociation puisse aboutir à un accord, fruit d'un travail collectif entre l'Assurance maladie et tous les syndicats*", s'est félicité le directeur général de la Cnamts, Nicolas Revel, joint par l'AFP.

DÉCISION DU PREMIER SYNDICAT ATTENDUE

L'enjeu, désormais, est de savoir si le texte obtiendra le soutien de la CSMF, premier syndicat de la profession, généralistes et spécialistes confondus, qui a décidé de remettre sa décision entre les mains de ses adhérents, convoqués en assemblée générale le 25 août.

Les adhérents du SML se prononceront le même jour, et c'est le 25 août également qu'aura lieu la signature de l'accord, avancée d'une journée pour des raisons juridiques.



Contenu sponsorisé
LIDL
Dès le 24/08, achetez en ligne des bouteilles de prestige : 15 vins et champagnes d'exception.
Lire la suite

Si le président du SML, Eric Henry, a demandé jeudi à ses représentants départementaux de voter contre le texte, la CSMF s'est refusée à donner des consignes, laissant planer le doute sur sa décision jusqu'au dernier moment, alors qu'elle reconnaît "*des débats intenses*" au sein du syndicat sur la question.

"Quelle que soit la décision de la FMF, si la nouvelle convention n'est pas signée par la CSMF, elle aura beaucoup de mal à vivre sur le terrain", a argué il y a quelques jours le président de la CSMF Jean-Paul Ortiz, interrogé par l'AFP.

"Je souhaite que le maximum de syndicats signent, car au-delà de la négociation, c'est en s'impliquant dans sa mise en oeuvre que les partenaires conventionnels pourront pleinement faire vivre ce nouveau cadre", acquiesce Nicolas Revel.

"Ne pas signer, c'est sortir des instances conventionnelles et ne pas assumer le fruit d'un travail collectif", a-t-il insisté, estimant que le texte *"se traduira par des revalorisations tarifaires importantes et légitimes pour les médecins, mais aussi par des avancées nécessaires et attendues par les patients"*.

Revalorisation de deux euros de la consultation chez le généraliste, qui passerait à 25 euros au 1er mai 2017, hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros, ou encore une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, sont quelques-unes des mesures comprises dans la nouvelle convention.

L'investissement a été évalué à 960 millions d'euros pour l'Assurance maladie en année pleine. Un chiffre qui, en comptant les complémentaires santé, approcherait les 1,3 milliard d'euros, soit le double de la précédente convention, avait souligné la Cnamts.

"On a des suppléments par-ci par-là, mais presque rien pour les médecins de secteur 2 (honoraires libres)", déplore Jean-Paul Ortiz, "*ce qui montre une lecture très idéologique*" de la médecine, selon lui.

RADIOMONACO
MUSIC & NEWS

DATE : 22/08/2016

En France, feu vert pour la consultation à 25 euros



© Photos : AFP / Franck Fife

Par Radio Monaco
lundi 22 août 2016

PARTAGER FACEBOOK TWITTER GOOGLE

Le nouveau tarif de la consultation médicale, qui doit être revalorisé à 25 euros, est en passe d'être validé après l'annonce dimanche par le syndicat FMF qu'il signerait le texte négocié durant cinq mois avec l'Assurance maladie.

« On va signer le texte. 52,95 % des adhérents de la FMF (Fédération des médecins de France) ont voté pour la signature de la nouvelle convention », a déclaré dimanche à l'AFP son président, Jean-Paul Hamon, à l'issue d'une assemblée générale du syndicat.

La nouvelle convention qui régit les relations des 115.000 médecins libéraux avec l'Assurance maladie et fixe leurs honoraires pour cinq ans va donc pouvoir être validée.

En effet, le 27 juillet un protocole d'accord avait été établi avec seulement MG France, premier syndicat chez les généralistes et Le Bloc (spécialistes). Une troisième signature était indispensable pour permettre une validation du texte négocié depuis fin février avec les cinq syndicats représentatifs de la profession.

« On ne saute pas de joie. Cette convention est loin de nous satisfaire, elle n'est pas structurante, mais en la signant nous pensons être en mesure de peser davantage dans les discussions » sur sa mise en œuvre, a expliqué Jean-Paul Hamon.

Du côté de l'Assurance maladie en revanche, on ne cache pas son soulagement : « C'est une très bonne nouvelle que la négociation puisse aboutir à un accord, fruit d'un travail collectif entre l'Assurance maladie et tous les syndicats », s'est félicité le directeur général de la Cnamts, Nicolas Revel, joint par l'AFP.

Décision du premier syndicat attendue

L'enjeu désormais est de savoir si le texte obtiendra le soutien de la CSMF, premier syndicat de la profession, généralistes et spécialistes confondus, qui a décidé de remettre sa décision entre les mains de ses adhérents convoqués en assemblée générale le 25 août. Les adhérents du SML se prononceront le même jour, et c'est le 25 août également qu'aura lieu la signature de l'accord, avancée d'une journée pour des raisons juridiques.

Si le président du SML, Éric Henry, a demandé jeudi à ses représentantes départementaux de voter contre le texte, la CSMF s'est refusée à donner des consignes, laissant planer le doute sur sa décision jusqu'au dernier moment, alors qu'elle reconnait « des débats intenses » au sein du syndicat sur la question.

« Quelle que soit la décision de la FMF, si la nouvelle convention n'est pas signée par la CSMF, elle aura beaucoup de mal à vivre sur le terrain », a argué il y a quelques jours, le président de la CSMF Jean-Paul Ortiz, interrogé par l'AFP.

« Je souhaite que le maximum de syndicats signe, car au-delà de la négociation, c'est en s'impliquant dans sa mise en œuvre que les partenaires conventionnels pourront pleinement faire vivre ce nouveau cadre », acquiesce Nicolas Revel.

« Ne pas signer c'est sortir des instances conventionnelles et ne pas assumer le fruit d'un travail collectif », a-t-il insisté, estimant que le texte « se traduira par des revalorisations tarifaires importantes et légitimes pour les médecins, mais aussi par des avancées nécessaires et attendues par les patients ».

Une convention revue et corrigée

Revalorisation de deux euros de la consultation chez le généraliste qui passerait à 25 euros au 1er mai 2017, hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros ou encore une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux sont quelques-unes des mesures comprises dans la nouvelle convention.

L'investissement a été évalué à 960 millions d'euros pour l'Assurance maladie en année pleine. Un chiffre, qui en comptant les complémentaires santé, approcherait les 1,3 milliard d'euros, soit le double de la précédente convention, avait souligné la Cnamts.

« On a des suppléments par-ci par-là, mais presque rien pour les médecins de secteur 2 (honoraires libres) », déplore Jean-Paul Ortiz, « ce qui montre une lecture très idéologique » de la médecine, selon lui.

avec AFP

Espaceinfirmier.fr

DATE : 24/08/2016



© Fotolia

2

24/08/2016

Les médecins libéraux signent une convention à 1,3 milliard d'euros

Trois syndicats de médecins sont d'ores et déjà signataires d'une convention qui représente un effort financier historique pour l'Assurance maladie. La consultation du généraliste est valorisée à 25 euros, des consultations « complexes » et « très complexes » à 46 et 60 euros sont créées.

La convention médicale doit être signée ce jeudi 25 août. C'est l'aboutissement d'une négociation engagée il y a six mois entre l'Assurance maladie et les syndicats de médecins libéraux: à la suite de MG France et du Bloc, la Fédération des médecins de France a accepté, dimanche, d'apposer sa signature. Le quorum de signataires est ainsi atteint. Le Syndicat des médecins libéraux, représentant les spécialistes, a d'ores et déjà annoncé qu'il ne signerait pas le texte. Quant à la Confédération des syndicats médicaux français, le premier syndicat médical, son assemblée générale se prononcera jeudi.

Les généralistes sortent renforcés: *« trois quarts de l'enveloppe financière prévue dans cette négociation va à la médecine générale »*, se félicite leur principal syndicat, MG France. La mesure phare est le passage, dès le 1er mai 2017, de leur consultation de 23 à 25 euros.

Des consultations "très complexes" facturées 60 euros

Et à partir du 1er novembre 2017, les consultations longues des médecins généralistes, mais aussi de nombreux spécialistes libéraux, seront également mieux valorisées. Une «consultation complexe » à 46 euros est créée : chez les généralistes, la première consultation de contraception des jeunes filles ou celle du suivi des enfants à risque d'obésité ; chez les spécialistes, la consultation de suivi d'un grand prématuré (pédiatre) ou celle de prise en charge d'un couple dans le cadre de la stérilité (gynécologue). Les «consultations très complexes » sont valorisées à hauteur de 60 euros : la visite longue du médecin traitant chez un patient atteint d'une pathologie neurodégénérative ; la consultation initiale d'un patient atteint d'un cancer, d'une pathologie neurologique, d'un porteur du virus du sida, etc.

Inciter les médecins à s'informatiser et employer une secrétaire

Plusieurs mesures visent à enrayer la désertification médicale. Un contrat type national d'aide à l'installation des médecins est créé : en contrepartie d'un exercice de 3 ans minimum dans une zone sous-dotée, une aide forfaitaire de 50 000 euros sera versée aux jeunes médecins. Et ceux qui exercent en groupe ou en réseau en zone déficitaire recevront un forfait annuel de 5000 euros. Un « forfait structure » est créé pour inciter les médecins à s'informatiser et à employer une secrétaire médicale : il sera de 2.275 € en 2017 et de 4.620 € en 2019.

Côté spécialistes, les chirurgiens, gynécologues et anesthésistes bénéficient de la revalorisation de plusieurs de leurs actes techniques, ce qui explique leur signature à travers leur principal syndicat, le Bloc. L'ensemble de ces mesures va coûter 1,3 milliard d'euros par an, dont 960 millions d'euros pour l'Assurance maladie.

Les médecins sont la seconde profession médicale à signer leur nouvelle convention, à la suite des pharmaciens. Les dentistes puis les kinésithérapeutes suivront, et enfin les infirmières, dans le courant de l'année 2017.

Caroline Coq-Chodorge

assurland.com

DATE : 25/08/2016

C'est fait pour la consultation à 25 euros !

Publié le 25/08/2016

Consultations : 148 | Commentaires : 0

Nous vous parlions récemment de la revalorisation de la consultation médicale à 25 euros, c'est désormais chose faite ! La Fédération des médecins de France (**FMF**) a effectivement annoncé qu'elle allait signer la **nouvelle convention tarifaire**. Explications.

Trois signatures réunies

Le syndicat de médecins FMF a, par la voix de son président Jean-Paul Hamon, fait savoir à l'issue d'une assemblée générale qu'il allait signer la nouvelle convention tarifaire prévoyant notamment la revalorisation de la consultation à 25 euros pour les médecins généralistes.

En effet, la majorité de ses adhérents (ndlr : **52,95 %**) ont voté en faveur de la signature de cette nouvelle convention médicale.

Pour mémoire, fin juillet 2016, **MG France** et **Le Bloc**, syndicats des généralistes et des chirurgiens respectivement, ont signé un protocole d'accord. Or, une troisième signature était nécessaire pour que le texte puisse être validé.

La CMSF se prononce aujourd'hui

Reste à découvrir si la Confédération des Syndicats Médicaux Français (CMSF) validera à son tour ce texte qui arrête les honoraires des médecins pour une période de 5 ans. On devrait être fixé aujourd'hui, jeudi 25 août, date à laquelle se tient son assemblée générale.

Quant au **Syndicat des Médecins Libéraux** (SML), l'on sait déjà qu'il a appelé ses représentants dans les départements à ne pas voter en faveur de ce texte lors de son assemblée générale qui a lieu également aujourd'hui.



Notez enfin que cette revalorisation tarifaire sera applicable **à compter du 1er mai 2017**. Et, si l'on tient compte des mutuelles, les différentes mesures de la nouvelle convention médicale coûteront près de 1,3 milliards d'euros.

***Rédigé par** David Quadrado*

Simulation gratuite d'assurance santé :



HOSPIMEDIA
L'actualité des territoires de santé

DATE : 25/08/2016

La nouvelle convention médicale des médecins libéraux est adoptée sans la CSMF ni le SML

Publié le 25/08/16 - 17h58 - HOSPIMEDIA

Ce 25 août marque la fin du suspens dans les négociations entre l'Assurance maladie et les syndicats de médecins libéraux. Comme annoncé, trois syndicats ont signé le texte, permettant son adoption. Deux autres, après consultation de leurs adhérents, ont décidé de s'abstenir pour le moment et préfèrent peser sur les débats de la présidentielle.

Le délai est écoulé : seuls trois syndicats sur cinq ont signé ce 25 août la convention médicale avec l'Assurance maladie. Comme annoncé la semaine dernière (lire ci-contre), la Fédération des médecins de France (FMF) a rejoint MG France et le Bloc, déjà signataires d'un protocole d'accord, pour parapher le texte proposée par l'Union nationale des caisses d'assurance maladie (Uncam). Conformément aux exigences réglementaires, cette convention a donc été adoptée par la majorité des syndicats représentatifs des médecins libéraux. "*Aujourd'hui, les partenaires conventionnels se sont mis d'accord sur un texte qui pose un cadre équilibré pour répondre aux attentes fortes de la part des médecins de ville, pour revaloriser leurs actes par des augmentations tarifaires mais aussi pour faciliter leur pratique et leurs conditions d'exercice et faire en sorte que l'exercice libéral de la médecine conserve son attractivité*", a indiqué après la signature l'Assurance maladie.

Les non-signataires veulent peser dans la campagne électorale

Le matin même, réunis en assemblée générale, les adhérents du Syndicat des médecins libéraux (SML) se sont prononcés à 95,5% contre cette signature par leur président, 4% se sont exprimés pour et 0,5% ne se sont pas prononcés. Un résultat sans appel : "*C'est une forte expression, tranchée, et ce n'est pas un vote catégoriel puisque le SML est composé à 60% de médecins de secteur 1 et à 40% de médecins de secteur 2*", rappelle le Dr Éric Henry, son président. L'organisation ne figure donc pas parmi les signataires de cette convention. Mais elle n'exclut pas pour autant d'intégrer le dispositif conventionnel au cours de ces cinq années : "*Il reste la possibilité d'ajouter des avenants, cela s'est déjà vu*", confie Éric Henry. Pour l'heure, c'est vers d'autres discussions que le SML préfère se tourner. Le syndicat, qui tient son congrès à Marseille les 22, 23 et 24 septembre prochains, a lancé des invitations aux candidats "*de toutes les couleurs politiques*". L'objectif ? Peser dans le débat. "*Il est clair que le calendrier ne nous permettra pas de négocier d'ici un an, d'autant que le directeur de l'Uncam, Nicolas Revel, va être bien occupé par la négociation des accords interprofessionnels. Mais la présidentielle est l'occasion de mener une année de combat d'opposition et de contestation avec le monde politique*", poursuit Éric Henry. Le SML entend ainsi "*être le syndicat qui permet de renouer le dialogue avec le monde médical*" et de replacer la santé au cœur du débat politique.

"Le problème est désormais celui d'un choix de politique"

Quelques heures après le SML, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) lui a emboîté le pas. En début d'après-midi, ses adhérents se sont également prononcés contre la signature du texte par le président, le Dr Jean-Paul Ortiz. Ils ont voté contre à 62,5%, après quatre heures de débat. "*C'est une décision complexe et difficile à prendre car plusieurs avancées que nous avions proposées figurent dans le texte*", confie Jean-Paul Ortiz à *Hospimedia*. Une décision que la confédération explique, entre autres, par une trop grande complexité de la codification des consultations, peu de soutien aux généralistes de proximité ou encore une trop faible incitation à la coordination entre professionnels. "*Nous avons considéré que cette convention n'est pas à la hauteur des défis à relever. Elle est l'un des éléments d'une politique de santé rejetée par les médecins.*" Car Jean-Paul Ortiz l'affirme : "*Le problème est désormais un problème de choix de politique de santé.*" C'est pourquoi la CSMF interpellera prochainement "*tous les candidats à l'élection présidentielle*", après avoir enrichi encore ses propositions regroupées dans son *new deal*, présenté au début de l'été.

Les syndicats signataires espèrent pour leur part poursuivre les négociations dans le cadre de la convention. C'est ce qu'indiquait le syndicat MG France, par un communiqué, ce 26 août. "*Alors qu'il devient difficile de trouver un médecin traitant sur*

tout le territoire, la convention [...] consacre pour la première fois une part significative des sommes disponibles à la médecine générale. Elle commence ainsi à corriger une inégalité de traitement qui a été largement responsable de la désaffection de notre métier", écrit son président, le Dr Claude Leicher. Il conclut toutefois : "*L'ouvrage ne s'achève donc pas avec la signature d'aujourd'hui. Le travail conventionnel débute et MG France y prendra toute sa part.*"

La convention en chiffres :

- une enveloppe financière de 1,3 milliard d'euros (Md€) en dépenses remboursables, une fois incluse la prise en charge par l'assurance maladie complémentaire ;
- 94% de cette enveloppe consacrée aux médecins de secteur 1 ou de secteur 2 ;
- une part supportée par l'assurance maladie obligatoire, une fois les dispositifs mis en place, c'est-à-dire à l'horizon 2019, à 980 millions d'euros (M€) ;
- cinq mois de travaux et seize séances de travail nécessaires à la mise en place de cette convention.

Clémence Nayrac
Ecrire à l'auteur

l'express L'ENTREPRISE

DATE : 25/08/2016

La revalorisation à 25 euros de la consultation chez le généraliste en 2017 officialisée

Entreprise / Par AFP , publié le 25/08/2016 à 11:34 , mis à jour à 11:34

Paris, 25 août 2016 - Les syndicats de médecins libéraux favorables à la nouvelle convention tarifaire ont rendez-vous jeudi à l'Assurance maladie pour entériner la revalorisation à 25 euros de la consultation chez le généraliste en mai 2017.

Les syndicats MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens), la FMF (généralistes et spécialistes) doivent signer vers 16H00 la nouvelle convention tarifaire qui fixe les honoraires des 115.00 médecins et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans.

Deux autre syndicats, le SML et la CSMF, première organisation généralistes et spécialistes confondus, doivent annoncer dans la journée s'ils acceptent ou non de signer le texte après consultation de leurs adhérents lors d'assemblées générales.

Leur signature n'est pas indispensable pour valider le texte qui dispose d'un nombre de voix suffisant.

Il y a une semaine, le président du SML, Eric Henry, avait appelé ses représentants départementaux à voter contre la ratification du texte qui, estime-t-il, "*stigmatise*" les médecins du secteur 2 (honoraires libres).

La position de la CSMF demeure plus incertaine: "*la nouvelle convention n'est pas à la hauteur de ce que l'on attendait, mais elle nécessite une vraie réflexion*", s'interrogeait en début de semaine, le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, interrogé par l'AFP.

Fruit de cinq mois de négociations entre les cinq syndicats de médecins représentatifs et l'Assurance maladie, la nouvelle convention instaure une revalorisation de deux euros de la consultation de base ainsi qu'une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros.

Elle comprend également une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, ainsi qu'un forfait structure pour permettre au médecin de recruter une secrétaire.

Convention tarifaire des médecins: le syndicat SML appelle à voter contre

Le SML, syndicat de **médecins** généralistes et spécialistes, appelle ses représentants départementaux à voter contre la signature de la nouvelle convention tarifaire lors de leur assemblée générale le 25 août.

Cette convention négociée par les syndicats avec l'Assurance maladie "n'inscrit pas l'exercice de la médecine libérale dans une dynamique positive. Elle laisse au bord de la route de nombreux **médecins**, en particulier ceux exerçant en secteur 2 (honoraires libres)", estime le président du SML, Éric Henry, auprès de l'AFP.

Il appelle en conséquence les quelque 130 représentants départementaux de son syndicat, qui se réuniront le 25 août en assemblée générale à Paris, à se prononcer contre la signature de la nouvelle convention qui fixe les honoraires des **médecins** et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pendant cinq ans.

Le 27 juillet, un protocole d'accord avait été signé par deux syndicats de **médecins** libéraux sur cinq - MG France (généralistes) et Le Bloc (chirurgiens) - au terme de cinq mois de négociations, mais une troisième signature est nécessaire pour valider le texte.

Le SML ainsi que la CSMF et la FMF (spécialistes et généralistes) avaient indiqué qu'ils rendraient leur décision après avoir consulté leurs instances ou leurs bases soit le 21 août pour la FMF et le 25 août pour la CSMF.

Faute d'un nombre suffisant d'accords le 26 août, date limite pour signer, un règlement arbitral interviendra.

"Ce texte est une juxtaposition de mesures disparates dépourvue de ligne logique", qui "clive et octroie de petits avantages sans satisfaire le plus grand nombre", ajoute dans un communiqué le SML.

Le syndicat estime par ailleurs que le texte "fait preuve de dédain face à une profession dont l'exercice est déjà entravé par l'application de la loi de santé".

La nouvelle convention prévoit notamment la revalorisation de la consultation chez le généraliste à 25 euros, une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros ou encore une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux. Des mesures qui au total coûteraient près de 960 millions d'euros à l'Assurance maladie.

est/cel/sd

CONVENTION MÉDICALE

S.B. le 18-08-2016

RÉAGISSEZ

Le SML appelle à ne pas voter la convention

Le Dr Eric Henry, président du SML et les secrétaires généraux du syndicat inviteront leur assemblée générale à ne pas signer ce texte lors de leur assemblée générale du 25 [...] Lire

le généraliste.fr

Date : 18/08/2016

Le SML devrait ne pas signer la Convention

18.08.2016

Abonnez-vous

- A +



GARO/PHANIE

A la fin c'est l'AG qui décidera mais le président du **SML Éric Henry** et ses secrétaires généraux viennent d'ores et déjà de se prononcer contre la signature de la **Convention**. « Ce texte est une juxtaposition de mesures disparates dépourvue de ligne logique » explique ainsi le syndicat dans un communiqué. Après la signature d'un protocole d'accord par **MG France** et le **Bloc**, les trois syndicats poly catégoriels ont convoqué leurs AG pour se prononcer sur la question : le 21 août pour la **FMF**, le 25 pour la **CSMF** et le **SML**. Toutefois les présidents de deux de ces syndicats donnent déjà leurs tendances. Après que **Jean-Paul Hamon** et la direction de la FMF se sont prononcés en faveur de la signature, **Éric Henry** prend donc le chemin inverse. « On a eu le temps de la réflexion. Les retours chez nous sont relativement virulents parce que malgré les sommes affichées on n'a pas entendu parler d'argent. On a entendu parler du fond : la mort de la médecine libérale affichée » explique **Éric Henry**. Le président du **SML** reproche surtout à cette **Convention** de laisser de côté une grande partie des médecins. « Le secteur 2 est considéré pour eux comme à ne plus jamais valoriser. Leur ligne c'est de valoriser tout ce qui est administré, c'est-à-dire les **généralistes médecins traitant** et en **maisons de santé**, et ceux qui signent des contrats, donc l'Optam (qui remplace le CAS) et l'**Optam-CO** (chirurgie-obstétrique » détaille le généraliste.

SUR LE MEME SUJET

Convention : tout le feuilleton des négociations

MOTS CLÉS

- Négociations conventionnelles
- SML
- Convention
- Syndicats

CRÉER UNE ALERTE

Se laisser la porte ouverte pour de nouveaux débats

Autant de raisons qui poussent le président du **SML** et ses secrétaires généraux à appeler à une non-signature. Une position conforme à ce qui remonte de la base : « je pense que mon AG va voter clairement dans ce sens-là » avance le Dr Henry. Une posture du syndicat qui lui permet aussi de se placer pour la suite, surtout si la **FMF** et la **CSMF** décidaient de signer cette **Convention**. Rappelons qu'une signature de l'un ou l'autre syndicat validerait la Convention puisqu'il faut pour cela que les organisations signataires réunissent conjointement 30% de suffrages dans les collèges spécialistes et généralistes des Unions. « Plus rien ne nous inquiète. Si un syndicat signe on le remerciera car grâce à lui l'enveloppe sera mise en application. De notre côté nous aurons pu conserver l'option de réengager le discours avec les politiques de demain. Parce que si tous les syndicats signent la convention, cela veut dire que les moutons ont mangé la paille. Il y a plus besoin de s'occuper d'eux puisqu'ils sont tous contents » estime Éric Henry. Réponse donc le 25 août pour savoir si l'AG du SML est d'accord avec cette logique.

DATE : 19/08/2016

Vers une consultation à 25 euros chez les généralistes ? "Encore incertain"

Boursorama avec AFP le 19/08/2016 à 14:45, mis à jour à 15:10

8

Partager 0 Tweet +1

En cas de feu vert du syndicat FMF, la nouvelle convention tarifaire des médecins pourrait être validée dès dimanche. Si le président du syndicat est pour, tout le monde ne partage pas son opinion au sein de l'organisation.



Outre l'augmentation de 2€ de la consultation chez le généraliste, la nouvelle convention prévoit une hiérarchisation des consultations selon leur complexité ou encore une aide de 50.000 € pour l'installation dans les déserts médicaux. (Illustration) (AFP / PHILIPPE HUGUEN)

Faudra-t-il débourser deux euros de plus à chaque consultation chez le généraliste ? La revalorisation de la consultation à 25 euros est la principale mesure des discussions sur la nouvelle convention tarifaire entre l'Assurance maladie et les médecins. Le texte pourrait être validé dès dimanche 21 août si les adhérents du syndicat FMF donnent leur feu vert à une signature.

Au terme de cinq mois de tractations, un protocole d'accord avait été signé le 27 juillet par deux syndicats sur cinq - MG France (généralistes) et Le Bloc (chirurgiens), mais une troisième signature est indispensable pour valider le texte, faute de quoi interviendra un règlement arbitral. "Le résultat s'annonce assez incertain", reconnaît Jean-Paul Hamon, président de la FMF, à deux jours de l'annonce du résultat du vote des adhérents, invités depuis plusieurs semaines à se prononcer sur la nouvelle convention qui fixe les honoraires des médecins libéraux et régit leurs relations avec la Sécu pendant cinq ans.

"Je suis favorable à une signature, il faut tenter le coup de signer", plaide M. Hamon qui reconnaît que sa prise de position ne fait pas l'unanimité au sein de son syndicat. "La droite ne fera aucun cadeau aux médecins libéraux et sera sans doute moins généreuse qu'une gauche en quête de réélection", pronostique, à neuf mois de l'élection présidentielle, le représentant syndical en évoquant les 960 millions d'euros mis sur la table des négociations par l'Assurance maladie.

Si la FMF (généralistes et spécialistes), qui avait soumis sa décision au vote des adhérents, n'apporte pas dimanche son soutien à la convention, l'adoption du texte dépendra entièrement de la CSMF, premier syndicat des généralistes et spécialistes. Le président du SML, Éric Henry, a en effet appelé les représentants départementaux de son syndicat à voter contre la signature lors de leur assemblée générale le 25 août.

C'est à cette même date, veille de l'échéance pour valider la convention, que la CSMF, réunie en assemblée générale, annoncera sa décision après consultation de ses instances départementales. "La CSMF est un syndicat démocratique et sera le porte-parole de ses adhérents", a déclaré à l'AFP son président, Jean-Paul Ortiz, admettant lui aussi "des débats intenses en interne" sur l'issue à donner au texte.

Outre l'augmentation de deux euros de la consultation chez le généraliste, la nouvelle convention prévoit une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros, ou encore une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux. Des mesures représentant un investissement de plus d'un milliard d'euros en comptant les complémentaires santé.

Libération

Date : 19/08/2016

Consultation à 25 euros: peut-être un accord dès dimanche

Par AFP — 19 août 2016 à 09:37



Un bureau de médecin à Godewaersvelde, le 25 septembre 2012 Photo PHILIPPE HUGUEN. AFP

Consultation à 25 euros: peut-être un accord dès dimanche

La nouvelle convention tarifaire des médecins, qui prévoit notamment une revalorisation à 25 euros de la consultation chez un généraliste, pourrait être validée dès dimanche, si les adhérents du syndicat FMF donnent leur feu vert à une signature.

Au terme de cinq mois de tractations, un protocole d'accord avait été signé le 27 juillet par deux syndicats sur cinq - MG France (généralistes) et Le Bloc (chirurgiens), mais une troisième signature est indispensable pour valider le texte, faute de quoi interviendra un règlement arbitral.

«Le résultat s'annonce assez incertain», reconnait Jean-Paul Hamon, président de la FMF, à deux jours de l'annonce du résultat du vote des adhérents, invités depuis plusieurs semaines à se prononcer sur la nouvelle convention qui fixe les honoraires des médecins libéraux et régit leurs relations avec la Sécu pendant cinq ans.

«Je suis favorable à une signature, il faut tenter le coup de signer», plaide M. Hamon qui reconnait que sa prise de position ne fait pas l'unanimité au sein de son syndicat.

«La droite ne fera aucun cadeau aux médecins libéraux et sera sans doute moins généreuse qu'une gauche en quête de réélection», pronostique, à neuf mois de l'élection présidentielle, le représentant syndical en évoquant les 960 millions d'euros mis sur la table des négociations par l'Assurance maladie.

Si la FMF (généralistes et spécialistes), qui avait soumis sa décision au vote des adhérents, n'apporte pas dimanche son soutien à la convention, l'adoption du texte dépendra entièrement de la CSMF, premier syndicat des généralistes et spécialistes. Le président du SML, Eric Henry, a en effet appelé les représentants départementaux de son syndicat à voter

contre la signature lors de leur assemblée générale le 25 août.

C'est à cette même date, veille de l'échéance pour valider la convention, que la CSMF, réunie en assemblée générale, annoncera sa décision après consultation de ses instances départementales.

«La CSMF est un syndicat démocratique et sera le porte-parole de ses adhérents», a déclaré à l'AFP son président, Jean-Paul Ortiz, admettant lui aussi «des débats intenses en interne» sur l'issue à donner au texte.

Outre l'augmentation de deux deux euros de la consultation chez le généraliste, la nouvelle convention prévoit une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros ou encore une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux.

Des mesures représentant un investissement de plus d'un milliard d'euro en comptant les complémentaires santé. ◂▸

AFP

Le SML refuse à 95 % de signer la convention médicale

Total de retombées : 30

Les belles retombées

Inégalité tarifaire?

Dans la matinée, le SML avait en effet lui aussi indiqué qu'il ne validerait pas la nouvelle convention après un vote négatif de 95,5% de ses représentants.

"Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés", a réagi auprès de son président Eric Henry, qui avait appelé ses adhérents à voter contre la convention.

"Les majorations sont des artifices, il n'y a aucune reconnaissance du travail effectué par les médecins libéraux dont la consultation est la moins chère au monde", a-t-il affirmé. La décision dimanche de la FMF s'était avérée plus surprenante: à l'issue d'un vote serré, ses adhérents s'étaient prononcés en faveur de la nouvelle convention.

Son accord avait permis au texte, soutenu depuis la fin des négociations, le 27 juillet, par MG France et Le Bloc, d'atteindre le nombre de voix nécessaire à sa validation.

Si l'Assurance maladie a réussi à éviter qu'intervienne un règlement arbitral, prévu dans le cas où le nombre de voix aurait été insuffisant, l'absence du premier syndicat de la profession risque néanmoins de peser sur la mise en oeuvre du texte auprès des médecins.

Challenges.fr
L'économie en temps réel

La CSMF et le SML décident de ne pas signer la nouvelle convention



La nouvelle convention médicale sera adoptée officiellement ce jeudi soir, mais sans la CSMF ni le SML.

Au terme de son assemblée générale extraordinaire réunie ce jeudi, la CSMF, premier syndicat médical, a décidé de ne pas signer la nouvelle convention « *aujourd'hui* », a-t-elle annoncé sur Twitter. Les « confédérés » se sont largement prononcés contre le texte, à 62,9 %.

Ce résultat ne constitue qu'une demi-surprise. Dans nos colonnes, le président de la CSMF, le Dr Jean-Paul Ortiz, avait expliqué mercredi que le compte n'y était pas, énumérant toutes les raisons de ne pas signer. « *Les spécialistes sont particulièrement déçus par ce projet de*

SUR LE MEME SUJET

Dr Jean-Paul Ortiz (CSMF) : « Il y a beaucoup d'arguments pour ne pas signer cette convention »

Convention médicale : la FMF décide de signer, le texte entrera en vigueur jeudi après-midi

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN.fr

Convention médicale : désinformation assurée

clicanoo

Jeudi 8 septembre 2016 - 20:23

Il est désespérant, à propos de la convention médicale, de constater une information essentiellement limitée en France et dans les DOM à une annonce de son adoption définitive le 25 août 2016 du fait de sa signature par la Fédération des Médecins de France (FMF). A laisser croire que les médecins unanimement soutiennent une bonne convention!

Alors que le Syndicat des Médecins Libéraux (SML) ce même 25 août 2016, en assemblée générale et à une majorité écrasante de 95% de ses adhérents, s'est pourtant prononcé pour un NON à cette convention, aussitôt annoncé officiellement au siège de la Caisse nationale d'assurance maladie, en présence de Nicolas REVEL son directeur général et de la presse. Refusant de céder pour quelques euros et une subvention conventionnelle accordée aux seuls syndicats signataires. Respectueux ainsi d'une large majorité incontestable de médecins libéraux de terrain pour lesquels cette convention n'apporte rien et s'avère nuisible pour leur exercice libéral. Très conscient enfin d'un enjeu actuel politique d'un exercice libéral pérenne. Alors que la Confédération Syndicale des Médecins de France (CSMF), rassemblant avec le SML une majorité des médecins syndiqués, s'est aussi prononcé contre cette convention

LE SEUL MESSAGE AUDIBLE EST CELUI EN FAIT DE LIBERTÉ REMISES EN QUESTIONS PAR CETTE CONVENTION ET LA LOI TOURAINE. Il S'ADRESSE À TOUTE LA POPULATION ET AUX CANDIDATS À LA PRÉSIDENTIELLE. Les Français sont attachés à et revendiquent:

- Le respect d'une liberté du patient de choisir son médecin.
- Le respect d'une liberté de soigner du médecin.
- Le respect du secret médical.
- Le respect face aux maladies graves et chroniques d'une égalité des soins pour tous, petits comme gros cotisants aux mutuelles.

Humbert GOJON

clicanoo.re
Le Journal de l'île de la Réunion

L'ARGUS de l'assurance.com

DATE : 25/08/2016

Négociations conventionnelles : la CSMF et le SML ne signeront pas la convention médicale

Par Gwendal Perrin - Publié le 25 août 2016, à 16h 07

médecin, assurance maladie , complémentaire santé

TWITTER FACEBOOK VIADEO LINKEDIN IMPRIMER EMAIL

La convention régissant les relations entre l'Assurance maladie et les médecins est officiellement approuvée par trois des cinq syndicats représentatifs, mais le premier d'entre eux (la CSMF) a finalement voté contre.



Trois des cinq syndicats de médecins ont signé la prochaine convention quinquennale avec l'Assurance maladie.

Elle aura fait durer le suspense jusqu'au bout. Quelle décision allait prendre la **CSMF (Confédération Syndicale des Médecins Français)**, premier syndicat du secteur, vis-à-vis de la prochaine **convention médicale avec l'Assurance maladie**, signée ce jeudi 25 août 2016, dans l'après-midi ?

Prise de court par la FMF (Fédération des Médecins de France), qui a finalement voté en faveur du texte en début de semaine et apporté la voix manquante pour parachever la négociation, la CSMF semblait partagée quant à la position à tenir. Des hésitations matérialisées par les déclarations de son président **Jean-Paul Ortiz**.

A LIRE ÉGALEMENT

Négociations conventionnelles : la nouvelle convention médicale validée

Négociations conventionnelles : le texte déjà rejeté par des syndicats de médecins

FORT REJET DE LA CSMF ET DU SML

Le verdict aura finalement été assez net : **62,9% des adhérents du syndicat** ont ainsi voté ce jeudi contre cette convention médicale en assemblée générale extraordinaire. Un peu plus tôt, les représentants départementaux du **SML (Syndicat des Médecins Libéraux)** l'avaient aussi rejeté à 95,5%. Les deux syndicats avaient pourtant été signataires de la convention de 2011, avec MG France (puis la FMF quelques mois après la négociation).

> "Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés", a réagi auprès de l'AFP son président Eric Henry, qui avait appelé ses adhérents à voter contre la convention. "Les majorations sont des artifices, il n'y a aucune reconnaissance du travail effectué par les médecins libéraux dont la consultation est la moins chère au monde", a-t-il affirmé.



La signature de ces deux organisations n'était toutefois pas indispensable à l'entrée en application de la convention quinquennale puisqu'en plus de la FMF, le **Bloc** (chirurgiens) et **MG France** (médecins généralistes) avaient déjà apporté leur soutien au texte, qui s'applique par définition pour l'ensemble des médecins conventionnés.

DE NOUVEAUX FORFAITS MIS EN PLACE

Pour rappel, cette convention introduit notamment l'évolution du **tarif de la consultation chez le médecin généraliste**, aligné sur celui du spécialiste à 25 €. Parmi les autres mesures : une nouvelle grille tarifaire des consultations :

- 30 € contre 28 € pour les consultations coordonnées,
- 50 € contre 46 € pour l'avis ponctuel d'un spécialiste à la demande du médecin traitant,
- 60 € pour les actes dits très complexes,
- une aide de 50 000 € pour les médecins s'installant dans les déserts médicaux,
- une évolution du contrat d'accès aux soins rebaptisé **« option tarifaire maîtrisée » (OPTAM)** et de **nouvelles rémunérations forfaitaires** (forfait « patientèle » jusqu'à 15 000 € par an + forfait « structure » autour de 4 000 €).

Ces mesures seront mises en place entre 2017 et 2019 : le coût estimé de l'ensemble de cette convention est estimé à 950 millions d'euros pour l'Assurance maladie et 350 millions d'euros pour les complémentaires santé, soit un total d'**1,3 milliard d'euros**... Le double de celui de la précédente convention 2011-2016.

Le Courrier CAUCHOIS

DATE : 25/08/2016

LA CONSULTATION À 25 EUROS VALIDÉE AVEC OU SANS LE PREMIER SYNDICAT

14h00 - 25 août 2016



...

Le passage en mai 2017 de la consultation chez le généraliste à 25 euros est officialisé jeudi par la signature d'une nouvelle convention tarifaire. Mais le texte obtiendra-t-il l'appui du premier syndicat de médecins? La CSMF laisse planer le doute jusqu'au dernier moment.

La nouvelle convention médicale, qui fixe les honoraires des 115.000 médecins et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans, doit être officiellement approuvée par les syndicats vers 16H00.

Trois d'entre eux - MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes) - sont attendus à la séance de signature.

En revanche, le SML ne signera pas le texte après le vote à 95,5% de ses resprésentants contre la nouvelle convention lors d'une assemblée générale extraordinaire organisée dans la matinée. Les votants ont suivi les consignes données il y a une semaine par le président du syndicat, Eric Henry.

"Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés", a réagi Eric Henry auprès de l'AFP.

"Les majorations sont des artifices, il n'y a aucune reconnaissance du travail effectué par les médecins libéraux dont la consultation est la moins chère au monde", a-t-il affirmé.

La décision de la CSMF, premier syndicat de la profession, généralistes et spécialistes confondus, demeure plus incertaine.

Tiraillée entre ses deux branches, les spécialistes s'estimant désavantagés au profit des généralistes, la CSMF a elle aussi décidé de soumettre la question à ses représentants quelques heures seulement avant le rendez-vous.

"La nouvelle convention n'est pas à la hauteur de ce que l'on attendait, mais elle nécessite une vraie réflexion", s'interrogeait encore en début de semaine, le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz.

- Avoir le "maximum" de signatures -

Le syndicat a "beaucoup œuvré et émis des propositions" pendant les cinq mois de négociations avec l'Assurance maladie, souligne le représentant de la CSMF, pris de court par l'accord plutôt inattendu de la FMF dimanche.

En se prononçant, à l'issue d'un vote serré de ses adhérents, en faveur de la nouvelle convention, la FMF a permis au texte, soutenu depuis la fin des négociations, le 27 juillet, par MG France et Le Bloc, d'atteindre le nombre de voix nécessaire à sa validation.

Les signatures de la CSMF et du SML n'étaient donc plus indispensables.

L'Assurance maladie tient toutefois à soigner ses relations avec les représentants de la profession pour la mise en œuvre de la convention, après leur hostilité envers la loi Santé.

"Je souhaite que le maximum de syndicats signent, car au-delà de la négociation, c'est en s'impliquant dans sa mise en œuvre que les partenaires conventionnels pourront pleinement faire vivre ce nouveau cadre", soulignait dimanche le directeur général de la Cnamts, Nicolas Revel.

Le texte "se traduira par des revalorisations tarifaires importantes et légitimes pour les médecins, mais aussi par des avancées nécessaires et attendues par les patients", avait-il-plaidé.

Inchangé depuis 2011, le tarif de base de la consultation sera ainsi revalorisé de deux euros en mai 2017. La nouvelle convention instaure aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros. Figure également une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, ainsi qu'un forfait structure pour permettre au médecin de recruter une secrétaire.

Une fois toutes les mesures appliquées, en 2019, l'investissement se porte à 960 millions d'euros pour la Sécu, et à près de 1,3 milliard d'euro en incluant les complémentaires santé. Quasiment le double de la précédente convention, signée en 2011 par la CSMF, MG France et le SML.

LE FIGARO.fr

DATE : 25/08/2016

La consultation à 25 euros officialisée

Par Lefigaro.fr avec AFP | Mis à jour le 25/08/2016 à 15:51 / Publié le 25/08/2016 à 15:45

LE FIGARO PREMIUM
1 mois d'essai offert

8 commentaires

Le passage à 25 euros de la consultation chez le généraliste à partir de mai 2017 est officialisé aujourd'hui par la signature d'une nouvelle convention tarifaire, qui se fera toutefois sans la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), premier syndicat de médecins libéraux.

Ses adhérents se sont exprimés à 62,9% contre la nouvelle convention, a annoncé à l'AFP son président Jean-Paul Ortiz à l'issue du vote organisé jeudi en début d'après-midi. "Ce projet est très en-dessous de ce que nous espérions. On voulait un vrai projet novateur pour la médecine libérale, ce n'est pas le cas", a réagi M. Ortiz. "L'avenir de la médecine libérale réside dans le couple généraliste-spécialiste, or les spécialistes ne sont pas à leur juste place au vu des moyens qui leur sont alloués", a fait valoir le représentant de la CSMF, reflétant les tiraillements entre ses deux branches. "On ne veut pas d'un système à l'anglaise où tous les spécialistes exercent à l'hôpital, synonyme de longues files d'attente pour les patients", plaide-t-il encore.

L'officialisation du texte, qui fixe les honoraires des 115.000 médecins et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans, prévue vers 16h00 se fera donc sans la CSMF.
Seulement trois syndicats sur cinq, MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes), apposeront leur signature. Dans la matinée, le SML avait en effet lui aussi indiqué qu'il ne validerait pas la nouvelle convention après un vote négatif de 95,5% de ses représentants.

"Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés", a réagi auprès de l'AFP son président Eric Henry, qui avait appelé ses adhérents à voter contre la convention. "Les majorations sont des artifices, il n'y a aucune reconnaissance du travail effectué par les médecins libéraux dont la consultation est la moins chère au monde", a-t-il affirmé.

le généraliste.fr

DATE : 25/08/2016

Signature de la nouvelle convention sans la CSMF ni le SML

25.08.2016

Inscrivez-vous gratuitement

- A +



De gauche à droite: Jean-Paul Hamon (FMF), Nicolas Revel, François Wilthien (MG France) et Philippe Cuq (Le Bloc) Garo/Phanie

Ils ne sont finalement que trois à avoir signé la convention. S'il ne faisait plus de doute quant à l'entrée en vigueur du texte le 1er janvier prochain – la FMF s'étant ralliée, dimanche, à MG France et au Bloc, signataires du protocole de fin de négociation, en juillet dernier —, restait à connaître la position de la CSMF et du SML. Chacune des deux organisations réunissait ses troupes, jeudi matin, à quelques heures de la signature officielle de la convention, au siège de l...

Pour lire la suite, inscrivez-vous gratuitement

Le Parisien

DATE : 25/08/2016

La consultation à 25 euros officialisée, les syndicats de médecins peu enthousiastes



La nouvelle convention tarifaire des médecins à 25 euros pourrait être validée dès dimanche (AFP/PHILIPPE HUGUEN)



Le passage à 25 euros de la consultation chez le généraliste à partir de mai 2017 a été officialisé jeudi par la signature d'une nouvelle convention tarifaire loin de soulever l'enthousiasme des syndicats de médecins libéraux et sans l'appui du premier d'entre eux, la CSMF.

Ses adhérents se sont exprimés à 62,9% contre la nouvelle convention, a annoncé à l'AFP son président Jean-Paul Ortiz à l'issue du vote organisé jeudi en début d'après-midi.

Le texte, qui fixe les honoraires des 115.000 médecins libéraux et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans, est "très en-dessous de ce que nous espérions. On voulait un vrai projet novateur pour la médecine libérale, ce n'est pas le cas", a-t-il regretté.

"L'avenir de la médecine libérale réside dans le couple généraliste-spécialiste, or les spécialistes ne sont pas à leur juste place au vu des moyens qui leur sont alloués", a fait valoir le représentant de la CSMF.

Trois des cinq syndicats qui ont négocié le texte pendant cinq mois avec l'Assurance maladie - MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes) - ont donc finalement apposé leur signature jeudi soir.

Dans la matinée, le SML avait indiqué qu'il ne validerait pas la nouvelle convention après un vote négatif de 95,5% de ses représentants.

"Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins

généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés", a réagi auprès de l'AFP son président Eric Henry, qui avait appelé ses adhérents à voter contre la convention.

- "Pas de blanc seing" -

Si l'Assurance maladie a réussi à éviter qu'intervienne un règlement arbitral, prévu en cas de nombre de voix insuffisant, l'absence du premier syndicat de la profession risque de peser sur la mise en oeuvre du texte auprès de médecins remontés contre la loi Santé.

Le Bloc prévient dans un communiqué: même si la nouvelle convention "contient des mesures spécifiques significatives pour les spécialistes du bloc opératoire", elle "sera très insuffisante pour revaloriser l'exercice libéral et devra être complétée dès le début du prochain quinquennat par un avenant beaucoup plus ambitieux".

"En mai 2017, quelle que soit la majorité, Le Bloc ne donnera pas son blanc seing sur de bonnes intentions mais sur des actes", prévient-il à neuf mois de la présidentielle.

La FMF dit également ne pas "sauter de joie": "cette convention n'est pas structurante, mais il faut être pragmatique, la droite ne nous aurait pas donné plus", a commenté son président, Jean-Paul Hamon.

Plus positif, MG France estime que la convention "commence à corriger une inégalité de traitement (entre généralistes et spécialistes, NDLR), qui a été largement responsable de la désaffection" du métier.

"Tout à fait heureux" de cet "accord majoritaire" qui apporte des réponses notamment pour l'accès aux soins, Nicolas Revel, directeur général de l'Assurance maladie, relativise, soulignant que "tous les syndicats ont beaucoup contribué, y compris ceux qui ne signent pas".

Quant à la ministre de la Santé, Marisol Touraine, elle a salué dans un communiqué le fait que "cette nouvelle convention marque la reconnaissance de la médecine libérale et en particulier des médecins généralistes dans notre système de soins", et qualifié l'accord de "grande avancée pour les médecins et pour les patients".

Inchangé depuis 2011, le tarif de base de la consultation sera revalorisé de deux euros en mai 2017. La nouvelle convention instaure aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros. Figure également une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, ainsi qu'un forfait structure pour permettre au médecin de recruter une secrétaire.

Une fois toutes les mesures appliquées, en 2019, l'investissement se portera à 980 millions d'euros pour la Sécu, et à près de 1,3 milliard d'euros en incluant les complémentaires santé. C'est quasiment le double de la précédente convention, signée en 2011 par la CSMF, MG France et le SML, puis plus tard par la FMF.

AFP

Le Point Santé

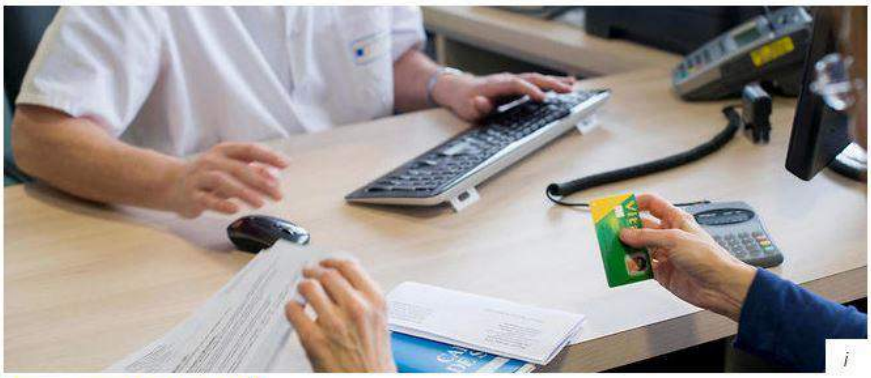
DATE : 25/08/2016

La consultation à 25 euros officialisée

La consultation chez le généraliste, inchangée depuis 2011, augmentera de 2 euros en mai 2017. Contre l'avis du premier syndicat de médecins libéraux.

SOURCE AFP

Modifié le 25/08/2016 à 16:04 - Publié le 25/08/2016 à 14:07 | Le Point.fr



ABONNEZ-VOUS À PARTIR DE 1€

C'est officiel : le passage en mai 2017 du tarif de la consultation chez le généraliste à 25 euros a été confirmé jeudi par la signature d'une nouvelle convention tarifaire. Un changement qui se fera toutefois sans l'aval de la CSMF, premier syndicat de médecins libéraux. Ses adhérents se sont exprimés à 62,9 % contre la nouvelle convention, a annoncé à l'Agence France-Presse son président Jean-Paul Ortiz à l'issue du vote organisé jeudi en début d'après-midi. « Ce projet est très en dessous de ce que nous espérions. On voulait un vrai projet novateur pour la médecine libérale, ce n'est pas le cas », a réagi Jean-Paul Ortiz.

« L'avenir de la médecine libérale réside dans le couple généraliste-spécialiste. Or les spécialistes ne sont pas à leur juste place au vu des moyens qui leur sont alloués », a fait valoir le représentant de la CSMF, reflétant les tiraillements entre ses deux branches. « On ne veut pas d'un système à l'anglaise où tous les spécialistes exercent à l'hôpital, synonyme de longues files d'attente pour les patients », plaide-t-il encore.

Inégalité entre généralistes et spécialistes

L'officialisation du texte, qui fixe les honoraires des 115 000 médecins et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans, prévue vers 16 heures se fera donc sans la CSMF. Seulement trois syndicats sur cinq – MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes) – apposeront leur signature. Dans la matinée, le SML avait en effet lui aussi indiqué qu'il ne validerait pas la nouvelle convention après un vote négatif de 95,5 % de ses représentants.

« Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés », a réagi auprès de l'Agence France-Presse son président Éric Henry, qui avait appelé ses adhérents à voter contre la convention. « Les majorations sont des artifices, il n'y a aucune reconnaissance du travail effectué par les médecins libéraux dont la consultation est la moins chère au monde », a-t-il affirmé.

Pas de règlement arbitral

La décision dimanche de la FMF s'était avérée plus surprenante : à l'issue d'un vote serré, ses adhérents s'étaient prononcés en faveur de la nouvelle convention. Son accord avait permis au texte, soutenu depuis la fin des négociations, le 27 juillet, par MG France et Le Bloc, d'atteindre le nombre de voix nécessaire à sa validation. Si l'Assurance maladie a réussi à éviter qu'intervienne un règlement arbitral, prévu dans le cas où le nombre de voix aurait été insuffisant, l'absence du premier

syndicat de la profession risque néanmoins de peser sur la mise en œuvre du texte auprès des médecins.

« Je souhaite que le maximum de syndicats signe, car au-delà de la négociation, c'est en s'impliquant dans sa mise en œuvre que les partenaires conventionnels pourront pleinement faire vivre ce nouveau cadre », avait d'ailleurs souligné dimanche le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel. Le texte « se traduira par des revalorisations tarifaires importantes et légitimes pour les médecins, mais aussi par des avancées nécessaires et attendues par les patients », avait-il plaidé.

Inchangé depuis 2011, le tarif de base de la consultation sera ainsi revalorisé de deux euros en mai 2017. La nouvelle convention instaure aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros. Figure également une aide de 50 000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, ainsi qu'un forfait structure pour permettre au médecin de recruter une secrétaire. Une fois toutes les mesures appliquées, en 2019, l'investissement se porte à 980 millions d'euros pour la Sécu, et à près de 1,3 milliard d'euros en incluant les complémentaires santé. Quasiment le double de la précédente convention, signée en 2011 par la CSMF, MG France et le SML.

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN.fr

DATE : 25/08/2016

Adoption officielle de la nouvelle convention, seulement trois syndicats signataires

Anne Bayle-Iniguez, Marie Foult | 25.08.2016

- A +



Convention en main, le patron de la CNAM entouré (de gauche à...
Crédit Photo : S. Toubon

138 pages de convention, 200 pages d'annexes, le tout en cinq exemplaires. Les trois syndicats de médecins libéraux signataires (MG France, Le BLOC et la FMF) ont usé du stylo, ce jeudi à 16 h 30, au siège de la CNAM, pour parapher la nouvelle convention médicale, qui pourra donc entrer en vigueur pour cinq ans.

Tandis que Le BLOC et MG France avaient annoncé dès juillet leur volonté de signer, suivis par la FMF en début de semaine, la CSMF et le SML, réunis en assemblée générale, ont voté seulement ce matin contre la signature de la convention, respectivement à 62,9 % et 95,5 %.

SUR LE MEME SUJET

Convention médicale : la FMF décide de signer, le texte entrera en vigueur jeudi après-midi

La CSMF et le SML décident de ne pas signer la nouvelle convention

Le patron de la CNAM « heureux »

« Si cet accord est signé, c'est que son contenu le justifie en répondant notamment à deux enjeux : l'amélioration des conditions d'exercice et de pratique des médecins, ainsi que les attentes des patients en termes de qualité et d'accès aux soins », s'est réjoui Nicolas Revel, qui s'est dit *« heureux »* à la sortie de cette séance définitive.

En réponse au refus de la CSMF et du SML, le patron de la CNAM a insisté sur la légitimité des trois syndicats organisations signataires, qui représentent *« la majorité absolue des 115 000 médecins libéraux »*.

Grande absente de l'après-midi, la Confédération du Dr Jean-Paul Ortiz est allée au bout de sa logique en boycottant cette dernière séance, et ce malgré la présence des médias.

MOTS CLÉS

- Négociations conventionnelles
- Assurance maladie-Dépenses de santé
- SML
- MG France
- FMF
- CSMF
- Le BLOC
- Ministre de la santé-M.Touraine
- Convention
- Politique de santé

CRÉER UNE ALERTE

Accompagné d'un aréopage d'une dizaine de médecins du SML, le Dr Éric Henry a fait à l'inverse une apparition éclair, mais remarquée, à la CNAM. *« Nous sommes ici par politesse,* a assuré le président du SML. *C'est impossible pour nous de valider un texte avec le C à 25 euros, sans espace de liberté tarifaire, et qui donne toute légitimité à Marisol Touraine pour dire que nous acceptons sa loi de santé. »*

Les deux centrales non signataires – qui ne feront pas blocage au dispositif et pourront toujours rejoindre la convention ultérieurement – devraient déplacer dans l'immédiat leur combat sur le terrain présidentiel en interpellant tous les candidats à l'Elysée sur l'avenir de la médecine libérale.

Signature de raison pour MG France

Les trois signataires ont affiché une satisfaction variable à la sortie de la salle, en fonction des enjeux propres à leur spécialité et selon leur position pendant les négociations.

Engagé pour la première fois dans la vie conventionnelle, Le BLOC s'est félicité d'une signature *« historique ». « Le contenu de cette convention marque une reconnaissance des spécialités de bloc à trois niveaux,* a commenté le Dr Philippe Cuq, président du syndicat. *Le secteur II est maintenu selon nos conditions, la prise en charge des patients en urgence est reconnue et les actes chirurgicaux à tarif très faibles sont revalorisés. »* Le nouveau contrat d'accès aux soins spécifique aux chirurgiens et obstétriciens (baptisé OPTAM-CO) répond également aux attentes du syndicat.

MG France revendique pour sa part une *« signature de raison »*. *« Contrairement aux précédentes conventions, celle-ci contient un effort tout particulier en faveur des médecins généralistes, en très grande difficulté,* a précisé le Dr François Wilthien, vice-président de la centrale généraliste. *Cette signature donne le top départ d'un travail de revalorisation de la profession. »*

« C'est une signature pragmatique, a tempéré le Dr Jean-Paul Hamon, président de la FMF. *900 millions d'euros* [la somme que met la CNAM sur la table, NDLR], *ce n'est pas rien. Et la droite ne nous donnera pas mieux. »* Le médecin généraliste de Clamart a conclu en rassurant ses troupes : *« Malgré cette signature, il n'est toujours pas question de donner la moindre satisfaction à Marisol Touraine. »*

Dans un communiqué, la ministre de la Santé a aussitôt salué l'engagement des représentants syndicaux et qualifié cette nouvelle convention de *« grande avancée pour les médecins et pour les patients »*.

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN.fr

DATE : 25/08/2016

Nouveaux tarifs, calendrier : ce qu'il faut retenir de la convention 2016/2021

Marie Foult, Cyrille Dupuis, Christophe Gattuso | 25.08.2016



La nouvelle convention a été officiellement adoptée et paraphée ce jeudi 25 août par trois syndicats – MG France, Le BLOC et la FMF. La CSMF et le SML, qui ont réuni leurs AG respectives ce même jour, ont décidé de ne pas signer ce texte (ce qui ne les empêchera pas de rejoindre le dispositif ultérieurement).

Constituée de 90 articles, cette convention représentera un investissement d'**1,3 milliard d'euros** en année pleine en dépenses remboursables, c'est-à-dire en incluant la participation des complémentaires (978 millions d'euros pour la seule assurance-maladie), lorsque toutes les mesures seront en vigueur (2019). À titre indicatif, la précédente convention, signée en 2011, s'était élevée à 663,6 millions d'euros. Voici, chapitre par chapitre, ce qu'il faut retenir.

SUR LE MEME SUJET

Projet de convention : consultations, le big bang des quatre niveaux

Projet de convention : des revalorisations ciblées pour certaines spécialités

Projet de convention : un forfait structure de 4 620 euros maximum

• La consultation de base à 25 euros en mai 2017

Le tarif de la consultation de référence sera augmenté grâce à une nouvelle majoration (MMG) de deux euros accessible aux seuls généralistes et MEP à tarifs opposables à compter du 1er mai 2017. La consultation de référence (235 millions d'actes en 2015) sera ainsi portée à 25 euros. Cette consultation servira de socle à la nouvelle grille tarifaire à 4 niveaux.

• Une nouvelle grille tarifaire à quatre niveaux (25, 30, 46 et 60 euros)

Les consultations sont regroupées en quatre grands ensembles permettant schématiquement de valoriser toutes les consultations coordonnées dès le 1er juillet 2017 (deuxième niveau à 30 euros) mais aussi les actes « complexes » (troisième niveau à 46 euros) et « très complexes » (quatrième niveau à 60 euros intégrant la visite longue à domicile), au 1er novembre 2017 seulement.

En pratique, pour les consultations coordonnées du médecin correspondant, la majoration de coordination passera de trois à cinq euros (MCS pour les spécialistes et MCG pour les généralistes), au 1er juillet 2017, pour les médecins de secteur I et II engagés à maîtriser leurs dépassements.

Le C2 (avis de consultant) passera à 50 euros en deux temps – de 46 à 48 euros en octobre 2017 d'abord, puis de 48 à 50 euros en juin 2018.

Deux nouvelles majorations sont créées pour les actes en urgence pris en charge dans les 48 heures par un médecin spécialiste (MCU de 15 euros quel que soit le secteur d'exercice) adressé par le médecin traitant du patient (qui peut coter pour sa part une majoration MUT de 5 euros). Application au 1er janvier 2018.

En savoir plus sur la nouvelle grille tarifaire

• Des revalorisations ciblées pour certains spécialistes

Les consultations et majorations spécifiques aux cardiologues, psychiatres et pédiatres seront également revalorisées, dès mai et juillet 2017.

MOTS CLÉS

- Activité professionnelle
- Rémunération-Honoraires-ROSP
- Convention
- Négociations conventionnelles
- Médecin
- Médecin libéral



CRÉER UNE ALERTE

En savoir plus sur les revalorisations spécifiques

Autre mesure ciblée : une majoration unique de 5 euros (dite MEG pour majoration enfant généraliste) sera applicable au 1er mai 2017 par les généralistes (tous secteurs) pour les consultations concernant les enfants de moins de six ans.

• Un forfait structure jusqu'à 4 620 euros par an (2019)

La convention met en place, à partir de 2017, un forfait structure censé faciliter le recrutement d'un secrétariat médical. Le montant annuel pourra atteindre au maximum 4 620 euros par praticien en 2019.

Pour en bénéficier, le médecin devra remplir tous les prérequis d'un premier volet « équipement » (60 % de la somme) : logiciel métier compatible DMP (avec messagerie sécurisée), affichage des horaires d'ouverture du cabinet, taux de télétransmission de deux tiers des actes, dernière version SESAM Vitale... Un second volet (40 % de la somme) valorise les services supplémentaires apportés aux patients comme la prise de rendez-vous chez les médecins correspondants ou le codage des données patientèle.

En savoir plus sur le forfait structure

• Un forfait « patientèle » médecin traitant : 15 000 euros en moyenne

Ce forfait unique (FPMT), mis en place au titre de l'année 2018 et versé au premier semestre 2018, se substituera aux différents forfaits et majorations existants (suivi ALD, suivi des autres patients, volet de synthèse de la ROSP, MPA...). Ce nouveau forfait patientèle médecin traitant représentera 15 000 euros par an et par médecin en moyenne, affirme la CNAM. Son montant sera indexé selon l'âge, la pathologie et la précarité de la patientèle et pourrait être pris en charge par les complémentaires.

En savoir plus sur le forfait patientèle

• Une ROSP new-look

La rémunération sur objectifs de santé publique (ROSP) est aménagée avec de nouveaux indicateurs, notamment d'efficience. L'ensemble du dispositif reposerait sur un total de 1 000 points (contre 940 jusqu'à présent). Elle sera étendue aux endocrinologues avant la fin de 2016.

De nouveaux indicateurs sont introduits concernant, par exemple, le suivi des patients diabétiques (recherche de micro-albuminurie ; examen clinique des pieds…) ou la prévention des risques cardiovasculaires. Le dépistage du cancer colorectal a été ajouté aux autres dépistages du volet prévention. Des indicateurs destinés à prévenir les conduites addictives (tabac, alcool), sont également introduits, de même que des indicateurs concernant la lutte contre l'antibiorésistance ou la iatrogénie médicamenteuse.

• Actes techniques

Les spécialités sur plateaux techniques lourds bénéficieront de revalorisations estimées à une quarantaine de millions d'euros.

Le modificateur K sera porté de 11,5 % à 20 % au 15 juin 2017. Ce coefficient est aujourd'hui applicable (en plus du J) par les chirurgiens et les obstétriciens en secteur I ou qui adhéreraient à la future option de pratique tarifaire maîtrisée (OPTAM) spécifiquement créée pour ces deux spécialités. Surtout, 270 actes supplémentaires bénéficieront du modificateur J (6,5 %) et du K (20 %), toujours à la mi-juin 2017. Il s'agit d'actes sanglants, non répétitifs, réalisés au bloc par un chirurgien sous anesthésie.

Un bonus de 80 euros sera mis en place à destination des chirurgiens, obstétriciens et anesthésistes au 1er janvier 2018 pour les actes qui présentent une urgence vitale ou d'organes – réalisés en nuit profonde ou dans la journée dans un délai de six heures.

• Deux nouvelles options de maîtrise tarifaire, *exit* le CAS

Le contrat d'accès aux soins (CAS) de modération tarifaire sera remplacé, dès janvier 2017, par deux nouvelles options de pratique tarifaire maîtrisée (OPTAM) avec l'objectif de convaincre deux fois plus de signataires (11 000 aujourd'hui).

L'une concernera spécifiquement les chirurgiens et les obstétriciens (OPTAM-CO), l'autre l'ensemble des spécialités (secteur II et praticiens titrés de secteur I). L'objectif est de favoriser l'activité à tarifs opposables. En adhérant, les praticiens s'engagent à ne pas augmenter leur pratique tarifaire, à respecter un taux de dépassement moyen qui ne peut excéder 100 % du tarif Sécu et à pratiquer un taux d'actes sans dépassement.

Nouveauté : pour éviter « le tout ou rien », une aide dégressive (participation à la prise en charge des cotisations sociales) serait versée en fonction de l'écart aux engagements contractuels. Ce mécanisme permettrait de valoriser l'adhésion pour les médecins qui ne remplissent pas totalement leurs engagements.

En savoir plus sur les options tarifaires

• Démographie : 50 000 euros pour les médecins installés dans un désert

Un nouveau dispositif d'aide à l'installation (50 000 euros versés en deux fois) sera créé, également au 1er janvier 2017, pour les médecins s'engageant à exercer pendant trois ans dans une zone sous-dotée et en groupe (dans un délai de deux ans).

Un contrat de transition permettra de verser aux praticiens proches de l'âge de la retraite (à partir de 60 ans) qui accompagnent un confrère en voie d'installation (s'il a moins de 50 ans) un bonus de 10 % des honoraires perçus dans l'année (hors dépassements) dans la limite d'un plafond de 20 000 euros annuel.

En savoir plus sur les contrats anti-déserts

• Une protection sociale renforcée

Sur le volet protection sociale, le régime de retraite ASV serait préservé avec la prise en charge aux deux tiers des cotisations par la Sécu pour les praticiens de secteur I. Une nouvelle protection maternité est à l'étude pour les femmes médecins enceintes à tarif opposable (une allocation de 3 100 euros par mois pendant trois mois avait été annoncée par Marisol Touraine).

En savoir plus sur les nouvelles protections sociales

Tableau de synthèse des mesures du projet de convention médicale by Le Quotidien du Médecin on Scribd

	Total dépenses remboursées (M€)	Total dépenses remboursables (M€)	Calendrier de mise en œuvre des mesures			
			1er étape		2ème étape	
Actes cliniques :						
Majoration de 2 € pour les médecins généralistes et MEP	442,4	565,2	100%	01/05/17		
Majoration Enfants du Pédiatre (MEP) et la Majoration Enfants du médecin Généraliste (MEG)	19,3	27,6	100%	01/05/17		
dont Pédiatres	3,4	4,8				
Revalorisation de la MCG à 5 C (+ 2 €)	8,0	8,9	100%	01/07/17		
Revalorisation MCS et élargissement aux enfants	48,0	61,5	100%	01/07/17		
Revalorisation Cnpsy, Vpsy et CSC (+ 2€)	26,2	31,9	100%	01/07/17		
Avis ponctuel de consultant (C2 +4€ et C2,5 +5€)	48,7	63,1	50%	01/10/17	50%	01/06/18
Consultations obligatoires enfant (+8 € pédiatres et +11€ MG)	7,1	7,1	100%	01/11/17		
Consultations complexes de niveau 3 et niveau 4 (+16 euros et + 30 euros)	32,7	37,1	100%	01/11/17		
Actes cliniques - Consultations en moins de 48h (5 € et 15 €) et consultations suite à régulation (15 €)	32,9	42,8	100%	01/01/18		
CCMU de niveaux 2 et 3 pour les Urgentistes	3,7	4,8	100%	01/01/18		
Revalorisation des actes cliniques des S2 non CAS si tarif opposable	16,1	20,9	100%	01/04/18		
Forfaits et rémunérations sur objectifs :						
Rosp médecin traitant partie clinique	25,0	25,0	démarrage 01/01/17, payé 1er semestre 2018			
Rosp médecin traitant de l'enfant	20,0	20,0	démarrage 01/01/17, payé 1er semestre 2018			
Forfaits patientèle et MPA pour le généraliste en l'absence du médecin traitant	89,5	89,5	démarrage 01/01/18, payé 1er semestre 2018			
Forfaits structure	-	130,0	démarrage 01/01/17, payé 1er semestre 2018			
Actes techniques :						
Revalorisation du modificateur K (à 20%), extension liste des actes avec J & K et Revalorisation du modificateur 7 (+2pts)	43,6	43,6	100%	15/06/17		
Modificateurs Urgence PTL	8,1	9,6	100%	01/01/18		

Scribd. 1 of 1

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN.fr

DATE : 25/08/2016

La CSMF et le SML décident de ne pas signer la nouvelle convention

Cyrille Dupuis | 25.08.2016



Crédit Photo : S. Toubon

La nouvelle convention médicale sera adoptée officiellement ce jeudi soir, mais sans la CSMF ni le SML.

Au terme de son assemblée générale extraordinaire réunie ce jeudi, la CSMF, premier syndicat médical, a décidé de ne pas signer la nouvelle convention « *aujourd'hui* », a-t-elle annoncé sur Twitter. Les « confédérés » se sont largement prononcés contre le texte, à 62,9 %.

Ce résultat ne constitue qu'une demi-surprise. Dans nos colonnes, le président de la CSMF, le Dr Jean-Paul Ortiz, avait expliqué mercredi que le compte n'y était pas, énumérant toutes les raisons de ne pas signer. « *Les spécialistes sont particulièrement déçus par ce projet de*

SUR LE MEME SUJET

Dr Jean-Paul Ortiz (CSMF) : « Il y a beaucoup d'arguments pour ne pas signer cette convention »

Convention médicale : la FMF décide de signer, le texte entrera en vigueur jeudi après-midi

convention, ainsi qu'un nombre important de généralistes », résumait le patron de la Conf', en reconnaissant toutefois que le syndicat restait divisé sur la stratégie à adopter.

De fait, la CSMF ne manque pas une occasion de rappeler qu'elle demeure une organisation « conventionniste » dans son ADN et son histoire. Plusieurs mesures de la nouvelle convention sont d'ailleurs directement inspirées de réflexions et de travaux portés par la CSMF – dont le principe d'une nouvelle grille des consultations à quatre niveaux. Mais le texte définitif avait décidément goût de trop peu pour la CSMF, dans un contexte toujours plombé par la colère de la médecine libérale après la loi de santé et la réforme du tiers payant généralisé.

MOTS CLÉS

- Négociations conventionnelles
- CSMF
- SML
- Médecin libéral
- Convention
- Syndicats
- Médecin

CRÉER UNE ALERTE

La décision de la CSMF est une mauvaise nouvelle pour le directeur général de la CNAM et pour le ministère de la Santé qui espéraient afficher aujourd'hui, sinon un grand chelem, du moins un accord très majoritaire autour de la nouvelle convention. Ce sera finalement un accord étriqué.

Le SML droit dans ses bottes

Côté SML, aucune surprise lors de l'AG réunie également ce jeudi matin. On persiste et on ne signe pas, à 95,5 % des voix ! Dès le 18 août, le président et les secrétaires généraux du SML avaient invité leur assemblée générale à ne pas parapher la convention, jugeant que ce texte est *« une juxtaposition de mesures disparates dépourvue de ligne logique »*, qu'il *« clive »* la profession et procure *« de petits avantages sans satisfaire le plus grand nombre »*.

Le SML estime que ses principales demandes *« ont été balayées d'un revers de main »* et énumère ses reproches : absence de création d'un espace de liberté tarifaire ; *« artifice de majoration »* de la consultation lourd de conséquences ; *« stigmatisation des médecins du secteur II »*, généralistes comme spécialistes ; *« dépendance »* aux subventions forfaitaires; *« omnipotence »* du directeur de la CNAM... *« En rejetant le texte, on est restés droit dans nos bottes »*, résume le Dr Éric Henry, contacté ce jeudi après-midi, qui se réjouit au passage de la décision de la CSMF de refuser également ce texte.

Le positionnement négatif de la CSMF et du SML conduit ces deux centrales polycatégorielles à se démarquer des organisations signataires et à prendre date. Trois syndicats (MG France, Le BLOC et la FMF) avaient déjà annoncé qu'il signeraient la convention ce jeudi, à la CNAM en fin d'après-midi, rendant *de facto* ce texte juridiquement applicable.

lechorepublicain.fr

DATE : 25/08/2016

ECONOMIE / POLITIQUE > ECO-FINANCES 25/08/16 - 12H47

La consultation à 25 euros validée, les syndicats peu enthousiastes



La nouvelle convention tarifaire des médecins à 25 euros pourrait être valiée dès dimanche - PHILIPPE HUGUEN/AFP

Recommander Partager Soyez le premier de vos amis à recommander ça.

Le passage à 25 euros de la consultation chez le généraliste à partir de mai 2017 a été officialisé jeudi par la signature d'une nouvelle convention tarifaire loin de soulever l'enthousiasme des syndicats de médecins libéraux et sans l'appui du premier d'entre eux, la CSMF.

Ses adhérents se sont exprimés à 62,9% contre la nouvelle convention, a annoncé à l'AFP son président Jean-Paul Ortiz à l'issue du vote organisé jeudi en début d'après-midi.

Le texte, qui fixe les honoraires des 115.000 médecins libéraux et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans, est "très en-dessous de ce que nous espérions. On voulait un vrai projet novateur pour la médecine libérale, ce n'est pas le cas", a-t-il regretté.

"L'avenir de la médecine libérale réside dans le couple généraliste-spécialiste, or les spécialistes ne sont pas à leur juste place au vu des moyens qui leur sont alloués", a fait valoir le représentant de la CSMF.

Trois des cinq syndicats qui ont négocié le texte pendant cinq mois avec l'Assurance maladie - MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes) - ont donc finalement apposé leur signature jeudi soir.

Dans la matinée, le SML avait indiqué qu'il ne validerait pas la nouvelle convention après un vote négatif de 95,5% de ses représentants.

"Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés", a réagi auprès de l'AFP son président Eric Henry, qui avait appelé ses adhérents à voter contre la convention.

- "Pas de blanc seing" -

Si l'Assurance maladie a réussi à éviter qu'intervienne un règlement arbitral, prévu en cas de nombre de voix insuffisant, l'absence du premier syndicat de la profession risque de peser sur la mise en oeuvre du texte auprès de médecins remontés contre la loi Santé.

Le Bloc prévient dans un communiqué: même si la nouvelle convention "contient des mesures spécifiques significatives pour les spécialistes du bloc opératoire", elle "sera très insuffisante pour revaloriser l'exercice libéral et devra être complétée dès le début du prochain quinquennat par un avenant beaucoup plus ambitieux".

"En mai 2017, quelle que soit la majorité, Le Bloc ne donnera pas son blanc seing sur de bonnes intentions mais sur des actes", prévient-il à neuf mois de la présidentielle.

La FMF dit également ne pas "sauter de joie": "cette convention n'est pas structurante, mais il faut être pragmatique, la droite ne nous aurait pas donné plus", a commenté son président, Jean-Paul Hamon.

Plus positif, MG France estime que la convention "commence à corriger une inégalité de traitement (entre généralistes et spécialistes, NDLR), qui a été largement responsable de la désaffection" du métier.

"Tout à fait heureux" de cet "accord majoritaire" qui apporte des réponses notamment pour l'accès aux soins, Nicolas Revel, directeur général de l'Assurance maladie, relativise, soulignant que "tous les syndicats ont beaucoup contribué, y compris ceux qui ne signent pas".

Quant à la ministre de la Santé, Marisol Touraine, elle a salué dans un communiqué le fait que "cette nouvelle convention marque la reconnaissance de la médecine libérale et en particulier des médecins généralistes dans notre système de soins", et qualifié l'accord de "grande avancée pour les médecins et pour les patients".

Inchangé depuis 2011, le tarif de base de la consultation sera revalorisé de deux euros en mai 2017. La nouvelle convention instaure aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros. Figure également une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, ainsi qu'un forfait structure pour permettre au médecin de recruter une secrétaire.

Une fois toutes les mesures appliquées, en 2019, l'investissement se portera à 980 millions d'euros pour la Sécu, et à près de 1,3 milliard d'euros en incluant les complémentaires santé. C'est quasiment le double de la précédente convention, signée en 2011 par la CSMF, MG France et le SML, puis plus tard par la FMF.

AFP

l'express L'Expansion

DATE : 25/08/2016

La consultation à 25 euros validée, les syndicats peu enthousiastes

Économie / Actualité économique / Par AFP , publié le 25/08/2016 à 12:47 , mis à jour à 19:00

Paris - Le passage à 25 euros de la consultation chez le généraliste à partir de mai 2017 a été officialisé jeudi par la signature d'une nouvelle convention tarifaire loin de soulever l'enthousiasme des syndicats de médecins libéraux et sans l'appui du premier d'entre eux, la CSMF.

Ses adhérents se sont exprimés à 62,9% contre la nouvelle convention, a annoncé à l'AFP son président Jean-Paul Ortiz à l'issue du vote organisé jeudi en début d'après-midi.

Le texte, qui fixe les honoraires des 115.000 médecins libéraux et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans, est "*très en-dessous de ce que nous espérions. On voulait un vrai projet novateur pour la médecine libérale, ce n'est pas le cas*", a-t-il regretté.

"*L'avenir de la médecine libérale réside dans le couple généraliste-spécialiste, or les spécialistes ne sont pas à leur juste place au vu des moyens qui leur sont alloués*", a fait valoir le représentant de la CSMF.

Trois des cinq syndicats qui ont négocié le texte pendant cinq mois avec l'Assurance maladie - MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes) - ont donc finalement apposé leur signature jeudi soir.

Dans la matinée, le SML avait indiqué qu'il ne validerait pas la nouvelle convention après un vote négatif de 95,5% de ses représentants.

"*Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés*", a réagi auprès de l'AFP son président Eric Henry, qui avait appelé ses adhérents à voter contre la convention.

- "*Pas de blanc seing*" -

Si l'Assurance maladie a réussi à éviter qu'intervienne un règlement arbitral, prévu en cas de nombre de voix insuffisant, l'absence du premier syndicat de la profession risque de peser sur la mise en oeuvre du texte auprès de médecins remontés contre la loi Santé.

Le Bloc prévient dans un communiqué: même si la nouvelle convention "*contient des mesures spécifiques significatives pour les spécialistes du bloc opératoire*", elle "*sera très insuffisante pour revaloriser l'exercice libéral et devra être complétée dès le début du prochain quinquennat par un avenant beaucoup plus ambitieux*".

"*En mai 2017, quelle que soit la majorité, Le Bloc ne donnera pas son blanc seing sur de bonnes intentions mais sur des actes*", prévient-il à neuf mois de la présidentielle.

La FMF dit également ne pas "*sauter de joie*": "*cette convention n'est pas structurante, mais il faut être pragmatique, la droite ne nous aurait pas donné plus*", a commenté son président, Jean-Paul Hamon.

Plus positif, MG France estime que la convention "*commence à corriger une inégalité de traitement (entre généralistes et spécialistes, NDLR), qui a été largement responsable de la désaffection*" du métier.

"*Tout à fait heureux*" de cet "*accord majoritaire*" qui apporte des réponses notamment pour l'accès aux soins, Nicolas Revel, directeur général de l'Assurance maladie, relativise, soulignant que "*tous les syndicats ont beaucoup contribué, y compris ceux qui ne signent pas*".

Quant à la ministre de la Santé, Marisol Touraine, elle a salué dans un communiqué le fait que "*cette nouvelle convention marque la reconnaissance de la médecine libérale et en particulier des médecins généralistes dans notre système de soins*", et qualifié l'accord de "*grande avancée pour les médecins et pour les patients*".

Inchangé depuis 2011, le tarif de base de la consultation sera revalorisé de deux euros en mai 2017. La nouvelle convention instaure aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros. Figure également une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, ainsi qu'un forfait structure pour permettre au médecin de recruter une secrétaire.

Une fois toutes les mesures appliquées, en 2019, l'investissement se portera à 980 millions d'euros pour la Sécu, et à près de 1,3 milliard d'euros en incluant les complémentaires santé. C'est quasiment le double de la précédente convention, signée en 2011 par la CSMF, MG France et le SML, puis plus tard par la FMF.

DATE : 25/08/2016

La consultation à 25 euros officialisée, les syndicats de médecins peu enthousiastes

Par AFP — 25 août 2016 à 12:23 (mis à jour à 18:59)



La nouvelle convention tarifaire des médecins à 25 euros pourrait être validée dès dimanche Photo PHILIPPE HUGUEN. AFP

La consultation à 25 euros officialisée, les syndicats de médecins peu enthousiastes

Le passage à 25 euros de la consultation chez le généraliste à partir de mai 2017 a été officialisé jeudi par la signature d'une nouvelle convention tarifaire loin de soulever l'enthousiasme des syndicats de médecins libéraux et sans l'appui du premier d'entre eux, la CSMF.

Ses adhérents se sont exprimés à 62,9% contre la nouvelle convention, a annoncé à l'AFP son président Jean-Paul Ortiz à l'issue du vote organisé jeudi en début d'après-midi.

Le texte, qui fixe les honoraires des 115.000 médecins libéraux et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans, est «très en-dessous de ce que nous espérions. On voulait un vrai projet novateur pour la médecine libérale, ce n'est pas le cas», a-t-il regretté.

«L'avenir de la médecine libérale réside dans le couple généraliste-spécialiste, or les spécialistes ne sont pas à leur juste place au vu des moyens qui leur sont alloués», a fait valoir le représentant de la CSMF.

Trois des cinq syndicats qui ont négocié le texte pendant cinq mois avec l'Assurance maladie - MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes) - ont donc finalement apposé leur signature jeudi soir.

Dans la matinée, le SML avait indiqué qu'il ne validerait pas la nouvelle convention après un vote négatif de 95,5% de ses représentants.

«Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien

remboursés», a réagi auprès de l'AFP son président Eric Henry, qui avait appelé ses adhérents à voter contre la convention.

- «Pas de blanc seing» -

Si l'Assurance maladie a réussi à éviter qu'intervienne un règlement arbitral, prévu en cas de nombre de voix insuffisant, l'absence du premier syndicat de la profession risque de peser sur la mise en oeuvre du texte auprès de médecins remontés contre la loi Santé.

Le Bloc prévient dans un communiqué: même si la nouvelle convention «contient des mesures spécifiques significatives pour les spécialistes du bloc opératoire», elle «sera très insuffisante pour revaloriser l'exercice libéral et devra être complétée dès le début du prochain quinquennat par un avenant beaucoup plus ambitieux».

«En mai 2017, quelle que soit la majorité, Le Bloc ne donnera pas son blanc seing sur de bonnes intentions mais sur des actes», prévient-il à neuf mois de la présidentielle.

La FMF dit également ne pas «sauter de joie»: «cette convention n'est pas structurante, mais il faut être pragmatique, la droite ne nous aurait pas donné plus», a commenté son président, Jean-Paul Hamon.

Plus positif, MG France estime que la convention «commence à corriger une inégalité de traitement (entre généralistes et spécialistes, NDLR),

qui a été largement responsable de la désaffection» du métier.

«Tout à fait heureux» de cet «accord majoritaire» qui apporte des réponses notamment pour l'accès aux soins, Nicolas Revel, directeur général de l'Assurance maladie, relativise, soulignant que «tous les syndicats ont beaucoup contribué, y compris ceux qui ne signent pas».

Quant à la ministre de la Santé, Marisol Touraine, elle a salué dans un communiqué le fait que «cette nouvelle convention marque la reconnaissance de la médecine libérale et en particulier des médecins généralistes dans notre système de soins», et qualifié l'accord de «grande avancée pour les médecins et pour les patients».

Inchangé depuis 2011, le tarif de base de la consultation sera revalorisé de deux euros en mai 2017. La nouvelle convention instaure aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros. Figure également une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, ainsi qu'un forfait structure pour permettre au médecin de recruter une secrétaire.

Une fois toutes les mesures appliquées, en 2019, l'investissement se portera à 980 millions d'euros pour la Sécu, et à près de 1,3 milliard d'euros en incluant les complémentaires santé. C'est quasiment le double de la précédente convention, signée en 2011 par la CSMF, MG France et le SML, puis plus tard par la FMF. ◄►

MEDIAS24

DATE : 25/08/2016

La consultation à 25 euros validée mais sans le premier syndicat

Jeudi 25 août 2016 à 13h48

PDF Imprimer



(AFP)

Le passage à 25 euros de la consultation chez le généraliste à partir de mai 2017 est officialisé jeudi par la signature d'une nouvelle convention tarifaire, qui se fera toutefois sans la CSMF, premier syndicat de médecins libéraux. Ses adhérents se sont exprimés à 62,9% contre la nouvelle convention, a annoncé à l'AFP son président Jean-Paul Ortiz à l'issue du vote organisé jeudi en début d'après-midi.

"Ce projet est très en-dessous de ce que nous espérions. On voulait un vrai projet novateur pour la médecine libérale, ce n'est pas le cas", a réagi M. Ortiz.

"L'avenir de la médecine libérale réside dans le couple généraliste-spécialiste, or les spécialistes ne sont pas à leur juste place au vu des moyens qui leur sont alloués", a fait valoir le représentant de la CSMF, reflétant les tiraillements entre ses deux branches.

"On ne veut pas d'un système à l'anglaise où tous les spécialistes exercent à l'hôpital, synonyme de longues files d'attente pour les patients", plaide-t-il encore.

L'officialisation du texte, qui fixe les honoraires des 115.000 médecins et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans, prévue vers 16H00 se fera donc sans la CSMF.

Seulement trois syndicats sur cinq - MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes) - apposeront leur signature.

Dans la matinée, le SML avait en effet lui aussi indiqué qu'il ne validerait pas la nouvelle convention après un vote négatif de 95,5% de ses représentants.

"Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés", a réagi auprès de l'AFP son président Eric Henry, qui avait appelé ses adhérents à voter contre la convention.

"Les majorations sont des artifices, il n'y a aucune reconnaissance du travail effectué par les médecins libéraux dont la consultation est la moins chère au monde", a-t-il affirmé.

- Le "maximum" de signatures -

La décision dimanche de la FMF s'était avérée plus surprenante: à l'issue d'un vote serré, ses adhérents s'étaient prononcés en faveur de la nouvelle convention.

Son accord avait permis au texte, soutenu depuis la fin des négociations, le 27 juillet, par MG France et Le Bloc, d'atteindre le nombre de voix nécessaire à sa validation.

Si l'Assurance maladie a réussi à éviter qu'intervienne un règlement arbitral, prévu dans le cas ou le nombre de voix aurait été insuffisant, l'absence du premier syndicat de la profession risque néanmoins de peser sur la mise en oeuvre du texte auprès des médecins.

"Je souhaite que le maximum de syndicats signent, car au-delà de la négociation, c'est en s'impliquant dans sa mise en œuvre que les partenaires conventionnels pourront pleinement faire vivre ce nouveau cadre", avait d'ailleurs souligné dimanche le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel.

Le texte "se traduira par des revalorisations tarifaires importantes et légitimes pour les médecins, mais aussi par des avancées nécessaires et attendues par les patients", avait-il-plaidé.

Inchangé depuis 2011, le tarif de base de la consultation sera ainsi revalorisé de deux euros en mai 2017. La nouvelle convention instaure aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros. Figure également une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, ainsi qu'un forfait structure pour permettre au médecin de recruter une secrétaire.

Une fois toutes les mesures appliquées, en 2019, l'investissement se porte à 980 millions d'euros pour la Sécu, et à près de 1,3 milliard d'euro en incluant les complémentaires santé. Quasiment le double de la précédente convention, signée en 2011 par la CSMF, MG France et le SML.

MY TF1 NEWS
L'essentiel de l'info

DATE : 25/08/2016

La consultation chez le généraliste officiellement revalorisée à 25 euros

Edité par **Mélanie FAURE**
le 25 août 2016 à 19h26

TEMPS DE LECTURE 3min



Partager l'article Recommander 98 Tweeter G+1 0

À lire aussi



SANTÉ

Une partie des syndicats de médecins ont signé ce jeudi la nouvelle convention tarifaire qui revalorise à 25 euros la consultation chez le généraliste. Une décision à laquelle était majoritairement opposé le premier syndicat de médecins libéraux CSMF.

consultation médicale



La minute pour comprendre : la situation des médecins en France



La minute pour comprendre : la situation des médecins en France

médecin , santé

Le passage de 23 à 25 euros de la consultation chez le généraliste vient d'être confirmé par la nouvelle convention tarifaire et entrera en vigueur le 1er mai 2017. Seulement trois syndicats de médecins sur cinq apposeront leur signature : MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes). L'officialisation du texte fixe les honoraires des 115.000 médecins et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans.

Les adhérents de la CSMF, premier syndicat de médecins libéraux, se sont néanmoins exprimés à 62,9% contre la nouvelle convention, à l'issue du vote organisé en début d'après-midi. "Ce projet est très en-dessous de ce que nous espérions, a expliqué son président Jean-Paul Ortiz. On voulait un vrai projet novateur pour la médecine libérale, ce n'est pas le cas",

"L'avenir de la médecine libérale réside dans le couple généraliste-spécialiste, or les spécialistes ne sont pas à leur juste place au vu des moyens qui leur sont alloués, a fait valoir le représentant de la CSMF, reflétant les tiraillements entre ses deux branches. On ne veut pas d'un système à l'anglaise où tous les spécialistes exercent à l'hôpital, synonyme de longues files d'attente pour les patients."

Première revalorisation depuis 2011

Dans la matinée, le SML (Syndicat des Médecins Libéraux) avait en effet lui aussi indiqué qu'il ne validerait pas la nouvelle convention après un vote négatif de 95,5% de ses représentants. "Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés", a réagi son président Eric Henry, qui avait appelé ses adhérents à voter contre la convention. "Les majorations sont des artifices, il n'y a aucune reconnaissance du travail effectué par les médecins libéraux dont la consultation est la moins chère au monde", a-t-il affirmé.

Le tarif de base de la consultation avait été inchangé depuis 2011. La nouvelle convention instaure aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros. Figure également une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, ainsi qu'un forfait structure pour permettre au médecin de recruter une secrétaire.

Une fois toutes les mesures appliquées, en 2019, l'investissement se porte à 980 millions d'euros pour la Sécu, et à près de 1,3 milliard d'euro en incluant les complémentaires santé. Quasiment le double de la précédente convention, signée en 2011 par la CSMF, MG France et le SML.

pourquoi docteur
Comprendre pour agir

DATE : 25/08/2016

Convention médicale : le syndicat majoritaire refuse de signer

par Julien Prioux

La CSMF a rejeté à 63 % de signer la convention médicale, entérinée ce jeudi par trois autres organisations. Même attitude de la part du SML.



Dr Jean-Paul Ortiz, président de la CSMF, ROMUALD MEIGNEUX/SIPA

Publié le 25.08.2016 à 16h47

Mots-clés : CSMF | MG France | convention médicale | négociations conventionnelles

La décision est tombée. Le premier syndicat de médecins libéraux, la CSMF, ne signera pas la convention médicale. Le résultat de son assemblée générale extraordinaire organisée ce jeudi est sans appel : 62,9 % de ses troupes ont voté contre le texte signé dans la la journée par trois autres syndicats (MG France, FMF, Le BLOC).

Cette décision n'est qu'une demie-surprise. Ce matin, dans *Le Quotidien du Médecin*, le Dr Jean-Paul Ortiz, président de la CSMF, confiait qu'« il y a beaucoup d'arguments pour ne pas signer cette convention ».
Même son de cloche du côté du Syndicat des Médecins Libéraux (SML) où l'assemblée générale a voté à 95,5 % contre. Les représentants du deuxième syndicat de spécialistes ont voté conformément au souhait de leur président, le Dr Eric Henry.

Sur Twitter, il confie : « cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés ». Il dénonce, par ailleurs, les majorations accordées par la Cnamts qu'il qualifie d'« artifices ». « Il n'y a aucune reconnaissance du travail effectué par les médecins libéraux dont la consultations est la moins chère du monde », conclut-il.

La consultation passe à 25 euros

Ce texte qui régit les relations des 115 000 médecins libéraux avec l'Assurance maladie et fixe leurs honoraires pour cinq ans rentrera pourtant en vigueur. Et il va modifier sensiblement les tarifs de plusieurs consultations médicales.

Comme mesure phare, la nouvelle convention médicale, établie au terme de cinq mois de négociations, prévoit la revalorisation de deux euros de la consultation de base chez le généraliste. Elle passera donc de 23 à 25 euros le 1er mai 2017. Cette revendication était portée de longue date par le syndicat MG France. Mais cela ne changera rien pour le malade qui reste remboursé de la même façon.

D'autres tarifs évolueront en novembre 2017

Et comme autres acquis pour les médecins libéraux, on peut citer la nouvelle hiérarchisation des consultations, selon leur complexité, avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros ou encore une aide de 50 000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux. En comptant les complémentaires santé, l'ensemble des mesures coûterait en année pleine près de 1,3 milliard d'euros, soit le double de la précédente convention

Presse Océan

DATE : 25/08/2016

La consultation à 25 euros validée avec ou sans le premier syndicat

25.08.2016 13:16

Partager Twitter +1 Envoyer à un ami Réagir



#FRANCE - INTERNATIONAL

Le passage en mai 2017 de la consultation chez le généraliste à 25 euros est officialisé jeudi par la signature d'une nouvelle convention tarifaire. Mais le texte obtiendra-t-il l'appui du premier syndicat de médecins? La CSMF laisse planer le doute jusqu'au dernier moment.

La nouvelle convention médicale, qui fixe les honoraires des 115.000 médecins et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans, doit être officiellement approuvée par les syndicats vers 16H00.

Trois d'entre eux - MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes) - sont attendus à la séance de signature.

En revanche, le SML ne signera pas le texte après le vote à 95,5% de ses resprésentants contre la nouvelle convention lors d'une assemblée générale extraordinaire organisée dans la matinée. Les votants ont suivi les consignes données il y a une semaine par le président du syndicat, Eric Henry.

"Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés", a réagi Eric Henry auprès de l'AFP.

"Les majorations sont des artifices, il n'y a aucune reconnaissance du travail effectué par les médecins libéraux dont la consultation est la moins chère au monde", a-t-il affirmé.

La décision de la CSMF, premier syndicat de la profession, généralistes et spécialistes confondus, demeure plus incertaine.

Tiraillée entre ses deux branches, les spécialistes s'estimant désavantagés au profit des généralistes, la CSMF a elle aussi décidé de soumettre la question à ses représentants quelques heures seulement avant le rendez-vous.

"La nouvelle convention n'est pas à la hauteur de ce que l'on attendait, mais elle nécessite une vraie réflexion", s'interrogeait encore en début de semaine, le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz.

- Avoir le "maximum" de signatures -

Le syndicat a "beaucoup œuvré et émis des propositions" pendant les cinq mois de négociations avec l'Assurance maladie, souligne le représentant de la CSMF, pris de court par l'accord plutôt inattendu de la FMF dimanche.

En se prononçant, à l'issue d'un vote serré de ses adhérents, en faveur de la nouvelle convention, la FMF a permis au texte, soutenu depuis la fin des négociations, le 27 juillet, par MG France et Le Bloc, d'atteindre le nombre de voix nécessaire à sa validation.

Les signatures de la CSMF et du SML n'étaient donc plus indispensables.

L'Assurance maladie tient toutefois à soigner ses relations avec les représentants de la profession pour la mise en œuvre de la convention, après leur hostilité envers la loi Santé.

"Je souhaite que le maximum de syndicats signent, car au-delà de la négociation, c'est en s'impliquant dans sa mise en œuvre que les partenaires conventionnels pourront pleinement faire vivre ce nouveau cadre", soulignait dimanche le directeur général de la Cnamts, Nicolas Revel.

Le texte "se traduira par des revalorisations tarifaires importantes et légitimes pour les médecins, mais aussi par des avancées nécessaires et attendues par les patients", avait-il plaidé.

YAHOO! ACTUALITÉS

DATE : 25/08/2016



La nouvelle convention tarifaire des médecins à 25 euros pourrait être validée dès dimanche

Le passage à 25 euros de la consultation chez le généraliste à partir de mai 2017 a été officialisé jeudi par la signature d'une nouvelle convention tarifaire loin de soulever l'enthousiasme des syndicats de médecins libéraux et sans l'appui du premier d'entre eux, la CSMF.

Ses adhérents se sont exprimés à 62,9% contre la nouvelle convention, a annoncé à l'AFP son président Jean-Paul Ortiz à l'issue du vote organisé jeudi en début d'après-midi.

Le texte, qui fixe les honoraires des 115.000 médecins libéraux et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans, est "très en-dessous de ce que nous espérions. On voulait un vrai projet novateur pour la médecine libérale, ce n'est pas le cas", a-t-il regretté.

"L'avenir de la médecine libérale réside dans le couple généraliste-spécialiste, or les spécialistes ne sont pas à leur juste place au vu des moyens qui leur sont alloués", a fait valoir le représentant de la CSMF.

Trois des cinq syndicats qui ont négocié le texte pendant cinq mois avec l'Assurance maladie - MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes) - ont donc finalement apposé leur signature jeudi soir.

Dans la matinée, le SML avait indiqué qu'il ne validerait pas la nouvelle convention après un vote négatif de 95,5% de ses représentants.

"Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés", a réagi auprès de l'AFP son président Eric Henry, qui avait appelé ses adhérents à voter contre la convention.

- "Pas de blanc seing" -

Si l'Assurance maladie a réussi à éviter qu'intervienne un règlement arbitral, prévu en cas de nombre de voix insuffisant, l'absence du premier syndicat de la profession risque de peser sur la mise en oeuvre du texte auprès de médecins remontés contre la loi Santé.

Le Bloc prévient dans un communiqué: même si la nouvelle convention "contient des mesures spécifiques significatives pour les spécialistes du bloc opératoire", elle "sera très insuffisante pour revaloriser l'exercice libéral et devra être complétée dès le début du prochain quinquennat par un avenant beaucoup plus ambitieux".

"En mai 2017, quelle que soit la majorité, Le Bloc ne donnera pas son blanc seing sur de bonnes intentions mais sur des actes", prévient-il à neuf mois de la présidentielle.

La FMF dit également ne pas "sauter de joie": "cette convention n'est pas structurante, mais il faut être pragmatique, la droite ne nous aurait pas donné plus", a commenté son président, Jean-Paul Hamon.

Plus positif, MG France estime que la convention "commence à corriger une inégalité de traitement (entre généralistes et spécialistes, NDLR), qui a été largement responsable de la désaffection" du métier.

"Tout à fait heureux" de cet "accord majoritaire" qui apporte des réponses notamment pour l'accès aux soins, Nicolas Revel, directeur général de l'Assurance maladie, relativise, soulignant que "tous les syndicats ont beaucoup contribué, y compris ceux qui ne signent pas".

Quant à la ministre de la Santé, Marisol Touraine, elle a salué dans un communiqué le fait que "cette nouvelle convention marque la reconnaissance de la médecine libérale et en particulier des médecins généralistes dans notre système de soins", et qualifié l'accord de "grande avancée pour les médecins et pour les patients".

Inchangé depuis 2011, le tarif de base de la consultation sera revalorisé de deux euros en mai 2017. La nouvelle convention instaure aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros. Figure également une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, ainsi qu'un forfait structure pour permettre au médecin de recruter une secrétaire.

Une fois toutes les mesures appliquées, en 2019, l'investissement se portera à 980 millions d'euros pour la Sécu, et à près de 1,3 milliard d'euros en incluant les complémentaires santé. C'est quasiment le double de la précédente convention, signée en

2011 par la CSMF, MG France et le SML, puis plus tard par la FMF.

YAHOO! FINANCE FRANCE

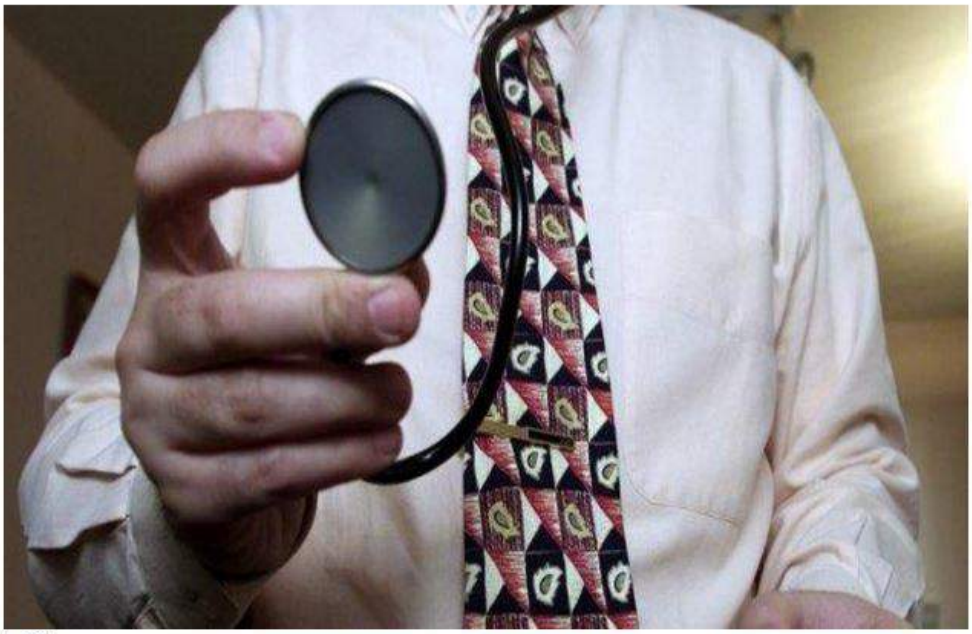
DATE : 25/08/2016

La consultation médicale à 25 euros en mai 2017

LA TRIBUNE

Par latribune.fr | La Tribune – il y a 18 heures

Partager Tweet Share +1



La Tribune -

Le passage à 25 euros de la consultation chez le généraliste à partir de mai 2017 est officialisé jeudi par la signature d'une nouvelle convention tarifaire, qui se fera toutefois sans la CSMF, premier syndicat de médecins libéraux. Ses adhérents se sont exprimés à 62,9% contre la nouvelle convention, a annoncé à l'AFP son président Jean-Paul Ortiz à l'issue du vote organisé jeudi en début d'après-midi.

"Ce projet est très en-dessous de ce que nous espérions. On voulait un vrai projet novateur pour la médecine libérale, ce n'est pas le cas", a réagi M. Ortiz. "L'avenir de la médecine libérale réside dans le couple généraliste-spécialiste, or les spécialistes ne sont pas à leur juste place au vu des moyens qui leur sont alloués", a fait valoir le représentant de la CSMF, reflétant les tiraillements entre ses deux branches. "On ne veut pas d'un système à l'anglaise où tous les spécialistes exercent à l'hôpital, synonyme de longues files d'attente pour les patients", plaide-t-il encore.

Inégalité tarifaire

L'officialisation du texte, qui fixe les honoraires des 115.000 médecins et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans, e fera donc sans la CSMF. Seulement trois syndicats sur cinq - MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes) - apposeront leur signature. Dans la matinée, le SML avait en effet lui aussi indiqué qu'il ne validerait pas la nouvelle convention après un vote négatif de 95,5% de ses représentants.

"Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés", a réagi auprès de l'AFP son président Eric Henry, qui avait appelé ses adhérents à voter contre la convention.

"Les majorations sont des artifices, il n'y a aucune reconnaissance du travail effectué par les médecins libéraux dont la consultation

(...) Lire la suite sur La Tribune.fr

Challenges

DATE : 25/08/2016

Sécu: la consultation chez le généraliste à 25 euros officialisée

Par Challenges.fr
Voir tous ses articles

Publié le 25-08-2016 à 15h55
Mis à jour à 16h53

Une nouvelle convention tarifaire va être signée par trois syndicats de médecins -mais sans le principal- ce jeudi, officialisant le passage à 25 euros de la consultation chez le généraliste dès mai 2017.



Illustration feuille de soins carte vitale et carte bleue LODI Franck/SIPA

Recommander 80 personnes recommandent ça. Soyez le premier parmi vos amis.
G+1 1

Le passage à 25 euros de la consultation chez le généraliste à partir de mai 2017 est officialisé jeudi par la signature d'une nouvelle convention tarifaire, qui se fera toutefois sans la CSMF, premier syndicat de médecins libéraux. Ses adhérents se sont exprimés à 62,9% contre la nouvelle convention, a annoncé son président Jean-Paul Ortiz à l'issue du vote organisé jeudi en début d'après-midi.

"Ce projet est très en-dessous de ce que nous espérions. On voulait un vrai projet novateur pour la médecine libérale, ce n'est pas le cas", a réagi jean-Paul Ortiz.

"L'avenir de la médecine libérale réside dans le couple généraliste-spécialiste, or les spécialistes ne sont pas à leur juste place au vu des moyens qui leur sont alloués", a fait valoir le représentant de la CSMF, reflétant les tiraillements entre ses deux branches. "On ne veut pas d'un système à l'anglaise où tous les spécialistes exercent à l'hôpital, synonyme de longues files d'attente pour les patients", plaide-t-il encore.

L'officialisation du texte, qui fixe les honoraires des 115.000 médecins et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans, prévue vers 16H00 se fera donc sans la CSMF. Seulement trois syndicats sur cinq - MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes) - apposeront leur signature.

PARTAGER
RÉAGIR 0
RECEVOIR LES ALERTES
Votre adresse e-mail OK

À LIRE AUSSI

Consultation à 25 euros: le cadeau de Hollande aux médecins

Feu vert pour la consultation médicale à 25 euros

Inégalité tarifaire?

Dans la matinée, le SML avait en effet lui aussi indiqué qu'il ne validerait pas la nouvelle convention après un vote négatif de 95,5% de ses représentants.

"Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés", a réagi auprès de son président Eric Henry, qui avait appelé ses adhérents à voter contre la convention.

"Les majorations sont des artifices, il n'y a aucune reconnaissance du travail effectué par les médecins libéraux dont la consultation est la moins chère au monde", a-t-il affirmé. La décision dimanche de la FMF s'était avérée plus surprenante: à l'issue d'un vote serré, ses adhérents s'étaient prononcés en faveur de la nouvelle convention.

Son accord avait permis au texte, soutenu depuis la fin des négociations, le 27 juillet, par MG France et Le Bloc, d'atteindre le nombre de voix nécessaire à sa validation.

Si l'Assurance maladie a réussi à éviter qu'intervienne un règlement arbitral, prévu dans le cas ou le nombre de voix aurait été insuffisant, l'absence du premier syndicat de la profession risque néanmoins de peser sur la mise en oeuvre du texte auprès des médecins.

Déserts médicaux

"Je souhaite que le maximum de syndicats signent, car au-delà de la négociation, c'est en s'impliquant dans sa mise en oeuvre que les partenaires conventionnels pourront pleinement faire vivre ce nouveau cadre", avait d'ailleurs souligné dimanche le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel.

Le texte "se traduira par des revalorisations tarifaires importantes et légitimes pour les médecins, mais aussi par des avancées nécessaires et attendues par les patients", avait-il-plaidé.

Inchangé depuis 2011, le tarif de base de la consultation sera ainsi revalorisé de deux euros en mai 2017. La nouvelle convention instaure aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros. Figure également une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, ainsi qu'un forfait structure pour permettre au médecin de recruter une secrétaire.

Une fois toutes les mesures appliquées, en 2019, l'investissement se porte à 980 millions d'euros pour la Sécu, et à près de 1,3 milliard d'euro en incluant les complémentaires santé. Quasiment le double de la précédente convention, signée en 2011 par la CSMF, MG France et le SML.

(avec AFP)

BOURSIER.COM

DATE : 26/08/2016

La consultation chez le généraliste à 25 euros à compter du 1er mai 2017

Abonnez-vous pour moins de 1€ par jour !

Publié le 26/08/2016 à 09h52

8 commentaires

Trois syndicats de médecins libéraux ont paraphé la nouvelle convention médicale qui entrera en vigueur à compter du 1er mai 2017. L'accord prévoit aussi une hausse de 2 euros de la consultation par un spécialiste...



Crédit photo © Reuters

(Boursier.com) — C'est signé ! Trois syndicats de médecins libéraux ont paraphé la nouvelle convention médicale qui entrera en vigueur à compter du 1er mai 2017. Près de 115.000 médecins libéraux français sont concernés... L'accord a été validé par MG France, majoritaire chez les généralistes, Le Bloc et la Fédération des médecins de France (FMF).

Le premier syndicat des médecins libéraux, la CSMF (Confédération des syndicats médicaux français) a en revanche refusé de ratifier ce document, tout comme le SML (Syndicat des médecins libéraux).

La consultation chez le généraliste, qui s'élevait à 23 euros depuis le 1er janvier 2011, passera donc à 25 euros à compter du 1er mai 2017. La nouvelle convention prévoit aussi une hausse de 2 euros de la consultation par un spécialiste à partir du 1er juillet 2017.

Parmi les autres mesures qui entreront en vigueur, deux nouveaux tarifs cohabiteront à 46 et 60 euros pour la prise en charge de situations plus complexes, et l'aide à l'installation des médecins dans des "déserts médicaux" sera relevé à 50.000 euros.

980 millions d'euros en année pleine

Lorsque qu'il sera intégralement entrée en vigueur, en 2019, ce texte représentera pour l'Assurance maladie un coût financier de près de 980 millions d'euros en année pleine... "Cet accord correspond à un effort financier significatif qui s'inscrit cependant dans le cadre de la nécessaire maîtrise de l'évolution de l'Ondam au cours des prochaines années", a déclaré Nicolas Revel, Directeur général de l'Uncam, l'Union nationale des caisses d'assurance maladie...

Rappelons que le prix de la consultation était bloqué depuis 2011 à 23 euros pour les généralistes et à 25 euros pour les spécialistes... Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs des médecins généralistes (CSMF, MG France, FMF, SML, le Bloc) négociaient avec l'Assurance-maladie une nouvelle convention médicale quinquennale, qui fixe notamment le montant de leurs honoraires.

Des réunions "bilatérales" se sont déroulées depuis début mai entre les syndicats et la Sécu, puis des réunions plénières depuis le 25 mai...

La Rédaction — ©2016, Boursier.com

Trois des cinq syndicats qui ont négocié le texte pendant cinq mois avec l'Assurance maladie - MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes) - ont donc finalement apposé leur signature jeudi soir.

Dans la matinée, le SML avait indiqué qu'il ne validerait pas la nouvelle convention après un vote négatif de 95,5% de ses représentants.

"Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés", a réagi auprès de l'AFP son président Eric Henry, qui avait appelé ses adhérents à voter contre la convention.

- "Pas de blanc seing" -

Si l'Assurance maladie a réussi à éviter qu'intervienne un règlement arbitral, prévu en cas de nombre de voix insuffisant, l'absence du premier syndicat de la profession risque de peser sur la mise en oeuvre du texte auprès de médecins remontés contre la loi Santé.

Le Bloc prévient dans un communiqué: même si la nouvelle convention "contient des mesures spécifiques significatives pour les spécialistes du bloc opératoire", elle "sera très insuffisante pour revaloriser l'exercice libéral et devra être complétée dès le début du prochain quinquennat par un avenant beaucoup plus ambitieux".

"En mai 2017, quelle que soit la majorité, Le Bloc ne donnera pas son blanc seing sur de bonnes intentions mais sur des actes", prévient-il à neuf mois de la présidentielle.

La FMF dit également ne pas "sauter de joie": "cette convention n'est pas structurante, mais il faut être pragmatique, la droite ne nous aurait pas donné plus", a commenté son président, Jean-Paul Hamon.

Plus positif, MG France estime que la convention "commence à corriger une inégalité de traitement (entre généralistes et spécialistes, NDLR), qui a été largement responsable de la désaffection" du métier.

"Tout à fait heureux" de cet "accord majoritaire" qui apporte des réponses notamment pour l'accès aux soins, Nicolas Revel, directeur général de l'Assurance maladie, relativise, soulignant que "tous les syndicats ont beaucoup contribué, y compris ceux qui ne signent pas".

Quant à la ministre de la Santé, Marisol Touraine, elle a salué dans un communiqué le fait que "cette nouvelle convention marque la reconnaissance de la médecine libérale et en particulier des médecins généralistes dans notre système de soins", et qualifié l'accord de "grande avancée pour les médecins et pour les patients".

Inchangé depuis 2011, le tarif de base de la consultation sera revalorisé de deux euros en mai 2017. La nouvelle convention instaure aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros. Figure également une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, ainsi qu'un forfait structure pour permettre au médecin de recruter une secrétaire.

Une fois toutes les mesures appliquées, en 2019, l'investissement se portera à 980 millions d'euros pour la Sécu, et à près de 1,3 milliard d'euros en incluant les complémentaires santé. C'est quasiment le double de la précédente convention, signée en 2011 par la CSMF, MG France et le SML, puis plus tard par la FMF.

BOURSIER.COM

DATE : 26/08/2016

La consultation chez le généraliste à 25 euros à compter du 1er mai 2017

Abonnez-vous pour moins de 1€ par jour !

Publié le 26/08/2016 à 09h52

8 commentaires

Trois syndicats de médecins libéraux ont paraphé la nouvelle convention médicale qui entrera en vigueur à compter du 1er mai 2017. L'accord prévoit aussi une hausse de 2 euros de la consultation par un spécialiste...



Crédit photo © Reuters

(Boursier.com) — C'est signé ! Trois syndicats de médecins libéraux ont paraphé la nouvelle convention médicale qui entrera en vigueur à compter du 1er mai 2017. Près de 115.000 médecins libéraux français sont concernés... L'accord a été validé par MG France, majoritaire chez les généralistes, Le Bloc et la Fédération des médecins de France (FMF).

Le premier syndicat des médecins libéraux, la CSMF (Confédération des syndicats médicaux français) a en revanche refusé de ratifier ce document, tout comme le SML (Syndicat des médecins libéraux).

La consultation chez le généraliste, qui s'élevait à 23 euros depuis le 1er janvier 2011, passera donc à 25 euros à compter du 1er mai 2017. La nouvelle convention prévoit aussi une hausse de 2 euros de la consultation par un spécialiste à partir du 1er juillet 2017.

Parmi les autres mesures qui entreront en vigueur, deux nouveaux tarifs cohabiteront à 46 et 60 euros pour la prise en charge de situations plus complexes, et l'aide à l'installation des médecins dans des "déserts médicaux" sera relevé à 50.000 euros.

980 millions d'euros en année pleine

Lorsque qu'il sera intégralement entrée en vigueur, en 2019, ce texte représentera pour l'Assurance maladie un coût financier de près de 980 millions d'euros en année pleine... "Cet accord correspond à un effort financier significatif qui s'inscrit cependant dans le cadre de la nécessaire maîtrise de l'évolution de l'Ondam au cours des prochaines années", a déclaré Nicolas Revel, Directeur général de l'Uncam, l'Union nationale des caisses d'assurance maladie...

Rappelons que le prix de la consultation était bloqué depuis 2011 à 23 euros pour les généralistes et à 25 euros pour les spécialistes... Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs des médecins généralistes (CSMF, MG France, FMF, SML, le Bloc) négociaient avec l'Assurance-maladie une nouvelle convention médicale quinquennale, qui fixe notamment le montant de leurs honoraires.

Des réunions "bilatérales" se sont déroulées depuis début mai entre les syndicats et la Sécu, puis des réunions plénières depuis le 25 mai...

La Rédaction — ©2016, Boursier.com

Trois des cinq syndicats qui ont négocié le texte pendant cinq mois avec l'Assurance maladie - MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes) - ont donc finalement apposé leur signature jeudi soir.

Dans la matinée, le SML avait indiqué qu'il ne validerait pas la nouvelle convention après un vote négatif de 95,5% de ses représentants.

"Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés", a réagi auprès de l'AFP son président Eric Henry, qui avait appelé ses adhérents à voter contre la convention.

- "Pas de blanc seing" -

Si l'Assurance maladie a réussi à éviter qu'intervienne un règlement arbitral, prévu en cas de nombre de voix insuffisant, l'absence du premier syndicat de la profession risque de peser sur la mise en oeuvre du texte auprès de médecins remontés contre la loi Santé.

Le Bloc prévient dans un communiqué: même si la nouvelle convention "contient des mesures spécifiques significatives pour les spécialistes du bloc opératoire", elle "sera très insuffisante pour revaloriser l'exercice libéral et devra être complétée dès le début du prochain quinquennat par un avenant beaucoup plus ambitieux".

"En mai 2017, quelle que soit la majorité, Le Bloc ne donnera pas son blanc seing sur de bonnes intentions mais sur des actes", prévient-il à neuf mois de la présidentielle.

La FMF dit également ne pas "sauter de joie": "cette convention n'est pas structurante, mais il faut être pragmatique, la droite ne nous aurait pas donné plus", a commenté son président, Jean-Paul Hamon.

Plus positif, MG France estime que la convention "commence à corriger une inégalité de traitement (entre généralistes et spécialistes, NDLR), qui a été largement responsable de la désaffection" du métier.

"Tout à fait heureux" de cet "accord majoritaire" qui apporte des réponses notamment pour l'accès aux soins, Nicolas Revel, directeur général de l'Assurance maladie, relativise, soulignant que "tous les syndicats ont beaucoup contribué, y compris ceux qui ne signent pas".

Quant à la ministre de la Santé, Marisol Touraine, elle a salué dans un communiqué le fait que "cette nouvelle convention marque la reconnaissance de la médecine libérale et en particulier des médecins généralistes dans notre système de soins", et qualifié l'accord de "grande avancée pour les médecins et pour les patients".

Inchangé depuis 2011, le tarif de base de la consultation sera revalorisé de deux euros en mai 2017. La nouvelle convention instaure aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros. Figure également une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, ainsi qu'un forfait structure pour permettre au médecin de recruter une secrétaire.

Une fois toutes les mesures appliquées, en 2019, l'investissement se portera à 980 millions d'euros pour la Sécu, et à près de 1,3 milliard d'euros en incluant les complémentaires santé. C'est quasiment le double de la précédente convention, signée en 2011 par la CSMF, MG France et le SML, puis plus tard par la FMF.

LE FIGARO.fr économie

DATE : 26/08/2016

Consultation à 25 euros : les médecins signent à contrecœur

Par Guillaume Errard, Guillaume Guichard | Mis à jour le 26/08/2016 à 11:11 / Publié le 25/08/2016 à 19:36



Bien que l'État ait mis 1,3 milliard d'euros sur la table pour revaloriser la rémunération des médecins libéraux, la loi santé de Marisol Touraine, promulguée en janvier, ne passe toujours pas au sein de la profession.

À neuf mois de l'élection présidentielle, la Sécu a sorti le chéquier pour tenter d'apaiser la colère des médecins libéraux, alimentée par la loi santé de Marisol Touraine promulguée en janvier. Trois des cinq syndicats représentatifs ont officiellement paraphé, jeudi, la nouvelle convention qui lie les 115.000 libéraux à l'Assurance-maladie pendant cinq ans. À la clé à terme, les praticiens verront leur rémunération augmenter de 1,3 milliard. Une somme significative, alors que la branche maladie connaît toujours un déficit, abyssal, de 5,8 milliards en 2015. Mais il n'en fallait sans doute pas moins, année électorale oblige, alors que les tarifs médicaux sont gelés depuis 2011… et que les médecins libéraux sont courtisés par les candidats à la primaire LR.

«Il s'agit là d'une grande avancée pour les médecins et pour les patients», s'est félicitée Marisol Touraine, à l'issue de la signature. Dans le détail, les praticiens ont obtenu une hausse, attendue, du tarif de la consultation des généralistes de 23 à 25 euros. Ils ont aussi obtenu, c'est une nouveauté, que l'Assurance-maladie instaure une échelle de tarifs à quatre barreaux (25, 30, 46 et 60 euros), selon la complexité et la longueur des consultations.

Les syndicats ont enfin discrètement négocié l'assouplissement de la politique de lutte contre les dépassements d'honoraires, pourtant une des priorités de Marisol Touraine depuis 2012. En effet, les médecins s'engageant, sur la base du volontariat, dans le nouveau dispositif «anti-dépassement», pourront toujours augmenter leurs tarifs... à la hauteur de la moitié des futures hausses des remboursements de la Sécu. Avec l'ancien dispositif, ils devaient figer leurs tarifs. Résultat, le mécanisme n'avait séduit qu'un petit tiers des médecins éligibles.

> ***«L'objectif de cette convention est de préparer l'avenir et pas de solder les comptes du passé»***
>
> *Nicolas Revel, directeur général de l'Assurance-maladie*

Malgré tout, seuls trois syndicats représentatifs sur cinq - MG France, la Fédération des médecins de France (FMF) et le Bloc - ont paraphé la convention. Le signe évident que le climat de défiance entre les pouvoirs publics et les médecins persiste. Surtout que figure parmi les deux non-signataires, outre le SML, un petit syndicat, la puissante... Confédération des syndicats de médecins français. La première organisation de médecins libéraux a en effet créé la surprise jeudi. «La CSMF ne signera pas la convention aujourd'hui», a-t-elle tweeté trois heures à peine avant la réunion officielle pour valider la nouvelle convention au siège de l'Assurance-maladie. «Je reconnais que les relations ont été très difficiles entre le gouvernement et les médecins mais l'objectif de cette convention est de préparer l'avenir et pas de solder les comptes du passé», a rappelé Nicolas Revel, le directeur général de l'Assurance-maladie.

«Conflit majeur»

La CSMF n'est pourtant pas habituée aux coups de sang. La dernière fois qu'elle n'avait pas adoubé une convention, c'était en 1997. Soit juste après la révolte du monde médical contre le plan Juppé. «Cela montre l'intensité de la crise que connaît la médecine libérale, analyse Jean-Paul Ortiz, son président. Le conflit majeur déclenché par la loi santé de Marisol Touraine s'est enkysté. Or cette convention est l'héritage direct de la politique de santé du gouvernement.» Au-delà du climat de défiance, la CSMF, syndicat polycatégoriel, a aussi été rebutée par le fait que cette convention bénéficie surtout aux médecins généralistes.

Même parmi les syndicats signataires, la colère n'est pas retombée. MG France, premier chez les seuls généralistes, s'élève toujours contre la mise en place du tiers payant généralisé et obligatoire instauré par la loi santé. Quant à la FMF, c'est par intérêt bien compris qu'elle a paraphé le texte. «Plus d'un milliard d'euros mis sur la table, ce n'est pas négligeable, reconnaît son président, Jean-Paul Hamon, qui en réclamait pourtant cinq. Une gauche aux abois donnera plus d'argent qu'une droite fraîchement élue.» C'est aussi, pour le deuxième syndicat, une signature faute de mieux. «Cette convention ne répond pas au besoin d'une réforme structurelle du système de santé, nécessaire à la sauvegarde et à l'attractivité de l'exercice de la médecine libérale», ajoute le généraliste de Clamart.

Même analyse de la part des chirurgiens libéraux. «Notre signature ne signifie pas que nous enterrons la hache de guerre avec la ministre de la Santé, prévient Philippe Cuq, coprésident du syndicat des spécialités chirurgicales Le Bloc. La convention n'annulera pas les effets pervers de sa politique de santé, de la réforme du contrat responsable des complémentaires santé au tiers payant généralisé. À tel point que nous nous battrons, en mai 2017, pour amender la loi santé et même cette convention.»

Des problèmes qui demeurent

Tiers payant généralisé et obligatoire

Sa mise en place continue de susciter l'opposition unanime des syndicats de médecins, qui comptent sur un changement de majorité en 2017 pour faire abroger la mesure.

Contrats responsables

Le plafonnement des dépassements d'honoraires à 100 % du tarif de base de la Sécu ulcère particulièrement les chirurgiens et les anesthésistes, qui pratiquent les tarifs les plus élevés.

Formation continue

Le financement du dispositif de formation continue souffre d'une sous-dotation chronique.

Rémunération des spécialistes

Les deux tiers des revalorisations actées par la convention iront aux généralistes, et certaines spécialités ont été oubliées, dénonce la CSMF.

Convention médicale : désinformation assurée

clicanoo

Jeudi 8 septembre 2016 - 20:23

Il est désespérant, à propos de la convention médicale, de constater une information essentiellement limitée en France et dans les DOM à une annonce de son adoption définitive le 25 août 2016 du fait de sa signature par la Fédération des Médecins de France (FMF). A laisser croire que les médecins unanimement soutiennent une bonne convention!

Alors que le Syndicat des Médecins Libéraux (SML) ce même 25 août 2016, en assemblée générale et à une majorité écrasante de 95% de ses adhérents, s'est pourtant prononcé pour un NON à cette convention, aussitôt annoncé officiellement au siège de la Caisse nationale d'assurance maladie, en présence de Nicolas REVEL son directeur général et de la presse. Refusant de céder pour quelques euros et une subvention conventionnelle accordée aux seuls syndicats signataires. Respectueux ainsi d'une large majorité incontestable de médecins libéraux de terrain pour lesquels cette convention n'apporte rien et s'avère nuisible pour leur exercice libéral. Très conscient enfin d'un enjeu actuel politique d'un exercice libéral pérenne. Alors que la Confédération Syndicale des Médecins de France (CSMF), rassemblant avec le SML une majorité des médecins syndiqués, s'est aussi prononcé contre cette convention

LE SEUL MESSAGE AUDIBLE EST CELUI EN FAIT DE LIBERTÉ REMISES EN QUESTIONS PAR CETTE CONVENTION ET LA LOI TOURAINE. Il S'ADRESSE À TOUTE LA POPULATION ET AUX CANDIDATS À LA PRÉSIDENTIELLE. Les Français sont attachés à et revendiquent:

- Le respect d'une liberté du patient de choisir son médecin.
- Le respect d'une liberté de soigner du médecin.
- Le respect du secret médical.
- Le respect face aux maladies graves et chroniques d'une égalité des soins pour tous, petits comme gros cotisants aux mutuelles.

Humbert GOJON

arte

DATE : 25/08/2016

25 août 2016 ***Médecine***

La consultation à 25 euros officialisée, les syndicats de médecins peu enthousiastes



PHILIPPE HUGUEN - AFP/Archives

Le passage à 25 euros de la consultation chez le généraliste à partir de mai 2017 a été officialisé jeudi par la signature d'une nouvelle convention tarifaire loin de soulever l'enthousiasme des syndicats de médecins libéraux et sans l'appui du premier d'entre eux, la CSMF.

Ses adhérents se sont exprimés à 62,9% contre la nouvelle convention, a annoncé à l'AFP son président Jean-Paul Ortiz à l'issue du vote organisé jeudi en début d'après-midi.

Le texte, qui fixe les honoraires des 115.000 médecins libéraux et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans, est "très en-dessous de ce que nous espérions. On voulait un vrai projet novateur pour la médecine libérale, ce n'est pas le cas", a-t-il regretté.

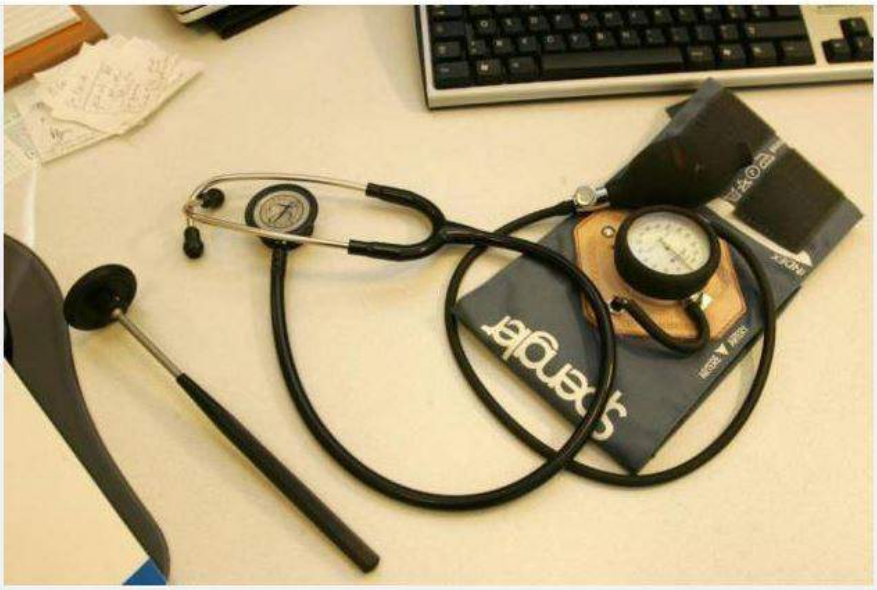
"L'avenir de la médecine libérale réside dans le couple généraliste-spécialiste, or les spécialistes ne sont pas à leur juste place au vu des moyens qui leur sont alloués", a fait valoir le représentant de la CSMF.

DATE : 25/08/2016

Convention tarifaire des médecins : les principales mesures

Le Parisien le 25/08/2016 à 14:10, mis à jour à 16:24

Partager 0 Tweet g+1



Convention tarifaire des médecins : les principales mesures

La nouvelle convention médicale, qui fixe les honoraires des 115.000 médecins et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans, doit être officiellement approuvée par les syndicats ce jeudi vers 16 heures. Trois d'entre eux - MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes) - sont attendus à la séance de signature.

En revanche, le SML ne signera pas le texte après le vote à 95,5% de ses resprésentants contre la nouvelle convention lors d'une assemblée générale extraordinaire organisée dans la matinée. Les votants ont suivi les consignes données il y a une semaine par le président du syndicat, Eric Henry.

En année pleine, les mesures de cette convention quinquennale coûteraient à l'Assurance maladie près de 960 millions d'euros. L'investissement grimpe à plus d'un milliard d'euros, voire à 1,3 en 2019 avec la participation des mutuelles. Voici le détail des mesures essentielles.

- Consultation à 25 euros

La consultation chez le généraliste passera de 23 à 25 euros le 1er mai 2017.

- Consultation à 50 euros

L'avis ponctuel de consultant, donné par un médecin spécialiste à la demande explicite du médecin traitant, passe de 46 à 48 euros en octobre 2017, puis à 50 euros en juin 2018. Le spécialiste sollicité pour cet avis ponctuel adresse au médecin traitant ses conclusions et propositions thérapeutiques. Il s'engage à ne pas donner au patient de soins continus et à laisser au médecin traitant la charge d'instaurer les prescriptions sauf urgence.

- Autres consultations allant jusqu'à 60 euros

L'Assurance maladie retient une hiérarchisation des consultations en quatre niveaux, le premier reposant sur la consultation de référence à 25 euros. Au deuxième palier: les consultations coordonnées, par exemple lorsqu'un médecin traitant adresse un patient à un spécialiste pour des soins réguliers. Pour ce dernier, ...

Lire la suite de l'article sur Le Parisien.fr

Capital

DATE : 25/08/2016

LA CONSULTATION À 25 EUROS VALIDÉE, LES SYNDICATS PEU ENTHOUSIASTES



Le passage à 25 euros de la consultation chez le généraliste à partir de mai 2017 a été officialisé jeudi par la signature d'une nouvelle convention tarifaire loin de soulever l'enthousiasme des syndicats de médecins libéraux et sans l'appui du premier d'entre eux, la CSMF.

Ses adhérents se sont exprimés à 62,9% contre la nouvelle convention, a annoncé à l'AFP son président Jean-Paul Ortiz à l'issue du vote organisé jeudi en début d'après-midi.

Le texte, qui fixe les honoraires des 115.000 médecins libéraux et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans, est "très en-dessous de ce que nous espérions. On voulait un vrai projet novateur pour la médecine libérale, ce n'est pas le cas", a-t-il regretté.

"L'avenir de la médecine libérale réside dans le couple généraliste-spécialiste, or les spécialistes ne sont pas à leur juste place au vu des moyens qui leur sont alloués", a fait valoir le représentant de la CSMF.

Trois des cinq syndicats qui ont négocié le texte pendant cinq mois avec l'Assurance maladie - MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes) - ont donc finalement apposé leur signature jeudi soir.

Dans la matinée, le SML avait indiqué qu'il ne validerait pas la nouvelle convention après un vote négatif de 95,5% de ses représentants.

"Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés", a réagi auprès de l'AFP son président Eric Henry, qui avait appelé ses adhérents à voter contre la convention.

- "Pas de blanc seing" -

Si l'Assurance maladie a réussi à éviter qu'intervienne un règlement arbitral, prévu en cas de nombre de voix insuffisant, l'absence du premier syndicat de la profession risque de peser sur la mise en oeuvre du texte auprès de médecins remontés contre la loi Santé.

Le Bloc prévient dans un communiqué: même si la nouvelle convention "contient des mesures spécifiques significatives pour les spécialistes du bloc opératoire", elle "sera très insuffisante pour revaloriser l'exercice libéral et devra être complétée dès le début du prochain quinquennat par un avenant beaucoup plus ambitieux".

"En mai 2017, quelle que soit la majorité, Le Bloc ne donnera pas son blanc seing sur de bonnes intentions mais sur des actes", prévient-il à neuf mois de la présidentielle.

La FMF dit également ne pas "sauter de joie": "cette convention n'est pas structurante, mais il faut être pragmatique, la droite ne nous aurait pas donné plus", a commenté son président, Jean-Paul Hamon.

Plus positif, MG France estime que la convention "commence à corriger une inégalité de traitement (entre généralistes et spécialistes, NDLR), qui a été largement responsable de la désaffection" du métier.

"Tout à fait heureux" de cet "accord majoritaire" qui apporte des réponses notamment pour l'accès aux soins, Nicolas Revel, directeur général de l'Assurance maladie, relativise, soulignant que "tous les syndicats ont beaucoup contribué, y compris ceux qui ne signent pas".

Quant à la ministre de la Santé, Marisol Touraine, elle a salué dans un communiqué le fait que "cette nouvelle convention marque la reconnaissance de la médecine libérale et en particulier des médecins généralistes dans notre système de soins", et qualifié l'accord de "grande avancée pour les médecins et pour les patients".

Inchangé depuis 2011, le tarif de base de la consultation sera revalorisé de deux euros en mai 2017. La nouvelle convention instaure aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros. Figure également une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, ainsi qu'un forfait structure pour permettre au médecin de recruter une secrétaire.

Une fois toutes les mesures appliquées, en 2019, l'investissement se portera à 980 millions d'euros pour la Sécu, et à près de 1,3 milliard d'euros en incluant les complémentaires santé. C'est quasiment le double de la précédente convention, signée en 2011 par la CSMF, MG France et le SML, puis plus tard par la FMF.

Europe 1

DATE : 25/08/2016

Consultation à 25 euros : le premier syndicat des médecins contre la nouvelle convention

16h13, le 25 août 2016, modifié à 16h26, le 25 août 2016

AA



@ JOE RAEDLE / GETTY IMAGES NORTH AMERICA / AFP



La CSMF n'a pas signé jeudi la nouvelle convention tarifaire qui entrera en vigueur en mai 2017.

Le passage à 25 euros de la consultation chez le généraliste à partir de mai 2017 est officialisé jeudi par la signature d'une nouvelle convention tarifaire. Mais cette dernière se fera sans la CSMF, le premier syndicat de médecins libéraux. Le texte fixe les honoraires des 115.000 médecins généralistes en France et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour les cinq ans à venir.

A 62,9% contre la nouvelle convention. Les adhérents de la CSMF se sont exprimés à 62,9% contre la nouvelle convention, a annoncé son président Jean-Paul Ortiz à l'issue du vote organisé jeudi en début d'après-midi. "Ce projet est très en-dessous de ce que nous espérions. On voulait un vrai projet novateur pour la médecine libérale, ce n'est pas le cas", a-t-il réagi. "On ne veut pas d'un système à l'anglaise où tous les spécialistes exercent à l'hôpital, synonyme de longues files d'attente pour les patients", plaide-t-il encore.

Trois syndicats sur cinq ont signé l'accord. Seulement trois syndicats sur cinq - MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes) - apposeront leur signature. Dans la matinée, le SML avait en effet lui aussi indiqué qu'il ne validerait pas la nouvelle convention après un vote négatif de 95,5% de ses représentants. "Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés", a réagi son président Eric Henry, qui avait appelé ses adhérents à voter contre la convention. "Les majorations sont des artifices, il n'y a aucune reconnaissance du travail effectué par les médecins libéraux dont la consultation est la moins chère au monde", a-t-il affirmé.

franceinfo:

DATE : 25/08/2016

Consultation à 25 euros chez le généraliste : la nouvelle convention médicale ne reçoit pas l'appui du premier syndicat de médecins

La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), premier syndicat de médecins, a annoncé qu'elle ne signera pas la nouvelle convention médicale qui fixe les honoraires des 115.000 médecins et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans.



Quel prix pour une consultation chez le médecin généraliste ? (CAROLINE BLUMBERG / MAXPPP)

62,9% des adhérents du syndicat ont en effet voté, en assemblée générale extraordinaire, contre cette convention qui prévoit, entre autres, de revaloriser le tarif de la consultation chez le généraliste de 23 à 25 euros.

Plus tôt dans la journée, le Syndicat des médecins libéraux (SML) a annoncé qu'il ne signerait pas le texte également, puisque 95,5% des ses représentants départementaux ont voté contre cet accord lors d'une assemblée générale extraordinaire.

La signature de ces syndicats de médecins n'est pas indispensable à l'application de cette convention, puisqu'elle a déjà réuni l'aval de trois autres syndicats de la profession [MG France, Le Bloc et la FMF] nécessaire à la validation de l'accord.

JIM.fr

DATE : 25/08/2016

Publié le 25/08/2016

Convention : la CSMF et le SML refusent de signer



Paris, le jeudi 25 août 2016 – L'Assurance maladie accueillera cet après-midi les représentants des syndicats de médecins libéraux afin d'entériner la nouvelle convention. Avec les accords annoncés de MG France, du Bloc et plus récemment de la Fédération des médecins de France (FMF), le texte est sûr de pouvoir entrer en vigueur. Cependant, jusqu'à la dernière minute, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et le Syndicat des médecins libéraux (SML) ont décidé de faire durer le suspens, ne réunissant que ce matin leurs assemblées générales.

Nous avons tout obtenu, mais ce n'est pas encore assez !

Au sein des deux organisations, les avis étaient très partagés. Le sentiment général était teinté de déception et d'une certaine colère concernant le sort réservé au secteur 2. Le texte est par ailleurs jugé insuffisamment novateur pour impulser une autre dynamique à la médecine libérale alors que la crise des vocations représente un sujet de préoccupation majeure. Des arguments suffisants pour que 95 % des adhérents du SML choisissent de rejeter le texte.

De son côté, la CSMF ne pouvait totalement ignorer que plusieurs de ses revendications ont été entendues. L'un des derniers communiqués de l'organisation est à cet égard un exemple de démonstration paradoxale : « *La consultation à 4 niveaux qui valorise l'expertise médicale, c'est fait. La consultation du médecin généraliste à 25 euros immédiatement, c'est fait. La consultation de correspondant à 30 euros en un seul temps, c'est fait, et l'acte de consultant à 50 euros aussi. Le forfait structure pour alléger la charge de travail du médecin, c'est fait* » énumère ainsi l'organisation. Dès lors, comment continuer à manifester son hostilité ? La CSMF insiste sur la distinction trop constante entre les praticiens en fonction de leur spécialité et de leur secteur. Dans ces lignes, se joue le dilemme du syndicat : s'il refuse de signer la convention, non content de se couper des discussions conventionnelles et de perdre la dotation conventionnelle, il donnera le sentiment que les avancées obtenues l'ont été sans son secours. Cependant, adopter le texte c'est donner à l'Assurance maladie une victoire trop certaine alors que semble se dessiner une nouvelle philosophie de la médecine libérale où le secteur 2 sera certainement marginalisé. Finalement, à une courte majorité et avec un désaccord entre la branche généraliste et la branche spécialiste, la signature a été refusée.

Des spécialistes remontés

La CSMF était de fait poussée dans cette voie par plusieurs syndicats de spécialistes. Du Syndicat national des anesthésistes réanimateurs de France (SNARF) (en dépit de l'approbation du Bloc qui représente une partie importante des anesthésistes) à la Fédération nationale des médecins radiologues (FNMR) en passant par le Syndicat national des ophtalmologistes de France (SNOF), ces organisations estiment que la convention n'offre aucune réponse aux enjeux de la médecine spécialisée en France et considèrent dangereuse une signature. Elles ont finalement été étendues par la CSMF.

Aurélie Haroche

La Provence .com

DATE : 25/08/2016

La consultation à 25 euros validée avec ou sans le premier syndicat AFP

Jeudi 25/08/2016 à 13H05



La nouvelle convention tarifaire des médecins à 25 euros pourrait être valiée dès dimanche
PHOTO - AFP/ARCHIVES - PHILIPPE HUGUEN

#1 français
travail d'équipe

14 jours d'essai

Par Estelle EMONET

Paris (AFP) - Le passage en mai 2017 de la consultation chez le généraliste à 25 euros est officialisé jeudi par la signature d'une nouvelle convention tarifaire. Mais le texte obtiendra-t-il l'appui du premier syndicat de médecins? La CSMF laisse planer le doute jusqu'au dernier moment.

La nouvelle convention médicale, qui fixe les honoraires des 115.000 médecins et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans, doit être officiellement approuvée par les syndicats vers 16H00.

Trois d'entre eux - MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes) - sont attendus à la séance de signature.

En revanche, le SML ne signera pas le texte après le vote à 95,5% de ses resprésentants contre la nouvelle convention lors d'une assemblée générale extraordinaire organisée dans la matinée. Les votants ont suivi les consignes données il y a une semaine par le président du syndicat, Eric Henry.

"Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins généralistes et spécialistes de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés", a réagi Eric Henry auprès de l'AFP.

"Les majorations sont des artifices, il n'y a aucune reconnaissance du travail effectué par les médecins libéraux dont la consultation est la moins chère au monde", a-t-il affirmé.

La décision de la CSMF, premier syndicat de la profession, généralistes et spécialistes confondus, demeure plus incertaine.

Tiraillée entre ses deux branches, les spécialistes s'estimant désavantagés au profit des généralistes, la CSMF a elle aussi décidé de soumettre la question à ses représentants quelques heures seulement avant le rendez-vous.

"La nouvelle convention n'est pas à la hauteur de ce que l'on attendait, mais elle nécessite une vraie réflexion",

"La nouvelle convention n'est pas à la hauteur de ce que l'on attendait, mais elle nécessite une vraie réflexion", s'interrogeait encore en début de semaine, le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz.

- Avoir le "maximum" de signatures -

Le syndicat a "beaucoup œuvré et émis des propositions" pendant les cinq mois de négociations avec l'Assurance maladie, souligne le représentant de la CSMF, pris de court par l'accord plutôt inattendu de la FMF dimanche.

En se prononçant, à l'issue d'un vote serré de ses adhérents, en faveur de la nouvelle convention, la FMF a permis au texte, soutenu depuis la fin des négociations, le 27 juillet, par MG France et Le Bloc, d'atteindre le nombre de voix nécessaire à sa validation.

Les signatures de la CSMF et du SML n'étaient donc plus indispensables.

L'Assurance maladie tient toutefois à soigner ses relations avec les représentants de la profession pour la mise en œuvre de la convention, après leur hostilité envers la loi Santé.

"Je souhaite que le maximum de syndicats signent, car au-delà de la négociation, c'est en s'impliquant dans sa mise en œuvre que les partenaires conventionnels pourront pleinement faire vivre ce nouveau cadre", soulignait dimanche le directeur général de la Cnamts, Nicolas Revel.

Le texte "se traduira par des revalorisations tarifaires importantes et légitimes pour les médecins, mais aussi par des avancées nécessaires et attendues par les patients", avait-il-plaidé.

Inchangé depuis 2011, le tarif de base de la consultation sera ainsi revalorisé de deux euros en mai 2017. La nouvelle convention instaure aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros. Figure également une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, ainsi qu'un forfait structure pour permettre au médecin de recruter une secrétaire.

Une fois toutes les mesures appliquées, en 2019, l'investissement se porte à 960 millions d'euros pour la Sécu, et à près de 1,3 milliard d'euro en incluant les complémentaires santé. Quasiment le double de la précédente convention, signée en 2011 par la CSMF, MG France et le SML.

Suivi des négociations

Total de retombées : 114

Les belles retombées

Convention médicale

Les médecins font bloc avant d'engager les négociations avec l'assurance maladie

Les organisations représentatives des médecins libéraux se sont mises d'accord pour élaborer des propositions communes en vue de l'ouverture des négociations avec l'assurance maladie

Les faits — L'actuelle convention médicale, accord signé entre les syndicats de médecins libéraux et l'assurance maladie pour définir le cadre financier qui régit leurs relations pour cinq ans, arrivera à échéance le 26 septembre 2016. Les négociations sur la nouvelle convention s'ouvrent le 24 février. L'Union des organismes complémentaires d'assurance maladie a décidé mercredi de participer aux discussions sous l'égide de son président, Fabrice Henry (Mutualité française) réélu jusqu'en septembre le temps de participer à ces négociations.

Les discussions ne sont pas encore closes et elles se poursuivront après l'ouverture des négociations avec l'Assurance maladie mais les cinq syndicats représentatifs des médecins libéraux (MG France, FMF, CSMF et SML et Le Bloc) pourront mettre en avant des revendications communes le 24 février prochain. Ils mettront mercredi la dernière main à ce socle de propositions qu'ils présenteront le lendemain à la presse en boycottant la « grande conférence de santé » organisée par le gouvernement.

Une telle unité est rare chez les syndicats : « La loi Touraine a réussi à souder toute la profession contre elle » commente Xavier Gouyoux-Beauchamps, secrétaire général du Bloc tandis que le président de MG France, Claude Leicher assure qu'un accord des syndicats sur « autant de points » est une « première ». Il faut dire que pour certains sujets comme la protection sociale, l'unité n'est pas difficile à obtenir : les médecins espèrent faire progresser leur couverture sociale qui, encore aujourd'hui, ne prévoit le versement d'indemnités journalières qu'au bout de trois mois de carence. Ils vont également exiger le maintien de la participation des caisses au financement de l'assurance volontaire vieillesse, l'un des trois principaux étages de leur retraite pour ceux qui ne pratiquent pas de dépassements d'honoraires.

l'Opinion

Sécu: les médecins obtiendront-ils la consultation à 25 euros?

Par Challenges.fr — Voir tous ses articles — Publié le 19-07-2016 à 11h07

Les syndicats de médecins et la Sécu entament mardi un marathon de trois jours pour tenter de boucler une nouvelle convention quinquennale, censée instaurer la consultation à 25 euros chez les généralistes.



Après plus de quatre mois de négociations et deux dernières séances boycottées par certaines, les cinq organisations représentatives de la médecine libérale se sont toutes retrouvées mardi 19 juillet. AFP

Recommander — 6 personnes le recommandent. Inscription pour voir ce que vos amis recommandent. — G+1 2

Un effort financier "sans précédent" pour l'assurance maladie, mais "encore très loin du compte" pour les syndicats de médecins libéraux: professionnels et Sécu entament mardi 19 juillet un marathon de trois jours pour tenter de boucler une nouvelle convention quinquennale, censée instaurer la consultation à 25 euros chez les généralistes.

PARTAGER — RÉAGIR — RECEVOIR LES ALERTES — Votre adresse e-mail — OK

Après plus de quatre mois de négociations et deux dernières séances boycottées par certaines, les cinq organisations représentatives de la médecine libérale se sont toutes retrouvées mardi au siège de l'Assurance maladie (Cnam) à Paris.

CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens scruteront point par point le projet de convention transmis lundi par la Cnam et qui reprend l'ensemble de ses propositions.

Challenges

Convention : les négos démarrent mercredi, cnamts et syndicats ont six mois pour aboutir



L'Assurance maladie entame mercredi la négociation avec les médecins libéraux pour une nouvelle convention quinquennale. Les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) ont rendez-vous au siège de la Cnamts à Paris, Haute Autorité de la Cnamts. Nicolas Revel préside, ce sera d'ailleurs un peu un baptême du feu, puisqu'il ne prendra ses fonctions officielles que le 1er septembre. Côté médecins, l'exercice sera assez nouveau aussi pour Jean-Paul Ortiz (CSMF), comme pour Eric Henry (SML), même si chacun a déjà participé à des négociations, mais pas comme chef de file de son syndicat.

Ce tour de chauffe permettra de préciser le calendrier, les modalités et les objectifs des discussions ouvertes jusqu'à fin juin d'un nouveau texte régissant, pour cinq ans, les relations entre les médecins et la Sécu, selon les orientations fixées par le gouvernement. L'actuelle convention arrivant à échéance le 25 septembre, les négociations auront jusqu'au 25 août pour se mettre d'accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité choisie mercredi.

La négociation s'annonce ardue face à des syndicats échaudés par l'instauration d'un tiers payant généralisé, et qui n'ont pas été rassurés par leur réception hier aux propositions communes qu'ils leur avaient présentées la semaine dernière. Autre difficulté : le contexte n'a jamais été aussi contraint, l'Assurance maladie devant économiser plus de 3 milliards d'euros par an d'ici à la fin du quinquennat.

En jeu aussi, l'amélioration des prises en charge, la lutte contre les déserts médicaux ou les dépassements d'honoraires, mais surtout la hausse des revenus des médecins, déclarés depuis plus d'un an par les syndicats "La rémunération des médecins sera augmentée, la question est sous quelle forme, de quelle manière et à quel

le généraliste

Convention médicale

Les médecins font bloc avant d'engager les négociations avec l'assurance maladie

Les organisations représentatives des médecins libéraux se sont mises d'accord pour élaborer des propositions communes en vue de l'ouverture des négociations avec l'assurance maladie

Les faits — L'actuelle convention médicale, accord signé entre les syndicats de médecins libéraux et l'assurance maladie pour définir le cadre financier qui régit leurs relations pour cinq ans, arrivera à échéance le 26 septembre 2016. Les négociations sur la nouvelle convention s'ouvrent le 24 février. L'Union des organismes complémentaires d'assurance maladie a décidé mercredi de participer aux discussions sous l'égide de son président, Fabrice Henry (Mutualité française) réélu jusqu'en septembre le temps de participer à ces négociations.

Les discussions ne sont pas encore closes et elles se poursuivront après l'ouverture des négociations avec l'Assurance maladie mais les cinq syndicats représentatifs des médecins libéraux (MG France, FMF, CSMF et SML et Le Bloc) pourront mettre en avant des revendications communes le 24 février prochain. Ils mettront mercredi la dernière main à ce socle de propositions qu'ils présenteront le lendemain à la presse en boycottant la « grande conférence de santé » organisée par le gouvernement.

Une telle unité est rare chez les syndicats : « La loi Touraine a réussi à souder toute la profession contre elle » commente Xavier Gouyoux-Beauchamps, secrétaire général du Bloc tandis que le président de MG France, Claude Leicher assure qu'un accord des syndicats sur « autant de points » est une « première ». Il faut dire que pour certains sujets comme la protection sociale, l'unité n'est pas difficile à obtenir : les médecins espèrent faire progresser leur couverture sociale qui, encore aujourd'hui, ne prévoit le versement d'indemnités journalières qu'au bout de trois mois de carence. Ils vont également exiger le maintien de la participation des caisses au financement de l'assurance volontaire vieillesse, l'un des trois principaux étages de leur retraite pour ceux qui ne pratiquent pas de dépassements d'honoraires.

Progression de la rémunération au forfait. Tous les syndicats ont pris acte de la montée en puissance de la rémunération forfaitaire même si certaines organisations – c'est notamment le cas de la première d'entre elles, la CSMF – réaffirment leur attachement au paiement à l'acte qui doit « rester prépondérant ». En revanche tous semblent vouloir toiletter la rémunération sur objectifs de santé publique mise en place dans l'actuelle convention signée en juillet 2011 et qui mélange des critères relatifs à l'organisation du cabinet avec d'autres qui relèvent de la pratique médicale. Les forfaits souffrent aussi à leurs yeux du même défaut que les tarifs des actes : Claude Leicher note que celui qui rémunère

les astreintes « n'a pas bougé depuis 15 ans ».

Autre consensus : la volonté commune de s'impliquer dans l'organisation territoriale. La loi de santé a bien prévu des outils comme les « communautés professionnelles territoriales de santé » ou « les plateformes territoriales d'appui » mais encore faut-il que les médecins libéraux parviennent à en être les chefs d'orchestre. C'est du moins ce qu'ils revendiquent car s'il y a bien un point d'accord parmi eux, c'est la volonté de mettre à distance les agences régionales de santé (ARS) et d'éviter de se voir imposer les modalités de la prise en charge des patients. « Les ARS doivent être des facilitateurs et non des décideurs » estime le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz.

En panne d'inspiration pour l'apéro de ce soir ?
Nicolas vous facilite l'apéro avec amstramgrumes.fr, le site dédié aux Grumes, ses nouveaux vins bons plans à 3 €. Recettes originales, tutos vidéos, cartes cadeaux à gagner, faites le plein d'idées.

Trouvez l'inspiration

Proposé par Nicolas

Pour cela, le SML promeut la création d'associations de libéraux (pas seulement médecins) qui participeraient à la gestion de plateformes de services pour assurer diverses missions de coordination (notamment pour assurer la fluidité du parcours de soins des patients qui souffrent de pathologies lourdes) ou pour assister les médecins pour les tâches non médicales. Ces plateformes bénéficieraient de financements de l'ARS, et de l'Assurance maladie, voire des complémentaires santé, précise son président, Éric Henry.

Mobilisation financière des « mutuelles ». Car les organisations syndicales ont bien compris que dans un contexte budgétaire tendu, les financements venant du régime obligatoire d'assurance maladie ou de l'État n'étaient pas promis à connaître une croissance dynamique. La difficulté étant de pouvoir impliquer les assureurs complémentaires dans le financement sans que ces derniers « s'imposent » dans l'organisation des soins, une perspective repoussoir pour tous les syndicats.

Des complémentaires qu'on voudrait bien mobiliser aussi pour ce qui ne fait encore l'objet d'aucun accord entre syndicats mais qui constituera un point essentiel : le tarif de la consultation. Un consensus s'est en effet dégagé pour réclamer la possibilité pour tous les médecins quels que soient leurs diplômes et leurs spécialités de pouvoir faire des dépassements d'honoraires (possibilité aujourd'hui restreinte aux anciens chefs de clinique). « Il faudra néanmoins trouver un moyen de financer le reste à charge des patients avec la participation des complémentaires qui se sont désormais généralisées » explique Jean-Paul Ortiz.

L'actualité en vidéo sur lopinion.fr : Coup de gueule d'Aubry : les me

le généraliste.fr

Convention : les négos démarrent mercredi, cnamts et syndicats ont six mois pour aboutir

22.02.2016



GARO/PHANIE

L'Assurance maladie entame mercredi la négociation avec les médecins libéraux pour une nouvelle convention quinquennale. Les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) ont rendez-vous au siège de la Cnamts à Paris. Pour le patron de la Cnamts, Nicolas Revel (photo), ce sera d'ailleurs un peu un baptème du feu, puisqu'à ce poste, il n'a encore négocié ni convention, ni accord interprofessionnel. Côté médecins, l'exercice sera assez nouveau aussi pour Jean-Paul Ortiz (CSMF), comme pour Eric Henry (SML), même si dernier a déjà participé à des négociations, mais pas comme chef de file de son syndicat.

Ce tour de chauffe permettra de préciser le calendrier, les modalités et les objectifs des discussions organisées jusqu'à l'été en vue d'un nouveau texte régissant, pour cinq ans, les relations entre les médecins et la Sécu, selon des orientations fixées par le gouvernement. L'actuelle convention arrivant à échéance le 26 septembre, les négociateurs auront jusqu'au 26 août pour se mettre d'accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité choisie mercredi.

La négociation s'annonce ardue face à des syndicats échaudés par l'instauration d'ici à 2017 du tiers payant généralisé, et qui n'ont pas fait mystère de leur déception face aux propositions communes caisses-mutuelles présentées la semaine dernière. Autre difficulté : le contexte n'a jamais été aussi contraint, l'Assurance maladie devant économiser plus de 3 milliards d'euros par an d'ici à la fin du quinquennat.

En jeu aussi, l'amélioration des prises en charge, la lutte contre les déserts médicaux ou les dépassements d'honoraires, mais surtout la hausse des revenus des médecins, réclamée depuis plus d'un an par les syndicats. "La rémunération des médecins sera augmentée, la question est sous quelle forme, de quelle manière et à quel

rythme", a répété dimanche Marisol Touraine, qui souhaite poursuivre la diversification des compensations financières octroyées aux médecins en valorisant, par exemple, leur "implication dans la lutte contre le tabac" ou la vaccination. Les sommes allouées pourraient aussi être modulées en "fonction des zones d'installation", est-il précisé dans les orientations retenues par l'Assurance maladie.

De leur côté, les syndicats ont élaboré une feuille de route commune, "une première historique", selon Jean-Paul Ortiz, même s'ils ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur un tarif de base. "Chacun va mettre l'accent sur ses priorités", a expliqué Claude Leicher, le président de MG France, qui fait campagne pour une consultation à 25 euros égale à celle des spécialistes. La CSMF, elle, avait jusqu'à présent exigé une consultation de 30 euros minimum pour tous les praticiens. Mais attention, le seul "passage de 23 à 25 euros représenterait 550 millions d'euros par an", a déjà prévenu Nicolas Revel.

Source : Legeneraliste.fr

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services ou des offres adaptés à vos centres d'intérêts | Poursuivre - En savoir plus

Actualités Société Santé

Rémunération des médecins. Début des négociations mercredi 24 février à l'Assurance maladie

Publié le Il y a 7 Heures Partager Réagir

Augmenter la rémunération des médecins tout en respectant les contraintes budgétaires et en améliorant l'accès aux soins: c'est le défi à relever pour l'Assurance maladie, qui entame mercredi 24 février la négociation avec les médecins libéraux pour une nouvelle convention quinquennale.

Augmenter la rémunération des médecins tout en respectant les contraintes budgétaires et en améliorant l'accès aux soins: c'est le défi à relever pour l'Assurance maladie, qui entame mercredi 24 février la négociation avec les médecins libéraux pour une nouvelle convention quinquennale.

Les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) ont rendez-vous au siège de la Caisse nationale d'assurance maladie à Paris avec son patron, Nicolas Revel.

Ce tour de chauffe permettra de préciser le calendrier, les modalités et les objectifs des discussions organisées jusqu'à l'été en vue d'un nouveau texte régissant, pour cinq ans, les relations entre les médecins et la Sécu, selon des orientations fixées par le gouvernement.

La négociation s'annonce ardue face à des syndicats échaudés par l'instauration d'ici à 2017 du tiers payant (dispense d'avance de frais) généralisé, mesure phare de la loi Santé qu'ils refusent d'appliquer.

Et le contexte n'a jamais été aussi contraint: l'Assurance maladie doit économiser plus de 3 milliards d'euros par an d'ici à la fin du quinquennat.

L'actuelle convention arrivant à échéance le 26 septembre, les négociateurs auront jusqu'au 26 août pour se mettre d'accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité choisie mercredi.

«On va présenter les équipes, entrer sur le terrain, mettre le ballon au milieu et l'arbitre sera désigné», résume Jean-Paul Ortiz, le président de la CSMF.

En jeu, l'amélioration des prises en charge, la lutte contre les déserts médicaux ou les dépassements d'honoraires, mais surtout la hausse des revenus des médecins, réclamée depuis plus d'un an par les syndicats, certains ayant appelé les généralistes à augmenter eux-même le tarif de leur consultation, bloqué à 23 euros depuis 2011.

[illegible] précisé dans les orientations retenues par l'Assurance maladie.

Profitant du front inédit constitué contre la loi Santé, les syndicats ont élaboré une feuille de route commune, «une première historique», selon Jean-Paul Ortiz, même s'ils ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur un tarif de base.

«Chacun va mettre l'accent sur ses priorités», a expliqué Claude Leicher, le président du principal syndicat de généralistes, MG France, qui fait campagne pour une consultation à 25 euros égale à celle des spécialistes. La CSMF, elle, avait jusqu'à présent exigé une consultation de 30 euros minimum pour tous les praticiens.

Tous réclament des revalorisations tenant compte de la complexité des actes, de leur longueur, de leur

VIDÉO : Lecture et réforme au prog



NORMANDIE SPORTS L'ESSENTIEL

Vernon : coups de couteau rue Carnot
Dimanche, vers 4 h, un automobiliste emprunte la rue Carnot, située au centre-ville de Vernon. Une voiture arrive en contresens. Ses deux occupants,...

Il y a 6 Minutes



Agglo Seine-Eure : Lancement de la concertation publique pour le bus à haut niveau de services
Le bus à haut niveau de services reliera le centre de Louviers à la gare de Val-de-Reuil d'ici 2020. Son objectif est notamment d'être plus performant...

Il y a 6 Minutes

Menneval : Appel à témoins après l'accident du 13 février
Les gendarmes de Bernay lancent un appel à témoins après l'accident grave survenu samedi 13 février, à 16 h 45, sur la route menant de Menneval...

Il y a 28 Minutes



Eure : les acteurs sociaux

Playlists ici

La boutique Abonnez-vous : à partir de 1€

Rechercher Newsletter Connexion

MENU PARIS NORMANDIE.fr

Voir toutes les brèves

Publicité

caractère urgent, etc.

Il ne s'agit pas de «passer une commande au père Noël», selon Luc Duquesnel, le président de l'Unof (branche généraliste de la CSMF), mais de mettre les moyens pour favoriser le «virage ambulatoire» (transfert d'activités de l'hôpital vers la médecine libérale) prôné par le gouvernement, fait-il valoir.

Mais le seul «passage de 23 à 25 euros représenterait 550 millions d'euros par an», a déjà prévenu Nicolas Revel.

En outre, les diverses rémunérations versées pour le suivi des personnes âgées, le travail en équipe, ou les primes pour la prescription de génériques, le suivi des maladies chroniques et autres objectifs de santé publique sont venues compléter le traditionnel paiement à l'acte, rappellent les pouvoirs publics, qui soulignent que la consultation atteint 31 euros en moyenne.

Un argument balayé par les syndicats, qui réclament aussi une meilleure protection sociale face à la maternité et à la maladie ou encore des aides pour l'embauche de secrétaires.

0 commentaires Trier par Les plus anciens

Ajouter un commentaire...

Facebook Comments Plugin

Ouverture de la négociation Unédic sur l'assurance chômage

Envoyer Imprimer

0 Commentaires paris-normandie.fr S'identifier

Recommend Partager Les meilleurs

Commencer la discussion…

Soyez le premier à commenter.

S'abonner Ajoutez Disqus à votre site web ! Add Disqus Add



EN IMAGE



MATCH DE RUGBY FEDERAL 3 EVREUX - DUNKERQUE

Toutes les images

LE BUZZ DU JOUR

9 Najat Vallaud-Belkacem ce lundi au Havre pour découvrir La machine à lire

3 Hommage aux quatre jeunes tués dans un accident à Magny-le-Désert dans l'Orne

2 Normandie : Face au chômage, faut-il privatiser la recherche d'emploi ?

2 Une nouvelle guerre du rail en Normandie

Droits de reproduction et de diffusion réservés © www.paris-normandie.fr

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN.fr

Négos 2016, c'est parti : ce que vous devez savoir sur le feuilleton conventionnel

Cyrille Dupuis | 23.02.2016



Crédit Photo : S. TOUBON

Les syndicats de médecins libéraux représentatifs et l'Assurance-maladie entament ce mercredi, à 14 h 30, au siège de la CNAM, un round de négociations pour conclure une nouvelle convention quinquennale. Acteurs, enjeux, contexte, calendrier : voici ce qu'il faut savoir pour comprendre ce feuilleton qui devrait se prolonger jusqu'à l'été.

• Protagonistes : cinq syndicats, la CNAM… et les complémentaires

La négo 2016 aura à la fois un petit air de déjà-vu et un vrai parfum de nouveauté. Certes, on retrouvera autour de la table les cinq mêmes syndicats qui viennent d'être à nouveau déclarés représentatifs des médecins libéraux (CSMF, FMF, MG France, SML et Le BLOC), les seuls ainsi habilités à négocier et parapher la nouvelle convention médicale.

Mais plusieurs leaders médicaux ont changé depuis la précédente négo, qui vivront leur baptême du feu. À la tête de la CSMF depuis mars 2014, le Dr Jean-Paul Ortiz, successeur de Michel Chassang, conduira la délégation confédérale ; au SML, c'est le Dr Éric Henry qui est aux manettes depuis décembre 2014.

Du côté de l'Assurance-maladie : Nicolas Revel, directeur général de l'UNCAM, aura la lourde tâche de succéder à Frédéric van Roekeghem pour conduire ces délicates négociations (appuyé de ses équipes techniques, statisticiens, médecins-conseils…). Depuis la réforme de 2004, c'est en effet le directeur – parfois qualifié de proconsul – qui dirige seul le jeu conventionnel, sous étroite surveillance du ministère de la Santé.

À noter enfin que l'Union nationale des organismes d'assurance-maladie complémentaire (UNOCAM, qui réunit les trois familles du secteur - mutuelles, assureurs, institutions de prévoyance) participera bien aux négociations (une délibération a été adoptée à l'unanimité en ce sens).

• Calendrier, décor : six mois pour conclure

Ce mercredi, c'est « un tour de chauffe », confirme Marisol Touraine au « Quotidien ». La convention actuelle signée le 26 juillet 2011 arrive à échéance le 26 septembre prochain. La date butoir pour conclure une nouvelle convention est donc fixée au 26 août, ce qui laisse six mois aux partenaires pour trouver un compromis. À défaut d'accord, l'échec des négociations sera constaté et l'arbitre indépendant, Bertrand Fragonard, qui sera désigné officiellement aujourd'hui, saisi.

Après la prise de contact de ce mercredi 24 février, les médecins et l'Assurance-maladie se retrouveront le 16 mars « pour entrer dans le dur » autour des questions de démographie, d'installation et de valorisation du médecin traitant. Selon nos informations, les séances se dérouleront ensuite au rythme d'une par semaine jusque début mai et seront consacrées aux spécialités cliniques, aux spécialités techniques, à la ROSP, à la prévention, l'accessibilité financière, aux relations conventionnelles et à la protection sociale…

Au terme de ces ateliers thématiques, réunions plénières, conciliabules discrets, coups de fil du cabinet ministériel… le directeur de l'Assurance-maladie espère aboutir à un accord à la fin juillet.

Les sujets qui réclament des arbitrages au plus haut niveau de l'État (quel niveau pour la hausse du C ? Quel sort pour le secteur II, le contrat d'accès aux soins ?) sont souvent abordés très tardivement, voire lors de la séance conclusive, volontiers nocturne, contribuant à la dramaturgie du scénario.

• Contexte : profession échaudée et carcan budgétaire

Trois facteurs marquent les négos 2016. Le premier est la forte contrainte financière, l'Assurance-maladie devant économiser environ 3 milliards d'euros par an d'ici à la fin du quinquennat, dans le cadre d'un ONDAM limité à 1,75 %. Le directeur général Nicolas Revel a déjà expliqué qu'il faudrait faire des choix, appelant de ses vœux des revalorisations tarifaires structurantes et intelligentes.

Autre donnée incontournable de la toile de fond conventionnelle : le divorce entre la profession et l'exécutif avec un conflit médical larvé qui a jalonné toute l'année 2015. Au rejet massif de la réforme du tiers payant généralisé (et de la loi de santé) est venu s'ajouter un début de guérilla tarifaire après cinq années de blocage du tarif du C.

Troisième élément : pour la première fois, les cinq syndicats ont fait l'effort de présenter une feuille de route commune, élaborée lors d'assises de la médecine libérale. Protection sociale, ASV, valorisation des consultations longues ou des actes en urgence… : ce travail collégial donne du poids aux revendications de la profession qui sortait pourtant de la séance « clivante » des élections professionnelles.

Une requête portée par tous les syndicats n'est pas passée inaperçue : l'ouverture du secteur II à tous les médecins libéraux, quels que soient leurs titres, leur spécialité ou la date de leur installation. Joint mardi par « le Quotidien », Nicolas Revel oppose déjà une fin de non-recevoir à cette demande. « C'est une ligne jaune et je ne signerai pas une convention qui se traduirait par une nouvelle augmentation du taux de dépassement. Le secteur II ne sera pas ouvert aux médecins de secteur I. » Le patron de la CNAM donnera la priorité à la revalorisation des tarifs opposables.

• C, ROSP, forfait structure… plusieurs options pour les revalos

Sans surprise, le chapitre des revalorisations (niveau et modalités) occupera tous les esprits et pèsera lourdement dans la balance finale. Marisol Touraine a déjà acté le principe des augmentations mais elle réclame aussi davantage de lisibilité dans les tarifs.

Les syndicats souhaitent au minimum une hausse significative du C bloqué à 23 euros depuis cinq ans. MG France, fer de lance de l'équité tarifaire, mais aussi la CSMF ont entamé au début d'année un mouvement de contestation des honoraires. Localement, des coordinations appellent à un recours massif au DE.

Les médecins réclament également une valorisation des actes non programmés, des actes en urgence et des consultations longues par un coefficient multiplicateur (2C, 3C). Ils aspirent à une évolution de la rémunération sur objectifs de santé publique (ROSP). La question d'y intégrer un forfait structure ou de rémunération pour la fonction

de maître de stage universitaire sera discutée. Au menu également : la refonte des forfaits existants (40 euros par an pour le suivi des patients en ALD, 5 euros pour les consultations des patients âgés, 5 euros par an pour le suivi d'un patient par le médecin traitant).

Les médecins souhaitent enfin que le conseil téléphonique (dans le cadre du parcours de soins) et les actes de télémédecine bénéficient d'une rémunération incitative et pérenne.

« Il faudra définir des priorités et s'inscrire dans un principe de réalité », rappelle ce mardi Nicolas Revel. Selon le patron de l'Assurance-maladie, les honoraires des médecins ont progressé de 9 % entre 2011 et 2014, la convention 2011 ayant entraîné « 660 millions d'euros de revalorisations » pour les médecins.

Source : Lequotidiendumedecin.fr

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services ou des offres adaptés à vos centres d'intérêts | Poursuivre - En savoir plus

Négociations conventionnelles : c'est parti !

Par Gwendal Perrin - Publié le 24 février 2016, à 14h 45

Marisol Touraine, assurance maladie , médecin, Claude Leicher

Les négociations quinquennales entre l'Assurance maladie et les syndicats de médecins ont débuté ce mercredi 24 février 2016 à 14h30. Les enjeux de ces discussions sont nombreux...



Les négociations quinquennales entre l'Assurance maladie et les syndicats de médecins pourraient déboucher sur un accord cet été.

A LIRE ÉGALEMENT
Négociations conventionnelles :

«Il faudra faire des choix». Tel est le message du directeur de l'Assurance maladie **Nicolas Revel** adressé au "Figaro", alors que s'ouvrent ce mercredi les négociations conventionnelles quinquennales entre l'Assurance maladie et les syndicats de médecins.

Les attentes des praticiens se révèlent, effectivement, importantes. Les cinq principales fédérations représentatives (CSMF, FMF, MG France, SML et le Bloc) se sont entendues début février sur un **socle de propositions communes** dévoilé le 11 février 2016 à l'occasion des Assises de la Médecine Libérale. Ces organisations s'étaient déjà récemment signalées par une fronde globale contre la réforme de la généralisation du tiers payant, autre dossier-phare de la ministre de la Santé Marisol Touraine.

CSMF_officiel
@CSMF_officiel
Suivre
Coup d'envoi des négociations conventionnelles : les attentes

AMRAE 2016 | Digital | Acteurs | Intermédiaires | Gestion des risques | Institutions | Nominations | Carnet des décideurs



Qu'espèrent les médecins ? Avant tout, une **revalorisation du tarif des consultations** des médecins généralistes, fixées à 23 euros depuis le 1er janvier 2011. En demandant explicitement *«une équité entre tous les médecins»*, les syndicats escomptent ainsi, a minima, un relèvement de ce tarif sur celui des spécialistes, fixé à 25 euros. La CSMF demande même, depuis plusieurs mois, un tarif relevé à 30 euros d'ici 2020.

Cette demande de revalorisation ne concerne toutefois pas uniquement le tarif même de la consultation. Les actes de télémédecine et les consultations longues font également partie du socle commun de propositions des médecins libéraux, l'hypothèse d'un «tarif double» pour les consultations longues étant évoquée par l'Unof-CSMF.

Que pourra proposer l'Assurance maladie ? La ministre de la Santé **Marisol Touraine** a d'ores et déjà entrouvert plusieurs portes, lors d'un entretien accordé au "Grand Jury" RTL/LCI/Le Figaro. «*La rémunération des médecins sera augmentée*, a-t-elle explicité à cette occasion. *La question est : sous quelle forme, à quel rythme et combien ?*».

Au-delà du tarif même de la consultation, la rémunération des médecins pourrait en effet évoluer par d'autres canaux. «*Réfléchir à ce que représente une consultation longue ? Pourquoi pas...*» a ainsi déclaré la ministe. Marisol Touraine a également insisté sur la valorisation des actes de prévention et/ou répondant à des objectifs de santé publique réalisés par les médecins, notamment contre le tabagisme. C'est, au-delà même de cet exemple, la question de ces rémunérations forfaitaires qui pourrait être posée durant ces négociations conventionnelles.

DES MARGES BUDGÉTAIRES RÉDUITES

Mais ces dernières se déroulent dans un cadre budgétaire particulièrement contraint : l'**objectif national de dépenses d'assurance maladie** (Ondam), qui fixe la hausse maximale des dépenses, n'a jamais été aussi bas - il s'élève à 1,75% pour l'année 2016. Cet outil de lutte contre le déficit de l'Assurance maladie devrait ainsi réduire les marges de négociation, l'Assurance maladie devant désormais réaliser 3 milliards d'économies annuelles.

«*On n'a jamais fait de négociations dans un climat financier aussi difficile*» admet dans les colonnes du "Monde" le président de MG France **Claude Leicher**. Les prochains mois vont donc voir l'Assurance maladie et les syndicats de médecins débattre autour de cette contrainte forte. Et le temps presse : «*J'espère que nous aurons un accord trouvé autour de l'été*» espère la ministre de la Santé pour une application les mois suivants... dans un contexte de campagne présidentielle.

EN SAVOIR PLUS

En poursuivant votre navigation, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services et contenus personnalisés, réaliser des statistiques de visite et vous permettre de partager les contenus sur les réseaux sociaux. En savoir plus.

Boursorama Banque Banque Bourse Livret A Épargne Assurance Vie Crédit Immobilier Aide

Effectuez une recherche ou posez une question...

ACCÈS MEMBRE / CLIENT

MERCREDI 24 FÉVRIER 18:04

BOURSE PATRIMOINE ACTUALITÉS COMMUNAUTÉ & OUTILS BOURSORAMA BANQUE

Actions PME-ETI Indices Warrants/Certifs Trackers OPCVM Taux Devises Matières premières ISR

Quelle langue voulez-vous apprendre ? Anglais Espagnol Italien Portugais Allemand Turc Polonais Plus... +Babbel

Bourse Actions Actualités Marchés + Personnaliser

Cours A à Z Palmarès Actualités Conseils Consensus Calendriers Actionnaires Introductions

Toutes Marchés Sociétés Internationales Stats économiques

Combien gagnent les médecins généralistes et que demandent-ils ?

Boursorama avec AFP le 24/02/2016 à 14:47, mis à jour à 14:50

37

Partager 9 Tweet +1

Les syndicats de médecins rencontrent ce mercredi 24 février le directeur de la Caisse nationale d'assurance maladie pour renégocier le prix des consultations. Leurs revenus ne se limitent pas au tarif conventionné.



Le premier syndicat des généralistes, MG France, demande une hausse de 2 euros de la consultation de base qui passerait à 25 euros (illustration). (AFP / PHILIPPE HUGUEN)

CALCUL DE LA FEUILLE DE SALAIRE DE BASE D'UN GÉNÉRALISTE

Actuellement, le tarif de base d'une consultation s'élève à 23 euros. Il existe des majorations en fonction du profil des patients : 5 euros de plus pour les nourrissons, 3 euros pour les enfants (2-6 ans) et 5 pour les personnes âgées (plus de 80 ans). Par ailleurs, si le patient est insuffisant cardiaque ou sort d'une hospitalisation de court séjour, un surplus de 23 euros est également remboursé au médecin.

Il faut y ajouter des rétributions destinées à valoriser le rôle du médecin traitant dans la coordination des soins et le suivi des patients en matière de prévention. Le forfait annuels pour suivre un patient en affection longue durée est fixé à 40 euros par patient et celui pour les autres patients s'élève à 5 euros.

Enfin, lorsque le généraliste est sollicité pour un avis ponctuel par le médecin traitant, 3 euros



"Les marchés devraient continuer de chuter"
Pour **John Bennett** (Henderson GI), les indices boursiers devraient poursuivre leur tendance baissière dans les mois à venir. Solution : être **sélectif et opportuniste**.

Apprendre l'anglais Apprendre l'espagnol Apprendre l'talien
Apprendre l'allemand Apprendre le portugais Autres langues

Mes Listes

Valeurs les plus consultées

Libellé	Dernier	Var.
CREDIT AGRICOLE SA	8.922	-2.98%
EDF	9.190	-4.35%
GENFIT	27.000	-3.57%
PEUGEOT	13.865	1.46%
SOCIETE GENERALE	29.920	-1.47%

Boursorama Banque +80€* OFFERTS J'EN PROFITE Pour toute 1ère ouverture de compte bancaire *voir conditions sur site

Valeurs + consultées

Liste Palmarès

PEUGEOT | SOCIETE GENERALE | CREDIT AGRICOLE SA | GENFIT | EDF | TOTAL | DELTA DRONE | VALLOUREC | BNP PARIBAS | CGG

Questions / Réponses

supplémentaires lui sont versés au titre de "la majoration de coordination généraliste".

En moyenne en 2014, la rémunération d'un médecin généraliste de secteur 1 s'élève à 31,49 euros, selon les derniers relevés de l'Assurance maladie, auxquelles il faut retirer les charges versées par les libéraux.

6.200 EUROS DE RÉMUNÉRATIONS SUR OBJECTIFS DE SANTÉ PUBLIQUE

En plus de cette rémunération liée aux consultations, les médecins libéraux conventionnés peuvent également bénéficier d'une "rémunération sur objectifs de santé publique" (ROSP). Ce bonus encourage les médecins à atteindre des objectifs de santé publique. Mis en place en janvier 2012, il s'élevait à 6.200 euros en moyenne par généraliste.

Pour les évaluer, l'Assurance maladie dispose d'indicateurs de santé publique calculés en fonction de la patientèle du médecin. Ils prennent en compte la qualité de la pratique médicale (suivi des maladies chroniques, prévention, prescription, vaccination...) et l'organisation du cabinet. Par exemple, si le médecin est équipé pour la télétransmission (carte vitale), ou encore affiche dans son cabinet et sur le site de l'Assurance maladie ses horaires de consultations, il engrange des points correspondant à une rémunération forfaitaire (indexée sur le nombre de patients).

Un objectif est fixé pour chaque indicateur. Les médecins perçoivent une "prime" correspondant à la réalisation de cet objectif ou à la progression observée. Ainsi, il n'est pas nécessaire d'atteindre 100 % de l'objectif pour percevoir une rémunération. En outre, peuvent s'ajouter des rémunérations liées à la permanence des soins (gardes de nuit, dimanche et jours fériés).

QUE DEMANDENT LES GÉNÉRALISTES ?

Les syndicats de médecins libéraux demandent l'arrêt des forfaits et de la ROSP et la revalorisation directe de la consultation.

MG France, premier syndicat chez les généralistes, et la CSMF, premier syndicat de médecins, réclament une hausse de 2 euros de la consultation de base, à 25 euros.

QUE DISENT L'ASSURANCE MALADIE ET LA MINISTRE DE LA SANTÉ ?

"Il est évident que la revalorisation de la consultation fera partie des discussions. Le tarif de la consultation des médecins généralistes (23 euros) n'a pas été revalorisé depuis 2011", a déclaré le directeur de l'Assurance maladie Nicolas Revel Revel au "Figaro" la veille de l'ouverture des négociations avec les médecins libéraux. Mais "d'autres rémunérations annexes ont été augmentées, à hauteur de 660 millions d'euros", poursuit-il, en citant la mise en place de la rémunération sur objectifs de santé publique ou le forfait médecin traitant. "Au total, les honoraires versés par l'Assurance maladie ont progressé de plus de 9% en quatre ans", souligne-t-il. "Il faudra faire des choix, résume-t-il".

La ministre de la Santé, Marisol Touraine, a affirmé dimanche que "la rémunération des médecins sera augmentée, la question est sous quelle forme, de quelle manière et à quel rythme". Elle souhaite pour sa part poursuivre la diversification des compensations financières octroyées aux médecins en valorisant, par exemple, leur "implication dans la lutte contre le tabac" ou la vaccination. Marisol Touraine fait face à une fronde des médecins contre l'instauration d'ici à 2017 du tiers payant généralisé.

DANS QUEL CONTEXTE SE DÉROULENT LES NÉGOCIATIONS?

Les cinq syndicats représentatifs (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) et l'Assurance maladie devront trouver un accord avant le 26 août sur une nouvelle convention quinquennale, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité. L'actuelle convention arrivé à échéance le 26 septembre. Ces discussions se déroulent dans un contexte contraint alors que l'Assurance maladie doit économiser plus de 3 milliards d'euros par an d'ici la fin du quinquennat.

Réagir 37 Partager 9 Tweet +1

Ailleurs sur le web

- Fiat 500X, le nouveau crossover qui se décline en Look Urbain et Look Off-Road *(Fiat)*
- Le bon traitement contre la curalgie *(Les Maux de Dos)*
- 25 sportifs qui ont très mal tourné en fin de carrière *(Pause Sport)*
- Maigrir du Ventre ? un (1) Truc Radical pour Perdre du Poids un peu chaque jour! *(Maigrir avec sa Tête)*

A lire aussi sur Boursorama

- L'armée a versé 358 millions d'euros de trop à ses militaires
- Les mouvements des marchés boursiers restent "irrationnels" (Fidelity)
- Les hommes plus touchés que les femmes par les cancers liés au sexe oral
- Wauquiez: "C'est aux étrangers de s'adapter à la France"

Recommandé par

Auteur	Question	
M3765731 14:39	Tarification des ordres *Actions*	3
pvsimus 13:37	Comment acheter une action s... *Actions*	3
valentt8 12:04	Ou peut on trouver le PER moy... *Actions*	0
M268432 hier	Télécharger ses opérations sur... *Finances Personnelles*	1
M6787717 hier	Pourquoi ne trouve t'on pas de ... *Dérivés*	3

Liens partenaires

Livre Blanc : Dématérialisez vos factures fournisseurs !
Comment moderniser vos processus financiers ? Téléchargez notre Livre Blanc co-écrit avec EY

Flash Spécial :
Arrivage des nouveaux Leverage et Short Commerzbank

Avec Boursorama Banque, toutes vos cartes bancaires sont gratuites, sans aucune obligation de domiciliation de salaire !

Lifestyle



24 février 2016 à 15:30

Renault 4L : la saga de la plus populaire des françaises

Europe 1

Rechercher

- CLUB EUROPE 1
  - Événements
  - Inscription
  - Réseaux sociaux
  - Assistez à une émission
- Se connecter / s'inscrire
- Regardez le direct
- Grille des programmes
  - Animateurs
  - Émissions
  - Références musicales
  - Contact

Politique
- François Hollande
- Gouvernement
- Parti Socialiste
- Les Républicains
- Front National
- EELV

International
- Société
- Europe
- Etats-Unis
- Proche et Moyen-Orient
- Asie-Océanie
- Afrique

Sport
- Faits divers
- Économie
- Football
- Rugby
- Tennis
- Formule 1
- Handball
- Cyclisme

Médias
- International
- Le Journal des médias
- Audiences
- Télévision
- Presse
- Séries
- Sport
- Numérique

Culture
- Cinéma
- Musique
- Humour
- Vie culturelle
- Spectacles
- Livres

Économie

Actus
- Politique
  - François Hollande
  - Gouvernement
  - Parti Socialiste
  - Les Républicains
  - Front National
  - EELV
- Société
  - Education
  - Justice
  - Santé
  - Sciences
  - Environnement
  - Religion
- Faits divers
- Économie
  - Consommation
  - Emploi
  - Impôts
  - Immobilier
  - Finance
  - Bourse
  - Made in France
- International
  - Europe
  - Etats-Unis
  - Proche et Moyen-Orient
  - Asie-Océanie
  - Afrique
- Sport
  - Football
  - Rugby
  - Tennis
  - Formule 1
  - Handball
  - Cyclisme
  - LE JOURNAL DES SPORTS
  - GOLF
- Culture
  - Cinéma

Économie
- Consommation
- Emploi
- Impôts
- Immobilier
- Médias
- Finance
- Bourse

Société
- Education
- Justice
- Santé
- Sciences
- Environnement
- Religion

Faits divers
Santé
- Sciences
- Alimentation
- Médicament
- Maladies
- Addictions
- Biologie
- Environnement
- Technologies

Partagez cet article sur les réseaux sociaux

- Musique
- Humeur
- Vie culturelle
- Spectacles
- Livres
- Le Journal des médias
- Audiences
- Télévision
- Presse
- Séries
- Numérique
- Alimentation
- Médicament
- Maladies
- Addictions
- Biologie
- Environnement
- Découverte
- Astronomie
- Environnement
- Recherche
- Technologies
- Mobile
- Tablette
- Gaming
- Réseaux sociaux
- Tests
- Insolite
- Humour
- People
- Dossiers
- Europe 1 Social Room
- Podcasts
- Services
- Immobilier
- Emploi

En direct
- Fréquences
- Archives
- Le Lab Europe 1
- Europe 1 Sports
- Newsletter

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez que des cookies soient utilisés afin d'améliorer votre expérience d'utilisateur et de vous offrir des contenus personnalisés. En savoir plus et paramétrer les cookies.

J'ai compris

David ABIKER : Europe Soir

Alerte Info27.900 chômeurs en moins pour commencer 2016

23, 25 ou 30 euros… Combien va coûter votre consultation chez le généraliste ?

11h21, le 24 février 2016

- A
- A



© FRANCOIS NASCIMBENI / AFP

1 partage

-
-
-

L'Assurance maladie entame mercredi une négociation avec les médecins libéraux pour une nouvelle convention quinquennale.

La question de la rémunération des médecins revient sur la table d'opération. Les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) ont rendez-vous mercredi au siège de la Caisse nationale d'Assurance maladie à Paris (CNAM), avec Nicolas Revel, son dirigeant. La convention qui fixe les règles de rémunération des médecins arrive à échéance en septembre et il s'agit d'en trouver une autre, pour cinq ans. Principale piste en débat : une hausse des tarifs des consultations.

Vers une hausse à 25 ou 30 euros ? La négociation s'annonce ardue. Les syndicats, déjà échaudés par l'instauration du tiers payant, ont élaboré une feuille de route commune, même s'ils ne sont pas d'accord sur les montants. L'Assurance maladie, quant à elle, doit éviter une fronde tout en économisant plus de 3 milliards d'euros par an d'ici à la fin du quinquennat.

Pour les médecins, seule une hausse significative du tarif de base de consultation remboursable par la Sécurité sociale leur permettra une rémunération qu'ils estiment décente. "Chacun va mettre l'accent sur ses priorités", a expliqué Claude Leicher, le président du principal syndicat de généralistes, MG France. Mais tout le monde n'a pas franchement les mêmes. MG France, pour sa part, fait campagne pour une consultation chez une généraliste à 25 euros. Un montant égal à celui déjà en vigueur chez les spécialistes. Mais d'autres vont bien plus loin : la CSMF, elle, exige une consultation de 30 euros minimum pour tous les praticiens. Ce qui impliquerait probablement une forte hausse de la consultation chez un spécialiste, qui estiment qu'ils doivent être davantage rémunérés que le généraliste.

La consultation est déjà à 31 euros, selon la Cnam. L'Assurance maladie, pour sa part, a jusqu'ici fermé la porte à toute augmentation de tarif. Le seul "passage de 23 à 25 euros représenterait 550 millions d'euros par an" du surcoût pour la Sécurité sociale, a déjà prévenu Nicolas Revel, le patron de la Cnam. L'organisme public rappelle par ailleurs qu'une consultation d'un généraliste coûte déjà 31 euros en moyenne aux finances publiques, si l'on prend en compte les diverses rémunérations complémentaires versées pour le suivi des personnes âgées, le travail en équipe, les primes pour la prescription de génériques, le suivi des maladies chroniques et les autres objectifs de santé publique venues compléter le traditionnel paiement de l'acte médical en tant que tel.

Combien gagne un médecin généraliste ? Un médecin généraliste gagnait en moyenne 13.732 euros brut par mois en 2014, selon l'Assurance maladie. Ce n'est pas du net : avec ce revenu, il doit payer par exemple son local, son éventuel assistant, ses charges. Une fois tous les frais payés, il leur resterait environ 14 ou 15 euros par consultation sur les 31 euros en moyenne. Ce qui fait, du coup, un peu moins de 7.000 euros net par mois en moyenne.

Les syndicats, eux, balayent cet argument. Selon eux, ils gagnent tout juste autant qu'un coiffeur des quartiers chics de Paris. Ils réclament, en plus d'une hausse des tarifs, une meilleure protection sociale face à la maternité et à la maladie, ou encore des aides pour l'embauche de secrétaires. Il ne s'agit pas de "passer une commande au père Noël", selon Luc Duquesnel, le président de l'Unof (branche généraliste de la CSMF), mais de mettre les moyens pour favoriser le "virage ambulatoire" (transfert d'activités de l'hôpital vers la médecine libérale) prôné par le gouvernement. Tous réclament des revalorisations tenant compte de la complexité des actes, de leur longueur, de leur caractère urgent, etc.

La ministre veut multiplier les compensations. "La rémunération des médecins sera augmentée, la question est sous quelle forme, de quelle manière et à quel rythme", a quant à elle répété dimanche la ministre de la Santé, Marisol Touraine. Elle souhaite poursuivre la diversification des compensations financières octroyées aux médecins en valorisant, par exemple, leur "implication dans la lutte contre le tabac" ou dans la vaccination. Les sommes allouées pourraient aussi être modulées en "fonction des zones d'installation", est-il précisé dans les orientations retenues par l'Assurance maladie. Largement insuffisant pour les syndicats, qui promettent une âpre bataille.

Sur le même sujet :

- Rémunération des médecins : début des négociations mercredi à l'Assurance maladie
- Tiers payant : malgré les propositions, les médecins protestent toujours
- La médecine généraliste n'a pas la cote chez les étudiants

Par G.S. avec AFP et Emmanuel Duteil

- securite sociale

A DÉCOUVRIR ÉGALEMENT

Offre Incroyable sur les Monte-Escalier à Paris
ask.fr

25 selfies à ne surtout pas faire ! VRAIMENT PAS !
DeuxSecondes.com

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous permettre de partager du contenu via les boutons de partage de réseaux sociaux, pour vous proposer des publicités ciblées adaptées à vos centres d'intérêts et pour nous permettre de mesurer l'audience. **Pour en savoir plus et paramétrer les cookies**

Confidentialité

Les négociations entre les médecins et l'Assurance-maladie s'ouvrent aujourd'hui

Les médecins libéraux souhaitent une hausse de leur revenu et doivent négocier avec l'Assurance-maladie ce 24 février. Le passage de 23 à 25 euros du tarif de consultation coûterait 580 millions par an.



(JIRI HERA / 54100942)

La rédaction d'Allodocteurs.fr

Mis à jour le 24/02/2016 | 16:24,
publié le 24/02/2016 | 16:24

PARTAGER

Partager

Twitter

Partager

Envoyer

Après l'adoption du tiers payant généralisé, les médecins libéraux attendaient de pouvoir négocier avec l'Assurance-maladie la revalorisation du tarif de consultation pour les cinq prochaines années. Depuis 2011, une consultation chez un médecin généraliste est fixée à 23 euros, les syndicats réclament désormais une hausse de deux euros.

La ministre de la santé, Marisol Touraine, a déclaré qu'elle était pour une hausse tarifaire, "la question est sous quelle forme, de quelle manière et à quel rythme", a-t-elle déclaré dimanche 21 février sur RTL. Le passage de 23 à 25 euros représente un coût pour la Sécurité sociale de 580 millions par an.

De plus, les cinq syndicats des médecins libéraux réclament une hausse de rémunération pour les consultations longues, complexes ou quand les rendez-vous sont pris en urgence.

LA NEWSLETTER

FRANCETV INFO VOUS RECOMMANDE

+ D'INFOS



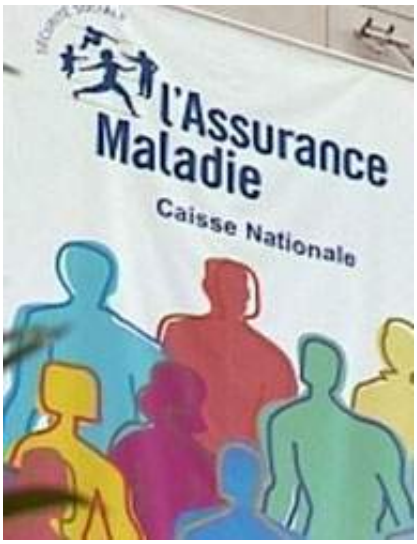
Un appel aux dons lanc pour rapatrier un Fran le coma après un accid Thaïlande



EN IMAGES. Quinze ph plonger dans le quotidi de Calais

Publié le 24/02/2016

Les négociations conventionnelles peuvent-elles aboutir ?



Paris, le mercredi 24 février 2016 – Ce mercredi à 14h30, l'Assurance maladie et les cinq syndicats représentant les médecins libéraux (CSMF, MG France, FMF, SML et Le Bloc) entament les négociations pour l'établissement d'une nouvelle convention, celle en vigueur aujourd'hui expirant le 26 septembre prochain. Cette première rencontre doit permettre de déterminer les objectifs de la discussion, ses modalités et son calendrier. On sait déjà que faute d'un accord le 26 août prochain, un arbitre (une personnalité extérieure), sera désigné pour proposer un projet de convention. Certains parmi les représentants des syndicats n'excluent pas une telle issue. Jean-Paul Ortiz, patron de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) se déclare ainsi « *inquiet sur les possibilités d'arriver à un accord, tant les attentes sont fortes* », observe-t-il dans les colonnes du Monde.

31 euros: un tarif toujours plus bas que celui la moyenne des pays de l'OCDE

Il faut dire que les revendications principales des syndicats risquent de ne pas pouvoir être satisfaites par l'Assurance maladie. La première d'entre elles est la revalorisation à 25 euros du tarif de la consultation des médecins généralistes. Si le gouvernement et l'Assurance maladie paraissent favorables au principe d'une hausse de la rémunération des praticiens, il n'est pas certain que cela prenne la forme d'une augmentation directe. « *La rémunération des médecins sera augmentée, la question est sous quelle forme, de quelle manière et à quel rythme* », a répondu élusive le ministre de la Santé ce dimanche sur RTL. Du côté de l'Assurance maladie, on fait les comptes. On prévient tout d'abord que contrairement à ce que certains espèrent les revalorisations se chiffreront en millions d'euros et non en milliards. Or, le passage du C à 25 euros entraînerait déjà à lui seul 580 millions d'euros de dépenses de plus par an. Pourtant, les syndicats affirment qu'il existe des marges budgétaires supplémentaires : certains suggèrent de rogner l'enveloppe attribuée à l'hôpital, d'autres de fermer certains centres de santé (comme le patron de la Fédération des médecins de France). Il est peu probable que l'Assurance maladie entende ces conseils et préfère répéter une énième fois que le tarif "réel" de la consultation approche les 31 euros, si l'on inclut les différentes rémunérations annexes perçues par les médecins. Cependant, ce "31 euros" est encore considéré comme un minimum par beaucoup. De fait, comme permettent une nouvelle fois de le constater des données publiées par le Figaro, les médecins français demeureraient avec un tel niveau de tarif en-deçà de la plupart de leurs confrères européens. Dans les pays de l'Organisation de coopération de développement économique (OCDE), la moyenne du tarif de la consultation atteint en effet 43 euros. Par ailleurs, la rémunération des médecins est quatre fois supérieure à celle de la population générale en Allemagne et 3,2 fois en Grande-Bretagne, contre 2,4 fois en France. Cependant, les données ne sont pas toujours parfaitement comparables.

Un patron de l'Assurance maladie intraitable sur la liberté tarifaire…

Si le dialogue autour de la hausse de la rémunération pourrait donc être difficile (euphémisme !), il n'aura sans doute pas lieu en ce qui concerne la liberté tarifaire. L'ensemble des syndicats défend en effet la possibilité pour tous les médecins, quels que soient leur spécialité ou leur titre, d'exercer en secteur 2. Hier,

le patron de l'Assurance maladie a clairement indiqué qu'il était opposé à une telle évolution. Il s'est également montré très sévère à l'égard des médecins généralistes qui depuis quelques semaines ont choisi d'augmenter unilatéralement leur tarif. Ces six cent praticiens, selon les chiffres livrés hier, ont franchi « *la ligne rouge* » a tancé Nicolas Revel.

… mais prêt à aider les médecins à appliquer le tiers payant !

Si ce ton place l'ouverture des négociations conventionnelles sous des auspices peu apaisés, d'autres éléments marquent une volonté d'ouverture… mais sur des thèmes peu chers aux médecins. Ainsi, Nicolas Revel a laissé entendre que l'Assurance maladie pourrait faire un geste pour aider les médecins à acquérir les dispositifs nécessaires à l'application du tiers payant ! On retiendra enfin que si les syndicats se montrent très incisifs, ils n'en sont pas moins conscients des impératifs budgétaires. « *On n'a jamais fait de négociations dans un climat financier aussi difficile* » remarque le président de MG France, Claude Leicher.

Aurélie Haroche

Copyright © http://www.jim.fr

COMMUNIQUÉS

- le Twitter du JIM : Suivez-nous sur @jimweb

Rémunération des médecins: l'Assurance maladie entame les négociations

afp, le 24/02/2016 à 8h28



Le président de la Caisse nationale d'assurance, Nicolas Revel, le 17 février 2016 à Paris / AFP/Archives

Augmenter la rémunération des médecins tout en respectant les contraintes budgétaires et en améliorant l'accès aux soins: c'est le défi à relever pour l'Assurance maladie, qui entame mercredi la négociation avec les médecins libéraux pour une nouvelle convention quinquennale.

Les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) ont rendez-vous au siège de la Caisse nationale d'assurance maladie à Paris avec son patron, Nicolas Revel.

Ce tour de chauffe permettra de préciser le calendrier, les modalités et les objectifs des discussions organisées jusqu'à l'été en vue d'un nouveau texte régissant, pour cinq ans, les relations entre médecins et la Sécu, selon des orientations fixées par le gouvernement.

← FRANCE (/France)
1 article lu sur les 10 offerts
EN SAVOIR PLUS (https://librairie.la-croix.com/la-croix-100-digitale-offre-decouverte.html)

La négociation s'annonce ardue face à des syndicats échaudés par l'instauration d'ici à 2017 du tiers payant (dispense d'avance de frais) généralisé, mesure phare de la loi Santé qu'ils refusent d'appliquer.

Et le contexte n'a jamais été aussi contraint: l'Assurance maladie doit économiser plus de 3 milliards d'euros par an d'ici à la fin du quinquennat.

L'actuelle convention arrivant à échéance le 26 septembre, les négociateurs auront jusqu'au 26 août pour se mettre d'accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité choisie mercredi.

"On va présenter les équipes, entrer sur le terrain, mettre le ballon au milieu et l'arbitre sera désigné", résume Jean-Paul Ortiz, le président de la CSMF.

En jeu, l'amélioration des prises en charge, la lutte contre les déserts médicaux ou les dépassements d'honoraires, mais surtout la hausse des revenus des médecins, réclamée depuis plus d'un an par les syndicats, certains ayant appelé les généralistes à augmenter eux-même le tarif de leur consultation, bloqué à 23 euros depuis 2011.

"La rémunération des médecins sera augmentée, la question est sous quelle forme, de quelle manière et à quel rythme", a répété dimanche la ministre de la Santé, Marisol Touraine, qui souhaite poursuivre la diversification des compensations financières octroyées aux médecins en valorisant, par exemple, leur "implication dans la lutte contre le tabac" ou la vaccination.

- 'Commande au père Noël' -

Les sommes allouées pourraient aussi être modulées en "fonction des zones d'installation", est-il précisé dans les orientations retenues par l'Assurance maladie.

Profitant du front inédit constitué contre la loi Santé, les syndicats ont élaboré une feuille de route commune, "une première historique", selon Jean-Paul Ortiz, même s'ils ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur un tarif de base.

"Chacun va mettre l'accent sur ses priorités", a expliqué Claude Leicher, le président du principal syndicat de généralistes, MG France, qui fait campagne pour une consultation à 25 euros égale à celle des spécialistes. La CSMF, elle, avait jusqu'à présent exigé une consultation de 30 euros minimum pour tous les praticiens.

Tous réclament des revalorisations tenant compte de la complexité des actes, de leur longueur, de leur caractère urgent, etc.

Il ne s'agit pas de "passer une commande au père Noël", selon Luc Duquesnel, le président de l'Unof (branche généraliste de la CSMF), mais de mettre les moyens pour favoriser le "virage ambulatoire" (transfert d'activités de l'hôpital vers la médecine libérale) prôné par le gouvernement, fait-il valoir.

Mais le seul "passage de 23 à 25 euros représenterait 550 millions d'euros par an", a déjà prévenu Nicolas Revel.

En outre, les diverses rémunérations versées pour le suivi des personnes âgées, le travail en équipe, ou les primes pour la prescription de génériques, le suivi des maladies chroniques et autres objectifs de santé publique sont venues compléter le traditionnel paiement à l'acte, rappellent les pouvoirs publics, qui soulignent que la consultation atteint 31 euros en moyenne.

Un argument balayé par les syndicats, qui réclament aussi une meilleure protection sociale face à la maternité et à la maladie ou encore des aides pour l'embauche de secrétaires.

afp

LADEPECHE.fr
lundi 29 février, 09:44, Saint Auguste

Actualités > A la Une

Médecins et Sécu en négociation pour un juste prix de la consultation

Publié le 24/02/2016 à 15:57, **Mis à jour le 24/02/2016 à 18:55**

A la Une



Le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, et le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, à Paris PATRICK KOVARIK / AFP

Encore échaudés par la loi Santé, les médecins libéraux ont entamé mercredi une difficile négociation avec l'Assurance maladie pour une augmentation de leur rémunération, dans un contexte économique plus contraint que jamais, qui obligera à "faire des choix".

Le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, en est conscient : "les attentes sont très importantes du côté des médecins comme des patients", a-t-il déclaré à la presse lors de l'ouverture officielle de la négociation pour une nouvelle convention quinquennale, au siège de l'institution à Paris.

Les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) sont tous invités à redéfinir d'ici l'été le texte régissant les relations entre les médecins et la Sécu.

Cette négociation se déroulera en trois étapes, a résumé M. Revel. La première, en mars et avril, concernera les travaux préparatoires avec les différentes options et leur chiffrage.

Les organisations de jeunes seront conviées à la séance du 16 mars, consacrée à la démographie. La deuxième étape sera la "stabilisation des pistes retenues", avant la rédaction de la convention, avec "si possible une finalisation fin juin".

L'actuelle convention arrivant à échéance le 26 septembre, il faut se mettre d'accord avant le 26 août. Sans quoi, une personnalité indépendante, vraisemblablement Bertrand Fragonard, sera chargée d'élaborer un règlement arbitral.

Le réalisme devra être de mise et la "maîtrise des dépenses" respectée, a d'emblée rappelé M. Revel, à l'heure où l'Assurance maladie doit économiser plus de 3 milliards d'euros par an d'ici à 2017, conséquence d'un tour de vis inédit.

Mais les médecins, toujours remontés contre la généralisation du tiers payant (dispense d'avance de frais) et inquiets de la surcharge de travail, sont bien décidés à obtenir des revalorisations tarifaires.

En particulier pour les généralistes, dont la consultation de base stagne à 23 euros depuis 2011. Un "tarif irrespectueux pour des médecins", selon le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, qui réclame un tarif "minimum de 30 euros pour tous".

"Nous voulons un traitement équitable" entre généralistes et spécialistes, a ainsi rappelé Claude Leicher, le président de MG France, plaidant pour une consultation à 25 euros.

"Catastrophe sanitaire"

Comme tous les syndicats, il réclame également l'ouverture aux généralistes du secteur 2, où sont autorisés les dépassements d'honoraires. Mais il s'agit d'"une ligne rouge" contraire à la politique du gouvernement, a d'ores et déjà fait savoir Nicolas Revel.

Jean-Paul Hamon, président de la FMF, exige lui "un plan Marshall de 5 milliards d'euros pour la médecine libérale", seul moyen d'éviter une "catastrophe sanitaire" selon lui.

Profitant de l'unité affichée contre la loi Santé, les syndicats ont élaboré des propositions communes où ils réclament une meilleure protection sociale, des aides financières pour pouvoir recruter, par exemple, des secrétaires, ainsi qu'une revalorisation des consultations longues et complexes.

Celle de l'acte de base "fera partie des discussions", a insisté M. Revel, qui ne s'est pas risqué à mettre un chiffre sur la table, se contentant d'évoquer "des millions" plutôt que des milliards". "Il faudra faire des choix".

Seront aussi abordées les "rémunérations annexes" octroyées pour le suivi des patients chroniques ou des personnes âgées, conformément au souhait de la ministre de la Santé, Marisol Touraine, et des médecins.

Leur rémunération "sera augmentée, la question est sous quelle forme, de quelle manière et à quel rythme", a récemment résumé la ministre.

Les médecins devront en contrepartie participer davantage à la coordination des soins, aux actes de prévention ou de vaccination, par exemple.

Car la convention doit aussi permettre d'améliorer l'offre de soins sur tout le territoire, et de répondre à des objectifs de santé publique.

"Le chemin sera long", a concédé M. Revel à l'issue de la séance inaugurale, saluant toutefois "la tonalité tout à fait constructive" du débat.

Des deux côtés, on dit souhaiter un accord, à un an de la présidentielle. Mais, en coulisses, la percée des syndicats les plus radicaux lors des élections professionnelles, au détriment des réformistes, n'incite pas à l'optimisme.

© 2016 AFP

A LA UNE

AILLEURS SUR LE WEB



Météo en Pays de la Loire : quelques nuages vendredi avant un week end radieux (France 3)

- Les 12 hommes les plus riches de tous les temps. Le premier risque de vous… (AfriZap)
- La directrice des programmes de France 3 dévoile le salaire de Julien Lepers (Le Huffington Post)
- 35 stars qui ne se sont pas embellies avec l'âge (Pause People)
- Eric Clapton, David Bowie, Chicago, Roxy Music... (RTL)

A LIRE AUSSI



Alès: un policier tue son ex-compagne en pleine rue

- Maïtena Biraben provoque un malaise en ironisant sur le sort des migrants de…
- Agacée par un reportage, Ségolène Royal quitte prématurément «Le Supplément»
- Super Nanny : un couple se livre !
- Elle volait des jeux à gratter et a empoché 100 000 euros de gains

LADEPECHE.fr
mercredi 24 février, 17:51, Saint Modeste

Actualités > A la Une

Une "vie équilibrée", la priorité pour les jeunes médecins généralistes

Publié le 24/02/2016 à 13:10

A la Une



Le modèle du "médecin de famille", installé seul à la campagne pour des centaines de patients, n'a plus le vent en poupe FRED TANNEAU / AFP/Archives

En naviguant sur notre site, vous acceptez l'utilisation de cookies et leur communication à des tiers, afin de vous offrir contenus et publicités liés à vos centres d'intérêt. OK En savoir plus

LA PARISIENNE
(http://www.leparisien.fr/laparisienne)

Médecins et Sécu en négociation pour un juste prix de la consultation

24 Févr. 2016, 15h57 | MAJ : 24 Févr. 2016, 15h57



Le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, et le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, à Paris le 24 février 2016
(AFP/PATRICK KOVARIK)

Encore échaudés par la loi Santé (http://actualites.leparisien.fr/sante.html), les médecins libéraux ont entamé mercredi une difficile négociation avec l'Assurance maladie pour une augmentation de leur rémunération, dans un contexte économique plus contraint que jamais, qui obligera à "faire des choix".

Le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, en est conscient : "les attentes sont très importantes du côté des médecins comme des patients", a-t-il déclaré à la presse lors de l'ouverture officielle de la négociation pour une nouvelle convention quinquennale, au siège de l'institution à Paris (http://actualites.leparisien.fr/paris.html).

Les cinq syndicats (http://actualites.leparisien.fr/syndicats.html) représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) sont tous invités à redéfinir d'ici l'été le texte régissant les relations entre les médecins et la Sécu.

Cette négociation se déroulera en trois étapes, a résumé M. Revel. La première, en mars et avril, concernera les travaux préparatoires avec les différentes options et leur chiffrage.

Les organisations de jeunes seront conviées à la séance du 16 mars, consacrée à la démographie. La deuxième étape sera la "stabilisation des pistes retenues", avant la rédaction de la convention, avec "si possible une finalisation fin juin".

L'actuelle convention arrivant à échéance le 26 septembre, il faut se mettre d'accord avant le 26 août. Sans quoi, une personnalité indépendante, vraisemblablement Bertrand Fragonard, sera chargée d'élaborer un règlement arbitral.

Le réalisme devra être de mise et la "maîtrise des dépenses" respectée, a d'emblée rappelé M. Revel, à l'heure où l'Assurance maladie doit économiser plus de 3 milliards d'euros par an d'ici à 2017, conséquence d'un tour de vis inédit.

Mais les médecins, toujours remontés contre la généralisation du tiers payant (dispense d'avance de frais) et inquiets de la surcharge de travail, sont bien décidés à obtenir des revalorisations tarifaires.

En particulier pour les généralistes, dont la consultation de base stagne à 23 euros depuis 2011. Un "tarif irrespectueux pour des médecins", selon le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, qui réclame un tarif "minimum de 30 euros pour tous".

"Nous voulons un traitement équitable" entre généralistes et spécialistes, a ainsi rappelé Claude Leicher, le président de MG France, plaidant pour une consultation à 25 euros.

-"Catastrophe sanitaire"-

Comme tous les syndicats, il réclame également l'ouverture aux généralistes du secteur 2, où sont autorisés les dépassements d'honoraires. Mais il s'agit d'"une ligne rouge" contraire à la politique du gouvernement, a d'ores et déjà fait savoir Nicolas Revel.

Jean-Paul Hamon, président de la FMF, exige lui "un plan Marshall de 5 milliards d'euros pour la médecine libérale", seul moyen

d'éviter une "catastrophe sanitaire" selon lui.

Profitant de l'unité affichée contre la loi Santé, les syndicats ont élaboré des propositions communes où ils réclament une meilleure protection sociale, des aides financières pour pouvoir recruter, par exemple, des secrétaires, ainsi qu'une revalorisation des consultations longues et complexes.

Celle de l'acte de base "fera partie des discussions", a insisté M. Revel, qui ne s'est pas risqué à mettre un chiffre sur la table, se contentant d'évoquer "des millions" plutôt que des milliards". "Il faudra faire des choix".

Seront aussi abordées les "rémunérations annexes" octroyées pour le suivi des patients chroniques ou des personnes âgées, conformément au souhait de la ministre de la Santé, Marisol Touraine, et des médecins.

Leur rémunération "sera augmentée, la question est sous quelle forme, de quelle manière et à quel rythme", a récemment résumé la ministre.

Les médecins devront en contrepartie participer davantage à la coordination des soins, aux actes de prévention ou de vaccination, par exemple.

Car la convention doit aussi permettre d'améliorer l'offre de soins sur tout le territoire, et de répondre à des objectifs de santé publique.

"Le chemin sera long", a concédé M. Revel à l'issue de la séance inaugurale, saluant toutefois "la tonalité tout à fait constructive" du débat.

Des deux côtés, on dit souhaiter un accord, à un an de la présidentielle. Mais, en coulisses, la percée des syndicats les plus radicaux lors des élections professionnelles, au détriment des réformistes, n'incite pas à l'optimisme.

AFP

A voir sur le web

Santé Bien-être : Le ticket modérateur : Assurance maladie



Santé : les derniers articles

Le Viagra peut sauver la vie des sportifs de l'extrême
(http://www.leparisien.fr/laparisienne/sante/le-viagra-peut-sauver-la-vie-des-sportifs-de-l-extreme-25-02-2016-5576371.php)

Cancer du côlon : comment s'en protéger ?
(http://www.leparisien.fr/laparisienne/sante/cancer-du-colon-comment-s-en-proteger-25-02-2016-5576443.php)

Restaurer le sommeil pourrait traiter les symptômes de la fibromyalgie
(http://www.leparisien.fr/laparisienne/sante/restaurer-le-sommeil-pourrait-traiter-les-symptomes-de-la-fibromyalgie-25-02-2016-5576761.php)

Pollution au cadmium dans le Gard : une vingtaine d'habitants portent plainte
(http://www.leparisien.fr/environnement/pollution-au-cadmium-dans-le-gard-une-vingtaine-d-habitants-portent-plainte-25-02-2016-5575965.php)

Essai clinique à Rennes : Biotrial nie tout lien avec les tests sur des chiens
(http://www.leparisien.fr/laparisienne/sante/essai-clinique-a-rennes-la-molecule-aurait-tue-des-chiens-lors-de-tests-25-02-2016-5575967.php)

Cancer du côlon : le dépistage précoce pourrait guérir 9 cas sur 10
(http://www.leparisien.fr/laparisienne/sante/cancer-du-colon-le-depistage-precoce-pourrait-guerir-9-cas-sur-10-25-02-2016-5576441.php)

AUTOMOBILES avec LaCentrale.fr
(http://logp2.xiti.com/go.ad?xts=40086&atc=PUB-[5]-[36]-[2448]-[2]-[1]-[0]-[2151]-&type=AT&url=http%3A%2F%2Fauto-moto.leparisien.fr%2F)

CHEVROLET SPARK

5 990 €
(http://logp2.xiti.com/go.ad?xts=40086&atc=PUB-[5]-[36]-[2448]-[2]-[1]-[0]-[2151]-&type=AT&url=http://auto-moto.leparisien.fr/auto-occasion-annonce-29598877.html)
Trouvez votre annonce
votre voiture idéale !
Rechercher
(http://logp2.xiti.com/go.ad?xts=40086&atc=PUB-[5]-[36]-[2448]-[2]-[1]-[0]-[2151]-&type=AT&url=http%3A%2F%2Fauto-moto.leparisien.fr%2F)
Trouvez votre
IMMOBILIER avec Explorimmo.com
(http://logp2.xiti.com/go.ad?xts=40086&atc=PUB-[4]-[12]-[2355]-[2]-[1]-[0]-[2148]-&type=AT&url=http%3A%2F%2Flocation-vente-immobilier.leparisien.fr%2F)

APPARTEMENT
Limoges (87)
89 000 €
(http://logp2.xiti.com/go.ad?xts=40086&atc=PUB-[4]-[12]-[2355]-[2]-[1]-[0]-[2148]-&type=AT&url=http://location-vente-immobilier.leparisien.fr/annonce-7754754.html#xtor=CS3-359-[Flux_LeParisien])

APPARTEMENT
Rueil-Malmaison (92)
329 000 €
(http://logp2.xiti.com/go.ad?xts=40086&atc=PUB-[4]-[12]-[2355]-[2]-[1]-[0]-[2148]-&type=AT&url=http://location-vente-immobilier.leparisien.fr/annonce-6705200.html#xtor=CS3-359-[Flux_LeParisien])

APPARTEMENT
Toulouse (31)
109 000 €
(http://logp2.xiti.com/go.ad?xts=40086&atc=PUB-[4]-[12]-[2355]-[2]-[1]-[0]-[2148]-&type=AT&url=http://location-vente-immobilier.leparisien.fr/annonce-7971960.html#xtor=CS3-359-[Flux_LeParisien])
Localisation Budget maxi ok
FORMATION CONTINUE FORMATION CONTINUE

Trouvez votre
formation
COMPARER
(http://logp2.xiti.com/go.ad?xts=40086&atc=PUB-[34]-[4]-[2181]-[2]-[1]-[1]-[2127]-&type=AT&url=http%3A%2F%2Fformation-continue.leparisien.fr%2F)

‹ › Tout le flash

- LE FLASH actu 17h51Football : Le TAS rejette la demande du Prince Ali

Les médecins français moins bien payés que leurs confrères européens

- Home LE SCAN ECO Eco-graphie
- - Par Marie Théobald
  - Publié le 24/02/2016 à 06:00



La négociation s'annonce ardue face à des syndicats échaudés par l'instauration d'ici à 2017 du tiers payant . Crédits photo : DOMINIQUE FAGET/AFP

LE SCAN ÉCO - Les négociations portant sur la prochaine convention liant l'Assurance-maladie aux médecins démarrent ce mercredi. Au programme la question de la rémunération.



Publicité



Bonne résolution 2016 : Apprenez une langue !

Test de niveau OFFERT !
1/5

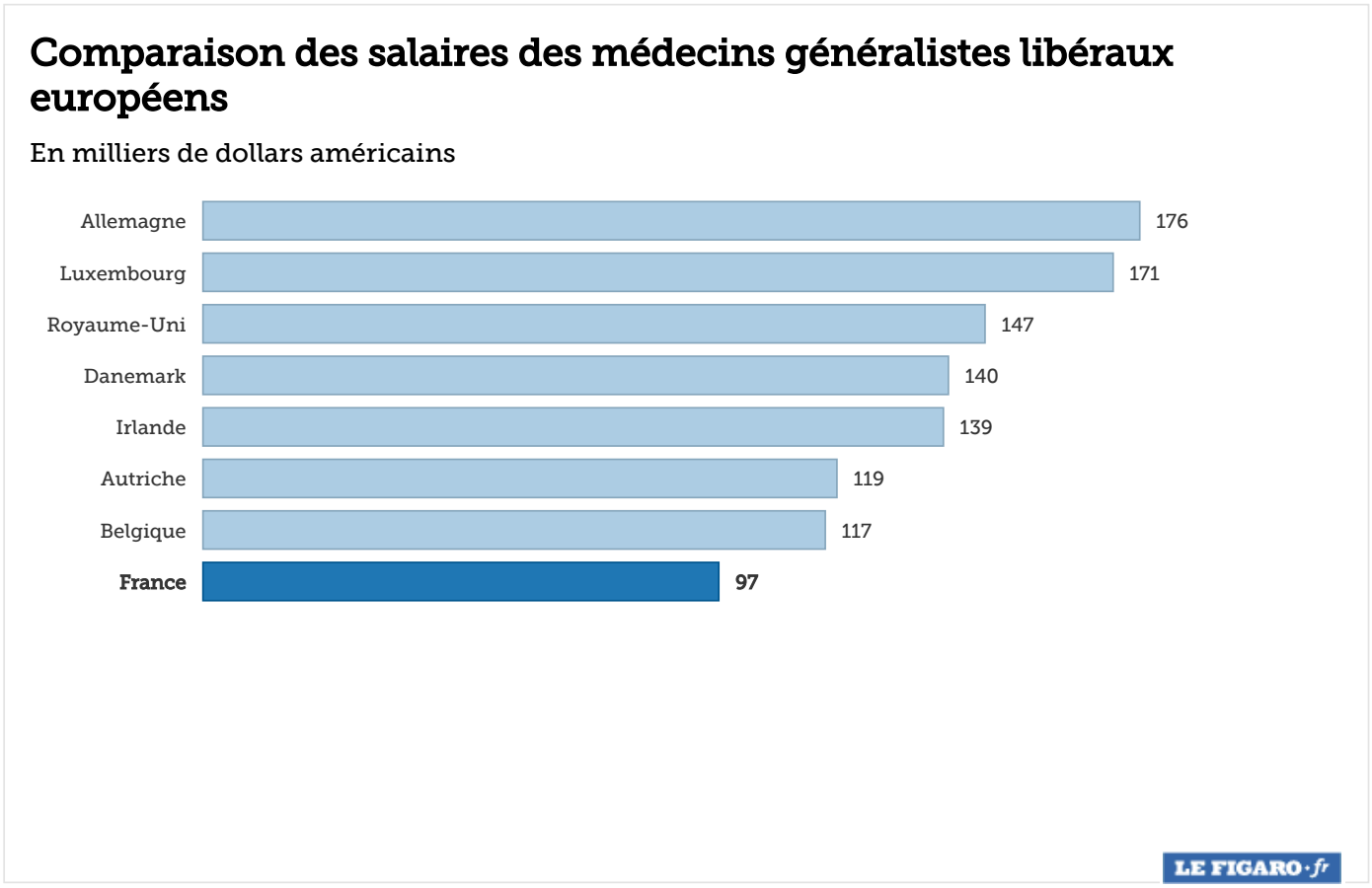
Augmenter la rémunération des médecins tout en respectant les contraintes budgétaires et en améliorant l'accès aux soins: c'est le défi à relever pour l'Assurance-maladie, qui entame mercredi la négociation avec les médecins libéraux pour une nouvelle convention quinquennale.

Les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) ont rendez-vous au siège de la Caisse nationale d'assurance maladie à Paris avec son patron, Nicolas Revel. Ce tour de chauffe permettra de préciser le calendrier, les modalités et les objectifs des discussions organisées jusqu'à l'été en vue d'un nouveau texte régissant, pour cinq ans, les relations entre les médecins et la Sécu, selon des orientations fixées par le gouvernement.

La négociation s'annonce ardue face à des syndicats échaudés par l'instauration d'ici à 2017 du tiers payant (dispense d'avance de frais) généralisé, mesure phare de la loi Santé qu'ils refusent d'appliquer. Pour les syndicats, aucun doute, le dispositif sera inapplicable et inappliqué car, selon Stéphane Landais, secrétaire général de la confédération des syndicats de médecins français (CSMF) il s'agit d'une «paperasserie» trop importante. Entre autres, les médecins seront dans l'obligation de réclamer leur dû à l'assurance maladie. Et la plupart des généralistes n'ont pas de secrétaire.

Problème, l'Assurance maladie doit économiser plus de 3 milliards d'euros par an d'ici à la fin du quinquennat. L'actuelle convention arrivant à échéance le 26 septembre, les négociateurs auront jusqu'au 26 août pour se mettre d'accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité choisie mercredi. Pour Stéphane Landais, «le tarif des consultations est irrespectueux. La consultation est à 23 euros alors qu'elle coûte 47 euros en moyenne dans l'OCDE. C'est la seule profession ou on est toujours payé au même prix».

• Combien gagnent les médecins français par rapport à leurs confrères européens?



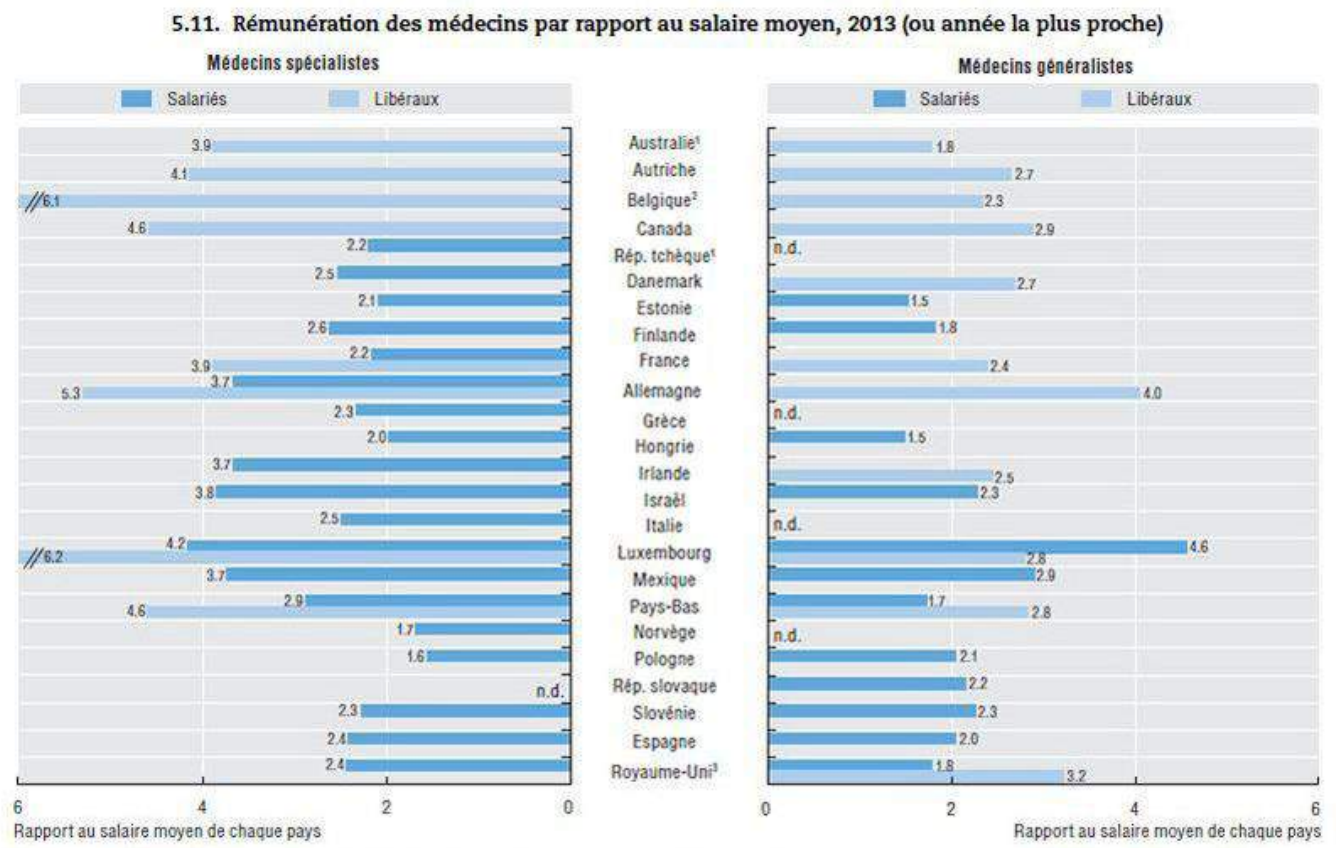
Source: Statistiques de l'OCDE sur la santé 2015 avec Datawrapper

«Les données peuvent présenter des limites. Pour la Belgique, par exemple, les données sont surestimées car les frais professionnels sont inclus. Ces données ne tiennent pas non plus compte des différences de niveau d'activité entre les pays. Dans certains pays (Autriche, Belgique, Pays-Bas et au Royaume-Uni), les données incluent les professionnels à temps partiel tandis que dans d'autres, elles ne couvrent que les médecins exerçant à temps plein», précise Caroline Berchet, analyste des politiques de santé à l'OCDE.

Les données collectées par l'OCDE se rapportent à 2011, 2012 ou 2013. Elles indiquent le niveau de rémunération des médecin généralistes (libéraux) dans chaque pays converti dans une monnaie commune, le dollar américain, corrigé par les parités de pouvoir d'achat (USD PPA). En France, par exemple, la rémunération des médecins généralistes est de 97.000 USD PPA (environ 90.000 euros). Ce qui est moins que ses voisins européens.

• Quel est le niveau du salaire moyen des médecins par rapport à celui de la population dans les différents pays?

Dans son Panorama de la santé 2015, publié en novembre 2015, l'OCDE fait un comparatif de la rémunération des médecins dans les différents pays par rapport au salaire moyen 2013 (ou année la plus proche). En France, les médecins généralistes libéraux gagnent 2,4 fois le salaire moyen de la population contre 4 fois en Allemagne ou 3,2 fois au Royaume-Uni. Mais ces données présentent les mêmes limites que celles évoquées ci-dessus.



1. Médecins en formation inclus (d'où une sous-estimation) ; en Allemagne les médecins en formation sont seulement inclus dans la catégorie des médecins libéraux.
2. Dépenses professionnelles incluses (d'où une surestimation).
3. Médecins spécialistes en formation inclus (d'où une sous-estimation).

Source : *Statistiques de l'OCDE sur la santé 2015, http://dx.doi.org/10.1787/health-data-fr.*

La rémunération des médecins en Europe. Source: OCDE.

Dans la plupart des pays, la rémunération des généralistes est inférieure à la moyenne des spécialistes. En France, les spécialistes libéraux gagnaient presque quatre fois le salaire moyen, contre un peu plus de deux fois pour les spécialistes salariés et les généralistes libéraux. Dans beaucoup de pays de l'OCDE, l'écart de revenu entre généralistes et spécialistes a continué de se creuser au cours des dix dernières années, réduisant l'attrait financier de la médecine générale.

• Pourquoi les médecins français sont-ils si mal payés par rapport aux autres pays?

«C'est une volonté délibérée des gouvernements successifs. Les médecins coûtent trop cher, et surtout il faut casser du médecin libéral, devenu la variable d'ajustement dans les dépenses de santé. C'est une volonté délibérée de tous nos gouvernements depuis des années. Il a fallu détricoter la loi Bachelot», s'emporte Stéphane Landais. Pour le secrétaire général de la CSMF, «c'est une loi dogmatique. On a clairement l'impression que l'Etat souhaite que tout se passe à l'hôpital alors qu'il faut déshospitaliser le pays».

Pour d'autres spécialistes de la santé, qui souhaitent garder l'anonymat, «au-delà de l'idéologie dans les projets de la ministre, on trouve une grosse dose d'amateurisme et de manque de connaissance du système de santé, comme bien d'autres avant elle».

Vous aimez cet article? Chaque mardi nos experts éclairent l'économie. Inscrivez-vous à la nouvelle Newsletter hebdomadaire du Scan Éco.

LE FIGARO PREMIUM
1 mois d'essai offert
sans engagement

- Les auteurs
- Sur le même sujet
- Réagir (30)
- Partager
  -
  -
  -
  -
- Imprimer
  Haut de page

le généraliste.fr

Vos syndicats satisfaits de la rentrée conventionnelle, le Collège veut muscler la ROSP

24.02.2016



Ambiance plutôt décontractée lorsque Nicolas Revel (à droite) accueille Jean-Paul Hamon (FMF), Eric Henry (SML), Jean-Paul Ortiz (CSMF) et Claude Bronner (FMF)

Il flottait comme un air de rentrée des classes à l'Assurance maladie, ce mercredi 24 février. En début d'après-midi, les syndicats ont repris le chemin de la CNAM où se tenait la 1ère réunion de négociations conventionnelles. Le début d'un marathon de « trois à quatre mois », a précisé Nicolas Revel, le directeur général de l'Assurance maladie, qui espère parvenir à la conclusion d'un texte en juillet prochain. Côté méthode, il souhaite procéder en trois temps. En mars et avril,...

Médecins et Sécu en négociation pour un juste prix de la consultation

AFP

Publié le 24/02/2016 à 15:58 - Modifié le 24/02/2016 à 17:38 | AFP

ABONNEZ-VOUS À PARTIR DE 1€



"Il faudra faire des choix". Encore échaudés par la loi Santé, les médecins libéraux ont entamé mercredi une difficile négociation avec l'Assurance maladie pour une augmentation de leur rémunération, dans un contexte économique plus contraint que jamais.

Le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, en est conscient : "les attentes sont très importantes du côté des médecins comme des patients" a-t-il déclaré à la presse lors du lancement officiel de la négociation pour une nouvelle convention quinquennale, au siège de l'institution à Paris.

Les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) sont tous invités à redéfinir d'ici l'été le texte régissant les relations entre les médecins et la Sécu.

Cette négociation se déroulera en trois étapes, a résumé M. Revel. La première, en mars et avril, concernera les travaux préparatoires avec l'exploration des différentes options et leur chiffrage. La deuxième sera la "stabilisation des pistes retenues" et la troisième la rédaction finale de la convention, avec "si possible une finalisation fin juin".

L'actuelle convention arrivant à échéance le 26 septembre, ils ont au maximum jusqu'au 26 août pour se mettre d'accord. Sans quoi une personnalité indépendante, qui doit être désignée mercredi, se chargera d'élaborer un règlement arbitral.

Le réalisme devra être de mise et la "maîtrise des dépenses" respectée, a d'emblée rappelé M. Revel, à l'heure où l'Assurance maladie doit économiser plus de 3 milliards d'euros par an d'ici à 2017, conséquence d'un tour de vis inédit.

Mais les médecins, toujours remontés contre la généralisation du tiers payant (dispense d'avance de frais) et inquiets de la surcharge de travail, sont bien décidés à obtenir des revalorisations tarifaires.

En particulier pour les généralistes, dont la consultation de base stagne à 23 euros depuis 2011. Un "tarif irrespectueux pour des médecins qui font de très longues études et travaillent en moyenne 57 heures par semaine", selon le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, qui réclame un tarif "minimum de 30 euros pour tous".

"Nous voulons un traitement équitable" entre généralistes et spécialistes, a ainsi rappelé Claude Leicher, le président de MG France, plaidant pour une consultation à

rappelle Claude Leicher, le président de MG France, plaidant pour une consultation à 25 euros.

-"Catastrophe sanitaire"-

Comme tous les autres syndicats, il réclame également l'ouverture aux généralistes du secteur 2, où sont autorisés les dépassements d'honoraires. Mais il s'agit d'"une ligne rouge" contraire à la politique du gouvernement, a d'ores et déjà fait savoir le patron de l'Assurance maladie.

Jean-Paul Hamon, président de la FMF, exige lui "un plan Marshall de 5 milliards d'euros pour la médecine libérale", seul moyen d'éviter une "catastrophe sanitaire" selon lui.

Profitant de l'unité affichée contre la loi Santé, les syndicats ont élaboré une plateforme de propositions communes où ils réclament une meilleure protection sociale, des aides financières pour pouvoir recruter, par exemple, des secrétaires, ainsi qu'une revalorisation des consultations longues et complexes.

Celle de l'acte de base "fera partie des discussions", a insisté M. Revel, qui ne s'est pas risqué à mettre un chiffre sur la table, se contentant d'évoquer "des millions" plutôt que des milliards". "Il faudra faire des choix".

Seront aussi abordées les "rémunérations annexes" octroyées pour le suivi des patients chroniques ou des personnes âgées, conformément au souhait de la ministre de la Santé, Marisol Touraine, et des médecins.

Leur rémunération "sera augmentée, la question est sous quelle forme, de quelle manière et à quel rythme", a récemment résumé la ministre.

Les médecins devront en contrepartie participer davantage à la coordination des soins, aux actes de prévention ou de vaccination, par exemple.

Car la convention doit aussi permettre d'améliorer l'offre de soins sur tout le territoire, et de répondre à des objectifs de santé publique.

Des deux côtés, on dit souhaiter un accord, à un an de la présidentielle. Mais, en coulisses, la percée des syndicats les plus radicaux lors des élections professionnelles, au détriment des réformistes, n'incite pas à l'optimisme.

24/02/2016 17:33:06 - Paris (AFP) - © 2016 AFP

Accédez à l'intégralité des contenus du Point à partir de 1€ seulement >>

INSCRIVEZ-VOUS À LA NEWSLETTER Votre email OK

SOCIÉTÉ

+ Bataclan : The Cure ne jouera pas pour la réouverture
+ Metz : deux chirurgiens suspendus après la mort d'un enfant de 11 ans
+ Églises, oui à la reconversion !
+ Brétigny : un an après l'accident, les aiguillages étaient toujours "pourris"

AILLEURS SUR LE WEB

Contenus sponsorisés Outbrain



Réforme du code du travail : «On y voit des choses hallucinantes», selon Attali
LE PARISIEN



35 stars qui ne se sont pas embellies avec l'âge
PAUSE PEOPLE



Fiat 500X, le nouveau crossover qui se décline en Look Urbain et Look Off-Road
FIAT



Sifflée, Madonna insulte



Loi Pinel : Devenir rentier



Quand faut-il réserver son

Rémunération des médecins: l'Assurance maladie entame les négociations

AFP

Publié le 24/02/2016 à 08:28 | AFP

ABONNEZ-VOUS À PARTIR DE 1€



Augmenter la rémunération des médecins tout en respectant les contraintes budgétaires et en améliorant l'accès aux soins: c'est le défi à relever pour l'Assurance maladie, qui entame mercredi la négociation avec les médecins libéraux pour une nouvelle convention quinquennale.

Les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) ont rendez-vous au siège de la Caisse nationale d'assurance maladie à Paris avec son patron, Nicolas Revel.

Ce tour de chauffe permettra de préciser le calendrier, les modalités et les objectifs des discussions organisées jusqu'à l'été en vue d'un nouveau texte régissant, pour cinq ans, les relations entre les médecins et la Sécu, selon des orientations fixées par le gouvernement.



La négociation s'annonce ardue face à des syndicats échaudés par l'instauration d'ici à 2017 du tiers payant (dispense d'avance de frais) généralisé, mesure phare de la loi Santé qu'ils refusent d'appliquer.

Et le contexte n'a jamais été aussi contraint: l'Assurance maladie doit économiser plus de 3 milliards d'euros par an d'ici à la fin du quinquennat.

L'actuelle convention arrivant à échéance le 26 septembre, les négociateurs auront jusqu'au 26 août pour se mettre d'accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité choisie mercredi.

"On va présenter les équipes, entrer sur le terrain, mettre le ballon au milieu et l'arbitre sera désigné", résume Jean-Paul Ortiz, le président de la CSMF.

En jeu, l'amélioration des prises en

En jeu, l'amélioration des prises en charge, la lutte contre les déserts médicaux ou les dépassements d'honoraires, mais surtout la hausse des revenus des médecins, réclamée depuis plus d'un an par les syndicats, certains ayant appelé les généralistes à augmenter eux-même le tarif de leur consultation, bloqué à 23 euros depuis 2011.

"La rémunération des médecins sera augmentée, la question est sous quelle forme, de quelle manière et à quel rythme", a répété dimanche la ministre de la Santé, Marisol Touraine, qui souhaite poursuivre la diversification des compensations financières octroyées aux médecins en valorisant, par exemple, leur "implication dans la lutte contre le tabac" ou la vaccination.

- 'Commande au père Noël' -

Les sommes allouées pourraient aussi être modulées en "fonction des zones d'installation", est-il précisé dans les orientations retenues par l'Assurance maladie.

Profitant du front inédit constitué contre la loi Santé, les syndicats ont élaboré une feuille de route commune, "une première historique", selon Jean-Paul Ortiz, même s'ils ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur un tarif de base.

"Chacun va mettre l'accent sur ses priorités", a expliqué Claude Leicher, le président du principal syndicat de généralistes, MG France, qui fait campagne pour une consultation à 25 euros égale à celle des spécialistes. La CSMF, elle, avait jusqu'à présent exigé une consultation de 30 euros minimum pour tous les praticiens.

Tous réclament des revalorisations tenant compte de la complexité des actes, de leur longueur, de leur caractère urgent, etc.

Il ne s'agit pas de "passer une commande au père Noël", selon Luc Duquesnel, le président de l'Unof (branche généraliste de la CSMF), mais de mettre les moyens pour favoriser le "virage ambulatoire" (transfert d'activités de l'hôpital vers la médecine libérale) prôné par le gouvernement, fait-il valoir.

Mais le seul "passage de 23 à 25 euros représenterait 550 millions d'euros par an", a déjà prévenu Nicolas Revel.

En outre, les diverses rémunérations versées pour le suivi des personnes âgées, le travail en équipe, ou les primes pour la prescription de génériques, le suivi des maladies chroniques et autres objectifs de santé publique sont venues compléter le traditionnel paiement à l'acte, rappellent les pouvoirs publics, qui soulignent que la consultation atteint 31 euros en moyenne.

Un argument balayé par les syndicats, qui réclament aussi une meilleure protection sociale face à la maternité et à la maladie ou encore des aides pour l'embauche de secrétaires.

24/02/2016 08:28:34 - Paris (AFP) - © 2016 AFP

Accédez à l'intégralité des contenus du Point à partir de 1€ seulement >>

INSCRIVEZ-VOUS À LA NEWSLETTER Votre email OK

SOCIÉTÉ

+ Fin de cavale pour Jean-François Federici
+ Salon de l'agriculture : Kafka dans le pré
+ Chômage : les chiffres de janvier attendus impatiemment
+ Le valproate responsable d'au moins 450 malformations à la naissance

AILLEURS SUR LE WEB

lepopulaire.fr

A LA UNE > NATIONAL 24/02/16 - 15H57

Médecins et Sécu en négociation pour un juste prix de la consultation



Nicolas Revel (g), directeur de l'Assurance maladie, et Emmanuel Roux, qui dirige la Mutualité française, le 17 février 2016 à Paris - JACQUES DEMARTHON/AFP

Encore échaudés par la loi Santé, les médecins libéraux ont entamé mercredi une difficile négociation avec l'Assurance maladie pour une augmentation de leur rémunération, dans un contexte économique plus contraint que jamais, qui obligera à "faire des choix".

Le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, en est conscient : "les attentes sont très importantes du côté des médecins comme des patients", a-t-il déclaré à la presse lors de l'ouverture officielle de la négociation pour une nouvelle convention quinquennale, au siège de l'institution à Paris.

Les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) sont tous invités à redéfinir d'ici l'été le texte régissant les relations entre les médecins et la Sécu.

Cette négociation se déroulera en trois étapes, a résumé M. Revel. La première, en mars et avril, concernera les travaux préparatoires avec les différentes options et leur chiffrage.

Les organisations de jeunes seront conviées à la séance du 16 mars, consacrée à la démographie. La deuxième étape sera la "stabilisation des pistes retenues", avant la rédaction de la convention, avec "si possible une finalisation fin juin".

L'actuelle convention arrivant à échéance le 26 septembre, il faut se mettre d'accord avant le 26 août. Sans quoi, une personnalité indépendante, vraisemblablement Bertrand Fragonard, sera chargée d'élaborer un règlement arbitral.

Le réalisme devra être de mise et la "maîtrise des dépenses" respectée, a d'emblée rappelé M. Revel, à l'heure où l'Assurance maladie doit économiser plus de 3 milliards d'euros par an d'ici à 2017, conséquence d'un tour de vis inédit.

Mais les médecins, toujours remontés contre la généralisation du tiers payant (dispense d'avance de frais) et inquiets de la surcharge de travail, sont bien décidés à obtenir des

revalorisations tarifaires.

En particulier pour les généralistes, dont la consultation de base stagne à 23 euros depuis 2011. Un "tarif irrespectueux pour des médecins", selon le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, qui réclame un tarif "minimum de 30 euros pour tous".

"Nous voulons un traitement équitable" entre généralistes et spécialistes, a ainsi rappelé Claude Leicher, le président de MG France, plaidant pour une consultation à 25 euros.

-"Catastrophe sanitaire"-

Comme tous les syndicats, il réclame également l'ouverture aux généralistes du secteur 2, où sont autorisés les dépassements d'honoraires. Mais il s'agit d'"une ligne rouge" contraire à la politique du gouvernement, a d'ores et déjà fait savoir Nicolas Revel.

Jean-Paul Hamon, président de la FMF, exige lui "un plan Marshall de 5 milliards d'euros pour la médecine libérale", seul moyen d'éviter une "catastrophe sanitaire" selon lui.

Profitant de l'unité affichée contre la loi Santé, les syndicats ont élaboré des propositions communes où ils réclament une meilleure protection sociale, des aides financières pour pouvoir recruter, par exemple, des secrétaires, ainsi qu'une revalorisation des consultations longues et complexes.

Celle de l'acte de base "fera partie des discussions", a insisté M. Revel, qui ne s'est pas risqué à mettre un chiffre sur la table, se contentant d'évoquer "des millions" plutôt que des milliards". "Il faudra faire des choix".

Seront aussi abordées les "rémunérations annexes" octroyées pour le suivi des patients chroniques ou des personnes âgées, conformément au souhait de la ministre de la Santé, Marisol Touraine, et des médecins.

Leur rémunération "sera augmentée, la question est sous quelle forme, de quelle manière et à quel rythme", a récemment résumé la ministre.

Les médecins devront en contrepartie participer davantage à la coordination des soins, aux actes de prévention ou de vaccination, par exemple.

Car la convention doit aussi permettre d'améliorer l'offre de soins sur tout le territoire, et de répondre à des objectifs de santé publique.

"Le chemin sera long", a concédé M. Revel à l'issue de la séance inaugurale, saluant toutefois "la tonalité tout à fait constructive" du débat.

Des deux côtés, on dit souhaiter un accord, à un an de la présidentielle. Mais, en coulisses, la percée des syndicats les plus radicaux lors des élections professionnelles, au détriment des réformistes, n'incite pas à l'optimisme.

AFP

Toutes les chaînes vidéos

lepopulaire.fr

A LA UNE > NATIONAL 24/02/16 - 08H28

Rémunération des médecins: l'Assurance maladie entame les négociations



Philippe Huguen/AFP Un médecin enregistre une consultation sur une carte vitale, en septembre 2013

Augmenter la rémunération des médecins tout en respectant les contraintes budgétair améliorant l'accès aux soins: c'est le défi à relever pour l'Assurance maladie, qui mercredi la négociation avec les médecins libéraux pour une nouvelle co quinquennale.

TOUT SAVOIR SUR LES OPÉRATIONS
DE MAINTENANCE DU RÉSEAU FERRÉ.

Les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) ont rendez-vous au siège de la Caisse nationale d'assurance maladie à Paris avec son patron, Nicolas Revel.

Ce tour de chauffe permettra de préciser le calendrier, les modalités et les objectifs des discussions organisées jusqu'à l'été en vue d'un nouveau texte régissant, pour cinq ans, les relations entre les médecins et la Sécu, selon des orientations fixées par le gouvernement.



JACQUES DEMARTHON/AFP Le président de la Caisse nationale d'assurance, Nicolas Revel, le 17 février 2016 à Paris

La négociation s'annonce ardue face à des syndicats échaudés par l'instauration d'ici à 2017 du tiers payant (dispense d'avance de frais) généralisé, mesure phare de la loi Santé qu'ils refusent d'appliquer.

Et le contexte n'a jamais été aussi contraint: l'Assurance maladie doit économiser plus de 3 milliards d'euros par an d'ici à la fin du quinquennat.

L'actuelle convention arrivant à échéance le 26 septembre, les négociateurs auront jusqu'au 26 août pour se mettre d'accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité choisie mercredi.



MIGUEL MEDINA/AFP Le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, le 11 février 2016 à Paris

"On va présenter les équipes, entrer sur le terrain, mettre le ballon au milieu et l'arbitre sera désigné", résume Jean-Paul Ortiz, le président de la CSMF.

En jeu, l'amélioration des prises en charge, la lutte contre les déserts médicaux ou les dépassements d'honoraires, mais surtout la hausse des revenus des médecins, réclamée depuis plus d'un an par les syndicats, certains ayant appelé les généralistes à augmenter eux-même le tarif de leur consultation, bloqué à 23 euros depuis 2011.

"La rémunération des médecins sera augmentée, la question est sous quelle forme, de quelle manière et à quel rythme", a répété dimanche la ministre de la Santé, Marisol Touraine, qui souhaite poursuivre la diversification des compensations financières octroyées aux médecins en valorisant, par exemple, leur "implication dans la lutte contre le tabac" ou la vaccination.

- 'Commande au père Noël' -

Les sommes allouées pourraient aussi être modulées en "fonction des zones d'installation", est-il précisé dans les orientations retenues par l'Assurance maladie.

Profitant du front inédit constitué contre la loi Santé, les syndicats ont élaboré une feuille de route commune, "une première historique", selon Jean-Paul Ortiz, même s'ils ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur un tarif de base.



KENZO TRIBOUILLARD/AFP Le président de MG France, Claude Leicher, lors d'une conférence de presse le 23 décembre 2014 à Paris

"Chacun va mettre l'accent sur ses priorités", a expliqué Claude Leicher, le président du principal syndicat de généralistes, MG France, qui fait campagne pour une consultation à 25 euros égale à celle des spécialistes. La CSMF, elle, avait jusqu'à présent exigé une consultation de 30 euros minimum pour tous les praticiens.

Tous réclament des revalorisations tenant compte de la complexité des actes, de leur longueur, de leur caractère urgent, etc.

Il ne s'agit pas de "passer une commande au père Noël", selon Luc Duquesnel, le président de l'Unof (branche généraliste de la CSMF), mais de mettre les moyens pour favoriser le "virage ambulatoire" (transfert d'activités de l'hôpital vers la médecine libérale) prôné par le gouvernement, fait-il valoir.

Mais le seul "passage de 23 à 25 euros représenterait 550 millions d'euros par an", a déjà prévenu Nicolas Revel.

En outre, les diverses rémunérations versées pour le suivi des personnes âgées, le travail en équipe, ou les primes pour la prescription de génériques, le suivi des maladies chroniques et autres objectifs de santé publique sont venues compléter le traditionnel paiement à l'acte, rappellent les pouvoirs publics, qui soulignent que la consultation atteint 31 euros en moyenne.

Un argument balayé par les syndicats, qui réclament aussi une meilleure protection sociale face à la maternité et à la maladie ou encore des aides pour l'embauche de secrétaires.

AFP

Toutes les chaînes vidéos

24/02/16 - 12h00
AFP - Le JT, 1ère édition du mercredi 24 février

Toutes les vidéos



AFP - Le JT, 2ème édition du vendredi 19 février



AFP - Le JT, 1ère édition du samedi 20 février



AFP - Le JT, 2ème édition du mercredi 17 février

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN.fr

La CNAM refuse d'élargir l'espace de liberté tarifaire des médecins

Christophe Gattuso | 24.02.2016



Nicolas Revel, directeur général de l'Assurance-maladie.
Crédit Photo : Phanie

La future convention médicale ne permettra pas à l'ensemble des médecins d'accéder à la liberté tarifaire par un libre choix de secteur.

Le directeur de la CNAM balaye la demande commune des syndicats (CSMF, FMF, MG France, FMF et Le BLOC) d'ouvrir l'accès au secteur II à tous les praticiens, quels que soient la spécialité, les titres et la date d'installation. « Je ne signerai pas une convention qui se traduirait directement par une nouvelle augmentation du taux de dépassement des médecins, affirme au "Quotidien" Nicolas Revel. Le secteur II ne sera pas ouvert aux praticiens de secteur I ». Sans surprise, le patron de la CNAM entend au contraire répondre à la commande politique de renforcer l'offre de soins à tarifs opposables.

Avec cette demande provocatrice, qui n'avait guère de chance d'aboutir, les syndicats voulaient avant tout alerter sur « l'indigence » des tarifs opposables et le carcan tarifaire. « Le secteur I est devenu indigne, résume le Dr Éric Henry, président du SML. Si on ouvrait le secteur II, tous les médecins s'y précipiteraient, ce n'était pas le cas il y a trente ans. Il faut ouvrir un espace de liberté tarifaire. »

Les forfaits et la ROSP ont certes permis de donner un peu d'oxygène à la profession ces dernières années (+9 % entre 2011 et 2014 selon la CNAM) mais le tarif facial du C reste bloqué depuis cinq ans. Ce gel de l'acte de base a amené l'ensemble des syndicats à réclamer la liberté de choix de secteur pour tout praticien (avec option réversible annuellement). « Les équipes qui opèrent ne le font pas avec les tarifs conventionnés, affirme le Dr Bertrand de Rochambeau, coprésident du BLOC. Nous avons besoin de financement. Si l'assurance-maladie n'en a pas, nous devons les trouver ! »

Le levier du contrat d'accès aux soins

Les syndicats restent du moins persuadés que les complémentaires pourraient jouer un rôle plus important dans le financement des soins en solvabilisant davantage les compléments d'honoraires. L'extension du contrat d'accès aux soins (CAS) de modération tarifaire mis en place en décembre 2013 (et souscrit par plus de 11 000 praticiens) constitue une piste sérieuse.

A ce stade, le contrat d'accès aux soins a ouvert un espace de liberté tarifaire à quelque 3 000 praticiens de secteur I titrés (anciens chefs de clinique). « Notre objectif est de permettre à tous les médecins d'accéder à des compléments d'honoraires remboursés par les complémentaires », souligne le Dr Jean-Paul Ortiz, président de la CSMF.

Cette position est aussi défendue par MG France. Le syndicat de généralistes, toujours attaché au principe d'un parcours de soins remboursables, se dit prêt à réfléchir à un « secteur I bis qui permettrait de solvabiliser des compléments d'honoraires ». « Nous ne pouvons pas continuer à laisser les généralistes dans un secteur "loser" où les tarifs sont bloqués», assume son président, le Dr Claude Leicher. À la FMF, on rêve toujours d'obtenir ce fameux secteur unique à honoraires modulables, réclamé de longue date.

Le niet de l'UNOCAM

Le directeur de l'assurance-maladie entend de son côté « poursuivre la dynamique [de régulation] engagée avec le CAS » mais il ne veut en aucun cas ouvrir un espace supplémentaire de liberté tarifaire aux praticiens de secteur I. « La priorité sera donnée à la revalorisation des tarifs opposables », tranche Nicolas Revel.

Les complémentaires ne sont pas non plus disposés à élargir le champ des honoraires libres. « Nous sommes prêts à étudier les revendications d'une hausse de rémunération en secteur I mais pas la généralisation des compléments d'honoraires, confie au "Quotidien" Fabrice Henry, président de l'UNOCAM (qui regroupe les mutuelles, les assurances et les institutions de prévoyance). Le but du CAS est de limiter la pratique des dépassements, pas de l'étendre. »

À défaut d'emporter l'adhésion, la revendication des médecins a du moins eu le mérite de rouvrir le débat sur le financement des soins par l'assurance-maladie obligatoire et complémentaire.

Source : Le Quotidien du médecin n°9474

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services ou des offres adaptés à vos centres d'intérêts | Poursuivre - En savoir plus



Début de la négociation sur la nouvelle convention des médecins libéraux

AFP
Publié le 24/02/2016 à 15:50 - Mis à jour le 24/02/2016 à 16:10

La négociation, qui s'annonce ardue, entre l'Assurance maladie et les syndicats de médecins libéraux sur la nouvelle convention quinquennale a débuté mercredi après-midi sur fond de tension budgétaire et d'attentes fortes, notamment sur la revalorisation des tarifs de consultation.

Paris, 24 fév 2016 (AFP) - La négociation, qui s'annonce ardue, entre l'Assurance maladie et les syndicats de médecins libéraux sur la nouvelle convention quinquennale a débuté mercredi après-midi sur fond de tension budgétaire et d'attentes fortes, notamment sur la revalorisation des tarifs de consultation.

"Les attentes sont très importantes du côté des médecins, comme des patients. Nous entamons la refonte de la convention dans un principe de réalité: maîtriser les dépenses de l'Assurance maladie", a déclaré Nicolas Revel, son directeur, avant le début des discussions.

Au coeur de la négociation, la revalorisation de la consultation, aujourd'hui de 23 euros pour les généralistes, un tarif inchangé depuis 2011.

Cette négociation se déroulera en trois étapes, a résumé M. Revel. La première, en mars et avril, concernera les travaux préparatoires avec l'exploration des différentes options et leur chiffrage. La deuxième sera la "stabilisation des pistes retenues" et la troisième la rédaction finale de la convention, avec "si possible une finalisation fin juin".

Les cinq syndicats représentatifs (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) participent à cette négociation au siège de la Caisse nationale d'assurance maladie à Paris avec Nicolas Revel.

Le contexte budgétaire n'a jamais été aussi contraint: l'Assurance maladie doit économiser plus de 3 milliards d'euros par an d'ici la fin du

TRIBUNE LIBRE



VIDÉOS À LA UNE



BOURSE : LA HAUSSE/BAISSE DU JOUR

Peugeot rugit en Bourse

Le titre de la marque au Lion ne gagne toutefois plus qu'un peu plus de 1%.

< > Toutes les vidéos

LES DERNIÈRES INFOS

le 25/02/2016 à 09:28
France/immobilier : le prix des logements anciens en hausse de 0,5% au 4T, stable sur un an (notaires Insee)

le 25/02/2016 à 08:37
La Bourse de Paris attendue en hausse dans le sillage de Wall Street

le 25/02/2016 à 08:34
L'euro en hausse face au dollar

quinquennat. Mais "les marges financières sont là, sinon on ne pourrait pas discuter", a-t-il souligné, sans citer de chiffres.

"Nous voulons un traitement équitable entre généralistes et spécialistes. Cela passe par une consultation à 25 euros (contre 23 actuellement), mais aussi par l'ouverture du secteur 2 aux généralistes" leur permettant des dépassements d'honoraires, a expliqué à l'AFP Claude Leicher, président de MG France, premier syndicat de généralistes, pointant l'intensification des déserts médicaux.

Du côté de la CSMF, premier syndicat de médecins, son président, Jean-Paul Ortiz, estime que "23 euros est un tarif irrespectueux pour des médecins qui font de très longues études et travaillent en moyenne 57 heures par semaine". Il demande "au minimum 30 euros de base de consultation pour tous les médecins".

"Nous sortons d'un conflit majeur avec le gouvernement (sur le tiers-payant généralisé, ndlr), la fracture est totale, relève M. Ortiz. Il faut désormais arriver à construire un système de santé en donnant des moyens à la médecine libérale, notamment pour assurer le virage ambulatoire dont le gouvernement parle tant".

Pour Jean-Paul Hamon, président de la FMF (généralistes et spécialistes), il faut "un plan Marshall de 5 milliards d'euros pour la médecine libérale".

"Les jeunes ne s'installent plus, les médecins n'ont plus envie de travailler 60 heures pour des revenus certes au dessus de la moyenne" nationale mais inférieurs à ceux de leurs confrères européens. "C'est la négociation de la dernière chance avant la catastrophe sanitaire", affirme-t-il.

L'actuelle convention arrivant à échéance le 26 septembre, les négociateurs ont au maximum jusqu'au 26 août pour se mettre d'accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité choisie mercredi.

© 2016 AFP

A NE PAS MANQUER

LES DERNIÈRES INFOS

France/immobilier : le prix des logements anciens en hausse de 0,5% au 4T, stable sur un an (notaires Insee)

Par AFP

La Bourse de Paris attendue en hausse dans le sillage de Wall Street

Par AFP

L'euro en hausse face au dollar dans un marché attentiste

Par AFP

LES DERNIÈRES VIDÉOS



Scor : le réassureur résiste bien



Peugeot rugit en Bourse



Michel Tirouflet dévoile son livre «Propos sur notre époque»

dans un marché attentiste

le 25/02/2016 à 01:06

Bourse de Tokyo: le Nikkei reprend 0,43% à l'ouverture

le 24/02/2016 à 23:06

L'euro hésite face au doll des changes instables

Toutes les brèves





EDITIONS NUMÉRIQUES

IMPÔTS Tout pour bien déclarer vos revenus en 2016



FEUILLETER

DEVENIR ABONNÉ

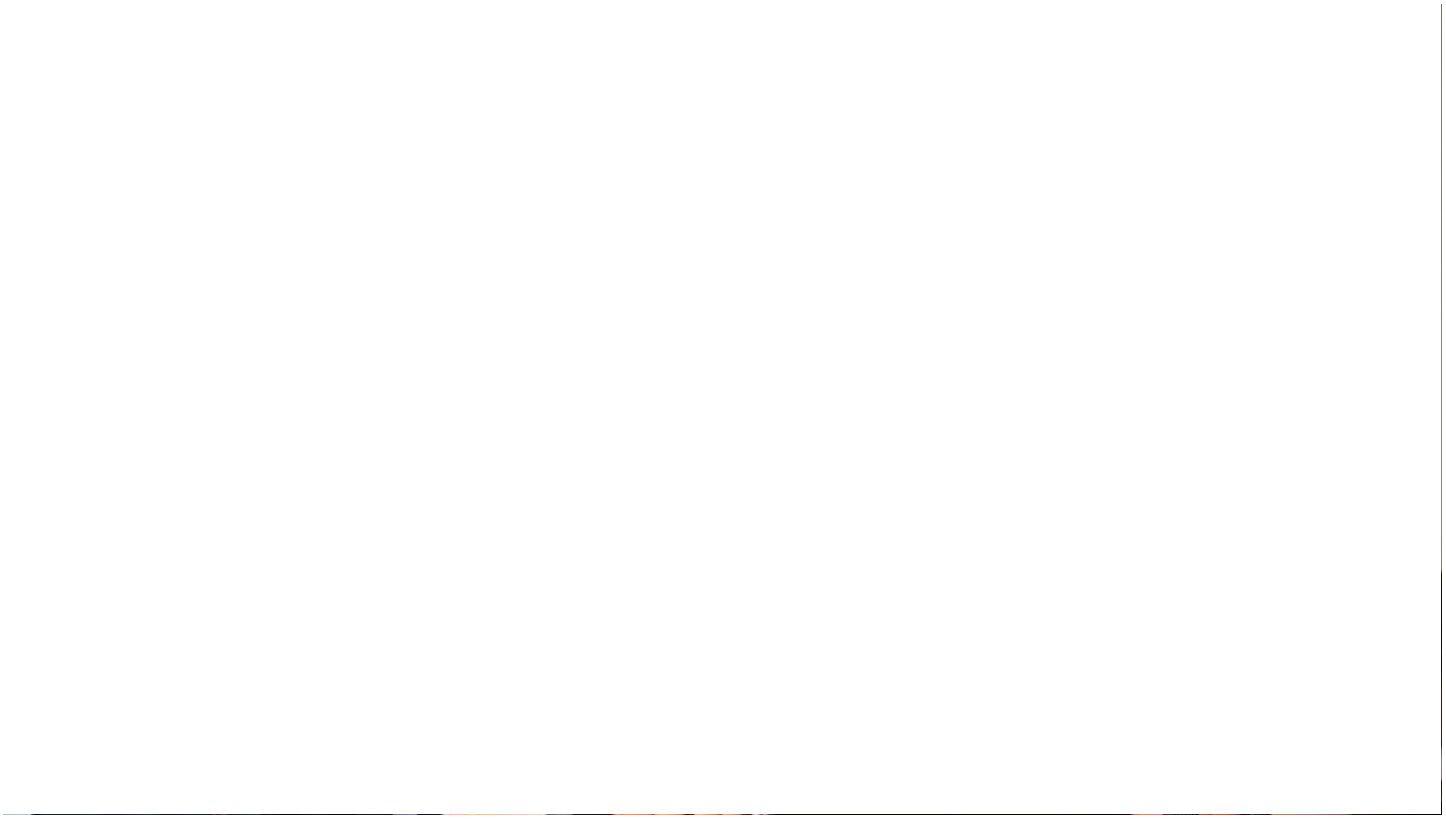
Avec Le Revenu, choisissez votre formule et accédez aux avantages et aux services réservés aux abonnés. Ne ratez plus aucun conseil !

SOCIÉTÉ

Médecins et Sécu en négociation pour un juste prix de la consultation

Par AFP , publié le 24/02/2016 à 15:57 , mis à jour à 16:54

Partager Tweeter



Nicolas Revel (g), directeur de l'Assurance maladie, et Emmanuel Roux, qui dirige la Mutualité française, le 17 février 2016 à Paris afp.com/JACQUES DEMARTHON

Paris - "Il faudra faire des choix". Encore échaudés par la loi Santé, les médecins libéraux ont entamé mercredi une difficile négociation avec l'Assurance maladie pour une augmentation de leur rémunération, dans un contexte économique plus contraint que jamais.

Le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, en est conscient : "*les attentes sont très importantes du côté des médecins comme des patients*" a-t-il déclaré à la presse lors du lancement officiel de la négociation pour une nouvelle convention quinquennale, au siège de l'institution à Paris.

Les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) sont tous invités à redéfinir d'ici l'été le texte régissant les relations entre les médecins et la Sécu.

Cette négociation se déroulera en trois étapes, a résumé M. Revel. La première, en mars et avril, concernera les travaux préparatoires avec l'exploration des différentes options et leur chiffrage. La deuxième sera la "*stabilisation des pistes retenues*" et la troisième la rédaction finale de la convention, avec "*si possible une finalisation fin juin*".

L'actuelle convention arrivant à échéance le 26 septembre, ils ont au maximum jusqu'au 26 août pour se mettre d'accord. Sans quoi une personnalité indépendante, qui doit être désignée mercredi, se chargera d'élaborer un règlement arbitral.

Le réalisme devra être de mise et la "*maîtrise des dépenses*" respectée, a d'emblée rappelé M. Revel, à l'heure où l'Assurance maladie doit économiser plus de 3 milliards d'euros par an d'ici à 2017, conséquence d'un tour de vis inédit.

Mais les médecins, toujours remontés contre la généralisation du tiers payant (dispense d'avance de frais) et inquiets de la surcharge de travail, sont bien décidés à obtenir des revalorisations tarifaires.

En particulier pour les généralistes, dont la consultation de base stagne à 23 euros depuis 2011. Un "*tarif irrespectueux pour des médecins qui font de très longues études et travaillent en moyenne 57 heures par semaine*", selon le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, qui réclame un tarif "*minimum de 30 euros pour tous*".

"*Nous voulons un traitement équitable*" entre généralistes et spécialistes, a ainsi rappelé Claude Leicher, le président de MG France, plaidant pour une consultation à 25 euros.

-"*Catastrophe sanitaire*"-

Comme tous les autres syndicats, il réclame également l'ouverture aux généralistes du secteur 2, où sont autorisés les dépassements d'honoraires. Mais il s'agit d'"*une ligne rouge*" contraire à la politique du gouvernement, a d'ores et déjà fait savoir le patron de l'Assurance maladie.

Jean-Paul Hamon, président de la FMF, exige lui "*un plan Marshall de 5 milliards d'euros pour la médecine libérale*", seul moyen d'éviter une "*catastrophe sanitaire*" selon lui.

Profitant de l'unité affichée contre la loi Santé, les syndicats ont élaboré une plateforme de propositions communes où ils réclament une meilleure protection sociale, des aides financières pour pouvoir recruter, par exemple, des secrétaires, ainsi qu'une revalorisation des consultations longues et complexes.

Celle de l'acte de base "*fera partie des discussions*", a insisté M. Revel, qui ne s'est pas risqué à mettre un chiffre sur la table, se contentant d'évoquer "*des millions*" plutôt que des milliards". "Il faudra faire des choix".

Seront aussi abordées les "*rémunérations annexes*" octroyées pour le suivi des patients chroniques ou des personnes âgées, conformément au souhait de la ministre de la Santé, Marisol Touraine, et des médecins.

Leur rémunération "*sera augmentée, la question est sous quelle forme, de quelle manière et à quel rythme*", a récemment résumé la ministre.

Partager Tweeter Whatsapp

LesEchos.fr

Tarifs des médecins : “il faudra faire des choix”, prévient l’Assurance-maladie

LES ECHOS | LE 24/02 À 12:08, MIS À JOUR À 12:16



Nicolas Revel est à la tête de l’Assurance-maladie depuis novembre 2014. **- AFP / BERTRAND LANGLOIS**

En ce jour d’ouverture des discussions entre les médecins et l’Assurance-maladie, Nicolas Revel, son patron, préviens qu’au sujet de la rémunération, « il faudra faire des choix ».

A peine les négociations ouvertes et l’Assurance-maladie pose les premiers jalons. En ce mercredi matin, premier jour des discussions avec les médecins libéraux pour une nouvelle convention quinquennale, Nicolas Revel préviens que la revalorisation de la consultation « fera partie des discussions mais il faudra faire des choix » dictés par les contraintes budgétaires.

« Le tarif de la consultation des médecins généralistes (23 euros) n’a pas été revalorisé depuis 2011 », rappelle-t-il d’abord dans une interview au « Figaro » . Mais « d’autres rémunérations annexes ont été augmentées, à hauteur de 660 millions d’euros », poursuit-il, citant la mise en place de la rémunération sur objectifs de santé publique ou le forfait médecin traitant.

> Tarifs des médecins : une négociation sous forte contrainte budgétaire

« Je souhaite que cette négociation aboutisse et je crois que c’est possible », assure le patron de l’Assurance-maladie Mais « il faudra faire des choix et établir des priorités ». Cette nouvelle convention devra aussi « apporter des réponses pour améliorer notre système de soins ».

Marisol Touraine promet une augmentation

MG France, premier syndicat chez les généralistes, et la CSMF, premier syndicat de médecins, réclament une hausse de 2 euros de la consultation de base, à 25 euros. La ministre de la Santé, Marisol Touraine, a affirmé dimanche que « la rémunération des médecins sera augmentée, la question est sous quelle forme, de quelle manière et à quel rythme ».

La ministre, qui fait face à une fronde des médecins contre l’instauration d’ici à 2017 du tiers payant généralisé , souhaite poursuivre la diversification des compensations financières octroyées aux médecins en valorisant, par exemple, leur « implication dans la lutte contre le tabac » ou la vaccination.

Au-delà de la rémunération, « les généralistes sont surchargés et aspirent à travailler mieux », reconnaît Nicolas Revel. « Pour cela, il faudra adapter les éléments de rémunérations forfaitaires. Je souhaite que la part des forfaits (12% aujourd’hui) soit confortée ». « Au total, les honoraires versés par l’Assurance-maladie ont progressé de plus de 9% en quatre ans », souligne-t-il.

Jusqu’au 26 août pour s’accorder

Les cinq syndicats représentatifs (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) ont rendez-vous ce mercredi au siège de la Caisse nationale d’assurance maladie à Paris avec Nicolas Revel.

L’actuelle convention arrivant à échéance le 26 septembre, les négociateurs ont jusqu’au 26 août pour se mettre d’accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité choisie ce mercredi. Et le contexte n’a jamais été aussi contraint : l’Assurance-maladie doit économiser plus de 3 milliards d’euros par an d’ici la fin du quinquennat.●

Pour aller plus loin

> Les médecins lancent l’offensive sur leurs tarifs
> Comment va fonctionner le tiers payant chez le médecin
> Les médecins veulent enterrer le tiers-payant
> Un tiers des consultations se font déjà sans avance de frais
> INTERVIEW Nicolas Revel : « Le tiers payant doit simplifier la vie des médecins »

Source AFP

ALERTE INFO Le chômage en forte baisse en janvier (-27.900 demandeurs d'emploi)

SOCIÉTÉ

Médecins et Sécu en négociation pour un juste prix de la consultation

Par AFP , publié le 24/02/2016 à 15:57 , mis à jour à 18:55

Partager Tweeter

Le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, et le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, à Paris le 24 février 2016 afp.com/PATRICK KOVARIK

Paris - Encore échaudés par la loi Santé, les médecins libéraux ont entamé mercredi une difficile négociation avec l'Assurance maladie pour une augmentation de leur rémunération, dans un contexte économique plus contraint que jamais, qui obligera à "faire des choix".

Le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, en est conscient : "*les attentes sont très importantes du côté des médecins comme des patients*", a-t-il déclaré à la presse lors de l'ouverture officielle de la négociation pour une nouvelle convention quinquennale, au siège de l'institution à Paris.

Les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les

spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) sont tous invités à redéfinir d'ici l'été le texte régissant les relations entre les médecins et la Sécu.

PUBLICITÉ

Learn More



inRead invented by Teads

Cette négociation se déroulera en trois étapes, a résumé M. Revel. La première, en mars et avril, concernera les travaux préparatoires avec les différentes options et leur chiffrage.

Les organisations de jeunes seront conviées à la séance du 16 mars, consacrée à la démographie. La deuxième étape sera la "*stabilisation des pistes retenues*", avant la rédaction de la convention, avec "*si possible une finalisation fin juin*".

L'actuelle convention arrivant à échéance le 26 septembre, il faut se mettre d'accord avant le 26 août. Sans quoi, une personnalité indépendante, vraisemblablement Bertrand Fragonard, sera chargée d'élaborer un règlement arbitral.

Le réalisme devra être de mise et la "*maîtrise des dépenses*" respectée, a d'emblée rappelé M. Revel, à l'heure où l'Assurance maladie doit économiser plus de 3 milliards d'euros par an d'ici à 2017, conséquence d'un tour de vis inédit.

Mais les médecins, toujours remontés contre la généralisation du tiers payant (dispense d'avance de frais) et inquiets de la surcharge de travail, sont bien décidés à obtenir des revalorisations tarifaires.

En particulier pour les généralistes, dont la consultation de base stagne à 23 euros depuis 2011. Un "*tarif irrespectueux pour des médecins*", selon le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, qui réclame un tarif "*minimum de 30 euros pour tous*".

"*Nous voulons un traitement équitable*" entre généralistes et spécialistes, a ainsi rappelé Claude Leicher, le président de MG France, plaidant pour une consultation à

25 euros.

-"*Catastrophe sanitaire*"-

Comme tous les syndicats, il réclame également l'ouverture aux généralistes du secteur 2, où sont autorisés les dépassements d'honoraires. Mais il s'agit d'"*une ligne rouge*" contraire à la politique du gouvernement, a d'ores et déjà fait savoir Nicolas Revel.

Jean-Paul Hamon, président de la FMF, exige lui "*un plan Marshall de 5 milliards d'euros pour la médecine libérale*", seul moyen d'éviter une "*catastrophe sanitaire*" selon lui.

Partager Tweeter Whatsapp

À LA UNE

POLITIQUE

MONDE

SOCIÉTÉ

SPORT

CULTURE

SCIENCES

MÉDIAS

ÉDUCATION

HIGH-TECH

INSOLITE

App Mobile
Newsletter
Abonnement

SOCIÉTÉ

Rémunération des médecins: l'Assurance maladie entame les négociations

Par AFP , publié le 24/02/2016 à 08:28 , mis à jour à 08:28

Partager Tweeter

Paris - Augmenter la rémunération des médecins tout en respectant les contraintes budgétaires et en améliorant l'accès aux soins: c'est le défi à relever pour l'Assurance maladie, qui entame mercredi la négociation avec les médecins libéraux pour une nouvelle convention quinquennale.

Les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) ont rendez-vous au siège de la Caisse nationale d'assurance maladie à Paris avec son patron, Nicolas Revel.

Ce tour de chauffe permettra de préciser le calendrier, les modalités et les objectifs des discussions organisées jusqu'à l'été en vue d'un nouveau texte régissant, pour cinq ans, les relations entre les médecins et la Sécu, selon des orientations fixées par le gouvernement.

La négociation s'annonce ardue face à des syndicats échaudés par l'instauration d'ici à 2017 du tiers payant (dispense d'avance de frais) généralisé, mesure phare de la loi Santé qu'ils refusent d'appliquer.

Et le contexte n'a jamais été aussi contraint: l'Assurance maladie doit économiser plus de 3 milliards d'euros par an d'ici à la fin du quinquennat.

L'actuelle convention arrivant à échéance le 26 septembre, les négociateurs auront jusqu'au 26 août pour se mettre d'accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité choisie mercredi.

"*On va présenter les équipes, entrer sur le terrain, mettre le ballon au milieu et l'arbitre sera désigné*", résume Jean-Paul Ortiz, le président de la CSMF.

En jeu, l'amélioration des prises en charge, la lutte contre les déserts médicaux ou les dépassements d'honoraires, mais surtout la hausse des revenus des médecins, réclamée depuis plus d'un an par les syndicats, certains ayant appelé les généralistes à augmenter eux-même le tarif de leur consultation, bloqué à 23 euros depuis 2011.

"*La rémunération des médecins sera augmentée, la question est sous quelle forme, de quelle manière et à quel rythme*", a répété dimanche la ministre de la Santé, Marisol Touraine, qui souhaite poursuivre la diversification des compensations financières octroyées aux médecins en valorisant, par exemple, leur "*implication dans la lutte contre le tabac*" ou la vaccination.

- 'Commande au père Noël' -

Les sommes allouées pourraient aussi être modulées en "*fonction des zones d'installation*", est-il précisé dans les orientations retenues par l'Assurance maladie.

Profitant du front inédit constitué contre la loi Santé, les syndicats ont élaboré une feuille de route commune, "*une première historique*", selon Jean-Paul Ortiz, même s'ils ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur un tarif de base.

"*Chacun va mettre l'accent sur ses priorités*", a expliqué Claude Leicher, le président du principal syndicat de généralistes, MG France, qui fait campagne pour une consultation à 25 euros égale à celle des spécialistes. La CSMF, elle, avait jusqu'à présent exigé une consultation de 30 euros minimum pour tous les praticiens.

Tous réclament des revalorisations tenant compte de la complexité des actes, de leur longueur, de leur caractère urgent, etc.

Il ne s'agit pas de "*passer une commande au père Noël*", selon Luc Duquesnel, le président de l'Unof (branche généraliste de la CSMF), mais de mettre les moyens pour favoriser le "*virage ambulatoire*" (transfert d'activités de l'hôpital vers la médecine libérale) prôné par le gouvernement, fait-il valoir.

Mais le seul "*passage de 23 à 25 euros représenterait 550 millions d'euros par an*", a déjà prévenu Nicolas Revel.

En outre, les diverses rémunérations versées pour le suivi des personnes âgées, le travail en équipe, ou les primes pour la prescription de génériques, le suivi des maladies chroniques et autres objectifs de santé publique sont venues compléter le traditionnel paiement à l'acte, rappellent les pouvoirs publics, qui soulignent que la consultation atteint 31 euros en moyenne.

Un argument balayé par les syndicats, qui réclament aussi une meilleure protection sociale face à la maternité et à la maladie ou encore des aides pour l'embauche de secrétaires.

Plus d'actualité :

- Comment Laure Adler s'est bêtement fait souffler le ministère de la Culture
- VIDEOS. Ligue des Champions: derrière le doublé de Messi, la fin d'une anomalie
- SOS jeunes: sortons-les de la galère!
- Zika: ce que la Polynésie peut nous apprendre, trois ans après son épidémie

Partager Tweeter Whatsapp

À LA UNE
POLITIQUE
MONDE
SOCIÉTÉ
SPORT
CULTURE
SCIENCES
MÉDIAS
ÉDUCATION
HIGH-TECH
INSOLITE
RÉGIONS
IMMOBILIER
BLOGS

App Mobile
Newsletter
Abonnement

En utilisant Yahoo vous acceptez les cookies de Yahoo/ses partenaires aux fins de personnalisation et autres usages

ASSURANCE PRÊT IMMOBILIER
Comparateur Assurance Prêt Immo Simulez & Economisez Jusqu'à 10000€

Les médecins français moins bien payés que leurs confrères européens

Par Théobald, Marie | LeFigaro.fr – il y a 11 heures

LE SCAN ÉCO - Les négociations portant sur la prochaine convention liant l'Assurance-maladie aux médecins démarrent ce mercredi. Au programme la question de la rémunération.

Augmenter la rémunération des médecins tout en respectant les contraintes budgétaires et en améliorant l'accès aux soins: c'est le défi à relever pour l'Assurance-maladie, qui entame mercredi la négociation avec les médecins libéraux pour une nouvelle convention quinquennale.

Les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) ont rendez-vous au siège de la Caisse nationale d'assurance maladie à Paris avec son patron, Nicolas Revel. Ce tour de chauffe permettra de préciser le calendrier, les modalités et les objectifs des discussions organisées jusqu'à l'été en vue d'un nouveau texte régissant, pour cinq ans, les relations entre les médecins et la Sécu, selon des orientations fixées par le gouvernement.

La négociation s'annonce ardue face à des syndicats échaudés par l'instauration d'ici à 2017 du tiers payant (dispense d'avance de frais) généralisé, mesure phare de la loi Santé qu'ils refusent d'appliquer. Pour les syndicats, aucun doute, le dispositif sera inapplicable et inappliqué car, selon Stéphane Landais, secrétaire général de la confédération des syndicats de médecins français (CSMF) il s'agit d'une «paperasserie» trop importante. Entre autres, les médecins seront dans l'obligation de réclamer leur dû à l'assurance maladie. Et la plupart des généralistes n'ont pas de secrétaire.

Problème, l'Assurance maladie doit économiser plus de 3 milliards d'euros par an d'ici à la fin du quinquennat. L'actuelle convention arrivant à échéance le 26 septembre, les négociateurs auront (...) **Lire la suite sur Figaro.fr**

Les syndicats de médecins veulent ouvrir les dépassements d'honoraires à tous les praticiens
Tiers payant: Sécu et mutuelles tentent de rassurer les médecins
Les médecins boycottent la conférence de Valls
Pourquoi les médecins n'ont plus le moral
Inscrivez-vous à la newsletter du Figaro

CONDITIONS D'UTILISATION

Envoyer à un ami

Votre Nom :

Votre Email :

Email de votre ami:

Nom de votre ami:

Laisser votre message:

Combien font 2 + 2 ? :

Fermer
Envoyer

Tarifs médicaux, congé maternité...

Négociation conventionnelle : les syndicats entament une "course de fond"

par Bruno Martrette

+A -A

Publié le 24.02.2016

Les syndicats de médecins libéraux ont élaboré une feuille de route commune pour la négociation conventionnelle qui débute. Les rémunérations seront au cœur des débats.




Photo prise lors du discours de clôture des Assises de la Médecine Libérale

C'est le rendez-vous quinquennal qu'attendent tous les médecins libéraux. Ce mercredi à 14h30 a été donné le coup d'envoi des négociations conventionnelles entre l'Assurance Maladie et les syndicats médicaux.
Au cours de réunions hebdomadaires prévues jusqu'à la mi-avril, les organisations tenteront de maintenir un mot d'ordre : l'unité.
Dans une feuille de route commune publiée vendredi dernier, les cinq syndicats représentatifs (CSMF, FMF, SML, MG France, LE BLOC) se sont ainsi mis d'accord sur des sujets épineux. Une copie à faire pâlir d'inquiétude Nicolas Revel, le directeur général de la Cnamts (1). Lui répète depuis plusieurs mois que l'ONDAM (2) pour l'année 2016 a été fixé à un niveau historiquement bas de 1,75 %.

Plusieurs tarifs de consultation

Les syndicats plaident tout d'abord pour l'équité tarifaire entre généralistes et spécialistes. Le principe d'un tarif de base à 25 euros pour tous est désormais acquis.
Autre point de convergence, le récent congé maternité accordé par Marisol Touraine aux médecins ne pratiquant pas de dépassement d'honoraires (secteur 1). Les syndicalistes veulent son extension à toutes les femmes « quel que soit le secteur d'exercice ».
Ce programme commun de près de 10 pages souligne aussi la volonté des syndicats de faire valoriser, à l'avenir, des actes jusqu'à présent oubliés des revenus des libéraux, comme le conseil téléphonique ou les actes de télémédecine.
Enfin, la question épineuse des tarifs médicaux fait elle aussi son chemin. « Sur la nomenclature des actes, tous les syndicats sont désormais d'accord pour mettre fin au tarif unique », affirme Jean Paul Ortiz, président de la CSMF.

Ecoutez...

Dr Jean-Paul Ortiz, président de la CSMF : « *Tout le monde est tombé d'accord sur le fait que les consultations lourdes doivent être mieux valorisées...*»

L'UNOF-CSMF, qui représente les généralistes de ce syndicat, a même fait une proposition s'agissant des consultations longues (ouverture d'un dossier médical, patients polypathologiques, visites à domicile, etc.) Il veut fixer le tarif à 50 euros, soit le double d'une consultation classique de spécialiste.

Améliorer les conditions de travail

Au final, un seul bémol semble persister dans ce front commun syndical, toujours le même, le tarif de base d'une consultation simple. Sur ce point, chacun garde en effet sa position, elles vont de la CSMF avec 30 euros au SML et ses 48 euros !

Le président de la FMF, Jean Paul Hamon, préfère lui insister sur ce qui rassemble, comme la volonté de créer ensemble un véritable « forfait structure » censé améliorer les conditions de travail du médecin libéral. Le syndicaliste estime l'enveloppe à 5 milliards d'euros, une somme colossale qu'il veut aller chercher dans les frais de gestion de l'Assurance Maladie, qu'il juge trop élevés, comme le soulignait aussi un récent rapport de la Cour des comptes.

Ecoutez...

Dr Jean-Paul Hamon, président de la FMF : « *Tout le monde est conscient que les médecins doivent travailler avec un vrai secrétariat et les moyens...*»

Du côté de l'Assurance Maladie, Nicolas Revel, n'a cessé de rappeler le contexte budgétaire morose de l'institution. Elle est, c'est vrai, en déficit chronique depuis 1988. Et en 2015, celui-ci s'est encore creusé. Il atteint désormais 7,4

milliards d'euros, selon la Commission des Comptes.
Dans ce contexte, le Dr Jean-Paul Hamon pense que cette dixième négociation conventionnelle sera « une course de fond », qui ne démarre pas « sous les meilleures auspices pour les syndicats », ajoute-t-il.
L'économiste de la santé Frédéric Bizard est lui plus optimiste. Contacté par *Pourquoidocteur*, il indique : « lors d'une négociation conventionnelle, tout dépend de la vision stratégique des acteurs. L'Assurance maladie à une marge de manoeuvre. Le contexte budgétaire n'excuse pas tout », martèle-t-il.

> **Ecoutez...**
>
> **Frédéric Bizard,** Économiste de la Santé à Science Po Paris : « *On sait qu'il y a des contraintes financières, mais on peut rétorquer qu'on a une surdépense d'une vingtaine de milliards d'euros sur l'hôpital...*»

Dans une interview accordée au *Figaro*, Nicolas Revel convient qu'il dispose effectivement d'une certaine marge de manœuvre, mais il prévient : « Notre unité de valeur pour cette négociation, ce seront les millions d'euros et non pas les milliards ». Et à ceux qui proposent justement de prendre à l'hôpital pour redistribuer aux libéraux, il rétorque d'ores et déjà que « ce n'est pas aussi simple ».
L'auteur de l'ouvrage « Du syndicalisme à la convention », le Dr Patrick Carlioz, rappelle pour sa part les règles du jeu. « Pour qu'une convention médicale entre en vigueur 3 des 5 syndicats représentatifs doivent la signer ». Et si tel n'est pas le cas, « c'est un règlement arbitral (ou minimum) fixé par l'Etat qui s'applique, afin que les médecins continuent à être remboursés sur le tarif de la précédente convention », conclut-il.
Des règles que les syndicats connaissent par coeur. Tous affirment qu'ils ne signeront pas un texte « a minima ». La date limite pour trouver un accord a été fixée au 26 août 2016.

(1) Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés
(2) Objectif national des dépenses d'assurance maladie

LIENS SUR LE MÊME THÈME

- Les syndicats de médecins réclament plusieurs tarifs de consultation
- Médecins : le syndicat contestataire appelle à un programme commun
- Assurance Maladie : 675 généralistes pratiquent la consultation à 25 euros

Vous aimez cet article ? Abonnez-vous à la newsletter !

Adresse mail

Abonnez-vous

NOUS VOUS RECOMMANDONS



Herbicide : Organyc rappelle des boîtes de protège-slips bio


Ebola : la moitié des survivants présentent des séquelles


Grippe aviaire : deux nouveaux foyers en Dordogne


Décès de Corentin : l'Ordre des médecins suspend les 2 chirurgiens

Noter cet article

1 2 3 4 5

OK

Partager

0 0 0

Avocat permis de conduire
Me LE DALL Avocat : 01 58 05 20 40 Alcool, stupéfiants, vitesse...

En savoir plus


Médecins et Sécu en négociation pour un juste prix de la consultation

AFP , publié le 24 février 2016 à 14h57 | 25 |



Le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, et le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, à Paris le 24 février 2016PATRICK KOVARIK

0 0 0 0

Profession

Encore échaudés par la loi Santé, les médecins libéraux ont entamé mercredi une difficile négociation avec l'Assurance maladie pour une augmentation de leur rémunération, dans un contexte économique plus contraint que jamais, qui obligera à "faire des choix".

Le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, en est conscient : "les attentes sont très importantes du côté des médecins comme des patients", a-t-il déclaré à la presse lors de l'ouverture officielle de la négociation pour une nouvelle convention quinquennale, au siège de l'institution à Paris.

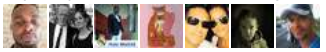
Les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et

Faire une recherche

redéfinir d'ici l'été le texte régissant les relations entre les médecins et la Sécu.

Cette négociation se déroulera en trois étapes, a résumé M. Revel. La première, en mars et avril, concernera les travaux préparatoires avec les différentes options et leur chiffrage.

Les organisations de jeunes seront conviées à la séance du 16 mars, consacrée à la démographie. La deuxième étape sera la "stabilisation des pistes retenues", avant la rédaction de la convention, avec "si possible une finalisation fin juin".

SUIVEZ-NOUS SUR FACEBOOK
RTL Info
355 496 mentions J'aime
J'aime cette Page Partager
Soyez le premier de vos amis à aimer ça.


Avocat permis de conduire
Me LE DALL Avocat : 01 58 05 20 40 Alcool, stupéfiants, vitesse...

En savoir plus


TOP FACEBOOK
ACTU SPORT PEOPLE

1 
Eloïse, disparue depuis samedi matin, a été retrouvée: MERCI à tous du fond du coeur 5286

2 On m'a injecté les matières fécales de mon mari par le rectum et cela a changé ma vie 4720

J?aimerais qu?un maximum de personnes lui envoie des cartes d?anniversaire

4 La fiancée de Salah Abdeslam dévoile tout et lui envoie un message: Je romps officiellement nos fiançailles. Tu as fait honte à nos familles 1500

VIDÉOS
24H

Une énorm
s'élève à
26/2

Marc Deli
propos lo
Anderlech
loin"
26/2

Le fonds
Gouverne
je suis arr
plus d'arg
26/2

Incendie
Schuman-
grandeur
sécurité
26/2

Voici u
moins
26/2

L'actuelle convention arrivant à échéance le 26 septembre, il faut se mettre d'accord avant le 26 août. Sans quoi, une personnalité indépendante, vraisemblablement Bertrand Fragonard, sera chargée d'élaborer un règlement arbitral.

Le réalisme devra être de mise et la "maîtrise des dépenses" respectée, a d'emblée rappelé M. Revel, à l'heure où l'Assurance maladie doit économiser plus de 3 milliards d'euros par an d'ici à 2017, conséquence d'un tour de vis inédit.

Mais les médecins, toujours remontés contre la généralisation du tiers payant (dispense d'avance de frais) et inquiets de la surcharge de travail, sont bien décidés à obtenir des revalorisations tarifaires.

En particulier pour les généralistes, dont la consultation de base stagne à 23 euros depuis 2011. Un "tarif irrespectueux pour des médecins", selon le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, qui réclame un tarif "minimum de 30 euros pour tous".

"Nous voulons un traitement équitable" entre généralistes et spécialistes, a ainsi rappelé Claude Leicher, le président de MG France, plaidant pour une consultation à 25 euros.

-"Catastrophe sanitaire"-

Comme tous les syndicats, il réclame également l'ouverture aux généralistes du secteur 2, où sont autorisés les dépassements d'honoraires. Mais il s'agit d'"une ligne rouge" contraire à la politique du gouvernement, a d'ores et déjà fait savoir Nicolas Revel.

Jean-Paul Hamon, président de la FMF, exige lui "un plan Marshall de 5 milliards d'euros pour la médecine libérale", seul moyen d'éviter une "catastrophe sanitaire" selon lui.

Profitant de l'unité affichée contre la loi Santé, les syndicats ont élaboré des propositions communes où ils réclament une meilleure protection sociale, des aides financières pour pouvoir recruter, par exemple, des secrétaires, ainsi qu'une revalorisation des consultations longues et complexes.

Celle de l'acte de base "fera partie des discussions", a insisté M. Revel, qui ne s'est pas risqué à mettre un chiffre sur la table, se contentant d'évoquer "des millions" plutôt que des milliards". "Il faudra faire des choix".

Seront aussi abordées les "rémunérations annexes" octroyées pour le suivi des patients chroniques ou des personnes âgées, conformément au souhait de la ministre de la Santé, Marisol Touraine, et des médecins.

Leur rémunération "sera augmentée, la question est sous quelle forme, de quelle manière et à quel rythme", a récemment résumé la ministre.

Pour rendre votre visite plus agréable RTL.be utilise des cookies

En consultant notre site, vous acceptez nos cookies strictement nécessaires à la navigation.

Vous pouvez modifier les paramètres des cookies à tout moment. En savoir plus.

Ne plus afficher ce message

avantage à la coordination des soins, aux actes

l'offre de soins sur tout le territoire, et de

e de la séance inaugurale, saluant toutefois "la tonalité tout à fait constructive" du débat.

Des deux côtés, on dit souhaiter un accord, à un an de la présidentielle. Mais, en coulisses, la percée des syndicats les plus radicaux lors des élections professionnelles, au détriment des réformistes, n'incite pas à l'optimisme.

Partagez 0 | Tweetez 0 | Google + 0 | Partagez par mail 0

5 Les plus anciennes tombes musulmanes de France découvertes à Nîmes 1098

6 Djuricic taclé sauvagement par un défenseur grec 1063



Bigflo décalé rap"
26/2



Les co elles n migran effort équ
26/2



Ils surfent Hawaï
26/2



Silvio Pro penalty q pas"
26/2

Incroyabl électronic poche de
26/2

Fusillade Kansas: 3 blessées
26/2

Impressio est compl après une
26/2

Informations professionnelles

Pas d'ouverture du secteur II dans la convention
La CNAM refuse d'élargir l'espace de liberté tarifaire

Le directeur de la CNAM refuse catégoriquement d'ouvrir le secteur II à tous les médecins libéraux comme le réclament les syndicats dans une plateforme commune.

● La future convention médicale ne permettra pas à l'ensemble des médecins d'accéder à la liberté tarifaire par un libre choix de secteur.

À l'ouverture des négociations conventionnelles, le directeur de la CNAM a balayé la demande commune des syndicats (CSMF, FMF, MG France, FMF et Le BLOC) d'ouvrir de facto l'accès au secteur II à tous les praticiens, quels que soient la spécialité, les titres et la date d'installation. *« Je ne signerai pas une convention qui se traduirait directement par une nouvelle augmentation du taux de dépassement des médecins*, affirme au «Quotidien» Nicolas Revel. *Le secteur II ne sera pas ouvert aux praticiens de secteur I »*. Sans surprise, le patron de la CNAM entend au contraire répondre à la commande politique de renforcer l'offre de soins à tarifs opposables.

Avec cette demande provocatrice, qui n'avait guère de chance d'aboutir, les syndicats voulaient avant tout alerter sur *« l'indigence »* des tarifs opposables et le carcan tarifaire. *« Le secteur I est devenu indigne*, résume le Dr Éric Henry, président du SML. *Si on ouvrait le secteur II, tous les médecins s'y précipiteraient, ce n'était pas le cas il y a trente ans. Il faut ouvrir un espace de liberté tarifaire. »*

Les forfaits et la ROSP ont certes permis de donner un peu d'oxygène à la profession ces dernières années (+9 % entre 2011 et 2014 selon la CNAM) mais le tarif facial du C reste bloqué depuis cinq ans. Ce gel de l'acte de base a amené l'ensemble des syndicats à réclamer **la liberté de choix de secteur** pour tout praticien (avec option réversible annuellement). *« Les équipes qui opèrent ne le font pas avec les tarifs conventionnés*, affirme le Dr Bertrand de Rochambeau, coprésident du BLOC. *Nous avons besoin de financement. Si l'assurance-maladie n'en a pas, nous devons les trouver ! »*

Le levier du CAS

Les syndicats restent du moins persuadés que les complémentaires pourraient jouer un rôle plus important dans le financement des soins en solvabilisant davantage les compléments d'honoraires. L'extension du contrat d'accès aux soins (CAS) de modération tarifaire mis en place en décembre 2013 (et souscrit par plus de 11 000 praticiens) constitue une piste sérieuse.

> **66 Priorité sera donnée à la revalorisation des tarifs opposables**
> *Nicolas Revel, directeur général de l'assurance- maladie*

A ce stade, le contrat d'accès aux soins a ouvert un espace de liberté tarifaire à quelque 3 000 praticiens de secteur I titrés (anciens chefs de clinique). *« Notre objectif est de permettre à tous les médecins d'accéder à des compléments d'honoraires remboursés par les complémentaires »*, souligne le Dr Jean-Paul Ortiz, président de la CSMF.

Cette position est aussi défendue par MG France. Le syndicat de généralistes, toujours attaché au principe d'un parcours de soins remboursables, se dit prêt à réfléchir à un *« secteur I bis qui permettrait de solvabiliser des compléments d'honoraires »*. *« Nous ne pouvons pas continuer à laisser les généralistes dans un secteur "loser" où les tarifs sont bloqués »*, assume son président, le Dr Claude Leicher. À la FMF, on rêve toujours d'obtenir ce fameux secteur unique à honoraires modulables, réclamé de longue date.

Le niet de l'UNOCAM

Le directeur de l'assurance-maladie entend de son côté *« poursuivre la dynamique* [de régulation] *engagée avec le CAS »* mais il ne veut en aucun cas ouvrir un espace supplémentaire de liberté tarifaire aux praticiens de secteur I. *« La priorité sera donnée à la revalorisation des tarifs opposables »*, tranche Nicolas Revel.

Les complémentaires ne sont pas non plus disposés à élargir le champ des honoraires libres. *« Nous sommes prêts à étudier les revendications d'une hausse de rémunération en secteur I mais pas la généralisation des compléments d'honoraires*, confie au "Quotidien" Fabrice Henry, président de l'UNOCAM (qui regroupe les mutuelles, les assurances et les institutions de prévoyance). *Le but du CAS est de limiter la pratique des dépassements, pas de l'étendre. »*

Christophe Gattuso

Une nouvelle technologie plonge juristes et avocats dans le pétrin
L'impression 3D et le casse-tête de la responsabilité juridique

CONDITIONS
D'UTILISATION
Envoyer à un ami
Votre Nom :
Votre Email :
Email de votr
Nom de votre
Laisser votre message.
Combien font 1 + 4 ? :
Fermer
Envoyer

Assurance maladie

Rémunération des médecins : les syndicats unis pour la négociation conventionnelle

par Bruno Martrette

+A -A

Publié le 25.02.2016

Mots-clés :

CSMF Assurance maladie MG France

Les syndicats de médecins libéraux ont élaboré une feuille de route commune pour la négociation conventionnelle qui débute. Les rémunérations seront au cœur des débats.




Photo prise lors du discours de clôture des Assises de la Médecine Libérale

C'est le rendez-vous quinquennal qu'attendent tous les médecins libéraux. Ce mercredi à 14h30 a été donné le coup d'envoi des négociations conventionnelles entre l'Assurance Maladie et les syndicats médicaux.
Au cours de réunions hebdomadaires prévues jusqu'à la mi-avril, les organisations tenteront de maintenir un mot d'ordre : l'unité.
Dans une feuille de route commune publiée vendredi dernier, les cinq syndicats représentatifs (CSMF, FMF, SML, MG France, LE BLOC) se sont ainsi mis d'accord sur des sujets épineux. Une copie à faire pâlir d'inquiétude Nicolas Revel, le directeur général de la Cnamts (1). Lui répète depuis plusieurs mois que l'ONDAM (2) pour l'année 2016 a été fixé à un niveau historiquement bas de 1,75 %.

Plusieurs tarifs de consultation

Les syndicats plaident tout d'abord pour l'équité tarifaire entre généralistes et spécialistes. Le principe d'un tarif de base à 25 euros pour tous est désormais acquis.
Autre point de convergence, le récent congé maternité accordé par Marisol Touraine aux médecins ne pratiquant pas de dépassement d'honoraires (secteur 1). Les syndicalistes veulent son extension à toutes les femmes « quel que soit le secteur d'exercice ».
Ce programme commun de près de 10 pages souligne aussi la volonté des syndicats de faire valoriser, à l'avenir, des actes jusqu'à présent oubliés des revenus des libéraux, comme le conseil téléphonique ou les actes de télémédecine.
Enfin, la question épineuse des tarifs médicaux fait elle aussi son chemin. « Sur la nomenclature des actes, tous les syndicats sont désormais d'accord pour mettre fin au tarif unique », affirme Jean-Paul Ortiz, président de la CSMF.

Ecoutez...

Dr Jean-Paul Ortiz, président de la CSMF : « *Tout le monde est tombé d'accord sur le fait que les consultations lourdes doivent être mieux valorisées...* »

L'UNOF-CSMF, qui représente les généralistes de ce syndicat, a même fait une proposition s'agissant des consultations longues (ouverture d'un dossier médical, patients polypathologiques, visites à domicile, etc). Il veut fixer le tarif à 50 euros, soit le double d'une consultation classique de spécialiste.

Améliorer les conditions de travail

Au final, un seul bémol semble persister dans ce front commun syndical, toujours le même, le tarif de base d'une consultation simple. Sur ce point, chacun garde en effet sa position, elles vont de la CSMF avec 30 euros au SML et ses 48 euros !
Le président de la FMF, Jean-Paul Hamon, préfère lui insister sur ce qui rassemble, comme la volonté de créer ensemble un véritable « forfait structure » censé améliorer les conditions de travail du médecin libéral. Le syndicaliste estime l'enveloppe à 5 milliards d'euros, une somme colossale qu'il veut aller chercher dans les frais de gestion de l'Assurance Maladie, qu'il juge trop élevés, comme le soulignait aussi un récent rapport de la Cour des comptes.

Ecoutez...

Dr Jean-Paul Hamon, président de la FMF : « *Tout le monde est conscient que les médecins doivent travailler avec un vrai secrétariat et les moyens...* »

Du côté de l'Assurance Maladie, Nicolas Revel n'a cessé de rappeler le contexte budgétaire morose de l'institution. Elle est, c'est vrai, en déficit chronique depuis 1988. Et en 2015, celui-ci s'est encore creusé. Il atteint désormais 7,4

milliards d'euros, selon la Commission des Comptes.
Dans ce contexte, le Dr Jean-Paul Hamon pense que cette dixième négociation conventionnelle sera « une course de fond », qui ne démarre pas « sous les meilleures auspices pour les syndicats », ajoute-t-il.
L'économiste de la santé Frédéric Bizard est lui plus optimiste. Contacté par *Pourquoidocteur*, il indique : « Lors d'une négociation conventionnelle, tout dépend de la vision stratégique des acteurs. L'Assurance maladie a une marge de manœuvre. Le contexte budgétaire n'excuse pas tout », martèle-t-il.

> **Ecoutez...**
>
> **Frédéric Bizard,** Économiste de la Santé à Science Po Paris : « *On sait qu'il y a des contraintes financières, mais on peut rétorquer qu'on a une surdépense d'une vingtaine de milliards d'euros sur l'hôpital...* »

Dans une interview accordée au *Figaro*, Nicolas Revel convient qu'il dispose effectivement d'une certaine marge de manœuvre, mais il prévient : « Notre unité de valeur pour cette négociation, ce seront les millions d'euros et non pas les milliards ». Et à ceux qui proposent justement de prendre à l'hôpital pour redistribuer aux libéraux, il rétorque d'ores et déjà que « ce n'est pas aussi simple ».
L'auteur de l'ouvrage « Du syndicalisme à la convention », le Dr Patrick Carlioz, rappelle pour sa part les règles du jeu. « Pour qu'une convention médicale entre en vigueur, 3 des 5 syndicats représentatifs doivent la signer ». Et si tel n'est pas le cas, « c'est un règlement arbitral (ou minimum) fixé par l'Etat qui s'applique, afin que les médecins continuent à être remboursés sur le tarif de la précédente convention », conclut-il.
Des règles que les syndicats connaissent par cœur. Tous affirment qu'ils ne signeront pas un texte « a minima ». La date limite pour trouver un accord a été fixée au 26 août 2016.

ariegenews | la chaîne d'information en Ariège
édition du 26 février 2016

Médecins et Sécu en négociation pour un juste prix de la consultation



Le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, et le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, à Paris le 24 février 2016
© AFP - PATRICK KOVARIK

Encore échaudés par la loi Santé, les médecins libéraux ont entamé mercredi une difficile négociation avec l'Assurance maladie pour une augmentation de leur rémunération, dans un contexte économique plus contraint que jamais, qui obligera à "faire des choix".

Le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, en est conscient : "les attentes sont très importantes du côté des médecins comme des patients", a-t-il déclaré à la presse lors de l'ouverture officielle de la négociation pour une nouvelle convention quinquennale, au siège de l'institution à Paris.

Les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) sont tous invités à redéfinir d'ici l'été le texte régissant les relations entre les médecins et la Sécu.

Cette négociation se déroulera en trois étapes, a résumé M. Revel. La première, en mars et avril, concernera les travaux préparatoires avec les différentes options et leur chiffrage.

Les organisations de jeunes seront conviées à la séance du 16 mars, consacrée à la démographie. La deuxième étape sera la "stabilisation des pistes retenues", avant la rédaction de la convention, avec "si possible une finalisation fin juin".

L'actuelle convention arrivant à échéance le 26 septembre, il faut se mettre d'accord avant le 26 août. Sans quoi, une personnalité indépendante, vraisemblablement Bertrand Fragonard, sera chargée d'élaborer un règlement arbitral.

Le réalisme devra être de mise et la "maîtrise des dépenses" respectée, a d'emblée rappelé M. Revel, à l'heure où l'Assurance maladie doit économiser plus de 3 milliards d'euros par an d'ici à 2017, conséquence d'un tour de vis inédit.

Mais les médecins, toujours remontés contre la généralisation du tiers payant (dispense d'avance de frais) et inquiets de la surcharge de travail, sont bien décidés à obtenir des revalorisations tarifaires.

En particulier pour les généralistes, dont la consultation de base stagne à 23 euros depuis 2011. Un "tarif irrespectueux pour des médecins", selon le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, qui réclame un tarif "minimum de 30 euros pour tous".

"Nous voulons un traitement équitable" entre généralistes et spécialistes, a ainsi rappelé Claude Leicher, le président de MG France, plaidant pour une consultation à 25 euros.

-"Catastrophe sanitaire"-

Comme tous les syndicats, il réclame également l'ouverture aux généralistes du secteur 2, où sont autorisés les dépassements d'honoraires. Mais il s'agit d'"une ligne rouge" contraire à la politique du gouvernement, a d'ores et déjà fait savoir Nicolas Revel.

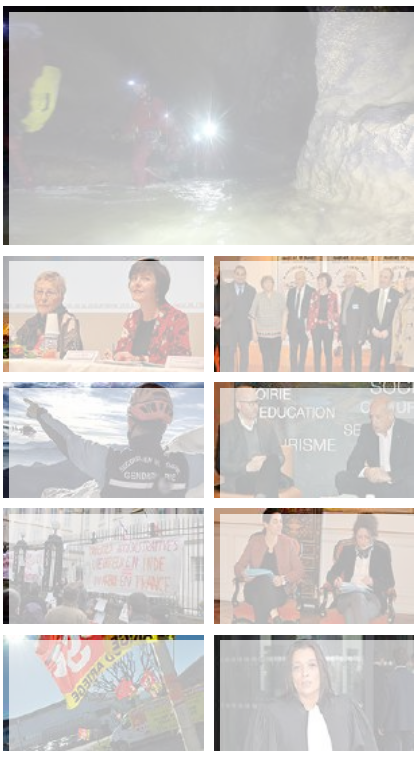
Jean-Paul Hamon, président de la FMF, exige lui "un plan Marshall de 5 milliards d'euros pour la médecine libérale", seul moyen d'éviter une "catastrophe sanitaire" selon lui.

Profitant de l'unité affichée contre la loi Santé, les syndicats ont élaboré des propositions communes où ils réclament une meilleure protection sociale, des aides financières pour pouvoir recruter, par exemple, des secrétaires, ainsi qu'une revalorisation des consultations longues et complexes.

NEWSLETTER
CHAQUE JOUR L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ EN ARIÈGE
ABONNEZ-VOUS

PUBLICITÉ


PUBLICITÉ


VIDÉOS


Celle de l'acte de base "fera partie des discussions", a insisté M. Revel, qui ne s'est pas risqué à mettre un chiffre sur la table, se contentant d'évoquer "des millions" plutôt que des milliards". "Il faudra faire des choix".

Seront aussi abordées les "rémunérations annexes" octroyées pour le suivi des patients chroniques ou des personnes âgées, conformément au souhait de la ministre de la Santé, Marisol Touraine, et des médecins.

Leur rémunération "sera augmentée, la question est sous quelle forme, de quelle manière et à quel rythme", a récemment résumé la ministre.

Les médecins devront en contrepartie participer davantage à la coordination des soins, aux actes de prévention ou de vaccination, par exemple.

Car la convention doit aussi permettre d'améliorer l'offre de soins sur tout le territoire, et de répondre à des objectifs de santé publique.

"Le chemin sera long", a concédé M. Revel à l'issue de la séance inaugurale, saluant toutefois "la tonalité tout à fait constructive" du débat.

Des deux côtés, on dit souhaiter un accord, à un an de la présidentielle. Mais, en coulisses, la percée des syndicats les plus radicaux lors des élections professionnelles, au détriment des réformistes, n'incite pas à l'optimisme.

france | actualités et économie

Aurélie CARABIN, Myriam CHAPLAIN RIOU | 24/02/2016 - 17:55

Commentaires 1 | Partager sur Facebook 0 | Ajouter à mes favoris | Imprimer | Envoyer

Lien permanent vers l'article:
http://www.ariegenews.com/news-100238.html

Recommander Partager 0

DANS LA MÊME RUBRIQUE

Manuel Valls plonge à son tour dans l'arène du Salon de l'agriculture

Essai clinique à Rennes: "je ne pouvais plus parler, plus bouger", raconte l'une des victimes dans Le Maine Libre

Lyon 1ère équipe à battre le PSG en Ligue 1 depuis le 15 mars 2015

Décès de l'architecte et théoricien de la "fonction oblique" Claude Parent

Air Cocaïne: mobilisation des soutiens de Naudin, que l'Egypte s'apprête à extrader

"No gazaran!": dans le Gard, des milliers de manifestants contre le gaz de schiste

Royal "prête" à prolonger de 10 ans les centrales nucléaires

La FNSEA chahutée par sa base

Quatre départements du Sud en vigilance orange vents violents ou avalanches

Salon de l'Agriculture: le stand Charal pris pour cible par des éleveurs

Attentat manqué de Villejuif: Ghlam implique un kamikaze du Bataclan, piste jugée peu crédible

Les Ovinpiades: un concours de bergers pour recruter des éleveurs

Après son inauguration houleuse, le Salon de l'Agriculture fait bloc derrière les éleveurs

Eleveurs: la montée en qualité, une piste pour sortir de la crise

Martine Aubry veut "sortir de la direction du PS"

Euro-2016: 7 Français sur 10 ne veulent pas de Benzema

© midinews.com - 2005-2016

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies qui permettent notamment de vous proposer contenus, services, et publicités liés à vos centres d'intérêt. > en savoir plus et paramétrer les cookies.

le quotidien de la Vienne Centre Presse

Abonnez-vous
Choisissez la formule qui vous convient

02/03/2016 08:03 | IG | | Imprimer |

PARTAGER

Médecins: "Une échéance cruciale"

La négociation sur la nouvelle convention des médecins libéraux a débuté la semaine dernière. Décryptage des principaux enjeux avec Didier Tabuteau, titulaire de la chaire santé à Sciences-Po.



Didier Tabuteau
(Photo Serge Canasse)



La négociation a lieu au siège de l'Assurance-maladie à Paris.
(AFP)

La consultation chez un généraliste passera-t-elle à 25€? C'est l'une des questions que devront trancher les discussions engagées depuis une semaine. Mais c'est loin d'être la seule. Explications.

> La négociation. Elle réunit l'Assurance-maladie et les cinq syndicats représentatifs de médecins libéraux (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens).

> Le calendrier. L'actuelle convention arrive à échéance le 26 septembre. Les négociateurs ont jusqu'au 26 août pour élaborer un nouveau texte, valable cinq ans. *« S'ils n'y parviennent pas le gouvernement nommera une personne chargée de rendre un arbitrage »*, explique Didier Tabuteau.

> Les enjeux. *« La convention médicale, c'est le texte qui organise toute la médecine de ville: l'installation des médecins, les dépassements d'honoraires, leurs montants... »*, résume Didier Tabuteau. Parmi ces points, le tarif de la consultation chez un généraliste est souvent le plus scruté. Après être passée à 22€ en 2007, puis à 23€ en 2013, grimpera-t-elle à 25€? C'est en tout cas le souhait des syndicats, dont certains réclament même *« au minimum 30€ de base de consultation pour tous les médecins »*.

Pour Didier Tabuteau, toutefois, la question tarifaire ne doit pas occulter les autres points ouverts à la

discussion. *« La négociation qui s'ouvre est une négociation d'ampleur, elle ne peut se restreindre à un sujet particulier, comme un euro sur une consultation »*, prévient-il.
Pour le titulaire de la chaire santé de Sciences-Po, la future convention devra en effet acter la montée en puissance de la médecine de ville. *« Il faut une nouvelle répartition des tâches entre les professionnels de santé à l'intérieur de centres de santé pluridisciplinaires. Il y aura donc un choix à faire pour savoir si on met plus sur le tarif de la consultation ou si on met plus sur les forfaits ou sur d'autres modes de rémunération dans ces centres de santé. »*
> Le budget. Il est très serré. *« Pour l'Assurance-maladie, l'objectif de progression des dépenses a été fixé à 1,75%, ce qui est très peu par rapport à ce qui s'est fait précédemment. Ça représente une économie de trois milliards d'euros »,* indique Didier Tabuteau. Sachant qu'une consultation à 25€ plutôt qu'à 23€ *« coûterait de l'ordre de 600 millions d'euros »*, les marges de manoeuvre semblent limitées. *« Si vous appliquez une même revalorisation à d'autres rémunérations, vous dépassez tout de suite le milliard d'euros »*, indique Didier Tabuteau. *« Or, on n'imagine mal une convention qui se traduirait uniquement par une revalorisation pour les médecins généralistes. »* En résumé: *« Il n'y a pas beaucoup d'argent sur la table pour parvenir à un accord à même de satisfaire tout le monde. »*

en savoir plus

"Il faut améliorer le sort des jeunes"

La médecine généraliste attire-t-elle toujours autant? « Oui », assure Didier Tabuteau. Plus que la médecine de cabinet, c'est l'exercice sur le mode « médecin de campagne » qui ne séduit plus les apprentis docteurs.
« Il est certain qu'il faut améliorer le sort des jeunes médecins en France, parce que quand on compare aux pays étrangers ils sont moins bien traités », estime-t-il. « Les jeunes médecins ne veulent plus être isolés mais travailler avec des infirmiers ou des pharmaciens, dans une vraie équipe. Ils ne veulent pas travailler seuls dans leurs cabinets 70 heures par semaine. C'est de la convention médicale que ce mode d'exercice plus collectif peut venir. »

Julien Proult



Grand cru & vins rares
Les plus grands vins et millésimes à porter de main avec les Enchères Cavacave.
» Cliquez ici



CITROËN C4 Vitamine
À partir de 14 490 € avec climatisation et sous condition de reprise.
» Cliquez ici



CB Gold MasterCard à 0 €
Et votre carte Gold MasterCard gratuite. Profitez-en vite !
» Cliquez ici

Publicité LIGATUS

Réagissez !

Pseudo *

Email *

Titre

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies qui permettent notamment de vous proposer contenus, services, et publicités liés à vos centres d'intérêt. **> en savoir plus et paramétrer les cookies.**

la Nouvelle République.fr

MES FAVORIS . Tours – Poitiers

France/Monde

Médecins : " Une échéance cruciale "

02/03/2016 05:37



précédente | suivante

La négociation a lieu au siège de l'Assurance-maladie à Paris. - (AFP)

La négociation sur la nouvelle convention des médecins libéraux a débuté la semaine dernière. Décryptage des principaux enjeux avec Didier Tabuteau, titulaire de la chaire santé à Sciences-Po.

La consultation chez un généraliste passera-t-elle à 25 € ? C'est l'une des questions que devront trancher les discussions engagées depuis une semaine. Mais c'est loin d'être la seule. Explications.

> La négociation. Elle réunit l'Assurance-maladie et les cinq syndicats représentatifs de médecins libéraux (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens).

> Le calendrier. L'actuelle convention arrive à échéance le 26 septembre. Les négociateurs ont jusqu'au 26 août pour élaborer un nouveau texte, valable cinq ans. *« S'ils n'y parviennent pas le gouvernement nommera une personne chargée de rendre un arbitrage »*, explique Didier Tabuteau.

> Les enjeux. *« La convention médicale, c'est le texte qui organise toute la médecine de ville : l'installation des médecins, les dépassements d'honoraires, leurs montants… »*, résume Didier Tabuteau. Parmi ces points, le tarif de la consultation chez un généraliste est souvent le plus scruté. Après être passée à 22 € en 2007, puis à 23 € en 2013, grimpera-t-elle à 25 €? C'est en tout cas le souhait des syndicats, dont certains réclament même *« au minimum 30 € de base de consultation pour tous les médecins »*.

Pour Didier Tabuteau, toutefois, la question tarifaire ne doit pas occulter les autres points ouverts à la discussion. *« La négociation qui s'ouvre est une négociation d'ampleur, elle ne peut se restreindre à un sujet particulier, comme un euro sur une consultation »*, prévient-il.

Pour le titulaire de la chaire santé de Sciences-Po, la future convention devra en effet acter la montée en puissance de la médecine de ville. *« Il faut une nouvelle répartition des tâches entre les professionnels de santé à l'intérieur de centres de santé pluridisciplinaires. Il y aura donc un choix à faire pour savoir si on met plus sur le tarif de la consultation ou si on met plus sur les forfaits ou sur d'autres modes de rémunération dans ces centres de santé. »*

> Le budget. Il est très serré. *« Pour l'Assurance-maladie, l'objectif de progression des dépenses a été fixé à 1,75 %, ce qui est très peu par rapport à ce qui s'est fait précédemment. Ça représente une économie de trois milliards d'euros »*, indique Didier Tabuteau. Sachant qu'une consultation à 25 € plutôt qu'à 23 € *« coûterait de l'ordre de 600 millions d'euros »*, les marges de manœuvre semblent limitées. *« Si vous appliquez une même revalorisation à d'autres rémunérations, vous dépassez tout de suite le milliard d'euros »*, indique Didier Tabuteau. *« Or, on n'imagine mal une convention qui se traduirait uniquement par une revalorisation pour les médecins généralistes. »* En résumé : *« Il n'y a pas beaucoup d'argent sur la table pour parvenir à un accord à même de satisfaire tout le monde. »*

en savoir plus

" Il faut améliorer le sort des jeunes "

La médecine généraliste attire-t-elle toujours autant ? *« Oui »*, assure Didier Tabuteau. Plus que la médecine de cabinet, c'est l'exercice sur le mode « médecin de campagne » qui ne séduit plus les apprentis docteurs.

« Il est certain qu'il faut améliorer le sort des jeunes médecins en France, parce que quand on compare aux pays étrangers ils sont moins bien traités », estime-t-il. « Les jeunes médecins ne veulent plus être isolés mais travailler avec des infirmiers ou des pharmaciens, dans une vraie équipe. Ils ne veulent pas travailler seuls dans leurs cabinets 70 heures par semaine. C'est de la convention médicale que ce mode d'exercice plus collectif peut venir. »

Julien Proult

Suivez-nous sur **Facebook**

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN.fr

ASV : le programme des médecins libéraux pour préserver le régime

Anne Bayle-Iniguez | 04.03.2016



Crédit Photo : Phanie

À quelques jours de la prochaine séance de négociation avec l'assurance-maladie, le 16 mars prochain, les cinq syndicats de médecins libéraux précisent comment ils souhaitent ajuster le régime ASV dans la future convention médicale.

Dans un communiqué de presse commun, la CSMF, le SML, la FMF, MG France et le BLOC posent une condition préalable : que les caisses s'engagent à « financer sans plafonnement à hauteur des 2/3 » les cotisations du régime ASV...

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services ou des offres adaptés à vos centres d'intérêts | Poursuivre - En savoir plus

Cardiologue.com
49 années de présence auprès des cardiologues

389, FENÊTRE SUR... 2016

Négociations conventionnelles : Grande conférence pour les uns, Etats généraux pour les autres

• 12 mars 2016 • Commentaires fermés



Tandis qu'au Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE), à deux pas du Trocadéro, se déroulait la grand messe de la Grande conférence de santé voulue par Manuel Valls, dans un hôtel du XV^e^ arrondissement parisien, le quintette des syndicats de médecins libéraux représentatifs, la CSMF, le SML, la FMF, MG France et Le Bloc, tenaient les Etats généraux de la médecine libérale et accordaient leurs violons pour élaborer une plate-forme commune en vue des futures négociations conventionnelles.

Pour lire cet article, vous devez être abonné à la revue
Le Cardiologue S'ABONNER

La lecture des archives est réservée à nos abonnés papier

Connectez vous avec vos identifiants :

Log In

Username or E-mail

Password

Remember Me

SYNDICARDIO (SNSMCV

Recherche...

Informations profe



N° 388 - Janvi



Cahier FMC



Archives anciens



Archives F

Log In

Mot de passe perdu ?

Si vous ne connaissez pas votre mot de passe, cliquez ici Retrouver mon mot de passe

Si vous ne parvenez pas à vous connecter, contactez-nous

Articles Sur Le Même Thème

- Négociations conventionnelles : Un fil rouge pour la future convention
- Négociations conventionnelles : La Grande conférence de santé en 22 mesures
- La colère en préambule des négociations conventionnelles
- États généraux un peu trop… généralistes : la confusion s'installe, le doute s'instille

← On prend les mêmes…



Informations sy



Lettre d'information



Articles les pl

Petites Annonces

Les lécythes funéraires a blanc

Le Gattamelata (Suite)

La Dame d'Auxerre

Les cotations d'échocard du cardiologue de garde

1492, Salvador Dali

La Madone de Tarquinia Lippi (1406-1469) et la pa

Mehmed II le Conquéra Constantinople

Antonello de Messine (v l'art du portrait

La chapelle Foujita – Rei

Une tête de caractère de Messerschmidt

CSC et C2 + DEQP003 : q différences ?

Copyright © 2016 Le cardiologue. All Rights Reserved.

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN.fr

Protection sociale, ASV, démographie : les syndicats se préparent à une négo « compliquée »

Marie Foult | 15.03.2016



Crédit Photo : S. TOUBON

Les négociations conventionnelles entrent dans le vif du sujet ce mercredi 16 mars. L'ensemble des syndicats de médecins libéraux représentatifs (CSMF, FMF, MG France, SML et le BLOC) sont attendus au siège de la CNAM en compagnie des organisations d'étudiants, internes, chefs et jeunes généralistes.

La séance du matin sera dédiée à la démographie et à l'installation avec une partie sur l'accès aux soins spécialisés (aides pour les ophtalmos). MG France attend des…

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services ou des offres adaptés à vos centres d'intérêts | Poursuivre - En savoir plus

NOUVELLE VIDÉO
AU RAYON X
Scoliose : jusqu'où évoluera-t-e

Miroir Social : votre réseau d'information sociale

Nouvelle Convention médicale: des négociations qui s'annoncent difficiles

mars 26

par Françoise Lemaulf Theme: Protection sociale

Les négociations de la future convention médicale, qui régira pendant 5 ans les relations entre l'Assurance maladie et les médecins libéraux, ne seront-elles qu'une affaire de gros sous ? Pas seulement espère Jocelyne Marmande, secrétaire confédérale de FO chargée de la protection sociale.

Les négociations de la future convention médicale, qui régira pendant 5 ans les relations entre l'Assurance maladie et les médecins libéraux, ne seront-elles qu'une affaire de gros sous ? Pas seulement espère Jocelyne Marmande, secrétaire confédérale de FO chargée de la protection sociale. « La rémunération des médecins en est effectivement l'enjeu principal, mais il y a une vraie politique de prévention qui est souhaitée et qui va être mise en place. L'articulation Ville hôpital et la démographie médicale entrent également dans la négociation. »

Jocelyne Marmande ne cache néanmoins pas ses réserves. Premier grief : la nouvelle convention place le médecin au centre des débats au détriment de l'assuré social.

Des négociations qui s'annoncent difficiles

Autre souci, et non des moindres : il est difficile de négocier une nouvelle convention médicale lorsqu'aucun bilan de la précédente n'a encore été communiqué. « Ce manque de visibilité est la raison pour laquelle nous n'étions pas favorables à la nouvelle convention médicale telle que proposée. »

Le top départ des négociations a été lancé le 24 février 2016. Elles aboutiront à un texte qui entrera en vigueur le 26 septembre, date de l'échéance de la convention actuelle. Faute d'accord, une personnalité élaborera un règlement arbitral.

À la table des négociations : les représentants de l'Assurance maladie et les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le BLOC pour les chirurgiens).

Rémunérations des médecins, quel est le montant réel ?

Que veulent les médecins ? Principalement une augmentation du prix de la consultation. MG France souhaite qu'elle passe de 23 € à 25 € tandis que la CSMF pousse jusqu'à 30 €.

Des demandes bien difficiles à satisfaire dans un contexte de restrictions budgétaires : Une augmentation de 1 euro coûterait 250 millions d'euros par an à l'Assurance maladie.

Mais combien sont vraiment rémunérés les 116 856 médecins répertoriés fin décembre 2014 et conventionnés en secteur 1 ? « Certainement pas 23 €, précise Jocelyne Marmande. Quand le patient paie cette somme à son généraliste, l'Assurance maladie verse aux médecins des forfaits qui, selon les cas, font monter la note jusqu'à 31,49 € en moyenne ».

Toutes ces rémunérations supplémentaires ont progressé de 10 % en deux ans et demi affirmait en janvier 2016

le ministère de la Santé. Or, l'objectif de l'Assurance maladie prévoit une diminution des dépenses de 3,5 milliards d'euros par an jusqu'en 2017.

Qui va payer la note ?

« On ne sait pas quels leviers vont être utilisés, regrette Jocelyne Marmande. Si la consultation augmentait, a priori, le remboursement suivrait sur le régime de base. Mais dans quelle mesure ? C'est l'inconnue. »

Le calendrier des négociations est fixé

Jusqu'à fin avril, syndicats et Assurance maladie poseront sur la table, une fois par semaine, leurs propositions sur un certain nombre de thèmes : démographie médicale, conditions d'exercice et valorisation de la pratique, spécialités cliniques et techniques, protection sociale, rémunération sur objectif de santé publique et prévention, dépassements d'honoraires, relations conventionnelles.

Puis en mai et juin se tiendra la négociation véritable avec le rendu d'un texte final fin juin. La date butoir pour la signature a été fixée le 26 août.

source: ND/FOH

À propos de l'auteur



- **Françoise Lemaulf**
- FO Finances
- FO

- Nombres d'articles : 5
- Inscrit le 22 juil., 2008

Derniers articles

- **RSA : en route vers sa renationalisation**
- **Baromètre santé 360: La santé en débat**
- **Baromètre Drees: Des prestations sociales, largement méconnues des Français**
- **Pour l'Institut de la protection sociale toute la retraite supplémentaire doit être concernée**
- **Généralisation du tiers payant : mode d'emploi**
- **Assurance maladie : Les négociations avec les médecins sur la convention médicale débutent cette semaine**
- **Grève des orthophonistes : le gouvernement entendra-t-il les revendications ?**
- **Quelle est l'opinion des Français face à la perte d'autonomie: Les résultats du dernier Baromètre Autonomie 2015 OCIRP - France Info - Le Monde**
- **Protection sociale : De singulières propositions du CAE**
- **Complémentaire santé en entreprise : une généralisation qui produit des effets pervers**

Voir son blog »

Controverse

Acupuncteurs, homéopathes, médecins du sport… Sont-ils un obstacle à l'accès aux soins ?

Les « médecins à expertise particulière » ne sont ni exclusivement généralistes ni vraiment spécialistes. L'Assurance-maladie les évalue à un peu moins de 7000 sur l'ensemble du territoire et leur rôle dans l'évolution de l'accès aux soins fait débat, certains regrettant qu'ils reçoivent peu de patients ou n'assurent pas de gardes

Les faits — La prochaine séance de négociation entre médecins et Assurance-maladie se tient jeudi prochain. Au programme des discussions : les spécialités techniques, les missions de coordination entre médecins et la télémédecine.

Sur un peu plus de 60 000 médecins généralistes en 2015, l'Assurance-maladie estime à 6 794 le nombre des « médecins à expertise particulière » (MEP), c'est-à-dire ayant fait valoir une qualification spécifique non reconnue comme une spécialité à part entière (acupuncture, homéopathie, allergologie, médecine du sport, échographie ou encore médecine thermale). En réalité, les syndicats de médecins estiment que ce chiffre est largement sous-estimé parce que cette mention est facultative et que beaucoup d'entre eux ne tiennent pas forcément à être identifiés par leur seule « expertise ». Corinne Le Sauder, présidente de la FMF-UMEP (la structure qui les représente au sein du syndicat FMF) assure que « près de 70 % des médecins généralistes ont une expertise particulière à des degrés variables » et que très peu d'entre eux ont une compétence exclusive.

Selon un ancien responsable syndical, leur développement représente un danger pour la médecine généraliste dite « de premier recours ». De même, pour Martial Olivier-Koehret, ancien président du premier syndicat chez les médecins généralistes, MG-France, et désormais président de l'association Soins coordonnés, « il y a un vrai sujet » derrière le développement de cette médecine d'expertise. Martial Olivier-Koehret interprète le phénomène comme le prolongement de la « stratégie de différenciation » qui a été à l'origine de l'émergence des médecins spécialistes de ville entre les années 190 et 1950. Une stratégie qui leur a permis « d'obtenir une restriction de leur activité à un certain nombre d'actes, mieux rémunérés ».

Appliquée aux médecins généralistes, cette stratégie permettrait aux médecins qui font valoir une expertise particulière de ne recevoir d'une partie des patients. « Ils travaillent plus souvent sur rendez-vous et font moins de gardes », affirme le président de Soins coordonnés. Dans un contexte de démographie médicale déclinante, « pour que la population soit mieux soignée, nous avons plutôt intérêt à soutenir au contraire les médecins généralistes « de plein exercice » qui sont « en bout de chaîne et qui reçoivent tout le monde », assure-t-il.

320 patients par médecin. De fait, alors qu'un médecin généraliste compte en moyenne 864 patients l'ayant choisi comme médecin traitant, l'Assurance-maladie n'en recense que

320 pour les médecins à expertise particulière. Un chiffre qui ne surprend pas Éric Henry, président du syndicat SML (et lui-même « MEP »), dans la mesure où ces médecins « reçoivent souvent les patients plus longuement » et font de la place dans leur plannings pour d'autres patients adressés par leurs collègues.

Son homologue de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, relativise : certains « MEP » ont presque autant de patients suivis que la moyenne des autres généralistes. C'est le cas des médecins du sport et dans une moindre mesure des homéopathes. À l'autre extrémité, certaines « expertises » sont en train de devenir des spécialités à part entière. C'est le cas des angiologues (spécialistes des vaisseaux), tandis que d'autres peinent à le devenir, comme les allergologues, « à cause du lobby des médecins ORL » assure Martial Olivier-Koehret.

Ces médecins peuvent-ils contribuer à restreindre l'accès à la médecine de premier recours ? Corinne Le Sauder assure au contraire que leur spécialité les aide parfois à faire face à la diversité des cas qui se présentent dans leur cabinet – diversité à laquelle leur formation à l'hôpital ne les prépare pas toujours – et fait parfois d'eux les médecins de « dernier recours » ; ceux qu'on va voir lorsqu'on n'a pas trouvé de réponse ailleurs.

Le représentant des généralistes Claude Leicher note toutefois que leur développement poseraient effectivement un problème si les patients n'avaient plus d'autres médecins généralistes à qui s'adresser. Mais « cela fait partie de la liberté de choix que les Français tiennent à conserver », concède-t-il.

L'actualité en vidéo sur lopinion.fr : Nicolas Dupont-Aignan : « Les I

PUBLICITÉ

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN.fr

Tarifs des actes techniques : la CNAM envisage des hausses ciblées... mais aussi des baisses

Marie Foult | 07.04.2016



Crédit Photo : S. TOUBON

Lors de la séance de négociations conventionnelles consacrée ce jeudi aux spécialités techniques, l'Assurance-maladie a proposé aux syndicats plusieurs évolutions de la nomenclature des actes techniques (CCAM), à la hausse mais aussi à la baisse.

Dans un document que « le Quotidien » s'est procuré, la CNAM précise en effet qu'une opération de maintenance régulière de la CCAM technique (en clair l'actualisation des tarifs CCAM pour prendre en compte l'innovation) suppose « d'accepter des variations positives et négatives impactant les tarifs et les revenus ».

Toutefois, « dans le cas de baisses de tarifs d'actes », il convient « de prévoir un mécanisme de lissage progressif des impacts afin d'éviter toute baisse brutale des revenus », précise la CNAM dans ce même document.

Même si la caisse y met les formes, la perspective d'un coup de rabot tarifaire (et donc d'actes perdants) ne passe pas chez les syndicats. « Nous n'accepterons pas de baisses de tarifs », a déclaré d'emblée au « Quotidien » le Dr Jean-Paul Ortiz, président de la CSMF. La réaction est la même du côté du Syndicat des médecins libéraux (SML).

Afin d'améliorer sa méthode de hiérarchisation des actes techniques, la CNAM envisage une mesure de « durée observée » et la prise en compte de la courbe d'apprentissage (des nouvelles techniques), avec une réévaluation régulière. Elle se dit également disposée à revoir l'appréciation du coût de la pratique (objectivation des charges, prise en compte des volumes…).

Cibler les « revalos » sur les actes à fort impact de santé publique

Pour les spécialités techniques toujours, les revalorisations tarifaires concerneraient des actes « ciblés, à fort impact en termes de santé publique ».

Le document cite à cet égard les actes de chirurgie carcinologique lourde et les actes de reconstruction après cancer, comme la chirurgie mammaire reconstructrice ; la tarification des biopsies multiples dans le cadre des maladies inflammatoires chroniques de l'intestin ; la re-description de certains actes comme l'électroencéphalogramme ; le passage au tarif cible (réévalué) de certains actes lourds comme les actes de chirurgie du globe oculaire ou les actes interventionnels sur l'appareil digestif (mucosectomie, endoscopie bilio-pancréatique…).

Il est également envisagé de prendre en charge les « innovations à forte valeur ajoutée médicale ». Le document de travail remis aux syndicats cite la thrombectomie des artères intracrâniennes par voie endovasculaire pour l'AVC, et l'élargissement des indications de prise en charge de la mesure de la fibrose hépatique à l'hépatite B chronique.

Enfin, la CNAM propose de mieux prendre en compte des « modes de prise en charge particuliers », comme la chirurgie infantile (avec la création d'un modificateur pour certains actes concernant les enfants de moins de 4 ans) ; mais aussi les actes réalisés en urgence, en lien avec le dossier des actes non programmés.

La CNAM souligne qu'il ne s'agit que de « premières pistes » et n'a pas précisé, à ce stade, l'enveloppe financière qu'elle réservera à cette révision de la CCAM technique.

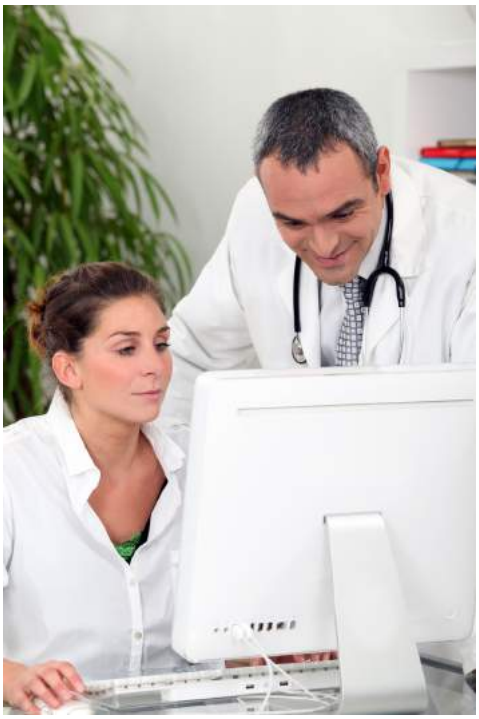
Source : Lequotidiendumedecin.fr

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services ou des offres adaptés à vos centres d'intérêts | Poursuivre - En savoir plus

- Masquer

Publié le 14/04/2016

L'Assurance maladie prête à aider les médecins à engager de super secrétaires



Paris, le jeudi 14 avril 2016 – Toutes les enquêtes conduites par les syndicats de médecins libéraux ou par le Conseil de l'Ordre retrouvent systématiquement l'accroissement des tâches administratives en tête des préoccupations des praticiens. L'envahissement des formulaires, la multiplication des coups de fil à donner et autres démarches sont autant d'empiètement sur le temps médical et contribuent à miner l'enthousiasme des médecins. Aussi, pour les organisations, cette question doit être un thème central des actuelles négociations conventionnelles.

L'emploi d'une secrétaire n'est pas insurmontable

Le sujet a été clairement abordé hier lors d'une nouvelle réunion. L'Assurance maladie s'est révélée prête à « *valoriser* » l'emploi de secrétaires coordinatrices dans le cadre d'une rémunération forfaitaire dédiée au suivi de la patientèle. Pour la CNAM, aujourd'hui, l'emploi d'une secrétaire n'est pas incompatible avec les revenus des médecins, à condition qu'ils ne soient pas isolés. Dans les cabinets de groupe, la mutualisation des charges autorise « *l'emploi d'un secrétariat sans perte de revenu à partir de deux médecins et avec revenu supplémentaire à partir de trois médecins* » a calculé l'Assurance maladie. Néanmoins, elle est prête à faire un geste, à la condition que les nouvelles secrétaires ne se contentent pas de prendre les rendez-vous mais puissent également assurer la gestion des cas complexes. Il s'agirait, selon un exemple donné par les responsables de la CNAM et cité par Les Echos, d'aider les patients à organiser l'intervention d'une aide à domicile, de professionnels de santé paramédicaux et même de trouver une aide ménagère. On rappellera qu'aujourd'hui, 56 % des médecins généralistes bénéficient d'un secrétariat médical et que dans 72 % des cas la secrétaire procède à des appels téléphoniques à la demande des praticiens.

Télémédecine : des souhaits mais peu de moyens

Outre ces questions ayant trait à l'organisation des cabinets, le développement de la télémédecine était également à l'ordre du jour des discussions hier. Il a notamment été question du déploiement du dossier médical partagé et de la messagerie sécurisée des professionnels de santé, autant de dossiers considérés par beaucoup comme des arlésiennes. La CNAM a également insisté sur son souhait de voir se développer de nouveaux projets de télémédecine. Cependant, le quota maximum de trois téléconsultations par patient et par an pourrait représenter un frein certain !

Des sujets qui fâchent davantage

Prégnants, les thèmes abordés hier étaient cependant moins sensibles que ceux qui occupaient les négociateurs la semaine dernière, qui se penchaient sur la cotation des actes techniques. La CNAM a en effet abattu ses cartes en annonçant que les hausses de tarif seraient sans doute compensées par des baisses parallèles. Evidemment, une telle optique fait bondir les syndicats. La Fédération des médecins de France (FMF) a sévèrement rappelé que « *toutes les spécialités cliniques souffrent d'une absence de revalorisation*

réelle de leurs honoraires », tandis que le Bloc affirme que « *l'obstétrique est sinistrée et la chirurgie ne se maintient à flot que par les compléments d'honoraires* ». La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et le Syndicat des médecins libéraux (SML) s'inscrivent sur cette même ligne de refus de toute baisse des tarifs. Ainsi, si les rencontres se succèdent dans un climat serein (en apparence), les syndicats demeurent extrêmement vigilants et affichent leur détermination à rejeter toute proposition qui pourrait signifier de nouveaux reculs pour les praticiens libéraux.

Aurélie Haroche

Copyright © http://www.jim.fr

SUR UN THÈME PROCHE

Accès au secteur 2 pour tous, revalorisation des consultations longues et indemnités maladies : les attentes des médecins

Les négociations conventionnelles peuvent-elles aboutir ?

Négociations conventionnelles : front uni, mais… revendications parfois différentes



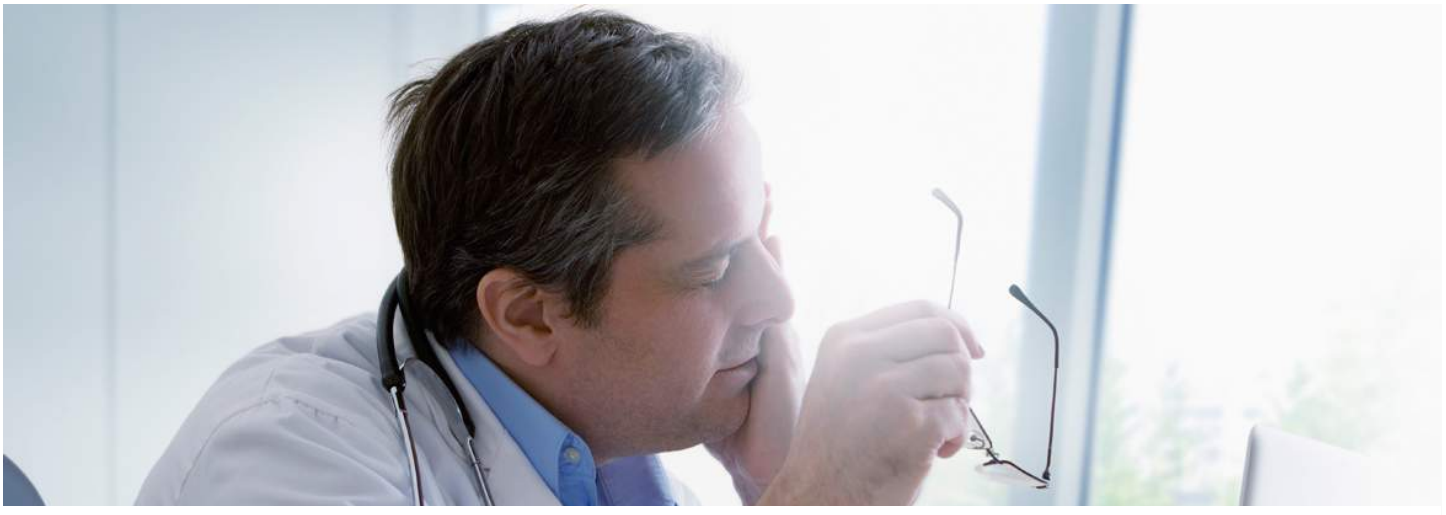
A LA UNE

INFOGRAPHIES

© Capital

Publié le 03/05/2016 à 14:41

MÉDECINS : UN BILAN DE SANTÉ PRÉOCCUPANT



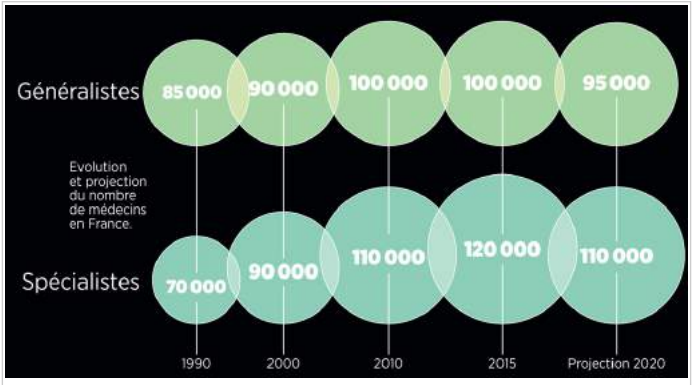
©ImageSsource/REA

Remontés contre le projet de loi santé de Marisol Touraine (en particulier contre le tiers payant généralisé), les médecins sont prêts à en découdre.



Une belle occasion s'offre à eux : depuis fin février, ils négocient la convention qui va les lier pendant cinq ans avec la Caisse d'assurance-maladie. "Nos honoraires doivent être revalorisés !", prévient le Dr Eric Henry, président du Syndicat des médecins libéraux. Les praticiens, qui figurent parmi les moins bien payés d'Europe, exigent à la fois une hausse de la consultation (de 23 à 25 euros pour les généralistes) et un ajustement des rémunérations forfaitaires que leur verse la Sécu. La ministre de la Santé a déjà promis qu'ils toucheront plus, mais sans s'avancer sur les modalités de l'augmentation. Il faut dire que les marges de manœuvre du gouvernement sont extrêmement étroites. Pour tenir le plan de baisse des dépenses de François Hollande, la Sécu doit faire chaque année 3 milliards d'euros d'économies. Or la seule hausse de 2 euros de la consultation lui coûterait 580 millions par an...

LES MÉDECINS VONT MANQUER DANS LES PROCHAINES ANNÉES



Source : Drees 2016

Tous droits réservés

MIEUX VAUT NE PAS ÊTRE MYOPE !

Nombre de jours pour obtenir un rendez-vous chez un :

Généraliste : **6**
Cardiologue : **42**
Dermatologue : **50**
Gynécologue : **57**
Ophtlalmologue : **111**

Source : Ifop pour Jalma (2014)

En vidéo ***: Médecine connectée : bientôt, on consultera son médecin à distance. Découvrez toutes les conséquences pour le patient et le médecin.***

ATTRACTIVITÉ DES SPÉCIALITÉS

Les plus prisées :

Ophtalmologie
Cardiologie
Dermatologie

Les moins prisées :

Médecine générale
Médecine du travail
Santé publique

LES GÉNÉRALISTES TRAVAILLENT EN MOYENNE 57 HEURES PAR SEMAINE

LES PLUS LUS : A LA UNE

Le top 100 des plus grandes fortunes de France en 2015



Delaware : 10 chiffres pour mieux cerner ce havre fiscal en plein cœur des Etats-Unis





Associations caritatives : auxquelles donner en confiance ?



RECEVEZ NOS NEWSLETTERS
LA MATINALE ÉCO
Je m'abonne



*** Encadrement d'étudiants, gardes, soins en hôpital, maison de retraite ... Source : Dress (2016)**

Tous droits réservés

NOS VOISINS EUROPÉENS PAIENT MIEUX LEURS MÉDECINS

Revenus annuels en euros des généralistes libéraux dans différents pays européens, entre 2011 et 2013 en fonction des pays.

Luxembourg : **156.198**
Allemagne : **138.000**
Pays-Bas : **177.700**
France : **82.020**

Source : OCDE (2015)

En vidéo : ***Découvrez comment nous pouvons surveiller notre santé à tout moment grâce aux objets connectés.***

LES GÉNÉRALISTES TOUCHENT EN MOYENNE 31,49 EUROS PAR

TESTEZ VOS CONNAISSANCES



QUIZ : Testez vos connaissances sur la mesure de la pauvreté
10 questions

...Voir tous nos quiz

L'ECONOMIE EN IMAGES



Le management et la philo caricaturés par les dessinateurs de Charlie Hebdo
6 photos

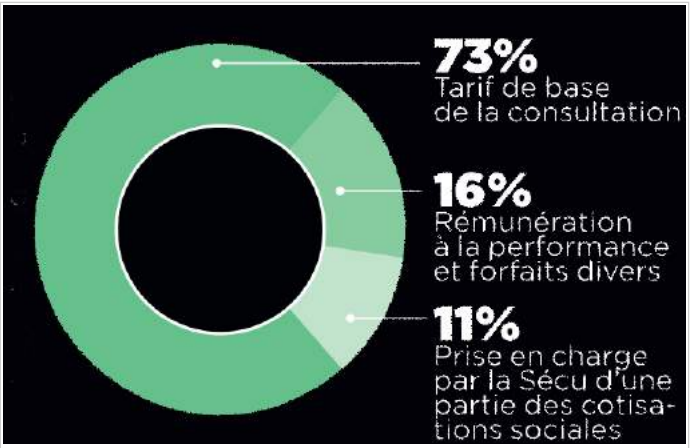
...Voir tous nos diaporamas

- OFFRE IMBATTABLE
- IDÉE LIVRES...
- RESTEZ EN FORME...



CONSULTATION...

Répartition moyenne des rémunérations des généralistes, en 2014, en %.



Source : Assurance-maladie

Tous droits réservés

... ILS EXIGENT LA REVALORISATION DE LEURS HONORAIRES



Source : Assurance-maladie

Tous droits réservés

LES SPÉCIALISTES GAGNENT MIEUX LEUR VIE

Revenu moyen en euros des médecins libéraux, en 2011.

Généralistes : **82.020**
Spécialistes : **133.460**

Source : Dress (2016)

A VOIR AUSSI

Impôts 2016 : que faut-il déclarer et...
leparisien.fr

Face aux robots, à l'IA et autres Uber...
clubic.com

Pub

Paris : un médecin accusé d'avoir...
rtl.fr

Consultez les...
Meetic N°1 des Rencontres

Réserver
Privatiser Le Red Factory
Privatiser Le Truc Mush
Privatiser Le Dock Bar
Privatiser Le 410
Privatiser Le Corcoran's Bastille

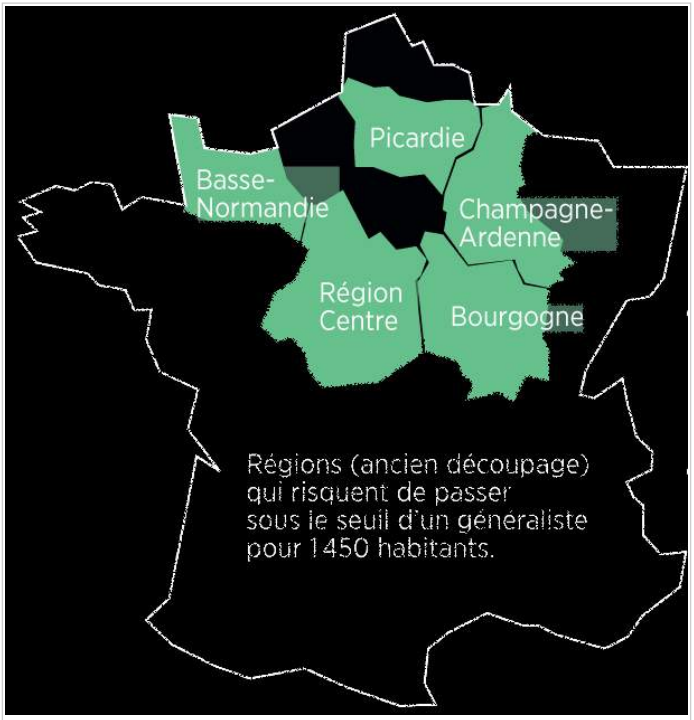
LES CHIRURGIENS SONT LES CHAMPIONS DES DÉPASSEMENTS D'HONORAIRES

Part des médecins qui peuvent pratiquer les dépassements d'honoraires, en 2011.

Généralistes : 10,6%
Pneumologues : 18,1%
Pédiatres : 33,7%
Ophtalmologues 55,6%
Chirurgiens : 79,2%

Source : INSEE (2015)

LE NORD DE LA FRANCE N'A PAS ASSEZ DE GÉNÉRALISTES



Source : Drees

Tous droits réservés

Philippine Robert

SERVICES RECOMMANDÉS PAR CAPITAL.FR
Comparateur Assurances santé
Comparateur Assurances accidents

LA RÉDACTION VOUS SUGGÈRE AUSSI

- Mutuelles santé : celles qui remboursent bien, celles qui vous grugent

Boursorama Banque Banque Bourse Livret A Épargne Assurance Vie Crédit Immobilier Aide

Effectuez une recherche ou posez une question...

ACCÈS MEMBRE ACCÈS CLIENT

MARDI 10 MAI 16:28

BOURSE PATRIMOINE ACTUALITÉS COMMUNAUTÉ & OUTILS BOURSORAMA BANQUE

Actions PME-ETI Indices Warrants/Certifs Trackers OPCVM Taux Devises Matières premières ISR

Bourse Actions Actualités Internationales + Personnaliser

Cours A à Z Palmarès Actualités Conseils Consensus Calendriers Actionnaires Introductions

Toutes Marchés Sociétés Internationales Brexit FMI Banques Centrales

Accueil Marchés Sociétés

Prix de la consultation: Médecins et Sécu terminent la première phase des négociations

AFP le 04/05/2016 à 20:07 0

Partager 0 Tweet +1



Les syndicats de médecins libéraux ont conclu mercredi la première phase de leurs négociations tarifaires avec l'assurance maladie, prêts désormais à "rentrer dans le dur", selon leurs représentants.

"On a fait le tour des propositions, maintenant on va pouvoir rentrer dans le dur", a déclaré à l'AFP le président de la FMF, Jean-Paul Hamon, à l'issue d'une nouvelle séance de discussions au siège de la caisse nationale d'assurance maladie (Cnam).

Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, MG France, FMF, SML, le Bloc) négocient avec l'assurance maladie une nouvelle convention médicale quinquennale, texte qui régit les relations entre les médecins et la Sécu et fixe leurs honoraires.

Des "bilatérales" doivent désormais se tenir entre les syndicats et la Sécu, avant de nouvelles réunions plénières à partir du 25 mai.

Au coeur de ces tractations: le prix de la consultation, bloqué depuis 2011 à 23 euros pour les généralistes, 25 pour les spécialistes.

Les syndicats réclament sa hausse, ainsi qu'une revalorisation pour les consultations longues et complexes. Mais pour l'assurance maladie, le cumul des deux pourrait s'avérer trop onéreux.

La Cnam a proposé diverses pistes, notamment la mise en place d'une "rémunération unique dédiée au suivi de la patientèle du médecin traitant" à la place des divers forfaits existants (personnes âgées, pathologies lourdes) qui pourrait aussi aider les médecins à employer des secrétaires et favoriser la coordination.

Jean-Paul Ortiz, le président de la CSMF, s'est inquiété mercredi des efforts financiers que la Cnam est prête à faire et attend "des chiffrages", qui devraient bientôt être dévoilés.

Pour sa part, Jean-Paul Hamon a déploré le "ferme" refus du directeur général de la Cnam, Nicolas Revel, de permettre à tous les médecins libéraux de pouvoir pratiquer des dépassements d'honoraires, possibilité réservée aux praticiens dits de "secteur 2".

La séance de mercredi portait elle sur le contrat d'accès aux soins, qui vise à encadrer les


LES OFFRES VOLKSWAGEN
Profitez d'une offre exceptionnelle sur la Polo ! (publicité)


Pourquoi la Chine pourrait encore décevoir ?
Les indicateurs d'activité chinois pourraient de nouveau être la source de mauvaises surprises dans les mois à venir, explique Gemway Assets.

Mes Listes

Valeurs les plus consultées

Libellé	Dernier	Var.
AB SCIENCE	15.91	-1.67%
NATIXIS	4.075	-7.09%
NICOX	8.568	-1.99%
SOCIETE GENERALE	33.230	0.91%
VALLOUREC	3.399	-0.85%

Valeurs + consultées

Liste Palmarès

VALLOUREC | AB SCIENCE | SOCIETE GENERALE | NICOX | NATIXIS | GENFIT | CREDIT AGRICOLE SA | TOTAL | CELLECTIS | ORANGE (ex: FRANCE TELECOM)



Questions / Réponses

Auteur	Question	
XTruc hier	Existe t il un site permettant de... *Actions*	2
almadi 07/05	investir mon epargne *Finances Personnelles*	5
M1819805 06/05	Néophyte à Experts : liste des s... *Actions*	3
M6109023 06/05	Calcul du cout de reviens *Actions*	3
M5408130 06/05	la barrière desactivante d'un tu... *Matières Premières*	0

dépassements d'honoraires.

La Cnam suggère de revoir le dispositif pour accélérer le versement de la rémunération des médecins respectant leurs engagements (6.525 euros en moyenne en 2016 au titre de 2014), qui voient une partie de leurs cotisations sociales prises en charge. Quelque 11.250 médecins avaient signé un tel contrat fin décembre.

Syndicats et Cnam ont jusqu'au 26 août pour se mettre d'accord.

AFP Copyright © 2016 AFP. Tous droits de reproduction et de représentation réservés.

Réagir 0 Partager 0 Tweet +1

Ailleurs sur le web

- WiziShop, la solution e-commerce à la performance : Interview de Grégory Beyrouti (partie 1) *(Twenga Solutions)*
- Voici 25 mauvais élèves qui font bien rire leurs profs *(Pause Fun)*
- Changer de syndic : comment faire quand on est membre du conseil syndical ? *(Foncia)*
- Les 10 meilleurs assureurs auto en France *(MerciHenri.com)*

A lire aussi sur Boursorama

- SNCF : les cheminots sont-ils des enfants gâtés ? (VIDEO)
- "L'espèce humaine pourrait être rayée de la carte dans moins de 3 générations", selon l'anthropologue Paul Jorion (VIDEO)
- CAC 40 : La reprise devrait se poursuivre
- Assurance-vie : comment bien rédiger sa clause bénéficiaire ?

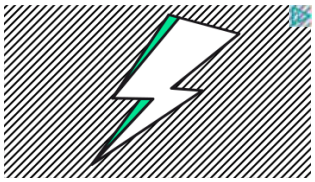
Recommandé par



Avec Airbump®. À partir de 159€/Mois, voir détails de l'offre.
Citroën C4 Cactus



Dans la baie paradisiaque de Kata, découvrez la Thailande avec Club Med
Envolez-vous pour Phuket



Attention les yeux ! Le forfait 5Go est au prix exceptionnel de 10€
5Go de Data à 10€



Avec myCANAL, découvrez gratuitement CANAL+ pendant 1 mois sans engagement
Exceptionnel !



Découvrez Bellinzone, la capitale du Tessin avec ses 3 châteaux du Moyen-Age
3 jours, 2 sites UNESCO



Profitez de 250€ d'économie pour l'achat d'un Pack Ultime Surface Pro 4
Pack Ultime Surface Pro 4

Publicité LIGATUS

Recommandé par



« Financières : on n'a jamais vu des valorisations aussi...



EDF est-il au bord du gouffre ? (VIDEO)



La hausse du Jour : LVMH



Maurel et Prom : Retournement de tendance

Vous devez être membre pour ajouter des commentaires.
Devenez **membre**, ou **connectez-vous**.

Aucun commentaire n'est disponible pour l'instant

Liens partenaires

LES OFFRES VOLKSWAGEN
Profitez de l'offre du mois sur la Golf !

Avec Boursorama Banque, vous êtes libre de ne pas attendre et d'être toujours autonome. Libre de ne payer aucuns frais.

Lifestyle



10 mai 2016 à 15:30
High-tech : l'objet insolite du mois de mai

Boursorama Banque Banque Bourse Livret A Épargne Assurance Vie Crédit Immobilier Aide

Effectuez une recherche ou posez une question...

ACCÈS MEMBRE ACCÈS CLIENT

MARDI 17 MAI 18:34

BOURSE PATRIMOINE ACTUALITÉS COMMUNAUTÉ & OUTILS BOURSORAMA BANQUE

Actions PME-ETI Indices Warrants/Certifs Trackers OPCVM Taux Devises Matières premières ISR

Bourse Actions Actualités Internationales

Personnaliser

Cours A à Z Palmarès Actualités Conseils Consensus Calendriers Actionnaires Introductions

Toutes Marchés Sociétés Internationales Brexit FMI Banques Centrales

Accueil Marchés Sociétés

Prix de la consultation: Médecins et Sécu terminent la première phase des négociations

AFP le 04/05/2016 à 20:07

0

Partager 0 Tweet +1



Les syndicats de médecins libéraux ont conclu mercredi la première phase de leurs négociations tarifaires avec l'assurance maladie, prêts désormais à "rentrer dans le dur", selon leurs représentants.

"On a fait le tour des propositions, maintenant on va pouvoir rentrer dans le dur", a déclaré à l'AFP le président de la FMF, Jean-Paul Hamon, à l'issue d'une nouvelle séance de discussions au siège de la caisse nationale d'assurance maladie (Cnam).

Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, MG France, FMF, SML, le Bloc) négocient avec l'assurance maladie une nouvelle convention médicale quinquennale, texte qui régit les relations entre les médecins et la Sécu et fixe leurs honoraires.

Des "bilatérales" doivent désormais se tenir entre les syndicats et la Sécu, avant de nouvelles réunions plénières à partir du 25 mai.

Au coeur de ces tractations: le prix de la consultation, bloqué depuis 2011 à 23 euros pour les généralistes, 25 pour les spécialistes.

Les syndicats réclament sa hausse, ainsi qu'une revalorisation pour les consultations longues et complexes. Mais pour l'assurance maladie, le cumul des deux pourrait s'avérer trop onéreux.

La Cnam a proposé diverses pistes, notamment la mise en place d'une "rémunération unique dédiée au suivi de la patientèle du médecin traitant" à la place des divers forfaits existants (personnes âgées, pathologies lourdes) qui pourrait aussi aider les médecins à employer des secrétaires et favoriser la coordination.

Jean-Paul Ortiz, le président de la CSMF, s'est inquiété mercredi des efforts financiers que la Cnam est prête à faire et attend "des chiffrages", qui devraient bientôt être dévoilés.

Pour sa part, Jean-Paul Hamon a déploré le "ferme" refus du directeur général de la Cnam, Nicolas Revel, de permettre à tous les médecins libéraux de pouvoir pratiquer des dépassements d'honoraires, possibilité réservée aux praticiens dits de "secteur 2".

La séance de mercredi portait elle sur le contrat d'accès aux soins, qui vise à encadrer les dépassements d'honoraires.

La Cnam suggère de revoir le dispositif pour accélérer le versement de la rémunération des médecins respectant leurs engagements (6.525 euros en moyenne en 2016 au titre de 2014), qui voient une

Soyez plus performant. Repensez vos processus et optez pour la simplicité et la flexibilité. Découvrez comment avec la visite guidée Sage X3. (publicité)



Chine : des chiffres toujours surprenants

La Chine fait moins parler d'elle, mais les incertitudes persistent : que penser de l'envolée des prix de l'immobilier ? Une bulle obligataire s'est-elle formée ?

Mes Listes

Valeurs les plus consultées

Libellé	Dernier	Var.
CGG	0.65 (c)	-2.99%
CREDIT AGRICOLE SA	8.636 (c)	0.37%
NICOX	9.868 (c)	-0.21%
SOCIETE GENERALE	33.550 (c)	0.81%
VALLOUREC	3.337 (c)	2.21%

Valeurs + consultées

Liste Palmarès

NICOX | SOCIETE GENERALE | VALLOUREC | CREDIT AGRICOLE SA | CGG | GENFIT | TOTAL | PEUGEOT | AB SCIENCE | NATIXIS



Questions / Réponses

Auteur	Question	
M9522394 12/05	comment classer les listes de t... *Finances Personnelles*	1
M2867935 12/05	Statut Filleul *Actions*	5
M7940781 12/05	suppression virement permane... *Finances Personnelles*	1
joujou13 12/05	Pourquoi on ne dispose plus du... *Actions*	3
pushstox 12/05	Plutôt spéculer sur dividende o... *Actions*	7

Liens partenaires

Nouveaux Warrants Deutsche Bank
DAX / Actions / FX PRODUITS À EFFET DE LEVIER PRÉSENTANT UN RISQUE DE

partie de leurs cotisations sociales prises en charge. Quelque 11.250 médecins avaient signé un tel contrat fin décembre.

Syndicats et Cnam ont jusqu'au 26 août pour se mettre d'accord.

Copyright © 2016 AFP. Tous droits de reproduction et de représentation réservés.

Réagir 0 Partager 0 Tweet +1

Ailleurs sur le web

- Transformez une boîte à chaussures en garage Cars ! *(Disney Créations)*
- Mutuelles 2016 - Les offres qui cartonnent ! *(Meilleur Deal)*
- Croisières Historiques : les raisons de leur succès *(Croisières Thématiques)*
- Marion Bartoli, très en formes *(Gala)*

A lire aussi sur Boursorama

- CAC 40 : reprise attendue
- "La Bourse va encore perdre 10% dans les 6 prochains mois" selon l'économiste Marc Touati
- La hausse du Jour : BNP Paribas
- Indonésie: des cyber-guerriers musulmans ripostent face à l'EI

Recommandé par



VENTES FLASH : Maldives, Thaïlande, Grèce … Inscrivez-vous gratuitement!
Séjours de rêve à -70%!



Un large choix de produits bio à la fois bon pour l'esprit et le corps !
Bien manger, mangez bio.



Profitez d'offres exceptionnelles sur une sélection de modèles PEUGEOT
Les Immanquables Peugeot



Arrêtez les régimes inutiles ! Retrouvez votre ligne en changeant vos habitudes alimentaires
Savoir Maigrir



Entrepreneurs, profitez du Samsung Galaxy S7 Edge à 279€ HT au lieu de 409€ HT
Samsung Galaxy S7 Edge



Ce jeu rend si accro qu'il est impossible d'arrêter. 100% Gratuit!
Meilleur Jeu de l'année

Publicité LIGATUS



CAC 40 : Fin de la consolidation ?



Proche-Orient : l'initiative de paix française critiquée…



ATOS : Dépassement des 80 EUR



Après les bobos, la spiruline veut conquérir l'Afrique

Recommandé par

Vous devez être membre pour ajouter des commentaires.
Devenez **membre**, ou **connectez-vous**.

Aucun commentaire n'est disponible pour l'instant

PERTE EN CAPITAL

Soyez plus performant.
Repensez vos processus et optez pour la simplicité et la flexibilité. Découvrez comment avec la visite guidée Sage X3.

LES OFFRES VOLKSWAGEN
Profitez de l'offre du mois sur la Golf !

Avec Boursorama Banque, vous êtes libre de ne pas attendre et d'être toujours autonome. Libre de ne payer aucuns frais.

Lifestyle



17 mai 2016 à 18:30

Samsung veut transformer votre main en écran tactile

HOSPIMEDIA
L'actualité des territoires de santé

03 20 32 99 99 (tel:0320329999)
(http://twitter.com/hospimedia)

Fiches pratiques

À quoi servent les négociations conventionnelles entre les médecins et l'Assurance maladie ?

04/05/16 - 16h11
Les négociations conventionnelles entre l'Union nationale des caisses d'assurance maladie (Uncam) et les médecins libéraux se sont ouvertes en février dernier. Autour de la table, aux côtés de l'Assurance maladie, cinq syndicats représentant les médecins libéraux : la Confédération des syndicats de médecins français (CSMF), la Fédération des médecins de France (FMF), le Syndicat des médecins libéraux (SML), le Syndicat des médecins généralistes (MG France) et le…

Vous devez être **abonné** pour lire la suite

Je suis abonné

Testez-nous gratuitement **pendant 7 jours**

Votre adresse email professionnelle tester

Votre adresse email ne sera jamais communiquée à un tiers.

Chaque jour, nos journalistes assurent une couverture en temps réel de ce qui fait l'actualité du secteur hospitalier.

Cet article a été traité par notre rédaction le **04/05/2016**.

Nos autres contenus sur ce sujet :

- Dialogue social — Les syndicats de médecins libéraux rejettent la proposition de création d'un malus dans la Rosp
- Dialogue social — Des syndicats de médecins libéraux demandent l'élargissement de la Rosp à toutes les spécialités
- En bref — Rosp - Reagjir / PPCR - Enjambement de carrière / SEA CHSCT - FHF / Ordre des médecins - Indépendance / Ransomware - Windows
- Usagers — Un collectif de patients demande une place à la table des négociations conventionnelles
- Dialogue social — L'Assurance maladie lance des pistes de réflexion pour faire évoluer le contrat d'accès aux soins

Mots clés associés : Ambulatoire | Assurance maladie | Démographie | Finances | Professionnels de santé

Evénements & salons Boutique le Revenu Espace personnel

Le Revenu
Le site conseil Bourse et Placements

Rechercher une valeur, une actualité

S'abonner >

PLACEMENTS IMMOBILIER BOURSE IMPÔTS & DROITS FINANCES PRIVÉES | TV OÙ VA LE PÉTROLE ?

Accueil > Brèves > Prix de la consultation: Médecins et Sécu terminent la première phase des négociations

Prix de la consultation: Médecins et Sécu terminent la première phase des négociations

AFP
Publié le 04/05/2016 à 20:07 - Mis à jour le 04/05/2016 à 20:10

Les syndicats de médecins libéraux ont conclu mercredi la première phase de leurs négociations tarifaires avec l'assurance maladie, prêts désormais à "rentrer dans le dur", selon leurs représentants.

Paris, 4 mai 2016 (AFP) - Les syndicats de médecins libéraux ont conclu mercredi la première phase de leurs négociations tarifaires avec l'assurance maladie, prêts désormais à "rentrer dans le dur", selon leurs représentants.

"On a fait le tour des propositions, maintenant on va pouvoir rentrer dans le dur", a déclaré à l'AFP le président de la FMF, Jean-Paul Hamon, à l'issue d'une nouvelle séance de discussions au siège de la caisse nationale d'assurance maladie (Cnam).

Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, MG France, FMF, SML, le Bloc) négocient avec l'assurance maladie une nouvelle convention médicale quinquennale, texte qui régit les relations entre les médecins et la Sécu et fixe leurs honoraires.

Des "bilatérales" doivent désormais se tenir entre les syndicats et la Sécu, avant de nouvelles réunions plénières à partir du 25 mai.

Au coeur de ces tractations: le prix de la consultation, bloqué depuis 2011 à 23 euros pour les généralistes, 25 pour les spécialistes.

Les syndicats réclament sa hausse, ainsi qu'une revalorisation pour les consultations longues et complexes. Mais pour l'assurance maladie, le cumul des deux pourrait s'avérer trop onéreux.

La Cnam a proposé diverses pistes, notamment la mise en place d'une

"rémunération unique dédiée au suivi de la patientèle du médecin traitant" à la place des divers forfaits existants (personnes âgées, pathologies lourdes) qui pourrait aussi aider les médecins à employer des secrétaires et favoriser la coordination.

Jean-Paul Ortiz, le président de la CSMF, s'est inquiété mercredi des efforts financiers que la Cnam est prête à faire et attend "des chiffrages", qui devraient bientôt être dévoilés.

Pour sa part, Jean-Paul Hamon a déploré le "ferme" refus du directeur général de la Cnam, Nicolas Revel, de permettre à tous les médecins libéraux de pouvoir pratiquer des dépassements d'honoraires, possibilité réservée aux praticiens dits de "secteur 2".

La séance de mercredi portait elle sur le contrat d'accès aux soins, qui vise à encadrer les dépassements d'honoraires.

La Cnam suggère de revoir le dispositif pour accélérer le versement de la rémunération des médecins respectant leurs engagements (6.525 euros en moyenne en 2016 au titre de 2014), qui voient une partie de leurs cotisations sociales prises en charge. Quelque 11.250 médecins avaient signé un tel contrat fin décembre.

Syndicats et Cnam ont jusqu'au 26 août pour se mettre d'accord.

© 2016 AFP

A NE PAS MANQUER

LES DERNIÈRES INFOS

L'euro se stabilise face au dollar dans un marché sans élan

Par AFP

La Syrie injecte des dollars pour enrayer la chute vertigineuse de sa monnaie

Par AFP

Cour des comptes: les services au guichet de la Poste doivent se moderniser

Par AFP

LES DERNIÈRES VIDÉOS



Louis d'Arvieu : «Nous apprécions Alstom, Devoteam et Baidu»



LVMH : un coup de pouce d'Exane



Natixis : la déception

LES DERNIERS ARTICLES ABONNÉS



Kerlink : tentative de



Imerys révèle des



Total grimpe sur des

Nouvelles propositions pour les médecins

Flash Eco (http://premium.lefigaro.fr/flash-eco/) | Par Lefigaro.fr avec AFP (#figp-author)
Mis à jour le 04/05/2016 à 20h24

Les syndicats de médecins libéraux ont conclu mercredi la première phase de leurs négociations tarifaires avec l'Assurance maladie, prêts désormais à "rentrer dans le dur", selon leurs représentants.

Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, MG France, FMF, SML, le Bloc) négocient avec l'Assurance maladie une nouvelle convention médicale quinquennale, texte qui régit les relations entre les médecins et la Sécu. Au coeur de ces tractations: le prix de la consultation, bloqué depuis 2011 à 23 euros pour les généralistes, 25 pour les spécialistes.

Les syndicats réclament sa hausse, ainsi qu'une revalorisation pour les consultations longues et complexes. Mais pour l'Assurance maladie, le cumul des deux pourrait s'avérer trop onéreux.

La séance de mercredi portait sur le contrat d'accès aux soins, qui vise à encadrer les dépassements d'honoraires. La Cnam suggère de revoir le dispositif pour accélérer le versement de la rémunération des médecins respectant leurs engagements (6.525 euros en moyenne en 2016 au titre de 2014), qui voient une partie de leur cotisations sociales prises en charge. L'idée proposée serait d'introduire une rémunératon ad hoc, selon **Les Echos. (http://www.lesechos.fr/economie-france/social/021902738601-medecins-lassurance-maladie-veut-aller-plus-loin-sur-la-maitrise-des-depassements-dhonoraires-1219617.php)** Quelque 11.250 médecins avaient signé un tel contrat fin décembre.

Lefigaro.fr avec AFP

Publié le 12/05/2016

Négociations conventionnelles : l'union est-elle possible ?



Paris, le jeudi 12 mai 2016 – Les syndicats représentant les médecins libéraux et l'Assurance maladie ont achevé la semaine dernière une première phase des négociations conventionnelles. Ces différentes rencontres ont permis à Nicolas Revel, patron de l'UNCAM, de présenter ses propositions, concernant notamment la Rémunération sur objectif de santé publique (ROSP), le Contrat d'accès aux soins (CAS) ou encore les fameux « *forfaits structures* ». Il a également pu voir se dessiner les probables points de rupture : sa suggestion de créer une prime sur objectif concernant la prescription d'arrêts maladie dont les durées seraient conformes aux référentiels de la CNAM a ainsi fait long feu.

ROSP, CAS : points d'achoppement multiples entre les syndicats

Désormais, l'Assurance maladie doit rencontrer les cinq syndicats représentatifs lors de réunions "bilatérales", afin de pouvoir prendre connaissance des attentes de chacun. Les discussions plénières, avec une véritable confrontation entre les souhaits des organisations et les propositions de l'UNCAM reprendront le 25 mai. Beaucoup dans les rangs des syndicats espèrent pouvoir à cette date présenter un front uni. Une plateforme commune de revendications a déjà été présentée avant le lancement des négociations.

Cependant, au fil des séances, les différences qui apparaissaient déjà en filigrane ont semblé se creuser. Ainsi, sur la ROSP, deux fronts paraissent se dessiner. Si tous ont rejeté l'idée de voir intégrer des malus ou la mise en place d'une prime concernant les arrêts maladie, la Confédération des syndicats de médecins libéraux (CSMF) et MG France conservent une opinion globalement positive de ce dispositif. De leur côté, le Syndicat des médecins libéraux (SML) et la Fédération des médecins de France (FMF) ne seraient pas contre l'abandon de ce dispositif, dont ils dénoncent les multiples effets pervers, les limites et sa quasi inaccessibilité aux spécialistes. Une même fracture s'observe en ce qui concerne le Contrat d'accès aux soins (CAS) : si la CSMF pourrait être séduite par la proposition faite par l'Assurance maladie la semaine dernière de transformer l'allègement des cotisations sociales prévu dans le dispositif par une prime versée annuellement, la FMF, le SML ou le Bloc considèrent qu'une telle mesure ne corrigera pas les multiples défauts du système. Ces syndicats et principalement la FMF continuent à plaider en faveur de la disparition des différents secteurs tarifaires actuels et de la possibilité pour tous les médecins de pouvoir bénéficier sous certaines conditions d'une liberté tarifaire. Cette proposition a cependant peu de chances d'être reçue favorablement par l'Assurance maladie.

La CSMF joue les gros bras

Si les premières discussions ont donc semblé comme par le passé faire de MG France et de la CSMF des alliés possibles de la CNAM face à une fronde qui serait constituée par un bloc plus minoritaire formé de la FMF, du SML et du Bloc, la CSMF refuse probablement une telle schématisation. Souhaitant marquer qu'elle demeurera totalement intransigeante, elle a ainsi manifesté sa colère vis-à-vis du gouvernement, dans un communiqué diffusé hier, où elle s'inquiète d'un dévoiement des négociations conventionnelles. Le syndicat s'offusque ainsi tout d'abord de la publication le 28 avril d'un arrêté qui « *met en place le cahier des charges des expérimentations relatives à la prise en charge par téléconsultations et téléexpertise* ». Cet arrêté fixe notamment les « tarifs dévolus à certains actes », dont certains sont ridiculement bas (un euro pour chaque acte de téléexpertise réalisé) sans aucune négociation préalable entre les partenaires conventionnels. Autre

point de crispation pour la CSMF, l'annonce faite par le ministre aux syndicats de jeunes médecins de la création de nouveaux forfaits « qui seraient intégrés dans le prochain projet de loi de financement de la sécurité sociale 2017 ». Là encore, le contournement de la négociation conventionnelle est durement dénoncé par la CSMF, qui ne peut qu'y voir qu'un présage de mauvais augure alors que les discussions doivent prendre un nouveau tour.

L'aspect budgétaire pas encore abordé

A l'instar de la CSMF, l'ensemble des syndicats devrait mettre ces deux semaines de transition à contribution pour manifester leur détermination auprès de la CNAM et leur intransigeance. Dans ces conditions, l'union pourrait être difficile, même si les préoccupations des organisations restent communes sur de nombreux points, notamment sur l'urgence d'une revalorisation du tarif de la consultation. Cependant, en la matière une grande inconnue demeure : l'enveloppe budgétaire dont dispose l'UNCAM, qui n'a toujours pas été révélée.

Aurélie Haroche

Copyright © http://www.jim.fr

SUR UN THÈME PROCHE

Les négociations conventionnelles peuvent-elles aboutir ?

La CNAM loin de souhaiter casser le CAS

ROSP en hausse : la CNAM se félicite, les syndicats critiquent

(http://ad.doctissimo.fr/RealMedia/ads/click_lx.ads/www.boursier-pubs.com/actualites/economie/exclu/L47/1960365482/Top/Doctissimo/BOURSIER-LFDE-11410-1000X200-HP.html/57566569496c64524e5434414346376e?2016.06.03.07.47.59)

L'ARGENT & VOUS (HTTP://ARGENT.BOURSIER.COM/)

INVESTISSEZ
DANS UNE NOUVELLE ÉNERGIE
LOCALE

100% de vos frais de transfert remboursés* +

(http://ad.doctissimo.fr/5c/www.boursier-pubs.com/actualites/economie/exclu/L47/853422389/x30/Doctissimo/Boursier-Fortuneo-10979-ICONE-EXP-RG/Icone-expand-jaune.png/2f4258452395203001263906090466830383304876307426341240818341067898910785597409302461105267111678421128608 6.html/57566569496c64524e5434414346376e?



LES TÊTE-À-TÊTE DE LA FINANCE S&Mid

Interview d'Aymerick Penicaut, PDG d'Ashler & Manson voir la vidéo

Ashler & Manson, hausse de 47 % du CA 2015 et lancement de Sitigeo.com.

(http://www.boursier.com/actions/actualites/news/interview-d-aymerick-penicaut-pdg-d-ashler-manson-686523.html)

La consultation chez le généraliste bientôt à 25 euros ?

Abonnez-vous pour moins de 1€ par jour ! (/membres/abonnement?utm_source=boursier&utm_medium=sharebox&utm_campaign=privileges)

Publié le 01/06/2016 à 06h55 **Soyez le premier à réagir !**

L'Assurance-maladie s'apprêterait à proposer d'augmenter le tarif des médecins généralistes de 23 à 25 euros, selon des sources citées mardi soir par les médias. Une mesure qui coûterait environ 570 millions d'euros par an...



Crédit photo © Reuters

(Boursier.com) — Les médecins généralistes seraient sur le point d'obtenir gain de cause sur la hausse du tarif de leurs consultations... Selon plusieurs sites d'information, l'Assurance-maladie (/actualites/economie/l-assurance-maladie-en-guerre-contre-les-fraudeurs-de-la-cmu-27949.html) compterait ainsi proposer mercredi le passage de la consultation de 23 à 25 euros, ce qui alignerait le tarif des généralistes sur celui des spécialistes, une revendication de longue date de leurs principaux syndicats, MG France et l'Unof-CSMF.

PUBLICITÉ

FORTUNEO
100 ordres offerts jusqu'au 30 Septembre 2016
(http://ad.doctissimo.fr/RealMedia/ads/click_lx.ads/www.pubs.com/actualites/economie/exclu/L47/1967050727/x Fortuneo-10979-VIGNETTE-RG/180x36-bourse-50-boursier2-2016.html/57566569496c64524e5434414346376e?2016.06.03.07.47.59)

Binck.fr, courtier bourse en ligne
Ouvrez un compte avant le 30 juin 2016 pour en profiter
(http://ad.doctissimo.fr/RealMedia/ads/click_lx.ads/www.pubs.com/actualites/economie/exclu/L47/1180927062/x Binck-10992-Vignette-RG/180x36binck301935303703307110.html/57566569 2016.06.03.07.47.59)

Bourse Direct, le leader de la bourse en ligne
0.99 € l'ordre de bourse. Des formations gratuites toute l'année.
(http://ad.doctissimo.fr/RealMedia/ads/click_lx.ads/www.pubs.com/actualites/economie/exclu/L47/1526019614/x Bourse-Direct-11033-Vignette-RG/180x36binck10835774.html/57566569496c64524e 2016.06.03.07.47.59)

(http://ad.doctissimo.fr/5c/www.boursier-pubs.com/actualites/economie/exclu/939082135/x04/default/empty.gif/5 x)

(http://ad.doctissimo.fr/5c/www.boursier-pubs.com/actualites/economie/exclu/831469329/x05/default/empty.gif/5 x)



Dans un document transmis mardi aux syndicats, dont 'Les Echos' et 'Le Figaro' ont obtenu copie, la direction de l'Assurance-maladie précise ses pistes pour cette revalorisation, tout en soulignant que "ces scénarios ne constituent pas à ce stade une proposition ferme engageant l'Uncam (Union nationale des caisses d'assurance-maladie)", mais seulement "des hypothèses avancées sous réserve d'un équilibre global" de l'accord.

Une mesure qui coûterait 569 millions d'euros par an

Le scénario privilégié par l'Assurance-maladie serait de réserver la hausse de 2 euros des tarifs aux seuls médecins généralistes de secteur 1 (honoraires conventionnés) et à ceux du secteur 2 ayant adhéré au contrat d'accès au soin (CAS, dépassements limités).

Sur le plan financier, cette option coûterait 569 millions d'euros, dont 450 millions assumés par la Sécurité sociale, le solde étant à la charge des complémentaires.

Le prix de la consultation est bloqué depuis 2011 à 23 euros pour les généralistes et à 25 euros pour les spécialistes. Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs des médecins généralistes (CSMF, MG France, FMF, SML, le Bloc) négocient avec l'Assurance-maladie une nouvelle convention médicale quinquennale, qui fixe notamment le montant de leurs honoraires. Des réunions "bilatérales" se sont déroulées depuis début mai entre les syndicats et la Sécu, puis des réunions plénières depuis le 25 mai…

Victoria Adam — ©2016, Boursier.com (/)

(http://ad.doctissimo.fr/RealMedia/ads/click_lx.ads/www.boursier-pubs.com/actualites/economie/exclu/L47/2087900636/Middle/Doctissimo-LFDE-11410-300X600-RG/BOURSIER-LFDE-11410-1000X200-HP.html/57566569496c64524e5434414346376e?2016.06.03.07.47.59)

INVESTISSEZ DANS UNE NOUVELLE ÉNERGIE LOCALE ET

bola_utm_source=lagardere-boursier&taboola_utm_medium=bytaboola&taboola_utm_content=ab_autosized-generated-1r_3x1-left:bellow-main-column:)

Publicité

(http://ad.doctissimo.fr/RealMedia/ads/click_lx.ads/www.boursier-pubs.com/actualites/economie/exclu/L47/1879244853/x06/Doctissimo/Boursier-TOTAL-11186-FOOTER-RG/Saxo-footer31122811035226111385O1.html/57566569496c64524e5434414346376e?2016.06.03.07.47.59)

TOTAL COMMITTED TO BETTER ENERGY

SOLDE DU DIVIDENDE 2015

A découvrir également



(http://ww1.revuefinance.com/url.php?campaign_id=2842&aff_id=1547&source=C

Cette loi de défiscalisation que les 30-40 ans doivent connaître en Juin 2016.

RevueFinance.com

(http://ww1.revuefinance.com/url.php?campaign_id=2842&aff_id=1547&source=C



(https://cat.fr.eu.criteo.com/delivery/ck.php?cppv=1&cpp=velkAXxzM20yZlNoWXhJSnZfaudais.com%2Fannonces%2Fachat%2Fmaison%2F50%2F109433983.htm&utm_source=taboola

PIROU (50770) - 100M2

139450 € - logicimmo.com

(https://cat.fr.eu.criteo.com/delivery/ck.php?cppv=1&cpp=velkAXxzM20yZlNoWXhJSnZfaudais.com%2Fannonces%2Fachat%2Fmaison%2F50%2F109433983.htm&utm_source=taboola



(http://landing.loi-pinel-gouv.org/DIF_landing_024/?xtor=PAR-1-[245])

Vous payez plus de 2 500€ d'impôts ? Conseils et astuces pour réduire vos impôts !

Finanzen

(http://landing.loi-pinel-gouv.org/DIF_landing_024/?xtor=PAR-1-[245])



(http://www.pausepeople.com/top-30-stars-debut-films-adultes/?utm_source=taboola&utm_medium=referral-30-stars-debut-films-adultes&utm_term=lagardere-boursier)

TOP 30 des stars qui ont fait leur début dans l'industrie pour adulte

Pause People

(http://www.pausepeople.com/top-30-stars-debut-films-adultes/?utm_source=taboola&utm_medium=referral-30-stars-debut-films-adultes&utm_term=lagardere-boursier)



(http://plarium.com/play/fr/stormfall/015_mo plid=92190&pxl=taboola_fr&&publisherID=la boursier)

Découvre pourquoi plus de 20 millions de personnes ne peuvent plus s'arrêter de jouer à ce jeu

Stormfall: Jeu en Ligne Gratuit

(http://plarium.com/play/fr/stormfall/015_mo plid=92190&pxl=taboola_fr&&publisherID=la boursier)



(http://www.lecomparateurassurance.com/1 assurance-sante/105633-mutuelle-qui-rembourse-bien-combien-coute#utm_source=taboola&utm_medium=i rembourse)

Une mutuelle qui rembourse bien, combien ça coûte ?

MerciHenri.com

(http://www.lecomparateurassurance.com/1 assurance-sante/105633-mutuelle-qui-rembourse-bien-combien-coute#utm_source=taboola&utm_medium=i rembourse)



(http://r.ligatus.com/?z=NHIkSib18dF8IdOgyj6X0nEbFbH-MNBt7na7F_EcpFjfFxVAeOJq05Qg_kmvhvZ2auMPxLMDXx5z7ZQ5BPjZNZJP9uUHGMCMQjhEI)

CITROËN C4 Vitamine (http://r.ligatus.com/?z=NHIkSib18dF8IdOgyj6X0nEbFbH



(http://r.ligatus.com/?z=h9n3mkb6CHuK32wVyK90_P0BkUa

Orange Forfait smart pro (http://r.ligatus.com/?

(http://ms.ligatus.com/fr/campaigns/trackings/ligatus/redirect.html)

(http://www.youronlinechoices.com/fr/)



(http://r.ligatus.com/?NYvhaev030Sjazc2GLtNe_KgsTERG3Lzz-Bnd-FwGVFyBhVTQlqZcP_Ekx1mNKoSx4VzFsMYdwpGgk/)

Mes listes personnelles (http://www.boursier.com/membres/inscription?utm_source=boursier&utm_medium=liste&utm_content=insc

Créez vos listes de valeurs favorites GRATUITEMENT (http://www.boursier.com/membres/inscription?utm_source=boursier&utm_medium=liste&utm_content=inscription&utm_camp

Forums

Valeurs les plus actives	Sujets à la une
SES (/actions/forum/ses LU0088087324,FF	L'Egypte reçoit son premier "Mistral", le Gamal Abdel Nasser **4** (/actions/forum/l-egypte-recoit-son-premier-mistral-le-gamal-abdel-nasser-i257528.html)
Air France KLM (/actions/forum/air-france-klm-FR0000031122,FF	Manuel Valls confirme un prochain geste financier pour la SNCF **6** (/forum/actualites/generales valls-confirme-un-prochain-geste-financier-pour-la-sncf-i257529.html)
Airbus Group (ex-EADS) (/actions/forum/airt group-ex-eads-NL0000235190,FF	Un rapport dédouane les gendarmes pour la mort de Rémi Fraisse **137** (/forum/actualites/generales rapport-dedouane-les-gendarmes-pour-la-mort-de-remi-fraisse-i240547.html)
Neopost (/actions/forum/nec FR0000120560,FF	Un rapport dédouane les gendarmes pour la mort de Rémi Fraisse **137** (/forum/actualites/generales rapport-dedouane-les-gendarmes-pour-la-mort-de-remi-fraisse-i240547.html)
OL Groupe (/actions/forum/ol-groupe-FR0010428771,FF	
Vivendi (/actions/forum/vive FR0000127771,FF	
Avanquest (/actions/forum/ava FR0004026714,FF	

Tous les forums (/forum)

Documentation des partenaires (/services/courtiers?utm_source=boursier&utm_medium=bloc_demandesdoc&ut

(/services/courtiers?

(/services/courtiers?

(/services/courtiers?

(/services/courtiers?utm_source=boursier&utm_medium=bloc_demandesdoc&utm_content

Fortuneo

Vers une hausse du prix de la consultation médicale?

Par Isabelle Duranton le ***01 juin 2016***



Les négociations des médecins avec l'Assurance maladie pour une augmentation de leur rémunération laissent présager une hausse du prix de la consultation.

2€ de plus? 25€ au lieu de 23, c'est, peut-être, le futur tarif de la consultation médicale de base chez votre généraliste conventionné. Une piste à l'étude dans le cadre de la négociation entre les syndicats de médecins et l'Assurance maladie.

Le contexte

Depuis février 2016, une négociation entre les médecins et l'Assurance maladie est lancée. Elle vise à mettre en place une nouvelle convention valable cinq ans. Comme la précédente signée en juillet 2011, elle régit pour les années à venir les relations entre professionnels de santé généralistes ou libéraux, représentés par leurs syndicats (CSMF, MG France, FMF, SML, BLOC) et l'institution. Et fixe notamment les prix des consultations.

Rémunérer l'expertise médicale, au cœur de la négociation

Lorsque vous payez votre consultation chez votre généraliste conventionné (en secteur 1), il vous en coûte aujourd'hui 23€. Mais les cinq syndicats de médecins demandent une réévaluation de ce tarif jugé insuffisant.

D'un côté, la CSMF (Confédération des syndicats médicaux français) propose une nouvelle modulation des niveaux de rémunération de leurs honoraires en raison de la complexification et de l'allongement des consultations. Selon cet organisme, ce phénomène est lié d'une part à l'accroissement du nombre de pathologies multiples (le patient vient pour son diabète, son cœur) et au vieillissement de la population. Pour ce syndicat de médecins libéraux, une consultation de base "ne saurait être inférieure à 30€". Il faut "passer 25€ immédiatement et atteindre ensuite 30€". Avec une majoration pour une consultation approfondie et des actes plus complexes, "en particulier pour les patients en ALD (affection de longue durée), ou la visite à domicile" qui ont déjà des tarifs différents de celui d'une consultation en cabinet chez un généraliste conventionné.
De l'autre côté, Claude Leicher, le président du syndicat des médecins généralistes libéraux MG France appelle, lui aussi, à "mieux rémunérer le médecin généraliste pour ses activités de soins" et à faire passer l'acte de base à 25€.

Que propose l'Assurance maladie?

L'Assurance maladie ne ferme pas la porte à ces demandes de revalorisation. Selon Les Échos et Le Parisien du 1er juin 2016, elle envisage d'augmenter de façon progressive le tarif d'une consultation de base de 2€… sans s'engager sur une réévaluation des tarifs des consultations complexes et longues. La prise en charge de la consultation en secteur 1 se faisant à hauteur de

SANTÉ : LES DÉPÊCHES

Nouvel appel urgent aux donneurs de sang

Les 16-24 ans passent près de 4h par jour à consulter leur portable (sondage)

La justice interdit la vente en ligne de médicaments via le site DoctiPharma

Voir toutes les dépêches »

Quel âge avez-vous ?

30	40	50	60	70	80
31	41	51	61	71	81
32	42	52	62	72	82
33	43	53	63	73	83
34	44	54	64	74	84
35	45	55	65	75	85
36	46	56	66	76	86
37	47	57	67	77	87
38	48	58	68	78	88
39	49	59	69	79	89




trombi.com

Retrouver vos amis

GUIDE MINCEUR



Régime paléo: le retour à la nature

Voir tous nos conseils »

INSCRIPTION NEWSLETTERS

Jeux, retraite, santé, internet, loisirs, bons plans partenaires... toute l'actualité de Notre Temps.

INSCRIVEZ-VOUS

70% de la dépense (le reste est financé par la mutuelle du patient ou reste à sa charge), cette augmentation de 2€ coûterait 570 millions d'euros par an dont 450 millions pour la Sécurité sociale. Un coût important au moment où cette dernière doit faire environ 3 milliards d'économies par an d'ici à 2017.
Et vous, qu'en pensez-vous? Témoignez ici

Tous les articles "Actualités" »

Tweeter Partager
3.0/**3** Note (2 votes)

A lire aussi sur les thèmes: Actualités, Médecin

VOS COMMENTAIRES

À voir ailleurs sur le web





Vitamine B6



Vitamine B9



Vitamine B12


Denis Baupin accusés de harcèlement sexuel : "Je ne suis pas le DSK des

Commentaires (24)

kira 02 juin 2016 à 16:36 | #

oui, une trentaine de consultations par jour, faites le compte, alors arrêtez je vous prie d'enfoncer les fonctionnaires et certains salariés du privé car nous n'aurons jamais 60 euros d'augmentation PAR JOUR, minimum, car les consultations sont de plus en plus rapides, le travail à la chaîne, plus de respect pour le patient, toujours les mêmes, on en a marre et la plupart ose se plaindre, mais dans quel monde vit on.

membre_826607442 02 juin 2016 à 16:09 | #

Je suis tout à fait d'accord pour accorder cette augmentation aux médecins généraliste alors que des auxiliaires de santé sont libre de leurs honoraires, Kiné....., Podologues....etc.
Les médecins qui ont une grande responsabilité sont à la "traine...". André Lebédeff.

papaoutai 02 juin 2016 à 15:57 | #

Je ne suis pas d'accord quand à cette augmentation de 2 euros par consultation, es ce que ma retraite augmente de 2 e non.....Le déficit de la sécurité sociale est déjà assez important comme cela, évidemment ns serons encore moins rembourser je suppose.....

VOIR TOUS LES COMMENTAIRES (24)

Poster un commentaire

Connectez-vous afin de laisser un commentaire.

À LIRE AUSSI

Rendez-vous à l'hôpital: trop de retard pour les consultations?

ARTICLES LES PLUS LUS

La nouvelle liste noire des médicaments

COACHS GRATUITS



Remise en forme avec Aude Verret



Mincir en douceur

CONSEILS D'EXPERTS

- Votre bilan de santé

VIDÉO


Arthrose: améliorer la posture générale, exercices en vidéo

Voir toutes les vidéos »

VIDÉO


L'automassage en cas de prise de poids

Voir toutes les vidéos »

EMPLOI SENIORS



BEAUTÉ

CONGRÈS
LES
GESTES
SANTÉ

Publicité Réduire

CONDITIONS
D'UTILISATION

Envoyer à un ami

Votre Nom :

Votre Email :

Email de votre ami:

Nom de votre ami:

Laisser votre message:

Combien font 9 + 3 ? :

Fermer
Envoyer

Consultation à 25 euros : les généralistes enfin entendus

par Stéphany Gardier

+A -A

Publié le 01.06.2016

Mots-clés :

Après les enseignants, le gouvernement semble prêt à ouvrir sa bourse pour contenter les médecins généralistes. L'Assurance maladie serait prête à augmenter le tarif de la consultation à 25 euros. Les principaux intéressés l'auront appris non pas par leurs syndicats représentants, réunis avec la CNAM chaque semaine depuis février pour la négociation conventionnelle, mais par voie de presse ! Comme le relate *Le Monde*, c'est en effet l'Agence France Presse qui a pu consulter en avant-première la proposition que le directeur de la Caisse nationale de l'Assurance maladie (CNAM) présentera officiellement aux syndicats de

libéraux. Si sur le fond le geste semble aller dans le bon sens pour renouer le dialogue entre le ministère de la santé et les praticiens, la forme risque d'envenimer encore un peu plus les relations entre les médecins et la CNAM.

Même si leurs revenus ont augmenté l'an passé, cela faisait cinq ans qu'ils n'avaient pas vu le tarif de leur consultation évoluer. Les généralistes ont donc enfin été entendus par leur ministre de tutelle, qui a du pain sur la planche pour rétablir la confiance avec les médecins libéraux français. Les mois de contestation du projet de loi Santé, finalement adaptée en décembre 2015, aura laissé un goût amer. Au cœur de la colère des praticiens, la généralisation du tiers payant dont ils ne veulent pas.
Deux petits euros suffiront-ils à « acheter » la paix avec les quelque 88 000 généralistes de l'Hexagone... Rien n'est moins sûr. Les cinq syndicats majoritaires sont en effet arrivés cette année à la table des négociations soudés comme jamais, bien décidés à faire front devant la CNAM. Mais le tarif des consultations restait un point de discorde. La CSMF, premier syndicat de libéraux, avait mis la barre à 30 euros, alors que le SML n'hésitait pas à demander 48 euros ! Les syndicats avaient également demandé à ce que des paliers de rémunération soient créés en fonction de la complexité de la consultation. Pour l'heure, selon les informations de l'AFP, seules les consultations pour les enfants seront rémunérées sur ce principe, avec des tarifs de 25, 30 et 46 euros chez le généraliste. Mais Nicolas Revel a peut-être réservé quelques informations aux syndicats, qu'il verra ce mercredi pour la réunion de négociation hebdomadaire.

LIENS SUR LE MÊME THÈME

(https://adclick.g.doubleclick.net/pcs/click%253Fxai%253DAKAOjsuOm_BXUpbcQZsdUBwf6QayTRCac-ecNIUnwzzBVrDJQQTDzV0msoJF_UjNx8IbL6jXEED1igJROsAOcJWz_k7cAEa68S-7jHX_OglOvddnbV9MVmPmJ1tSZSd2Y7qxGy9UH2xirpKNfavjoJAMzJmFY7E73LabrmM9DTI7JDZuPV7ubjSVf0xQxLCpLdzhFg%2526sai%253DAMfl-YQOxKhHcqVTwuio-YTJUqBuv0Vlu7xEnZPLXYgBrRdlFEnvhxoFpOJpdueJS8bHVJI2OTEUPtHb8g%2526sig%253DCg0ArKJSzKtiRwa5649UEAE%2526urlfix%253D1%2526adurl

Médecin généraliste : bientôt des consultations à 25 € ?

Par Marine Lepante (http://www.radins.com/infos_radins.php?id=1553914) le 01 juin 2016 | 2 334 Vues

SANTÉ (HTTP://NEWS.RADINS.COM/QUOTIDIEN/SANTE/)

L'Assurance-maladie envisagerait de revaloriser le prix de la consultation de base des médecins généralistes. Il pourrait passer de 23 € à 25 € et s'aligner ainsi sur le prix des consultations des spécialistes.





L'Assurance-maladie estime le coût de cette mesure à un montant compris entre 569 et 737 millions d'euros par an. © Shutterstock

Une consultation équivalente à celle des autres spécialistes

Selon un document rédigé par l'Assurance-maladie et qu'un certain nombre de médias ont pu consulter, le tarif de la consultation des médecins généralistes (http://news.radins.com/actualites/garde-nuits-moins-moins-medecins-volontaires,20497.html) pourrait passer de 23 € à 25 €. **Une proposition qui pourrait servir de base aux négociations sur la future convention médicale entre l'Assurance-maladie et les syndicats de praticiens libéraux** (CSMF, MG France, FMF, SML, le Bloc). Cette convention conditionnera les relations entre les deux parties pour les cinq années à venir.

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour que nous puissions réaliser des statistiques de navigation mais aussi vous proposez des publicités ciblées adaptées à vos centres d'intérêts. En savoir plus (http://www.radins.com/protection-vie-privee.htm)

Fermer

Il s'agit avant tout, pour l'Assurance-maladie, de « *mettre en place une majoration* » qui « *permettra aux médecins généralistes de secteur 1 et secteur 2 adhérant au contrat d'accès aux soins de bénéficier, selon un calendrier à définir, d'**une valeur de la consultation équivalente à celle des autres spécialistes*** ». Si cette proposition n'est pas certaine de voir le jour, elle devrait coûter **entre 569 et 737 millions d'euros par an**. Mais pour cela, il faudrait qu'un « *équilibre global* » soit trouvé sur le plan financier.

Pas de tarif majoré pour les consultations longues et complexes

L'Assurance maladie a toutefois préféré préciser que **cette mesure ne serait pas compatible avec la volonté des syndicats d'instaurer un « *tarif sensiblement majoré pour les consultations longues et complexes* »**. Avec cette mesure, l'organisme souhaite cependant apaiser la colère des médecins très remontés depuis le vote, dans le cadre de la loi Santé, du tiers payant généralisé.

Parmi les autres propositions avancées, l'Assurance maladie souhaiterait **mettre en place « *une rémunération unique dédiée* » pour les médecins traitants qui prennent en charge les personnes âgées ou de pathologies lourdes**. Une rémunération qui tiendrait compte « du niveau de complexité de la prise en charge » et serait majorée selon l'âge, la pathologie, ou la précarité du patient.

Á lire aussi : L'assurance maladie : Le B.A.-BA (http://www.radins.com/dossiers/assurance-maladie-le-b-a-ba,162.html)

41
PARTAGES

Partager (https://www.facebook.com/sharer.php?u=news.radins.com%2Factualites%2Fmedecin-generaliste-bientot-consultations-a-25-euro%2C23817.html&t=Radins.com)

Twitter (https://twitter.com/share?url=news.radins.com%2Factualites%2Fmedecin-generaliste-bientot-consultations-a-25-euro%2C23817.html&text=M%C3%A9decin+g%C3%A9n%C3%A9raliste+%3A+bient%C3%B4t+des+consultations+%C3%A0+25+%26euro%3B+%3F+-+news.radins.com%2Factualites%2Fmedecin-generaliste-bientot-consultations-a-25-euro%2C23817.html&via=radinspointcom)

Google+ (https://plus.google.com/share?url=news.radins.com%2Factualites%2Fmedecin-generaliste-bientot-consultations-a-25-euro%2C23817.html&hl=fr)

Pinterest (https://pinterest.com/pin/create/button/?url=news.radins.com%2Factualites%2Fmedecin-generaliste-bientot-consultations-a-25-euro%2C23817.html&media=)

Par email

< Article Précédent
Location de voitures : qui est le moins cher ? (http://news.radins.com/actualites/location-voitures-qui-est-moins-cher,23814.html)

Article Suivant >
Grèves : quels risques pour les salariés qui ne ... (http://news.radins.com/actualites/greves-quels-risques-les-salaries-qui-ne-peuvent-pas-aller-travailler,23820.html)

BLOCTEL, LA LISTE ANTI-DÉMARCHAGE TÉLÉPHONIQUE



Mutuelle MMA : 17€/mois

Publié le 08/06/2016

Pendant les négociations conventionnelles, l'UFML organise les négociations "déconventionnelles"…



Paris, le mercredi 8 juin 2016 – Après la séance houleuse de la semaine dernière où les syndicats ont fraichement accueilli les premières propositions de revalorisation du tarif de base de la consultation, les représentants de l'Assurance maladie et des médecins libéraux doivent se retrouver aujourd'hui pour une nouvelle séance de discussion. Cette rencontre étant dédiée aux médecins spécialistes, les tensions demeureront sans doute vives. L'Assurance maladie n'a en effet pas caché que l'enveloppe dont elle dispose (et dont elle n'a toujours pas voulu révéler le montant) ne lui permettrait pas de multiplier les revalorisations, tandis qu'elle a en outre clairement manifesté son souhait de privilégier les praticiens de secteur 1 et les adhérents au contrat d'accès aux soins (CAS).

Des syndicats qui restent autour de la table, sans conviction

C'est donc sur leurs gardes que les syndicats abordent ce nouveau round. Le Syndicat des médecins libéraux (SML), exaspéré de ne pouvoir connaître le budget de l'Assurance maladie pourrait réitérer son coup d'éclat de la semaine dernière et claquer la porte. De son côté, la branche spécialiste de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), l'UMESPE (Union nationale des médecins spécialistes confédérés) s'est montrée très préoccupée à l'issue de la tenue de son comité directeur ce 5 juin. Elle redoute en effet une nouvelle « *mise de côté* » de la médecine spécialisée et s'insurge contre la « *ségrégation* » que l'on tente d'imposer aux médecins de secteur 2. L'UMESPE refuse par ailleurs que d'éventuelles hausses des actes se fassent au prix de nouvelles décotes tarifaires pénalisant l'imagerie ou la biologie. Elle rappelle donc son souhait d'une « *hiérarchisation innovante des actes de consultation* ». Enfin, après avoir hésité, la Fédération des médecins de France (FMF) a indiqué dans un communiqué publié hier qu'elle maintenait sa participation aux négociations, tout en ne se montrant pas dupe. Tout en qualifiant les discussions actuelles de « *pseudo négociations* », l'organisation déplore « *l'attitude de mauvaise foi affichée par les Caisses faite de rejets injustifiables des revendications les mieux fondées des médecins* ». Face aux pâles propositions de l'Assurance maladie, la FMF continue à avancer ses revendications, partagées par les autres syndicats et notamment une échelle des tarifs avec trois paliers (30 euros, 46 euros et 75 euros), l'aménagement d'un espace de liberté tarifaire pour tous ou encore la mise en place d'un « *forfait structure* ».

Pour une "*déconvention*"

Alors que l'issue de ces négociations est plus qu'incertaine et que la bataille des syndicats sera âpre, l'Union française pour une médecine libre (UFML) ne faillit pas à sa réputation de trublion et appelle à une réunion ce 11 juin à Toulouse de l'ensemble des professionnels de santé. Ces « *négociations déconventionnelles* » doivent permettre de dresser un « *état des lieux* », d'évaluer les « *forces en présence* » et d'élaborer un « *mouvement unitaire* ». Cette rencontre devrait être une nouvelle fois l'occasion de dénoncer le pouvoir et la place jugée délétère des mutuelles, un diagnostic partagé par certains syndicats et notamment par la FMF. Il s'agira également de dénoncer le mépris des pouvoirs publics et d'appeler le monde de la santé à un sursaut.

Cette réunion devrait être retransmise en direct sur l'application Periscope.



BFM B
Consomma

Les négociations au point mort sur les tarifs des médecins

22/06/2016 à 21h38


Les médecins

0

Le premier syndicat des médecins libéraux a décidé de quitter la table des négociations avec la Sécu au sujet de la nouvelle convention devant définir les honoraires des praticiens pour les cinq prochaines années.

Le dialogue est désormais rompu. Ce mercredi 22 juin, la CSMF, premier syndicat des médecins libéraux en France, a claqué la porte des négociations avec la Sécu au sujet de la prochain convention régissant les tarifs des praticiens pour les cinq prochaines années.

"La CSMF quitte la table des négociations. (...) Elle ne participera pas aux prochaine séances dans l'attente de réponses concrètes" et "d'éléments chiffrés", a déclaré son président Jean-Paul Ortiz à l'issue d'une nouvelle réunion.

Quatre mois de réunions

PC de bureau In

A voir a

(http://bfmbusiness.bfr
assurance-chomage-s
Les négociations
se soldent par u

(http://bfmbusiness.bfr
assurance-chomage-s

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies afin de réaliser des statistiques d'audiences et vous proposer une navigation optimale, la possibilité de partager des contenus sur des réseaux sociaux ainsi que des services et offres adaptés à vos centres d'intérêts.
Pour en savoir plus et paramétrer les cookies... (http://www.bfmtv.com/info/mentions-legales/infos-cookies/)

Cela fait quatre mois que l'on discute toutes les semaines !" a rappelé le président de la CSMF. "Si l'on n'a pas de texte avec des propositions chiffrées et significatives, en particulier au niveau financier, ce n'est pas la peine de continuer", a-t-il ajouté, disant en appeler "au gouvernement".

"La Cnam (Caisse nationale d'assurance maladie) reste dans sa logique comptable et ne semble pas vouloir une convention ambitieuse qui accompagne la médecine libérale pour réaliser le virage ambulatoire et sauvegarder le système de santé à la française", dénonce aussi le syndicat dans un communiqué.

Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) négocient avec l'Assurance maladie pour une augmentation de leur rémunération.

Dans ce contexte, la CSMF réclame "des moyens pour la médecine libérale", notamment une consultation de base à 25 euros et une "grille tarifaire" différenciée selon le type d'actes pratiqués par les médecins, parmi une série de propositions qu'elle évalue à 1,5 milliard d'euros et qui profiteraient à toutes les spécialités.

L'Assurance maladie s'est déjà dite ouverte à une revalorisation de la consultation de base à 25 euros pour les généralistes (contre 23 actuellement), précisant toutefois que son champ de manoeuvre était limité et qu'il faudrait faire des choix, sans donner le montant de l'enveloppe globale qu'elle pourra consacrer à la convention dans son ensemble.

Le principal syndicat de chirurgiens, le Bloc, a également décidé mercredi de quitter la séance de négociation organisée au siège de l'Assurance maladie, sans remettre en question sa participation aux prochaines réunions.

Syndicats et Assurance maladie ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord.

Par J.M. avec AFP

0

Ailleurs sur le web

(http://www.pausepeople.com/top-30-stars-debut-films-adultes/?utm_source=taboola&utm_medium=referral&utm_campaign=top-30-stars-debut-films-adultes&utm_term=nextinteractivemedia-bfmbusiness)

TOP 30 des stars qui ont fait leur début dans l'industrie pour adulte
Pause People

(http://www.pausepeople.com/top-30-stars-debut-films-adultes/?utm_source=taboola&utm_medium=referral&utm_campaign=top-30-stars-debut-films-adultes&utm_term=nextinteractivemedia-bfmbusiness)
(http://www.inedit.tv/?get=video/emmanuel-macron-ridiculise-philippot&utm_source=taboola&utm_medium=cpc&utm_campaign=emmanuel-macron-ridiculise-philippot)

Emmanuel Macron ridiculise complétement Florian Philippot
Inedit.tv

(http://clk.toptrackers.r
00571f3f7444?thumbr
cdn.com%2Fcreatives
f0da46f55c62%2F11p
bfmbusiness)

Les 10 sites de r
vraiment !
Meilleurs Sites Renco

(http://clk.toptrackers.r
00571f3f7444?thumbr
cdn.com%2Fcreatives
f0da46f55c62%2F11p
bfmbusiness)
(https://cat.fr.eu.criteo.
cppv=1&cpp=Hc6IWH
de-cinema-avant-
1950.html%3Futm_so

Fauteuil de ciné
259 € - brocantelab.cc

(https://cat.fr.eu.criteo.
cppv=1&cpp=Hc6IWH
de-cinema-avant-
1950.html%3Futm_so
(https://cat.fr.eu.criteo.
cppv=1&cpp=ZisG1Xv
ais.fr%2Fmaison-bres
annonce-
56693579.htm&utm_s

BREST (29200)
97000 € - logicimmo.c

(https://cat.fr.eu.criteo.
cppv=1&cpp=ZisG1Xv
ais.fr%2Fmaison-bres
annonce-
56693579.htm&utm_s
(https://itunes.apple.c
l=fr&ls=1&mt=8&utm_

Cette Applicatio
ce que vos Amis
Uddy

(https://itunes.apple.c
l=fr&ls=1&mt=8&utm_
(http://www.clickbuzz.f
lache&utm_source=ta
arditi-se-lache)

Dérapage de Pi
www.clickbuster.net

(http://www.clickbuzz.f
lache&utm_source=ta
arditi-se-lache)

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies afin de réaliser des statistiques d'audiences et vous proposer une navigation optimale, la possibilité de partager des contenus sur des réseaux sociaux ainsi que des services et offres adaptés à vos centres d'intérêts.
Pour en savoir plus et paramétrer les cookies... (http://www.bfmtv.com/info/mentions-legales/infos-cookies/)

En utilisant Yahoo vous acceptez les cookies de Yahoo/ses partenaires aux fins de personnalisation et autres usages



jeu. 23 juin 2016, 18:08 - La bourse est fermée

Les négociations au point mort sur les tarifs des médecins

BFM BUSINESS

BFM Business – il y a 20 heures

Le dialogue est désormais rompu. Ce mercredi 22 juin, la CSMF, premier syndicat des médecins libéraux en France, a claqué la porte des négociations avec la Sécu au sujet de la prochain convention régissant les tarifs des praticiens pour les cinq prochaines années.

"La CSMF quitte la table des négociations. (...) Elle ne participera pas aux prochaine séances dans l'attente de réponses concrètes" et "d'éléments chiffrés", a déclaré son président Jean-Paul Ortiz à l'issue d'une nouvelle réunion.

Quatre mois de réunions

Cela fait quatre mois que l'on discute toutes les semaines !" a rappelé le président de la CSMF. "Si l'on n'a pas de texte avec des propositions chiffrées et significatives, en particulier au niveau financier, ce n'est pas la peine de continuer", a-t-il ajouté, disant en appeler "au gouvernement".

"La Cnam (Caisse nationale d'assurance maladie) reste dans sa logique comptable et ne semble pas vouloir une convention ambitieuse qui accompagne la médecine libérale pour réaliser le virage ambulatoire et sauvegarder le système de santé à la française", dénonce aussi le syndicat dans un communiqué.

Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) négocient avec l'Assurance maladie pour une augmentation de...

Lire la suite sur BFM Business

A lire aussi

- Pourquoi Ce distributeur de surgelés met tout son catalogue sur Amazon
- Unilever ne veut plus de stéréotypes sexistes dans ses publicités
- Quels sont les fruits et légumes les plus produits en Europe?
- Non, toutes les crèmes solaires ne se valent pas
- Les signaux positifs s'accumulent pour entreprises de taille intermédiaire

Négociations tarifaires avec la Sécu : le premier syndicat de médecins libéraux claque la porte

Par liberation - il y a 19 heures



liberation

La Confédération des syndicats médicaux français exige «des propositions chiffrées et significatives, en particulier au niveau financier».

Le premier syndicat de médecins libéraux a annoncé mercredi à l'AFP qu'il *«quitt(ait) la table des négociations»* tarifaires en cours avec l'Assurance maladie. La CSMF (Confédération des syndicats

médicaux français) *«ne participera pas aux prochaines séances dans l'attente de réponses concrètes»* et *«d'éléments chiffrés»*, a déclaré son président Jean-Paul Ortiz à l'issue d'une nouvelle réunion pour la prochaine convention médicale, qui régit pour cinq ans les relations entre les médecins et la Sécu et fixe leurs honoraires.

«Cela fait quatre mois que l'on discute toutes les semaines !», a rappelé le président de la CSMF. *«Si l'on n'a pas de texte avec des propositions chiffrées et significatives, en particulier au niveau financier, ce n'est pas la peine de continuer»*, a-t-il ajouté, disant en appeler *«au gouvernement»*. *«La Cnam (Caisse nationale d'assurance maladie) reste dans sa logique comptable et ne semble pas vouloir une convention ambitieuse qui accompagne la médecine libérale pour réaliser le virage ambulatoire et sauvegarder le système de santé à la française»*, dénonce aussi le syndicat dans un communiqué.

Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) négocient avec l'Assurance maladie pour une augmentation de leur rémunération.

Consultation à 25 euros

Dans ce contexte, la CSMF réclame *«des moyens pour la médecine libérale»*, notamment une consultation de base à 25 euros et une *«grille tarifaire»* différenciée selon le type d'actes pratiqués par les médecins, parmi une série de propositions qu'elle évalue à 1,5 milliard d'euros et qui profiteraient à toutes les spécialités. L'Assurance maladie s'est déjà dite ouverte à une revalorisation de la consultation de base à 25 euros pour les généralistes (contre 23 actuellement), précisant toutefois que son champ de manœuvre était limité et qu'il faudrait faire des choix, sans donner le montant de l'enveloppe globale qu'elle pourra consacrer à la convention dans son ensemble.

Le principal syndicat de chirurgiens, le Bloc, a également décidé mercredi de quitter la séance de négociation organisée au siège de l'Assurance maladie, sans remettre en question sa participation aux prochaines réunions.

«Moment de tension»

«Nous sommes dans une négociation qui se prolonge, qui n'est pas achevée», a-t-on souligné à la Cnam, contactée par l'AFP. *«La Cnam a déjà été amenée à formuler des propositions sur beaucoup de sujets. Elle va continuer à le faire»*, a-t-on insisté, voyant dans les déclarations de la CSMF *«un moment de tension comme il en existe toujours dans ce genre de processus»*. Quant au texte chiffré réclamé par les syndicats, *«il s'ébauche progressivement. Nous entrons dans cette dernière ligne droite du mois de juillet où le tableau va commencer à se préciser. C'est assez logique que les choses se tendent»*.

Syndicats et Assurance maladie ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord. Faute d'accord, un

règlement arbitral devra intervenir.

Lire la suite de cet article sur liberation

A Lire Aussi:

1. **Le 1er syndicat de médecins libéraux « quitte » les négociations tarifaires avec la Sécu**
2. **Cambadélis propose au PS une primaire de la gauche de gouvernement**

Sur le même thème



Le 1er syndicat de médecins libéraux "quitte" les négociations tarifaires avec la Sécu
Dans "A la une"

Médecins et Sécu en négociation pour un juste prix de la consultation
Paris - Encore échaudés par la loi Santé, les médecins libéraux ont entamé mercredi une difficile négociation avec l'Assurance maladie pour une
Dans "A la une"

Début de la négociation sur la nouvelle convention des médecins libéraux
Paris, 24 fév 2016 - La négociation, qui s'annonce ardue, entre l'Assurance maladie et les syndicats de médecins libéraux sur la
Dans "A la une"



Rémunération des médecins. Le premier syndicat quitte les négociations
Dans "A la une"



Les médecins se prescrivent une hausse de revenu
Dans "A la une"



L'Assurance maladie dévoile ses pistes pour augmenter la consultation des généralistes à 25 euros
Dans "A la une"

Sécu: un syndicat de médecins quitte les négociations

Mis à jour le 22/06/2016 à 22:00

Le premier syndicat de médecins libéraux, la CSMF, a annoncé mercredi à l'AFP qu'il "quitt(ait) la table des négociations" tarifaires en cours avec l'Assurance maladie, déplorant l'absence d'"éléments chiffrés" et de "réponses concrètes" après quatre mois de discussions.

"La CSMF quitte la table des négociations. (...) Elle ne participera pas aux prochaine séances dans l'attente de réponses concrètes" et "d'éléments chiffrés", a déclaré son président Jean-Paul Ortiz à l'issue d'une nouvelle réunion sur la prochaine convention médicale, qui régit pour cinq ans les relations entre les médecins et la Sécu et fixe leurs honoraires.

"La Cnam (Caisse nationale d'assurance maladie) reste dans sa logique comptable et ne semble pas vouloir une convention ambitieuse qui accompagne la médecine libérale pour réaliser le virage ambulatoire et sauvegarder le système de santé à la française", dénonce aussi le syndicat dans un communiqué.

Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) négocient avec l'Assurance maladie pour une augmentation de leur rémunération.

L'Assurance maladie s'est déjà dite ouverte à une revalorisation de la consultation de base à 25 euros pour les généralistes (contre 23 actuellement), précisant toutefois que son champ de manoeuvre était limité et qu'il faudrait faire des choix, sans donner le montant de l'enveloppe globale qu'elle pourra consacrer à la convention dans son ensemble.

Syndicats et Assurance maladie ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord. Faute d'accord, un règlement arbitral devra intervenir.

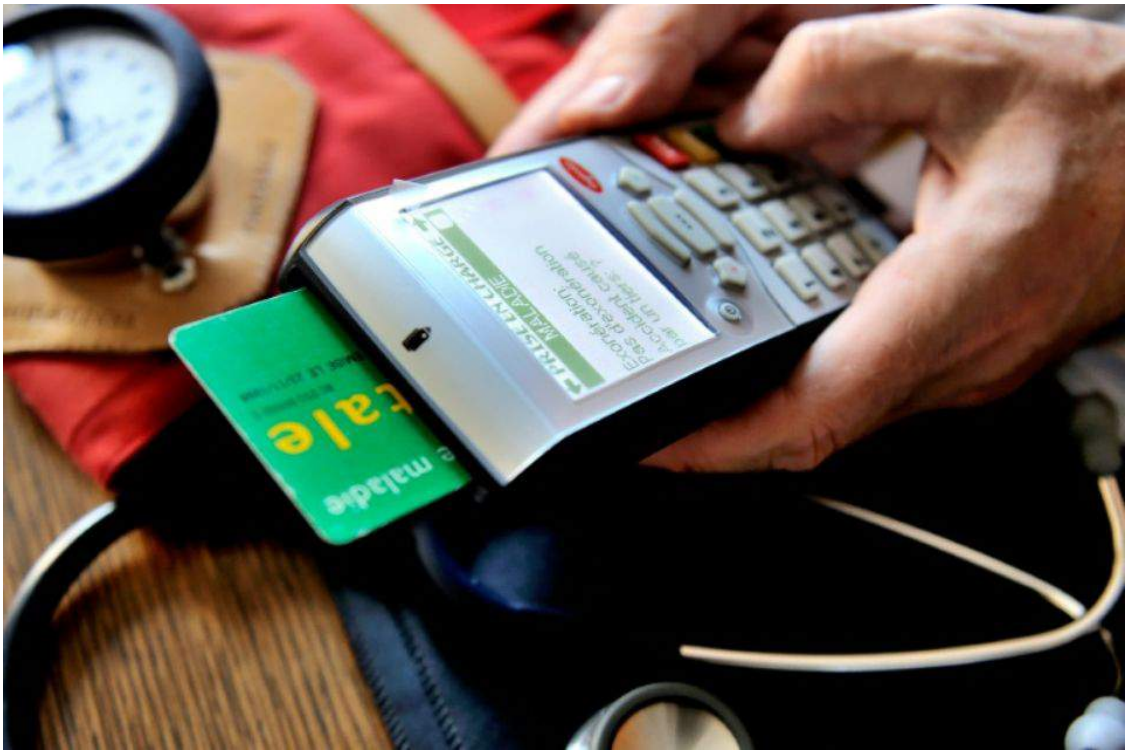
---

lefigaro.fr avec AFP

CLASH

Négociations tarifaires avec la Sécu : le premier syndicat de médecins libéraux claque la porte

Par AFP(http://www.liberation.fr/auteur/2005-afp) — 22 juin 2016 à 20:40 (mis à jour à 21:57)



Le premier syndicat de médecins libéraux, la CSMF, a annoncé mercredi à l'AFP qu'il "quitt(ait) la table des négociations" tarifaires en cours avec l'Assurance maladie Photo PHILIPPE HUGUEN. AFP

La Confédération des syndicats médicaux français exige «des propositions chiffrées et significatives, en particulier au niveau financier».

Le premier syndicat de médecins libéraux a annoncé mercredi à l'AFP qu'il *«quitt(ait) la table des négociations»* tarifaires en cours avec l'Assurance maladie. La CSMF (Confédération des syndicats médicaux français) *«ne participera pas aux prochaines séances dans l'attente de réponses concrètes»* et *«d'éléments chiffrés»*, a déclaré son président Jean-Paul Ortiz à l'issue d'une nouvelle réunion pour la prochaine convention médicale, qui régit pour cinq ans les relations entre les médecins et la Sécu et fixe leurs honoraires.

«Cela fait quatre mois que l'on discute toutes les semaines !», a rappelé le président de la CSMF. *«Si l'on n'a pas de texte avec des propositions chiffrées et significatives, en particulier au niveau financier, ce n'est pas la peine de continuer»*, a-t-il ajouté, disant en appeler *«au gouvernement»*. *«La Cnam (Caisse nationale d'assurance maladie) reste dans sa logique comptable et ne semble pas vouloir une convention ambitieuse qui accompagne la médecine libérale pour réaliser le virage ambulatoire et sauvegarder le système de santé à la française»*, dénonce aussi le syndicat dans un communiqué.

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services et offres adaptés à vos centres d'intérêt. En savoir plus (/cgvu/#donnees-personnelles)

Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) négocient avec l'Assurance maladie pour une augmentation de leur rémunération.

Consultation à 25 euros

Dans ce contexte, la CSMF réclame *«des moyens pour la médecine libérale»*, notamment une consultation de base à 25 euros et une *«grille tarifaire»* différenciée selon le type d'actes pratiqués par les médecins, parmi une série de propositions qu'elle évalue à 1,5 milliard d'euros et qui profiteraient à toutes les spécialités. L'Assurance maladie s'est déjà dite ouverte à une revalorisation de la consultation de base à 25 euros pour les généralistes (contre 23 actuellement), précisant toutefois que son champ de manœuvre était limité et qu'il faudrait faire des choix, sans donner le montant de l'enveloppe globale qu'elle pourra consacrer à la convention dans son ensemble.

Le principal syndicat de chirurgiens, le Bloc, a également décidé mercredi de quitter la séance de négociation organisée au siège de l'Assurance maladie, sans remettre en question sa participation aux prochaines réunions.

«Moment de tension»

«Nous sommes dans une négociation qui se prolonge, qui n'est pas achevée», a-t-on souligné à la Cnam, contactée par l'AFP. *«La Cnam a déjà été amenée à formuler des propositions sur beaucoup de sujets. Elle va continuer à le faire»*, a-t-on insisté, voyant dans les déclarations de la CSMF *«un moment de tension comme il en existe toujours dans ce genre de processus»*. Quant au texte chiffré réclamé par les syndicats, *«il s'ébauche progressivement. Nous entrons dans cette dernière ligne droite du mois de juillet où le tableau va commencer à se préciser. C'est assez logique que les choses se tendent»*.

Syndicats et Assurance maladie ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord. Faute d'accord, un règlement arbitral devra intervenir.

AFP (http://www.liberation.fr/auteur/2005-afp)

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies permettant de vous proposer des services et offres adaptés à vos centres d'intérêt. En savoir plus et gérer ces paramètres
Fermer ×

SCIENCES ET AVENIR

Santé

Le 1er syndicat de médecins libéraux "quitte" les négociations tarifaires avec la Sécu

Publié le 22-06-2016 à 21h46
Mis à jour le **23-06-2016** à 17h45



Paris (http://www.sciencesetavenir.fr/tag/paris) (AFP) - Le premier syndicat de médecins libéraux, la CSMF, a annoncé mercredi à l'AFP qu'il "quitt(ait) la table des négociations" tarifaires en cours avec l'Assurance maladie, déplorant l'absence d'"éléments chiffrés" et de "réponses concrètes" après quatre mois de discussions.

"La CSMF quitte la table des négociations. (...) Elle ne participera pas aux prochaines séances dans l'attente de réponses concrètes" et "d'éléments chiffrés", a déclaré son président Jean-Paul Ortiz à l'issue d'une nouvelle réunion pour la prochaine convention médicale, qui régit pour cinq ans les relations entre les médecins et la Séc et fixe leurs honoraires.

"Cela fait quatre mois que l'on discute toutes les semaines !" a rappelé le président de la CSMF. "Si l'on n'a pas d texte avec des propositions chiffrées et significatives, en particulier au niveau financier, ce n'est pas la peine de continuer", a-t-il ajouté, disant en appeler "au **gouvernement (http://www.sciencesetavenir.fr/tag/gouvernement)**".

"La Cnam (Caisse nationale d'**assurance (http://www.sciencesetavenir.fr/tag/assurance)** maladie) res dans sa logique comptable et ne semble pas vouloir une convention ambitieuse qui accompagne la médecine libérale pour réaliser le virage ambulatoire et sauvegarder le système de santé à la française", dénonce aussi le syndicat dans un communiqué.

Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, **MG (http://www.sciencesetavenir.fr/tag/mg) France (http://www.sciencesetavenir.fr/tag/france)** pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) négocient avec l'Assurance maladie pour une augmentation de leur rémunération.

Dans ce contexte, la CSMF réclame "des moyens pour la médecine libérale", notamment une consultation de bas à 25 euros et une "grille tarifaire" différenciée selon le type d'actes pratiqués par les médecins, parmi une série d propositions qu'elle évalue à 1,5 milliard d'euros et qui profiteraient à toutes les spécialités.

L'Assurance maladie s'est déjà dite ouverte à une revalorisation de la consultation de base à 25 euros pour les généralistes (contre 23 actuellement), précisant toutefois que son champ de manoeuvre était limité et qu'il faudrait faire des choix, sans donner le montant de l'enveloppe globale qu'elle pourra consacrer à la convention dans son ensemble.

Le principal **syndicat (http://www.sciencesetavenir.fr/tag/syndicat)** de chirurgiens, le Bloc, a également décidé mercredi de quitter la séance de négociation organisée au siège de l'**Assurance maladie (http://www.sciencesetavenir.fr/tag/assurance-maladie)**, sans remettre en question sa participation aux prochaines réunions.

"Nous sommes dans une négociation qui se prolonge, qui n'est pas achevée", a-t-on souligné à la Cnam, contacté par l'AFP. "La Cnam a déjà été amenée à formuler des propositions sur beaucoup de sujets. Elle va continuer à le faire", a-t-on insisté, voyant dans les déclarations de la CSMF "un moment de tension comme il en existe toujours dans ce genre de processus".

Quant au texte chiffré réclamé par les syndicats, "il s'ébauche progressivement. Nous entrons dans cette dernière ligne droite du mois de juillet où le tableau va commencer à se préciser. C'est assez logique que les choses se tendent".

Syndicats et Assurance **maladie (http://www.sciencesetavenir.fr/tag/maladie)** ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord. Faute d'accord, un règlement arbitral devra intervenir.

Source : **AFP (http://www.sciencesetavenir.fr/tag/afp)**

Accueil Mail Recherche Actualités Sport Finance Style People Cinéma Météo Fli

Rechercher

Rechercher

Actualités Accueil M6info Monde France Politique Finance •••

ifs des decins: Le mier syndicat libéraux itte» les ociations avec Sécu

20minutes.fr
23 juin 2016



Illustration d'un médecin manifestant le 15 mars 2015 à Paris. , CHAMUSSY/SIPA



La question du jour

SANTE - Le CSMF réclame notamment une consultation de base à 25 euros...

Il y a de la tension entre les syndicats et la Sécu. Alors que les deux parties étaient réunies pour discuter des tarifs en cours, le premier syndicat de médecins libéraux, la CSMF, a annoncé mercredi à l'AFP qu'il « quitt(ait) la table des négociations », déplorant l'absence d'« éléments chiffrés » et de « réponses concrètes » après quatre mois de discussions.

>> La Sécurité sociale veut récompenser les médecins qui délivrent moins d'arrêts maladie

« La CSMF quitte la table des négociations. (…) Elle ne participera pas aux prochaines séances dans l'attente de réponses concrètes » et « d'éléments chiffrés », a déclaré son président Jean-Paul Ortiz à l'issue d'une nouvelle réunion pour la prochaine convention médicale, qui régit pour cinq ans les relations entre les médecins et la Sécu et fixe leurs honoraires. « Cela fait quatre mois que l'on discute

En utilisant Yahoo vous acceptez les cookies de Yahoo/ses partenaires sur fins de personnalisation et autres usages

Yahoo Confidential

Accueil Mail Recherche Actualités Sport Finance Style People Cinéma Météo Fli

Rechercher Rechercher

Actualités Accueil M6info Monde France Politique Finance •••

- WhatsApp
- LinkedIn

Paramètres

Choisissez un fichier Aucun fichier cho

Connexion rapide

Montrer le nom

S'identifier

Ou connectez-vous avec

« La Cnam (Caisse nationale d'assurance maladie) reste dans sa logique comptable et ne semble pas vouloir une convention ambitieuse qui accompagn la médecine libérale pour réaliser le virage ambulatoire et sauvegarder le système de santé à la française », dénonce aussi le syndicat dans un communiqué. Depuis fin février, les cinq syndicat représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) négocient avec l'Assurance maladie pour une augmentation de leur rémunération.

Dans ce contexte, la CSMF réclame « des moyens pour la médecine libérale », notamment une consultation de base à 25 euros et une « grille tarifaire » différenciée selon le (...) **Lire la suite sur 20minutes.fr**

Tarifs des médecins: Le premier syndicat de libéraux «quitte» les négociations avec la Sécu
Brevet: Jour J pour près de 840.000 collégiens
Taxe Nutella: L'Assemblée change d'avis et renonce à surtaxer l'huile de palme
Bataclan: Un commissaire de police paraplégiqu depuis l'attaque décoré
Téléchargez gratuitement l'application Android 2 Minutes

Se déconnecter

Ajouter un commentaire...

Commentaire

Modalités

À lire aussi

Mark Zuckerberg se pense-t-il espionné photo sème le doute
M6info



Manifestation anti-loi Travail: comment l..

En utilisant Yahoo vous acceptez les cookies de Yahoo/ses partenaires aux fins de personnalisation et autres usages

Yahoo Confidential

Publié le 23/06/2016

Négociations conventionnelles : la CSMF claque la porte, les autres syndicats n'en pensent pas moins



Paris, le jeudi 23 juin 2016 – Les choses commencent à se corser autour de la table des négociations conventionnelles entre les cinq syndicats représentant les médecins libéraux et l'Assurance maladie. Flegmatique, cette dernière constate : « *Nous entrons dans cette dernière ligne droite du mois de juillet où le tableau va commencer à se préciser. C'est assez logique que les choses se tendent* » a observé la CNAM après la séance houleuse de ce mercredi 22 juin.

Rien pour le secteur 2

Au programme, un sujet épineux : la revalorisation des actes techniques. L'Assurance maladie propose une évolution des modificateurs J et K, dans certaines situations, mais une suppression de ces derniers dans d'autres cas. Une revalorisation de 5 % de certains actes à fort impact de santé publique est également à l'étude, ainsi que la création d'un modificateur spécifique pour les interventions lourdes concernant les jeunes enfants ou l'obésité morbide. Des augmentations pourraient également concerner les actes chirurgicaux et obstétricaux réalisés en urgence. "Bien sûr", ces différentes évolutions ne concernent que les praticiens de secteur 1 et les adhérents au Contrat d'accès aux soins (CAS).

Trompe l'œil

La déception a été unanime pour les syndicats. D'abord, parce qu'une fois encore l'Assurance maladie n'a toujours pas révélé avec précision le montant global de son enveloppe budgétaire. Ensuite, parce que le secteur 2 paraît une nouvelle fois marginalisée. Les organisations regrettent par ailleurs un "saupoudrage" et des augmentations en trompe l'œil. « *Nicolas Revel fait des propositions de revalorisation sur des actes qui ne sont pas ou peu pratiqués, et diminue les actes les plus courants : la revalorisation de la prothèse de cheville pratiquée par une poignée d'orthopédistes en est le meilleur exemple !* » déplore la Fédération des médecins de France (FMF) dans un communiqué publié hier.

Plat de lentilles

Cette insatisfaction des syndicats s'est mue en colère, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) se montrant la plus déterminée en annonçant qu'elle quittait la table des négociations et qu'elle ne participerait pas aux prochaines rencontres. « *Cela fait quatre mois que l'on discute toutes les semaines ! Si l'on n'a pas de texte avec des propositions chiffrées et significatives, en particulier au niveau financier, ce n'est pas la peine de continuer* » a tonné le patron du syndicat, Jean-Paul Ortiz. Dans un communiqué, le syndicat ironise encore en affirmant qu' « *un simple avenant aurait suffi !* » pour entériner les maigres propositions de l'Assurance maladie, qui se résume à un « *plat de lentilles* ». Les représentants du Bloc ont également claqué la porte hier, sans préciser cependant si cette sortie était définitive. « *C'est clair, c'est confirmé, l'Assurance maladie veut continuer à dérembourser les actes de chirurgie. Les propositions de la Caisse ne riment à rien* », a fulminé, cité par le Quotidien du médecin, le président du syndicat, Bertrand de Rochambeau.

Le gouvernement va devoir abattre ses cartes

Du côté de la FMF, la rupture n'est pas encore consommée, mais l'exaspération est certaine. « *La FMF en a soupé de ces interminables séances de diapositives !* » constate le syndicat qui continue cependant de présenter de nouvelles propositions. En l'absence de véritable « *plan Marshall* » pour la médecine de ville, le syndicat de Jean-

Paul Hamon plaide pour un « *nouveau CAS* » ouvert à tous les médecins. Plus discrets, le Syndicat des médecins libéraux (SML) et MG France nourrissent cependant la même impatience que les autres organisations quant à l'absence de transparence de l'Assurance sur les fonds dont elle dispose.

Il est cependant très probable que les 1,2 milliards d'euros minimum attendus par les syndicats ne puissent être atteints. « *Le gouvernement va devoir faire un choix politique et déterminer quelle somme il est prêt à mettre pour arriver à un accord avec les médecins* » déclare l'ancien responsable des questions de santé au Parti socialiste, Claude Pigement, interrogé par Le Monde.

Aurélie Haroche

Copyright © http://www.jim.fr

SUR UN THÈME PROCHE

Négociations conventionnelles : l'Assurance maladie prête à créer quatre niveaux de consultation

Négociations conventionnelles : les syndicats toujours critiques

Pendant les négociations conventionnelles, l'UFML organise les négociations déconventionnelles



Exclusivité abonnés
Votre édition du soir est disponible sur soir.sudouest.fr

Pourquoi la négociation se tend entre médecins libéraux et Assurance maladie

A la Une / Sud Ouest Éco / Publié le 23/06/2016 . Mis à jour à 17h06 par SudOuest.fr avec Afp
S'abonner à partir de 1€
0 commentaire



© *AFP*

La négociation de la nouvelle convention que discutent médecins et Sécu achoppe sur plusieurs sujets. Plusieurs syndicats de praticiens qui réclament l'augmentation de leurs honoraires ont claqué la porte

Les blouses blanches qui réclament une revalorisation "significative" de leurs rémunérations s'impatientent. Depuis fin février, leurs cinq syndicats représentatifs (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) se retrouvent quasiment chaque semaine au siège de la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam) avec son directeur général, Nicolas Revel, pour une nouvelle convention quinquennale.



Publicité

La consultation à 25 euros

Montant des honoraires, conditions d'exercice ou encore lutte contre les déserts médicaux font partie des enjeux de ce texte qui détermine les liens entre les médecins et la Sécu. **C'est ainsi que la consultation de base pourrait passer à 25 euros chez les médecins généralistes,** contre 23 actuellement, pour s'aligner sur celle des spécialistes, ce que réclament tous les syndicats. Mais les discussions piétinent.

Mercredi, à l'issue d'une nouvelle séance, le premier représentant de la profession, la CSMF a claqué la porte. Son président, Jean-Paul Ortiz, en appelle désormais au gouvernement, plaidant pour un "new deal" d'1,5 milliard d'euros à destination de la médecine libérale, défavorisée, selon lui, par rapport à l'hôpital public. Plus tôt, le Bloc, avait lui aussi quitté la séance, au motif que les augmentations proposées aux chirurgiens par l'Assurance maladie ne portent que sur une minorité d'actes "rarement effectués".

Dépassements d'honoraires et déserts médicaux

De son côté, la Cnam tempère ces mouvements d'humeur fréquents dans la dernière ligne droite de la négociation. De fait, son patron Nicolas Revel s'est déjà montré **favorable à la consultation à 25 euros** et au " forfait structure"**,** une somme qui doit permettre aux médecins de se doter d'un secrétariat.

La Cnam veut également rendre plus attractif le contrat d'accès aux soins, qui permet d'encadrer les dépassements d'honoraires en échange d'une prise en charge des cotisations des médecins ou encore attribuer une aide de 50.000 euros aux médecins s'installant dans les déserts médicaux.

3 milliards d'économies à réaliser en 2016

Mais son budget est serré, avec plus de 3 milliards d'euros d'économies à réaliser en 2016. Or, la consultation à 25 euros pour les généralistes, **"mange déjà une grosse partie de l'enveloppe", à hauteur de 570 millions d'euros.** Et elle ne serait pas compatible avec d'autres valorisations dont les spécialistes entendent profiter aussi. Pour sortir de l'impasse, la solution résidera peut-être dans la signature d'un texte spécifique aux généralistes, **dont la pénurie se fait de plus en plus pressante,** au lieu d'une convention unique pour tous les libéraux. Une solution préconisée par le syndicat des généralistes MG France.

Jusqu'au 26 août

En tous cas, **si aucun accord n'est trouvé avant le 26 août,** un règlement arbitral sera confié au haut fonctionnaire Bertrand Fragonard, qui pourra choisir de prolonger ou de modifier temporairement la convention en vigueur.

Sur le même sujet



La consultation chez le médecin à 25 euros, c'est pour bientôt ?

Les négociations se poursuivent entre l'Assurance maladie et les syndicats de médecin autour de la "convention médicale", qui sera en vigueur pendant cinq ans

Nouveau !
Inscrivez-vous à la lettre Sud Ouest Éco et recevez tous les lundi, mercredi et vendredi dès 14h l'actualité économique de la région.

Je m'inscris

S'abonner à partir de 1€
0 commentaire

A LIRE AUSSI



Agen : "Je n'ai rien demandé et je me retrouve à la rue"



Anglet : un drame familial sur fond de dettes et de rupture



Michael Schumacher : les nouvelles ne sont "pas bonnes"



Un Français et sa famille retrouvés mort sur une île des Philippines

Recommandé par



Boostez vos ventes !
Exportez vos colis en franchise de douane vers les USA avec Upela.



Ras-le-bol fiscal?
Plus de 3000€ d'impôts ? Devenez propriétaire à la campagne et n'en payez plus !



Le - cher pour les pros
Externalisez votre fonction transport et économisez dès votre premier envoi

Publicité LIGATUS

Négociation entre Assurance maladie et syndicats de médecins: la séance de mercredi annulée

- Entreprise

Par AFP , publié le 28/06/2016 à 12:03 , mis à jour à 12:03

- 6 partages

- facebookPartager
- TwitterTweeter
- Linkedin Linkedin
- Mail
- WhatsappWhatsapp

Paris, 28 juin 2016 - La séance de négociation prévue mercredi entre l'Assurance maladie et les syndicats de médecins sur la nouvelle convention a été annulée, mais des propositions chiffrées seront présentées au rendez-vous suivant, le 7 juillet, a-t-on appris mardi de sources concordantes.

Depuis fin février les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) négocient avec l'Assurance maladie pour obtenir une augmentation de leur rémunération.

Une nouvelle réunion était programmée mercredi, mais les manifestations de mauvaise humeur du premier syndicat de médecins libéraux, la CSMF, et du Bloc, qui ont quitté l'un après l'autre la table de négociations, ont conduit l'Assurance maladie à modifier son planning, a-t-on appris de sources concordantes, confirmant une information d'Aujourd'hui en France.

Le rendez-vous du 7 juillet se fera sur la base "*d'un document de synthèse de l'ensemble des propositions de l'UNCAM*", a indiqué dans un courrier adressé vendredi aux syndicats l'Assurance maladie.

Ce texte présentant des éléments chiffrés sera rediscuté lors d'une autre entrevue le 13 juillet.

Les parties ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord autour de la nouvelle convention qui régit les relations entre les médecins et la Sécurité sociale et fixe leurs honoraires pendant cinq ans.

"*Force est de constater qu'il est difficile de faire sans nous*", a réagi le président du premier syndicat de médecins, la CSMF, Jean-Paul Ortiz.

La nouvelle convention doit être signée par des syndicats rassemblant au moins 30% des voix pour chaque collège (généraliste, spécialiste et chirurgiens) pour être validée, faute de quoi interviendra un règlement arbitral. La CSMF et MG France, premier syndicat chez les généralistes, sont les plus susceptibles de signer. Des réunions bilatérales entre l'Assurance maladie et chaque syndicat devraient en outre être programmées, a précisé une source syndicale.

"*Ça bouge alors que cela fait quatre mois que l'on se rencontre sans voir l'architecture de la nouvelle convention que nous souhaitons novatrice*", a ajouté M. Ortiz. Mercredi dernier il avait protesté contre l'absence de "*propositions chiffrées et significatives, en particulier au niveau financier*".

téléMédecine 360

DATE : 30/06/2016

30 juin 2016

Le Syndicat des Médecins Libéraux (SML) exprime son mécontentement concernant la télémédecine

En pleine négociation conventionnelle avec l'Assurance Maladie, le Syndicat des Médecins Libéraux (SML) s'est exprimé au sujet de la télémédecine.

Le 17 Juin 2016, le SML a posté sur son site un article pour exprimer sa position vis-à-vis du nouvel arrêté concernant le financement des expérimentations de télémédecine.

Selon le SML, « alors que les preuves apparentes des réelles avancées sanitaires et sociales sont là, le Ministère de l'Action sociale et celui des Finances ont souhaité définir le cadre d'expérimentation de la téléconsultation et de la télé-expertise dans un arrêté dédié. Une décision qui n'est pas exempte de critiques ».

Les différentes critiques formulées par le SML sont les suivantes

- « Il s'agit d'une énième expérimentation de cet usage, alors que de nombreux modèles existent déjà, tant à l'étranger qu'en France (à l'hôpital alors que les praticiens de ville ne peuvent rivaliser, faute de volonté des instances d'inscrire des actes ad hoc à leur nomenclature)/nbsp];
- Le caractère trop restrictif de la population étudiée (en ALD ou résidant en structure médico-sociale.) et qui risque de biaiser les résultats ;
- L'origine géographique régionale impérative des médecins requis est contestable et en contradiction avec le fondement même de la télémédecine qui est de réaliser des actes à distance ;
- La rémunération prévue, indécente, voire inexistante pour le médecin généraliste requérant qui reste aux côtés de son patient ;
- La volonté farouche de privilégier l'hôpital jusqu'à définir, de façon pléthorique, des possibilités de protocole de coopération entre professionnels de santé Article 51, lesquelles n'existent quasiment pas en médecine de ville ».

Pour le syndicat, la publication de cet arrêté, « survenant en pleine négociation conventionnelle qui se déroulent actuellement entre l'Union Nationale des Caisses d'Assurance Maladie et les médecins libéraux, vient entraver et censurer le dialogue qui devait avoir lieu dans ce cadre légal de négociation ». Le SML dénonce un » passage en force » et « l'omniprésence des protocoles « Article 51 » corroborent le dessein de réserver la télémédecine au monde hospitalier et d'en exclure les praticiens libéraux ». Selon le syndicat, « le projet de cahier des charges relatif au déploiement de la télésurveillance dans le cadre de l'article 36 de la loi de financement de la sécurité sociale 2014 renforce encore ce déséquilibre flagrant ».

« Alors qu'on annonce au plus haut niveau, un virage ambulatoire donnant enfin un peu d'oxygène à la médecine de ville qui s'asphyxie, dans les faits, l'hospitalo-centrisme est renforcé. La volonté délibérée d'exclure la médecine libérale de la télémédecine ouvre le champ à la délégation excessive d'actes médicaux transférés à des catégories professionnelles à qui elles ne sont normalement pas confiées. Le virage ambulatoire de la médecine de ville ne sera assurément pas numérique, si rien n'est fait pour rétablir une équité entre les acteurs hospitaliers publics et libéraux dans ce domaine ».

Selon cette prise de position, la participation des médecins généralistes à la pratique de la télémédecine en ambulatoire risque ainsi d'être faible au détriment des patients notamment à cause d'un manque d'incitation financières pour les praticiens libéraux.

Partager :

Mots-clefs : ambulatoire, arrêté, assurance maladie, financement, libéral, ministère, SML, syndicat

BioPharmAnalyses

BioPharmAnalyses, le site qui vous informe utilement sur l'évolution du secteur biopharmaceutique

Abonnez-vous

(http://biopharmanalyses.fr/)

PharmAnalyses

Pour mieux comprendre l'univers de la pharma et de la santé

Convention médicale : Les médecins réclament une remise à niveau

Par Jean Jacques Cristofari / 5 juillet 2016 / 0 Commentaires



(http://i1.wp.com/pharmanalyses.fr/wp-content/uploads/2016/07/AssisesML-syndicats-03-2016.jpg)

Les négociations Assurance-maladie/syndicats médicaux marquent le pas depuis quelques semaines. Alors que la CNAM annonce clairement qu'elle n'a pas de moyens pour revaloriser les actes des médecins libéraux, ces derniers, généralistes en tête, réclament au gouvernement des investissements conséquents. Les partenaires sociaux ont jusqu'à la fin août pour aboutir à la signature de la nouvelle convention.

Dans les coulisses de la convention médicale, un vieux sage de la rue Cambon, coutumier de l'exercice, se prépare déjà à jouer les arbitres. Ce dernier se nomme Bertrand Fragonard. Le magistrat à la Cour des Comptes a déjà présenté en février 2015 à la ministre de la Santé un règlement arbitral (RA) qui a fait suite à l'échec des précédentes négociations de 2014 entre médecins et Assurance-maladie sur un projet de texte qui concerne l'accord interprofessionnel sur les soins de proximité, relatif à l'exercice pluri-professionnel en maison ou centre de santé et aux modes de rémunérations associés. Ce règlement arbitral, applicable pour une durée de 5 ans, intervient dès lors que les partenaires sociaux échouent à s'entendre sur un texte conventionnel et permet d'éviter le vide juridique laissé par l'absence de signature. Caisses et syndicats doivent cependant engager de nouvelles négociations en vue d'un nouvel accord. Ce qui devrait être le cas pour cet ACI.

Pour l'heure, les 5 syndicats de médecins libéraux (CSMF, MG France, SML, FMF et BLOC) et les caisses d'assurance-maladie n'en sont pas encore là. Mais elles s'en rapprochent, tant les claquements de portes se sont multipliés au mois de juin. Ainsi, fin juin, la Confédération des Syndicats Médicaux Français (CSMF), le Syndicat des Médecins Libéraux (SML, médecins du secteur 2) et le BLOC (syndicat de chirurgiens) ont quitté brutalement la table des négociations. La séance du 29 juin a été annulée et la Sécurité sociale a annoncé qu'elle présentera une proposition chiffrée à tous les syndicats le 7 juillet, en vue d'une nouvelle rencontre le 13. Mais plus grand monde n'y croit réellement.

L'équité d'abord

« La CNAM reste dans sa logique comptable et ne semble pas vouloir une convention ambitieuse qui accompagne la médecine

« La CNAM reste dans sa logique comptable et ne semble pas vouloir une convention ambitieuse qui accompagne la médecine libérale pour réaliser le virage ambulatoire et sauvegarder le système de santé à la française », commente Jean-Paul Ortiz, le patron de la CSMF. Les 13 séances de négociations engagées depuis mars dernier ont certes permis de faire le point sur l'état des lieux de la médecine libérale, toutes spécialités confondues, mais cette dernière reste dans tous ses états, de la surprise à l'expectative. Plusieurs syndicats de spécialistes ont demandé quelle enveloppe financière la CNAM était prête à débloquer pour revaloriser les honoraires des actes cliniques et techniques ? Nicolas Revel, directeur de la CNAM et de l'UNCAM a fait la sourde oreille. La CSMF, sans la signature de laquelle le texte a peu de chance d'être adopté, a, par avance, proposé un « new deal pour une convention novatrice » en dix points (1) « sans spécialité perdante, ni baisse tarifaire ». « Seule une proposition de texte conventionnel avec éléments chiffrés permettra d'ouvrir enfin de véritables négociations conventionnelles », affirme son président.



(http://i0.wp.com/pharmanalyses.fr/wp-content/uploads/2016/07/Revel-Nicolas-Grenoble.jpg) De leur côté, les médecins généralistes pourraient tirer leur épingle du jeu. Car l'alignement du tarif de la consultation des généralistes sur celui de toutes les autres spécialités (soit un passage de 23 à 25 euros) semble avoir été retenu par le **Nicolas Revel.** C'est du moins ce qu'il a fait savoir à Grenoble aux 500 syndicalistes réunis par MG France en congrès. « Il y a un argument auquel je suis sensible c'est l'équité tarifaire entre la médecine générale et les autres spécialités », a confié Nicolas Revel, en ajoutant : « Je n'ai pas dit oui aux 25 euros, mais le principe me parait pouvoir être examiné ». Il parait désormais difficile de faire l'impasse sur ce réajustement tarifaire qui mettra toutes les spécialités, médecine générale incluse, sur un pied d'égalité « Nous avons mis ce problème sur la table depuis 2007. Cela coûtera 500 millions d'euros, lui a répondu Claude Leicher, président de MG France. Le 1er choix que je vous propose c'est la médecine générale. Le 2è choix c'est l'équité, et derrière celle-ci, il y a l'équité des rémunérations. Car rapporté à l'heure de travail effectuée, l'écart est de 78 % entre médecins généralistes et les autres spécialistes. » C'est dire si le fossé s'est creusé au fil des années entre les uns et les autres, et avec lui la désaffection grandissante des jeunes médecins pour une médecine générale rendue peu attractive. » Le Directeur de la CNAM se trouve dans l'obligation d'effectuer une mission de rattrapage vis-à-vis des médecins généralistes dont le différentiel de revenus avec les autres spécialités médicales n'a jamais été aussi important « , note de son côté le collège des généralistes de la CSMF. » Le gouvernement, plutôt que d'investir sur les soins primaires, a préféré laisser les généralistes s'enfoncer dans le chaos avec une rémunération de misère pour leurs consultations qui sont pourtant de plus en plus longues et complexes. »

La France perdra un quart de ses généralistes d'ici 2025 a récemment noté l'Ordre des Médecins dans son dernier Atlas de la démographie médicale (actualite-professionnelle/d%C3%A9mographie2.html) . Près de 4000 généralistes libéraux devraient sortir du système de santé d'ici 2020. Il n'est pas un jour sans que les médias n'évoquent la question des déserts médicaux, en campagne comme en ville. Sans que les responsables politiques lui apportent une réponse à la hauteur des problèmes que cette désertification pose aux maires des communes concernés. Totalement déboussolés et inquiets pour leurs administrés, ces derniers se livrent à une « chasse aux médecins » qui emprunte toutes les voies possibles (chasseur de tête, gratuite des logements ou des cabinets médicaux, exonération de taxes sur la 1ère année etc.). Si la France manque de médecins, selon une formule bien connue, ses élus ne manquent pas d'idées pour les attirer chez eux !

D'un plan à l'autre

« Les causes de la chute démographique en médecine générale ne sont pas à chercher plus loin », plaide **Claude Leicher** qui a récemment présenté son « Plan Marshall (http://www.mgfrance.org/index.php/presse/dossiers/1376-convention-medicale-il-faut-un-nouveau-modele-economique-pour-les-medecins-generalistes) » (2) pour les soins primaires, chiffré à 2,4 milliards d'euros. (http://i2.wp.com/pharmanalyses.fr/wp-content/uploads/2016/07/Leicher-Grenoble.jpg) Face à ce dernier, la CSMF a présenté son « new deal » pour 1,5 milliard pour. Des chiffres qui peuvent donner le vertige face aux milliards de déficit engrangés par la Sécu depuis une décennie, mais qu'il faut mettre en perspective avec les 2 milliards d'euros que la ministre de la Santé a déjà accordé aux hôpitaux publics. Aussi, faute de réponse de la part de la rue Ségur, les généralistes de MG France ont-ils choisi de s'adresser directement au président de la République. Le syndicat réclame désormais un fonds d'investissement pour les soins primaires, en vue de « permettre la création d'un forfait structure afin de doter les cabinets de médecine générale des moyens humains et matériels qui leur permettront de répondre aux attentes et aux besoins de santé d'une population qui aspire à être soignée à domicile. » Coût de l'opération qui pourrait passer par la loi de financement de la Sécu pour 2017, 500 millions d'euros. Ce « forfait structure », imaginé de longue date par MG France et dont le principe a été présenté à la table des négociations avec l'Assurance-maladie, a reçu l'assentiment de tous les syndicats. Reste que face à toutes les factures présentées à la CNAM par les



médecins, s'oppose le plan d'économies que cette dernière entend mettre en œuvre en 2017. Soit 1,42 milliard d'euros de réductions de dépenses pour l'année prochaine – le double de l'objectif qu'elle s'était fixée pour 2016 -, dans un contexte où l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) n'a jamais été aussi bas (1,75 %). L'amélioration des prescriptions devrait ainsi rapporter 430 millions, le recours aux médicaments biosimilaires et la promotion des génériques 230 millions de plus. Le « virage ambulatoire » (réduction des durées de séjour à l'hôpital) devrait générer 390 millions et une réduction des arrêts de travail 100 millions d'euros supplémentaires. Sans omettre les transports sanitaires (4 milliards de dépenses en 2015, en hausse de 3,7 %) qui seront l'objet de contrôles « renforcés ». Une fois encore, selon un exercice rompu, l'Assurance-maladie présente avant les débats budgétaires de la rentrée son « plan » d'économies pour être assurée de passer sous les fourches caudines des députés.

La future convention devra être signée par des syndicats rassemblant au moins 30 % des voix pour chaque collège (généraliste, spécialiste et chirurgiens) pour être validée, faute de quoi les médecins syndicalistes verront le retour de Bertrand Fragonard et de son règlement arbitral. La CSMF, centrale pluri-catégorielle leader, et MG France, premier syndicat chez les généralistes, sont les plus susceptibles de signer. Ils ont jusqu'au 26 août pour boucler le marathon conventionnel. Jusque là des réunions bilatérales entre l'Assurance maladie et chaque syndicat devraient se poursuivre. Avec leur lot de surprises. D'aucuns ont évoqué le retour d'une convention spécifique à la médecine générale, qui a bien besoin qu'on la sorte des impasses où l'absence de décisions politiques l'a enfermé depuis des années. Mais celle-ci ne fait pas l'affaire de Nicolas Revel, qui souhaite élargir le champ des adhésions au contrat d'accès aux soins signé par les médecins en honoraires libres. Début juillet, si la voie est encore étroite pour permettre aux négociations d'aboutir, la messe semblait pourtant bien dite !

J-J Cristofari

(1) « Négociations conventionnelles, un new deal s'impose » (http://www.csmf.org/sites/default/files/documents/160615_np_new-deal_convention.pdf) , CSMF 15 juin 2016

(2) « Il faut un nouveau modèle économique pour les médecins généralistes » (http://www.mgfrance.org/index.php/presse/dossiers/1376-convention-medicale-il-faut-un-nouveau-modele-economique-pour-les-medecins-generalistes) , MG France, 25 mai

Partager :

(http://pharmanalyses.fr/convention-medicale-les-medecins-reclament-une-remise-a-niveau/?share=twitter&nb=1)

(http://pharmanalyses.fr/convention-medicale-les-medecins-reclament-une-remise-a-niveau/?share=facebook&nb=1)

(http://pharmanalyses.fr/convention-medicale-les-medecins-reclament-une-remise-a-niveau/?share=google-plus-1&nb=1)

Sur le même thème

Convention médicale 2011 : la prime au changement ! (http://pharmanalyses.fr/convention-medicale-2011-la-prime-au-changement/)
26 juillet 2011
Dans "Politique de santé"

Négociations conventionnelles : le ministère patraque et les marchands de tapis (http://pharmanalyses.fr/negociations-conventionnelles-le-ministere-patraque-et-les-marchands-de-tapis/)
7 mars 2016
Dans "Sécurité sociale"

La médecine générale entre en campagne (http://pharmanalyses.fr/la-medecine-generale-entre-en-campagne/)
7 avril 2011
Dans "Politique de santé"

PharmAnalyses © 2016 PharmAnalyses. Réalisation : Brice Cristofari



(http://securite.01net.com/click?imgid=15392884&insid=5111428&pgid=511262&uid=153394743434698037 5&tgt=%24iab%3d12t%3b%24dt%3d1t%3b%24dt%3d1t%3b%24mct%3d1t%3b%24hc&sys

Les gestes de l'Assurance maladie envers les médecins

06/07/2016 à 17h50



Le prix de la
à 2

0

Dans le cadre des négociations entre syndicats de médecins libéraux et Assurance maladie, cette dernière propose un budget de 750 millions d'euros par an. Ainsi qu'une hausse du tarif de consultation.

L'Assurance maladie propose (http://bfmbusiness.bfmtv.com/france/comment-l-assurance-maladie-compte-economiser-plus-d-un-milliard-d-euros-en-2017-998869.html)un budget d'environ 750 millions d'euros par an aux syndicats

de médecins libéraux. Une enveloppe discutée dans le cadre de leur négociation pour des revalorisations tarifaires et une nouvelle convention quinquennale, selon un document consulté mercredi par l'AFP.

Soumis aux syndicats en prévision de la séance de jeudi, le document suggère notamment d'augmenter **le tarif de la consultation (http://bfmbusiness.bfmtv.com/entreprise/les-negociations-au-point-mort-sur-les-tarifs-des-medecins-991844.html)** chez les généralistes à 25 euros, contre 23 actuellement, comme le réclament tous les syndicats, mais en deux étapes. Une première revalorisation d'un euro interviendrait ainsi en avril 2017, avant une autre l'année suivante. À elle seule, cette mesure coûterait 445 millions d'euros en "dépenses remboursées" par l'Assurance maladie.

D'autres revalorisations sont également mises sur la table. La consultation pour les enfants de 2 à 6 ans chez le généraliste serait progressivement portée à 30 euros d'ici à 2018, pour un coût estimé à 17,9 millions en dépenses remboursées, ou un tarif à 46 euros pour les "consultations complexes" et à 60 euros pour "les très complexes", soit un coût de 52 millions en dépenses remboursées.

Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs des médecins libéraux (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) négocient une nouvelle convention médicale avec l'assurance maladie, texte qui fixe leurs honoraires et régit leurs relations avec la Sécu.

Lutter contre les déserts médicaux

Ce texte est aussi l'occasion de lutter contre les déserts médicaux, pour un "surcoût global en année pleine" de 10 millions d'euros. L'Assurance maladie prévoit notamment une aide de 50.000 euros, versée en deux fois, à destination des médecins s'installant dans les zones fragiles.

Autre poste de dépenses, les mesures relatives à la protection sociale des médecins (retraite...), évaluées à 61,4 millions d'euros.

Au total, l'enveloppe mise sur la table sera au moins de 743,3 millions en dépenses remboursées. Mais cela ne signifie pas que l'ensemble de cette somme sera déboursé chaque année: rien qu'en 2016, l'Assurance maladie doit réaliser plus de 3 milliards d'euros d'économies, ce qui explique l'étalement dans le temps de certaines mesures.

Syndicats et Assurance maladie ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante.

Par D. L. avec AFP

0

Ailleurs sur le web

(https://cat.fr.eu.criteo.com/delivery/ck.php?cppv=1&cpp=N%2FJgSXxJVmErQ1hDdG5tRjFMS3FrNGtXQ3NhTHpXeG1MV0UxcElGMG95ZzVFU1VjcVNzNDdKWFB5N2o5People&utm_source=taboola&utm_medium=referral)

Voici
0,99 € - epresse.fr

A voir a

(http://bfmbusiness.bfmdenonce-une-hausse-1000391.html)

Passe Navigo: Hhausse difficilem

(http://bfmbusiness.bfmdenonce-une-hausse-1000391.html)

(https://cat.fr.eu.criteo.cppv=1&cpp=jLR453xdu-monde%3Futm_sourcPeople&utm_source=t

Images du Mond
3,99 € - epresse.fr

(https://cat.fr.eu.criteo.cppv=1&cpp=jLR453xdu-monde%3Futm_sourcPeople&utm_source=t

(http://ams1-ib.adnxs.9bIvWvggBkDGiYAlhkCAGQL4w_4p_pHIGKgeste-de-l-assurance-1002077.html/clickencsys.com%2FBurstingF

Nissan PULSAR
nissan-global.com

(http://ams1-ib.adnxs.9bIvWvggBkDGiYAlhkCAGQL4w_4p_pHIGKgeste-de-l-assurance-1002077.html/clickencsys.com%2FBurstingF

(https://avis-loi-pinel.o6337-47a8-a913-6c31bfmbusiness&device=

Vous habitez Pa d'impôts ? Il y a somme…
Avis-Loi-Pinel.org

(https://avis-loi-pinel.o6337-47a8-a913-6c31bfmbusiness&device=

(http://www.lavieimmoutm_source=taboola&

Quel est la valeu

(http://www.lavieimmoutm_source=taboola&

(http://zdhdz.voluumtrl18f00adf2090?s=nexti

(https://cat.fr.eu.criteo.com/delivery/ck.php?
cppv=1&cpp=N%2FJgSXxJVmErQ1hDdG5tRjFMS3FrNGtXQ3NhTHpXeG1MV0UxcElGMG95ZzVFU1VjcVNzNDdKWFB5N2o5
People&utm_source=taboola&utm_medium=referral)
(http://www.maquillage.com/les-pires-rates-des-stars-en-chirurgie-esthetique/?
utm_content=abd0242&utm_source=taboola&utm_medium=referral&utm_campaign=lespiresratesdelachirurgie-
frdesktop&utm_term=nextinteractivemedia-bfmbusiness)

DIAPO Les stars qui ont (beaucoup) trop abusé de la chirurgie

Maquillage.com

(http://www.maquillage.com/les-pires-rates-des-stars-en-chirurgie-esthetique/?
utm_content=abd0242&utm_source=taboola&utm_medium=referral&utm_campaign=lespiresratesdelachirurgie-
frdesktop&utm_term=nextinteractivemedia-bfmbusiness)
(http://www.pausepeople.com/francais-fait-succomber-grandes-stars/?
utm_source=taboola&utm_medium=referral&utm_campaign=francais-fait-succomber-grandes-
stars&utm_term=nextinteractivemedia-bfmbusiness)

30 stars qui sont tombées sous le charme incroyable de leur conjoint français

Pause People

(http://www.pausepeople.com/francais-fait-succomber-grandes-stars/?
utm_source=taboola&utm_medium=referral&utm_campaign=francais-fait-succomber-grandes-
stars&utm_term=nextinteractivemedia-bfmbusiness)
(http://www.exams-resultats.com/?
utm_source=Taboola%20&utm_campaign=DNB&utm_source=taboola&utm_medium=referral)

Brevet 2016 : Les dates de publications sont disponibles, découvrez vos résultats !

Tous les résultats des examens

(http://www.exams-resultats.com/?
utm_source=Taboola%20&utm_campaign=DNB&utm_source=taboola&utm_medium=referral)
(http://www.pause-sport.com/sportifs-radins-argent/?utm_source=taboola&utm_medium=referral&utm_campaign=sportifs-
radins-argent&utm_term=nextinteractivemedia-bfmbusiness)

Les 25 sportifs les plus radins, personne n'aurait pensé que le 14 était comme ça

Pause Sport

(http://www.pause-sport.com/sportifs-radins-argent/?utm_source=taboola&utm_medium=referral&utm_campaign=sportifs-
radins-argent&utm_term=nextinteractivemedia-bfmbusiness)
(http://tracking.lifestylejournal.com/aff_c?offer_id=78&aff_id=1169&url_id=475&aff_sub=taaSnoring-French-
Desktop&aff_sub2=nextinteractivemedia-bfmbusiness)

Manière révolutionnaire pour arrêter de ronfler

My Snoring Solution

(http://tracking.lifestylejournal.com/aff_c?offer_id=78&aff_id=1169&url_id=475&aff_sub=taaSnoring-French-
Desktop&aff_sub2=nextinteractivemedia-bfmbusiness)
(http://www.pausefoot.com/france-98-que-sont-ils-devenus/?
utm_source=taboola&utm_medium=referral&utm_campaign=france-98-que-sont-ils-devenus&utm_term=nextinteractivemedia-
bfmbusiness)

France 98 : Ils sont passés du terrain à vendeur de piscine

Pause Foot

(http://www.pausefoot.com/france-98-que-sont-ils-devenus/?
utm_source=taboola&utm_medium=referral&utm_campaign=france-98-que-sont-ils-devenus&utm_term=nextinteractivemedia-
bfmbusiness)
(http://www.lecomparateurassurance.com/8-guide-auto/107667-comment-payer-moins-cher-assurance-auto?
utm_source=taboola&utm_medium=referral#utm_source=taboola&utm_medium=integration&utm_campaign=payer-moins-
cher-assurance-auto)

bfmbusiness&id=Incro

**Incroyable ! Cett
Disponible pour
Lampe-Torche-Militair**

(http://zdhdz.voluumtrk
18f00adf2090?s=nexti
bfmbusiness&id=Incro

oola_utm_content=alternat

oola_utm_content=alternat

oola_utm_content=alternat



(http://secu
imgid=16380

Comment payer moins cher son assurance auto ?
MerciHenri.com

(http://www.lecomparateurassurance.com/8-guide-auto/107667-comment-payer-moins-cher-assurance-auto?utm_source=taboola&utm_medium=referral#utm_source=taboola&utm_medium=integration&utm_campaign=payer-moins-cher-assurance-auto)

(http://www.easyvoyage.com/actualite/en-france-les-animaux-les-plus-dangereux-69599?clientId=726&utm_medium=display&utm_source=taboola&utm_campaign=actualites&utm_content=animaux_dangereux_francebfmbusiness)

Les ANIMAUX les plus DANGEREUX de France (attention au n°11 !)
Easyvoyage

(http://www.easyvoyage.com/actualite/en-france-les-animaux-les-plus-dangereux-69599?clientId=726&utm_medium=display&utm_source=taboola&utm_campaign=actualites&utm_content=animaux_dangereux_francebfmbusiness)

&taboola_utm_source=nextinteractivemedia-bfmbusiness&taboola_utm_medium=bytaboola&taboola_utm_content=thumbnails-a:Below Article Thumbnails:)

&taboola_utm_source=nextinteractivemedia-bfmbusiness&taboola_utm_medium=bytaboola&taboola_utm_content=thumbnails-a:Below Article Thumbnails:)

&taboola_utm_source=nextinteractivemedia-bfmbusiness&taboola_utm_medium=bytaboola&taboola_utm_content=thumbnails-a:Below Article Thumbnails:)

A voir aussi sur BFMTV

- **Ouverture le dimanche, compte pénibilité: ce qui change le 1er juillet**
  (http://bfmbusiness.bfmtv.com/entreprise/tiers-payant-ouverture-le-dimanche-compte-penibilite-ce-qui-change-le-1er-juillet-997833.html)
- **Qui sont ces chômeurs qui ne sont pas comptabilisés?**
  (http://bfmbusiness.bfmtv.com/observatoire/qui-sont-ces-chomeurs-qui-ne-sont-pas-comptabilises-1001386.html)
- **L'Autorité de la concurrence s'inquiète de la rigidité de la France**
  (http://bfmbusiness.bfmtv.com/france/l-autorite-de-la-concurrence-s-inquiete-de-la-rigidite-de-la-france-1002096.html)
- **Pourquoi l'ardoise de l'écotaxe va (nettement) s'aggraver pour l'État**
  (http://bfmbusiness.bfmtv.com/france/pourquoi-l-ardoise-de-l-ecotaxe-va-s-aggraver-pour-l-etat-1001825.html)
- **Passe Navigo: Valls appelle Pécresse à « assumer sa décision »**
  (http://bfmbusiness.bfmtv.com/france/passe-navigo-valls-appelle-pecresse-a-assumer-sa-decision-999885.html)
- **Fraude sociale: la Sécu a eu la main lourde l'an dernier**
  (http://bfmbusiness.bfmtv.com/france/fraude-sociale-la-secu-a-eu-la-main-lourde-l-an-dernier-999979.html)

A voir aussi

Votre opinion

Connectez-vous pour écrire ici...

Inscrivez-vous (http://bfmbusiness.bfmtv.com/mon-compte/s-inscrire.html)
Connectez-vous (http://bfmbusiness.bfmtv.com/mon-compte/s-identifier.html)

Vous aussi, découvrez les services RH de l'Apec
pour votre entreprise.

Boursorama Banque Banque Bourse Livret A Épargne Assurance Vie Crédit Immobilier Aide

Boursorama

Effectuez une recherche ou posez une question...

ACCÈS MEMBRE ACCÈS CLIENT

VENDREDI 08 JUILLET 10:32

BOURSE PATRIMOINE ACTUALITÉS COMMUNAUTÉ & OUTILS BOURSORAMA BANQUE

Actions PME-ETI Indices Warrants/Certifs Trackers OPCVM Taux Devises Matières premières ISR

Bourse Actions Actualités Internationales

Personnaliser

Cours A à Z Palmarès Actualités Conseils Consensus Calendriers Actionnaires Introductions

Toutes Marchés Sociétés Internationales Brexit FMI Banques Centrales

Accueil Marchés Sociétés

Négociations tarifaires: l'Assurance maladie propose près de 750 millions d'euros par an aux médecins

AFP le 06/07/2016 à 17:01

0

Partager 0 Tweet +1

L'Assurance maladie propose un budget d'environ 750 millions d'euros par an aux syndicats de médecins libéraux dans le cadre de leur négociation pour des revalorisations tarifaires et une nouvelle convention quinquennale, selon un document consulté mercredi par l'AFP.

Soumis aux syndicats en prévision de la séance de jeudi, le document suggère notamment d'augmenter le tarif de la consultation des généralistes à 25 euros, contre 23 actuellement, comme le réclament tous les syndicats, mais en deux étapes. Une première revalorisation d'un euro interviendrait ainsi en avril 2017, avant une autre l'année suivante.

A elle seule, cette mesure coûterait 445 millions d'euros en "dépenses remboursées" par l'Assurance maladie.

D'autre revalorisations sont également mises sur la table. La consultation pour les enfants de 2 à 6 ans chez le généraliste serait progressivement portée à 30 euros d'ici à 2018, pour un coût estimé à 17,9 millions en dépenses remboursées, ou un tarif à 46 euros pour les "consultations complexes" et à 60 euros pour "les très complexes", soit un coût de 52 millions en dépenses remboursées.

Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs des médecins libéraux (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) négocient une nouvelle convention médicale avec l'assurance maladie, texte qui fixe leurs honoraires et régit leurs relations avec la Sécu.

Ce texte est aussi l'occasion de lutter contre les déserts médicaux, pour un "surcoût global en année pleine" de 10 millions d'euros. L'Assurance maladie prévoit notamment une aide de 50.000 euros, versée en deux fois, à destination des médecins s'installant dans les zones fragiles.

Autre poste de dépenses, les mesures relatives à la protection sociale des médecins (retraite...), évaluées à 61,4 millions d'euros.

Au total, l'enveloppe mise sur la table sera au moins de 743,3 millions en dépenses remboursées. Mais cela ne signifie pas que l'ensemble de cette somme sera déboursé chaque année: rien qu'en 2016, l'Assurance maladie doit réaliser plus de 3 milliards d'euros d'économies, ce qui explique l'étalement dans le temps de certaines mesures.

Syndicats et Assurance maladie ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante.

AFP Copyright © 2016 AFP. Tous droits de reproduction et de représentation réservés.

Réagir 0 Partager 0 Tweet +1

Ailleurs sur le web

- Les prisons les plus dangereuses au monde : à

A lire aussi sur Boursorama

- Brexit : sur quoi investir quand tout s'effondre ?



Encore 6 mois de baisse

Avec le Cercle des analystes indépendants

Pour **Eric Galiègue**, la tendance baissière sur les marchés devrait se poursuivre **au cours des six prochains mois**.

Mes Listes

Valeurs les plus consultées

Libellé	Dernier	Var.
ATOS	72.03	1.00%
CARREFOUR	21.830	1.65%
ILIAD (FREE)	171.30	-0.09%
SOCIETE GENERALE	27.070	1.79%
TOTAL	41.760	-0.69%

Valeurs + consultées

Liste Palmarès

SOCIETE GENERALE | ILIAD (FREE) | TOTAL | CARREFOUR | ATOS | NICOX | GENFIT | CREDIT AGRICOLE SA | BNP PARIBAS | VALLOUREC



Questions / Réponses

Auteur	Question	
jeze69 hier	devenir actionnaire *Actions*	0
M1116864 hier	Gameloft - conséquence d'un re... *Actions*	0
louscer hier	action SOLVAY *Actions*	0
jag20 hier	pourquoi le contenu des article... *Actualités*	3
M1116864 06/07	vente d'actions Gameloft impos... *Actions*	4

Liens partenaires

LES OFFRES VOLKSWAGEN
En juillet, offre exceptionnelle sur la Golf Allstar suréquipée et connectée. N'attendez-plus, prenez rendez-vous !

Novethic, le media expert de l'économie responsable
Retrouvez toute l'actualité de l'ISR et de l'économie responsable sur Novethic.fr

Revue Analyse financière – SFAF
Abonnez-vous : votre rendez-vous pour comprendre et maîtriser les évolutions de l'univers financier.

Avec Boursorama Banque, vous êtes libre de ne pas attendre et d'être

couper le souffle *(Pause Fun)*

- Le Vietnam et la Chine se disputent la mer de Chine *(Francetv info)*
- Quel est l'impact de la chute du prix du pétrole sur votre facture de fioul ? *(FioulReduc)*
- Pincement discal: le remède efficace contre vos douleurs *(Les Maux de Dos)*

- Brexit : une nouvelle catastrophe financière ?
- CAC FUTURE : La probabilité est forte pour que le rebond soit technique, avant une baisse vers 3900 points
- CAC 40 : Une bougie noire

Recommandé par

toujours autonome. Libre de ne payer aucuns frais.

Lifestyle



08 juillet 2016 à 08:30

Mondial de l'Auto : Ferrari dévoile le cabriolet LaFerrari



Votre DS, services exclusifs compris.
PLAISIR & SÉRÉNITÉ



Craquez pour les SOLDES Tassimo ! Livraison offerte sur toutes les machines !
Avantages exclu Tassimo



Profitez vite des Soldes Lafuma Mobilier et offrez vous le top du confort !
Besoin de Détente ?



Vente privée vins, inscrivez-vous ! L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.
Les meilleurs rosés !



Entrepreneurs, le Samsung Galaxy S6 à 69€ HT au lieu de 219€ HT
Gagnez à dépenser moins.



Avec Evasions Secrètes, votre séjour de luxe jusqu'à -70%. Devenez membre !
Réductions exclusives !

Publicité LIGATUS



Un hommage national à Rocard, riche en allusions à l...



Boris Johnson "exécuté par le Brexit"



Rio à l'épreuve des Jeux olympiques



Brexit : jusqu'où les Bourses vont s'effondrer ?

Recommandé par

Vous devez être membre pour ajouter des commentaires.
Devenez **membre**, ou **connectez-vous**.

Aucun commentaire n'est disponible pour l'instant



FCPI Impôts

Politique de cookies
Plan du site

NOUS SUIVRE

Boursorama Banque est la seule banque en ligne certifiée AFNOR CERTIFICATION ENGAGEMENT DE SERVICE WEBCERT® - REF - 172-01

Site garanti VeriSign SSL pour la sécurité et la confidentialité des communications.

Politique d'exécution

Bourses de Paris, indices Euronext en temps réel - Indice Francfort en différé 15 minutes - Cours différés d'au moins 15 mn (Europe, Bruxelles, Amsterdam, Nasdaq, Francfort, Londres, Madrid, Toronto, NYSE, AMEX) - 20mn (Milan) ou 30mn (Zürich, NYMEX) - Les indices et les cours sont la propriété des partenaires suivants © NIKKEI Inc, © Euronext, © TMX Group Inc.

BOURSORAMA diffuse sur son site Internet des informations dont les droits de diffusion ont été concédés par des fournisseurs de flux, Six Financial Information et Interactive Data

Copyright © 2016 BOURSORAMA

Audience certifiée par

La Sécu veut faire passer la consultation à 25 euros

Par **latribune.fr** | 06/07/2016, 18:24 | 408 mots



La consultation pour les enfants de 2 à 6 ans chez le généraliste serait progressivement portée à 30 euros d'ici à 2018. (Crédits : © Regis Duvignau / Reuters)

Dans un document, l'Assurance maladie propose un budget d'environ 750 millions d'euros par an aux syndicats de médecins libéraux en vue de revalorisations tarifaires. Syndicats et Assurance maladie ont jusqu'au 26 août pour négocier une nouvelle convention médicale.

L'Assurance maladie continue à chercher la solution face aux déserts médicaux. Elle propose un budget d'environ 750 millions d'euros par an aux syndicats de médecins libéraux dans le cadre de leur négociation pour des revalorisations tarifaires et une nouvelle convention quinquennale, selon un document consulté mercredi par l'AFP.

Soumis aux syndicats en prévision de la séance de jeudi, le document suggère notamment d'augmenter le tarif de la consultation des généralistes à 25 euros, contre 23 actuellement, comme le réclament tous les syndicats, mais en deux étapes. Une première revalorisation d'un euro interviendrait ainsi en avril 2017, avant une autre l'année suivante. A elle seule, cette mesure coûterait 445 millions d'euros en "dépenses remboursées" par l'Assurance maladie.

D'autre revalorisations sont également mises sur la table. La consultation pour les enfants de 2 à 6 ans chez le généraliste serait progressivement portée à 30 euros d'ici à 2018, pour un coût estimé à 17,9 millions en dépenses remboursées, ou un tarif à 46 euros pour les "consultations complexes" et à 60 euros pour "les très complexes", soit un coût de 52 millions en dépenses remboursées.

Jusqu'au 26 août pour trouver un accord

Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs des médecins libéraux (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) négocient une nouvelle convention médicale avec l'assurance maladie, texte qui fixe leurs honoraires et régit leurs relations avec la Sécu.

Ce texte est aussi l'occasion de lutter contre les déserts médicaux, pour un "surcoût global en année pleine" de 10 millions d'euros. L'Assurance maladie prévoit notamment une aide de 50 000 euros, versée en deux fois, à destination des médecins s'installant dans les zones fragiles.

Autre poste de dépenses, les mesures relatives à la protection sociale des médecins (retraite...), évaluées à 61,4 millions d'euros. Au total, l'enveloppe mise sur la table sera au moins de 743,3 millions en dépenses remboursées. Mais cela ne signifie pas que l'ensemble de cette somme sera déboursé chaque année: rien qu'en 2016, l'Assurance maladie doit réaliser plus de 3 milliards d'euros d'économies, ce qui explique l'étalement dans le temps de certaines mesures.

Syndicats et Assurance maladie ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante.

(Avec AFP)

LES OFFRES DU WEB

(http://www.youronlinechoices.com/fr/)



Vite ! Jusqu'au 11 juillet, le forfait RED 20Go à seulement ...

RED 20Go = 10€/mois



6 300€ de prime de départ immédiat. Sous condition de repris...

CITROËN C4 PICASSO



Avec cette carte, vous accédez à plus de 900 salons d'aéropo...

Carte Platinum Amex



4 mois de cotisation offerts pour votre complémentaire santé...

Offre MNT SANTÉ



Regroupez vos prêts: -70% sur vos mensualités. Devis Gratuit...

Payez moins chaque mo...



Comparez les livrets d'épargne de 70 banques selon leurs ren...

Quel livret choisir ?

Sponsorisé par (http://ms.ligatus.com/fr/campaigns/trackings/ligatus/redirection.html)

RÉAGIR

Votre pseudo

Votre adresse e-mail

Votre commentaire

Recevoir un email si quelqu'un répond à mon commentaire.

Envoyer commentaire

Votre email ne sera pas affiché publiquement
Tous les champs sont obligatoires

COMMENTAIRES

Rene MONTI a écrit le 07/07/2016 à 16:16 :

Je suis stupéfait que dans un contexte où on entend tout le monde se plaindre des charges où l'inflation est nulle et la croissance faible, où le déficit de la Sécurité Sociale reste élevé (9 milliards d'euros), nous attribuons sans aucun complexe une augmentation de 9 % à une corporation, assise sur une rente, et qui n'a aucune concurrence.

Evidemment, c'est le SMIC qui est trop élevé.....Qu'en pense le parti LR (Les Rentiers) ?

Répondre | Suivre

Signaler un contenu abusif (http://www.contact-moderation.com/clients/all/abuse.asp?origine=TRIT&language=FR&content_id=1701601)

Le choix des titres a écrit le 07/07/2016 à 12:57 :

Dans "Le Monde" du 23 juin François Béguin titre " La "Secu" otage de la consultation à 25€". Outre cette revendication "identitaire " pour conforter le rôle, la place et l'attractivité de la médecine générale, d'autres points sont ciblés : déserts médicaux, engorgement des services d'urgence, augmentation du nombre de patients atteints de maladies chroniques... D'où d'autres demandes en embuscade.
D'autres revendications sont présentes : créer des prix majorés pour des consultations longues ou complexes (notamment pour les personnes âgées avec plusieurs problèmes à la fois) voire avoir une grille des consultations à 4 niveaux entre 25 et 75€, versement d'un "forfait structure" annuel par Medecin pour payer leur secrétariat afin de leur permettre de "dégager du temps ", soit entre 10 000 et 30 000 € (au lieu des 1 500 proposés par la Secu).. On verra.

Répondre | Suivre

Signaler un contenu abusif (http://www.contact-moderation.com/clients/all/abuse.asp?origine=TRIT&language=FR&content_id=1701549)

---

lotus a écrit le 07/07/2016 à 10:49 :

C'est une honte! A l'heure ou la sécu essaie de se remettre difficilement d'un déficit abyssal! Le salaire net médian en France selon l'INSEE et de 1772 euros par mois(2013)! Celui d'un médecin généraliste de 6835 euros net mensuel et celui d'un spécialiste de 8845 euros net mensuel! Plus de 5000 euros d'écart et ils osent encore se pleindre...

Ils vont encore nous sortir comme excuse leur 8 années d'études.. mais comparez par exemple avec un chercheur en biologie (Bac+8; +3 à 6 années de post doctorats), un domaine proche et une activité nécessitant des compétences beaucoup plus techniques, qui au CNRS par exemple, commence au alentours de 2000 euros net à 33 ans...
Ils vont dire qu'ils font des semaines de 50 à 70h, ce qui est vrai dans la plupart des cas, mais quel cadre dans l'industrie aujourd'hui n'en fait autant en étant payé 3 fois moins cher??? Et la faute à qui? c'est eux même qui ont fait instaurer un numerus clausus au détriment de la santé publique afin de s'assurer une patientèle élevée, une concurrence faible et des salaires élevés, tout ça dans un pays ou nous connaissons le chômage de masse depuis les années 70 et des déserts médicaux dans toutes les zones rurales!

Et qu'ils ne sortent pas l'excuse des responsabilités, car qui n'en a pas aujourd'hui? Les travailleurs dans les centrales nucléaires, dans les industries pharmaceutiques, les enseignants qui ont des classes de 30 enfants à surveiller? les petits patrons qui ont l'avenir de leurs ouvriers entre leurs mains?

La vérité c'est que la médecine en France aujourd'hui est devenue une pratique mercantile, et cela au détriments des patients et de la santé publique, car qui n'a pas rencontré des heures voir des jours d'attentes pour voir son généraliste, et je ne parle pas des spécialistes, tout ça pour une consultation de moins de 10 min de laquelle ne ressort que trop souvent des ordonnances trop chargées et orientées vers les produits d'un laboratoire particulier...
Toutes ces dérives sont dus au lobbying des médecins auprès de la sécu et des autorités, alors il serait temps d'arrêter de répondre favorablement à toutes leurs revendications et d'en faire un secteur soit réellement libérale (soumis aux lois du marché), soit réellement régulé par l'état (fonctionnarisé)!

http://www.lemonde.fr/societe/article/2015/02/12/combien-gagnent-les-medecins-en-france_4575552_3224.html
http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/revaind09f.PDF
http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1565

Répondre | Suivre

Signaler un contenu abusif (http://www.contact-moderation.com/clients/all/abuse.asp?origine=TRIT&language=FR&content_id=1701522)

Réponse de flo1810 le 07/07/2016 à 13:38 :

Vous évoquez les chercheurs pour faire une comparaison à niveau d'études

équivalent, néanmoins, voici quelques arguments qui tempèrent votre comparaison :
- les chercheurs engendrent des coûts non-salariaux : matériel/équipement informatique pour mener à bien leurs travaux, déplacements fréquents dans des colloques... D'ailleurs, on entend rarement des chercheurs se plaindre de leur salaire, mais plutôt de la diminution de leurs crédits de recherche.
- les médecins ont des frais relatifs à leur cabinet qu'il faut retrancher à leurs revenus pour estimer leur niveau de vie. L'article traite des généralistes, mais il faut savoir que, par exemple, un fauteuil équipé pour un dentiste coûte environ 30000 €.

Enfin, il faut également considérer qu'une politique trop restrictive vis-à-vis des médecins risque de se montrer contre-productive : on a déjà beaucoup de mal à avoir des médecins dans nos campagnes. Néanmoins, le problème de la désertification médicale à la campagne appelle à d'autres moyens que financiers : mise en place de maisons médicales, par exemple, pour éviter l'isolement des médecins.

Sur le plan financier, ce qui fonctionne actuellement est une rationalisation des prescriptions (ce qui permet en outre de diminuer les accidents de médicaments chez les personnes âgées - cela devrait s'améliorer avec un livret de santé électronique), la diminution du nombre de nuits d'hospitalisation (grâce aux progrès techniques), l'augmentation des ventes de médicaments génériques (bien qu'encore trop faibles - à mon avis, on cède trop facilement aux caprices des patients, les médicaments non-génériques devraient être remboursés sur la base du prix du générique le moins cher, sauf allergie à un excipient), des négociations plus rudes sur les prix des médicaments (dans mon cas, le médicament que je dois prendre quotidiennement a vu son prix passer de 112 €/boîte à 97€/boîte en 5 ans).

Les problèmes que vous évoquez méritent une réponse plus complexe que celle que vous tentez d'apporter.

Signaler un contenu abusif (http://www.contact-moderation.com/clients/all/abuse.asp?origine=TRIT&language=FR&content_id=1701560)

---

lachose a écrit le 07/07/2016 à 10:27 :

"la solution face aux déserts médicaux".
Les médecins liberaux suivent la migration des baby-boomers friqués dans les régions ensoleillés et si possible proche de la mer.Il y a des cartes sur internet qui le montre très clairement.La solution ? ,il n'y en a pas ,tant qu'on obligera pas ces jeunes médecins à accepter de faire quelques années dans des zones sous tensions , d'autant qu'on leur donne tout aujourd'hui pour s'installer dans de bonne condition et il font encore la fine bouche !.Combien de salariés aimeraient avoir autant d'aides pour s'installer

Répondre | Suivre

Signaler un contenu abusif (http://www.contact-moderation.com/clients/all/abuse.asp?origine=TRIT&language=FR&content_id=1701517)

République bananière a écrit le 07/07/2016 à 8:55 :

En réalité ce n'est pas 23€ que touche un médecin mais 33€ de la sécu. Ce sont des primes, objectifs, etc qui viennent compléter le montant de la consultation. Les médecins se prennent pour des traders de la finance, la médecine humaniste n'est plus leur préoccupation ! monay ! monay !

Répondre | Suivre

Signaler un contenu abusif (http://www.contact-moderation.com/clients/all/abuse.asp?origine=TRIT&language=FR&content_id=1701487)

P. Garotini a écrit le 06/07/2016 à 20:13 :

Un médecin généraliste libéral gagne en moyenne 7000€ net par mois selon l'INSEE. Ce n'est pas assez ???
Passer la consultation de 23€ à 25€ représente une augmentation de +8.7%. Alors, quand l'inflation est proche de 0% depuis 6 ans et que les salaires n'augmentent pas je trouve cela particulièrement scandaleux !!

Répondre | Suivre

Signaler un contenu abusif (http://www.contact-moderation.com/clients/all/abuse.asp?origine=TRIT&language=FR&content_id=1701420)

Réponse de Valjean le 06/07/2016 à 22:23 :

Nuancez vos propos...

Il s'agit d'un exercice libéral donc on est plus proche des 4000 a 5000 pour comparer a un salarié vu que la plupart des médecins ne travaillent pas 365 jours par an.

Et ces 4-5k c'est pour 70h de boulot, donc vous divisez par 2 pour comparer aux 35h...

Je vous fait grâces des 9 a 10 d'études qui sont autant d'années ou vous ne gagnez pas votre vie.

Signaler un contenu abusif (http://www.contact-moderation.com/clients/all/abuse.asp?origine=TRIT&language=FR&content_id=1701435)

Réponse de faux le 07/07/2016 à 9:10 :

@Valijean c'est faux - on parle de 7000 net (et encore, j'en connais a 12000 - merci le trou de la secu !).
idem, on assiste a des coupes budgetaires de tous cotes, les salaires du VRAI prive sont bloques depuis des annees, les salaires des jeunes diplomes baissent... Non, vraiment les medecins doivent arreter de se regarder le nombril. Pour info, l'augmentation totale du PIB/habitant depuis les annees 2000 est de l'ordre 5%. Quoiqu'imparfait, ca reste un bon outil de mesure de la richesse produite. La consultation a-t-elle augment de 5% depuis 2000 (je dirai plutot 40-50%) ?

Certainement pas, par contre c'est plutot vrai pour les salaires (hors fonction publique).

Signaler un contenu abusif (http://www.contact-moderation.com/clients/all/abuse.asp?origine=TRIT&language=FR&content_id=1701495)

Réponse de cd le 07/07/2016 à 9:46 :

parce que vous croyez aue beaucoup de francais salaries vont reelement 35 h ?
A part les gens paye au smic, c est quand meme rare. Quant j etais en france c etait du genre 60 h paye 35 et je touchais pas 5000 € par mois

De toute facon, le prix de la consultation ne resoudra aucun probleme. vous aurez toujours des gens pour juger que c est pas assez (et d autres trop). Et c est pas du tout a cause du prix que nous avons des desert medicaux (mais parce que les jeunes medecins ne veulent pas avoir des horaires de fou meme grassemnt paye et que 60 % des medecins sont de femmes et ne veulent pas vivre dans des trous paumes)
Au lieu d essayer uen solution qui n a jamais marche, pourquoi ne pas arreter le paiment a l acte et faire un forfait par personne inscrite chez le medecin, que celui ci consulte ou non ? ca inciterai les medecins a faire de la prevention et non pas a multiplier les actes pour faire gonfler leur CA

Signaler un contenu abusif (http://www.contact-moderation.com/clients/all/abuse.asp?origine=TRIT&language=FR&content_id=1701500)

Citoyen blasé a écrit le 06/07/2016 à 19:06 :

"sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante"

Très bien mais où la trouver la perle rare ?

Répondre | Suivre

Signaler un contenu abusif (http://www.contact-moderation.com/clients/all/abuse.asp?origine=TRIT&language=FR&content_id=1701366)

Réponse de Panda le 07/07/2016 à 8:12 :

@ valjean

Vous oubliez toutes les primes reçues en supplément du salaire de base de 96 euros de l'heure (4 consultations à l'heure en moyenne) et on est bien au-dessus des 4000 euros par mois que vous indiquez !

Signaler un contenu abusif (http://www.contact-moderation.com/clients/all/abuse.asp?origine=TRIT&language=FR&content_id=1701480)

Réponse de Citoyen blasé le 07/07/2016 à 11:38 :

Où ai-je parlé de 4000 euros par mois ???

Signaler un contenu abusif (http://www.contact-moderation.com/clients/all/abuse.asp?origine=TRIT&language=FR&content_id=1701536)

Le Quotidien 40 ans www.lequotidien.re
DE LA REUNION ET DE L'OCEAN INDIEN
Tel 0262 92 15 15

Partager Facebook | Noter (0 vote) | Réagir Soyez le 1er ! | Envoyer | Imprimer

06/07/16 - 21h20 (actualisé à 21h25)

L'Assurance maladie propose d'augmenter la consultation à 25 euros chez le généraliste en 2018



L'Assurance maladie propose d'augmenter la consultation à 25 euros chez le généraliste en 2018 © AFP/Archives FRANCK FIFE

Paris (AFP) - Oui à la consultation à 25 euros chez le généraliste... mais en 2018. Les propositions soumises mercredi par l'Assurance maladie aux syndicats de médecins libéraux, évaluées à 750 millions d'euros en année pleine, ne permettront pas en l'état d'aboutir à un accord, préviennent déjà les blouses blanches.

Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) négocient une nouvelle convention quinquennale avec l'Assurance maladie, texte qui régit leurs relations avec cette dernière et fixe leurs honoraires.

Dans le document soumis aux syndicats avant la séance de jeudi, l'Assurance maladie récapitule les mesures mises sur la table et, pour la première fois, chiffre le budget qu'elle compte leur consacrer, soit près de 750 millions d'euros en année pleine.

"Un niveau d'engagement très important", souligne son directeur général, Nicolas Revel, dans une interview aux Echos, mais qui "a évidemment vocation à s'inscrire dans le strict respect" des économies, de plus de 3 milliards d'euros rien qu'en 2016, demandées à l'Assurance maladie.

"C'est pourquoi nous serons amenés à échelonner les mesures sur les trois prochaines années", explique-t-il.

Premier enjeu de la négociation, la consultation de base chez les généralistes, passera bien de 23 euros à 25 euros, comme le réclament tous les syndicats. Mais "en deux étapes, car cette seule mesure coûterait près de 450 millions d'euros", poursuit M. Revel.

Il propose d'augmenter la consultation d'un euro en avril 2017, puis encore d'un euro en avril 2018. Un calendrier "inacceptable" pour le principal syndicat de généralistes, MG France, qui "ne signera pas en l'état", prévient son président, Claude Leicher. "Le prix de la consultation est bloqué depuis 2011 !", rappelle-t-il.

"Mettre un euro sur la consultation maintenant et le 2ème en avril 2018, il fallait oser", s'est indigné Jean-Paul Hamon, le président de la FMF. "Nous proposer cela après quinze semaines de négos, on est loin du compte", a renchéri le président du SML, Eric Henry.

Le président de la CSMF, principal syndicat (généralistes et spécialistes), qui avait décidé de quitter la table des négociations dans l'attente de propositions chiffrées, n'était pas joignable mercredi en fin de journée.

En revanche, celui de sa branche généraliste (Unof-CSMF), Luc Duquesnel, a qualifié d'"insignable" le projet. "Les négociations commencent réellement demain".

- "Assez déçus" -

Reste à voir si l'Assurance maladie bougera. "La négociation n'est pas terminée. Il y aura donc encore des évolutions, même si elles seront forcément limitées", a ainsi indiqué Nicolas Revel.

Au regard des revendications des syndicats, qui chiffrent à plus d'un milliard d'euros les besoins de la profession, l'enveloppe proposée par la Cnam semble maigre. "Mais l'impact total pour les médecins devrait aller au-delà et se situer autour de 1 milliard d'euros (890,5 millions, ndlr) si l'on ajoute la part des complémentaires", insiste-t-il. "C'est très important et même sans précédent".

Outre la consultation à 25 euros, le texte prévoit d'autres revalorisations, comme pour la consultation d'enfants de moins de 6 ans chez le généraliste, progressivement portée à 30 euros d'ici à 2018, soit 17,9 millions d'euros de dépenses supplémentaires, ou un tarif à 46 euros pour les "consultations complexes" et à 60 euros pour "les très complexes", soit 52 millions d'euros.

Quelque 10 millions d'euros seront également investis dans la lutte contre les déserts médicaux, avec une aide de 50.000 euros à destination des médecins s'installant dans les zones fragiles.

Autre poste de dépenses, les mesures relatives à la protection sociale des médecins (retraite...), évaluées à 61,4 millions d'euros.

Globalement, "nous sommes assez déçus", a déploré Claude Leicher, dont le syndicat est le plus à même, avec la CSMF, de signer une convention. Mais il reconnaît qu'"une grosse partie des mesures concerne les généralistes", preuve que "l'Assurance maladie a conscience que notre situation est prioritaire".

Syndicats et Assurance maladie ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante.

Tous droits de reproduction et de représentation réservés. © 2009 Agence France-Presse.

Partager Facebook | Noter (0 vote) | Réagir Soyez le 1er ! | Envoyer | Imprimer

PLUS D'ARTICLES 'EN DIRECT FRANCE MONDE'



07/07/16 - 01h45

La mort filmée d'un Noir abattu par la police choque une Amérique déjà en deuil

06/07/16 - 21h05

Sept Alsaciens condamnés à de six à neuf ans de prison ferme





En utilisant Yahoo vous acceptez les cookies de Yahoo/ses partenaires aux fins de personnalisation et autres usages



ven. 8 juil 2016, 10:30 - La bourse ferme dans 6 heures 60 minutes

La Sécu veut faire passer la consultation à 25 euros

Par latribune.fr | La Tribune – mer. 6 juil. 2016 18:28 HAEC

L'Assurance maladie continue à chercher la solution face aux déserts médicaux. Elle propose un budget d'environ 750 millions d'euros par an aux syndicats de médecins libéraux dans le cadre de leur négociation pour des revalorisations tarifaires et une nouvelle convention quinquennale, selon un document consulté mercredi par l'AFP.

Soumis aux syndicats en prévision de la séance de jeudi, le document suggère notamment d'augmenter le tarif de la consultation des généralistes à 25 euros, contre 23 actuellement, comme le réclament tous les syndicats, mais en deux étapes. Une première revalorisation d'un euro interviendrait ainsi en avril 2017, avant une autre l'année suivante. A elle seule, cette mesure coûterait 445 millions d'euros en "dépenses remboursées" par l'Assurance maladie.

PUBLICITÉ

D'autre revalorisations sont également mises sur la table. La consultation pour les enfants de 2 à 6 ans chez le généraliste serait progressivement portée à 30 euros d'ici à 2018, pour un coût estimé à 17,9 millions en dépenses remboursées, ou un tarif à 46 euros pour les "consultations complexes" et à 60 euros pour "les très complexes", soit un coût de 52 millions en dépenses remboursées.

inRead invented by Teads

Jusqu'au 26 août pour trouver un accord

Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs des médecins libéraux (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) négocient une nouvelle convention médicale avec l'assurance maladie, texte qui fixe leurs honoraires et régit leurs relations avec la Sécu.

Ce texte est aussi l'occasion de lutter contre les déserts médicaux, pour un "surcoût global en année pleine" de 10 millions d'euros. L'Assurance maladie prévoit notamment une aide de 50.000 euros, versée en deux fois, à destination des médecins s'installant dans les zones fragiles.

Autre poste de dépenses, les mesures relatives à la protection sociale des médecins (retraite...),

(...) Lire la suite sur La Tribune.fr

Honoraires des médecins: le premier syndicat des libéraux quitte les négociations

u Se connecter F 1.8M T 1.9M G 108K Recevoir nos alertes :
z Rechercher m Newsletter Saisissez votre email OK

Santé

Santé: La consultation chez le médecin passerait à 25 euros en 2018

SANTE L'Assurance maladie propose une augmentation en deux temps, qui commencerait en 2017...

b 12 contributions
Réagissez àcet article

F 1,7K G 1 n 1 P 0 T



Illustration: visite chez le médecin généraliste. - Baleydier/SIPA

M.C. avec AFP

D Publié le 07.07.2016 à 02:52
Mis à jour le 07.07.2016 à 07:03

La consultation passera bien de 23 à 25 euros chez le généraliste... mais en 2018, au grand dam des médecins. Les propositions de l'Assurance maladie aux syndicats de médecins libéraux, qui négocient une nouvelle convention depuis fin février, ne permettront pas en l'état d'aboutir à un accord, préviennent déjà les blouses blanches.

> **>> Témoignage : Consultation à 25€ chez le généraliste, «Mes patients ne m'ont fait aucune remarque»**

Dans le document soumis aux syndicats avant la séance de jeudi, l'Assurance maladie récapitule les mesures mises sur la table et, pour la première fois, chiffre le budget qu'elle compte leur consacrer, soit près de 750 millions d'euros en année pleine. Une dépense qui «a évidemment vocation à s'inscrire dans le strict respect» des économies, de plus de 3 milliards d'euros rien qu'en 2016, demandées à l'Assurance maladie, souligne son directeur général, Nicolas Revel, dans une interview aux *Echos*.

Un euro d'augmentation dès 2017

Premier enjeu de la négociation, la consultation de base chez les généralistes passera bien de 23 euros à 25 euros, comme le réclament tous les syndicats. Mais «en deux étapes, car cette seule mesure coûterait près de 450 millions d'euros», poursuit Nicolas Revel. Il propose d'augmenter la consultation d'un euro en avril 2017, puis encore d'un euro en avril 2018.

> **>> A lire aussi : L'UFC-Que choisir dénonce «l'aggravation de la fracture sanitaire» et exhorte le gouvernement à réagir**

Un calendrier «inacceptable» pour le principal syndicat de généralistes, MG France, qui «ne signera pas en l'état», prévient son président, Claude Leicher. «Le prix de la consultation est bloqué depuis 2011 !», rappelle-t-il. «Mettre un euro sur la consultation maintenant et le 2ème en avril 2018, il fallait oser», s'est indigné Jean-Paul Hamon, le président de la FMF. «Nous proposer cela après quinze semaines de négos, on est loin du compte», a renchéri le président du SML, Eric Henry.

Aides aux médecins s'installant dans les «déserts médicaux»

Au regard des revendications des syndicats, qui chiffrent à plus d'un milliard d'euros les besoins de la profession, l'enveloppe proposée par la Cnam semble maigre. «Mais l'impact total pour les médecins devrait aller au-delà et se situer autour de 1 milliard d'euros [890,5 millions] si l'on ajoute la part des complémentaires», insiste-t-il. «C'est très important et même sans précédent».

> **>> A lire aussi : Un quart des généralistes devraient disparaître d'ici à 2025**

Outre la consultation à 25 euros, le texte prévoit d'autres revalorisations, comme pour la consultation d'enfants de moins de 6 ans chez le généraliste, progressivement portée à 30 euros d'ici à 2018, soit 17,9 millions d'euros de dépenses supplémentaires, ou un tarif à 46 euros pour les «consultations complexes» et à 60 euros pour «les très complexes», soit 52 millions d'euros.

Quelque 10 millions d'euros seront également investis dans la lutte contre les déserts médicaux, avec une aide de 50.000 euros à destination des médecins s'installant dans les zones fragiles. Syndicats et Assurance maladie ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante.

t Mots-clés :

- médecins,
- medecins generalistes,
- soins

b 12 contributions
Réagissez àcet article

PARTAGEZ CET ARTICLE

1,7K 1 1 0
F G n P T

SUIVEZ 20MINUTES

1.8M 1.9M 108K

J'AIME T G

AILLEURS SUR LE WEB Contenus Sponsorisés par Taboola

Incroyable ! Cette Lampe Militaire est Enfin Disponible pour les Français.
Lampe-Torche-Militaire.Fr

30 stars qui sont tombées sous le charme incroyable de leur conjoint français
Pause People

Passer sa carte didentite au micro-onde la nouvelle technique des allemands pour ne-pas etre surveilles
LesEchos.fr

Après son coming-out, Coeur de Pirate officialise son divorce
L'Express

Scandale Benzema : Quand Hollande insulte ses ministres
Lequipe.fr

Les 25 sportifs les plus radins, personne n'aurait pensé que le 14 était comme ça
Pause Sport

A LIRE SUR 20 MINUTES par Taboola

Marion Maréchal-Le Pen attaque en justice «Closer» pour atteinte à sa vie privée

Négociations médecins/Assurance maladie: plusieurs syndicats claquent la porte

Fessée: Le texte contre les violences corporelles sera lu lors des mariages

Santé: La consultation chez le médecin passera à 25 euros en 2018

Par 20minutes.fr - il y a 1 jour



20minutes.fr

http://www.20minutes.fr

Pour ne rien rater de l'actu, rendez-vous sur 20minutes.fr: la Politique, le Sport, l'Economie, tous les sujets sont sur 20minutes.fr. Retrouvez aussi le journal en pdf.

Illustration: visite chez le médecin généraliste. - Baleydier/SIPA

M.C. avec AFP

- Publié le 07.07.2016 à 02:52
- Mis à jour le 07.07.2016 à 03:13

La consultation passera bien de 23 à 25 euros chez le généraliste... mais en 2018, au grand dam des médecins. Les propositions de l'Assurance maladie aux syndicats de médecins libéraux, qui négocient une nouvelle convention depuis fin février, ne permettront pas en l'état d'aboutir à un accord, préviennent déjà les blouses blanches.

>> Témoignage : Consultation à 25€ chez le généraliste, «Mes patients ne m'ont fait aucune remarque»

Dans le document soumis aux syndicats avant la séance de jeudi, l'Assurance maladie récapitule les mesures mises sur la table et, pour la première fois, chiffre le budget qu'elle compte leur consacrer, soit près de 750 millions d'euros en année pleine. Une dépense qui «a évidemment vocation à s'inscrire dans le strict respect» des économies, de plus de 3 milliards d'euros rien qu'en 2016, demandées à l'Assurance maladie, souligne son directeur général, Nicolas Revel, dans une interview aux *Echos*.

Un euro d'augmentation dès 2017

Premier enjeu de la négociation, la consultation de base chez les généralistes passera bien de 23 euros à 25 euros, comme le réclament tous les syndicats. Mais «en deux étapes, car cette seule mesure coûterait près de 450 millions d'euros», poursuit Nicolas Revel. Il propose d'augmenter la consultation d'un euro en avril 2017, puis encore d'un euro en avril 2018.

>> A lire aussi : L'UFC-Que choisir dénonce «l'aggravation de la fracture sanitaire» et exhorte le gouvernement à réagir

Un calendrier «inacceptable» pour le principal syndicat de généralistes, MG France, qui «ne signera pas en l'état», prévient son président, Claude Leicher. «Le prix de la consultation est bloqué depuis 2011 !», rappelle-t-il. «Mettre un euro sur la consultation maintenant et le 2ème en avril 2018, il fallait oser», s'est indigné Jean-Paul Hamon, le président de la FMF. «Nous proposer cela après quinze semaines de négos, on est loin du compte», a renchéri le président du SML, Eric Henry.

Aides aux médecins s'installant dans les «déserts médicaux»

Au regard des revendications des syndicats, qui chiffrent à plus d'un milliard d'euros les besoins de la profession, l'enveloppe proposée par la Cnam semble maigre. «Mais l'impact total pour les médecins devrait aller au-delà et se situer autour de 1 milliard d'euros [890,5 millions] si l'on ajoute la part des complémentaires», insiste-t-il. «C'est très important et même sans précédent».

>> A lire aussi : Un quart des généralistes devraient disparaître d'ici à 2025

Outre la consultation à 25 euros, le texte prévoit d'autres revalorisations, comme pour la consultation d'enfants de moins de 6 ans chez le généraliste, progressivement portée à 30 euros d'ici à 2018, soit 17,9 millions d'euros de dépenses supplémentaires, ou un tarif à 46 euros pour les «consultations complexes» et à 60 euros pour «les très complexes», soit 52 millions d'euros.

Quelque 10 millions d'euros seront également investis dans la lutte contre les déserts médicaux, avec une aide de 50.000 euros à destination des médecins s'installant dans les zones fragiles. Syndicats et Assurance maladie ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante.

Mots-clés :

- 0contribution Réagissez àcet article
- Partagez cet article
- Suivez 20minutes

Lire la suite de cet article sur 20minutes.fr

A Lire Aussi:

1. **Loi Travail: Huit personnes interpellées... 30.000 manifestants selon les autorités...**
2. **Loi travail adoptée, Hulot pas candidat, Messi et Pistorius condamnés... l'actu ce mercredi**

Sur le même thème



L'Assurance maladie dévoile ses pistes pour augmenter la

Début de la négociation sur la nouvelle convention des médecins libéraux

Paris, 24 fév 2016 - La négociation, qui s'annonce ardue, entre l'Assurance maladie et les syndicats de médecins libéraux sur la

Dans "A la une"



Négociations tarifaires avec la Sécu : le premier syndicat de

consultation des généralistes à 25 euros
Dans "A la une"

médecins libéraux claque la porte
Dans "A la une"







Le 1er syndicat de médecins libéraux "quitte" les négociations tarifaires avec la Sécu
Dans "A la une"

Tarifs des médecins : "il faudra faire des choix", prévient l'Assurance-maladie
Dans "A la une"

Les médecins se prescrivent une hausse de revenu
Dans "A la une"

Informations au Cameroun

DATE : 07/07/2016

NOUVELLES | MEDÉCINE

La consultation à 25 euros en 2018 — Médecins généralistes

Herve Gounelle
Jeu, Juillet 07, 2016

Article | Commentaires

La consultation à 25 euros en 2018 — Médecins généralistes



L'Assurance-maladie propose d'augmenter la consultation d'un euro **en avril 2017**, puis encore d'un euro en avril 2018.

Ce montant total ne comprend pas le financement des **forfaits** de structure et les actes techniques qui *"restent à définir"*, indique le document.

Et la CSMF n'est pas le seule organisation mécontente puisque le Syndicat de **Médecins Libéraux** (SML) a aussi quitté la table des négociations, "ne retrouvant aucune avancée à la lecture des propositions de la caisse ". Mais la Sécu veut que l'augmentation se fasse en deux ans, un euro par an (donc elle passerait à 24 € en 2017 et 25 € en 2018), pour amortir le surcoût de 450 millions d'euros qu'elle représente. "C'est très important et même sans précédent". Mais il continue de rappeler que ses marges de manœuvre sont très limitées, avec un plan de plus de 3 milliards d'euros d'économies à respecter rien qu'en 2016. Une grille tarifaire serait instaurée selon quatre niveaux: **25 euros** pour une consultation standard, 30 euros s'il s'agit d'un enfant entre 2 ans et 6 ans, 46 euros s'il s'agit d'une consultation complexe et 60 euros pour une consultation très complexe.

Le patron de l'AM, **Nicolas Revel**, l'avait annoncé dès le début des discussions, l'enveloppe budgétaire dont il dispose est en millions, non en milliard, soit en deçà des attentes des praticiens.

Quelque 10 millions d'euros seront également investis dans la lutte contre les déserts médicaux, avec une aide de 50.000 euros à destination des médecins s'installant dans les zones fragiles.

"Nous avons décidé de quitter la table des négos", a déclaré le président de la CSMF (généralistes et spécialistes), Jean-Paul Ortiz. " *La crise de la médecine libérale n'a toujours pas été entendue par le gouvernement* ", tonne le Dr Ortiz. Sa branche spécialiste, l'UMESPE partage cette position.

Même tonalité du côté de la Fédération des Médecins de France (FMF). "*Une provocation*", s'est indigné Jean-Paul Hamon.

Le principal syndicat de médecins généralistes, MG France, a fait savoir par son président, Claude Leicher, qu'il ne signerait pas "en l'état" le projet d'accord, signale Le Figaro: selon lui, le calendrier en deux temps est en effet "*inacceptable*".

Enfin, la marginalisation du secteur 2 et la faiblesse des propositions concernant les spécialistes sont fortement dénoncées par le Syndicat des **médecins libéraux** (SML) et par le Bloc.

La prochaine séance de négociations est programmée pour le 13 juillet et la dernière pour le 26 août, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personne indépendante.

urance maladie propose d'augmenter la consultation à 25 chez le généraliste en 2018



ultation à 25 euros chez le généraliste... mais en 2018. Les propositions soumises mercredi par l'Assurance maladie aux médecins libéraux, évaluées à 750 millions d'euros en année pleine, ne permettront pas en l'état d'aboutir à un accord, déjà les blouses blanches.

vrier, les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) négocient une nouvelle convention quinquennale avec l'Assurance e qui régit leurs relations avec cette dernière et fixe leurs honoraires.

ıment soumis aux syndicats avant la séance de jeudi, l'Assurance maladie récapitule les mesures mises sur la table et, ière fois, chiffre le budget qu'elle compte leur consacrer, soit près de 750 millions d'euros en année pleine.

'engagement très important", souligne son directeur général, Nicolas Revel, dans une interview aux Echos, mais qui "a vocation à s'inscrire dans le strict respect" des économies, de plus de 3 milliards d'euros rien qu'en 2016, demandées à naladie.

ıoi nous serons amenés à échelonner les mesures sur les trois prochaines années", explique-t-il.

u de la négociation, la consultation de base chez les généralistes, passera bien de 23 euros à 25 euros, comme le ıs les syndicats. Mais "en deux étapes, car cette seule mesure coûterait près de 450 millions d'euros", poursuit M. Revel.

ıugmenter la consultation d'un euro en avril 2017, puis encore d'un euro en avril 2018. Un calendrier "inacceptable" pour yndicat de généralistes, MG France, qui "ne signera pas en l'état", prévient son président, Claude Leicher. "Le prix de la est bloqué depuis 2011 !", rappelle-t-il.

ıro sur la consultation maintenant et le 2ème en avril 2018, il fallait oser", s'est indigné Jean-Paul Hamon, le président de s proposer cela après quinze semaines de négos, on est loin du compte", a renchéri le président du SML, Eric Henry.

de la CSMF, principal syndicat (généralistes et spécialistes), qui avait décidé de quitter la table des négociations dans ropositions chiffrées, n'était pas joignable mercredi en fin de journée.

, celui de sa branche généraliste (Unof-CSMF), Luc Duquesnel, a qualifié d'"insignable" le projet. "Les négociations réellement demain".

Abonnez-vous gratuitem
newsletter

Votre édition

Inscription



PARTICIPEZ AU JEU EURO 2016

#	Joueurs	Edition
1	Simon	Budapest
2	pierre_stan	Varsovie
3	Toto le Héros	Varsovie
4	Vermine05	Londres
5	vingtvingt	Singapour
6	JTV	Singapour
7	bastien	Singapour
8	AstacTiger	Berlin
9	PaPaFiFiBKK	Bangkok
10	friendsdan	Bangkok

Voir tout le classement...

EN BREF

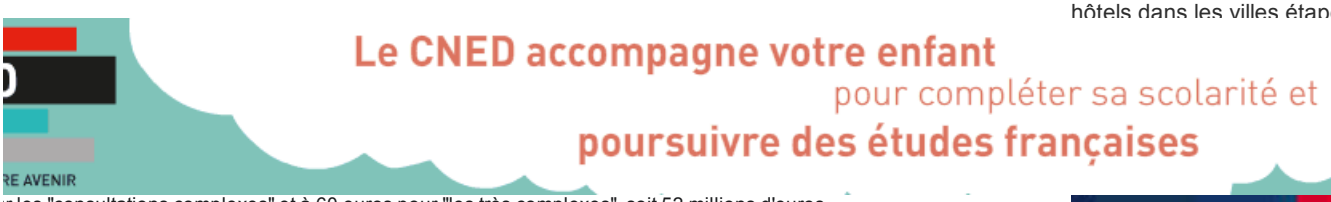
LA REINE LETIZIA - Elle prend la pa
Paris au sujet du climat

VIOL – Une nouvelle définition légale
Allemagne

Central, le restaurant star du Pérou..
d'Amérique latine

ıs" -

si l'Assurance maladie bougera. "La négociation n'est pas terminée. Il y aura donc encore des évolutions, même si elles ıent limitées", a ainsi indiqué Nicolas Revel.



ır les "consultations complexes" et à 60 euros pour "les très complexes", soit 52 millions d'euros.

nillions d'euros seront également investis dans la lutte contre les déserts médicaux, avec une aide de 50.000 euros à es médecins s'installant dans les zones fragiles.

le dépenses, les mesures relatives à la protection sociale des médecins (retraite...), évaluées à 61,4 millions d'euros.

, "nous sommes assez déçus", a déploré Claude Leicher, dont le syndicat est le plus à même, avec la CSMF, de signer on. Mais il reconnaît qu'"une grosse partie des mesures concerne les généralistes", preuve que "l'Assurance maladie a ıue notre situation est prioritaire".

Assurance maladie ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une indépendante.

e France-Presse

Tweeter G+1 0 Share

Like One person likes this.

ntaires Trier par Les plus anciens

Ajouter un commentaire...

ok Comments Plugin

BELGIQUE - Un refuge pour les expa britanniques après le Brexit ?

TOUR DE FRANCE - Hausse de prix hôtels dans les villes étapes



Héritages et successions

E INTERNATIONALE

DE FRANCE - Les plus belles étapes du parcours



Cette année le Tour de France visite trois pays limitrophes : l'Espagne, la Principauté d'Andorre et la Suisse. Au delà de la compétition, suivre le Tour est une magnifique façon de découvrir les régions de France. Quels sont les plus beaux coins à visiter, pour allier sport et tourisme ?





TU INTERNATIONALE

-Unis: un 5e policier

Euro-2016: Griezmann contre Ronaldo, vivement

Education First, leader monc séjours linguistiques

le 1er réseau francophone d

ans la fusillade à s





dimanche !



Euro-2016: la presse sous le charme de Griezmann et sa bande



Un hommage national à Rocard, riche en allusions à l'actualité

ne-Uni: Theresa May ou Andrea Leadsom, une femme succédera à Cameron

) morts dans une attaque de l'EI contre un mausolée chiite

t Lambert sous la tutelle de son épouse? La justice tranche

a: une enfance à casser des cailloux dans les mines de granit

la chute de la livre, une aubaine pour les touristes étrangers à Londres

gne-France: 19,2 millions de téléspectateurs sur TF1

OBTENEZ UN DEVIS GRATUIT | EN SAVOIR PLUS Education First

PAT

TIQUE DE LA SEMAINE – QUELQUES CONSEILS RE SA RETRAITE...



s privilégient souvent des pays ensoleillés pour ieux jours heureux. Les plus téméraires d'entre eux e tentés par l'Irlande. Lepetitjournal.com/Dublin nse quelques conseils pour être paré à prendre sa ndaise.

ANDRE COINTREAU – "LE CORDON BLEU EST RECONNU DANS LE MONDE ENTIER"...



L'école des métiers des arts culinaires et de l'hôtellerie dirigée par André Cointreau déménage à Paris pour s'installer dans un centre flambant neuf à la pointe de la technologie et en bord de Seine.

PAT - EMPLOI

IERE ATYPIQUE - Anne Barraud, les pieds sur le terrain, dans le potentiel humain

ynergie dans les équipes, il y a des gens qui savent faire ça en vrai ? Le métier d'Anne est de résoudre des problèmes on s'arrache les cheveux : LES PROBLEMES HUMAINS. Anne est une pure opérationnelle, il n'y a qu'une vérité à ses ain. Les hommes et les femmes. Qu'ils soient péruviens, français ou camerounais. Elle n'a fait qu'une bouchée du défi

à l'international
Gestion locative pour expatr Actibail
La mobilité internationale av Avocats
Recettes des chefs avec Le Bleu
Apprenez les langues avec
Télécom et médias pour les français
Votre banque en France ave Paribas
Enseignement et Formation CNED
Travelercar vous offre le par à l'aéroport de votre choix
Santé et protection sociale a
Location de voitures avec A
Jeunesse avec Telligo
Immobilier avec MyExpat
Cours de français avec FLE
Déménager avec AGS

Tweets by @lepetitjournal
lepetitjournal.com
@lepetitjournal
ANDRE COINTREAU – "Le Cordon Bleu reconnu dans le monde entier" bit.ly/29u
@pariscordonbleu



Embed View o
Expat & Politique
1448 mentions J'aime
J'aime cette Page
Soyez le premier de vos amis à aimer ç



ces: les Français au soleil d'Espagne, d'Italie et du gal



Après un printemps pluvieux, les vacanciers français vont encore plus miser sur le soleil cet été, mais pas n'importe où: s'ils vont affluer vers l'Espagne, l'Italie et le Portugal, ils continueront de bouder les pays musulmans, Turquie en tête.

lepetitjournal.com
13 354 mentions J'aime
J'aime cette Page
Soyez le premier de vos amis à aimer ça
Expat & Emploi
1623 mentions J'aime
J'aime cette Page
Soyez le premier de vos amis à aimer ça
REVENIR

PAT - POLITIQUE

RE DE LA FRANCOPHONIE DES AMERIQUES – "La e française est redevenue à la mode"



Du 3 au 11 juillet a lieu le forum des jeunes ambassadeurs à Montréal, organisé par le centre de la francophonie des Amériques. A cette occasion, Denis Desgagné, président-directeur général, nous en dit plus sur l'événement et sur le rôle du Centre de la francophonie des Amériques qui prône le rapprochement des peuples d'Amériques via l'amour de la langue française et de ses valeurs.

ÇAIS DE L'ÉTRANGER - Les Républicains ont choisi candidats aux Législatives



Les Républicains ont désigné leurs candidats aux législatives de 2017. Les Français de l'étranger se prononceront dans 11 circonscriptions. Quels seront les candidats de la droite ?

AGAZINE

FRANCE - LES PLUS BELLES ÉTAPES DU S



e le Tour de France visite trois pays limitrophes : la Principauté d'Andorre et la Suisse. Au delà de la , suivre le Tour est une magnifique façon de es régions de France. Quels sont les plus beaux ter, pour allier sport et tourisme ?

PLUS D'ALLIGATORS, PLUS D'HUMAINS: LA COHABITATION TOURNE AU DRAME EN FLORIDE



Installés dans un petit amphithéâtre au coeur d'un marécage de Floride, une cinquantaine de touristes assistent bouche bée à une démonstration des plus périlleuses: un homme insère sa tête entre les puissantes mâchoires d'un alligator adulte.

DIRECT DE NOS ÉDITIONS LOCALES

- Actualité Brésil

IE - DÉMISSION DE L'ARCHEVÊQUE BRÉSILIEN BA



a annoncé mercredi avoir accepté la démission de ıe de Paraiba au Brésil, après une enquête du ɛ sur des faits de pédophilie.

Francfort - Actualité

REVUE DE PRESSE – EN 5 MINUTES, L'ACTUALITÉ DE LA SEMAINE DU...



Chaque vendredi, lepetitjournal.com/francfort vous propose dorénavant une revue de presse hebdomadaire. L'occasion pour vous de découvrir les infos de la presse allemande que vous avez peut-être manquées cette semaine.

DE FRANCE VOUS



ıariés sans contrat, ne matrimonial ec vous à votre insu !

Expatriés : maîtrisez votre situation juridique

Vente d'un bien situé en France : quel impôt de plus-value ?

LOCATION DE VOITURES AVEC AVIS



Préparez dès maintenant votre retour en France !

ENSEIGNEMENT ET FORMATION AVEC LE CNED



Découvrez les formations en langue du CNED



Le DAEFLE (Diplôme d'aptitude à l'enseignement du français langue étrangère)

CNED: Scolarité complémentaire internationale : il est encore temps !

OCATIVE



es expatriés : naitriser votre n de revenus fonciers

Et si vous louiez votre appartement à une grande entreprise ?

Propriétaires bailleurs : comment calculer votre rendement locatif ?

TÉLÉCOMS ET MÉDIAS POUR LES EXPATRIÉS



La télé à l'étranger, mode d'emploi



Rester facilement en contact avec ses proches quand on vit à 10,000 kms

LES RECETTES DES CHEFS



Cappuccino d'asperges blanches



PETITES BRIOCHES À LA NORMANDE



MANGUE RÔTIE AUX ÉPICES, CRISTALLINE DE VERVEINE, SORBET YAOURT

IGO



IMMOBILIER AVEC MYEXPAT



APPRENEZ LES LANGUES AVEC VIVALING



les dernières places
s pour les colonies
es Telligo !

Partir en colonie de vacances avec Telligo : 6 conseils pour bien préparer sa valise

Séjour 100% canin chez Telligo !

Expatriés : 3 bonnes raisons de rentrer en France cet été !



Expatrié en contrat local : comment préparer sa retraite ?



Non-résident : Découvrez votre meilleur taux d'emprunt !

Découvrez les 20 meilleurs livres anglais pour enfants



Comment profiter des grandes vacances pour apprendre une nouvelle langue



La langue doit être une matière vivante pour les enfants, pas seulement une matière ennuyeuse qu'ils apprennent à l'école

ROTECTION SOCIALE
E



rotection sociale au

CFE – Plus de 35 ans de protection sociale pour les Français de l'étranger

CFE - La première application sur mesure pour les futures Mamans en situation d'expatriation !

SÉJOURS LINGUISTIQUES AVEC EDUCATION FIRST



10 astuces pour évoluer dans un environnement interculturel



5 CONSEILS POUR BIEN SE PREPARER AUX TESTS D'ANGLAIS TOEFL, TOEIC, IELTS, GMAT…



5 moyens de faire ses études à l'étranger :

INVESTISSEMENT AVEC CRYSTAL FINANCE ET AMUNDI



L'investissement en parts de SCPI plus facile grâce à CA Consumer Finance



Qu'est-ce que la gestion flexible ?



COMMENT OBTENIR DES REVENUS EN PÉRIODE DE TAUX BAS ?

IQUE EN FRANCE AVEC
AS



FISCAL

BNP PARIBAS : Ouvrir un compte à l'étranger, un casse-tête ?

BNP PARIBAS : Pourquoi conserver un compte bancaire en France?

DÉMÉNAGER AVEC AGS



Expatriés : comment bien choisir votre déménageur ?



10 Raisons de préparer son déménagement international à l'avance



Déménager avec des enfants

LA MOBILITÉ INTERNATIONALE AVEC OZ AVOCATS



Le rachat de trimestres de retraite pour les expatriés : avantages et inconvénients



Quid de vos droits à l'assurance chômage en France si vous exercez votre activité professionnelle hors de France ?



Quels droits à la retraite pour les salariés ayant une carrière internationale ?

WSLETTER

cevez nos newsletters
blème newsletter

A PROPOS DE NOUS

Contactez nous
Ouvrir une édition
Annonceurs
Mentions légales

PARTENAIRES

Espace presse
Espace partenaires

NOS EDITIONS

nes - Auckland - Bangkok - Barcelone - Berlin - Brisbane - Bucarest - Budapest - Buenos Aires - Cambodge - Casablanca - Cologne - Cotonou - Dakar - Dubaï - Dublin - Francfort - Haïti - ng - Ho Chi Minh Ville -Istanbul - Internationale - Johannesbourg - Kuala Lumpur - Le Caire - Le Cap - Lisbonne - Londres - Luxembourg - Madrid - Manille - Melbourne - Mexico - Milan - I kin - Perth - République Dominicaine - Rio de Janeiro - Rome - San Salvador - Santiago - Sao Paulo - Shanghai - Singapour - Stockholm - Sydney - Tel Aviv - Tokyo - Toronto - Tunis - Tu - Varsovie - Zurich

© Lepetitjournal.com. All rights reserved

Le Point

L'Assurance maladie propose d'augmenter la consultation à 25 euros chez le généraliste en 2018



Oui à la consultation à 25 euros chez le généraliste... mais en 2018. Les propositions soumises mercredi par l'Assurance maladie aux syndicats de médecins libéraux, évaluées à 750 millions d'euros en année pleine, ne permettront pas en l'état d'aboutir à un accord, préviennent déjà les blouses blanches.

Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) négocient une nouvelle convention quinquennale avec l'Assurance maladie, texte qui régit leurs relations avec cette dernière et fixe leurs honoraires.

Dans le document soumis aux syndicats avant la séance de jeudi, l'Assurance maladie récapitule les mesures mises sur la table et, pour la première fois, chiffre le budget qu'elle compte leur consacrer, soit près de 750 millions d'euros en année pleine.

"Un niveau d'engagement très important", souligne son directeur général, Nicolas Revel, dans une interview aux Echos, mais qui "a évidemment vocation à s'inscrire dans le strict respect" des économies, de plus de 3 milliards d'euros rien qu'en 2016, demandées à l'Assurance maladie.

"C'est pourquoi nous serons amenés à échelonner les mesures sur les trois prochaines années", explique-t-il.

Premier enjeu de la négociation, la consultation de base chez les généralistes, passera bien de 23 euros à 25 euros, comme le réclament tous les syndicats. Mais "en deux étapes, car cette seule mesure coûterait près de 450 millions d'euros", poursuit M. Revel.

Il propose d'augmenter la consultation d'un euro en avril 2017, puis encore d'un euro en avril 2018. Un calendrier "inacceptable" pour le principal syndicat de généralistes, MG France, qui "ne signera pas en l'état", prévient son président, Claude Leicher. "Le prix de la consultation est bloqué depuis 2011 !", rappelle-t-il.

"Mettre un euro sur la consultation maintenant et le 2ème en avril 2018, il fallait oser", s'est indigné Jean-Paul Hamon, le président de la FMF. "Nous proposer cela après quinze semaines de négos, on est loin du compte", a renchéri le président du SML, Eric Henry.

Le président de la CSMF, principal syndicat (généralistes et spécialistes), qui avait décidé de quitter la table des négociations dans l'attente de propositions chiffrées, n'était pas joignable mercredi en fin de journée.

En revanche, celui de sa branche généraliste (Unof-CSMF), Luc Duquesnel, a

qualifié d'"insignable" le projet. "Les négociations commencent réellement demain".

- "Assez déçus" -

Reste à voir si l'Assurance maladie bougera. "La négociation n'est pas terminée. Il y aura donc encore des évolutions, même si elles seront forcément limitées", a ainsi indiqué Nicolas Revel.

Au regard des revendications des syndicats, qui chiffrent à plus d'un milliard d'euros les besoins de la profession, l'enveloppe proposée par la Cnam semble maigre. "Mais l'impact total pour les médecins devrait aller au-delà et se situer autour de 1 milliard d'euros (890,5 millions, ndlr) si l'on ajoute la part des complémentaires", insiste-t-il. "C'est très important et même sans précédent".

Outre la consultation à 25 euros, le texte prévoit d'autres revalorisations, comme pour la consultation d'enfants de moins de 6 ans chez le généraliste, progressivement portée à 30 euros d'ici à 2018, soit 17,9 millions d'euros de dépenses supplémentaires, ou un tarif à 46 euros pour les "consultations complexes" et à 60 euros pour "les très complexes", soit 52 millions d'euros.

Quelque 10 millions d'euros seront également investis dans la lutte contre les déserts médicaux, avec une aide de 50.000 euros à destination des médecins s'installant dans les zones fragiles.

Autre poste de dépenses, les mesures relatives à la protection sociale des médecins (retraite...), évaluées à 61,4 millions d'euros.

Globalement, "nous sommes assez déçus", a déploré Claude Leicher, dont le syndicat est le plus à même, avec la CSMF, de signer une convention. Mais il reconnaît qu'"une grosse partie des mesures concerne les généralistes", preuve que "l'Assurance maladie a conscience que notre situation est prioritaire".

Syndicats et Assurance maladie ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante.

06/07/2016 19:20:24 - Paris (AFP) - © 2016 AFP

Accédez à l'intégralité des contenus du Point à partir de 1€ seulement >>

AILLEURS SUR LE WEB

Contenus sponsorisés Outbrain



Voici les célébrités qui ont choisi de s'évader fiscalement en 2016
PAUSE PEOPLE



Attentats: un Algérien en contact avec Abaaoud arrêté en Allemagne?
L'EXPRESS



Astuce pour ne pas payer le supplément bagages en avion !
LE BON GUIDE



Le rasage intime, nouvelle norme pour les Américaines
LE FIGARO SANTÉ



Simple à installer et peu cher : la voile d'ombrage est LA solution
GIFI



La petite mort de Nicole
FRANCE MUSIQUE

À NE PAS MANQUER

À NE PAS MANQUER

En savoir plus et gérer les paramètres

l'express L'ENTREPRISE

DATE : 07/07/2016

Négociations tarifaires: médecins et Assurance maladie rentrent dans le dur

Entreprise / Par AFP, publié le 07/07/2016 à 10:30 , mis à jour à 10:30

0 partages Partager Tweeter LinkedIn

Paris, 7 juil 2016 - Les syndicats de médecins libéraux ont débuté jeudi une nouvelle séance de négociations avec l'Assurance maladie qui, pour la première fois en plus de quatre mois de rencontres, leur soumet des propositions chiffrées, loin de les satisfaire.

"*La négociation commence enfin*", a déclaré Claude Leicher, président de MG France, premier syndicat des généralistes, arrivé peu avant 9H30 au siège de l'Assurance maladie à Paris.

Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs de la profession (CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens) ont rendez-vous avec l'Assurance pour signer une nouvelle convention quinquennale qui régit leurs relations avec cette dernière et fixe leurs honoraires.

Dans un document remis jeudi aux syndicats, l'Assurance maladie leur a présenté une série de propositions pour la première fois chiffrées, dont le montant en année pleine est évalué à 750 millions d'euros. Près des deux tiers de l'enveloppe sont consacrés à la revalorisation de deux euros des horaires des généralistes en deux étapes: 1 euro au 1er avril 2017 puis 1 euro l'année suivante

"*Nous voulons une consultation à 25 euros aujourd'hui*", a réagi Claude Leicher dont le syndicat est le plus à même avec la CSMF de signer la convention, accusant l'Assurance maladie de mener une "*stratégie de la tension*".

"*Nous attendions une convention novatrice (...) au lieu de ça on bricole un euro par ci, un euro par là*", a réagi de son côté le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, qui avait menacé de ne pas revenir à la table des négociations sans propositions chiffrées.

"*On va voir ce que (le directeur général de l'Assurance maladie) Nicolas Revel dit, mais c'est très dur*", a souligné le président de la CSMF interrogé sur la suite des événements.

Le président de la FMF, Jean-Paul Hamon, a de son côté prévenu: "*Je ne vais pas rester longtemps, je vais laisser une délégation technique pour ne pas laisser les autres syndicats faire négocier n'importe quoi*".

"*On ne peut pas laisser les médecins se faire humilier comme ça*". La revalorisation en deux étapes, "*c'est une provocation qui, en plus, survient les deux fois un 1er avril*", a-t-il poursuivi.

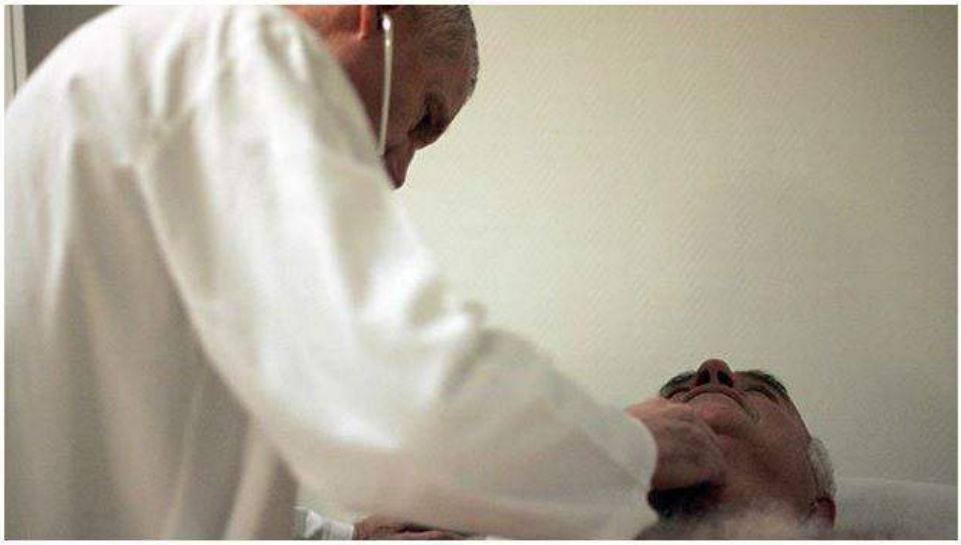
Syndicats et Assurance maladie ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante.

LINFO.RE

DATE : 07/07/2016

Santé : la consultation chez le médecin passera à 25 euros en 2018

LINFO.RE - créé le 7.07.2016 à 20h37 - mis à jour le 7.07.2016 à 18h37- La rédaction



J'aime 22 Tweeter G+1 0

L'Assurance maladie a soumis mercredi 6 juillet une série de propositions aux syndicats de médecins libéraux : parmi elles, l'augmentation en 2018 du tarif de la consultation, réclamée par les syndicats de la profession. La consultation passera ainsi de 23 à 25 euros chez le généraliste.

L'Assurance maladie a soumis mercredi 6 juillet une série de propositions aux syndicats de médecins libéraux : parmi elles, l'augmentation en 2018 du tarif de la consultation, réclamée par les syndicats de la profession. La consultation passera ainsi de 23 à 25 euros chez le généraliste.

A lire également

- Assurances
- Médecins



La consultation des généralistes pourrait passer de 23 à 25 euros



Mayotte : près de 300 euros d'indemnisation en plus par mois pour les chômeurs

Les syndicats des médecins libéraux, en pleines discussions avec l'**Assurance Maladie** pour renouveler la convention, ont eu gain de cause. Du moins, en partie, car si le **prix de la consultation du médecin généraliste va augmenter**, elle n'augmentera pas aussi rapidement qu'ils espéraient. Mercredi 6 juillet, l'Assurance maladie a officiellement proposé une **augmentation en deux temps**, qui commencerait en 2017. Les médecins aimeraient que cette consultation passe à 25 euros immédiatement. Ils devront attendre 2018.

Cette mesure équivaudra à aligner le **tarif des généralistes** sur celui des autres spécialistes, une revendication de leurs principaux syndicats, MG France et l'Unof-CSMF. Le but étant de renforcer l'attractivité de la médecine générale, délaissée par les jeunes générations. Ce coup de pouce coûterait à lui seul 445 millions d'euros en "*dépenses remboursées*" par l'Assurance-maladie.

Les syndicats de médecins montent au créneau

Le calendrier proposé par l'**Assurance Maladie** est "*inacceptable*" pour le principal syndicat de généralistes, MG France, qui "*ne signera pas en l'état*", prévient son président, Claude Leicher. "*Le prix de la consultation est bloqué depuis 2011 !*", rappelle-t-il. "*Mettre un euro sur la consultation maintenant et le 2ème en avril 2018, il fallait oser*", s'est indigné Jean-Paul Hamon, le président de la FMF. "*Nous proposer cela après*

quinze semaines de négos, on est loin du compte", a renchéri le président du SML, Eric Henry.

Beaucoup d'autres augmentations à venir

Outre la consultation à 25 euros, le texte prévoit d'autres revalorisations, comme pour la **consultation d'enfants** de moins de 6 ans chez le généraliste, progressivement portée à 30 euros d'ici à 2018, soit 17,9 millions d'euros de dépenses supplémentaires, ou un tarif à 46 euros pour les "*consultations complexes*" et à 60 euros pour "*les très complexes*", soit 52 millions d'euros. Reste à voir si l'Assurance maladie bougera. "*La négociation n'est pas terminée. Il y aura donc encore des évolutions, même si elles seront forcément limitées*", a encore indiqué Nicolas Revel.

A LIRE AUSSI :
Top 20 des perles des patients chez les médecins

► JE RÉAGIS !

J'aime 22 Tweeter G+1 0

pourquoi docteur
Comprendre pour agir

DATE : 07/07/2016

Revalorisation en deux temps

Consultation à 25 euros : les syndicats rejettent en bloc

par Bruno Martrette

Les syndicats médicaux réclament 25 euros immédiatement et pas en 2018. A un mois de la date butoir, aucun ne veut signer le texte de l'Assurance maladie.



CHAMUSSY/SIPA

Publié le 07.07.2016 à 17h57
Mots-clés : consultation | CSMF | syndicats médicaux | négociations conventionnelles

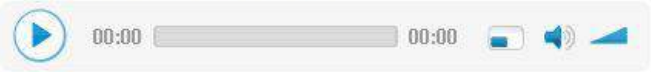
Le 22 juin dernier, après quatre mois de discussions conventionnelles au siège de la Cnamts (1), la CSMF (2) avait décidé de quitter la table des négociations. Le premier syndicat de médecins libéraux entendait dénoncer l'absence de propositions de textes et d'éléments chiffrés visant à revaloriser les tarifs médicaux.

Mais ce jeudi, la CSMF a enfin reçu une proposition chiffrée. Le syndicat a donc décidé de retourner à la table de Nicolas Revel, le directeur de l'Assurance maladie. Sans grand succès. Alors que la séance a débuté à 9H30, son président, le Dr Jean-Paul Ortiz, a de nouveau claqué la porte à... 10 heures.

Contacté par *Pourquoidocteur*, le Dr Ortiz souligne « le texte de la Cnamts est très loin de ce qui est nécessaire pour sauver la médecine libérale. Nous ne voulons pas de miettes. Nous réclamons la consultation de base à 25 euros immédiatement et sans attendre avril 2018 pour tous les médecins quel que soit le secteur d'exercice ».

Ecoutez...

Dr Jean-Paul Ortiz, président de la CSMF : « *Le gouvernement n'a rien compris. La CSMF veut une médecine libérale de proximité qui soit forte...*»



Zéro signature au compteur

Et la CSMF n'est pas le seule organisation mécontente puisque le Syndicat de Médecins Libéraux (SML) a aussi quitté la table des négociations, « ne retrouvant aucune avancée à la lecture des propositions de la caisse ». « A ce jour, rien ne permet d'envisager une médecine libérale moderne répondant aux attentes de tous les médecins et de la population », écrit le syndicat dans un communiqué.

Même tonalité du côté de la Fédération des Médecins de France (FMF). Son président, Jean-Paul Hamon, a également écourté la séance. « La destruction de la médecine libérale est programmée », annonce-t-il. Le généraliste de Clamart (Hauts-de-Seine) espère « simplement que la mise en place du tiers payant réveillera les médecins ».

Enfin, le syndicat LE BLOC a carrément boycotté le rendez-vous et MG France change son discours. Soupçonné par les autres organisations de jouer le jeu du gouvernement, le premier syndicat de généralistes est pourtant très clair. « Si c'est 24 euros, puis 25, cela veut dire qu'il n'y aura pas de convention », a réagi le Dr Claude Leicher, son président, auprès de l'Agence France Presse (AFP).

25 euros dans deux ans

Pas de quoi faire bouger d'un iota le patron de l'Assurance maladie. Nicolas Revel, a aussitôt réagi en confirmant que la revalorisation de la consultation des généralistes à 25 euros en deux temps était « incontournable ». « Le principe du phasage est absolument incontournable au regard de ce que coûte cette mesure », a-t-il estimé auprès de l'AFP. Le tout en ajoutant que « deux euros d'un coup, ça ne laisserait plus beaucoup d'espace pour faire quoi que ce soit d'autre en 2017 ».
Si les syndicats médicaux acceptent son calendrier, il s'engage par ailleurs à émettre de nouvelles propositions lors de la prochaine séance de négociations prévue le 13 juillet.

Vers un règlement arbitral minimal ?

Face à des négociations conventionnelles si mal embarquées, il faut rappeler les règles de signature d'une convention médicale. Auteur de l'ouvrage « *Du syndicalisme à la convention, l'histoire d'un long fleuve pas si tranquille* », le Dr Patrick Carlioz expliquait récemment à *Pourquoidocteur* qu'il faudra « au moins trois signatures pour qu'une nouvelle convention médicale entre en vigueur ». « Si tel n'est pas le cas, c'est un règlement arbitral minimal qui verra le jour », précisait-il. Cet arbitre fixera par arrêté les nouvelles relations entre l'Assurance maladie et les médecins libéraux pour que les patients continuent à être remboursés. La pire des options pour les tous les syndicats présents à la table.

(1) Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des travailleurs salariés

(2) Confédération des Syndicats Médicaux Français

pourquoi docteur
Comprendre pour agir

DATE : 13/07/2016

Négociations conventionnelles

Tarifs des spécialistes : l'Assurance maladie revoit sa copie

par la rédaction

L'Assurance maladie a fait un geste envers les médecins libéraux. Elle a augmenté de 86 millions son budget pour la convention. Les spécialistes en sont les bénéficiaires.



Au centre : Nicolas Revel, directeur général de l'Assurance maladie, Bruno Martrette, Pourquoidocteur

Publié le 13.07.2016 à 18h35

Mots-clés : négociations conventionnelles | Assurance maladie | tarifs médicaux | CSMF

Le premier syndicat de médecins libéraux, la CSMF (1), n'a pas participé à la séance de négociations conventionnelles prévue ce mercredi. Dans un communiqué publié la veille, elle écrivait qu' « aucune avancée significative et concrète n'a été annoncée depuis le 7 juillet dernier par la CNAM (2) sur les éléments prioritaires, novateurs et structurants du New Deal de la CSMF (contrat en 10 points pour sauver la médecine libérale en France) ». Une absence qui a peut-être fait bouger les lignes puisque l'Assurance maladie a revu sa copie.

Elle a mis aujourd'hui près de 86 millions d'euros supplémentaires sur la table des discussions tarifaires avec les syndicats de médecins libéraux présents (MG France, SML, FMF). Cette rallonge porte à au moins 829 millions d'euros l'enveloppe globale pour la prochaine convention médicale. « Le total en remboursable (Assurance maladie + mutuelles, NDLR) atteindrait le milliard d'euros. Nous n'y étions pas la semaine dernière, nous y sommes », a déclaré à l'AFP, Nicolas Revel, directeur général de la CNAM, en fin de séance.

Les consultations complexes revalorisées

Parmi les propositions qui ont fait grimper la facture, on trouve la revalorisation des consultations complexes (avis ponctuel de consultant). Elles seraient portées à 48 euros, contre 46 euros proposés la semaine dernière. De plus, la majoration de coordination assurée par les spécialistes et généralistes passerait de 3 à 5 euros. C'est elle qui permet à un spécialiste de facturer sa consultation 28 euros au lieu de 25 lorsqu'un patient lui est adressé par un médecin traitant. Avec la majoration proposée, cette consultation atteindrait donc les 30 euros

Par ailleurs, l'aide à l'installation dans les déserts médicaux de 50 000 euros, destinée aux jeunes médecins exerçant en groupe serait étendue à ceux s'installant seuls. Enfin, la prise en charge de patients atteints d'un handicap mental lourd et sévère devrait également être revalorisée.

3 séances prévues la semaine prochaine

Pour Nicolas Revel, ces « propositions sont de nature à ce que tous les syndicats participent aux travaux de la semaine prochaine ». Et la réponse arrivera bientôt puisque trois séances de négociations sont prévues les 19, 20 et 21 juillet.

Pour rappel, les syndicats médicaux et l'Assurance maladie ont jusqu'au 26 août pour se mettre d'accord. Si tel n'est pas le cas, un règlement arbitral, confié à une personnalité indépendante, interviendra.

Pas d'accord sur la consultation à 25 euros

Enfin, le tarif de la consultation de base du généraliste reste un point de crispation important de ces négociations conventionnelles. L'Assurance maladie a proposé la semaine dernière une augmentation en deux étapes du C : de 23 à 24 euros en avril 2017, et de 24 à 25 euros avril 2018. « Nous ne signerons pas une augmentation en deux fois », a répété ce mercredi le Dr Claude Leicher, président de MG France, le premier syndicat de généralistes.

Une insistance que Nicolas Revel a visiblement entendu. « Les dates des deux étapes peuvent se rediscuter, mais le principe de ces deux temps me paraît devoir s'imposer compte tenu du coût de la mesure », a répondu Nicolas Revel. L'impasse sur ce sujet demeure...

(1) Confédération des Syndicats Médicaux Français

(2) Caisse Nationale d'Assurance Maladie



DATE : 17/07/2016

Tarifs des médecins : l'Assurance maladie fait un geste

juillet 17, 2016 / . / LePoint.fr - Santé

L'Assurance maladie a fait un nouveau geste mercredi à destination des médecins libéraux, augmentant de plus de 86 millions d'euros le budget total mis sur la table de ses négociations tarifaires avec les syndicats, avant des rendez-vous déterminants la semaine prochaine. « Le total en remboursable (Assurance maladie + mutuelles) atteindrait le milliard d'euros. Nous n'y étions pas la semaine dernière, nous y sommes », a déclaré, à l'issue de la séance, le directeur général de la Cnamts, Nicolas Revel.

Comme promis, l'Assurance maladie a présenté mercredi de nouvelles propositions aux syndicats de médecins présents à l'ouverture, MG France (généralistes), SML et FMF (généralistes et spécialistes), évaluées à 85,7 millions d'euros. Ainsi, l'enveloppe globale que l'assurance maladie propose de consacrer à la convention, texte qui régit pour cinq ans ses relations avec les médecins et fixe leurs honoraires, se gonfle à environ 829 millions d'euros. En tenant compte de la participation des mutuelles,

...>>>>>

La suite...

....

Lien source - http://www.lepoint.fr/sante/rss.xml -

- Catégorie - LePoint.fr - Santé

DATE : 19/07/2016

19 juillet 2016 *Médecine*

Négociations tarifaires: marathon lancé entre médecins et Sécu



FRANCK FIFE - AFP/Archives

Comme un "premier jour de négo". Médecins libéraux et Assurance maladie ont entamé mardi un marathon de trois jours pour tenter de boucler une nouvelle convention, qui devrait instaurer la consultation à 25 euros chez les généralistes, repoussant à jeudi les sujets qui fâchent.

Après plus de quatre mois de négociations et des boycotts, les cinq organisations représentatives de la médecine libérale se sont toutes retrouvées mardi au siège de l'Assurance maladie (Cnam) à Paris.

CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens ont commencé à débattre du projet de convention transmis lundi par la Cnam, dans un climat cordial.

"On ne se tire pas dessus" a déclaré Jean-Paul Hamon, le président de la FMF lors d'une pause. "On a reporté tous les points de blocage", a ajouté Jean-Paul Ortiz, son homologue de la CSMF, premier syndicat de la profession.

"Les choses ont plutôt bien avancé", a estimé de son côté le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, à l'issue de la séance, même si "des points" de désaccords subsistent.

Parmi ces points, "le problème majeur du calendrier de la revalorisation à 25 euros" sera ainsi de nouveau abordé jeudi, selon M.Ortiz, qui prévoit déjà une nuit blanche pour la dernière séance.

Principal enjeu de la négociation, la consultation à 25 euros chez les généralistes, contre 23 actuellement, cristallise les tensions. Toutes les organisations veulent son application immédiate quand l'Assurance maladie prévoit une revalorisation en deux temps, d'un euro en avril 2017, puis d'un autre en 2018.

"Je ferai à la fin une proposition modifiée" de calendrier, a redit M. Revel, prêt à réduire le laps de temps séparant les deux revalorisations, mais pas à céder sur le principe du "phasage", indispensable pour absorber le coût de la mesure (450 millions d'euros).

Cette hausse fait aussi l'objet de désaccords entre les différentes organisations dans ses modalités.

- Un front syndical 'en éclats'-

MG France, premier chez les généralistes, souhaite ainsi resserrer l'écart de revenus entre généralistes et spécialistes, quand d'autres veulent au contraire le maintenir, voire "le creuser", dénonce son président Claude Leicher. "Le front syndical a volé en éclats", déplore-t-il.

La CSMF ou encore le SML pointent eux la nécessité de revaloriser également la rémunération des spécialistes, grand oubliés selon eux du projet. Celui-ci donne de fait la priorité aux généralistes et aux médecins ne pratiquant pas de dépassements d'honoraires ou ayant souscrit le contrat d'accès aux soins qui les encadre.

Une logique totalement assumée par la Cnam, mais qui ne l'empêche pas de faire des gestes en direction des spécialistes.

Par exemple, "l'avis ponctuel de consultant", demandé par un médecin traitant à un spécialiste, pourrait passer de 46 à 48 euros, là où la CSMF et le SML en demande 50.

Avec l'ensemble des mesures proposées, "près d'un milliard d'euros" sont sur la table, soit "8.000 euros de plus par an et par médecin", a souligné mardi la ministre de la Santé Marisol Touraine, souhaitant "vraiment trouver le chemin d'un accord".

En comptant la part de l'enveloppe prise en charge par les mutuelles, l'investissement grimpe effectivement au milliard. Un effort "sans précédent", selon M. Revel.

Mercredi seront abordés les forfaits, rémunérations annexes octroyées pour la prise en charge de patients âgés par exemple, ainsi que les sommes allouées à la revalorisation des actes techniques (telles les opérations) ou au forfait structure, destiné à l'embauche de secrétaires.

MG France, qui a réclamé à François Hollande un fonds de 500 millions d'euros pour alimenter ce forfait, a depuis obtenu "un rendez-vous à l'Elysée, le 26 juillet", selon Claude Leicher.

La mise en place d'une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux et la révision du contrat d'accès aux soins sont également en jeu.

"Ces trois jours concluent la négo", a prévenu M.Revel, laissant toutefois le temps de la réflexion aux syndicats.

Les négociateurs ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi, un règlement arbitral interviendra.

Challenges

DATE : 19/07/2016

Sécu: les médecins obtiendront-ils la consultation à 25 euros?

Par Challenges.fr
Voir tous ses articles

Publié le 19-07-2016 à 11h57

Les syndicats de médecins et la Sécu entament mardi un marathon de trois jours pour tenter de boucler une nouvelle convention quinquennale, censée instaurer la consultation à 25 euros chez les généralistes.



Après plus de quatre mois de négociations et deux dernières séances boycottées par certaines, les cinq organisations représentatives de la médecine libérale se sont toutes retrouvées mardi 19 juillet. AFP

Recommander 9 personnes le recommandent. Inscription pour voir ce que vos amis recommandent.
G+1 2

Un effort financier "sans précédent" pour l'assurance maladie, mais "encore très loin du compte" pour les syndicats de médecins libéraux: professionnels et Sécu entament mardi 19 juillet un marathon de trois jours pour tenter de boucler une nouvelle convention quinquennale, censée instaurer la consultation à 25 euros chez les généralistes.

PARTAGER
3 2
RÉAGIR 0
RECEVOIR LES ALERTES
Votre adresse e-mail OK

Après plus de quatre mois de négociations et deux dernières séances boycottées par certaines, les cinq organisations représentatives de la médecine libérale se sont toutes retrouvées mardi au siège de l'Assurance maladie (Cnam) à Paris.

CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens scruteront point par point le projet de convention transmis lundi par la Cnam et qui reprend l'ensemble de ses propositions.

Au total, près de 830 millions d'euros en année pleine sont mis sur la table, un milliard en tenant compte de la part prise en charge par les mutuelles. Une enveloppe "sans précédent" à laquelle les syndicats risquent de tourner le dos, fait valoir le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel.

1 milliard sur la table

"On est encore très loin du compte", prévient pourtant Jean-Paul Ortiz, le président de la CSMF, principal syndicat de la profession. "Pas de quoi inverser la chute démographique" des médecins, fustige de son côté Jean-Paul Hamon (FMF).

Principal enjeu des discussions, l'augmentation de la consultation chez le généraliste, bloquée depuis 2011 et que tous les syndicats souhaitent voir passer à 25 euros depuis plus d'un an et demi, est aussi la plus coûteuse pour la Cnam. Près de 450 millions d'euros doivent lui être consacrés.

Dès lors, l'instauration de cette mesure en "deux temps", avec un premier euro supplémentaire en avril 2017, un second un an plus tard, "paraît devoir s'imposer", insiste le patron de l'Assurance maladie, qui doit réaliser plus de 3 milliards d'euros d'économies par an.

Or les syndicats réclament deux euros "tout de suite" rappelle Jean-Paul Ortiz. "MG France ne signera pas" en l'état, abonde son président Claude Leicher.

Autre sujet de tension, l'augmentation ne profiterait pas aux spécialistes pratiquant des dépassements d'honoraires sans avoir souscrit le contrat d'accès aux soins visant à encadrer ces dépassements.

Une logique assumée par l'Assurance maladie, soucieuse de "valoriser" les médecins pratiquant les tarifs sécu, mais décriée par les spécialistes.

Accusé de ne "rien" leur octroyer, Nicolas Revel leur a tendu la main la semaine dernière, proposant notamment une augmentation de leur majoration de coordination, de 3 à 5 euros, quand un médecin traitant leur adresse un patient.

En outre, "l'avis ponctuel de consultant", demandé par un médecin traitant à un spécialiste, serait porté à 48 euros, contre 46 euros actuellement. "La Cnam semble évoluer", concède Jean-Paul Ortiz, qui avait claqué la porte il y a deux semaines. "Mais nous demandons 50 euros".

Trois jours de bras de fer

D'autres points restent à préciser, comme les sommes allouées à la revalorisation des actes techniques (telles les opérations) ou au forfait structure, destiné à l'embauche de secrétaires.

MG France, qui a réclamé à François Hollande un fonds de 500 millions d'euros pour alimenter ce forfait, a depuis obtenu "un rendez-vous à l'Elysée", dont la date reste à fixer, selon Claude Leicher.

La révision du contrat d'accès aux soins et des rémunérations annexes octroyées aux médecins en plus du paiement à l'acte, ou encore la mise en place d'une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux sont également en jeu.

FranceSoir

DATE : 19/07/2016

NÉGOCIATIONS TARIFAIRES: DÉBUT D'UN LONG BRAS DE FER ENTRE MÉDECINS ET SÉCU

Publié le : Mardi 19 Juillet 2016 - 17:24
Dernière mise à jour : Mardi 19 Juillet 2016 - 17:25

Un effort financier "sans précédent" pour l'assurance maladie, mais "encore très loin du compte" pour les syndicats de médecins libéraux: professionnels et Sécu entament ce mardi un marathon de trois jours pour tenter de boucler une nouvelle convention quinquennale, censée instaurer la consultation à 25 euros chez les généralistes.



Professionnels et Sécu entament ce mardi un marathon de trois jours pour tenter de boucler une nouvelle convention quinquennale.
©Xavier Vila/Sipa

Après plus de quatre mois de négociations et deux dernières séances boycottées par certaines, les cinq organisations représentatives de la médecine libérale se sont toutes retrouvées mardi au siège de l'Assurance maladie (Cnam) à Paris. CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens scruteront point par point le projet de convention transmis lundi par la Cnam et qui reprend l'ensemble de ses propositions.

Au total, près de 830 millions d'euros en année pleine sont mis sur la table, un milliard en tenant compte de la part prise en charge par les mutuelles. Une enveloppe "*sans précédent*" à laquelle les syndicats risquent de tourner le dos, fait valoir le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel. "*On est encore très loin du compte*", prévient pourtant Jean-Paul Ortiz, le président de la CSMF, principal syndicat de la profession. "*Pas de quoi inverser la chute démographique*" des médecins, fustige de son côté Jean-Paul Hamon (FMF).

Principal enjeu des discussions, l'augmentation de la consultation chez le généraliste, bloquée depuis 2011 et que tous les syndicats souhaitent voir passer à 25 euros depuis plus d'un an et demi, est aussi la plus coûteuse pour la Cnam. Près de 450 millions d'euros doivent lui être consacrés.

Dès lors, l'instauration de cette mesure en "*deux temps*", avec un premier euro supplémentaire en avril 2017, un second un an plus tard, "*paraît devoir s'imposer*", insiste le patron de l'Assurance maladie, qui doit réaliser plus de 3 milliards d'euros d'économies par an. Or les syndicats réclament deux euros "*tout de suite*" rappelle Jean-Paul Ortiz. "*MG France ne signera pas*" en l'état, abonde son président Claude Leicher.

Autre sujet de tension, l'augmentation ne profiterait pas aux spécialistes pratiquant des dépassements d'honoraires sans avoir souscrit le contrat d'accès aux soins visant à encadrer ces dépassements. Une logique assumée par l'Assurance maladie, soucieuse de "*valoriser*" les médecins pratiquant les tarifs sécu, mais décriée par les spécialistes.

sé de ne "*rien*" leur octroyer, M. Revel leur a tendu la main la semaine dernière, proposant notamment une augmentation de leur majoration de coordination, de 3 à 5 euros, nd un médecin traitant leur adresse un patient.

utre, "*l'avis ponctuel de consultant*", demandé par un médecin traitant à un spécialiste, serait porté à 48 euros, contre 46 euros actuellement. "*La Cnam semble évoluer*", ède Jean-Paul Ortiz, qui avait claqué la porte il y a deux semaines. "*Mais nous demandons 50 euros*".

tres points restent à préciser, comme les sommes allouées à la revalorisation des actes techniques (telles les opérations) ou au forfait structure, destiné à l'embauche de secrétaires. MG France, qui a réclamé à François Hollande un fonds de 500 millions d'euros pour alimenter ce forfait, a depuis obtenu "*un rendez-vous à l'Elysée*", dont la date reste à fixer, selon Claude Leicher.

La révision du contrat d'accès aux soins et des rémunérations annexes octroyées aux médecins en plus du paiement à l'acte, ou encore la mise en place d'une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux sont également en jeu.

Le texte final qui doit émerger des trois jours de travaux sera présenté par la CSMF en assemblée générale le 23 juillet, selon M.Ortiz. Mais les discussions pourraient se prolonger jusqu'en août, les négociateurs ayant jusqu'au 26 pour trouver un accord. Sans quoi, un règlement arbitral, moins avantageux, sera confié au haut fonctionnaire Bertrand Fragonard. "*Nous ne signerons rien avant le 25 août*", assure déjà le président du SML, Eric Henry.

L'ARGUS de l'assurance.com

DATE : 19/07/2016

Convention médicale : reprise des négociations entre l'Assurance maladie et les médecins

Par NICOLAS THOUET - Publié le 19 juillet 2016, à 17h 34

assurance maladie , médecin, négociations conventionnelles, Confédération des Syndicats Médicaux Français (CSMF)

TWITTER FACEBOOK VIADEO LINKEDIN IMPRIMER EMAIL

Cinq mois après le début des négociations quinquennales entre l'Assurance maladie et les syndicats de médecins, les discussions reprennent ce 19 juillet, avec l'objectif de parvenir enfin à un accord.



L'Assurance maladie et les syndicats de médecins ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord.

Girard Cecile

Après plusieurs mois de réunions et de discussions n'ayant pas abouti, les négociations sur la **convention médicale** ont repris ce mardi **19 juillet, pour trois jours**. C'est en tout cas le délai que s'est fixé **Nicolas Revel**, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), pour aboutir enfin à un **projet de nouvelle convention**, qui régira pour cinq ans les relations entre l'**Assurance maladie et les médecins** mais fixera également les **tarifs des consultations** et autres rémunérations.

TOUS ENFIN RÉUNIS

Alors que la dernière séance organisée le 13 juillet dernier s'était déroulée sans la présence de **trois syndicats** de médecins (la **Confédération syndicale des médecins français, le Bloc, le Syndicat des Médecins Libéraux**), toutes les organisations (les trois précédemment citées, ainsi que **MG France et la Fédération des Médecins de France**) devaient prendre place aujourd'hui à la table des négociations. Suite à la réunion du 13 juillet, un **nouveau document** de travail leur a été transmis ce 18 juillet.

UN DÉLAI CONTROVERSÉ

Enjeu principal de ces échanges : le relèvement de la consultation des **médecins généralistes**. Car si, comme l'indique le texte, le tarif devrait bien passer de **23 € à 25 €**, le calendrier de la mise en place de cette mesure pose encore problème. L'augmentation prévue devrait se faire en deux temps : d'abord **un euro en 2017**, puis **un autre euro en 2018**. Or, certains syndicats réclameraient que la **consultation à 25 € s'instaure en une fois**.

PLUS QU'UN MOIS

Si aucun accord n'est conclu avant le **26 août prochain**, un règlement arbitral sera alors confié à une personne indépendante, le haut fonctionnaire **Bertrand Fragonard**.

L'ARGUS de l'assurance.com

DATE : 19/07/2016

Convention médicale : reprise des négociations entre l'Assurance maladie et les médecins

Par NICOLAS THOUET - Publié le 19 juillet 2016, à 17h 34

assurance maladie , médecin, négociations conventionnelles, Confédération des Syndicats Médicaux Français (CSMF)

TWITTER FACEBOOK VIADEO LINKEDIN IMPRIMER EMAIL

Cinq mois après le début des négociations quinquennales entre l'Assurance maladie et les syndicats de médecins, les discussions reprennent ce 19 juillet, avec l'objectif de parvenir enfin à un accord.



L'Assurance maladie et les syndicats de médecins ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord.
Girard Cecile

Après plusieurs mois de réunions et de discussions n'ayant pas abouti, les négociations sur la **convention médicale** ont repris ce mardi **19 juillet, pour trois jours**. C'est en tout cas le délai que s'est fixé **Nicolas Revel**, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), pour aboutir enfin à un **projet de nouvelle convention**, qui régira pour cinq ans les relations entre l'**Assurance maladie et les médecins** mais fixera également les **tarifs des consultations** et autres rémunérations.

TOUS ENFIN RÉUNIS

Alors que la dernière séance organisée le 13 juillet dernier s'était déroulée sans la présence de **trois syndicats** de médecins (la **Confédération syndicale des médecins français, le Bloc, le Syndicat des Médecins Libéraux**), toutes les organisations (les trois précédemment citées, ainsi que **MG France et la Fédération des Médecins de France**) devaient prendre place aujourd'hui à la table des négociations. Suite à la réunion du 13 juillet, un **nouveau document** de travail leur a été transmis ce 18 juillet.

UN DÉLAI CONTROVERSÉ

Enjeu principal de ces échanges : le relèvement de la consultation des **médecins généralistes**. Car si, comme l'indique le texte, le tarif devrait bien passer de **23 € à 25 €**, le calendrier de la mise en place de cette mesure pose encore problème. L'augmentation prévue devrait se faire en deux temps : d'abord **un euro en 2017**, puis **un autre euro en 2018**. Or, certains syndicats réclameraient que la **consultation à 25 € s'instaure en une fois**.

PLUS QU'UN MOIS

Si aucun accord n'est conclu avant le **26 août prochain**, un règlement arbitral sera alors confié à une personne indépendante, le haut fonctionnaire **Bertrand Fragonard**.

LE FIGARO.fr économie

DATE : 19/07/2016

Dernier round de négociations entre les médecins et l'Assurance maladie

Par lefigaro.fr, AFP agence | Publié le 19/07/2016 à 11:36



Alors que la séance du 13 juillet dernier s'était déroulée en l'absence de trois syndicats sur cinq, les négociations reprennent ce mardi sur la future convention médicale de l'assurance maladie.

C'est la dernière ligne droite. Une nouvelle séance de négociation tarifaire entre les médecins libéraux et l'Assurance maladie s'ouvre ce mardi sur la future convention médicale de l'assurance maladie, qui régit entre autres les tarifs des médecins. Si tous seront autour de la table aujourd'hui, le round du 13 juillet dernier s'était déroulé en l'absence de trois syndicats sur cinq, dont le principal de la profession, la CSMF.

L'Assurance maladie a mis lors de ces négociations près de 86 millions d'euros supplémentaires sur la table, portant à au moins 829 millions d'euros l'enveloppe globale. Le total en remboursable - Assurance maladie et mutuelles - atteindrait le milliard d'euros, avait affirmé Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (Cnamts) lors de la précédente séance de négociations. «Ca bouge. Tout mouvement est positif», avait affirmé de son côté Eric Henry, président du SML (spécialistes).

Blocage autour des délais de revalorisation de la consultation généraliste

Principal point de crispation: les délais de revalorisation de la consultation généraliste de 23 à 25 euros. Une augmentation prévue en deux temps: un euro au 1er avril 2017, puis un euro l'année suivante, à laquelle s'oppose MG France, principal syndicat des généralistes, qui exige une revalorisation immédiate en une seule fois. «Compte tenu du poids de ces mesures, on est obligés de le faire en deux temps. Les mesures doivent se lisser sur 2017 et 2018, même si on peut

discuter du délai entre les deux temps, a expliqué Nicolas Revel, directeur général du Cnamts. Il y a un principe de réalité financier», a-t-il souligné.

Autres points étudiés, la revalorisation de «l'avis ponctuel de consultant», un acte qui doit être explicitement demandé par un médecin traitant à un médecin spécialiste. Dans ce cas, la consultation serait portée à 48 euros, contre 46 euros actuellement. La majoration de coordination assurée par les spécialistes et généralistes passerait de 3 à 5 euros. L'aide à l'installation dans des déserts médicaux de 50.000 euros, destinée aux jeunes médecins exerçant en groupe, serait, elle, étendue également à ceux s'installant seuls. Enfin, la prise en charge de patients atteints d'un handicap mental lourd et sévère devrait également être revalorisée. Faute d'accord conclu avant le 26 août, un règlement arbitral sera confié à une personnalité indépendante.

Le Point Santé

DATE : 19/07/2016

Médecins : début des négociations pour une consultation à 25 euros

Les 5 organisations syndicales de la médecine libérale se retrouvent au siège de l'Assurance maladie pour boucler une nouvelle convention.

SOURCE AFP

Modifié le 19/07/2016 à 14:12 - Publié le 19/07/2016 à 14:06 | Le Point.fr



ABONNEZ-VOUS À PARTIR DE 1€

Un effort financier « sans précédent » pour l'Assurance maladie, mais « encore très loin du compte » pour les syndicats de médecins libéraux. Professionnels et Sécu entament mardi un marathon de trois jours pour tenter de boucler une nouvelle convention quinquennale, censée instaurer la consultation à 25 euros chez les généralistes. Après plus de quatre mois de négociations et deux dernières séances boycottées par certaines, les cinq organisations représentatives de la médecine libérale se sont toutes retrouvées mardi au siège de l'Assurance maladie (Cnam) à Paris.

CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens vont scruter point par point le projet de convention transmis lundi par la Cnam et qui reprend l'ensemble de ses propositions.

Augmentation de la consultation chez le généraliste

Au total, « près d'un milliard d'euros » sont sur la table, soit « 8 000 euros de plus par an et par médecin », a souligné mardi la ministre de la Santé Marisol Touraine, souhaitant « vraiment trouver le chemin d'un accord ». Plus précisément, l'Assurance maladie investirait près de 830 millions en année pleine, sur un total d'un milliard, en comptant la participation des mutuelles. Une enveloppe « sans précédent » à ne pas laisser filer, selon le directeur général de la Cnam, Nicolas Revel. « On est encore très loin du compte », prévient pourtant Jean-Paul Ortiz, le président de la CSMF, principal syndicat de la profession. « Pas de quoi inverser la chute démographique » des médecins, fustige de son côté Jean-Paul Hamon (FMF).

Principal enjeu des discussions, l'augmentation de la consultation chez le généraliste, bloquée depuis 2011 et que tous les syndicats souhaitent voir passer à 25 euros depuis plus d'un an et demi, est aussi la plus coûteuse pour la Cnam, à hauteur de 450 millions d'euros. Dès lors, l'instauration de cette mesure en « deux temps », avec un euro supplémentaire en avril 2017, un autre l'année suivante, « paraît devoir s'imposer », insiste le patron de l'Assurance maladie, qui doit réaliser plus de 3 milliards d'euros d'économies par an. Or les syndicats réclament deux euros « tout de suite », rappelle Jean-Paul Ortiz. « MG France ne signera pas » en l'état, abonde son président Claude Leicher.

Manque de moyens des spécialistes

Autre sujet de tension, le manque de moyens réservés aux spécialistes, en particulier ceux qui pratiquent des dépassements d'honoraires sans avoir souscrit le contrat d'accès aux soins visant à les encadrer. Une logique assumée par la Cnam, soucieuse de « valoriser » les médecins pratiquant les tarifs sécu, mais décriée par les spécialistes.

Accusé de ne « rien » leur octroyer, Nicolas Revel leur a tendu la main la semaine dernière, proposant notamment une augmentation de leur majoration de coordination, de 3 à 5 euros, quand un médecin traitant leur adresse un patient. En outre, « l'avis ponctuel de consultant », demandé par un médecin traitant à un spécialiste, serait porté à 48 euros, contre 46 euros actuellement. « La Cnam semble évoluer », concède Jean-Paul Ortiz, qui avait claqué la porte il y a deux semaines. « Mais nous demandons 50 euros. »

Revalorisation des actes techniques

D'autres points restent à préciser, comme les sommes allouées à la revalorisation des actes techniques (telles les opérations) ou au forfait structure, destiné à l'embauche de secrétaires. MG France, qui a réclamé à François Hollande un fonds de 500 millions d'euros pour alimenter ce forfait, a depuis obtenu « un rendez-vous à l'Élysée », dont la date reste à fixer, selon Claude Leicher.

La révision du contrat d'accès aux soins et des rémunérations annexes octroyées aux médecins en plus du paiement à l'acte, ou encore la mise en place d'une aide de 50 000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux sont également en jeu.

Le texte final, qui doit émerger des trois jours de travaux, sera présenté par la CSMF en assemblée générale le 23 juillet, selon M.Ortiz. Mais les discussions pourraient se prolonger en août, les négociateurs ayant jusqu'au 26 pour trouver un accord. Sans quoi, un règlement arbitral, moins avantageux, sera confié au haut fonctionnaire Bertrand Fragonard. « Nous ne signerons rien avant le 25 août », assure déjà le président du SML, Éric Henry.

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN.fr

DATE : 19/07/2016

Convention : les sujets qui fâchent renvoyés à jeudi, la CNAM produira un texte finalisé

Marie Foult | 19.07.2016

Inscrivez-vous gratuitement

- A +



Crédit Photo : S. TOUBON

Ce mardi 19 juillet avait lieu la première phase d'une séquence décisive de trois jours de travail sur le projet de texte conventionnel. Les syndicats de médecins libéraux et la CNAM ont planché toute la journée – dans une ambiance plutôt cordiale – en deux groupes : l'un sur la relecture technique et juridique du texte, et l'autre, avec les présidents de syndicats, sur le fond de la future convention.

Les actes cliniques, les relations conventionnelles ou encore la télémédecine étaient au programme. Mais les partenaires ont surtout identifié les principaux *« points de blocage »*, dont le calendrier (trop tardif) et les modalités de la revalorisation de la consultation à 25 euros, ou encore le niveau et le champ des consultations longues. Ces divergences devraient être étudiées dans les toutes dernières heures de

SUR LE MEME SUJET

Convention : 91 articles sur la table, trois jours pour convaincre

Honoraires : malgré la rallonge de la CNAM, le compte n'y est pas pour les médecins

Convention : avec « 8 000 euros de plus par an et par médecin »,

la négociation, jeudi prochain.

D'ores et déjà, le directeur de la CNAM a déclaré qu'il ferait à la fin une proposition modifiée de calendrier de la hausse de la consultation de référence à 25 euros. Il serait prêt à réduire le laps de temps séparant les deux revalorisations (avril 2017 puis avril 2018 pour l'instant), mais pas à céder sur le principe du *« phasage »* (deux étapes).

Touraine espère un accord

MOTS CLÉS
- Négociations conventionnelles
- Assurance maladie-Dépenses de santé
- Consultation médicale
- Convention
- Politique de santé
- Activité professionnelle

CRÉER UNE ALERTE

Objectif : le plus de syndicats possible

La CNAM espérait en tout cas pouvoir produire un texte finalisé dès jeudi soir, que les syndicats pourront ensuite présenter à leurs instances (certains dès ce week-end). *« Les syndicats pourront prendre le temps qu'ils voudront pour annoncer leur signature, mais ces trois jours* [de mardi à jeudi] *concluent la négociation, ensuite chacun prendra ses responsabilités »,* a annoncé Nicolas Revel, le directeur de l'assurance-maladie, qui a rappelé sa volonté de rassembler le plus de syndicats possible dans la convention.

Du côté des syndicats, la prudence domine toujours, parfois teintée de lassitude. *« J'ai l'impression que jeudi soir va se finir tard, qu'on va se retrouver avec le règlement arbitral qui nous donnera quand même le C à 25 euros, et qu'on verra en septembre… »,* estime le Dr Jean-Paul Hamon, chef de file de la FMF, qui note tout de même une volonté d'assouplissement chez le directeur de la CNAM.

La CSMF a demandé une nouvelle fois que les consultations complexes, majorées comme telles, bénéficient d'un champ plus large qu'envisagé initialement – par exemple en les élargissant aux patients en ALD qui changent de médecin, ou pour des situations particulières comme l'endocrinopathie chez la femme enceinte.

Le BLOC attend toujours…

Le Dr Claude Leicher, président de MG France, a affiché ses craintes que *« les syndicats qui représentent les médecins de secteur II ne bloquent la négociation »*, en continuant de réclamer la consultation de base à 25 euros pour tous les médecins (que la CNAM veut réserver aux seuls généralistes aux tarifs opposables à la faveur d'une majoration).

Cette divergence de fond sur les modalités de la hausse de la consultation (majoration spécifique pour les seuls généralistes de secteur I ou bien C=CS=25 euros) a fait voler en éclat l'intersyndicale, selon le Dr Leicher. *« Tout le monde n'a pas la même définition derrière le terme d'équité »,* tente d'expliquer le Dr Éric Henry, président du SML.

De leur côté, les spécialistes de plateaux techniques du BLOC espéraient enfin des avancées concrètes, ce mercredi. Selon nos informations, le directeur de la CNAM Nicolas Revel fera des annonces sur la grille tarifaire des actes techniques et la revalorisation des actes chirurgicaux. *« Nous avons travaillé en bilatérale avec Nicolas Revel, notre demande était notamment d'étendre le modificateur J aux actes effectués par les chirurgiens avec une anesthésie générale, ce qui concerne 350 actes environ »,* précise le Dr Bertrand de Rochambeau, coprésident du BLOC. *« Si les réévaluations sont significatives (…) alors le BLOC pourra engager sa signature »,* a même suggéré le Dr Rochambeau, dont le syndicat était absent lors des séances précédentes.

Mercredi, les partenaires conventionnels aborderont également le forfait structure (pour l'aide au secrétariat), le forfait patientèle (médecin traitant) et la réforme du contrat d'accès aux soins (CAS).

Dans la matinée de mardi, la ministre de la Santé Marisol Touraine, en visite dans une maison de retraite à Paris, avait souhaité que *« le chemin d'un accord »* soit trouvé, évoquant un montant de 8 000 euros supplémentaires par an et par médecin.

Source : Lequotidiendumedecin.fr

l'express

DATE : 19/07/2016

Négociations tarifaires: début d'un marathon entre médecins et Sécu

Actualité / Société / Par AFP , publié le 19/07/2016 à 14:22 , mis à jour à 14:35

7 partages

Partager Tweeter Partager



Trois syndicats de médecins libéraux sur cinq ont quitté jeudi les négociations avec l'Assurance maladie afp.com/FRANCK FIFE

Paris - Un effort financier "sans précédent" pour l'assurance maladie, mais "encore très loin du compte" pour les syndicats de médecins libéraux : professionnels et Sécu entament mardi un marathon de trois jours pour tenter de boucler une nouvelle convention quinquennale, censée instaurer la consultation à 25 euros chez les généralistes.

Après plus de quatre mois de négociations et deux dernières séances boycottées par certaines, les cinq organisations représentatives de la médecine libérale se sont toutes retrouvées mardi au siège de l'Assurance maladie (Cnam) à Paris.

CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens scruteront point par point le projet de convention transmis lundi par la Cnam et qui reprend l'ensemble de ses propositions.

Au total, près de 830 millions d'euros en année pleine sont mis sur la table, un milliard en tenant compte de la part prise en charge par les mutuelles. Une enveloppe "*sans précédent*" à laquelle les syndicats risquent de tourner le dos, fait valoir le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel.

"*On est encore très loin du compte*", prévient pourtant Jean-Paul Ortiz, le président de la CSMF, principal syndicat de la profession. "*Pas de quoi inverser la chute démographique*" des médecins, fustige de son côté Jean-Paul Hamon (FMF).

Principal enjeu des discussions, l'augmentation de la consultation chez le généraliste, bloquée depuis 2011 et que tous les syndicats souhaitent voir passer à 25 euros depuis plus d'un an et demi, est aussi la plus coûteuse pour la Cnam. Près de 450 millions d'euros doivent lui être consacrés.

Dès lors, l'instauration de cette mesure en "*deux temps*", avec un premier euro supplémentaire en avril 2017, un second un an plus tard, "*paraît devoir s'imposer*", insiste le patron de l'Assurance maladie, qui doit réaliser plus de 3 milliards d'euros d'économies par an.

Or les syndicats réclament deux euros "*tout de suite*" rappelle Jean-Paul Ortiz. "*MG France ne signera pas*" en l'état, abonde son président Claude Leicher.

- Prolongations en août ' -

Autre sujet de tension, l'augmentation ne profiterait pas aux spécialistes pratiquant des dépassements d'honoraires sans avoir souscrit le contrat d'accès aux soins visant à encadrer ces dépassements.

Une logique assumée par l'Assurance maladie, soucieuse de "*valoriser*" les médecins pratiquant les tarifs sécu, mais décriée par les spécialistes.

Accusé de ne "*rien*" leur octroyer, M. Revel leur a tendu la main la semaine dernière, proposant notamment une augmentation de leur majoration de coordination, de 3 à 5 euros, quand un médecin traitant leur adresse un patient.

En outre, "*l'avis ponctuel de consultant*", demandé par un médecin traitant à un spécialiste, serait porté à 48 euros, contre 46 euros actuellement. "*La Cnam semble évoluer*", concède Jean-Paul Ortiz, qui avait claqué la porte il y a deux semaines. "*Mais nous demandons 50 euros*".

D'autres points restent à préciser, comme les sommes allouées à la revalorisation des actes techniques (telles les opérations) ou au forfait structure, destiné à l'embauche de secrétaires.

MG France, qui a réclamé à François Hollande un fonds de 500 millions d'euros pour alimenter ce forfait, a depuis obtenu "*un rendez-vous à l'Elysée*", dont la date reste à fixer, selon Claude Leicher.

La révision du contrat d'accès aux soins et des rémunérations annexes octroyées aux médecins en plus du paiement à l'acte, ou encore la mise en place d'une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux sont également en jeu.

Le texte final qui doit émerger des trois jours de travaux sera présenté par la CSMF en assemblée générale le 23 juillet, selon M.Ortiz. Mais les discussions pourraient se prolonger jusqu'en août, les négociateurs ayant jusqu'au 26 pour trouver un accord. Sans quoi, un règlement arbitral, moins avantageux, sera confié au haut fonctionnaire Bertrand Fragonard.

"*Nous ne signerons rien avant le 25 août*", assure déjà le président du SML, Eric Henry.

DATE : 19/07/2016

Convention médicale : fortes tensions entre les médecins et la Sécu

19 juillet 2016

Le dernier round de négociation sur la convention médicale débute aujourd'hui "dans un climat très tendu", constatent Les Echos. Trois jours, c'est le délai fixé par le directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam), Nicolas Revel, pour parvenir à un projet de convention avec les syndicats de médecins.

La réponse positive de l'assurance maladie à la revendication d'un relèvement du tarif de la consultation des généralistes de 23 à 25 euros n'a pas suffi à calmer le jeu. Le calendrier (1 euro le 1er avril 2017 et 1 euro en 2018) a concentré les critiques. La dernière réunion, le 13 juillet, a été boudée par la Confédération des syndicats médicaux française (CSMF) et par le Bloc (chirurgiens), tandis que le Syndicat des médecins libéraux (SML) a quitté la salle. Tout le monde devrait se retrouver autour de la table, ce mardi. "Mais le fait d'être au complet n'augure pas forcément d'un accord", estiment Les Echos.

La Cnam est notamment attendue par les médecins sur le montant du "forfait structure" destiné à financer l'équipement et l'organisation des cabinets. L'assurance maladie a fait plusieurs concessions lors de la réunion du 13 juillet. Ainsi, il y aura deux étapes pour parvenir au tarif de 25 euros, mais "on peut réfléchir à une durée plus courte" qu'un an entre les deux hausses tarifaires, avance Nicolas Revel. Il a aussi annoncé plusieurs mesures en faveur des spécialistes, notamment la hausse de certaines majorations.

La consultation des généralistes à 25 euros coûtera 445 millions d'euros en année pleine au budget de la Sécu ! Sur un total de dépenses supplémentaires d'environ 900 millions d'euros. "Nicolas Revel va faire de nouveaux gestes, mais il a prévenu qu'il faudra respecter le cadre de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam), ce qui implique un étalement des mesures sur au moins deux ans", notent Les Echos.

"Les syndicats de médecins espèrent un léger desserrement de cette contrainte budgétaire. Mais un clash n'est pas exclu", estime le quotidien économique. Dans ce cas, il n'y aura pas de convention médicale, mais un règlement arbitral que le président du Haut Conseil à la famille, Bertrand Fragonard, sera chargé d'élaborer fin août.

DATE : 19/07/2016

Négociations tarifaires : marathon lancé entre médecins et Sécu



AFP - 19.07.2016 - 22:20

Comme un "premier jour de négo". Médecins libéraux et Assurance maladie ont entamé mardi un marathon de trois jours pour tenter de boucler une nouvelle convention, qui devrait instaurer la consultation à 25 euros chez les généralistes, repoussant à jeudi les sujets qui fâchent.

Après plus de quatre mois de négociations et des boycotts, les cinq organisations représentatives de la médecine libérale se sont toutes retrouvées mardi au siège de l'Assurance maladie (Cnam) à Paris.

CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens ont commencé à débattre du projet de convention transmis lundi par la Cnam, dans un climat cordial.

"On ne se tire pas dessus" a déclaré Jean-Paul Hamon, le président de la FMF lors d'une pause. "On a reporté tous les points de blocage", a ajouté Jean-Paul Ortiz, son homologue de la CSMF, premier syndicat de la profession. "Les choses ont plutôt bien avancé", a estimé de son côté le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, à l'issue de la séance, même si "des points" de désaccords subsistent.

Parmi ces points, "le problème majeur du calendrier de la revalorisation à 25 euros" sera ainsi de nouveau abordé jeudi, selon M.Ortiz, qui prévoit déjà une nuit blanche pour la dernière séance. Principal enjeu de la négociation, la consultation à 25 euros chez les généralistes, contre 23 actuellement, cristallise les tensions. Toutes les organisations veulent son application immédiate quand l'Assurance maladie prévoit une revalorisation en deux temps, d'un euro en avril 2017, puis d'un autre en 2018. "Je ferai à la fin une proposition modifiée" de calendrier, a redit M. Revel, prêt à réduire le laps de temps séparant les deux revalorisations, mais pas à céder sur le principe du "phasage", indispensable pour absorber le coût de la mesure (450 millions d'euros). Cette hausse fait aussi l'objet de désaccords entre les différentes organisations dans ses modalités.

- Un front syndical 'en éclats'-

MG France, premier chez les généralistes, souhaite ainsi resserrer l'écart de revenus entre généralistes et spécialistes, quand d'autres veulent au contraire le maintenir, voire "le creuser", dénonce son président Claude Leicher. "Le front syndical a volé en éclats", déplore-t-il.

La CSMF ou encore le SML pointent eux la nécessité de revaloriser également la rémunération des spécialistes, grand oubliés selon eux du projet. Celui-ci donne de fait la priorité aux généralistes et aux médecins ne pratiquant pas de dépassements d'honoraires ou ayant souscrit le contrat d'accès aux soins qui les encadre.

Une logique totalement assumée par la Cnam, mais qui ne l'empêche pas de faire des gestes en direction des spécialistes. Par exemple, "l'avis ponctuel de consultant", demandé par un médecin traitant à un spécialiste, pourrait passer de 46 à 48 euros, là où la CSMF et le SML en demande 50. Avec l'ensemble des mesures proposées, "près d'un milliard d'euros" sont sur la table, soit "8.000 euros de plus par an et par médecin", a souligné mardi la ministre de la Santé Marisol Touraine, souhaitant "vraiment trouver le chemin d'un accord".

En comptant la part de l'enveloppe prise en charge par les mutuelles, l'investissement grimpe effectivement au milliard. Un effort "sans précédent", selon M. Revel.

Mercredi seront abordés les forfaits, rémunérations annexes octroyées pour la prise en charge de patients âgés par exemple, ainsi que les sommes allouées à la revalorisation des actes techniques (telles les opérations) ou au forfait structure, destiné à l'embauche de secrétaires.

MG France, qui a réclamé à François Hollande un fonds de 500 millions d'euros pour alimenter ce forfait, a depuis obtenu "un rendez-vous à l'Elysée, le 26 juillet", selon Claude Leicher.

La mise en place d'une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux et la révision du contrat d'accès aux soins sont également en jeu.

"Ces trois jours concluent la négo", a prévenu M.Revel, laissant toutefois le temps de la réflexion aux syndicats.

Les négociateurs ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi, un règlement arbitral interviendra.

PARIS NORMANDIE.fr

DATE : 19/07/2016

La visite chez le médecin à 25 € ?

Publié 19/07/2016 à 22H48

Partager Réagir

Santé. Les professionnels et l'assurance maladie négocient une nouvelle convention quinquennale, censée instaurer la consultation à 25 euros chez les généralistes.



Jean-Paul Ortiz (à droite) en compagnie de Nicolas Revel, directeur de la CNAM (à gauche)

Un effort financier « *sans précédent* » pour l'assurance maladie, mais « *encore très loin du compte* » pour les syndicats de médecins libéraux : après plus de quatre mois de négociations, les cinq organisations représentatives de la médecine libérale se sont toutes retrouvées hier au siège de l'Assurance maladie (Cnam) à Paris.

CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens vont scruter point par point le projet de convention transmis par la Cnam et qui reprend l'ensemble de ses propositions.

Au total, « *près d'un milliard d'euros sont sur la table, soit 8 000 euros de plus par an et par médecin* », a souligné hier la ministre de la Santé Marisol Touraine, souhaitant « *vraiment trouver le chemin d'un accord* ».

Plus précisément, l'Assurance maladie investirait près de 830 millions en année pleine, sur un total d'un milliard, en comptant la participation des mutuelles. Une enveloppe « *sans précédent* » à ne pas laisser filer, selon le directeur général de la Cnam, Nicolas Revel.

« *On est encore très loin du compte* », prévient pourtant Jean-Paul Ortiz, le président de la CSMF, principal syndicat de la profession. « *Pas de quoi inverser la chute démographique* » des médecins, fustige de son côté Jean-Paul Hamon (FMF).

Principal enjeu des discussions, l'augmentation de la consultation chez le généraliste, bloquée depuis 2011 et que tous les syndicats souhaitent voir passer à 25 euros depuis plus d'un an et demi, est aussi la plus coûteuse pour la Cnam, à hauteur de 450 millions d'euros.

Dès lors, l'instauration de cette mesure en deux temps, avec un euro supplémentaire en avril 2017, un autre l'année suivante, « *paraît devoir s'imposer* », insiste le patron de l'Assurance maladie, qui doit réaliser plus de 3 milliards d'euros d'économies par an.

Or les syndicats réclament deux euros tout de suite.

pourquoi docteur
Comprendre pour agir

DATE : 19/07/2016

19, 20, 21 juillet au siège de la CNAM

Négociations tarifaires : les médecins prêts au dernier round

par Bruno Martrette

Le dernier round des négociations tarifaires entre les syndicats médicaux et l'Assurance maladie s'ouvre ce mardi sur la future convention médicale des praticiens libéraux.



Photo prise lors du discours de clôture des Assises de la Médecine Libérale

Publié le 19.07.2016 à 13h44

Mots-clés : Cnam | Assurance maladie | négociations conventionnelles | syndicats médicaux | CSMF

Une enveloppe globale en légère augmentation (+86 millions d'euros), des consultations complexes revalorisées à 48 euros

(contre 46 euros actuellement) et une majoration de coordination portée à 5 euros, c'est ce que l'Assurance maladie a proposé aux syndicats de médecins libéraux la semaine dernière. A quelques jours de la clôture de la négociation conventionnelle, « la CNAM (1) semble évoluer », écrit ainsi la CSMF (2).

Du coup, le premier syndicats de médecins libéraux a indiqué ce lundi qu'il participera au dernier round des discussions tarifaires. Celui-ci commence ce mardi 19 et se poursuivra les 20 et 21 juillet. Et ce come-back se fait dans la but de convaincre. Le Dr Jean-Paul Ortiz, président de l'organisation, estime en effet que « de nombreux points durs et incontournables persistent ».

« La CSMF participera à cette dernière ligne droite pour tenter d'obtenir peut-être des avancées indispensables afin de permettre une éventuelle signature », ajoute-t-il. Il rappelle cependant que cette décision reviendra à l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'organisation qui se tiendra le samedi 23 juillet.

Le calendrier du C à 25 rejeté

Et comme la CSMF, les autres syndicats (MG France, SML, FMF, LE BLOC) devraient être présents à la tables. Les points de crispation tourneront sans doute autour de la consultation de base du généraliste revalorisée à 25 euros. Auparavant fixée à 23 euros, c'est le calendrier de la CNAM (1 euro le 1er avril 2017 et 1 euro en 2018) qui concentre les critiques.

Par ailleurs, Nicolas Revel, directeur général de la CNAM, sera aussi attendu par les médecins sur le montant du « forfait structure », destiné à financer l'équipement et l'organisation des cabinets. La FMF estimait qu'il ne devait pas être inférieur à 50 000 € par an, « même si le forfait structure pourrait être variable en fonction du lieu d'installation et du mode d'exercice isolé ou regroupé », précisait-elle.

Mais le montant risque d'être bien en deçà des souhaits des syndicalistes. Pour se justifier, la CNAM ne cesse de répéter que la consultation des généralistes à 25 euros lui coûtera déjà 445

millions d'euros. « Nicolas Revel va faire de nouveaux gestes, mais il a prévenu qu'il faudra respecter le cadre de l'Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM), ce qui implique un étalement des mesures sur au moins deux ans », rapportent à ce titre Les Echos.

Deadline le 26 août

Face à une négociation si mal embarquée, il faut rappeler les règles. Auteur de l'ouvrage « Du syndicalisme à la convention, l'histoire d'un long fleuve pas si tranquille », le Dr Patrick Carlioz expliquait qu'il faudra « au moins trois signatures pour qu'une nouvelle convention médicale entre en vigueur ». « Si tel n'est pas le cas, c'est un règlement arbitral minimal qui verra le jour », précisait-il.

L'arbitre qui n'est autre que le président du Haut Conseil à la famille, Bertrand Fragonard, fixera par arrêté les nouvelles relations entre l'Assurance maladie et les médecins libéraux pour que les patients continuent à être remboursés. La pire des options pour les tous les syndicats présents à la table.

Pour rappel, les syndicats médicaux et l'Assurance maladie ont jusqu'au 26 août pour se mettre d'accord sur un texte.

(1) Caisse Nationale de l'Assurance Maladie

(2) Confédération des Syndicats Médicaux Français

SCIENCES ET AVENIR

DATE : 19/07/2016

Négociations tarifaires: début d'un marathon entre médecins et Sécu

Publié le 19-07-2016 à 14h46
Mis à jour à 17h15



Nouveau marathon de trois jours pour tenter de boucler une nouvelle convention entre médecins et assurance maladie (c) Afp

Recommander Inscription pour voir ce que vos amis recommandent.
G+1 0

Paris (AFP) - Un effort financier "sans précédent" pour l'assurance maladie, mais "encore très loin du compte" pour les syndicats de médecins libéraux : professionnels et Sécu entament mardi un marathon de trois jours pour tenter de boucler une nouvelle convention quinquennale, censée instaurer la consultation à 25 euros chez les généralistes.

PARTAGER
RÉAGIR 0
RECEVOIR LES ALERTES
Votre adresse e-mail OK

Après plus de quatre mois de négociations et deux dernières séances boycottées par certaines, les cinq organisations représentatives de la médecine libérale se sont toutes retrouvées mardi au siège de l'Assurance maladie (Cnam) à Paris.

CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens scruteront point par point le projet de convention transmis lundi par la Cnam et qui reprend l'ensemble de ses propositions.

Au total, près de 830 millions d'euros en année pleine sont mis sur la table, un milliard en tenant compte de la part prise en charge par les mutuelles. Une enveloppe "sans précédent" à laquelle les syndicats risquent de tourner le dos, fait valoir le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel.

"On est encore très loin du compte", prévient pourtant Jean-Paul Ortiz, le président de la CSMF, principal syndicat de la profession. "Pas de quoi inverser la chute démographique" des médecins, fustige de son côté Jean-Paul Hamon (FMF).

Principal enjeu des discussions, l'augmentation de la consultation chez le généraliste, bloquée depuis 2011 et que tous les syndicats souhaitent voir passer à 25 euros depuis plus d'un an et demi, est aussi la plus coûteuse pour la Cnam. Près de 450 millions d'euros doivent lui être consacrés.

Dès lors, l'instauration de cette mesure en "deux temps", avec un premier euro supplémentaire en avril 2017, un second un an plus tard, "paraît devoir s'imposer", insiste le patron de l'Assurance maladie, qui doit réaliser plus de 3 milliards d'euros d'économies par an.

Or les syndicats réclament deux euros "tout de suite" rappelle Jean-Paul Ortiz. "MG France ne signera pas" en l'état, abonde son président Claude Leicher.

- Prolongations en août ? -

Autre sujet de tension, l'augmentation ne profiterait pas aux spécialistes pratiquant des dépassements d'honoraires sans avoir souscrit le contrat d'accès aux soins visant à encadrer ces dépassements.

Une logique assumée par l'Assurance maladie, soucieuse de "valoriser" les médecins pratiquant les tarifs sécu, mais décriée par les spécialistes.

Accusé de ne "rien" leur octroyer, M. Revel leur a tendu la main la semaine dernière, proposant notamment une augmentation de leur majoration de coordination, de 3 à 5 euros, quand un médecin traitant leur adresse un patient.

En outre, "l'avis ponctuel de consultant", demandé par un médecin traitant à un spécialiste, serait porté à 48 euros, contre 46 euros actuellement. "La Cnam semble évoluer", concède Jean-Paul Ortiz, qui avait claqué la porte il y a deux semaines. "Mais nous demandons 50 euros".

D'autres points restent à préciser, comme les sommes allouées à la revalorisation des actes techniques (telles les opérations) ou au forfait structure, destiné à l'embauche de secrétaires.

MG France, qui a réclamé à François Hollande un fonds de 500 millions d'euros pour alimenter ce forfait, a depuis obtenu "un rendez-vous à l'Elysée", dont la date reste à fixer, selon Claude Leicher.

La révision du contrat d'accès aux soins et des rémunérations annexes octroyées aux médecins en plus du paiement à l'acte, ou encore la mise en place d'une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux sont également en jeu.

Le texte final qui doit émerger des trois jours de travaux sera présenté par la CSMF en assemblée générale le 23 juillet, selon M.Ortiz. Mais les discussions pourraient se prolonger jusqu'en août, les négociateurs ayant jusqu'au 26 pour trouver un accord. Sans quoi, un règlement arbitral, moins avantageux, sera confié au haut fonctionnaire Bertrand Fragonard.

"Nous ne signerons rien avant le 25 août", assure déjà le président du SML, Eric Henry.

Source : AFP

DATE : 19/07/2016

Négociations tarifaires: marathon lancé entre médecins et Sécu

Par Aurélie CARABIN

Publié le 19/07/2016 à 14:22



@AFP/Archives FRANCK FIFE

Nouveau marathon de trois jours pour tenter de boucler une nouvelle convention entre médecins et assurance maladie

Comme un "premier jour de négo". Médecins libéraux et Assurance maladie ont entamé mardi un marathon de trois jours pour tenter de boucler une nouvelle convention, qui devrait instaurer la consultation à 25 euros chez les généralistes, repoussant à jeudi les sujets qui fâchent.

Après plus de quatre mois de négociations et des boycotts, les cinq organisations représentatives de la médecine libérale se sont toutes retrouvées mardi au siège de l'Assurance maladie (Cnam) à Paris.

CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens ont commencé à débattre du projet de convention transmis lundi par la Cnam, dans un climat cordial.

"On ne se tire pas dessus" a déclaré Jean-Paul Hamon, le président de la FMF lors d'une pause. "On a reporté tous les points de blocage", a ajouté Jean-Paul Ortiz, son homologue de la CSMF, premier syndicat de la profession.

"Les choses ont plutôt bien avancé", a estimé de son côté le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, à l'issue de la séance, même si "des points" de désaccords subsistent.

Parmi ces points, "le problème majeur du calendrier de la revalorisation à 25 euros" sera ainsi de nouveau abordé jeudi, selon M.Ortiz, qui prévoit déjà une nuit blanche pour la dernière séance.

Principal enjeu de la négociation, la consultation à 25 euros chez les généralistes, contre 23 actuellement, cristallise les tensions. Toutes les organisations veulent son application immédiate quand l'Assurance maladie prévoit une revalorisation en deux temps, d'un euro en avril 2017, puis d'un autre en 2018.

"Je ferai à la fin une proposition modifiée" de calendrier, a redit M. Revel, prêt à réduire le laps de temps séparant les deux revalorisations, mais pas à céder sur le principe du "phasage", indispensable pour absorber le coût de la mesure (450 millions d'euros).

Cette hausse fait aussi l'objet de désaccords entre les différentes organisations dans ses modalités.

- Un front syndical 'en éclats'-

MG France, premier chez les généralistes, souhaite ainsi resserrer l'écart de revenus entre généralistes et spécialistes, quand d'autres veulent au contraire le maintenir, voire "le creuser", dénonce son président Claude Leicher. "Le front syndical a volé en éclats", déplore-t-il.

La CSMF ou encore le SML pointent eux la nécessité de revaloriser également la rémunération des spécialistes, grand oubliés selon eux du projet. Celui-ci donne de fait la priorité aux généralistes et aux médecins ne pratiquant pas de dépassements d'honoraires ou ayant souscrit le contrat d'accès aux soins qui les encadre.

Une logique totalement assumée par la Cnam, mais qui ne l'empêche pas de faire des gestes en direction des spécialistes.

Par exemple, "l'avis ponctuel de consultant", demandé par un médecin traitant à un spécialiste, pourrait passer de 46 à 48 euros, là où la CSMF et le SML en demande 50.

Avec l'ensemble des mesures proposées, "près d'un milliard d'euros" sont sur la table, soit "8.000 euros de plus par an et par médecin", a souligné mardi la ministre de la Santé Marisol Touraine, souhaitant "vraiment trouver le chemin d'un accord".

En comptant la part de l'enveloppe prise en charge par les mutuelles, l'investissement grimpe effectivement au milliard. Un effort "sans précédent", selon M. Revel.

Mercredi seront abordés les forfaits, rémunérations annexes octroyées pour la prise en charge de patients âgés par exemple, ainsi que les sommes allouées à la revalorisation des actes techniques (telles les opérations) ou au forfait structure, destiné à l'embauche de secrétaires.

MG France, qui a réclamé à François Hollande un fonds de 500 millions d'euros pour alimenter ce forfait, a depuis obtenu "un rendez-vous à l'Elysée, le 26 juillet", selon Claude Leicher.

La mise en place d'une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux et la révision du contrat d'accès aux soins sont également en jeu.

"Ces trois jours concluent la négo", a prévenu M.Revel, laissant toutefois le temps de la réflexion aux syndicats.

Les négociateurs ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi, un règlement arbitral interviendra.

Mots-clés : budget, sécu, médecins, santé, social

© 2016 Agence France-Presse

DATE : 20/07/2016

Consultation à 25 euros, déserts médicaux... Le long marathon entre médecins et Sécu pour parvenir à une nouvelle convention

Boursorama avec AFP le 20/07/2016 à 10:34

5

Partager 0 Tweet

Rassemblés depuis hier mardi au siège de la Cnam, l'Assurance maladie, à Paris, médecins libéraux et Sécu ont entamé leur marathon de trois jours pour tenter de boucler une nouvelle convention, qui devrait instaurer la consultation à 25 euros chez les généralistes, repoussant à jeudi les sujets qui fâchent. Les cinq syndicats sont là malgré plus de quatre mois de négociations et des boycotts.



Nicolas Revel et Claude Leicher, respectivement DG de l'Assurance maladie et président du syndicat MG des médecins généralistes, ont débuté les ultimes négociations dans un climat cordial hier mardi. (AFP / JACQUES DEMARTHON)

"On ne se tire pas dessus" a déclaré Jean-Paul Hamon, le président de la FMF lors d'une pause. "On a reporté tous les points de blocage", a ajouté Jean-Paul Ortiz, son homologue de la CSMF, premier syndicat de la profession. CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens ont commencé à débattre du projet de convention transmis lundi par la Cnam, dans un climat cordial.

"Les choses ont plutôt bien avancé", a estimé de son côté le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, à l'issue de la séance, même si "des points" de désaccords subsistent.

UN PROBLÈME DE CALENDRIER

Parmi ces points, "le problème majeur du calendrier de la revalorisation à 25 euros" sera ainsi de nouveau abordé jeudi, selon M.Ortiz, qui prévoit déjà une nuit blanche pour la dernière séance.

Principal enjeu de la négociation, la consultation à 25 euros chez les généralistes, contre 23 actuellement, cristallise les tensions. Toutes les organisations veulent son application immédiate quand l'Assurance maladie prévoit une revalorisation en deux temps, d'un euro en avril 2017, puis d'un autre en 2018.

"Je ferai à la fin une proposition modifiée" de calendrier, a redit M. Revel, prêt à réduire le laps de temps séparant les deux revalorisations, mais pas à céder sur le principe du "phasage", indispensable pour absorber le coût de la mesure, estimé à 450 millions d'euros.

Cette hausse fait aussi l'objet de désaccords entre les différentes organisations dans ses modalités.

DES SYNDICATS DISPERSÉS

MG France, premier chez les généralistes, souhaite ainsi resserrer l'écart de revenus entre généralistes et spécialistes, quand d'autres veulent au contraire le maintenir, voire "le creuser", dénonce son président Claude Leicher. "Le front syndical a volé en éclats", déplore-t-il.

La CSMF ou encore le SML pointent eux la nécessité de revaloriser également la rémunération des spécialistes, grand oubliés selon eux du projet. Celui-ci donne de fait la priorité aux généralistes et aux médecins ne pratiquant pas de dépassements d'honoraires ou ayant souscrit le contrat d'accès aux soins qui les encadre.

Une logique totalement assumée par la Cnam, mais qui ne l'empêche pas de faire des gestes en direction des spécialistes. Par exemple, "l'avis ponctuel de consultant", demandé par un médecin traitant à un spécialiste, pourrait passer de 46 à 48 euros, là où la CSMF et le SML en demande 50.

DU TEMPS POUR RÉFLÉCHIR

Avec l'ensemble des mesures proposées, "près d'un milliard d'euros" sont sur la table, soit "8.000 euros de plus par an et par médecin", a souligné mardi la ministre de la Santé Marisol Touraine, souhaitant "vraiment trouver le chemin d'un accord". En comptant la part de l'enveloppe prise en charge par les mutuelles, l'investissement grimpe effectivement au milliard. Un effort "sans précédent", selon M. Revel.

Ce mercredi doivent être abordés les forfaits, rémunérations annexes octroyées pour la prise en charge de patients âgés par exemple, ainsi que les sommes allouées à la revalorisation des actes techniques (telles les opérations) ou au forfait structure, destiné à l'embauche de secrétaires.

MG France, qui a réclamé à François Hollande un fonds de 500 millions d'euros pour alimenter ce forfait, a depuis obtenu "un rendez-vous à l'Élysée, le 26 juillet", selon Claude Leicher.

La mise en place d'une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux et la révision du contrat d'accès aux soins sont également en jeu.

"Ces trois jours concluent la négo", a prévenu M.Revel, laissant toutefois le temps de la réflexion aux syndicats. Les négociateurs ont jusqu'au 26 août pour trouver un accord, sans quoi, un règlement arbitral interviendra.

JIM.fr

DATE : 20/07/2016

Publié le 20/07/2016

Négociations conventionnelles : jeudi sera la journée décisive



Paris, le mercredi 20 juillet 2016 – Les syndicats de médecins libéraux et l'Assurance maladie ont entamé hier trois jours de discussions qui doivent permettre de finaliser les négociations conventionnelles. Les importantes attentes des praticiens, la marge de manœuvre restreinte de l'Assurance maladie et les habituelles tensions qui entourent ce type de négociations ne favorisent guère la sérénité. Cependant, hier, l'ensemble des syndicats avait répondu à l'appel, alors que les semaines passées avaient été marquées par plusieurs claquements de porte. Les dernières propositions de la CNAM concernant notamment les spécialistes, si elles ont été jugées globalement insuffisantes, ont cependant été lues comme un geste assez significatif pour que chacun accepte de reprendre le fil des discussions, qui connaissent qui plus est leur dernière phase.

Crescendo

La journée de mardi a permis d'installer des échanges cordiaux, en raison du choix stratégique de l'Assurance maladie de repousser à jeudi les points d'achoppement les plus nets et notamment la discussion sur la revalorisation du C. Le niveau et le champ des consultations longues, que les syndicats souhaitent voir élargi, notamment la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) ne seront également abordés que lors de cette dernière ligne droite. Ce mardi a été l'occasion de revenir sur la télémédecine, les relations conventionnelles et la revalorisation des actes cliniques. L'enjeu des discussions monte aujourd'hui d'un cran avec l'approfondissement d'un sujet phare : la mise en place du forfait structure ou encore l'évolution du Contrat d'accès aux soins (CAS). On devrait également en savoir plus sur les hausses de cotation de certains actes techniques.

Généralistes vs spécialistes, le retour

Si l'habileté du patron de l'Assurance maladie a permis, tout au moins momentanément, d'apaiser la vindicte des syndicats à son égard, la scission entre les syndicats paraît consommée. Le front commun formé lors de l'ouverture des négociations n'a pas résisté aux traditionnelles fractures entre médecins généralistes et médecins spécialistes et entre secteur I et secteur II. Sans nuance, le président des spécialistes confédérés (UMESPE), Patrick Gasser a rallumé cette guerre en déclarant dans les colonnes du Quotidien du médecin la semaine dernière : « *Nous exigeons le C = CS = 25 euros mais nous ne voulons pas d'un modificateur pour les seuls généralistes. Donner la MPC [de deux euros] aux généralistes ou leur créer un modificateur, c'est faire fi de toute l'histoire des précédentes conventions* » a-t-il déclaré. Piqué au vif, le président de MG France, Claude Leicher déplorait hier que « *La plate-forme intersyndicale ait volé en éclat* » et accusait l'UMESPE de vouloir creuser l'écart entre les tarifs de généralistes et de spécialistes. Il redoutait également que « *les syndicats qui représentent les médecins de secteur II ne bloquent la négociation* ». Ces derniers, dont le Syndicat de médecins libéraux (SML), réclament en effet que certaines des revalorisations annoncées qui ne devraient concerner que les praticiens de secteur 1 et ceux affiliés au Contrat d'accès aux soins (CAS) profitent également au secteur 2. Ici, l'opposition de l'Assurance maladie est plus politique qu'économique, puisque le surcoût demeurerait modéré (60 millions d'euros supplémentaire).

Des signatures loin d'être acquises

Le retour autour de la table de l'ensemble des syndicats ne préjuge en rien de la signature finale. A l'issue de la réunion de jeudi, dont beaucoup prévoient qu'elle se prolongera tard dans la nuit, les syndicats consulteront leur base. Aujourd'hui, plusieurs sont pressés, par exemple sur Twitter de ne pas apposer leur signature, dans l'état actuel des choses et redoutent une nouvelle convention bloquant pour cinq ans les tarifs et n'offrant aucune remise en cause de la gouvernance. Les syndicats pourraient cependant ne pas entendre ces revendications, mais se concentreront probablement sur d'autres points. Chez MG France, c'est la revalorisation du C en deux phases qui pourrait constituer le point de blocage : or si l'Assurance maladie pourrait réduire l'écart entre les deux augmentations (à moins de douze mois), il semble peu probable qu'elle renonce au principe d'une hausse en deux temps. Du côté du Bloc et du Syndicat des médecins libéraux (SML), c'est l'attitude vis-à-vis du secteur 2 et des actes techniques qui emportera la décision. Enfin, au sein de la CSMF et de la Fédération des médecins de France (FMF), on demeure prudents et circonspects, n'excluant nullement l'intervention d'un arbitre à la fin du mois d'août.

Aurélie Haroche

JIM.fr

DATE : 21/07/2016

Adieu le Contrat d'accès aux soins ! Bonjour l'OPTAM ?



Paris, le jeudi 21 juillet 2016 – « *Je vois la construction d'une usine à gaz dans une salle sans clim : où suis-je ?* ». Sarcastique, le tweet de Jean-Paul Hamon, président de la Fédération des médecins de France (FMF) au cœur d'une nouvelle journée de négociations avec l'Assurance maladie résume la circonspection de son syndicat et de la plupart des participants. Ce matin, le ton n'avait guère changé chez le patron de la FMF qui publiant une photo de la vue de l'Assurance maladie évoquait : « *La vie rêvée de syndicaliste : ses hôtels luxueux, les ors du ministère, ses négos bouclées d'avance* ».

Le cas du K

Pourtant, la journée d'hier n'aura pas été sans avancées et propositions jugées encourageantes par certains. D'abord, l'Assurance maladie a enfin présenté des mesures concrètes en ce qui concerne la revalorisation des actes techniques. Quarante millions d'euros devraient y être consacrés. Ils permettront notamment l'augmentation du modificateur K, qui pourrait atteindre 20 % (contre 11,5 %) aujourd'hui. Par ailleurs, 250 actes supplémentaires pourront voir s'appliquer les modificateurs J (inchangé) et K. L'Assurance maladie propose enfin de créer un bonus de 80 euros pour certains actes réalisés en urgence. Les propositions sont considérées comme intéressantes par les représentants du Bloc, largement majoritaire au sein des spécialités techniques.

Objectif : deux fois plus de médecins adhérents à l'OPTAM qu'au CAS

Ces revalorisations et bonus ne devraient concerner que les praticiens de secteur 1 et ceux de secteur 2 s'étant engagés à modérer leurs honoraires. Cette marginalisation constante des praticiens de secteur 2 suscitent on le sait l'irritation de plusieurs organisations, notamment du Syndicat des médecins libéraux (SML) et du Bloc. Néanmoins, l'UNCAM pourrait avoir marqué quelques points avec ses suggestions

Néanmoins, l'UNCAM pourrait avoir marqué quelques points avec ses suggestions concernant la refonte du Contrat d'accès aux soins (CAS). L'époque où l'Assurance maladie se félicitait quasiment sans nuance de la réussite du CAS semble aujourd'hui révolue. Elle est aujourd'hui prête à mettre fin à ce dispositif et à le remplacer par une option de pratique tarifaire maîtrisée (OPTAM). Plus souple, elle imposerait cependant toujours une limitation des dépassements dans la limite d'un taux moyen de 100 % et le respect d'une part d'actes en tarifs opposables. Selon le Quotidien du médecin, l'objectif est de séduire deux fois plus de praticiens qu'avec le CAS. D'ores et déjà, les syndicats ont considéré que ces propositions n'étaient pas inintéressantes.

Vers une mobilisation en septembre ?

La partie est cependant loin d'être gagnée pour le patron de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, dont l'habileté doit néanmoins être saluée. Les sujets du jour, volontairement gardés pour la fin, sont les plus brûlants : calendrier de la revalorisation du C et définition des consultations longues. Aussi, à la veille de cette journée, beaucoup voulaient marquer leur détermination. Au sein de la Confédération des syndicats médicaux (CSMF) que certains sur Twitter soupçonnent d'être déjà prête à signer, on se montre combattif. Dans un éditorial publié hier, Jean-Paul Ortiz, son président, regrette une négociation marquée par des « *comptes d'apothicaire, des bouts de sparadrap mais aucune ambition pour l'avenir de la médecine libérale* » et juge les textes présentés sans « *âme* ». Moins lyrique, il indique que le syndicat ne transigera pas sur l'application immédiate de l'augmentation de deux euros du C, la fin de la « *stigmatisation* » des médecins de secteur 2, la mise en place d'une « *option de pratique tarifaire maîtrisée pour tous les médecins libéraux* », l'absence de baisse tarifaire pour les spécialistes et la « *modernisation des tarifs des actes techniques* ». La CSMF Jeunes Médecins renchérit en manifestant sa « *déception* » et sa « *colère* » face aux deux derniers jours de discussion. Chez MG France, la question du calendrier de la revalorisation du C sera également décisive. Le Bloc et le SML rassérénés par les annonces d'hier demeurent cependant sur leur garde. Enfin, le patron de la FMF ne cache pas sa lassitude, jugeant que les discussions ne laissent guère présager un renversement de la crise des vocations en libéral. Certains n'excluent pas que le dernier round de la négociation se joue en réalité au mois de septembre, à travers une large mobilisation des praticiens.

Aurélie Haroche

SCIENCES ET AVENIR

DATE : 21/07/2016

Consultation à 25 euros: négociations entre médecins et Sécu

Publié le 21-07-2016 à 12h16
Mis à jour le 22-07-2016 à 09h46



Un médecin ausculte un patient le 19 juillet 2013 à Argenteuil (Val-d'Oise) (c) Afp

Recommander Soyez le premier de vos amis à recommander ça. G+1 0

Paris (AFP) - "Obtenir le maximum". Les médecins libéraux et l'Assurance maladie abordent jeudi, au terme d'un marathon de discussion de trois jours, les points de blocage dans la négociation d'une nouvelle convention quinquennale, qui doit instaurer la consultation à 25 euros chez les généralistes et est déjà chiffrée à près d'un milliard d'euros.

PARTAGER

RÉAGIR 0

RECEVOIR LES ALERTES

Votre adresse e-mail OK

Les cinq organisations représentatives de la profession sont prévenues: les tractations débutées il y a cinq mois doivent prendre fin jeudi au siège de l'Assurance maladie, a redit mercredi son directeur général, Nicolas Revel.

Un projet de convention sera ainsi transmis dans la soirée ou "vendredi matin" à la CSMF, la FMF et le SML (spécialistes et généralistes), à MG France (généralistes) et au Bloc (chirurgiens), auxquels il "appartiendra ensuite" de la signer ou non, a-t-il insisté.

De nouvelles "avancées" ont été saluées mercredi par les syndicats, en particulier par les chirurgiens du Bloc, qui se sont vu proposer quelque 40 millions d'euros de revalorisation.

Une somme qui vient s'ajouter à l'enveloppe de 830 millions déjà mise sur la table pour les 120.000 médecins libéraux du pays, et qui dépasse le milliard en comptant la participation des mutuelles.

- un accord encore loin d'être acquis -

Au total, l'Assurance maladie est prête à investir l'équivalent de "8.000 euros de plus par an et par médecin", a récemment souligné la ministre de la Santé Marisol Touraine.

Mais l'accord "souhaité" par la ministre est encore loin d'être acquis. En l'état, "le projet n'est pas signable", a redit mercredi Jean-Paul Ortiz, le président de la CSMF, principal syndicat de la profession, qui réclame un "New deal" de 1,5 milliard.

Premier enjeu de la négociation, l'augmentation de la consultation à 25 euros chez les généralistes (contre 23 actuellement), pour l'aligner sur celle des spécialistes ne pratiquant pas de dépassements d'honoraires, est aussi son principal obstacle.

Toutes les organisations veulent son application immédiate quand l'Assurance maladie prévoit une revalorisation en deux temps, d'un euro en avril 2017, puis d'un autre en 2018.

C'est l'un des "points" sur lesquels Nicolas Revel, qui "entend l'impatience" des généralistes, dont le tarif est bloqué depuis 2011, compte fournir des propositions "aménagées", en réduisant à "quelques mois" l'écart entre les deux revalorisations, a-t-il redit.

Pas question toutefois de toucher au "phasage", indispensable pour absorber le coût de la mesure (450 millions d'euros), en respectant l'objectif de plus de 3 milliards d'euros d'économies par an pour l'Assurance maladie et en instaurant d'autres mesures à destination des généralistes comme des spécialistes.

Or, MG France, premier chez les généralistes, refuse catégoriquement de signer une augmentation en deux étapes: "C'est émotionnellement pas acceptable".

Cette hausse fait aussi l'objet de désaccords entre les différentes organisations dans ses modalités. Et ravive l'opposition entre généralistes et spécialistes, mise de côté lors du front commun formé dans l'opposition à la loi Santé et en amont de la négociation.

Autre point dur, "l'avis ponctuel de consultant", demandé par un médecin traitant à un spécialiste. L'Assurance maladie propose de revaloriser cet acte, là encore en deux étapes, de 46 à 48 euros, quand la CSMF, premier syndicat de la profession, et le SML en demande 50.

La question des rémunérations annexes pour la prise en charge de patients âgés ou des malades chroniques, par exemple, sera également abordée jeudi, avec la création du forfait structure.

Réclamé par les syndicats, ce forfait pourrait servir à l'embauche de secrétaires pour aider les médecins à retrouver du temps médical. Il doit être au coeur d'un rendez-vous entre MG France et l'Elysée le 26 juillet, selon Claude Leicher, demandeur d'un fonds de 500 millions d'euros.

Après des mois de surenchère syndicale et d'alerte sur la "mort de la médecine libérale", tous tenteront d'"obtenir le maximum".

La CSMF prévoit de soumettre le projet final à ses troupes le 23 juillet, en assemblée générale. Le SML et le Bloc envisagent, eux, des prolongations, les organisations ayant jusqu'au 26 août pour signer un texte.

En cas d'échec, un règlement arbitral sera confié au haut fonctionnaire Bertrand Fragonard.

Source : AFP

DATE : 22/07/2016

Médecin généraliste : la consultation à 25 euros, pas avant décembre 2017

Par ***Julie Guesdon***, ***France Bleu***
Vendredi 22 juillet 2016 à 9:07



La consultation devrait passer de 23 à 25 euros chez le médecin généraliste au 1er décembre 2017 © AFP - MARC LE CHELARD

Les négociations se sont poursuivies jeudi soir entre les médecins libéraux et l'Assurance maladie. La consultation devrait bien augmenter jusqu'à 25 euros, en secteur conventionné, mais progressivement. Un pallier refusé par les praticiens.

Une consultation chez le généraliste à 25 euros, mais pas avant décembre 2017. Après trois jours de négociations, l'Assurance maladie a proposé aux médecins libéraux un projet de convention quinquennale d'1,250 milliard d'euros, participation des mutuelles incluse, sans remporter l'adhésion des syndicats.

24 euros au 1er avril, puis 25 euros au 1er décembre 2017

Principal point de friction du texte qui doit être transmis vendredi matin, la revalorisation en deux temps de la consultation : elle passerait de 23 à 24 euros au 1er avril 2017, puis à 25 euros au 1er décembre, au lieu d'avril 2018 proposé initialement, a précisé le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, devant la presse.

Mais les syndicats de médecins réclament une application en une seule fois. "En l'état, on ne signe pas", a déclaré devant quelques journalistes Claude Leicher, du syndicat MG France, premier chez les généralistes, estimant "qu'on entre maintenant dans la phase politique" qui pourra éventuellement décider d'ajustements.

Réunion de "signature" mercredi

Un rendez-vous est prévu mardi à l'Elysée entre MG France et un conseiller de François Hollande sur les moyens alloués à la profession, avant une nouvelle réunion, officiellement "de signature", mercredi au siège de l'Assurance maladie.

"En l'état, le projet n'est pas signable par la CSMF", a également estimé Jean-Paul Ortiz, président du principal syndicat de la profession (généralistes et spécialistes), qui doit soumettre le texte à son assemblée générale samedi. Les autres organisations représentatives de la profession, FMF et SML (généralistes et spécialistes) et Bloc (chirurgiens) doivent également consulter leurs adhérents avant d'apporter une réponse.

M. Revel a cependant laissé la porte ouverte à des ajustements. "Si dans le cadre de l'architecture de l'enveloppe proposée, des éléments peuvent permettre une signature, je suis ouvert et disponible", a-t-il dit, évaluant à 400 millions d'euros l'impact du projet pour 2017. Une fois toutes les mesures appliquées, la somme totale mise sur la table par l'"Assurance maladie atteint désormais entre "910 et 920 millions d'euros", selon M. Revel.

Avec les mutuelles, le "paquet" atteint 1,1 milliard d'euros, et même 1,250 milliard en 2019, sous réserve d'un accord formel du conseil d'administration de l'Unocam (qui représente les complémentaires santé) le 16 septembre.

Par comparaison, le coût en 2015 de la précédente convention s'élevait à 663,6 millions d'euros (Sécu + mutuelles), a souligné l'Assurance-maladie.

Fruit de cinq mois de travaux, la nouvelle convention introduirait la hiérarchisation des consultations en quatre niveaux et rémunérées différemment selon le degré de complexité. Ce dispositif a été salué par les syndicats.

Plus de 60 millions d'euros sont également proposés dans le cadre d'un "forfait patientèle" tenant compte de l'âge ou encore de la précarité des patients suivis, qui permettrait aux praticiens de toucher jusqu'à 15.000 euros par an.

Les revalorisations proposées aux chirurgiens ont satisfait le Bloc, dont l'éventuelle seule signature ne suffirait cependant pas à valider l'accord.

Jusqu'à 5.000 euros d'aide annuelle pour l'embauche de secrétaire

Le forfait structure, réclamé par les syndicats pour aider les médecins à embaucher des secrétaires, a pour la première fois fait l'objet de propositions chiffrées. Au bout de trois ans, le médecin remplissant tous les critères déclenchant le versement de ce forfait pourrait toucher jusqu'à 5.000 euros par an environ, au lieu des 1.800 euros actuels pour l'équipement de son cabinet.

"Certes, il y a eu depuis 3 jours quelques avancées, quelques sparadraps mis ici et là", a concédé la CSMF dans un communiqué, mais "il y a d'autres points durs" qui font obstacle à une signature, comme la "stigmatisation", selon elle, des médecins pratiquant des dépassements d'honoraires sans souscrire le contrat d'accès aux soins qui permet de les encadrer.

Près de 115.000 médecins libéraux sont concernés par ce texte aux montants "conséquents" dans un contexte budgétaire extrêmement contraint pour l'Assurance maladie, comme l'ont reconnu la plupart des négociateurs.

Si le projet d'accord n'est pas validé d'ici au 26 août, un règlement arbitral, moins avantageux, sera confié au haut fonctionnaire Bertrand Fragonard.

La Provence .com

DATE : 22/07/2016

Médecins généralistes : la consultation à 25 euros ?

Vendredi 22/07/2016 à 10H16



Les organisations qui représentent les médecins ont jusqu'au 26 août pour signer un texte.
PHOTO C.S.



Les médecins libéraux et l'Assurance maladie abordaient hier, au terme d'un marathon de discussion de trois jours, les points de blocage dans la négociation d'une nouvelle convention quinquennale, qui doit instaurer notamment la consultation à 25 € chez les généralistes et est déjà chiffrée à près d'un milliard d'euros. Les cinq organisations représentatives de la profession étaient prévenues : les tractations débutées il y a cinq mois devaient prendre fin hier au siège de l'Assurance maladie, avait redit mercredi son directeur général, Nicolas Revel.

C'est chose faite : dès aujourd'hui, un projet de convention sera transmis à la CSMF, la FMF et le SML (spécialistes et généralistes), à MG France (généralistes) et au Bloc (chirurgiens), auxquels il "*appartiendra ensuite*" de la signer ou non, a-t-il insisté. De nouvelles "*avancées*" ont été saluées mercredi par les syndicats, en particulier par les chirurgiens du Bloc, qui se sont vu proposer quelque 40 millions d'euros de revalorisation.

Jusqu'au 26 août pour signer un texte

Une somme qui s'ajoute à l'enveloppe de 830 millions déjà mise sur la table pour les 120 000 médecins libéraux du pays, et qui dépasse le milliard en comptant la participation des mutuelles. Au total, l'Assurance maladie est prête à investir l'équivalent de "*8 000€ de plus par an et par médecin*", a récemment souligné la ministre de la Santé Marisol Touraine. Mais l'accord "*souhaité*" par la ministre est encore loin d'être acquis. En l'état, "*le projet n'est pas signable*", a redit mercredi Jean-Paul Ortiz, le président de la CSMF, principal syndicat de la profession, qui réclame un "New deal" d'1,5 milliard.

Après des mois de surenchère syndicale et d'alerte sur la "*mort de la médecine libérale*", tous tenteront "*d'obtenir le maximum*". La CSMF prévoit de soumettre le projet final à ses troupes le 23 juillet, en assemblée générale. Le SML et le Bloc envisagent, eux, des prolongations, les organisations ayant jusqu'au 26 août pour signer un texte. En cas d'échec, un règlement arbitral sera confié au haut fonctionnaire Bertrand Fragonard.

AFP

Le Monde.fr

DATE : 22/07/2016

La date de mise en place de la consultation à 25 euros est toujours incertaine

LE MONDE | 22.07.2016 à 00h49 • Mis à jour le 22.07.2016 à 06h13 |

Par François Béguin

Abonnez vous à partir de 1 € Réagir Classer Partager (58) Tweeter



Les syndicats de médecins libéraux vont sans doute y réfléchir à deux fois avant de rejeter la proposition de convention quinquennale que leur a faite, jeudi 21 juillet, l'Assurance-maladie (Cnamts). A l'issue d'une ultime journée de négociation, celle-ci a porté à 920 millions d'euros son effort financier en leur faveur, soit 1,25 milliard d'euros d'ici à 2019 en comptant la part des mutuelles. Un montant *« sans précédent »*, selon la Cnamts, la précédente convention, signée en 2011, s'étant élevée à 663,6 millions d'euros.

« L'architecture générale et l'ampleur des mesures sont finalisées », a annoncé Nicolas Revel, le directeur général de l'Assurance-maladie, qui s'est dit *« ouvert et disponible »* à des ajustements dans le cadre de cette enveloppe budgétaire d'ici la prochaine – et sans doute dernière – réunion programmée mercredi 26 juillet.

Principal point d'achoppement avec les organisations syndicales : la date du passage de 23 à 25 euros du montant de la consultation standard pour les généralistes à tarif opposable, inchangé depuis 2011. Pour les syndicats, cette hausse doit avoir lieu en une seule fois, en avril 2017, au moment de l'entrée en vigueur prévue de la convention.

Afin de limiter le coût de la mesure, Nicolas Revel a proposé, jeudi, qu'il y ait un passage de 23 à 24 euros au 1er avril 2017, puis à 25 euros au 1er décembre 2017, au lieu du 1er avril 2018, comme initialement annoncé.

Lire aussi : Pour les généralistes, la consultation à 25 euros est une « reconnaissance » de leur travail

Une question de calendrier

Mais pour les syndicats, cette question de calendrier est devenue un enjeu crucial des discussions. Et ils ne veulent pas reculer. *« C'est deux euros tout de suite »*, a répété Jean-Paul Ortiz, le président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), premier syndicat chez les médecins libéraux. *« La signature de la CSMF est plus qu'hypothétique dans ces conditions »*, a-t-il estimé, listant cinq autres *« points durs »* pour signer. L'organisation doit se réunir samedi en assemblée générale pour se prononcer sur le texte.

« M. Revel a fait son travail, c'est désormais aux politiques de faire le leur », a déclaré Claude Leicher, le président de MG France, premier syndicat chez les généralistes, appelant le gouvernement à un *« coup de pouce »*, évalué à

160 millions d'euros. M. Leicher doit rencontrer un conseiller du président de la République le 26 juillet à l'Elysée.

« Avec 1,2 milliard d'euros, on est loin du compte », a pour sa part lancé Jean-Paul Hamon, le président de la Fédération des médecins de France (FMF), qui a annoncé qu'il ferait *« d'autres propositions »* à la Cnamts d'ici à mercredi.

Nouvelles avancées

Les syndicats ont toutefois obtenu de nouvelles avancées jeudi soir. Le « forfait structure », une subvention destinée à financer un secrétariat afin de libérer du temps médical, devrait être porté à 4 900 euros par an et par médecin. Le « forfait patientèle », qui tient compte des caractéristiques des patients, passerait lui à 15 000 euros, soit une hausse de 1 500 euros par médecin. Il s'agit de hausses significatives financées par un doublement de la participation des complémentaires santé, dont l'apport passerait, d'ici à 2019, de 150 millions à 300 millions d'euros sous réserve d'un accord formel de leur part, le 16 septembre.

Après avoir obtenu plusieurs millions d'euros de revalorisation pour les chirurgiens, les gynécologues-obstétriciens et les anesthésistes, le Bloc qui les représente a lui annoncé qu'il signerait la convention.

En cas d'absence d'accord majoritaire, le 26 août, c'est un règlement arbitral qui sera mis en place par le haut fonctionnaire Bertrand Fragonard. Un règlement qui sera *« bien en deçà des propositions mises sur la table »*, a déjà prévenu M. Revel. *« Ce sera dur pour les syndicats d'expliquer qu'ils ont lâché la proie pour l'ombre et refusé 1 milliard d'euros dans une période difficile »*, juge Claude Pigement, l'ancien responsable santé du Parti socialiste.

L'Elysée et Matignon pourraient donc décider, d'ici à mercredi, s'ils sont prêts à lâcher quelques millions d'euros supplémentaires pour obtenir un accord avec les médecins à quelques mois de l'élection présidentielle. Quitte peut-être pour cela à ne pas respecter la hausse de l'évolution naturelle des dépenses de santé

(Ondam) qui a été fixée au taux historiquement bas de 1,75 %.

« Il faut que [la ministre de la santé] *Marisol Touraine dise que ce taux sera relevé,* a demandé jeudi soir Eric Henry, le président du Syndicat des médecins libéraux (SML). *Sinon, avec les sommes qui sont mises sur la table, je ne suis pas sûr que le comité d'alerte sur l'évolution des dépenses d'Assurance-maladie ne siffle pas la fin de la partie. »*

François Béguin
Journaliste au Monde

Suivre

DATE : 23/07/2016

23 juillet 2016 ***Médecine***

Assurance maladie: le principal syndicat de médecins libéraux refuse le projet



FRANCK FIFE - AFP/Archives

Le principal syndicat de médecins libéraux, la CSMF, a rejeté samedi en assemblée générale le projet de convention quinquennale transmis la veille par l'Assurance maladie et portant notamment sur les tarifs des consultations.

"C'est à l'unanimité que les représentants départementaux de la CSMF, réunis en assemblée générale extraordinaire le samedi 23 juillet, ont voté contre le projet" de l'Assurance maladie, écrit dans un communiqué l'organisation de médecins généralistes et spécialistes.

La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) avait déjà indiqué jeudi soir, à l'issue d'une dernière séance de négociation, que le texte n'était "pas signable" en l'état. Sa branche généraliste, l'Unof-CSMF, l'avait repoussé vendredi.

Une réunion, officiellement de "signature", est prévue mercredi. Mais le projet d'accord, qui concerne près de 115.000 médecins libéraux, peut être validé jusqu'au 26 août.

Il y a eu certes "une petite avancée" sur le tarif des consultations, mais "il faut qu'on ait un plan d'investissement pour la médecine libérale", a expliqué à l'AFP Jean-Paul Ortiz, président de la CSMF.

"Notre ambition n'est pas de gagner plus, mais de travailler mieux", a-t-il ajouté.

La CSMF tiendra une assemblée générale "de la dernière chance" le 25 août, "afin d'examiner les évolutions du projet", précise-t-elle dans son communiqué.

Jeudi, le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, s'était montré "ouvert et disponible" pour discuter d'éventuels ajustements, à condition de respecter "l'architecture de l'enveloppe proposée".

L'Assurance maladie chiffre à 1,25 milliard d'euros, participation des mutuelles incluse, le montant des différentes mesures contenues dans le projet d'accord.

Pour l'heure, seul le Bloc (chirurgiens) s'est dit satisfait des revalorisations tarifaires proposées. Les organisations FMF et SML (généralistes et spécialistes) doivent consulter leurs adhérents. MG France, premier syndicat chez les généralistes, s'est montré pessimiste.

Les syndicats de généralistes réclament une revalorisation de la consultation en une seule fois, alors que l'Assurance maladie propose de l'augmenter en deux temps: de 23 à 24 euros au 1er avril 2017, puis à 25 euros au 1er décembre, au lieu d'avril 2018 proposé initialement.

Les spécialistes de leur côté se sentent lésés, le projet donnant la priorité aux médecins qui ne pratiquent pas de dépassements d'honoraires ou qui ont souscrit un contrat d'accès aux soins, lequel encadre ces dépassements.

Si l'accord ne reçoit pas le feu vert des syndicats, un règlement arbitral, moins avantageux, sera confié à un haut fonctionnaire.

LE FIGARO.fr économie

DATE : 23/07/2016

Le projet de l'Assurance maladie ne séduit pas les médecins

Mis à jour le 23/07/2016 à 16:44 / Publié le 23/07/2016 à 16:42

LE FIGARO PREMIUM 1 mois d'essai offert

2 commentaires

Le principal syndicat de médecins libéraux, la CSMF, a rejeté samedi en assemblée générale le projet de convention quinquennale transmis la veille par l'Assurance maladie et portant notamment sur les tarifs des consultations. "C'est à l'unanimité que les représentants départementaux de la CSMF, réunis en assemblée générale extraordinaire le samedi 23 juillet, ont voté contre le projet" de l'Assurance maladie, écrit dans un communiqué l'organisation de médecins généralistes et spécialistes.

La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) avait déjà indiqué jeudi soir, à l'issue d'une dernière séance de négociation, que le texte n'était "pas signable" en l'état. Sa branche généraliste, l'Unof-CSMF, l'avait repoussé vendredi. Une réunion, officiellement de "signature", est prévue mercredi. Mais le projet d'accord, qui concerne près de 115.000 médecins libéraux, peut être validé jusqu'au 26 août.

Il y a eu certes "une petite avancée" sur le tarif des consultations, mais "il faut qu'on ait un plan d'investissement pour la médecine libérale", a expliqué à l'AFP Jean-Paul Ortiz, président de la CSMF.

"Notre ambition n'est pas de gagner plus, mais de travailler mieux", a-t-il ajouté. La CSMF tiendra une assemblée générale "de la dernière chance" le 25 août, "afin d'examiner les évolutions du projet", précise-t-elle dans son communiqué. Jeudi, le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, s'était montré "ouvert et disponible" pour discuter d'éventuels ajustements, à condition de respecter "l'architecture de l'enveloppe proposée".

L'Assurance maladie chiffre à 1,25 milliard d'euros, participation des mutuelles incluse, le montant des différentes mesures contenues dans le projet d'accord. Pour l'heure, seul le Bloc (chirurgiens) s'est dit satisfait des revalorisations tarifaires proposées. Les organisations FMF et SML (généralistes et spécialistes) doivent consulter leurs adhérents. MG France, premier syndicat chez les généralistes, s'est montré pessimiste.

Les syndicats de généralistes réclament une revalorisation de la consultation en une seule fois, alors que l'Assurance maladie propose de l'augmenter en deux temps: de 23 à 24 euros au 1er avril 2017, puis à 25 euros au 1er décembre, au lieu d'avril 2018 proposé initialement. Les spécialistes de leur côté se sentent lésés, le projet donnant la priorité aux médecins qui ne pratiquent pas de dépassements d'honoraires ou qui ont souscrit un contrat d'accès aux soins, lequel encadre ces dépassements. Si l'accord ne reçoit pas le feu vert des syndicats, un règlement arbitral, moins avantageux, sera confié à un haut fonctionnaire.

Le Monde.fr

DATE : 23/07/2016

Le principal syndicat de médecins libéraux refuse la convention de l'Assurance-maladie

Le Monde.fr avec AFP | 23.07.2016 à 17h06

Abonnez vous à partir de 1 € Réagir Classer Partager (438) Tweeter

Les chances de valider la nouvelle convention quinquennale de l'Assurance-maladie couvrant près de 115 000 médecins libéraux se sont une nouvelle fois amincies, samedi 23 juillet, après l'annonce de son rejet par le principal syndicat de médecins libéraux.

La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) avait déjà indiqué jeudi soir, à l'issue d'une dernière séance de négociation, que le texte n'était *« pas signable »* en l'état. Samedi, le syndicat l'a officiellement rejeté par un vote à l'unanimité de ses représentants départementaux, réunis en assemblée générale extraordinaire. Il y a eu certes *« une petite avancée »* sur le tarif des consultations, mais *« il faut qu'on ait un plan d'investissement pour la médecine libérale »*, a expliqué Jean-Paul Ortiz, son président.

Lire aussi : Ultime passe d'armes sur la consultation médicale à 25 euros

« Dernière chance » le 25 août

Une décision qui compromet la tenue de la réunion de signature qui était prévue mercredi 27 juillet. La CSMF a annoncé l'organisation d'une assemblée générale *« de la dernière chance »* le 25 août, *« afin d'examiner les évolutions du projet »*, qui peut être validé jusqu'au 26 août – faute de quoi un règlement arbitral, moins avantageux, sera confié à un haut fonctionnaire.

Pour l'heure, seul le Bloc (chirurgiens) s'est dit satisfait des revalorisations tarifaires proposées. Les organisations FMF et SML (généralistes et spécialistes) doivent consulter leurs adhérents. MG France, premier syndicat chez les généralistes, s'est montré pessimiste.

Les syndicats de généralistes réclament une revalorisation de la consultation en une seule fois, alors que l'Assurance maladie propose de l'augmenter en deux temps : de 23 à 24 euros au 1er avril 2017, puis à 25 euros au 1er décembre, au lieu d'avril 2018 proposé initialement.
Les spécialistes de leur côté se sentent lésés, le projet donnant la priorité aux médecins qui ne pratiquent pas de dépassements d'honoraires ou qui ont souscrit un contrat d'accès aux soins, lequel encadre ces dépassements.

Jeudi, le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, s'était montré *« ouvert et disponible »* pour discuter d'éventuels ajustements, à condition de respecter *« l'architecture de l'enveloppe proposée »*.

Les Echos.fr

DATE : 23/07/2016

Assurance maladie : **les médecins rejettent le projet de convention quinquennale**

LES ECHOS | Le 23/07 à 16:43 | Mis à jour à 16:51 |



Dès ce jeudi, à l'issue des négociations, le CSMF avait fait savoir que pour lui le texte n'était signable en l'état. - *Shutterstock*

Le principal syndicat de médecins libéraux, la CSMF, a rejeté ce samedi le projet transmis la veille par l'Assurance maladie. Il doit fixer notamment les tarifs des consultations.

Le projet de convention quinquennale de l'Assurance maladie : les médecins n'en veulent pas. Du moins, pas en l'état. En effet, le principal syndicat de médecins libéraux, le CSMF, a rejeté lors de son **assemblée générale** ce samedi **le projet devant notamment fixer les tarifs des consultations.**

À LIRE AUSSI

ecins : les sujets qui fâchent mis ôté

"C'est à l'unanimité que les représentants départementaux de la CSMF, réunis en assemblée générale extraordinaire le samedi 23 juillet, ont voté contre le projet" de l'Assurance maladie, écrit dans un communiqué l'organisation de médecins généralistes et spécialistes.

"Il faut un plan d'investissement pour la médecine libérale"

Dès ce jeudi, à l'issue des négociations, **le projet avait un avenir incertain.** Le CSMF avait en effet indiqué que le texte "n'était pas signable" en l'état. Sa branche généraliste, Unof-CSMF, l'avait repoussé dès le lendemain, ce vendredi. Il y a eu certes "une petite avancée" sur le tarif des consultations, mais **"il faut qu'on ait un plan d'investissement pour la médecine libérale"** , a indiqué Jean-Paul Ortiz, le président du syndicat. "Notre ambition n'est pas de gagner plus mais de travailler mieux", insiste le numéro un de la CSMF.

À LIRE AUSSI

syndicats de médecins
calisés et divisés

Une réunion était prévue initialement ce mercredi 27 juillet, pour "signer" cette convention quinquennale. Mais le projet d'accord, qui concerne près de 115.000 médecins libéraux, peut être validé jusqu'au 26 août. De son côté, le syndicat tiendra ce qu'il appelle une assemblée générale "de la dernière chance", le 25 août "afin d'examiner les évolutions du projet".

Ce jeudi, le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, s'était montré "ouvert et disponible" pour discuter d'éventuels ajustements, à condition de respecter "l'architecture de l'enveloppe proposée". L'Assurance maladie chiffre à 1,25 milliard d'euros, participation des mutuelles incluse, le montant des différentes mesures contenues dans le projet d'accord.

Quitte ou double

Pour l'heure, seul le Bloc (chirurgiens) s'est dit satisfait des revalorisations tarifaires proposées. Les organisations FMF et SML (généralistes et spécialistes) doivent consulter leurs adhérents. MG France, premier syndicat chez les généralistes, s'est montré pessimiste.

Les syndicats de généralistes réclament une revalorisation de la consultation en une seule fois, alors que l'Assurance maladie propose de l'augmenter en deux temps: de 23 à 24 euros au 1er avril 2017, puis à 25 euros au 1er décembre, au lieu d'avril 2018 proposé initialement. Les spécialistes de leur côté se sentent lésés, le projet donnant la priorité aux médecins qui ne pratiquent pas de dépassement d'honoraire ou ont souscrit un contrat d'accès aux soins, qui encadre ces dépassements.

Les médecins libéraux jouent un peu à quitte ou double, sachant que, si l'accord ne devait pas recevoir le feu vert des syndicats, un règlement arbitral, moins avantageux, sera confié à un haut fonctionnaire.

Source AFP

Tanitnews

DATE : 23/07/2016

Le sort de la consultation à 25 euros en suspens — Médecins

— Par Capucine Hennequin - Juil 23, 2016 08:18



Merci de vos commentaires. Retour

Nous examinerons cette annonce afin d'améliorer votre expérience à l'avenir.

Aidez-nous à vous proposer de meilleures annonces en mettant à jour les paramètres des annonces.

Google

Enjeu principal de ces échanges: le relèvement de la consultation des **médecins généralistes**. Elle passerait de 23 à 24 euros, au 1 avril 2017, puis à 25 euros au 1 décembre.

Alors que la dernière séance organisée le 13 juillet dernier s'était déroulée sans la présence de **trois syndicats** de médecins (la **Confédération syndicale des médecins français, le Bloc, le Syndicat des Médecins Libéraux**), toutes les organisations (les trois précédemment citées, ainsi que **MG France et la Fédération des Médecins de France**) devaient prendre place aujourd'hui à la table des négociations. Au lieu d'avril 2018, proposé initialement, a précisé le directeur général de **l'Assurance maladie**, **Nicolas Revel**.

"**En l'état, on ne signe pas** ", a déclaré Claude Leicher, du syndicat MG France.

Loi Santé. La consultation des médecins généralistes pourrait passer à 25 euros: promulguée le 26 janvier 2016, la loi Santé, qui prévoit notamment la généralisation du tiers payant, s'articule autour de trois axes: le renforcement de la prévention, la réorganisation autour des soins de proximité à partir du **médecin généraliste**, et le développement des droits des patients. "On a reporté tous les points de blocage", a ajouté Jean-Paul Ortiz, son homologue de la CSMF, premier syndicat de la profession. Parmi les mesures encore en débat, l'augmentation de la consultation chez les **médecins généralistes**, qui passerait de **23 à 25** €.

Un rendez-vous est prévu mardi à l'Elysée entre le syndicat des généralistes et un conseiller de **François Hollande** sur les moyens alloués à la profession, avant une nouvelle réunion, officiellement "de signature", mercredi au siège de **l'Assurance maladie**.

Les autres organisations représentatives de la profession, FMF et SML (généralistes et spécialistes) et Bloc (chirurgiens) doivent également consulter leurs adhérents avant d'apporter une réponse. Le directeur général de l'Union nationale des caisses **d'assurance maladie** (Uncam), **Nicolas Revel**, présentera aux... Il a également évalué l'impact du projet pour 2017, à 400 millions d'euros.

Avec les mutuelles, la somme proposée atteint 1,1 milliard d'euros, et même 1,250 milliard en 2019, sous réserve d'un accord formel du conseil d'administration de l'Unocam le 16 septembre. Plus précisément, l'Assurance-maladie investirait près de 830 millions en année pleine, sur un total d'un milliard, en comptant la participation des mutuelles.

Fruit de cinq mois de travaux, la nouvelle convention introduirait la hiérarchisation des consultations en quatre niveaux et rémunérées différemment selon le degré de complexité. Un dispositif a été salué par les syndicats.

Une aide de 50000 euros serait versée aux médecins s'installant dans les zones où le nombre de médecins est insuffisant, s'ils s'engagent à y rester au moins trois ans et à exercer en groupe.

Formellement, ce vendredi **l'assurance maladie** a adressé aux syndicats de médecins un projet de convention quinquennale. Enfin un forfait structure, destiné à permettre au médecin de recruter une secrétaire pourra atteindre au maximum 4 900 euros en 2019.

Si aucun accord n'est conclu avant le **26 août prochain**, un règlement arbitral sera alors confié à une personne indépendante, le haut fonctionnaire **Bertrand Fragonard**.

TV5MONDE

DATE : 23/07/2016

Assurance maladie: le principal syndicat de médecins libéraux refuse le projet



Le principal syndicat de médecins libéraux, la CSMF, a rejeté samedi en assemblée générale le projet de convention quinquennale transmis la veille par l'Assurance maladie
afp.com - FRANCK FIFE

23 JUIL 2016 Mise à jour 23.07.2016 à 16:30 AFP © 2016 AFP

dans Accueil , Médecine / santé , France

Le principal syndicat de médecins libéraux, la CSMF, a rejeté samedi en assemblée générale le projet de convention quinquennale transmis la veille par l'Assurance maladie et portant notamment sur les tarifs des consultations.

"C'est à l'unanimité que les représentants départementaux de la CSMF, réunis en assemblée générale extraordinaire le samedi 23 juillet, ont voté contre le projet" de l'Assurance maladie, écrit dans un communiqué l'organisation de médecins généralistes et spécialistes.

La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) avait déjà indiqué jeudi soir, à l'issue d'une dernière séance de négociation, que le texte n'était "pas signable" en l'état. Sa branche généraliste, l'Unof-CSMF, l'avait repoussé vendredi.

Une réunion, officiellement de "signature", est prévue mercredi. Mais le projet d'accord, qui concerne près de 115.000 médecins libéraux, peut être validé jusqu'au 26 août.

Il y a eu certes "une petite avancée" sur le tarif des consultations, mais "il faut qu'on ait un plan d'investissement pour la médecine libérale", a expliqué à l'AFP Jean-Paul Ortiz, président de la CSMF.

"Notre ambition n'est pas de gagner plus, mais de travailler mieux", a-t-il ajouté.

La CSMF tiendra une assemblée générale "de la dernière chance" le 25 août, "afin d'examiner les évolutions du projet", précise-t-elle dans son communiqué.

Jeudi, le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, s'était montré "ouvert et disponible" pour discuter d'éventuels ajustements, à condition de respecter "l'architecture de l'enveloppe proposée".

L'Assurance maladie chiffre à 1,25 milliard d'euros, participation des mutuelles incluse, le montant des différentes mesures contenues dans le projet d'accord.

Pour l'heure, seul le Bloc (chirurgiens) s'est dit satisfait des revalorisations tarifaires proposées. Les organisations FMF et SML (généralistes et spécialistes) doivent consulter leurs adhérents. MG France, premier syndicat chez les généralistes, s'est montré pessimiste.

Les syndicats de généralistes réclament une revalorisation de la consultation en une seule fois, alors que l'Assurance maladie propose de l'augmenter en deux temps: de 23 à 24 euros au 1er avril 2017, puis à 25 euros au 1er décembre, au lieu d'avril 2018 proposé initialement.

Les spécialistes de leur côté se sentent lésés, le projet donnant la priorité aux médecins qui ne pratiquent pas de dépassements d'honoraires ou qui ont souscrit un contrat d'accès aux soins, lequel encadre ces dépassements.

Si l'accord ne reçoit pas le feu vert des syndicats, un règlement arbitral, moins avantageux, sera confié à un haut fonctionnaire.

Virage Auto

DATE : 23/07/2016

Frictions autour de la consultation — Négociations conventionnelles

Olivia Lacan Juillet 23, 2016 Partager |





Mais après trois jours de négociations, ce projet de convention quinquennale révalorisant la consultation, chiffré à 1,250 milliard d'euros, ne semble pas emporter l'adhésion des syndicats.

Autre point dur, "*l'avis ponctuel de consultant*", demandé par un médecin traitant à un spécialiste.

Principal enjeu de la négociation, la consultation à 25 euros chez les généralistes, contre 23 actuellement, cristallise les tensions. Pour ce dernier, la consultation passe de 28 à 30 euros.

"*En l'état, le projet n'est pas signable par la CSMF*", a également estimé Jean-Paul Ortiz, président du principal syndicat de la profession (généralistes et spécialistes), qui doit soumettre le texte à son assemblée générale samedi. Elle passerait de 23 à 24 euros au 1er avril 2017, puis à 25 euros au 1er décembre, au lieu d'avril 2018 proposé initialement, a précisé le directeur général de **l'Assurance maladie**, **Nicolas Revel**.

CSMF, FMF et SML pour les spécialistes et généralistes, MG France pour les généralistes et le Bloc pour les chirurgiens ont commencé à débattre du projet de convention transmis lundi par la Cnam, dans un climat cordial.

MG France, premier chez les généralistes, *souhaite* ainsi resserrer l'écart de revenus entre généralistes et spécialistes, quand d'autres veulent au contraire le maintenir, voire "le creuser", dénonce son président Claude Leicher.

Loi Santé. La consultation des médecins généralistes pourrait passer à 25 euros: promulguée le 26 janvier 2016, la loi Santé, qui prévoit notamment la généralisation du tiers payant, s'articule autour de trois axes: le renforcement de la prévention, la réorganisation autour des soins de proximité à partir du **médecin généraliste**, et le développement des droits des patients.



Un médecin prend en charge un patient le 19 juillet 2013 à Argenteuil

Un rendez-vous est prévu mardi à l'Elysée entre le syndicat des généralistes et un conseiller de **François Hollande** sur les moyens alloués à la profession, avant une nouvelle réunion, officiellement "de signature", mercredi au siège de **l'Assurance maladie**.

Par ailleurs, **Nicolas Revel**, directeur général de la CNAM, sera aussi attendu par les médecins sur le montant du "forfait structure", destiné à financer l'équipement et l'organisation des cabinets.

Dès lors, l'instauration de cette mesure en "deux temps", avec un premier euro supplémentaire en avril 2017, un second un an plus tard, "*paraît devoir s'imposer*", insiste le patron de **l'Assurance maladie**, qui doit réaliser plus de 3 milliards d'euros d'économies par an. Globalement, **l'assurance maladie** retient une sorte de hiérarchisation complexe des consultations en quatre niveaux. Un dispositif a été salué par les syndicats.

Plus de 60 millions d'euros sont également proposés dans le cadre d'un "forfait patientèle", tenant compte de l'âge ou de la précarité des patients suivis, qui permettrait aux praticiens de toucher jusqu'à 15 000 euros par an.

Une somme qui vient s'ajouter à l'enveloppe de 830 millions déjà mise sur la table pour les 120.000 **médecins libéraux** du pays, et qui dépasse le milliard en comptant la participation des mutuelles.

Par comparaison, le coût en 2015 de la précédente convention s'élevait à 663,6 millions d'euros (Sécu + mutuelles), a souligné l'Assurance-maladie. Mais les discussions pourraient se prolonger jusqu'en août, les négociateurs ayant jusqu'au 26 pour trouver un accord.

MediaVor

DATE : 24/07/2016

Le principal syndicat de médecins libéraux refuse la convention de l'Assurance-maladie

24 juillet 2016 mediavor 0 Comment

Les chances de valider la nouvelle convention quinquennale de l'Assurance-maladie couvrant près de 115 000 médecins libéraux se sont une nouvelle fois amincies, samedi 23 juillet, après l'annonce de son rejet par le principal syndicat de médecins libéraux.

La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) avait déjà indiqué jeudi soir, à l'issue d'une dernière séance de négociation, que le texte n'était *« pas signable »* en l'état. Samedi, le syndicat l'a officiellement rejeté par un vote à l'unanimité de ses représentants départementaux, réunis en assemblée générale extraordinaire. Il y a eu certes *« une petite avancée »* sur le tarif des consultations, mais *« il faut qu'on ait un plan d'investissement pour la médecine libérale »*, a expliqué Jean-Paul Ortiz, son président.

Lire aussi :

Ultime passe d'armes sur la consultation médicale à 25 euros

« Dernière chance » le 25 août

Une décision qui compromet la tenue de la réunion de signature qui était prévue mercredi 27 juillet. La CSMF a annoncé l'organisation d'une assemblée générale *« de la dernière chance »* le 25 août, *« afin d'examiner les évolutions du projet »*, qui peut être validé jusqu'au 26 août – faute de quoi un règlement arbitral, moins avantageux, sera confié à un haut fonctionnaire.

Pour l'heure, seul le Bloc (chirurgiens) s'est dit satisfait des revalorisations tarifaires proposées. Les organisations FMF et SML (généralistes et spécialistes) doivent consulter leurs adhérents. MG France, premier syndicat chez les généralistes, s'est montré pessimiste.

Les syndicats de généralistes réclament une revalorisation de la consultation en une seule fois, alors que l'Assurance maladie propose de l'augmenter en deux temps : de 23 à 24 euros au 1er avril 2017, puis à 25 euros au 1er décembre, au lieu d'avril 2018 proposé initialement.
Les spécialistes de leur côté se sentent lésés, le projet donnant la priorité aux médecins qui ne pratiquent pas de dépassements d'honoraires ou qui ont souscrit un contrat d'accès aux soins, lequel encadre ces dépassements.

Jeudi, le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, s'était montré *« ouvert et disponible »* pour discuter d'éventuels ajustements, à condition de respecter *« l'architecture de l'enveloppe proposée »*.

Boursorama

DATE : 25/07/2016

Pourquoi le principal syndicat de médecins libéraux a-t-il refusé le projet de l'Assurance maladie ?

Boursorama avec AFP le 25/07/2016 à 10:20

34

Partager 6 Tweet g+1

Le principal syndicat de médecins libéraux, la CSMF, a rejeté samedi en assemblée générale le projet de convention quinquennale transmis la veille par l'Assurance maladie et portant notamment sur les tarifs des consultations.



Les négociations entre la Secu et les syndicats ne devriane tpas aboutir pour l'instant, ces derniers rejettant l'accord proposé la semaine dernière. (AFP / LOIC VENANCE)

"C'est à l'unanimité que les représentants départementaux de la CSMF, réunis en assemblée générale extraordinaire le samedi 23 juillet, ont voté contre le projet" de l'Assurance maladie, a écrit dans un communiqué l'organisation de médecins généralistes et spécialistes. Une réunion, officiellement de "signature", est prévue mercredi. Mais le projet d'accord, qui concerne près de 115.000 médecins libéraux, peut être validé jusqu'au 26 août.

La CSMF avait déjà indiqué jeudi soir, à l'issue d'une dernière séance de négociation, que le texte n'était "pas signable" en l'état. Sa branche généraliste, Unof-CSMF, l'avait repoussé vendredi.

Il y a eu certes "une petite avancée" sur le tarif des consultations, mais "il faut qu'on ait un plan d'investissement pour la médecine libérale", a indiqué Jean-Paul Ortiz, son président. "Notre ambition n'est pas de gagner plus mais de travailler mieux", insiste le numéro un de la CSMF.

Le syndicat tiendra une assemblée générale "de la dernière chance" le 25 août "afin d'examiner les évolutions du projet", précise-t-il.

SEULS LES CHIRURGIENS SATISFAITS

Jeudi, le directeur général de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, s'était montré "ouvert et disponible" pour discuter d'éventuels ajustements, à condition de respecter "l'architecture de l'enveloppe proposée". L'Assurance maladie chiffre à 1,25 milliard d'euros, participation des mutuelles incluse, le montant des différentes mesures contenues dans le projet d'accord.

Pour l'heure, seul le Bloc (chirurgiens) s'est dit satisfait des revalorisations tarifaires proposées. Les organisations FMF et SML (généralistes et spécialistes) doivent consulter leurs adhérents. MG France, premier syndicat chez les généralistes, s'est montré pessimiste.

Les syndicats de généralistes réclament une revalorisation de la consultation en une seule fois, alors que l'Assurance maladie propose de l'augmenter en deux temps : de 23 à 24 euros au 1er avril 2017, puis à 25 euros au 1er décembre, au lieu d'avril 2018 proposé initialement.

Les spécialistes de leur côté se sentent lésés, le projet donnant la priorité aux médecins qui ne pratiquent pas de dépassement d'honoraire ou ont souscrit un contrat d'accès aux soins, qui encadre ces dépassements.

Si l'accord ne devait pas recevoir le feu vert des syndicats, un règlement arbitral, moins avantageux, sera confié à un haut fonctionnaire.

JIM.fr

DATE : 25/07/2016

Publié le 25/07/2016

Négociations conventionnelles : 2017 et Marisol Touraine sont-ils des obstacles cachés ?



Paris, le lundi 25 juillet 2016 – La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) a été la première à confirmer son opposition. Réunie en assemblée générale extraordinaire ce week-end, les représentants départementaux de l'organisation ont « *blackboulé* » (selon l'expression même du syndicat) la proposition de nouvelle convention présentée jeudi 21 juillet par l'Assurance maladie. Dans un nouvel éditorial, le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz estime que les avancées obtenues la semaine dernière sont insuffisantes et ne permettent en rien de « *sauver la médecine libérale en préparant sa mutation technologique et en valorisant le rôle du médecin* », objectif présenté comme « *l'ambition* » du syndicat.

Tractations

Au sein des autres formations, les tractations se poursuivent. Chez MG France, c'est le maintien d'une revalorisation du C en deux temps qui semble constituer le point de blocage ultime. La tonalité est plutôt pessimiste, mais une évolution n'est nullement impossible.

A la Fédération des médecins de France (FMF) et au Syndicat des médecins libéraux (SML) on demeure également très partagé. Des avancées importantes sont saluées, même si le SML regrette que le sort des praticiens de secteur 2 non adhérents au contrat d'accès aux soins (CAS) n'ait guère suscité l'attention. De son côté, le patron de la Fédération des médecins de France (FMF) reconnaît que les sommes engagées sont significatives. Pour ces deux organisations, plus peut-être que le projet de convention en lui-même, c'est la personnalité de Marisol Touraine, nécessairement dans l'ombre de ces

négociations qui pose problème. « *Je n'ai pas envie d'être sur la photo pour que Marisol Touraine en tire avantage car c'est pour moi la pire ministre [de la santé] qu'il y ait jamais eu mais, en même temps, 1,2 milliard sur la table, c'est une véritable bouffée d'oxygène pour les médecins libéraux* », explique ainsi cité dans les Echos Jean-Paul Hamon, patron de la FMF. Du côté du SML on renchérit en évoquant une « *allergie des médecins à tout projet émanant de Marisol Touraine* », diagnostique Eric Henry. En écho à cette "aversion" suscitée par Marisol Touraine, certains syndicats pourraient être tentés de repousser la signature de la convention, dans l'espoir que la campagne électorale et un éventuel changement de majorité leurs apportent de nouvelles raisons d'espérer. Dans ce paysage, seul le Bloc paraît avoir de sérieuses velléités de signer, ce qui se révélerait cependant insuffisant pour permettre la validation de la convention.

Jusqu'au bout

Ce mercredi 27 juillet, une nouvelle réunion doit permettre (e théorie) de recueillir les accords des syndicats. Mais dans le contexte de tension actuelle, beaucoup estiment qu'elle pourrait être l'occasion de nouvelles avancées, qui pourraient permettre de dénouer certains nœuds. Les organisations s'affirment cependant prêtes à prendre leur temps. Alors que le terme de la négociation a été fixé au 26 août, la CSMF et le SML ont déjà prévu des réunions de leurs assemblées générales le 25 août pour discuter d'éventuels changements.

Peut-être la dernière chance de changer le système

Certains observateurs considèrent que les manifestations d'hostilité participent à la théâtralisation habituelle des discussions conventionnelles, mais n'excluent pas que les signatures soient nombreuses. Sur France Inter, l'éditorialiste Dominique Seux ce matin affirmait ainsi que « *Plusieurs syndicats ont fait savoir discrètement à l'Elysée qu'ils pourraient signer si certaines de leurs ultimes revendications étaient prises en compte cette semaine* ». Sur Twitter et au sein des coordinations qui au printemps 2015 avaient en région mené la fronde contre le projet de loi de santé, on semble s'inquiéter d'une signature et d'une éventuelle mise en scène de certains syndicats, notamment de la CSMF. Ces praticiens appellent les organisations à rejeter en bloc la convention. C'est également la position de l'Union française pour une médecine libre (UFML). Cette organisation qui n'est pas représentée au sein des Union régionales des professions de

santé (URPS) considère que signer serait perdre une des rares occasions de refondre la médecine libérale. « *Pour le ministère, l'assurance maladie à ses ordres, les complémentaires à son service intéressé, et la presse (dont une partie appartient aux complémentaires) la hausse de la consultation à 25 euros sera présentée comme une augmentation historique, et Marisol Touraine comme ayant capitulé pour partie devant des syndicats forts tout en obtenant une victoire qui consacrera sa méthode...Pour l'opposition, peut être demain au pouvoir, la signature de l'accord conventionnel sera perçue comme un signal extrêmement négatif, et ceux qui prônaient une révision de la loi de santé et la construction d'un nouveau pacte social et sanitaire, rangeront avec soulagement les dossiers d'un sujet où il n'y a que des coups à prendre. Ainsi les représentants des médecins auront en une signature et une pièce de 2 euros, liquidé tout espoir de rupture avec la technostructure, et livré toute une profession à l'obéissance, à l'état, à son administration et aux assureurs.... Ainsi ils auront ravalé la loi de modernisation au second plan derrière l'intérêt d'une augmentation tarifaire, dont la hauteur sera le marqueur dans les couloirs de l'opposition de l'importance à ne pas mener le combat... Nous avons pourtant une chance rare : celle de la prise de conscience de nombre de politiques, qu'il existe un risque d'effondrement qu'ils n'avaient pas mesuré, ainsi que celle de la main mise du système assurantiel* » écrit Jérôme Marty dans un éditorial publié en fin de semaine dernière sur le site de l'UFML.

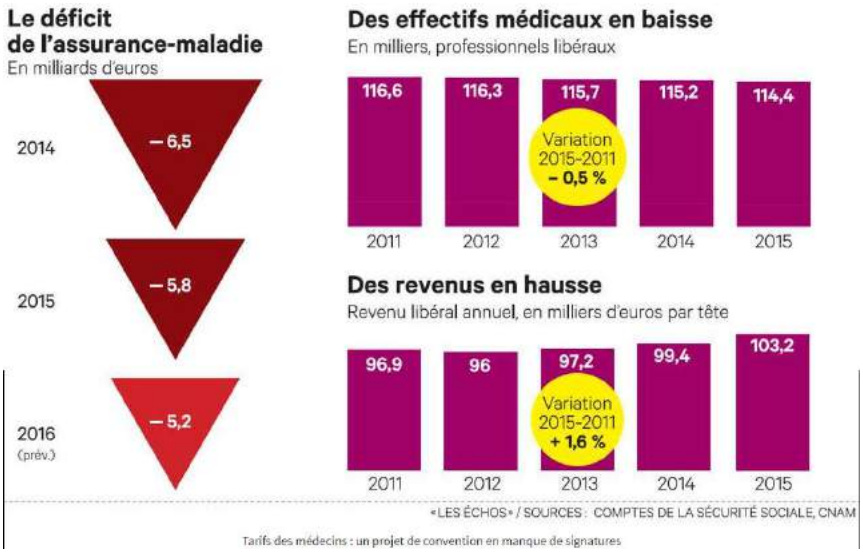
Aurélie Haroche

LesEchos.fr

DATE : 25/07/2016

Tarifs des médecins : **un projet de convention en manque de signatures**

LEÏLA DE COMARMOND | Le 25/07 à 06:00 | 1 1 6 1



La CSMF a rejeté le projet de convention médicale. Ultime réunion d'ajustement mercredi.

Pour la CSMF, c'est non. Samedi, le président du premier syndicat de médecins français, Jean-Paul Ortiz, avait réuni une **assemblée générale** sur le projet de convention tarifaire négocié avec l'Assurance-maladie. La réponse a été sans ambiguïté puisqu'il a été rejeté *« à l'unanimité »*, a précisé un communiqué. Cette décision n'est pas une surprise : jeudi soir, à l'issue de trois jours de négociation-marathon, son président, Jean-Paul Ortiz, l'avait jugé *« pas signable »* en l'état. Mais elle pointe la difficulté pour le directeur général de la Caisse nationale d'assurance-maladie, Nicolas Revel, de trouver des signataires sur son projet.

Seul le Bloc (chirurgiens) s'est dit satisfait des revalorisations tarifaires proposées qui sont, il est vrai, d'autant plus significatives que le prix de ces actes est resté de longues années sans bouger. Les autres syndicats de médecins reconnaissent tous un réel effort à la fois de dialogue et financier. La comparaison avec la précédente convention le confirme : l'effort de l'assurance-maladie est évalué à 920 millions d'euros, selon le chiffre rendu public par Nicolas Revel jeudi soir (jusqu'à 1,25 milliard avec les complémentaires santé). C'est

notoirement plus que la précédente convention signée en juillet 2011, chiffrée à près de 400 millions d'euros en année pleine, qui avait pourtant réussi à rassembler trois signatures, celles de la CSMF et du SML en plus de MG France. Mais, cette fois-ci, ce n'est pas assez.

Même si, en plus du Bloc, Nicolas Revel réussit à convaincre MG France, avec la hausse à 25 euros de la consultation des généralistes, ce qui n'est pas fait compte tenu du calendrier, il lui manquera une troisième signature. A défaut de la CSMF, dont beaucoup ont déjà fait leur deuil, il reste deux syndicats dont la FMF, intéressée aussi par les 25 euros et dont l'audience talonne désormais celle de la CSMF. Si elle signait, la fédération pourrait au passage démontrer que cette dernière ne domine plus le paysage médical. *« Je n'ai pas envie d'être sur la photo pour que Marisol Touraine en tire avantage car c'est pour moi la pire ministre* [de la santé] *qu'il y ait jamais eu mais, en même temps, 1,2 milliard sur la table, c'est une véritable bouffée d'oxygène pour les médecins libéraux »*, explique son président, Jean-Paul Hamon. *« Au sein de la FMF, ça discute ferme »*, ajoute-t-il. Du côté du SML, aussi, on a bien conscience d'être une des clefs de l'avenir de la convention médicale. *« Les 25 euros en une fois, ça ne fera plaisir* [qu'aux syndicats de généralistes], *il faut aussi lâcher pour les autres, en secteur 1 et 2 »*, affirme son président, Eric Henry, dont l'organisation syndique beaucoup de médecins spécialistes, et de secteur 2, hors encadrement des honoraires, oubliés du projet de convention. De surcroît, il y a un énorme problème d' *« allergie des médecins à tout projet émanant de Marisol Touraine »*, affirme Eric Henry, qui n'est pas sûr que ce soit possible de le dépasser.

Le règlement de comptes politiques d'une profession qui penche à droite, à quelques mois de l'élection présidentielle, pèse aussi. Reste à savoir si elle est prête à lâcher la proie pour l'ombre car rien ne dit qu'une alternance lui sera concrètement favorable.

Mercredi après-midi, les syndicats médicaux vont reprendre le chemin de la CNAM pour une ultime réunion. Nicolas Revel va leur présenter ses dernières propositions *« dans le cadre de l'architecture et de l'enveloppe »* définies jeudi. Mais la fin du feuilleton pourrait attendre la fin août. La CSMF tiendra une assemblée générale *« de la dernière chance »* le 25, comme le SML. A la veille de la date butoir où, en cas d'échec, va s'enclencher la mécanique de construction d'un règlement arbitral.

MiroirSocial
Votre réseau d'information sociale

DATE : 25/07/2016

JUIL. 25

Convention médicale : vers une situation de blocage ??

par Pascal Beau Theme: Protection sociale

Blocage global en vue sur la convention médicale ?

Une nouvelle réunion entre les syndicats représentatifs des médecins libéraux et l'Uncam se tiendra mercredi. Mais les syndicats se reverront tous pour un "dernier round" à partir du 22 août.

La CSMF lors de son assemblée générale extraordinaire de samedi a voté à l'unanimité contre le projet transmis par l'Uncam. "*La CSMF donne mandat à son président* (Jean-Paul Ortiz ndlr) *pour continuer la négociation conventionnelle en s'appuyant sur le New deal de la CSMF, projet politique pour sauver la médecine libérale en France*", souligne un communiqué.

Elle tiendra une nouvelle assemblée générale extraordinaire "*de la dernière chance*", le 25 août, soit la veille de la date limite pour la signature, "*afin d'examiner les évolutions du projet*". Mais la probabilité d'une validation, conditionnée à "*des avancées significatives*", semble assez faible après le vote d'avant-hier...

A priori MG-France ne devrait pas non plus parapher le texte, pour cause d'augmentation en deux temps du C à 25 €. Le syndicat présidé par Claude Leicher veut une hausse de 2 € en une seule fois.

Côté FMF, les discussions se poursuivent avec des incertitudes. "*Il y a de l'argent sur la table mais rien de restructurant*" souligne Jean-Paul Hamon, son président. "*Il y a hésitations à priver d'un peu d'oxygène les médecins libéraux*" ajoute-t-il tout en pointant une volonté de ne pas "*donner satisfaction*" à Marisol Touraine.

Le SML rendra lui aussi sa décision le 25 août lors d'une assemblée générale. "*Le projet de convention avance à petits pas*" reconnait Eric Henry, son président, mais il insiste sur un contexte politique très tendu dans lequel la convention médicale devient un "*marqueur*" permettant aux médecins libéraux d'exprimer tout leur mécontentement en particulier à propos de la loi de Santé. "*Nous devons continuer à négocier le plus loin possible pour expliquer à la Cnamts et aux candidats à la présidentielle de 2017 ce que veulent les médecins libéraux*" ajoute-t-il.

Pour l'heure, seul le Bloc (AAF, Syngof, UCDF) semble avoir été convaincu par le projet de texte.

Les syndicats saluent néanmoins la qualité du travail de la Cnamts et le sens du dialogue de Nicolas Revel mais en toile du fond du dossier, de mauvaises relations entre les médecins libéraux et la ministre de la Santé.

Ces derniers ne veulent pas lui donner une victoire politique et un quitus pour sa gestion et ses réformes.

Plus qu'une "affaire de sous", ils veulent contraindre l'État et l'assurance maladie à ouvrir le dossier de la réorganisation de la médecine, ce que Marisol Touraine ne souhaite pas. Quid alors du contenu du règlement conventionnel ?

Intégrera-t-il le "C" à 25€ et selon quelles modalités ?

D'autres éléments pour ne pas trop décevoir MG France ?

A suivre...

De toute façon l'absence de convention médicale ne saurait perdurer. Le futur président de la république en 2017 devra réouvrir le dossier.

le généraliste.fr

DATE : 26/07/2016

Convention : ultime séance mercredi à la Cnamts

26.07.2016

Inscrivez-vous gratuitement

- A +



GARO/PHANIE

Cette fois, "c'est la der des ders, après, tout le monde part en vacances", annonce Eric Henry, le président du SML.L'Assurance maladie et les syndicats de médecins libéraux se retrouvent en effet demain mercredi après-midi pour une dernière réunion de négociation. La cnamts devrait proposer mercredi d'ultimes modifications à son projet de convention, avant la pause de l'été , mais ira-t-elle vraiment au-delà de l'enveloppe déjà proposée ? En comptant la participation...

Pour lire la suite, inscrivez-vous gratuitement

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN.fr

DATE : 26/07/2016

Négos : nouvelle séance ce mercredi, de nombreux points de blocage persistent pour les syndicats

Marie Foult | 26.07.2016

Inscrivez-vous gratuitement

- A +



Crédit Photo : S. Toubon

La nouvelle réunion prévue ce mercredi sera-t-elle la dernière des négociations conventionnelles entre les syndicats de médecins libéraux et l'Assurance-maladie ? Selon la CNAM, *« cette séance a vocation à procéder aux ajustements encore utiles sur le texte de la convention, suite aux échanges avec les syndicats qui se poursuivent, dans l'objectif de rechercher un accord. »*

Une proposition de texte, légèrement amendée par rapport à la version présentée vendredi, sera envoyée aux syndicats de médecins avant la séance, toujours selon les précisions de la CNAM.

« Si celle-ci tient compte des derniers échanges, elle ne comportera pas à ce stade de propositions d'ajustement sur le fond, qui se feront en séance, si nécessaire », indique encore l'Assurance-maladie.

À la fin de la séance, les syndicats seront invités à signer. La CSMF et le SML ont déjà prévenu qu'ils risquaient de parapher le texte au dernier moment, puisque les deux syndicats ont prévu de réunir leurs instances une dernière fois le 25 août, la veille de la date butoir qui déclenche le règlement arbitral.

« Mais si nous n'avons rien de plus demain, alors je ne signerai pas », a annoncé d'emblée le Dr Jean-Paul Ortiz, président de la CSMF, dont l'assemblée générale a rejeté le projet de texte conventionnel samedi dernier.

C à 25 euros, secteur II, spécialités… ce qui coince

Rien n'est sûr non plus du côté de MG France et de la FMF, qui continuaient ce lundi de refuser d'approuver le texte. Seul le syndicat Le BLOC, représentant des spécialistes en plateaux techniques lourds, serait le plus partant pour signer le texte, qui comporte des avancées importantes pour les chirurgiens, anesthésistes et gynécologues-obstétriciens.

Pour les syndicats, plusieurs points de blocage persistent encore. Le premier d'entre eux reste la revalorisation du C à 25 euros en deux étapes, qui est toujours prévue en deux temps (le 1er avril 2017 et le 1er décembre 2017). Les médecins souhaitent que cette hausse s'effectue en une fois.

SUR LE MEME SUJET

Ce qu'il faut retenir du projet actuel de convention médicale

Négos : les syndicats veulent plus et attendent de nouvelles propositions de la CNAM

Projet de convention : un forfait structure de 4 900 euros maximum

MOTS CLÉS

- Négociations conventionnelles
- CSMF
- SML
- MG France
- FMF
- Le BLOC
- Assurance maladie-Dépenses de santé
- Convention
- Syndicats
- Politique de santé

CRÉER UNE ALERTE

La CSMF et le SML déplorent également un texte avec peu de mesures en faveur des spécialistes et du secteur II. Ils ont pour l'heure écarté de nombreuses avancées comme la hausse du C qui ne concernerait que les généralistes à tarifs opposables (secteur I et signataires du contrat d'accès aux soins, protection maternité qui accorde un congé de trois mois aux seules femmes médecins à tarifs opposables…).

L'UMESPE, branche spécialiste de la CSMF, a ainsi expliqué qu'elle dirait *« non »* au texte, qui met en place des mesures de valorisation *« très dissymétriques »* et, donc, *« difficilement acceptables entre les spécialités, ce qui ne manquera pas de créer de la rancœur entre chaque spécialité »*.

Enfin, la FMF ou encore la CSMF ont exprimé leurs regrets face à un forfait structure, dont la somme maximale (4 900 euros par médecin et par an) ne pourra être atteinte qu'en 2019, si le médecin remplit une série de prérequis (logiciel métier, taux de télétransmission supérieur ou égal à deux tiers, affichage des horaires du cabinet…). Cette somme est jugée très insuffisante pour pouvoir embaucher une secrétaire à temps plein, par exemple.

Reste à voir quelles sont les marges de manœuvre encore possibles pour la CNAM, qui a déjà mis 920 millions d'euros sur la table (cette somme s'élève à plus de 1,2 milliard si l'on ajoute la participation des complémentaires). Cette somme a été jugée très insuffisante par la FMF. Selon la CNAM, l'offre sur la table serait pourtant significative, et représenterait environ deux fois l'enveloppe accordée à la précédente convention, en 2011, qui était chiffrée à 663,6 millions d'euros.

PARIS NORMANDIE.fr

DATE : 26/07/2016

Tarifs des médecins : dernière séance de négociation aujourd'hui à l'Assurance maladie

Publié 26/07/2016 à 22H49

Partager Réagir

Santé. L'Assurance maladie devrait proposer aujourd'hui d'ultimes ajustements à son projet de convention quinquennale, toujours rejeté par les médecins libéraux malgré l'augmentation de la consultation à 25 euros chez les généralistes.



Jean-Paul Ortiz, président de la CSMF

Après cinq mois de travaux, les négociateurs sont conviés une dernière fois au siège de l'Assurance-maladie pour boucler ce texte déterminant les conditions d'exercice et les honoraires de la profession. *« C'est la der des ders, après, tout le monde part en vacances »*, a résumé Eric Henry, le président du SML. Tarif de base augmenté de 23 à 25 euros chez les généralistes, pour l'aligner sur celui des spécialistes ne pratiquant pas de dépassements, consultations facturées 30, 46 ou 60 euros selon leur complexité, aide de 50 000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux...



UN INVESTISSEMENT DE 1,25 MILLIARD

En année pleine, l'ensemble des mesures coûteraient entre *« 910 et 920 millions d'euros »* à l'Assurance-maladie, selon son directeur général, Nicolas Revel. En comptant la participation des complémentaires santé, une enveloppe de 1,1 milliard d'euros est mise sur la table, voire de 1,25 milliard en 2019 si le conseil d'administration de l'union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire valide en septembre un nouveau financement.

C'est quasiment le double des 663,6 millions d'euros (Sécu + mutuelles) de la précédente convention, signée en 2011 par trois syndicats sur cinq (la CSMF et le SML pour les généralistes et spécialistes, MG France pour les généralistes). Mais les médecins pourraient bien s'en priver. Réunie en assemblée générale samedi, la CSMF, première organisation, a rejeté *« à l'unanimité »* le projet soumis la veille. Son président, Jean-Paul Ortiz, reconnaît des *« avancées »* mais continue de demander *« un plan d'investissement pour la médecine libérale »*.

QUID DES TARIFS DES SPÉCIALISTES ?

Comme lui, le principal syndicat de généralistes, MG France, conditionne sa signature à la revalorisation de la consultation à 25 euros *« en une fois »* et non en deux étapes, comme le prévoit l'Assurance-maladie, avec un euro supplémentaire en avril 2017, une deuxième en décembre. Pour Nicolas Revel, il s'agit d'absorber le coût de la mesure, de 445 millions d'euros, l'impact du projet dans son ensemble grimpant déjà à 400 millions d'euros pour 2017.

Mais il y aura un autre problème à résoudre. Les spécialistes, en particulier ceux pratiquant des dépassements non encadrés par un contrat d'accès aux soins, se sentent lésés, malgré les diverses revalorisations promises.

L'avis ponctuel de consultant, demandé à un spécialiste par un médecin traitant, pourrait ainsi passer de 46 à 48 euros, quand la CSMF et le SML en réclament 50.

PARIS NORMANDIE.fr

DATE : 26/07/2016

Tarifs des médecins. Dernière séance de négociation mercredi 27 juillet à l'Assurance maladie

Publié 26/07/2016 à 12H00

Partager Réagir

«La der des ders». L'Assurance maladie devrait proposer mercredi 27 juillet d'ultimes ajustements à son projet de convention quinquennale, toujours rejeté par les médecins libéraux malgré un investissement potentiel de 1,25 milliard d'euros et l'augmentation de la consultation à 25 euros chez les généralistes.

Après cinq mois de travaux, les négociateurs sont conviés une dernière fois au siège de l'Assurance maladie pour boucler ce texte déterminant les conditions d'exercice et les honoraires de la profession.

«C'est la der des ders, après, tout le monde part en vacances», a résumé Eric Henry, le président du SML.

Tarif de base augmenté de 23 à 25 euros chez les généralistes, pour l'aligner sur celui des spécialistes ne pratiquant pas de dépassements, consultations facturées 30, 46 ou 60 euros selon leur complexité, aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux... En année pleine, l'ensemble des mesures coûteraient entre «910 et 920 millions d'euros» à l'Assurance maladie, selon son directeur général, Nicolas Revel.

En comptant la participation des complémentaires santé, une enveloppe de 1,1 milliard d'euros est mise sur la table, voire de 1,25 milliard en 2019 si le conseil d'administration de l'union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire valide en septembre un nouveau financement.

C'est quasiment le double des 663,6 millions d'euros (Sécu + mutuelles) de la précédente convention, signée en 2011 par trois syndicats sur cinq (la CSMF et le SML pour les généralistes et spécialistes, MG France pour les généralistes).

Mais les médecins pourraient bien s'en priver.

Réunie en assemblée générale samedi, la CSMF, première organisation, a rejeté «à l'unanimité» le projet soumis la veille. Son président, Jean-Paul Ortiz, reconnaît des «avancées» mais continue de demander «un plan d'investissement pour la médecine libérale».

Comme lui, le principal syndicat de généralistes, MG France, conditionne sa signature à la revalorisation de la consultation à 25 euros «en une fois» et non en deux étapes, comme le prévoit l'Assurance maladie, avec un euro supplémentaire en avril 2017, une deuxième en décembre.

Pour Nicolas Revel, il s'agit d'absorber le coût de la mesure, de 445 millions d'euros, l'impact du projet dans son ensemble grimpant déjà à 400 millions d'euros pour 2017.

«La balle est dans le camp des politiques», estime cependant Claude Leicher, le président de MG France, soulignant les «éléments favorables» du texte, aux «trois quarts» consacré aux généralistes.

Mais il y aura un autre problème à résoudre. Les spécialistes, en particulier ceux pratiquant des dépassements non encadrés par un contrat d'accès aux soins, se sentent lésés, malgré les diverses revalorisations promises.

L'avis ponctuel de consultant, demandé à un spécialiste par un médecin traitant, pourrait ainsi passer de 46 à 48 euros, quand la CSMF et le SML en réclament 50.

Surtout, la profession reste toujours «très remontée» contre la loi santé de la ministre Marisol Touraine, explique Eric Henry, au point d'en oublier les «chiffres dignes» obtenus par les syndicats.

«Il y a beaucoup d'argent sur la table» et de quoi redonner «un peu d'air» aux médecins, reconnaît Jean-Paul Hamon, son homologue de la FMF (généralistes et spécialistes), «gêné» à l'idée de faire un «cadeau» à la ministre en paraphant le texte.

Seul le Bloc, qui représente les chirurgiens, s'est montré satisfait, mais sa signature ne suffirait pas à valider un accord.

Priver les généralistes d'une augmentation inédite depuis 2011 «pour faire payer notre mauvaise humeur au gouvernement» serait incompréhensible dans un «contexte économique difficile», s'inquiète Claude Leicher.

Conscient du manque de marges financières de M.Revel, le généraliste s'était tourné vers l'Elysée, mais son rendez-vous, initialement prévu mardi, a été «reporté».

Le projet finalisé mercredi fera l'objet d'une assemblée générale de la FMF le 30 juillet. De leur côté, CSMF et SML consulteront à nouveau leurs troupes le 25 août, un jour avant la date limite pour valider un accord.

En cas d'échec, un règlement arbitral interviendra. Et rien ne garantit qu'il reprendra les avancées proposées par la Sécu, comme l'espèrent les syndicats, la présidentielle en ligne de mire.

DATE : 1/08/2016

Fin des négociations pour la convention médicale 2016

Le lundi 1 août 2016 à 17:38



Une dernière séance de négociation s'est tenue cette semaine entre l'Assurance Maladie et les syndicats médicaux : seuls deux d'entre eux ont cependant promis de signer la convention médicale le 26 août, date butoir. La Sécurité sociale a pourtant accédé à leurs revendications avec le passage du tarif d'une consultation chez un généraliste de 23 à 25 € en une seule fois.

Récapitulatif des mesures accordées par la Sécu

Les négociations durent maintenant depuis plusieurs mois et ont fait couler beaucoup d'encre. **Une séance avait même été supprimée**, les syndicats ayant quitté la table des négociations. Le premier constat est que l'Assurance Maladie a fait **d'énormes efforts et concessions** afin de plaire et de satisfaire les syndicats médicaux :

- Passage d'une consultation chez le généraliste de **23 à 25€ en 2017** : la Sécu avait proposé une augmentation d'1€ par an pour atteindre les 25€ en 2018 avant de céder. Cela représente 16 000 € par an et par généraliste.

- **960 millions d'euros mis sur la table par l'Assurance Maladie,** 1,3 milliard avec la contribution des mutuelles.
- L'avis ponctuel de consultant, demandé à un spécialiste par un médecin traitant, passerait à 50 €, contre 46 actuellement. Le tarif augmenterait de 2 € en octobre 2017, puis de deux autres en juin 2018.
- **Nouvelle tarification** des différents actes selon leur complexité à **25, 30, 46 et 60€.**
- **50 000 € d'aide** afin d'inciter les médecins à s'installer dans les déserts médicaux.

La dernière réunion s'est tenue le mercredi 27 juillet, au terme de laquelle Nicolas Revel, le directeur général de l'Assurance Maladie, a déclaré que la Sécu a fourni un effort « *extrêmement important et qui n'a pas de précédent* » et qu'il espère « *voir rassemblés les cinq syndicats le 26 août* ».

Plusieurs syndicats ne se sont pas encore prononcés

Afin que la convention médicale soit adoptée pour les cinq années suivantes il est nécessaire que trois des syndicaux médicaux acceptent de la signer. Or, **seuls deux d'entre eux ont pour le moment donné leur accord**, MG France et le Bloc. « *On est contents d'avoir mené la négociation jusqu'au bout et d'avoir réussi* » a déclaré le président de MG France.

Il faut donc cependant qu'un autre syndicat accepte de signer la nouvelle convention d'ici le 26 août, date à laquelle ils doivent faire part de leur décision définitive. La FMF, la CSMF et le SML ont déclaré vouloir **consulter leur base** avant de se décider. Une absence d'accord qui « *serait un gâchis incompréhensible que cette convention se transforme en règlement arbitral, qui serait évidemment très en-deçà* » pour Nicolas Revel.

Si les syndicats ne signent pas, **un règlement arbitral** sera confié au haut fonctionnaire Bertrand Fragonard.

PATRIMOINE MAGAZINE .EU

DATE : 2/08/2016

Refus de la convention de l'assurance maladie par le syndicat de médecins libéraux

PAR FANNY ROUSSILLON LE 02 AOÛT 2016 ASSURANCE VIE



Après plusieurs séances de travail, le syndicat de médecins libéraux est censé valider la nouvelle convention quinquennale de l'Assurance-maladie couvrant 115 000 médecins libéraux. La convention a été officiellement rejetée avec un vote à l'unanimité des médecins libéraux présents. Après le rejet de la convention et pour résoudre ce problème, le Président du Syndicat a proposé la nécessité d'adopter un plan d'investissement pour la médecine libérale. De son côté, la direction de la Compagnie d'Assurance Maladie a accepté de discuter d'éventuels ajustements, à condition de respecter les résolutions étudiés. Le Syndicat a déclaré qu'aucun engagement ne pouvait être pris avec les conditions ainsi élaborées. Parmi les points en ordre du jour, uniquement le tarif des consultations a reconnu une légère appréciation.

La dernière date de validation de l'assurance

Pour finaliser le débat, l'organisation d'une nouvelle assemblée générale s'est avérée indispensable pour examiner le fond du problème. Cet ultime débat sera tenu un mois après le rejet du projet. Dans le cas où la validation ne pourra pas être effectuée, les conséquences seront lourdes.



Effectivement, un règlement arbitral sera tout simplement confié à un haut fonctionnaire. Les constatations démontrent que les médecins chirurgiens approuvent les revalorisations tarifaires. De leurs côtés, les médecins généralistes et spécialistes se rapprocheront de leurs adhérents pour demander leur avis. Toutefois, ils se sentent lésés par certains points donnant priorité aux autres médecins.

Solution proposé pour valider une assurance maladie

Le premier syndicat des médecins généralistes propose la revalorisation de la consultation en une seule fois. C'est là que le bât blesse, car l'Assurance Maladie prévoit une augmentation de la consultation en deux temps en Avril 2017 et en Décembre 2018.
Les spécialistes se sentent également lésés. Le projet quinquennal donne la priorité aux médecins qui ne pratiquent pas de dépassements d'honoraires ou qui ont souscrit un contrat d'accès aux soins, lequel encadre ces dépassements.

Mutualistes
Magazine de prévention santé

DATE : 4/8/2016

Médecin généraliste : vers la consultation à 25 euros en 2017



Jeudi 4 août 2016, par Léa Vandeputte

Dans le cadre des négociations sur la nouvelle convention quinquennale, l'Assurance maladie a proposé aux syndicats de médecins libéraux de revaloriser la consultation chez le généraliste à 25 euros à compter du 1er mai 2017. Le texte n'est pas encore formellement signé, mais deux syndicats ont déjà annoncé leur accord.

Les discussions entre l'Assurance maladie et les syndicats de médecins, qui ont lieu tous les cinq ans, se sont focalisées sur les tarifs de consultation. La principale avancée obtenue mercredi 27 juillet par la profession est l'augmentation du prix de la consultation chez le généraliste à 25 euros. Le tarif, bloqué à 23 euros depuis 2011, sera revalorisé dès le 1er mai 2017 et non plus en deux étapes, comme proposé précédemment par l'Assurance maladie. *« La pression qu'a mise MG France dans cette négociation a abouti »*, se félicite le syndicat des médecins généralistes dans un communiqué.

Des négociations réussies aussi pour les spécialistes

Autre mesure inscrite dans cette convention, l'avis ponctuel de consultant, demandé à un spécialiste par un médecin traitant, devrait passer de 46 à 50 euros. Le texte prévoit aussi la création des actes dits « complexes », qui demandent du temps et donnent lieu à une tarification spécifique. Par exemple, une première consultation pour contraception ou pour dépistage de cancer de la peau vaudra 46 euros. Pour des actes très complexes, comme une consultation pour mettre en place un traitement contre le cancer, il faudra débourser 60 euros.

Le texte prévoit également qu'une subvention de 50 000 euros soit accordée aux praticiens qui s'installent dans des déserts médicaux, à condition qu'ils y restent au moins trois ans et exercent en groupe.

Signature le 26 août

Pour l'instant, seuls MG France et le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) ont signé un protocole d'accord de fin de négociations. Les trois autres syndicats attendent de consulter leurs instances ou leurs adhérents pour rendre leur décision. Sur son site, le SML (Syndicat des médecins libéraux) révèle être *« pessimiste sur une éventuelle signature au regard des propositions qui stigmatisent toujours les spécialistes et les médecins du secteur 2 »*. Un point de vue qui semble partagé par la CSMF (Confédération des syndicats médicaux français) qui indique dans un communiqué de son président, Jean-Paul Ortiz, qu'il *« existe encore à ce jour des points durs »*. De son côté, la FMF (Fédération des médecins de France) est plus nuancée : *« si nous sommes encore loin de la moyenne européenne des rémunérations et des possibilités d'emploi de collaborateurs salariés, il existe tout de même des avancées significatives qui font que la question de la signature se pose »*.

Les syndicats devront prendre position avant le 26 août, date de la signature du texte avec l'Assurance maladie. L'accord d'au minimum trois d'entre eux sera nécessaire pour valider la convention qui définit pour les cinq prochaines années les conditions d'exercice et les honoraires des 115 000 médecins libéraux. Si elle n'est pas adoptée, le haut fonctionnaire Bertrand Fragonard sera chargé de proposer un règlement arbitral.

Le Moniteur des pharmacies .fr

DATE : 11/08/2016

Partager Tweeter Partager Partager

Négociations entre médecins et Assurance-maladie : réponse au 26 août prochain



DR

Après cinq mois de **négociations** entre les cinq syndicats de médecins libéraux et l'assurance-maladie, le **projet de convention** a été formalisé le 27 juillet dernier et sera peut-être validé le 26 août prochain.

Pour le moment, deux syndicats sur cinq ont signé ce protocole d'accord de fin de négociations ; il s'agit de MG France, premier syndicat de généralistes et du Bloc qui représente chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes. La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), la Fédération des médecins de France (FMF) et le Syndicat des médecins libéraux (SML) attendent les résultats de la consultation de leurs adhérents pour la séance de signature définitive fixée au 26 août prochain.

Si au moins trois syndicats signent, la consultation de référence chez le généraliste passera de 23 à 25 euros le 1er mai 2017. La convention sera alors validée pour les 5 prochaines années, fixant les honoraires des 115.000 médecins libéraux exerçant en France. Sinon il faudrait en passer par un règlement arbitral moins avantageux pour les médecins.

En l'état, les propositions de l'Assurance-maladie représente environ **1,3 milliard** d'euros par an de revalorisations, entre la hausse du tarif de la consultation et les autres mesures.

Marjolaine Labertonière

lepopulaire.fr

ECONOMIE / POLITIQUE > ECO-FINANCES 21/08/16 - 12H19

Consultation à 25 euros: feu vert à l'adoption de la nouvelle convention



Nouvelle réunion entre syndicats de médecins et l'Assurance maladie - FRANCK FIFE/AFP

Le nouveau tarif de la consultation médicale, qui doit être revalorisé à 25 euros, est en passe d'être validé après l'annonce dimanche par le syndicat FMF qu'il signerait le texte négocié durant cinq mois avec l'Assurance maladie.

"On va signer le texte. 52,95% des adhérents de la FMF (Fédération des médecins de France) ont voté pour la signature de la nouvelle convention", a déclaré dimanche à l'AFP son président, Jean-Paul Hamon, à l'issue d'une assemblée générale du syndicat.

La nouvelle convention qui régit les relations des 115.000 médecins libéraux avec l'Assurance maladie et fixe leurs honoraires pour cinq ans, va donc pouvoir être validée.

En effet, le 27 juillet un protocole d'accord avait été établi avec seulement MG France, premier syndicat chez les généralistes et Le Bloc (spécialistes). Une troisième signature était indispensable pour permettre une validation du texte négocié depuis fin février avec les cinq syndicats représentatifs de la profession.

"On ne saute pas de joie. Cette convention est loin de nous satisfaire, elle n'est pas structurante, mais en la signant nous pensons être en mesure de peser davantage dans les discussions" sur sa mise en oeuvre, a expliqué Jean-Paul Hamon.

Du côté de l'Assurance maladie en revanche, on ne cache pas son soulagement: "C'est une très bonne nouvelle que la négociation puisse aboutir à un accord, fruit d'un travail collectif entre l'Assurance maladie et tous les syndicats", s'est félicité le directeur général de la Cnamts, Nicolas Revel, joint par l'AFP.

- Décision du premier syndicat attendue -

L'enjeu désormais est de savoir si le texte obtiendra le soutien de la CSMF, premier syndicat de la profession, généralistes et spécialistes confondus, qui a décidé de remettre sa décision entre les mains de ses adhérents convoqués en assemblée générale le 25 août. Les adhérents du SML se prononceront le même jour, et c'est le 25 août également qu'aura lieu la signature de l'accord, avancée d'une journée pour des raisons juridiques.

Si le président du SML, Eric Henry, a demandé jeudi à ses représentantes départementaux de voter contre le texte, la CSMF s'est refusée à donner des consignes, laissant planer le doute sur sa décision jusqu'au dernier moment, alors qu'elle reconnait "des débats intenses" au sein du syndicat sur la question.

"Quelle que soit la décision de la FMF, si la nouvelle convention n'est pas signée par la CSMF, elle aura beaucoup de mal à vivre sur le terrain", a argué il y a quelques jours, le président de la CSMF Jean-Paul Ortiz, interrogé par l'AFP.

"Je souhaite que le maximum de syndicats signent, car au-delà de la négociation, c'est en s'impliquant dans sa mise en œuvre que les partenaires conventionnels pourront pleinement faire vivre ce nouveau cadre", acquiesce Nicolas Revel.

"Ne pas signer c'est sortir des instances conventionnelles et ne pas assumer le fruit d'un travail collectif", a-t-il insisté, estimant que le texte "se traduira par des revalorisations tarifaires importantes et légitimes pour les médecins, mais aussi par des avancées nécessaires et attendues par les patients".

Revalorisation de deux euros de la consultation chez le généraliste qui passerait à 25 euros au 1er mai 2017, hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros ou encore une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux sont quelques-unes des mesures comprises dans la nouvelle convention.

L'investissement a été évalué à 960 millions d'euros pour l'Assurance maladie en année pleine. Un chiffre, qui en comptant les complémentaires santé, approcherait les 1,3 milliard d'euros, soit le double de la précédente convention, avait souligné la Cnamts.

"On a des suppléments par-ci par-là, mais presque rien pour les médecins de secteur 2 (honoraires libres)", déplore Jean-Paul Ortiz, "ce qui montre une lecture très idéologique" de la médecine, selon lui.

AFP

Toutes les chaînes vidéos

DATE : 22/08/2016

Médecin généraliste: la consultation bientôt à 25 euros



La nouvelle convention médicale, qui régit les relations entre médecins libéraux et Assurance-maladie, a été approuvée grâce à la signature d'un troisième syndicat de médecins. Parmi ses nouveautés: le prix de la consultation médicale augmentera de 2 €, voire plus selon les cas.

Avec notre partenaire santé magazine

Il aura fallu **cinq mois de négociations** pour que la plupart des syndicats de médecins et l'Assurance maladie se mettent d'accord mais c'est maintenant chose faite. La nouvelle convention médicale qui s'appliquera à partir du 1er mai 2017 pour les cinq années à venir a été approuvée grâce à la signature annoncée de trois syndicats: MG-France et le Bloc fin juillet et la Fédération des Médecins de France (FMF) le 21 août.

Celle-ci s'illustre notamment par une augmentation de deux euros en ce qui concerne le prix d'une consultation médicale classique. Elle passera donc de 23€ à 25€, un tarif inchangé depuis 2011. "C'était une nécessité après une succession de conventions qui avaient abouti à une paupérisation des médecins généralistes", **expliquait à ce sujet MG France**, le syndicat des médecins généralistes.

A partir du 1er novembre 2017, c'est toute une grille tarifaire qui évoluera. Les prix seront appliqués en fonction de la difficulté de la consultation réalisée par le praticien et de l'âge du patient. A l'heure actuelle, un généraliste facture 28€ une consultation pour un enfant de 0 à 2 ans, et 26€ quand il s'agit d'un enfant de 2 ans à 6 ans. Il faudra désormais débourser 30€ pour ces tranches d'âge.

Pas de changement pour le patient

Outre une consultation classique à 25€, le patient pourra aussi débourser 46€ s'il s'agit d'une consultation "complexes à fort enjeu de santé publique" et jusqu'à 60€ en cas de consultation "très complexe", comme l'annonce d'un cancer ou d'une infection à VIH. En clair, plus la prise en charge demandera du temps plus les tarifs s'élèveront. Mais ces changements n'impacteront pas le patient.

Ce dernier sera remboursé de manière similaire par l'Assurance-maladie (à 70%) et par sa complémentaire santé (30%) mais devra toujours verser la participation forfaitaire d'un euro qui lui est demandée. La signature de la convention promet aussi une aide de 50 000 euros pour inciter les médecins à s'installer dans des déserts médicaux pendant au moins cinq ans et une prime pour les praticiens qui acceptent de prendre en charge un patient sous 48 heures.

Encore beaucoup de désaccords

Mais la plupart des syndicats, les signataires comme ceux qui ont refusé, considèrent qu'il s'agit d'un verre à moitié vide alors que le prix moyen d'une consultation en Europe est estimé à 40 euros. "La FMF réaffirme que cette convention ne répond pas au besoin d'une réforme structurelle du système de santé", a fait savoir le syndicat. Du côté de la Confédération des Syndicats Médicaux Français (CSMF), le premier syndicat de la profession qui se montre très critique, celle nouvelle convention n'est pas assez "novatrice".

Ses adhérents tout comme ceux du SML (Syndicat des médecins libéraux) sont invités à se prononcer sur le sujet le 25 août, jour de signature de l'accord. Même si celui-ci voit le jour, reste que les médecins sont toujours vent debout contre l'une des mesures phares de Marisol Touraine dans le cadre de sa "loi Santé", la généralisation du tiers payant, car ces derniers redoutent trop de lourdeurs administratives.

22/08 à 16h19
JIM.fr

DATE : 22/08/2016

La FMF entérine la convention : une signature sans passion



Paris, le lundi 22 août 2016 – Dans ses déclarations à la presse et sur Twitter, le président de la Fédération des médecins de France (FMF), Jean-Paul Hamon était apparu tout au long des négociations conventionnelles de ce printemps le plus désabusé. Il ne manqua pas d'ironiser sur « *l'usine à gaz* » que semblait préparer le texte en gestation et regretta à plusieurs reprises son manque d'ambition et sa probable inefficacité face aux attentes actuelles de la médecine libérale. Pourtant, hier, devant l'Assemblée générale de son syndicat, Jean-Paul Hamon a plaidé en faveur de la signature du texte. Une courte majorité (52,95 % d'un millier de votants) a répondu à sa recommandation.

Lutter de l'intérieur

A l'instar de ce discours et de ce résultat, la signature de la FMF est sans triomphalisme et sans illusion. « *Le texte actuel ne nous convient pas, nous l'avons dit et redit* » peut-on ainsi lire aujourd'hui sur le site internet du syndicat, qui complète en soulignant qu'à ses yeux la nouvelle convention « *ne répond pas au besoin d'une réforme structurelle du système de santé* ». Dès lors, pourquoi signer, d'autant plus que la FMF rappelle sa franche hostilité au tiers payant généralisé et à la loi de santé, et se retrouver comme lorsqu'il adhéra in extremis et à contre cœur au système de la ROSP (rémunération sur objectif de santé publique) dans une situation de porte à faux ? Afin de continuer à faire évoluer la situation. « Cette *signature est une signature de combat. Elle n'est ni une signature de soumission ni une signature de résignation* » insiste le syndicat qui ajoute encore : « *Il faut maintenant travailler à changer [le texte] et à l'améliorer, et poser les bases d'une future convention plus équitable* ». Et parmi les premiers champs d'action signalés par la FMF figure la lutte contre le « *chantage à la signature* »...

La CSMF et le SML en embuscade

Le nouvel équilibre syndical né des dernières élections aux Unions régionales des professions de santé (URPS) permet avec la signature de la FMF qui succède à celle de MG France et du Bloc l'entérinement de la convention. Cependant, la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) et le gouvernement pourraient espérer une victoire plus complète en obtenant l'adhésion des deux autres syndicats, la Confédération des syndicats des médecins de France (CSMF) et le Syndicat des médecins libéraux (SML). Défenseurs historiques du secteur 2, les deux organisations sont les plus critiques vis-à-vis du texte qui restreint de fait fortement ses avancées en direction de cet "espace tarifaire". Elles doivent toutes deux réunir leurs troupes le 25 août, à la veille de la date limite pour apposer sa signature. L'entérinement de la convention, sous l'effet de l'adhésion de la FMF, pourrait avoir une influence sur la position de ces syndicats. Ils pourraient en effet se montrer moins inquiets des conséquences d'une absence de signature : tandis que ne pourra pas leur être reproché d'avoir privé les médecins de nombreuses revalorisations (au premier rang desquelles celle du C), ils pourront plus sereinement endosser leur choix contestataire. Cependant, l'exclusion du champ conventionnel est une posture que beaucoup jugent dangereuse et que les organisations n'adopteront sans doute pas à la légère.

Dernier ultimatum de la CSMF

Néanmoins, l'heure est encore à la critique. Fin juillet, la CSMF se montrait très ironique vis-à-vis des deux syndicats qui à l'époque avaient déjà annoncé leur intention de parapher le texte. « *La CSMF s'amuse de voir certains syndicats, qui ont tant décrié le contrat d'accès aux soins, rebaptisé OPTAM, le plébisciter aujourd'hui, et les mêmes syndicats qui n'ont pas hésité hier soir à signer le relevé de conclusions, soit par complaisance avec le gouvernement, soit parce qu'à court d'idées…* » persiflait l'organisation. Aujourd'hui, sa branche départementale des Alpes Maritimes dénonce « *l'oubli des spécialités médicales au bas de l'échelle des revenus de tous les médecins libéraux pour lequel on propose une évaluation de l'acte de consultant C2 en deux étapes. Nous appelons à la solidarité l'ensemble des adhérents de la CSMF pour en faire un point d'échec ou de succès lors de la prochaine assemblée générale et pour imposer à la ministre et à l'assurance maladie le passage de C2 à 50 euros au 1er mai 2017 au même moment que le C sera revalorisé à 25 euros* ».

La mort du secteur 2

Tandis que la CSMF lance de nouveaux ultimatums, le SML confirme sa déception et se montre amer face au sort du secteur 2. Il note ainsi que l'adjonction du facteur K et du facteur J à 270 actes courants de chirurgie est « *la seule* » « *bonne nouvelle* » pour le secteur 2. D'une manière générale, il estime qu'une sourde menace est adressée au secteur 2 à travers cette convention : « *Gare à ceux qui oseraient ne pas entrer dans les options tarifaires* » prophétise-t-il. Notant enfin que « *les seuils de dépassement, de dépassement moyen par patient, etc* » qui fonderont la nouvelle option tarifaire ne seront connus qu'à la rentrée, elle s'interroge : « *vous faites souvent des "chèques en blanc"?* ». En inscrivant ses universités d'été fin septembre sous le signe des élections présidentielles, le SML manifeste clairement qu'à ses yeux le salut du secteur 2 est ailleurs que dans l'adhésion à la convention proposée. Enfin, observateur extérieur de ces jeux de négociations, l'Union française pour une médecine libre (UFML) a pour sa part toujours appelé au rejet du texte et se montre aujourd'hui déçue par la position adoptée par le syndicat de Jean-Paul Hamon qui ne manque pas ce matin sur Twitter d'être chahuté par plusieurs de ses confrères.

Aurélie Haroche

Boursorama Banque Banque Bourse Livret A Épargne Assurance Vie Crédit Immobilier Aide

Effectuez une recherche ou posez une question...

ACCÈS MEMBRE ACCÈS CLIENT

LUNDI 05 SEPTEMBRE 17:55

BOURSE PATRIMOINE ACTUALITÉS COMMUNAUTÉ & OUTILS BOURSORAMA BANQUE

Actions PME-ETI Indices Warrants/Certifs Trackers OPCVM Taux Devises Matières premières ISR

Bourse Actions Actualités Marchés

Personnaliser

Cours A à Z Palmarès Actualités Conseils Consensus Calendriers Actionnaires Introductions

Toutes Marchés Sociétés Internationales FMI Banques Centrales

La CSMF, premier syndicat de médecins, signera-t-elle la nouvelle convention tarifaire ?

Boursorama avec AFP le 25/08/2016 à 13:31, mis à jour à 15:18

3

Partager 0 Tweet +1

Si le texte négocié durant cinq mois avec l'Assurance maladie est assuré d'être signé ce jeudi, la CSMF est toujours tiraillée entre ses deux branches, les spécialistes s'estimant désavantagés au profit des généralistes.



Jean-Paul Ortiz, le président de la CMSF, le 11 février 2016. (AFP / MIGUEL MEDINA)

Après cinq mois de négociations, la nouvelle convention médicale, qui fixe les honoraires des 115.000 médecins et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans, doit être officiellement approuvée par les syndicats ce jeudi 25 août vers 16h. Trois d'entre eux - MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes) - sont attendus à la séance de signature.

En revanche, le SML ne signera pas le texte après le vote à 95,5% de ses représentants contre la nouvelle convention lors d'une assemblée générale extraordinaire organisée dans la matinée. Les votants ont suivi les consignes données il y a une semaine par le président du syndicat, Éric Henry. "Cette nouvelle convention instaure une inégalité tarifaire entre médecins généralistes et spécialistes



Mes Listes

Valeurs les plus consultées

Libellé	Dernier	Var.
CREDIT AGRICOLE SA	8.683	-0.06%
MAUNA KEA TECH	3.21	31.56%
SOCIETE GENERALE	32.800	-1.09%
TOTAL	44.270	0.65%
VALLOUREC	4.194	1.33%



Valeurs + consultées

Liste Palmarès

MAUNA KEA TECH | SOCIETE GENERALE | VALLOUREC | CREDIT AGRICOLE SA | TOTAL | GENFIT | NICOX | BNP PARIBAS | NATIXIS | PEUGEOT

Questions / Réponses

Auteur	Question	
M6330052 02/09	passage d ordre *Actions*	8
suzana97	formation de trading en ligne	7

de secteur 2 (honoraires libres) ainsi qu'envers les patients de ces derniers qui sont moins bien remboursés", a réagi Éric Henry.

L'incertitude est plus grande en revanche concernant la Confédération des Syndicats Médicaux Français (CSMF), premier syndicat de la profession, généralistes et spécialistes confondus. Tiraillée entre ses deux branches, les spécialistes s'estimant désavantagés au profit des généralistes, la CSMF a décidé de soumettre la question à ses représentants quelques heures seulement avant le rendez-vous. "La nouvelle convention n'est pas à la hauteur de ce que l'on attendait, mais elle nécessite une vraie réflexion", s'interrogeait encore en début de semaine, le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz.

LA SIGNATURE DU CSMF PAS INDISPENSABLE MAIS APPRÉCIABLE

Le syndicat a "beaucoup œuvré et émis des propositions" pendant les cinq mois de négociations avec l'Assurance maladie, souligne le représentant de la CSMF, pris de court par l'accord plutôt inattendu de la FMF dimanche. En se prononçant, à l'issue d'un vote serré de ses adhérents, en faveur de la nouvelle convention, la FMF a permis au texte, soutenu depuis la fin des négociations, le 27 juillet, par MG France et Le Bloc, d'atteindre le nombre de voix nécessaire à sa validation.

La signature de la CSMF, tout comme celle du SML, n'est donc plus indispensable. L'Assurance maladie tient toutefois à soigner ses relations avec les représentants de la profession pour la mise en œuvre de la convention, après leur hostilité envers la loi Santé.

"Je souhaite que le maximum de syndicats signent, car au-delà de la négociation, c'est en s'impliquant dans sa mise en œuvre que les partenaires conventionnels pourront pleinement faire vivre ce nouveau cadre", soulignait dimanche le directeur général de la Cnamts, Nicolas Revel. Le texte "se traduira par des revalorisations tarifaires importantes et légitimes pour les médecins, mais aussi par des avancées nécessaires et attendues par les patients", avait-il-plaidé.

CONSULTATION À 25 EUROS

Inchangé depuis 2011, le tarif de base de la consultation sera ainsi revalorisé de deux euros à 25 euros en mai 2017. La nouvelle convention instaure aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros. Figure également une aide de 50.000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, ainsi qu'un forfait structure pour permettre au médecin de recruter une secrétaire.

Une fois toutes les mesures appliquées, en 2019, l'investissement se porte à 960 millions d'euros pour la Sécu, et à près de 1,3 milliard d'euro en incluant les complémentaires santé. Quasiment le double de la précédente convention, signée en 2011 par la CSMF, MG France et le SML.

Réagir 3 Partager 0 Tweet +1

Ailleurs sur le web

- Découvrez l'univers Michelin et le témoignage de collaborateurs *(Michelin Recrutement)*
- VIDEO : Quand l'AN 225, plus gros avion au monde atterrit à Perth *(The Good Life)*
- Les énormes dangers de l'hypertension *()*
- Les conseils de notre ostéopathe pour soulager vos douleurs de dos *(Les Maux de Dos)*

A lire aussi sur Boursorama

- Les taux bas vont-ils mettre KO votre assureur ?
- Les Champs-Elysées s'ouvrent aux drones le temps d'un festival
- Londres: Si la montée des océans submergeait le quotidien
- Tortures dans les prisons secrètes de l'est de l'Ukraine

Recommandé par

02/09 *Actualités*
Breton05 besoin d aide pour trouver un a... 7
01/09 *Actions*
sergego j'ai des pièces de 20 dollards o... 10
01/09 *Finances Personnelles*
Kalness0 Achat viager libre et ne trouve ... 7
01/09 *Immobilier*

Liens partenaires

Novethic, le media expert de l'économie responsable
Retrouvez toute l'actualité de l'ISR et de l'économie responsable sur Novethic.fr

Revue Analyse financière – SFAF
Abonnez-vous : votre rendez-vous pour comprendre et maîtriser les évolutions de l'univers financier.

Avec Boursorama Banque, vous êtes libre de ne pas attendre et d'être toujours autonome. Libre de ne payer aucuns frais.

Lifestyle



05 septembre 2016 à 15:30

iPhone 7 : le point sur les dernières rumeurs

HOSPIMEDIA
L'actualité des territoires de santé

- Présentation du service
- La rédaction
- Nos offres d'abonnement
- Nous contacter

03 20 32 99 99 (tel:0320329999)
(http://twitter.com/hospimedia)
(https://www.linkedin.com/company/hospimedia)
(https://www.facebook.com/hospimedia)

Articles

La nouvelle convention médicale des médecins libéraux est adoptée sans la CSMF ni le SML

25/08/16 - 17h58
Le délai est écoulé : seuls trois syndicats sur cinq ont signé ce 25 août la convention médicale avec l'Assurance maladie. Comme annoncé la semaine dernière (lire ci-contre), la Fédération des médecins de France (FMF) a rejoint MG France et le Bloc, déjà signataires d'un protocole d'accord, pour parapher le texte proposée par l'Union nationale des caisses d'assurance maladie (Uncam). Conformément aux exigences réglementaires, cette convention a donc été adoptée par la…

Vous devez être **abonné** pour lire la suite

Je suis abonné

Testez-nous gratuitement **pendant 7 jours**

Votre adresse email professionnelle tester

Votre adresse email ne sera jamais communiquée à un tiers.

Chaque jour, nos journalistes assurent une couverture en temps réel de ce qui fait l'actualité du secteur hospitalier.

Cet article a été traité par notre rédaction le **25/08/2016**.

Nos autres contenus sur ce sujet :

- Dialogue social — Les adhérents de la FMF votent la signature de la convention médicale et permettent son adoption
- Dialogue social — Une semaine avant la date butoir, la convention médicale ne fait toujours pas l'unanimité
- Dialogue social — Trois syndicats espèrent encore des ajustements pour signer la convention avec l'Assurance maladie

Mots clés associés : Assurance maladie | Professionnels de santé | RH | Syndicats

A propos **d'HOSPIMEDIA**

Publié le 25/08/2016

Convention : la CSMF et le SML refusent de signer



Paris, le jeudi 25 août 2016 – L'Assurance maladie accueillera cet après-midi les représentants des syndicats de médecins libéraux afin d'entériner la nouvelle convention. Avec les accords annoncés de MG France, du Bloc et plus récemment de la Fédération des médecins de France (FMF), le texte est sûr de pouvoir entrer en vigueur. Cependant, jusqu'à la dernière minute, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et le Syndicat des médecins libéraux (SML) ont décidé de faire durer le suspens, ne réunissant que ce matin leurs assemblées générales.

Nous avons tout obtenu, mais ce n'est pas encore assez !

Au sein des deux organisations, les avis étaient très partagés. Le sentiment général était teinté de déception et d'une certaine colère concernant le sort réservé au secteur 2. Le texte est par ailleurs jugé insuffisamment novateur pour impulser une autre dynamique à la médecine libérale alors que la crise des vocations représente un sujet de préoccupation majeure. Des arguments suffisants pour que 95 % des adhérents du SML choisissent de rejeter le texte.

De son côté, la CSMF ne pouvait totalement ignorer que plusieurs de ses revendications ont été entendues. L'un des derniers communiqués de l'organisation est à cet égard un exemple de démonstration paradoxale : « *La consultation à 4 niveaux qui valorise l'expertise médicale, c'est fait. La consultation du médecin généraliste à 25 euros immédiatement, c'est fait. La consultation de correspondant à 30 euros en un seul temps, c'est fait, et l'acte de consultant à 50 euros aussi. Le forfait structure pour alléger la charge de travail du médecin, c'est fait* » énumère ainsi l'organisation. Dès lors, comment continuer à manifester son hostilité ? La CSMF insiste sur la distinction trop constante entre les praticiens en fonction de leur spécialité et de leur secteur. Dans ces lignes, se joue le dilemme du syndicat : s'il refuse de signer la convention, non content de se couper des discussions conventionnelles et de perdre la dotation conventionnelle, il donnera le sentiment que les avancées obtenues l'ont été sans son secours. Cependant, adopter le texte c'est donner à l'Assurance maladie une victoire trop certaine alors que semble se dessiner une nouvelle philosophie de la médecine libérale où le secteur 2 sera certainement marginalisé. Finalement, à une courte majorité et avec un désaccord entre la branche généraliste et la branche spécialiste, la signature a été refusée.

Des spécialistes remontés

La CSMF était de fait poussée dans cette voie par plusieurs syndicats de spécialistes. Du Syndicat national des anesthésistes réanimateurs de France (SNARF) (en dépit de l'approbation du Bloc qui représente une partie importante des anesthésistes) à la Fédération nationale des médecins radiologues (FNMR) en passant par le Syndicat national des ophtalmologistes de France (SNOF), ces organisations estiment que la convention n'offre aucune réponse aux enjeux de la médecine spécialisée en France et considèrent dangereuse une signature. Elles ont finalement été entendues par la CSMF.

Aurélie Haroche

Copyright © http://www.jim.fr

SUR UN THÈME PROCHE

La FMF entérine la convention : une signature sans passion

S'abonner |
Epaper |

Le Quotidien

INDÉPENDA

Le Quotidien

Tweet Partager 0 Partager

France : la consultation chez le médecin bientôt à 25 euros

Auteur : alexandra parachini Dans France, International Mis à jour le 25/08/16 12:12 | Publié le 25/08/16 12:08



La nouvelle convention médicale fixe les honoraires des 115 000 médecins et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans. (illustration AFP)

Le passage en mai 2017 de la consultation chez le généraliste à 25 euros est officialisé jeudi par la signature d'une nouvelle convention tarifaire. Mais le texte obtiendra-t-il l'appui du premier syndicat de médecins ?

La nouvelle convention médicale, qui fixe les honoraires des 115 000 médecins et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans, doit être officiellement approuvée par les syndicats vers 16h. Trois d'entre eux – MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes) – sont

16
J
SPOR


[Cycli
Druck
étape


[Bask
au-de


[Hanc
Käerj

attendus à la séance de signature, mais on ignore encore si le SML et la CSMF seront présents. Ils annonceront leur décision à l'issue d'assemblées générales organisées dans la matinée. Ouvertement contre la nouvelle convention, le président du SML, Eric Henry, a appelé il y a une semaine ses représentants départementaux à voter contre la ratification du texte qui, estime-t-il, « stigmatise » les médecins du secteur 2 (honoraires libres) alors que les mesures visent en priorité la médecine générale.

L'incertitude est plus grande en revanche concernant la CSMF, premier syndicat de la profession, généralistes et spécialistes confondus. Tiraillée entre ses deux branches, les spécialistes s'estimant désavantagés au profit des généralistes, la CSMF a décidé de soumettre la question à ses représentants quelques heures seulement avant le rendez-vous. « La nouvelle convention n'est pas à la hauteur de ce que l'on attendait, mais elle nécessite une vraie réflexion », s'interrogeait encore en début de semaine, le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz.

Revalorisations « légitimes »

L'Assurance maladie tient toutefois à soigner ses relations avec les représentants de la profession pour la mise en œuvre de la convention, après leur hostilité envers la loi Santé. « Je souhaite que le maximum de

directeur général de la Cnamts, Nicolas Revel. Le texte « se traduira par des revalorisations tarifaires importantes et légitimes pour les médecins, mais aussi par des avancées nécessaires et attendues par les patients. »

Inchangé depuis 2011, le tarif de base de la consultation sera ainsi revalorisé de deux euros en mai 2017. La nouvelle convention instaure aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros. Figure également une aide de 50 000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, ainsi qu'un forfait structure pour permettre au médecin de recruter une secrétaire. Une fois toutes les mesures appliquées, en 2019, l'investissement se porte à 960 millions d'euros pour la Sécu, et à près de 1,3 milliard d'euro en incluant les complémentaires santé. Quasiment le double de la précédente convention, signée en 2011 par la CSMF, MG France et le SML.

Abonnez-vous gratuitement à notre newsletter *

S'inscrire

Abonnez-vous gratuitement à notre newsletter, diffusée tous les soirs par mail

« Précédent : Conjoncture économique favorable au Luxembourg

Suivant : Cyberjihadisme : Google, Facebook et Twitter jugés trop passifs »

ARTICLES EN RELATION



Barack Obama traité de « fils de pute » par le président



Kaboul : le ministère de la Défense cible d'un double



Syrie : des dizaines de morts dans une série d'attaques à la



Recevez gratuitement notre newsletter
Chaque jour, l'essentiel de l'actualité est dans votre boite mail

mon.adresse@mail.fr Je m'inscris !

Médecins généralistes. La consultation à 25 euros officialisée

Santé - Publié le 25/08/2016 à 12:01

écouter



Facebook Twitter Google+ Lire le journal numérique

Les syndicats de médecins libéraux favorables à la nouvelle convention tarifaire ont rendez-vous jeudi à l'Assurance maladie pour entériner la revalorisation à 25 euros de la consultation chez le généraliste en mai 2017.

Les syndicats MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens), la FMF (généralistes et spécialistes) doivent signer vers 16 heures la nouvelle convention tarifaire qui fixe les honoraires des 115 000 médecins et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans.

Deux autre syndicats, le SML et la CSMF, première organisation généralistes et spécialistes confondus, doivent annoncer dans la journée s'ils acceptent ou non de signer le texte après consultation de leurs adhérents lors d'assemblées générales.

Leur signature n'est pas indispensable pour valider le texte qui dispose d'un nombre de voix suffisant. Il y a une semaine, le président du SML, Eric Henry, avait appelé ses représentants départementaux à voter contre la ratification du texte qui, estime-t-il, **« stigmatise »** les médecins du secteur 2 (honoraires libres).



Santé

17h22 Haute-Vienne. Un cas de méningite diagnostiqué chez un enfant de 2 ans

17h21 Dépakine. L'Etat va "indemniser les victimes" promet Marisol Touraine

17h09 Italie. Le secret des habitants centenaires du village d'Acciaroli

15h31 VIDEO. Etats-Unis. Une ado apprend qu'un cœur va lui sauver la vie

13h54 Cap sur nos bonnes résolutions de santé

+

Ailleurs sur le web


Citron : 9 vertus méconnus de ce fruit miracle
Planète Zen


Le Corée du Nord menace durement les Etats-Unis
Le Monde


Migrants à Calais : une spectaculaire vidéo de la BBC montre la...
France 3


Pour Yannick Noah, ,«Lucas Pouille va s'en souvenir toute sa
L'Equipe

Contenus sponsorisés par

Services Ouest-France

- Abonnés, découvrez vos privilèges

Hiérarchisation des consultations

La position de la CSMF demeure plus incertaine : **« la nouvelle convention n'est pas à la hauteur de ce que l'on attendait, mais elle nécessite une vraie réflexion »**, s'interrogeait en début de semaine, le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz, interrogé par l'AFP.

Fruit de cinq mois de négociations entre les cinq syndicats de médecins représentatifs et l'Assurance maladie, la nouvelle convention instaure une revalorisation de deux euros de la consultation de base ainsi qu'une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros.

Elle comprend également une aide de 50 000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, ainsi qu'un forfait structure pour permettre au médecin de recruter une secrétaire.

Tags : Santé

Contenus sponsorisés

par



Découvrez cette méthode révolutionnaire pour apprendre n'importe
Babbel



Espérance de vie : 7 habitudes à prendre
Planète Zen



Bon plan : ne gardez que l'essentiel, les 10 vétements à avoir dans son dressing
Unclejeans



Les bons réflexes pour vos appareils électroménagers
Ma Vie En Couleurs



Vos enfants reprennent le sport à la rentrée ?
Domyos



22 aliments mortels mais toujours consommés, le 17 est une vraie surprise
Food Powa

Ailleurs sur le web

Les médecins ont listé 20 aliments qui favorisent les cancers Food Powa

Immobilier : de nombreux biens en vente sur Nice A Vendre A Louer

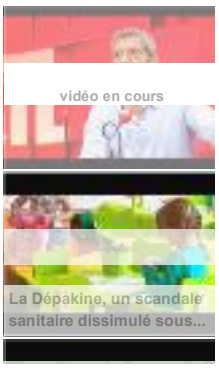
Assurance auto: ce qui va changer avec la Loi Hamon AllSecur

3 coiffures express pour cheveux courts Ma vie en couleurs

Recommandé par

Contenus sponsorisés par Digiteka

L'actualité santé en vidéo : Sport à l'école : les certificats médica



- Abonnés, gérez votre abonnement
- Achetez le journal numérique du jour (0,95€)
- Abonnez-vous à partir de 1€/mois

- La Boutique Ouest-France
- Jeux
- Annonces
- Obsèques / Dans nos cœurs

+

Les plus lus | Les plus commentés

- Atteinte d'une maladie incurable, Selena Gomez annule sa tournée - Santé
- Morbihan. Il pêche un requin dans la rivière du Bono - Le Bono
- Boues rouges dans les calanques. Royal charge (encore) Valls - Ségolène Royal
- Dans les Côtes-d'Armor, un prof ouvre son propre collège avec 7 élèves - Saint-Brieuc
- Lorient. Une violente rixe éclate avec des supporters brestois [Vidéo] - Lorient

Jeux Ouest-France

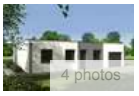


Séjour au Parc Astérix !



Positive economy forum

+



Vente maison
Saint-Christophe-du-Bois 49
170 500 €



Vente maison
Saumur 49
375 000 €

Retrouvez toutes nos offres immobilières



pourquoi docteur
Comprendre pour agir

DATE : 25/08/2016

Convention médicale : ce qui va changer pour les patients

par Bruno Martrette

La convention médicale régit les relations entre la Sécurité sociale et les médecins libéraux pour 5 ans. Mais elle concerne aussi les assurés.



LODI FRANCK/SIPA

Publié le 25.08.2016 à 08h25

Mots-clés : convention médicale | négociations conventionnelles | tarifs médicaux | Assurance maladie

Après cinq mois de discussions et de crispations, les syndicats de médecins libéraux ont enfin trouvé un accord avec l'Assurance maladie. Ce jeudi à 16 heures, ils vont signer le texte de leur nouvelle convention médicale au siège de la Cnamts. Au moins pour trois d'entre eux (MG France, Le BLOC, et la FMF). La CSMF, syndicat majoritaire chez les médecins libéraux et le SML doivent se déterminer.

Comme une majorité s'est dégagée, ce texte s'applique à l'ensemble de la profession et va régir les relations entre les médecins libéraux et l'Assurance maladie pour les cinq ans. Et comme les questions débattues étaient essentiellement tarifaires, les patients sont directement concernés par ces changements.

Des tarifs médicaux à la hausse...

Mesure phare de la nouvelle convention médicale, la revalorisation de deux euros de la consultation de base chez le généraliste. Elle passera donc de 23 à 25 euros le 1er mai 2017. Cette revendication était portée de longue date par le syndicat MG France. Mais cela ne changera rien pour le malade qui reste remboursé de la même façon. Plus précisément, le Dr Richard Talbot (FMF) a calculé que le patient payera un surcoût de 0,60 centime sur le reste à charge d'une consultation de base.

D'autres tarifs évolueront eux au 1er novembre 2017. Ils iront de 30 à 46 euros en fonction du contenu de la consultation. Le tarif pourra également monter à 60 € lors d'une consultation dite « très complexe ». Celle-ci vise notamment l'annonce d'un cancer ou une d'infection par le VIH-sida à un patient. Ce type de rendez-vous médical prend plus de temps; le médecin doit expliquer au patient la prise en charge associée à sa nouvelle pathologie.
Même tarif pour certaines visites au chevet d'un patient atteint d'une maladie neurodégénérative, comme Alzheimer ou Parkinson, mais dans un cadre bien précis (1). Pour ceux qui voient la facture grimper, Richard Talbot tempère : « elles représentent 3 % des consultations ».

...mais identiques dans tous les DOM-TOM

Par ailleurs, la FMF a vu une de ses revendications acceptée à la dernière minute. Il s'agit de l'alignement des tarifs médicaux dans les différents DOM-TOM. Là-bas, les consultations sont légèrement plus élevées qu'en métropole. Mais les praticiens de la Martinique et la Guadeloupe avaient jusqu'à présent un taux de consultation inférieur à ceux de la Guyane et la Réunion. Désormais, tous les médecins des DOM-TOM toucheront 29,60 euros pour une consultation à partir du 1er mai.

L'obligation du tiers payant

Au grand dam des syndicats de médecins libéraux, cette disposition figure dans le texte de la nouvelle convention médicale. Ainsi, comme l'a décidé la loi Santé de Marisol Touraine, l'absence d'avance de frais lors d'une consultation deviendra un droit en novembre 2017 pour tous les patients. A partir de cette date, ils n'auront plus à avancer la part obligatoire remboursée par la Sécurité sociale.

En revanche, ils devront payer la part mutuelle. Tous à nos calculettes ? Pas sûr, les syndicats de médecins libéraux annoncent toujours un boycott de la mesure. En coulisses, ils avouent parier sur une alternance politique. Les candidats de la droite à la présidentielle de 2017 ont en effet annoncé qu'ils supprimeraient tout simplement le tiers payant généralisé s'ils l'emportent.

Plus de médecins dans les zones sous dotées

La Cnamts va proposer une aide de 50 000 euros aux médecins s'installant dans les déserts médicaux. Le chèque peut paraître important sauf que les critères sont trop stricts, estime le Dr Talbot. « il faut s'installer en groupe, et dans un désert médical, ce n'est pas évident. Pour un spécialiste, je pense même que c'est quasiment mission impossible. De plus, l'installation doit se faire obligatoirement en secteur 1, ou en secteur 2, mais c'est plus difficile. Enfin, il faut rester dans cette zone au minimum 3 ans ».

Insuffisant donc pour donner envie aux jeunes médecins de s'installer dans ces zones sous dotées. Il y pourtant urgence. Dans son dernier Atlas de la démographie médicale, l'Ordre des médecins (Cnom) insistait sur la baisse « préoccupante » du nombre de médecins généralistes, premiers touchés par le nombre important de départs en retraite. Cette baisse pourrait se traduire par la perte d'un omnipraticien sur quatre sur la période 2007-2025 ! Et le pire risque peut-être de se produire dans la capitale où le Cnom s'attend à ce qu'un généraliste sur quatre disparaisse à Paris d'ici 2020.

L'embauche de secrétaire médicale favorisée

Enfin, Nicolas Revel, directeur de la Cnamts, était aussi attendu par les médecins sur le montant du « forfait structure », destiné à financer l'équipement et l'organisation des cabinets. Des syndicats réclamaient, eux, 50 000 € par an, « même si le forfait structure pourrait être variable en fonction du lieu d'installation et du mode d'exercice isolé ou regroupé », précisaient-ils.

Il n'en est rien. La somme offerte aux médecins pourrait atteindre au mieux les 4 600 euros par an au bout de 3 ans. Pas assez pour Richard Talbot qui explique qu'« une secrétaire médicale coûte au minimum 24 000 euros par an charges comprises. Cela nous permettra tout de même de faire appel à un télésecrétariat informatisé », conclut-il.

(1) Dans la limite de 3 visites par an et par patient.

Une signature rémunératrice

Alors que le SML et la CSMF réservaient encore jeudi matin leur signature au bas de la convention médicale, d'autres syndicats ont été moins réticents. Il faut dire que parapher ce texte permet à une organisation de siéger dans les commissions pour négocier les futurs amendements. « C'est un peu le couteau sous la gorge », confie le Dr Talbot.

Par ailleurs, la signature permet à un syndicat de toucher une somme au nom de la formation médicale conventionnelle (FMC). Cette enveloppe est partagée entre syndicats au prorata de leur résultat aux dernières élections aux Unions Régionales des Professionnels de Santé (URPS). A ce titre, la FMF a, par exemple, encaissé environ 500 000 euros par an sur cinq ans. Pour le syndicat majoritaire, la CSMF, cette somme avoisinerait plutôt 1 million d'euros. Elle permet aux syndicats d'expliquer à leurs troupes le contenu de la nouvelle convention médicale. Pour cela, ils doivent en effet organiser des réunions sur tout le territoire. Et la facture peut vite grimper. S'il reste de l'argent, il pourra servir au fonctionnement du syndicat.

Publié le 26/08/2016

Convention : une signature sans espoir de réconcilier médecins et gouvernement



Paris, le vendredi 26 août 2016 – « *Je veux saluer l'engagement des représentants syndicaux dans les transformations portées par cet accord. Il s'agit là d'une grande avancée pour les médecins et pour les patients* », écrivait hier quelques minutes après la signature de la nouvelle convention régissant les rapports entre l'Assurance maladie et les médecins libéraux le ministre de la Santé, Marisol Touraine. La déclaration est une nouvelle illustration de l'indépassable rupture entre le ministre et les praticiens. La réalité de l'adoption de la convention est en effet bien loin de ce satisfecit. D'abord parce qu'en dépit des désirs affichés par le ministre et par le patron de l'Assurance maladie, Nicolas Revel, les pouvoirs publics ne sont pas parvenus à emporter l'adhésion de l'ensemble des organisations. Le Syndicat des médecins libéraux (SML) et surtout la puissante Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) ont finalement décidé de rejeter le texte hier.

Dotation conventionnelle supprimée

Avec 62,9 % d'adhérents ayant refusé la signature, la Confédération s'est opposée à cette nouvelle marque de la politique de santé de Marisol Touraine. « *Ce n'est qu'un élément de plus de la politique (…) menée depuis quatre ans (…). Il y a eu la loi santé, la généralisation du tiers payant. C'est une politique hospitalo-centrée que les médecins libéraux rejettent* » analyse ainsi le président de la CSMF, Jean-Paul Ortiz. En adoptant cette position inédite depuis vingt ans et la colère des médecins contre le plan Juppé, la CSMF se prive d'une dotation conventionnelle atteignant près d'un million d'euros. Mais son absence devrait également affaiblir le dynamisme de la vie conventionnelle : à la différence des années précédentes, la CSMF n'assurera pas le service après-vente de la convention auprès des praticiens sur le terrain.

Pas de trêve

La défection de la CSMF et du SML n'est pas seule à ternir l'accord finalement obtenu. Du côté des syndicats signataires, l'enthousiasme est également absent. Au sein de la Fédération des médecins de France (FMF), on assume ainsi clairement avoir signé par opportuniste : « *Nous obtiendrons toujours plus d'une gauche aux abois à l'approche d'une élection présidentielle que d'une éventuelle alternance qui ne nous veut pas forcément du bien* » constate ainsi Jean-Paul Hamon qui a cependant toujours considéré le texte comme insuffisant. MG France, qui a été l'un des premiers syndicats à se déclarer favorable à la convention reste pour sa part sur ses gardes en ce qui concerne la généralisation du tiers payant. Enfin, chez les chirurgiens, obstétriciens et anesthésistes du Bloc, on demeure également combattif. « *Notre signature ne signifie pas que nous enterrons la hache de guerre avec le ministre de la Santé. La convention n'annulera pas les effets pervers de sa politique de santé, de la réforme du contrat responsable des complémentaires santé au tiers payant généralisé. A tel point que nous nous battrons, en mai 2017, pour amender la santé et même cette convention* » a ainsi annoncé dans les colonnes du Figaro le patron du Bloc, Philippe Cuq. Mais heureusement, pendant ce temps, le ministre se félicite.

Aurélie Haroche

Copyright © http://www.jim.fr

SUR UN THÈME PROCHE

la gazette.fr

DÉPOSEZ VOTRE CV !
FOURNISSEURS DU SECTEUR PUBLIC
Créer un compte

L'INFO | CLUBS | EMPLOI | PRÉPARATIONS AUX CONCOURS | FORMATIONS | EVENEMENTS | PUBLIC EXPO | ANNUAIRES | BOUTIQUE

LES RENCONTRES
Croissance verte, attractivité des territoires :

FORUMS | ARCHIVES MAG | MOBILE | NEWSLETTERS | RECHERCHE | ABONNEZ-VOUS | SE CONNECTER

SANTÉ

Quatre nouveaux contrats proposés aux médecins pour lutter contre les déserts médicaux

Publié le • Mis à jour le 26/08/2016 • Par Isabelle Raynaud • dans : France



© Phovoir

Avec la signature d'une nouvelle convention entre la Sécurité sociale et les médecins indépendants se créent quatre nouveaux dispositifs qui visent à réduire les déserts médicaux.

La nouvelle convention entre les médecins et la Sécurité sociale a été signée le 25 août 2016. Sans l'appui des deux principaux syndicats de généralistes – la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et le Syndicat des médecins libéraux (SML). L'accord de trois autres syndicats de la profession – MG France, Le Bloc et la FMF – a suffi. S'il a beaucoup été question de gros sous, et notamment du passage de la consultation chez le généraliste de 23 à 25 euros le 1er mai 2017, la convention doit également participer à la lutte contre les déserts médicaux.

Le Titre 1 prévoit en effet de « conforter l'accès aux soins ». « Les partenaires conventionnels souhaitent réaffirmer leur volonté de mettre en place une politique structurante visant à favoriser l'implantation et le maintien des médecins libéraux dans (les zones sous-dotées) », peut-on ainsi lire en introduction.

L'Union nationale des caisses d'assurance maladie et les syndicats se sont mis d'accord sur la création de quatre nouveaux contrats pour les zones sous-dotées visant à :

- « apporter une aide financière significative aux médecins s'y installant, lesquels doivent faire face aux frais d'investissement générés par le début d'activité en exercice libéral ;
- accompagner la transition entre les médecins préparant leur cessation d'exercice et ceux nouvellement installés dans leurs cabinets ...

CONTENU RÉSERVÉ
Comment accéder à ce contenu ?

ABONNÉ GAZETTE ?
Identifiant
Mot de passe

NON ABONNÉ ?
Abonnez-vous pour lire l'article

Partager Tweeter Partager Partager (mailto:?subject=Article le Moniteur des pharmacies.fr&body=Convention%20m%C3%A9dicale%20%3A%20trois%20syndicats%20sur%20cinq%20l%E2%80%99ont%20sign%C
socio-professionnelles/160826-convention-medicale-trois-syndicats-sur-cinq-l-ont-signe.html)

Convention médicale : trois syndicats sur cinq l'ont signé

(http://www.lemoniteurdespharmaci

EXPANSCIENCE LABORATOIRES

ET AUJOURD'HUI
AVEC NOS EXPERTS R&D



Dr

Après cinq mois de négociation, la **nouvelle convention** qui régit les relations entre les médecins libéraux et l'Assurance maladie a été signée le jeudi 25 août par trois syndicats : MG France (syndicat représentant les médecins généralistes), Le BLOC (syndicat regroupant les médecins spécialistes de plateaux techniques lourds) et la FMF (syndicat polycatégoriel, regroupant à la fois médecins généralistes et spécialistes).

Les deux autres syndicats polycatégoriels, la CSMF et le SML, ont décidé de ne pas parapher ce texte à l'issue du vote des assemblées générales. Pour autant, ces deux syndicats ont annoncé leur intention de ne pas s'opposer à l'application de la convention et préfèrent « *interpeller les candidats à la présidence de la République pour construire l'avenir et mettre la santé au cœur du débat* ».

Constituée de 90 articles, cette convention représentera un investissement de **1,3 milliard d'euros** en année pleine en dépenses remboursables, pour revaloriser les médecins libéraux. Rappel : la précédente convention, signée en 2011, s'était élevée à 663,6 millions d'euros.

Outre la valorisation des consultations avec la création de quatre niveaux de consultation (25 euros, 30 euros 45 euros et 60 euros), la nouvelle convention introduit un **forfait** structure, des aides à l'installation et de nouveaux indicateurs dans le cadre de la rémunération sur objectifs de santé publique (ROSP), concernant notamment le suivi des patients diabétiques ou la prévention des risques cardiovasculaires.

Cette signature a été aussitôt saluée par Marisol Touraine, ministre de la Santé. « *Il s'agit là d'une grande avancée pour les médecins et pour les patients* », a indiqué la ministre de la Santé dans un communiqué. « *Cette nouvelle convention marque la reconnaissance de la médecine libérale et en particulier des médecins généralistes dans notre système de soins. Je veux saluer l'engagement des représentants syndicaux dans les transformations portées par cet accord* », a-t-elle ajouté.

Loan Tran Thimy (mailto:loan.tranthimy@lemoniteurdespharmacies.fr)

Les dernières réactions

02/09/2016 à 07:25
Xixichateau
alerter

1,3 milliards
Nous allons peut être dans une direction
Intéressante mais comme toujours aucune direction ou projet global donc
Des dépenses , aucune rationalisation, et nous ou sommes nous dans ces débats .
Préparons nos portes monnaies il va bien falloir trouver 1,3 milliards et attention ce budget est très faible
Vu le boulot à faire et de plus correspond à un budget de fonctionnement .....



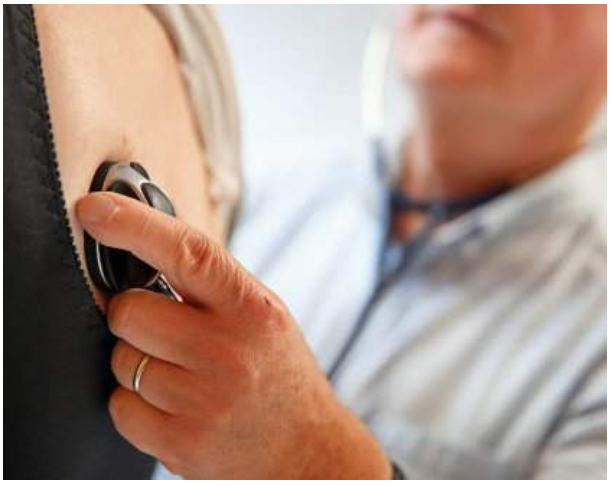
(http://www3.smartadserver.com/click?
imgid=16866179&insid=5845394&pgid=419650&uid=7551783479205479190&tgt=%3b%24dt%3d1t%3b%24hc&systgt=%24qc%3d1308697336%3b%24ql%3dmedium%3b%24qpc%3d9219(
programmes-dpc%2fconstipation-chez-l-adulte-et-l-
enfant.html%3futm_source%3dmpl%26%26utm_medium%3ddisplay%26utm_content%3dfooter%26utm_campaign%3dDPC-constipation)

> France

Convention médicale. Ce qui change pour le patient

Publié le 26 août 2016 à 00h00

VOIR **LES COMMENTAIRES**



Le passage à 25 euros de la consultation chez le généraliste, à partir de mai 2017, a été officialisé, hier, par la signature d'une nouvelle convention tarifaire. Elle est loin de soulever l'enthousiasme des syndicats de médecins libéraux (SML) et n'a pas obtenu l'appui du premier d'entre eux, la CSMF. Voici les principales mesures.

1. La consultation d'un généraliste à 25 euros. Le 1e r mai 2017, la consultation chez un médecin généraliste passera de 23 à 25 euros.

2. L'avis d'un spécialiste à 50 euros. L'avis ponctuel de consultant, donné par un médecin spécialiste à la demande explicite du médecin traitant, passe de 46 à 48 euros en octobre 2017, puis à 50 euros en juin 2018. Le spécialiste sollicité s'engage à ne pas donner au patient de soins continus et à laisser au médecin traitant la charge d'instaurer les prescriptions, sauf urgence.

3. Une hiérarchisation en quatre niveaux. L'Assurance-maladie retient une hiérarchisation des consultations en quatre niveaux, le premier reposant sur la consultation de référence à 25 euros. Au deuxième palier : les consultations coordonnées, par exemple lorsqu'un médecin traitant adresse un patient à un spécialiste pour des soins réguliers. Pour ce dernier, la consultation passera de 28 à 30 euros en juillet 2017. Le tarif de la consultation des enfants jusqu'à six ans augmente, par ailleurs, à 30

euros chez les généralistes à partir de mai 2017. Le troisième niveau de consultation, prévu pour novembre 2017, concerne les actes complexes, comme le dépistage de mélanome, à 46 euros. Un tarif qui s'appliquera aussi à des nouveautés (première consultation de contraception et de prévention des MST chez le généraliste et le gynécologue...). Le quatrième niveau, les actes très complexes, à 60 euros, comme lors d'une consultation initiale d'information et de mise en place d'une stratégie thérapeutique pour les patients atteints de cancer ou de pathologi neurologique grave. Cette valorisation interviendra également en novembre 2017.

4. La lutte contre les déserts médicaux. Une aide de 50.000 eur prévue, à partir de janvier 2017, pour les médecins s'installant dans zones en tension s'ils s'engagent à y rester au moins trois ans et à e en groupe.

L'accès au site est payant,
nous vous offrons 3 articles ce mois-ci.

Pour lire plus d'articles :

JE M'ABONNE POUR 1€

Je m'inscris gratuitement
6 articles offerts par mois

Déjà abonné ?

Retrouvez **plus d'articles**

Santé Médecins généralistes Consultation Convention tarifaire

France



Mutualistes
Magazine de prévention santé

(http://mutualistes.com/)

Consultations : les tarifs des généralistes et spécialistes changent en 2017

Vendredi 26 août 2016, par Léa Vandeputte

A partir du 1er mai 2017, le prix de la consultation de base chez le généraliste sera revalorisé à 25 euros. Puis, dans les mois qui suivront, une nouvelle hiérarchisation des consultations, selon leur complexité, entrera en vigueur.

La nouvelle Convention nationale (http://www.fmfpro.org/IMG/pdf/convention_2016.pdf) organisant les rapports entre les médecins libéraux et l'Assurance maladie, signée jeudi 25 août par trois syndicats de médecins, entérine le passage de 23 à 25 euros du tarif de la consultation chez le médecin généraliste dès le 1er mai 2017. Ce texte prévoit également la revalorisation d'une multitude d'actes médicaux qui seront facturés plus cher en fonction de leur complexité.

Une nouvelle grille tarifaire

La consultation pour les pathologies les plus courantes et les moins graves coûtera donc 25 euros au patient adulte. Mais cette augmentation ne changera rien pour le malade qui reste remboursé de la même façon. En effet, une fois déduit un euro de participation forfaitaire, l'Assurance maladie prend en charge 70 % des 24 euros restants, soit 16,80 euros, et la complémentaire 30 %, soit 7,20 euros.

Autre changement, si la consultation concerne un enfant de moins de 6 ans, il faudra débourser 30 euros en 2017. Jusqu'à présent, le tarif de consultation était fixé à 26 euros pour les 2-6 ans et à 28 euros pour les 0-2 ans. La distinction d'âge disparaît donc dans la nouvelle convention.

Le tarif de la consultation coordonnée est également revu à la hausse. Le rendez-vous qui permet au médecin d'adresser son patient à un spécialiste, s'élèvera, avec le nouveau texte, à 30 euros pour le malade.

Les médecins spécialistes bénéficient eux aussi d'augmentations tarifaires. Ainsi, l'avis ponctuel d'un spécialiste conventionné, sur demande du médecin traitant, passera de 46 à 48 euros en octobre 2017, puis à 50 euros en juin 2018.

Des actes dits « complexes » et « très complexes »

Les consultations qui nécessitent des actes complexes seront également revalorisées dès le 1er novembre 2017. La convention précise que cela concerne *« la prise en charge, dans le cadre du parcours de soins, de patients présentant une pathologie complexe ou instable ou à des situations cliniques comprenant un fort enjeu de santé publique (dépistage, prévention…) »*. Le patient devra ainsi payer 46 euros pour un dépistage de mélanome, pour une première consultation de contraception, pour une consultation de suivi de l'obésité chez les enfants de 3 à 12 ans ou encore pour les trois consultations obligatoires du nourrisson.

Enfin, le dernier palier tarifaire concerne les actes dits *« très complexes »*. La mise en place d'une stratégie thérapeutique pour les patients atteints d'un cancer ou d'une pathologie neurologique grave ainsi que la prise en charge en cas d'infection par le VIH seront facturées 60 euros à partir de novembre 2017. Ces consultations

« ne recouvrent qu'un nombre limité et défini de situations cliniques et de prises en charge », précise toutefois le texte.

Initialement prévue le 26 août au matin, la date de signature de la nouvelle convention a finalement été avancée au jeudi 25 août, à 16 heures. Pour valider le texte, l'accord d'au minimum trois syndicats était nécessaire. MG France (syndicat des médecins généralistes) et Le Bloc (chirurgiens, gynécologues-obstétriciens et anesthésistes) avaient d'ores et déjà signé un protocole d'accord le 27 juillet dernier. La FMF (Fédération des médecins de France) qui avait demandé à ses adhérents de se prononcer en assemblée générale, a, à son tour, accepté (http://www.fmfpro.org/communiques-nationaux/la-fmf-decide-en-ag-extraordinaire-de-signer-la-convention-2016.html) de signer la convention. En revanche, les représentants du SML (Syndicat des médecins libéraux) et de la CSMF (Confédération des syndicats médicaux français) ont voté contre le texte.

(https://plus.google.com/u/0/b/110445471847105078416/110445471847105078416/posts)



(https://plus.google.com/102891194847268905745) **FLORIAN DELAMBILY (HTTPS://WWW.NEWSASSURANCESPRO.COM/RESEAU/MEMBERS/FLORIAN-DELAMBILY-3727)**, Le 26 Août 2016

IMPRIMER

CONVENTION MÉDICALE : MARISOL TOURAINE ÉVOQUE « UNE GRANDE AVANCÉE »



Partager :

Share 2 Tweeter Partager 4 G+1 1

Taille de police

Seuls trois syndicats de médecins sur cinq ont signé la nouvelle convention médicale. Mais cela suffit à son entrée en vigueur. Elle régira les relations entre praticiens et Assurance maladie pour les cinq prochaines années et prévoit plusieurs mesures qualifiées *« de grandes avancées pour les médecins et les patients »* par Marisol Touraine.

Jeudi 25 août, les adhérents du premier syndicat de médecins libéraux, la CSMF, se prononçaient sur la nouvelle convention médicale négociée avec l'Assurance maladie depuis le mois de février dernier. A 62,5% ils se sont prononcés contre sa ratification, rejoignant les membres du SML qui ont rejeté le texte à 95,5%.





CSMF_officiel
@CSMF_officiel

Suivre

Communiqué - La CSMF dit non à la #convention issue de la #loidesanté de Marisol Touraine> bit.ly/2bQq0JT.
18:58 - 25 Août 2016
4 3

SML
@LE_SML

Suivre

95,5 % des adhérents du SML ont voté contre la signature de la #conventionmédicale #médecins 1/2
14:55 - 25 Août 2016
8 3

Pour autant, les signatures de la FMF, du Bloc et de MG France, les trois autres syndicats autour de la table des négociations, suffisent à entériner l'accord.



Assurance Maladie
@ameli_actu

Suivre

La nouvelle convention médicale a été signée aujourd'hui par l'Assurance Maladie et @mg_france, Le BLOC et @FMF_UG
17:53 - 25 Août 2016 · Paris, France, France
30 14

« Cette nouvelle convention marque la reconnaissance de la médecine libérale et en particulier des médecins généralistes dans notre système de soins. Je veux saluer l'engagement des représentants syndicaux dans les transformations portées par cet accord. Il s'agit là d'une grande avancée pour les médecins et pour les patients », a réagi la ministre de la Santé.

Ce que prévoit la nouvelle convention :

La consultation à 25 euros

C'est l'une des mesures emblématiques de cette convention. Le tarif de base d'une consultation chez un généraliste passera de 23 euros à 25 euros au 1er mai 2017. La part de remboursement de l'Assurance maladie reste la même (70%, soit 16,50 en prenant en compte l'euro de participation forfaitaire). Pour les complémentaires, la

(70%, soit 16,50 en prenant en compte l'euro de participation forfaitaire). Pour les complémentaires, le remboursement grimpe de 60 centimes par consultation à 7,50 euros.

Une grille tarifaire

Au-delà de la revalorisation du tarif de base d'une consultation chez un généraliste, la convention médicale définit une grille tarifaire (30, 46 et 60 euros) selon l'âge des patients et/ou la complexité des consultations.

Un nouveau forfait

Un forfait unique remplace ceux octroyés jusqu'ici au médecin. Il sera déterminé en fonction des caractéristiques des patients (âge, pathologie…).

Les déserts médicaux

Une aide pouvant grimper jusqu'à 50.000 euros sera versé aux praticiens qui acceptent de s'installer dans les zones peut couvertes par une offre de soins généralistes s'ils s'engagent à rester au moins trois ans et à s'installer en groupe.

Modernisation et coordination

Une aide de 4.600 euros pourra être versée aux praticiens pour moderniser leurs outils informatiques et favrosier la coordination du suivi du parcours de leurs patients avec les spécialistes

Consultation en urgence

Les médecins qui parviendront à une prise en charge de leur patient chez un spécialiste sous 48h recevront une prime de 5 euros. Elle sera de 15 euros pour le spécialiste.

Quel coût ?

Le ministère de la Santé évoque un coût d'1,3Md d'euros par an à la charge de l'Assurance maladie (950M d'euros) et des organismes complémentaires (350M d'euros).

Sur le même thème

Médecins / Assurance maladie : Vers un paiement à la performance ?
(https://www.newsassurancespro.com/medecins-assurance-maladie-vers-un-paiement-a-la-performance/0169197596)
Médecins / Assurance maladie : Vers un paiement à la performance ?
(https://www.newsassurancespro.com/medecins-assurance-maladie-vers-un-paiement-a-la-performance/0169197596)
Dans "Institutions"

Dépassements d'honoraires : L'accord a été signé
(https://www.newsassurancespro.com/depassements-dhonoraires-laccord-a-ete-signe/0169256823)
Dépassements d'honoraires : L'accord a été signé
(https://www.newsassurancespro.com/depassements-dhonoraires-laccord-a-ete-signe/0169256823)
Dans "Acteurs"

Convention médicale : Suspension des négociations entre les médecins et l'assurance maladie
(https://www.newsassurancespro.com/convention-medicale-suspension-des-negociations-entre-les-medecins-et-lassurance-maladie/0169186678)
Convention médicale : Suspension des négociations entre les médecins et l'assurance maladie
(https://www.newsassurancespro.com/convention-medicale-suspension-des-negociations-entre-les-medecins-et-lassurance-maladie/0169186678)
Dans "Acteurs"

pourquoi docteur
Comprendre pour agir Toggle navigation

Lundi 05 septembre 2016

Rechercher

Newsletter Connexion

ACCUEIL

QUESTION D'ACTU

VU DANS LA PRESSE

ENQUÊTES

SANTÉTV

NOUS LES FEMMES

CONGRÈS

LES GESTES SANTÉ

Réagissez à cet article

Réactions 0

Partager

0

0

Noter cet article

1 2 3 4 5

Newsletter

Abonnez-vous à la newsletter

Lundi 05

2016

QUESTION D'ACTU
VU DANS LA PRESSE
ENQUÊTES
SANTÉTV
NOUS LES FEMMES
CONGRÈS
LES GESTES SANTÉ
CHARTE ÉDITORIALE
CONDITIONS D'UTILISATION

▼ Publicité ▼



Envoyer à un ami
Votre Nom :
Votre Email :
Email de votre ami:
Nom de votre ami:
Laisser votre message:
Combien font 5 + 3 ? :
Fermer
Envoyer

Fermer X
NEWSLETTER
pourquoi docteur
Recevez toutes les semaines les meilleures infos santé
E-mail
JE M'INSCRIS
je suis déja inscrit

Signée ce jeudi

Convention médicale : ce qui change pour les assurés

par Bruno Martrette

+A -A

Publié le 26.08.2016

Mots-clés :

convention médicale négociations conventionnelles tarifs médicaux Assurance maladie

La convention médicale régit les relations entre la Sécurité sociale et les médecins libéraux pour 5 ans. Mais elle concerne aussi les assurés.



LODI FRANCK/SIPA

Fermer X
NEWSLETTER pourquoi docteur
Recevez toutes les semaines les meilleures infos santé
E-mail
JE M'INSCRIS
je suis déjà inscrit

Après cinq mois de discussions et de crispations, les syndicats de médecins libéraux ont enfin trouvé un accord avec l'Assurance maladie. Ce jeudi à 16 heures, ils vont signer le texte de leur nouvelle convention médicale au siège de la Cnamts. Au moins pour trois d'entre eux (MG France, Le BLOC, et la FMF). La CSMF, syndicat majoritaire chez les médecins libéraux et le SML doivent se déterminer.
Comme une majorité s'est dégagée, ce texte s'applique à l'ensemble de la profession et va régir les relations entre les médecins libéraux et l'Assurance maladie pour les cinq ans. Et comme les questions débattues étaient essentiellement tarifaires, les patients sont directement concernés par ces changements.

Des tarifs médicaux à la hausse...

Mesure phare de la nouvelle convention médicale, la revalorisation de deux euros de la consultation de base chez le généraliste. Elle passera donc de 23 à 25 euros le 1er mai 2017. Cette revendication était portée de

longue date par le syndicat MG France. Mais cela ne changera rien pour le malade qui reste remboursé de la même façon. Plus précisément, le Dr Richard Talbot (FMF) a calculé que le patient payera un surcoût de 0,60 centime sur le reste à charge d'une consultation de base.
D'autres tarifs évolueront eux au 1er nove
Ils iront de 30 à 46 euros en fonction du c
consultation. Le tarif pourra également m
lors d'une consultation dite « très comple
vise notamment l'annonce d'un cancer ou

Fermer X
NEWSLETTER pourquoi docteur
Recevez toutes les semaines les meilleures infos santé
E-mail
JE M'INSCRIS
je suis déjà inscrit

d'infection par le VIH-sida à un patient. Ce type de rendez-vous médical prend plus de temps; le médecin doit expliquer au patient la prise en charge associée à sa nouvelle pathologie.
Même tarif pour certaines visites au chevet d'un patient atteint d'une maladie neurodégénérative, comme Alzheimer ou Parkinson, mais dans un cadre bien précis (1). Pour ceux qui voient la facture grimper, Richard Talbot tempère : « elles représentent 3 % des consultations ».

...mais identiques dans tous les DOM-TOM

Par ailleurs, la FMF a vu une de ses revendications acceptée à la dernière minute. Il s'agit de l'alignement des tarifs médicaux dans les différents DOM-TOM. Là-bas, les consultations sont légèrement plus élevées qu'en métropole. Mais les praticiens de la Martinique et la Guadeloupe avaient jusqu'à présent un taux de

consultation inférieur à ceux de la Guyane et la Réunion. Désormais, tous les médecins des DOM-TOM toucheront 29,60 euros pour une consultation à partir du 1er mai.

L'obligation du tiers payant

Fermer X
NEWSLETTER pourquoi docteur
Recevez toutes les semaines les meilleures infos santé
E-mail
JE M'INSCRIS
je suis déja inscrit

Au grand dam des syndicats de médecins, cette disposition figure dans le texte de la convention médicale. Ainsi, comme l'a déc Santé de Marisol Touraine, l'absence d'ava lors d'une consultation deviendra un droit en novembre 2017 pour tous les patients. A partir de cette date, ils n'auront plus à avancer la part obligatoire remboursée par la Sécurité sociale.
En revanche, ils devront payer la part mutuelle. Tous à nos calculettes ? Pas sûr, les syndicats de médecins libéraux annoncent toujours un boycott de la mesure. En coulisses, ils avouent parier sur une alternance politique. Les candidats de la droite à la présidentielle de 2017 ont en effet annoncé qu'ils supprimeraient tout simplement le tiers payant généralisé s'ils l'emportent.

Plus de médecins dans les zones sous dotées

La Cnamts va proposer une aide de 50 000 euros aux médecins s'installant dans les déserts médicaux. Le chèque peut paraître important sauf que les critères sont trop stricts, estime le Dr Talbot. « il faut s'installer en groupe, et dans un désert médical, ce n'est pas évident. Pour un spécialiste, je pense même que c'est

quasiment mission impossible. De plus, l'installation doit se faire obligatoirement en secteur 1, ou en secteur 2, mais c'est plus difficile. Enfin, il faut rester dans cette zone au minimum 3 ans ».
Insuffisant donc pour donner envie aux jeunes médecins de s'installer dans ces zones so pourtant urgence. Dans son dernier Atlas démographie médicale, l'Ordre des méde insistait sur la baisse « préoccupante » du médecins généralistes, premiers touchés nombre important de départs en retraite. Cette baisse pourrait se traduire par la perte d'un omnipraticien sur quatre sur la période 2007-2025 ! Et le pire risque peut-être de se produire dans la capitale où le Cnom s'attend à ce qu'un généraliste sur quatre disparaisse à Paris d'ici 2020.

Fermer X
NEWSLETTER pourquoi docteur

Recevez toutes les semaines les meilleures infos santé
E-mail
JE M'INSCRIS
je suis déjà inscrit

L'embauche de secrétaire médicale favorisée

Enfin, Nicolas Revel, directeur de la Cnamts, était aussi attendu par les médecins sur le montant du « forfait structure », destiné à financer l'équipement et l'organisation des cabinets. Des syndicats réclamaient, eux, 50 000 € par an, « même si le forfait structure pourrait être variable en fonction du lieu d'installation et du mode d'exercice isolé ou regroupé », précisaient-ils.
Il n'en est rien. La somme offerte aux médecins pourrait atteindre au mieux les 4 600 euros par an au

bout de 3 ans. Pas assez pour Richard Talbot qui explique qu'« une secrétaire médicale coûte au minimum 24 000 euros par an charges comprises. Cela nous permettra tout de même de faire appel à un télésecrétariat informatisé », conclut-il.
(1) Dans la limite de 3 visites par an et par patient.

Fermer X
NEWSLETTER pourquoi docteur

Recevez toutes les semaines les meilleures infos santé
E-mail
JE M'INSCRIS
je suis déjà inscrit

Une signature rémunérat

Alors que le SML et la CSMF réservaient e matin leur signature au bas de la convent d'autres syndicats ont été moins réticents. Il faut dire que parapher ce texte permet à une organisation de siéger dans les commissions pour négocier les futurs amendements. « C'est un peu le couteau sous la gorge », confie le Dr Talbot.
Par ailleurs, la signature permet à un syndicat de toucher une somme au nom de la formation médicale conventionnelle (FMC). Cette enveloppe est partagée entre syndicats au prorata de leur résultat aux dernières élections aux Unions Régionales des Professionnels de Santé (URPS). A ce titre, la FMF a, par exemple, encaissé environ 500 000 euros par an sur

cinq ans. Pour le syndicat majoritaire, la CSMF, cette somme avoisinerait plutôt 1 million d'euros. Elle permet aux syndicats d'expliquer à leurs troupes le contenu de la nouvelle convention médicale. Pour cela, ils doivent en effet organiser des réunions sur tout le territoire. Et la facture peut vite grimper. S'il reste de l'argent, il pourra servir au fonctionnement du syndicat.

LIENS SUR LE MÊME THÈME

- Négociations conventionnelles : pourquoi le premier syndicat ne signe pas encore
- Consultations : ce qui va changer dans les tarifs des généralistes
- La consultation du généraliste passe à 25 euros le 1er mai 2017

Vous aimez cet article ? Abonnez-vous à la newsletter !

Adresse mail

Abonnez-vous

NOUS VOUS RECOMMANDONS


Dépenses de santé : les Français mieux pris en charge


Alcool et grossesse : la France rappelle les règles


Village d'Acciaroli : la France détient le secret des centenaires


Décès des prématurés : la contamination peut intervenir à tout moment

Fermer X

NEWSLETTER pourquoi docteur



Recevez toutes les semaines les meilleures infos santé

E-mail

JE M'INSCRIS

je suis déjà inscrit

Noter cet article

1 2 3 4 5

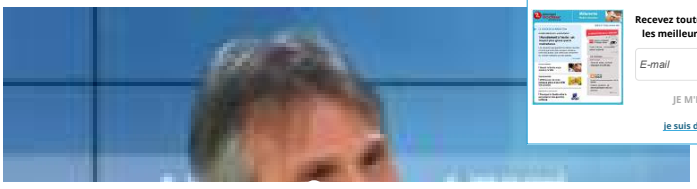
OK

Partager

0 0 0



Pr François Carré



Fermer X

NEWSLETTER pourquoi docteur

Recevez toutes les semaines les meilleures infos santé

E-mail

JE M'INSCRIS

je suis déjà inscrit

Après son séjour sur le web et France 4, l'émission est finalement acc

La consultation médicale à 25 euros validée



Jeudi 25 août, la signature d'une nouvelle convention tarifaire a officialisé le passage à 25 euros de la consultation chez le médecin à partir de mai 2017. Si trois syndicats l'ont signée, la Confédération des Syndicats Médicaux Français (la CSMF), premier syndicat des libéraux, a refusé.

C'est officiel : la consultation chez le généraliste passera à 25 euros dès le mois de mai 2017, a annoncé l'Assurance maladie dans un communiqué. Inchangé depuis 2011, le tarif de base de la consultation sera ainsi revalorisé de deux euros. Fruit de négociations lancées en février, la nouvelle convention tarifaire vient d'être signée par trois syndicats sur cinq: MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes).

A l'inverse, la CSMF, premier syndicat des libéraux a en revanche refusé de la valider à 63%. « Ce projet est très en-dessous de ce que nous espérions. On voulait un vrai projet

novateur pour la médecine libérale, ce n'est pas le cas », a expliqué Mr. Ortiz, son président à l'issue du vote. De même, le Syndicat des Médecins Libéraux (SML) a indiqué qu'il ne validerait pas la nouvelle convention dans la mesure où 95,5% de ses représentants y sont opposés.

La nouvelle convention vise à régir les liens entre l'Assurance maladie et près de 115.000 médecins libéraux français. Elle met également en place un système de hiérarchisation des consultations selon leur complexité. Les actes médicaux pourront alors coûter 30, 46 ou 60 euros. Une aide de 50 000 euros sera versée aux médecins qui choisissent de s'installer dans les déserts médicaux.

L'intégralité des mesures devraient être appliquée en 2019 pour une durée de cinq ans. Elles représentent un coût de 980 millions d'euros pour la Sécurité Sociale, et de 1,3 milliard d'euros en incluant les complémentaires santé.

Carte des 135 GHT
[Exclusif] Visualisez la carte des 135 GHT sur Hospimedia

J'aime Partager 3 Tweeter

augmente | consultation | convention | médicale | tarif

Vous aimez nos articles?

Radio VL
J'aime cette Page

Suivre @Radio_V_L 7 0

À Propos De L'auteur



Maeva Lahmi

Ancienne khâgneuse, actuellement étudiante en journalisme.

Récent News



On connaît le pitch de Dix

5 septembre 2016



US Open : exploit de Lucas

5 septembre 2016



(http://ad.doctissimo.fr/5c/www.boursier-pubs.com/actualites/economie/exclu/1972412989/x30/default/empty.gif/57566569496c64524e5434414346376e?x)

La consultation chez le généraliste va passer à 25 euros

0

Abonnez-vous pour moins de 1€ par jour ! (/membres/abonnement?utm_source=boursier&utm_medium=sharebox&utm_campaign=privileges)

Publié le 28/08/2016 à 11h52 **16 commentaires**

Trois syndicats de médecins libéraux ont paraphé la nouvelle convention médicale qui entrera en vigueur à compter du 1er mai 2017. L'accord prévoit aussi une hausse de 2 euros de la consultation par un spécialiste...



Crédit photo © Reuters

(Boursier.com) — C'est signé ! Trois syndicats de médecins libéraux ont paraphé la nouvelle convention médicale qui entrera en vigueur à compter du 1er mai 2017. Près de 115.000 médecins libéraux français sont concernés (/actualites/reuters/la-consultation-chez-le-generaliste-a-25-euros-validee-193640.html?fil5)... L'accord a été validé par MG France, majoritaire chez les généralistes, Le Bloc et la Fédération des médecins de France (FMF).

Le premier syndicat des médecins libéraux, la CSMF (Confédération des syndicats médicaux français) a en revanche refusé de ratifier ce document, tout comme le SML (Syndicat des médecins libéraux).

PUBLICITÉ

En savoir plus



inRead invented by Teads

La consultation chez le généraliste, qui s'élevait à 23 euros depuis le 1er janvier 2011, passera donc à 25 euros à compter du 1er mai 2017. La nouvelle convention prévoit aussi une hausse de 2 euros de la consultation par un spécialiste à partir du 1er juillet 2017.

Offre Exceptionnelle Binck.fr
Promo d'été : 1€ de frais /ordre. Volume et montant illimité..
(http://ad.doctissimo.fr/RealMedia/ads/click_lx.ads/www.pubs.com/actualites/economie/exclu/L47/1738489974/x Binck-10992-Vignette-RG/Boursier-Binck-10992-Vignette-RG-juillet2016.html/57566569496c64524e5434414346376 2016.09.05.15.48.04)

Bourse Direct, le leader de la bourse en ligne
En ce moment, profitez de 1000€ offerts* sur vos frais de courtage jusqu'au 15 Septembre 2016
(http://ad.doctissimo.fr/RealMedia/ads/click_lx.ads/www.pubs.com/actualites/economie/exclu/L47/2064396340/x Bourse-Direct-11033-Vignette-RG/180x36binck10835774.html/57566569496c64524e 2016.09.05.15.48.04)

(http://ad.doctissimo.fr/5c/www.boursier-pubs.com/actualites/economie/exclu/1706502162/x03/default/empty.gif/ x)

(http://ad.doctissimo.fr/5c/www.boursier-pubs.com/actualites/economie/exclu/158825333/x04/default/empty.gif/5 x)

(http://ad.doctissimo.fr/5c/www.boursier-pubs.com/actualites/economie/exclu/860218088/x05/default/empty.gif/5 x)



Mes listes personnelles (http://www.boursier.com/membres/inscription?utm_source=boursier&utm_medium=liste&utm_content=insc

Parmi les autres mesures qui entreront en vigueur, deux nouveaux tarifs cohabiteront à 46 et 60 euros pour la prise en charge de situations plus complexes, et l'aide à l'installation des médecins dans des "déserts médicaux" sera relevé à 50.000 euros.

980 millions d'euros en année pleine

Lorsque qu'il sera intégralement entrée en vigueur, en 2019, ce texte représentera pour l'Assurance maladie un coût financier de près de 980 millions d'euros en année pleine... "Cet accord correspond à un effort financier significatif qui s'inscrit cependant dans le cadre de la nécessaire maîtrise de l'évolution de l'Ondam au cours des prochaines années", a déclaré Nicolas Revel, Directeur général de l'Uncam, l'Union nationale des caisses d'assurance maladie...

Rappelons que le prix de la consultation était bloqué depuis 2011 à 23 euros pour les généralistes et à 25 euros pour les spécialistes... Depuis fin février, les cinq syndicats représentatifs des médecins généralistes (CSMF, MG France, FMF, SML, le Bloc) négociaient avec l'Assurance-maladie une nouvelle convention médicale quinquennale, qui fixe notamment le montant de leurs honoraires.

Des réunions "bilatérales" se sont déroulées depuis début mai entre les syndicats et la Sécu, puis des réunions plénières depuis le 25 mai...

La Rédaction — ©2016, Boursier.com (/)

ola_utm_source=lagardere-boursier&taboola_utm_medium=bytaboola&taboola_utm_content=ab_autosized-generated-1r_3x1-left:bellow-main-column:)

ola_utm_source=lagardere-boursier&taboola_utm_medium=bytaboola&taboola_utm_content=ab_autosized-generated-1r_3x1-left:bellow-main-column:)

ola_utm_source=lagardere-boursier&taboola_utm_medium=bytaboola&taboola_utm_content=ab_autosized-generated-1r_3x1-left:bellow-main-column:)

À découvrir également



(http://www.seduireunefemme.fr/?part=tbl&utm_source=taboola&utm_medium

4 Techniques Pour Rendre Une Femme Folle de DÉSIR

seduireunefemme.fr

(http://www.seduireunefemme.fr/?part=tbl&utm_source=taboola&utm_medium



(https://www.stefm.fr/dop?sku=3325760114&ug=1407%2F003&wk=10campaign=Dis/taboola/wk&utm_source=tab

Plus que 15 jours seulement! Échangez 2€ contre 2€!

stefm.fr

(https://www.stefm.fr/dop?sku=3325760114&ug=1407%2F003&wk=10campaign=Dis/taboola/wk&utm_source=tab



(https://lead.santenatureinnovation.com/chasourcecode=XSW1S5A6&utm_source=tabo

L'anti-douleur naturel qu'on veut nous interdire!

pure-sante

(https://lead.santenatureinnovation.com/chasourcecode=XSW1S5A6&utm_source=tabo



(https://www.lesmauxdedos.com/mal-au-dos/hernie-discale.html?utm_source=Taboola&utm_medium=ConterMarketing&utm_campaign=Taboola-Hernie-Discale-FR-PR)

Hernie discale: une innovation pour soulager rapidement les douleurs

LesMauxDeDos.com

(https://www.lesmauxdedos.com/mal-au-dos/hernie-discale.html?utm_source=Taboola&utm_medium=ConterMarketing&utm_campaign=Taboola-Hernie-Discale-FR-PR)



(http://landing.loi-pinel-gouv.org/DIF_landing_024/?xtor=PAR-1-[245])

Vous payez plus de 2 500€ d'impôts ? Conseils et astuces pour réduire vos…

Finanzen

(http://landing.loi-pinel-gouv.org/DIF_landing_024/?xtor=PAR-1-[245])



(https://www.mesampoulesgratuites.fr/?utm_source=taboola&utm_medium=referralgeo&utm_term=lagardere-boursier)

Le décret d'État qui offre 10 ampoules LED: 1 ménage sur 2 y a droit

mesampoulesgratuites.fr

(https://www.mesampoulesgratuites.fr/?utm_source=taboola&utm_medium=referralgeo&utm_term=lagardere-boursier)

(http://self-booking.ligatus.com/?utm_source=ligatus-de&utm_medium=placement&utm_content=logo&utm_campaign=branding) (http://self-booking.ligatus.com/?utm_source=ligatus-de&utm_medium=placement&utm_content=text&utm_campaign=branding)



(http://r.ligatus.com/?z=Moc9u3y6cNtBxZXoE7WF_DSwMjEqbhgNZHLJScMqaI3PZiyuG6bBeHJvGpbA7hD500B74K%2F)



(http://cat.fr.eu.criteo.com/delivery/ck.php?



(http://r.ligatus.com/?rwAn5lC03gb851e0DDKp7vPcESbDN

Tenix 3 Sapphire Gray ...

Peugeot Reprise

16 réactions à cet article : participez à la discussion

Créez vos listes de valeurs favorites GRATUITEMENT (http://www.boursier.com/membres/inscription?utm_source=boursier&utm_medium=liste&utm_content=inscription&utm_camp

Forums

Valeurs les plus actives

Sequana (regroupées) (/actions/forum/seqregroupees-FR0011352590,FF

Apple (/actions/forum/appUS0378331005,U

Archos (/actions/forum/arcFR0000182479,FF

Orange (ex-France Telecom) (/actions/forum/oraex-france-telecom-FR0000133308,FF

Alstom (/actions/forum/alstFR0010220475,FF

BNP Paribas (/actions/forum/bnpparibas-FR0000131104,FF

Carmat (/actions/forum/carFR0010907956,FF

Sujets à la une

Banque Postale : forte hausse des frais bancaires au 1er janvier 2017 **12** (/forum/thematique/econompostale-forte-hausse-des-frais-bancaires-au-1er-janvier-2017-i260170.html)

Procès requis pour Nicolas Sarkozy dans l'affaire Bygmalion **62** (/forum/actualites/generalesrequis-pour-nicolas-sarkozy-dans-l-affaire-bygmalion-i260159.html)

Pour Marisol Touraine, le rétablissement de la "Sécu" est "à portée de main" **17** (/forum/actualites/generalesmarisol-touraine-le-retablissement-de-la-secu-est-a-portee-de-main-i260151.html)

Des agents armés à bord des trains dès le mois d'octobre ? **2** (/forum/thematique/economagents-armes-a-bord-des-trains-des-le-mois-d-octobre-i260166.html)

Tous les forums (/forum)

Documentation des partenaires (/services/courtiers?utm_source=boursier&utm_medium=bloc_demandesdoc&ut

(/services/courtiers?utm_source=boursier&utm_medium=bloc_demandesdoc&utm_content

Bourse Direct

(/services/courtiers?utm_source=boursier&utm_medium=bloc_demande



Partenaires

Prêtez à des entreprises et encaissez des intérêts (8% en moyenne en 2015) 20€ pour 200€ investis (http://ad.doctissimo.fr/RealMedia/ads/click_lx.ads/wpubs.com/actualites/economie/exclu/L47/1615355Vignette-Partenaires-Col-Droite/Boursier-Vignette-Partenaires-Col-Droite-PRETUP-11643-bis.html/57566569496c64524e5434414346376e?2016.09.05.15.48.04)

ÉDITORIALE
CONDITIONS D'UTILISATION

Envoyer à un ami
Votre Nom :
Votre Email :
Email de votre ami:
Nom de votre ami:
Laisser votre message:
Combien font 8 + 0 ? :
Fermer
Envoyer

Fermer X
NEWSLETTER
pourquoi docteur
Comprendre pour agir
Recevez toutes les semaines les meilleures infos santé
E-mail
JE M'INSCRIS
je suis déja inscrit

Internes, étudiants, remplaçants

Convention médicale : les futurs médecins dénoncent l'immobilisme

par Julien Prioux

+A -A

Publié le 29.08.2016

Mots-clés :

convention médicale négociations conventionnelles Assurance maladie

Alors que trois syndicats de médecins libéraux ont signé la nouvelle convention médicale, la jeune génération de praticiens dénonce l'absence de renouveau.



Fermer X
NEWSLETTER
pourquoi docteur
Comprendre pour agir
Recevez toutes les semaines les meilleures infos santé
E-mail



Eric DESSONS/JDD/SIPA

Signée le 25 août dernier par trois syndicats de médecins libéraux (FMF, MG France, Le BLOC) l'adoption de nouvelle convention médicale fait encore des remous. Deux organisations se sont abstenues (CSMF, SML) et les futurs médecins sont eux aussi mécontents du texte.

Les étudiants et internes en médecine ainsi que des jeunes médecins installées et remplaçants font un constat amer de ces négociations tarifaires.

Appartenant à six syndicats (l'ANEMF, l'ISNAR-IMG, l'ISNCCA, l'ISNI, ReAGJIR, SNJMG), ils résument le texte conventionnel ainsi : « il emporte avec lui les espoirs de renouveau portés par les jeunes médecins ».

Et leurs projections pour l'avenir sont pour le moins pessimistes : « derrière cette signature en demi-teinte se cache un fossé de plus en plus béant entre des médecins bientôt retraités et une nouvelle génération qui ne se reconnaît plus dans ces modes d'exercices dépassés ».

Un texte obsolète

Avec ces critiques, ces derniers font référence au modèle d'exercice libéral porté par l'Assurance maladie. Il est basé, d'après eux, sur le pa l'acte, l'exercice solitaire, l'absence de plur professionnalité et l'absence de coordinat hôpital. Ils l'estiment donc « obsolète » et que ce texte ne suscitera pas plus d'envie au sein de la jeune génération.

Et la frustration est grande car ils rappellent que l'enjeu de cette négociation était justement « de préparer

Fermer X
NEWSLETTER
pourquoi docteur
Comprendre pour agir
Recevez toutes les semaines les meilleures infos santé
E-mail
JE M'INSCRIS
je suis déja inscrit

l'avenir pour assurer des soins de proximité de qualité à nos patients et des modes d'exercices en accord avec les aspirations des médecins de demain ». Plus précisément, ces jeunes et futurs médecins attendaient par exemple une prime à l'installation plus conséquente. Idem pour la part de rémunération forfaitaire nouvelle instaurée par la Cnamts.

Un appel à Marisol Touraine

Face à cette déconvenue, ces praticiens engagés n'ont pas perdu tous leurs espoirs. Ils en appellent désormais à Marisol Touraine, ministre de la Santé, pour prendre en compte leurs propositions dans le cadre d'expérimentations proposées aux parlementaires lors du projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) 2017.
Mais malgré ces attentes, les derniers mots du communiqué sont sévères à l'égard de leurs ainés. Ils dénoncent « un accord conventionnel négocié par des

anciens qui, pour certains, seront arrivés à l'âge de la retraite avant même son échéance, alors que près de 8 000 jeunes médecins sont chaque année diplômés et directement concernés ».

Fermer X
NEWSLETTER
pourquoi docteur
Comprendre pour agir

Recevez toutes les semaines les meilleures infos santé
E-mail
JE M'INSCRIS
je suis déja inscrit

LIENS SUR LE MÊME THÈME

- Convention médicale : Marisol Touraine salue la grande avancée
- Convention médicale : ce qui change pour les assurés
- Convention médicale : le syndicat majoritaire dit non

Vous aimez cet article ? Abonnez-vous à la newsletter !

Adresse mail

Abonnez-vous

NOUS VOUS RECOMMANDONS

IREF - Institut de Recherches Économiques et Fiscales

Pour la liberté économique et la concurrence fiscale

http://fr.irefeurope.org/4146

Publications > Articles (Santé)

par Jean-Yves Naudet, le 30 août 2016
lecture : 3 min

La consultation des médecins généralistes à 25 euros Un écran de fumée masquant le refus des réformes

La « tyrannie du statu quo » vient encore de frapper la médecine. En acceptant la nouvelle convention entre les médecins libéraux et la sécu, la FMF a permis sa validation, au grand soulagement de l'assurance-maladie. La consultation passe de 23 à 25 euros, mais les médecins restent sous la coupe d'une organisation bureaucratique : aucune réforme réelle, juste un plat de lentilles contre le maintien d'une médecine socialisée.



Sommaire

- La consultation passe de 23 à 25 euros
- La convention essaie de singer le marché
- Le double piège des tarifs bloqués et du monopole de la sécu
- Seule la concurrence peut améliorer le système de santé

La consultation passe de 23 à 25 euros

C'est un ouf de soulagement qu'a poussé l'assurance-maladie. En acceptant, lors de leur assemblée générale du 21 août, de signer le projet de nouvelle convention, les médecins de la FMF (Fédération des Médecins de France) ont permis la validation de celle-ci. En effet, dès le mois de juillet, après cinq mois de négociations laborieuses, deux autres syndicats, MG France (généralistes) et le Bloc (chirurgiens), avaient accepté la convention et il fallait trois signatures pour la valider. La décision des deux derniers

syndicats, prise le 25 août, ne pouvait plus arrêter le processus, même si finalement le SML a voté contre et la CSMF aussi (par 62,9% des voix). Dès le même jour, la convention était signée, la signature des trois autres syndicats étant suffisante pour la valider.

Le point sensible était le tarif de la consultation chez les généralistes, fixée depuis des années à 23 euros, contrairement à celle des spécialistes, alors que désormais la médecine générale est considérée comme une spécialité à part entière ; l'assurance-maladie a freiné la revalorisation le plus longtemps possible, avant d'accepter fin juillet le passage à 25 euros, mais seulement à partir du 1er mai 2017. Détail qui a son importance dans un monde qui change vite et rempli d'incertitudes : les nouveaux tarifs sont fixés pour 5 ans.

La convention essaie de singer le marché

Certaines consultations plus longues pourront être facturées plus cher : 30 euros (pour examiner de jeunes enfants), 46 (consultations complexes, par exemple pour les infections sexuellement transmissibles), voire 60 dans certains cas. Des suppléments peuvent exister en cas de prise en charge rapide. Ces éléments sont intéressants, car ils montrent que l'assurance maladie reconnait la diversité des situations, mais continue à appliquer un système arbitraire de tarifs bloqués, singeant le marché sans en avoir la souplesse, ni les régulateurs. De faux prix au lieu de prix libres, en outre masqués par la généralisation du tiers payant, dont l'IREF a dénoncé les effets pervers (*« Projet de loi santé : la fin de la médecine libérale »* IREF 12 octobre 2015). La convention prévoit aussi une aide financière pouvant aller jusqu'à 50 000 euros pour favoriser l'installation dans les déserts médicaux, alors que c'est l'Etat qui a créé la pénurie (*« Déserts médicaux : quand l'Etat crée la pénurie »*-IREF 7 juin 2016).

Les médecins de la FMF ont hésité avant de signer et l'accord n'a été donné que par 52,95% de oui. Signe de cette hésitation : le président de la FMF, Jean-Paul Hamon, pourtant favorable au oui, a déclaré « On ne saute pas de joie. Cette convention est loin de nous satisfaire ». « En signant, nous pensons être en mesure de peser davantage dans les discussions ». Ne pas signer c'était ne pas avoir de revalorisation.

Le double piège des tarifs bloqués et du monopole de la sécu

Ce dilemme illustre l'impasse dans laquelle se trouve la médecine libérale française. En acceptant la mainmise de l'assurance-maladie sur l'ensemble de la médecine libérale, à commencer par les tarifs, les médecins ont été pris au piège d'une socialisation croissante. Devenue maitre du jeu, l'assurance-maladie n'a cessé d'accompagner toute revalorisation des tarifs d'une étatisation croissante. Ce piège a deux aspects : l'un concerne les tarifs : en acceptant, pour la majorité des médecins (le secteur 1) des honoraires fixes, donc de « faux prix », non seulement on rendait les organismes publics maitre du jeu, mais on enlevait le seul régulateur qui puisse exister sur un marché : le prix libre.

L'autre piège a été le monopole total en France de la Sécu. Aucune concurrence du côté de la protection sociale en matière de santé. Or il est impossible à des libéraux de lutter à armes égales contre un monopole public. Ce monopole est contraire aux règles européennes, comme à ce qui se passe dans de nombreux pays. On peut en effet admettre une obligation d'assurance (comme pour l'automobile) sans être obligé de s'assurer à un monopole public bureaucratique et tout puissant.

Seule la concurrence peut améliorer le système de santé

Ces deux pièges signifient le refus de toute concurrence. Or là encore l'IREF n'a cessé de montrer, à l'aide d'exemples étrangers, que tout ce qui renforce le rôle du secteur privé et la concurrence, y compris entre les caisses, permet de réduire les couts et les déficits, tout en améliorant la qualité des soins (« *La France face aux exemples allemands, suisses et néerlandais* » IREF 16 octobre 2013). En refusant tout progrès vers la concurrence, toute vraie réforme, la nouvelle convention va aggraver les déficits, tout en reportant une part croissante de la charge sur les malades, sans satisfaire pour autant les professionnels de santé. La tyrannie du statu quo conduit toujours au pire.

Publié le 03/09/2016

Adoption de la convention : et maintenant ?



Paris, le samedi 3 septembre 2016 – Le 25 août dernier, une nouvelle convention organisant les rapports entre l'Assurance maladie et les médecins libéraux étaient signés par trois syndicats constituant une majorité, MG France, le Bloc et la Fédération des médecins de France (FMF). Considérant le texte insuffisant face aux attentes de la profession, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et le Syndicat des médecins libéraux (SML) ont refusé de signer. De son côté, organisation non syndicale (mais qui pourrait décider de se constituer en syndicat dans les semaines à venir), l'Union française pour une médecine libre (UFML) a toujours appelé à rejeter cette convention, notamment parce qu'elle est l'œuvre d'un gouvernement ayant mis en place la loi de santé, considérée comme un arrêt de mort de la médecine libérale. Pour nous, le patron de cette union, le docteur Jérôme Marty revient sur les enjeux du combat qu'il souhaite mener et sur les menaces qui pèsent sur la médecine libérale.

Par Jérôme Marty, président de l'UFML

Et maintenant ? Cette question simple et difficile qui ouvre sur l'avenir, l'immense majorité des médecins se la pose après la validation de la convention par MG France, le Bloc et la FMF.

Cette question traduit mieux que tout autre l'état d'esprit de notre profession fait d'inquiétude, de colère, de défiance.
Inquiétude alors que décret après décret, la loi de modernisation de la Santé commence à s'appliquer.

Colère envers les syndicats signataires qui, d'opposants à la loi de modernisation, sont devenus partenaires contractuels de son initiateur.

Défiance vis à vis des politiques dont les actes depuis trente ans abiment la médecine.

Incompréhension

Les médecins et les soignants dans leur ensemble voient l'essence même de leur engagement profondément modifié par la loi de modernisation de la Santé qui consacre dans son article 1 l'étatisation du soin (l'Etat est responsable de la politique de santé), la toute puissance des ARS (les ARS sont les relais de l'Etat et veillent à la répartition territoriale homogène de l'offre), la mise à genou de l'Assurance maladie désormais chargée de l'application des décisions de l'Etat, et dans ses articles 25 et 47, la fin du secret médical.

« *C'est la fin de la médecine libérale et c'est une bonne chose* » s'était exclamée Brigitte Dormont sur France Culture le 19 avril 2015 à propos de cette loi, ajoutant que si l'Assurance maladie veut influer sur la pratique des médecins elle peut désormais le faire…Cette déclaration validait le combat de la profession, un combat pour sa survie, plus encore, un combat pour son indépendance, un combat de valeur qui allait bien au delà de la médecine libérale.

Les choses étaient clairement exprimées, les buts définis, la non signature était une évidence. Ils signèrent… Passons…

Face à nous, le drame…

Jamais la médecine de France n'a connu avenir plus sombre.

Selon le CNOM (2014), 27 % des médecins sont âgés de plus de 60 ans, le nombre de médecins retraités a augmenté de 62,5 % de 2006 à 2014, durant la même période, la hausse des actifs n'était que de 1.2% ! Seul 9 % des jeunes médecins s'installent en libéral au sortir de la faculté, 25 % des médecins formés ne se destinent pas aux soins, 25 % des médecins s'inscrivant à l'ordre ont été diplômés à l'étranger (62,4 % d'entre eux seront salariés).
Paris a subi une baisse de médecins généralistes de 21,4% de 2007 à 2014 !
Les déserts médicaux se multiplient et n'épargnent aucun territoire (Toulouse voit deux tiers de ses médecins à moins de 10 ans de la retraite), et une pharmacie ferme tous les 2 jours sur le territoire.
Le taux de suicide de la profession atteint 2,48 fois le taux national et le CNOM annonce 40 % des médecins en burn out. Vingt chirurgiens démissionnent tous les ans des hôpitaux de Paris. L'espérance de vie professionnelle d'une infirmière à l'hôpital est de 8 ans en moyenne.

Si ce bilan est le résultat des 30 dernières années de politique sanitaire, la loi Touraine va pulvériser le mur désormais fragile d'une profession au rôle de ciment sociétal.

Alors que la population vieillit (hausse de 20 % des plus de 75 ans de 2006 à 2016 - INSEE 2016), les difficultés d'accès aux soins vont se multiplier, les délais d'attente s'allonger pour des patients désormais soumis à des contrats de mutuelles ou d'assurances lowcost dans le cadre de l'ANI (accord national interprofessionnel), alors que les contrats responsables, favorisés par des cadeaux fiscaux aux complémentaires, limitent l'accès aux soins et laissent aux seuls détenteurs de sur-complémentaires le libre choix de leur praticien.
La perte de liberté sera la règle pour des patients au parcours désormais fléché, otages économiques d'une politique qui nie l'humain et l'individualisation du soin. Les Groupements Hospitaliers de Territoire imposeront les lieux d'hospitalisation au mépris de l'histoire locale, des spécificités régionales ou du simple choix de chacun (Brioude dont les administrés se voient imposer les hospitalisations au Puy en Velay en est un bon exemple).

Kafka

Dans ce système kafkaïen, les patients auront perdu la propriété même de leurs données médicales, désormais numérisées, et consultables par des non soignants sur leur dossier médical partagé ou monnayées à partir de la base de données patient.

Les médecins désormais assujettis aux organismes assurantiels voient leur liberté et leur indépendance se réduire pour n'être demain que seul souvenir.
Sans espoir de reconnaissance et de juste considération, ils voient leurs tarifs prisonniers d'un Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie, au double effet pervers : les rendre coupables de son dépassement et donc de leur propre blocage tarifaire, et lier les tarifs de leurs actes aux choix politiques et économiques du gouvernement en place.

Dans ce contexte d'effondrement, les assureurs complémentaires, acteur d'un marché décomplexé, n'ont de cesse de demander l'extension des réseaux de soin à la sphère médicale. Les médecins et les patients y seraient sous contrats, prisonniers de l'intérêt économique des complémentaires désormais organisatrices du soin. Les structures sont prêtes, il ne manque qu'un décret ou la poursuite du désengagement de la Sécurité sociale au bénéfice des complémentaires jusqu'à les rendre à remboursement majoritaire.
Ce serait l'aboutissement, le dernier acte de la politique Touraine.

Face à cette crise sans précédent dont aucun candidat à la magistrature suprême n'a saisi la gravité, la signature conventionnelle est une erreur politique majeure.
Les accords conventionnels apparaissent insignifiants face au monstre qui s'annonce… Ils ne sont qu'un outil du système, les signataires l'ignorent-ils?

Toute perte de temps face à la reconstruction du système sanitaire est coupable, et face aux responsables politiques, nous avons un devoir d'alerte et de vérité.

La gouvernance, le financement et la démocratie sanitaire, base organisationnelle de notre système de soins doivent être entièrement revus, et ce, avec tous les acteurs et toutes les générations.

Nous n'avons d'autres choix que le courage et l'audace.

Face à l'article 1 de la loi de modernisation de la Santé qui fait de l'état le responsable de la politique de santé, rappelons ce qu'écrivait Friedrich Nietzsche : « *Les médecins les plus dangereux sont ceux qui, comédiens nés, imitent le médecin né avec un art consommé d'illusion* ».
A tous les soignants, rappelons Vaclav Havel : « *L'indépendance n'est pas un état de choses, c'est un devoir* ».

Copyright © http://www.jim.fr

Connexion Inscription

Ma commune... OK Recherche sur le site OK

Suivez-nous Boutique | Salons | Billetterie | Marchés publics | Petites annonces | Avis de décès Abonnements

ledauphine.com

Votre journal en version PDF
Télécharger l'édition du jour
+ 28 jours d'archives

ACTUALITÉS | DÉPARTEMENTS FRANCE / MONDE FAITS DIVERS | SPORTS | MONTAGNE |

A LA UNE | ENVIRONNEMENT | SANTÉ | TRANSPORTS | POLITIQUE | ECONOMIE | SOCIÉTÉ | INFO LIGHT |

> ledauphine.com

Lundi 5 septembre 2016

SANTÉ

La consultation passe à 25 euros



L'accord est ratifié mais ne fait pas l'unanimité chez tous les médecins. Photo Julio PELAEZ

33 Partager Tweeter 1 G+1

C'est officiel : à compter du 1er mai 2017, la consultation chez un médecin généraliste passera à 25 euros au lieu de 23 euros.

Le passage à 25 euros de la consultation chez le généraliste à partir de mai 2017 a été officialisé hier par la signature d'une nouvelle convention tarifaire. Le texte fixe les honoraires des 115 000 médecins libéraux et régit leurs relations avec l'Assurance maladie pour cinq ans.

Inchangé depuis 2011, le tarif de base de la consultation sera donc revalorisé de deux euros. La nouvelle convention instaure aussi une hiérarchisation des consultations selon leur complexité avec des actes à 25, 30, 46 et 60 euros.

Des aides dans les déserts médicaux

Figure également une aide de 50 000 euros pour l'installation dans les déserts médicaux, ainsi qu'un forfait structure pour permettre au médecin de recruter une secrétaire. Un coût estimé à 1,3 milliard pour la collectivité.

L'accord est loin de soulever l'enthousiasme des syndicats de médecins libéraux (SML) et a été paraphé sans l'appui du premier d'entre eux, la CSMF.

Ses adhérents se sont exprimés à 62,9 % contre la nouvelle convention hier. « C'est très en dessous de ce que nous espérions. On voulait un vrai projet novateur pour la médecine libérale, ce n'est pas le cas », a regretté leur président Jean-Paul Ortiz déplorant que les spécialistes aient été oubliés.

TAGS :

- Santé
- Médecine
- Economie et Finance
- Société
- France/Monde
- Fil Info
- A la Une

NOTEZ CET ARTICLE :



LA QUESTION DU JOUR

Allez-vous suivre les Jeux Paralympiques ?

Oui
Non

Envoyer Résultats

Commentez votre choix
Voir tous les votes



FIL INFO

17:39 FAITS DIVERS Ivre, elle donne une claque à son enfant et finit au tribunal

17:00 PROCÈS Selon Cahuzac, son premier compte en Suisse servait à financer Rocard

16:52 ALBERTVILLE Une classe va fermer à l'école maternelle de la Plaine de Conflans

16:48 VAULNAVEYS-LE-BAS La voiture fait un tonneau : un mort et deux blessés

16:44 FAITS DIVERS Surveillants agressés: le parquet antiterroriste se saisit

16:42 DISPARITION Jean-Christophe Yoccoz, médaille Fields 1994, est décédé

Tous les articles...

Trois des cinq syndicats qui ont négocié le texte pendant cinq mois avec l'Assurance maladie - MG France (généralistes), Le Bloc (chirurgiens) et la FMF (généralistes et spécialistes) - ont donc finalement apposé leur signature hier soir.

Dans la matinée, le SML avait indiqué qu'il ne validerait pas la nouvelle convention après un vote négatif de 95,5 % de ses représentants, considérant l'inégalité trop forte entre généralistes et spécialistes.

Tous espèrent une clause de revoyure en 2017 ou 2018. La sécurité sociale et l'État, qui se sont félicités de l'accord, n'ont néanmoins aucune obligation jusqu'en 2022.

Publié le 26/08/2016 à 06:05 **| Vu 3714 fois**

> Restez alerté au quotidien, abonnez-vous gratuitement à notre alerte info, cliquez-ici

VOS COMMENTAIRES

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des contenus ainsi que des services adaptés à vos centres d'intérêts et pour nous permettre de mesurer l'audience. EN SAVOIR PLUS / PARAMÈTRES

équité
Jibebouvier 26.08.2016 | 09h06

La consultation chez un spécialiste (CS) est depuis des années à 25 €. Or le médecin généraliste est devenu un spécialiste de médecine générale depuis 2008 (même concours, même durée d'étude), mais sa consultation était bloquée à 23€. Dans un contexte de désertification médicale (pourquoi n'arrivez vous pas à avoir de rendez vous dans la journée chez votre généraliste : il n'y en a plus malgré une moyenne de 52h/semaine), Un étudiant en médecine doit choisir sa spécialité selon son classement au concours de l'internat en fin de 6eme année, va t'il choisir une spécialité où il travaille beaucoup, seul et où il est moins payé ??? Bien sûr que non !!! La consultation à 25€ est le minimum pour revaloriser la médecine générale pour que des nouveaux généralistes s'installent. Plus de généralistes = moins de monde aux urgences et donc moins d'hospitalisation, ce qui coûte beaucoup plus cher à la sécu, donc in fine ce n'est pas cela qui creusera le trou de la sécu...

signaler un abus



Mérité !!!!!!
Graffiti 26.08.2016 | 08h37

la gauche et la droite n'ont rien avoir là-dedans ! car si la droite était au pouvoir , ce serait passé à 25 euros depuis lomgtemps ! Il ne faut pas tout mélanger !

signaler un abus

Samsufy 26.08.2016 | 08h29

Est-ce vraiment la population qui est dans le besoin ? Audi, BMW, Club Med, Ski dans les grandes sations, villa avec piscine etc .....

Et d'un autre côté en passant à 25 euros , le trou de la sécu se creuse encore plus.

merci à ce gouvernement socialiste d'aider ses pauvres.

signaler un abus

flity4 26.08.2016 | 08h02

Voilà ce que l'on va encore entendre...

"Oh tient mais c'est bizarre ! Comment ça se fait que le déficite de la sécurité sociale augmente ?"

C'est vraiment du n'importe quoi...

Qu'on change de gouvernement ! ET VITE !

signaler un abus

Connectez-vous pour laisser un commentaire

Se connecter

Pour accéder à votre espace personnel, vous devez fournir un identifiant et un mot de passe.

Email

Mot de passe

OK

LE TOP 10 DES ARTICLES

articles les + lus articles les + commentés

- Arnaqué au téléphone par un faux Kendji Girac
- Pour Lauda, Schumacher était un tricheur
- Grenoble : deux hommes blessés par balles ce matin quartier Hoche
- Un motard fait une chute de 100 mètres dans un ravin
- Bretagne : ils pêchent un requin dans une rivière
- Ruy-Montceau : une famille sauvée du feu par leur voisin
- Un enfant s'excuse auprès du SAMU
- Poignardé pour un tapage nocturne
- Un patient de l'hôpital psychiatrique frappe un passant

VOS TAGS FAVORIS

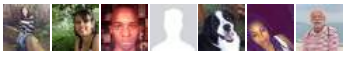
Cliquez sur pour ajouter le tag de la page à vos tags favoris.

DEVENEZ FAN DU DAUPHINÉ

Le Dauphiné Libéré
232 042 mentions J'aime



1 ami(e) aime ça



HOSPIMEDIA
L'actualité des territoires de santé

